

les réenchantements de la courneuve

Laboratoire Architecture Anthropologie
Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris la Villette

Appel à proposition de recherche
«Renouveler et recomposer les quartiers»
Plan Urbanisme Construction Architecture



responsable scientifique
Alessia de Biase
l'équipe

Benôte Decup-Pannier
Valérie Foucher-Dufoix
Alain Guez
Sandra Parvu
Cristina Rossi

mai 2009

Sommaire

■ introduction 5 | 21

repositionner la recherche
la méthode
les thématiques transversales
le site web
le terrains

■ une histoire fragmentée 23 | 398

1945 | 1946 | 1947 | 1949 | 1951 | 1952 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 | 1958
| 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 |
1969 | 1970 | 1971 | 1972 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980
| 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 |
1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001
| 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009

■ les temps des 4000 401 | 503

le temps de promesses
le temps de l'événementiel et du sensationnel
les temps de la résistance|résilience
les temps de la mémoire et des souvenirs
les temps de la disparition
le temps des fantômes



■ 6

■ Dimanche 3 juin 2007, Planter sur Ravel

Repositionner de la recherche

Dans notre première année de recherche, nous avons été menés, par le terrain et par l'enjeu de la restitution expérimentale à travers le site web (<http://www.laa-courneuve.net>), à repositionner notre posture initiale : un terrain centré sur la découverte « ethnographique » du territoire. Cela ne nous suffisait plus. La complexité du site nous a interpellé en nous obligeant à ouvrir l'ethnographie aux autres disciplines intervenantes dans le projet de recherche, afin de pouvoir restituer, nous aussi, une complexité dans le discours.

Nous nous sommes vite rendus compte, qu'au cours de ces trente dernières années, La Courneuve a été le sujet d'une littérature prolifique : urbanistes, architectes, sociologues, anthropologues politistes ce sont tous plongés, à des moments différents, et sur des sujets spécifiques, sur ce quartier moderniste surgi au début des années soixante. La littérature existante nous informait sur les différentes postures disciplinaires adoptées pour regarder, intervenir ou analyser les 4000 ou sur une histoire du site tissée à travers chaque regard, mais chacune d'entre-elles ne dialoguait jamais avec les autres. Ainsi, nous nous sommes trouvés face à une histoire fragmentée, ou les ficelles n'ont jamais pu être liées entre elles, et où les différents acteurs ont, hier et aujourd'hui, l'impression de se comprendre en alimentant en revanche des malentendus causés, dans la majeure partie de cas, par cette impossibilité à partager une histoire commune. Cela est d'autant plus évident lorsqu'on regarde les phénomènes de l'automne 2005 dans les banlieues parisiennes: « Pourquoi les habitats auraient-ils brûlé, détruit, « cassé » ce qu'on a construit pour eux » ? Personne ne sait encore à l'heure d'aujourd'hui répondre à cette question. Peut-être l'enjeu réside-t-il, de notre point de vue et après notre terrain au sein des 4000, dans ce qu'on entend par : « pour eux ».

« Pour eux, on travaille à la mémoire des barres avant de démolir », « Pour eux on reconstruit un centre commercial », « Pour eux on reconstruit le quartier », « Pour eux on refait la place », « Pour eux » « Pour eux » « Pour eux ». Mais, où réside une histoire commune de ces lieux ? Où réside un « Nous » qui aille au delà des groupes d'acteurs ? Est-ce qu'il existe ?

Notre recherche qui se matérialise dans notre site Internet, se veut comme une tentative, un essai de récit collectif, une esquisse d'une histoire commune non consensuelle. Cependant nous ne prétendons à aucun moment travailler sur la construction d'une mémoire collective des 4000 sud, nous savons très bien que cela serait un travail d'une autre nature qui relève plus d'un consensus et qui ne nous intéresse pas ici.

Ce que nous avons fait et continuerons à faire (au delà de la fin de cette recherche, sur notre site internet), humblement comme des glaneurs, est de mettre ensemble physiquement, l'un à côté de l'autre, les pièces, les récits, qui composent ces histoires fragmentées du lieu afin de faire jaillir les malentendus, les paradoxes, les émergences et l'amour, jamais exprimé aux autres, de tous les acteurs pour ce site. Ce que nous avons fait est de mettre en résonance les paroles des différents interlocuteurs afin de constituer un discours « chorale », un Nous on dirait en anthropologie, qui à des moments a des voix, des pupitres, qui chantent seuls, plus fort, plus haut ou plus bas, par rapport à un certain passage, un événement précis, et, à d'autres moments, nous les ferons « chanter » ensemble (dans la troisième partie de ce rapport).

Pour cela notre parti pris a été de ne pas mettre en ligne nos analyses (de type classique), mais les paroles des interlocuteurs qui ont été prises en direct (dans des entretiens avec nous) ou dans la presse. Notre travail, que nous définissons

déjà comme une forme d'analyse, a été de choisir ces paroles et de les mettre les unes à côté des autres, sans rien ajouter de plus. Ce qui nous intéresse est ce qui se dégage de cette nouvelle représentation, le regard qu'on peut porter dessus, l'analyse que chacun peut en faire à partir de ce site. Ce travail de choix, de mise en parallèle, en résonance ou en dissonance, de cette histoire fragmentée nous le reportons dans son ensemble dans la partie 2 de ce rapport.

Dans la troisième partie de ce rapport, nous nous sommes penchés, bien évidemment, sur une analyse transversale de notre recherche qui se valorisera, on l'espère, dans une publication. Toutefois ce qui nous « a habité » jusque là a été cette attention et ce soin pour chaque parole dite, sur son emplacement à l'intérieur de cette histoire et sur le jeu d'échos qu'ensemble, elles, peuvent engendrer.

La méthode

« Renouveler et recomposer les quartiers », titre de l'appel à proposition dans lequel cette recherche a été retenue, répond de plus en plus à ce que l'équipe a mené aux 4000 sud : recomposer une histoire d'un site qui a été un vrai laboratoire d'expérimentation urbaine et urbanistique commencé à la fin des années cinquante jusqu'aujourd'hui.

■ 8

Nous avons tous été sur le terrain, tous les entretiens ont été retranscrits, certains filmés (les architectes), et lus ou vus par l'ensemble de l'équipe qui à travers ce moyen, pouvait être toujours au courant de ce que les autres découvraient. Cette modalité nous a permis aussi une transmission de savoirs interdisciplinaires qui s'est concrétisée, dans des entretiens croisés. Architectes, politistes et anthropologues interviewaient un architecte, anthropologues et paysagistes faisaient ensemble un entretien avec un paysagiste...

Le regard multiple a été mis en œuvre concrètement sur le terrain (les entretiens croisés) et sur la thématisation des entretiens : chacun de nous en lisant les entretiens des autres, non seulement découvrait des choses qui pouvaient enrichir les siennes, mais pouvait aussi avoir un regard beaucoup plus large (architecturalement, urbanistiquement, sociologiquement, anthropologiquement et politiquement) sur le site.

A cet échange entre terrains, un an après, nous avons aussi eu la nécessité d'ajouter une autre échelle « hors contexte courneuvien », à savoir, quels étaient les « grands débats théoriques » de chaque époque (de toutes les disciplines impliquées dans notre recherche) et comment l'idée de grandes ensembles a migrée dans le monde, avant et après les 4000 à la Courneuve, en produisant des quartiers qui ont eu des histoires souvent semblables au nôtre, et de fois complètement différentes en devenant dans certains cas de monuments. . L'importance de ce jeu d'échelles nous a conduit très vite à intégrer dans la conception de notre site web une nouvelle entrée qui devait avoir le même espace que les autres : « les débats ».

La méthode de travail a été largement influencée par l'enjeu du web : nous n'avons pas fait un terrain avec sa conclusion classique dans une publication qui impliquait une « privatisation » de nos données de terrain. Nous avons choisi depuis le début de décloisonner complètement ce mode de travail : mais comment ?

Le site, dans la manière dont il avait été conçu, prévoyait que chaque année de notre chronologie aurait eu les différentes voix en parallèle (extraits d'entretiens, extraits d'articles, d'extraits de livres... images d'habitants, plans d'architectes,...). Nous nous sommes ainsi imposés de travailler par fiches (chaque fiche correspond à une voix ou à une image dans une année) et notre webmaster (dont l'enjeu graphique était évident) a décidé d'un maximum de signes pour les textes. Cela peut sembler très anodin, mais ça nous a fait réfléchir, discuter, nous fâcher, et enfin comprendre : on devait simplement penser différemment par rapport à ce que chacun de nous avait fait jusque-là.

Les fiches (les contenus qui apparaissent sur le site. (Cf. § site web) sont donc devenues notre manière/matière de travail et de décloisonnement du terrain.



■ Décembre 2007, atelier thématiques

Les thématiques transversales

Pendant les réunions, nous avons construit et déconstruit notre chronologie plusieurs fois en disposant physiquement toutes les fiches les unes à côté des autres en cherchant de les faire dialoguer entre elles et surtout de respecter la parole de nos interlocuteurs.

Des thématiques transversales ont émergé de cet exercice. Celles-ci ont eu la fonction de donner à lire le territoire dans le temps, à travers des entrées diverses et transversales que celles des acteurs : elles proposent un autre voyage à l'intérieur de l'histoire.

■ Vide et vert

Par cette thématique nous entendons tous ce qui n'est pas construit. À partir de récits d'habitants et de paysagistes nous nous sommes vite rendus compte que le Vide, tant du point de vue métaphorique que du point de vue concret, urbain, est un leitmotiv qui revient souvent le long de l'histoire. Un vide subi et pratiqué avant les démolitions, « vider les immeubles », un vide, après les démolitions, représenté par les enceintes autour des friches, un vide qui représentait ce qui restait du projet

urbain et dont les paysagistes devaient s'occuper, un vide rempli de parking...

■ Le jeu

Les 4000 sud ont été et sont encore un lieu d'invention de jeux avec ce que le territoire offre. Le jeu a été et est encore un des thèmes des paysagistes dans l'aménagement des espaces verts. Il nous a semblé intéressant de traiter cette thématique séparément de la précédente car elle raconte une évolution dans la manière de s'approprier l'espace public de la part des enfants au cours des différentes phases du changement urbain. Mais aussi dans la manière de projeter cet espace de la part des concepteurs au fil du temps et d'en voir les possibles détournements ou incompréhension de la part des enfants.

■ Transformations

Par transformation nous entendons toute modification subie ou pratiquée, par l'ensemble des acteurs, dans cet espace, à toutes les échelles (du logement au paysage). La dégradation, par exemple, peut être interprétée comme une transformation autant qu'une réhabilitation : elles font partie d'un processus qui change le visage (de la forme aux pratiques) d'un bâtiment.

■ Nommer les lieux

Depuis le début, nous nous sommes trouvés face à une constante, troublante, dans les récits de tous les acteurs : l'impossibilité de pouvoir nommer ces lieux avec un langage commun. Chaque acteur (et à l'intérieur de chaque catégorie, il y a aussi des différences) nomme cet espace de manière différente. Une impossibilité qui nous raconte beaucoup sur les malentendus, sur un non-partage d'une histoire collective vu que les uns et les autres n'arrivent point à nommer de la même manière les mêmes lieux, une incompréhension sur les échelles d'appropriations et sur la manière dont on les nomme... Nous avons ainsi décidé de récolter, à la manière de faiseurs de portulans au XVI^e siècle, toute cette toponymie pour qu'en lisant transversalement l'histoire de ce site on puisse ensuite en faire une esquisse d'atlas.

■ 10

■ Les bâtiments/barres comme territoires

Dans la toponymie dont les habitants, mais aussi les autres acteurs, se servent, les espaces urbains et les gens qui les habitent sont évoqués à partir de l'appellation d'un immeuble, et aujourd'hui, dans certains cas, d'un groupe d'immeubles. Ainsi, « le Mail », « la Tour », « Balzac », « Debussy » ou « l'Orme Seul », mais aussi « Renoir », « Ravel » et « Presov » (immeubles démolis respectivement en 2000, puis en 2004, sites aujourd'hui encore en chantier) semblent constituer des îles dans l'archipel du quartier. En ce qui concerne ceux qui ont été enfants dans les décennies 60-90, cette identification à l'immeuble correspond aussi à une manière de pratiquer les lieux : au-delà et après l'école, on vit, on joue et on discute en bas de l'immeuble où l'on habite. Adolescent, on continue à s'identifier à la barre où l'on réside, mais, dans la pratique, on élargit son espace de vie en allant par exemple rendre visite à un compagnon d'école qui habite dans un autre immeuble. Chaque immeuble a pourtant ses « bandes » de copains, bande à laquelle on s'identifie et qu'on fait exister parfois jusqu'à l'âge adulte (25-30 ans) même si l'immeuble de référence n'existe plus, comme dans le cas de la « bande de Ravel ». En ce qui concerne les adultes, l'identification à l'immeuble semble fonctionner surtout dans sa dimension de marqueur d'altérité : quand il s'agit, par exemple, du relogement, dans « sa » barre, de familles qui déménagent suite à une démolition, souvent on craint l'arrivée de ces « autres » qui sont pourtant, et depuis longtemps, ses voisins d'en face. Le fait de décrire les immeubles comme des « quartiers » distincts ou comme des « villages » et de s'y identifier, n'empêche nullement les adultes d'adhérer à des pratiques associatives – ou de

les promouvoir – en vue, entre autre, d’élargir et de désenclaver le champs de la vie quotidienne et la représentation du « chez soi » attachée à la dimension du « quartier ».

■ Les commerces

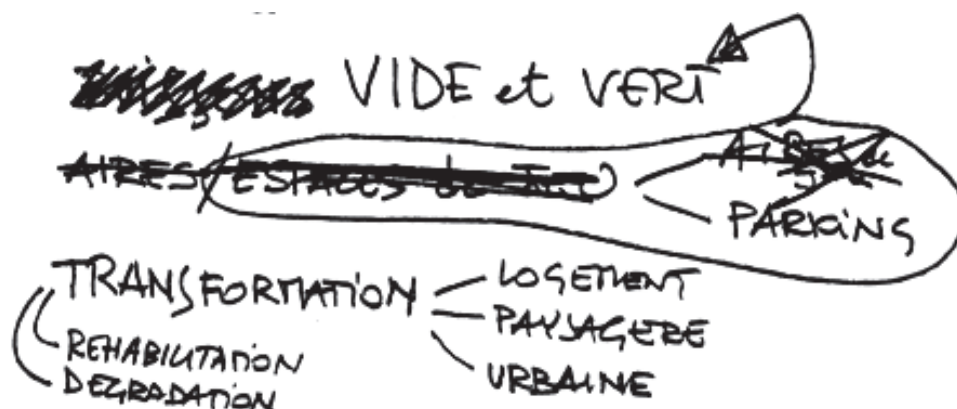
La question de la disparition et de la réapparition des commerces et du centre commercial de la Tour (ancien et nouveau) est de la part de tous les acteurs un des topoi de l’urbanité ou de la « désurbanité » du site. Les discours politiques, les projets architecturaux, les pratiques des anciennes et nouvelles boutiques, les changements de target des magasins (en ex. du Prisunic des années 60 on arrive à ED aujourd’hui, i.e. une mise en scène de la paupérisation du quartier à travers ses commerces), nous informent sur l’évolution du quartier, tant spatiale que sociale, à travers un objet spécifique.

■ Démolition

La démolition est racontée par tous les interlocuteurs comme un des événements collectifs de la ville, même si cela effleure le paradoxe. La démolition, qui ne dure que quelques instants, est un long processus qui commence avec les délogements et les relogements des habitants et se termine avec le début des chantiers de nouveaux bâtiments. Cette longue période, cet entre-temps, est scandé, raconté, perçu de manière complètement différente de la part de chaque acteur. Où commence pour chaque catégorie d’acteurs la démolition ? quand se termine-t-elle ? Nous avons commencé à percevoir le changement de récit entre la première (1986, Debussy) et les dernières en 2004 démolitions (Ravel et Pressov), effet probablement dû aussi à l’hyper-médiatisation de l’événement.

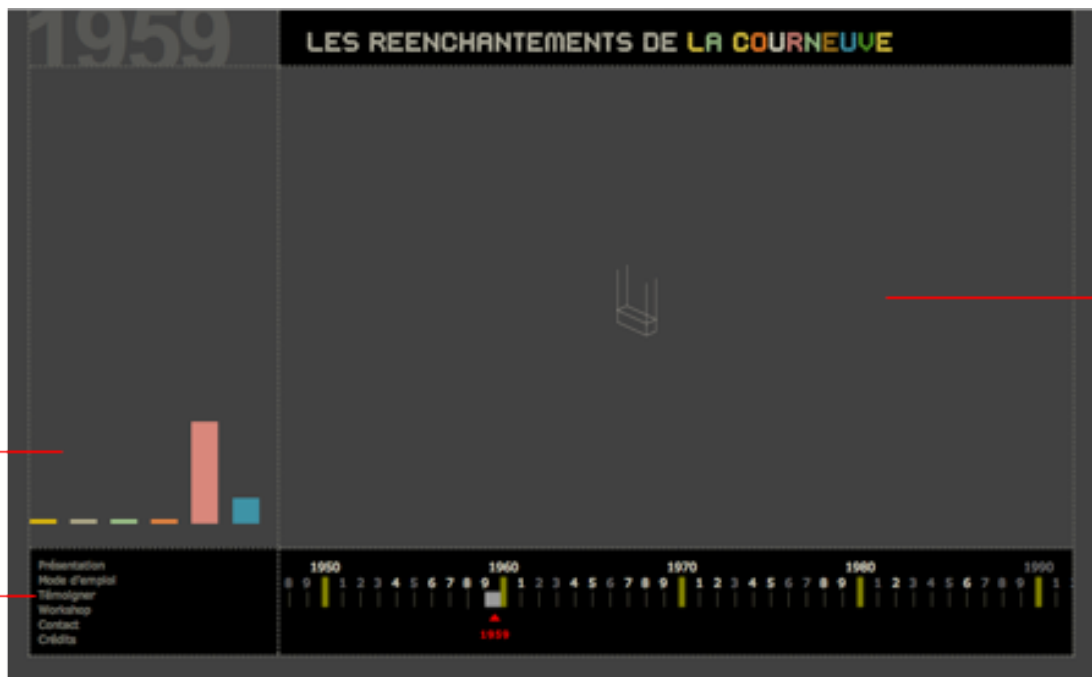
■ Arriver/partir de La Courneuve

Nous essayons ici de tracer un fil entre l’enchantement et le désenchantement du site. Dans les récits, l’arrivée ou le départ en tant qu’habitant ou architecte ou politique reste un moment bien précis dans la mémoire de chacun. La vision, par exemple, d’une Courneuve comparée par les habitants dans les années 60 à l’Amérique, moderne par rapport à la province, ou vécue comme un enjeu pour des jeunes architectes des années 80 désireux de se confronter à un territoire complexe hérité des modernistes. Ces récits sont souvent en résonance avec ceux de départs vécus comme un soulagement représenté souvent par une rupture complète avec tout ce que la Courneuve représente (la grande échelle par exemple).



Le site web <http://www.laa-courneuve.net>

Par rapport au site, la complexité de l'approche que l'équipe « a imposé » aux webmasters dans la réalisation du design et de la logique du site - au fur et à mesure de l'avancement des réflexions par rapport à l'approche « plurivocal » du sujet - a allongé les temps de réalisation.



TEMOIGNER : Sera l'espace où, qui le souhaite, peut contribuer par un témoignage personnel à l'enrichissement du site.

L'HISTOGRAMME représente l'état des lieux de notre terrain par rapport à chaque année et chaque catégorie de recherche, les couleurs représentent les différents terrains en cours (Habitants, Décideurs, Architectes&Urbanistes, Paysagistes, Débats, Herbes Folles et Représentations médiatiques). Cependant cet histogramme, qui est en mouvement lorsqu'on bouge le curseur sur la *time line*, représente aussi l'image du « chœur », de moments à l'unisson de certains acteurs par rapport au site et des moments plus collectifs dus à des événements particuliers.

Le **SCHEMA CENTRAL** raconte l'évolution urbaine des 4000 sud. En déplaçant le curseur sur la *time line*, le dessin évolue. Nous avons décidé de faire commencer notre récit graphique avec un écran noir. Notre parti pris a été de simplifier le plus possible le langage de représentation graphique de ce schéma afin que les changements architecturaux et urbains dus aux différentes époques et aux cultures urbanistiques puissent jaillir de manière évidente. L'épuration de ce schéma initial veut aussi remarquer la richesse de récits de la part de tous les acteurs qu'on trouve à l'intérieur de chaque année.



FICHES RECITS : chaque terrain contribue à la construction de l'histoire collective des 4000 sud à travers des récits d'acteurs. Ces extraits naissent d'une thématisation des entretiens. Ensuite ils sont mis en résonance entre eux pour montrer les concordances de récits entre acteurs, les discordances, les malentendus...

13 ■

Les thématiques ici présentes sont les différents terrains entrepris par les chercheurs :

REPRESENTATION DANS LES MEDIAS

Images, articles et vidéos diffusés par les médias nationaux et locaux.

HABITANTS

Extraits d'entretiens d'habitants et images recueillis dans le cadre de notre recherche. Par habitants, nous entendons des personnes vivant ou ayant vécu, travaillant ou ayant travaillé aux 4'000 Sud ou dans un environnement proche.

DECIDEURS

Extraits d'entretiens et d'articles, citations et témoignages de personnes ayant eu un rôle de décision dans le processus de transformation des 4000 Sud.

ARCHITECTES-URBANISTES

Discours et projets d'architectes et urbanistes ayant participé aux différentes étapes de conception de transformation des 4000 Sud.

PAYSAGISTES

Discours et projets de paysagistes ayant participé aux équipes de conception ayant joué un rôle dans la réflexion et la transformation des 4000 Sud.

HERBES FOLLES

Tout ce qui a poussé d'une manière inattendue au cours de cette recherche...

DEBATS

Idées, théories, points de vue, repères historiques, démarches et conflits donnant des éclairages sur le contexte dans lequel les 4000 Sud ont été conçus et transformés.

Les terrains

■ Les habitants

Nous avons cherché à comprendre comment les personnes résidant et/ou travaillant aux 4000 Sud habitent leurs espaces de vie et ce, à différentes échelles, du point de vue des représentations et des pratiques, à travers les multiples transformations architecturales, urbaines et sociales qui ont marqué l'évolution de la cité depuis les années 50 jusqu'à aujourd'hui.

Comment les habitants perçoivent et s'approprient, au fil des transformations du site, les espaces intérieurs et extérieurs du logement qu'ils habitent ? Quel rôle jouent certains lieux tels que le centre commercial, les aires de jeux, les espaces verts, les espaces publics, les espaces intermédiaires, la gare RER, les friches et les chantiers ? Comment se transforme la relation entre la cité des 4000 Sud et ses alentours ? Comment les habitants vivent-ils les transformations physiques et sociales liées au projet de renouvellement urbain en cours ? Quels sont les rapports entre ces transformations et les dynamiques identitaires à l'œuvre dans le quartier ?

Le travail de terrain effectué relève, d'un côté, d'une anthropologie de la ville, partant d'observations participantes et d'entretiens non-directifs avec les habitants, sur les espaces du quartier et de la ville jusqu'aux seuils du logement et, de l'autre, d'une socio-anthropologie de l'habiter, à l'aide d'entretiens semi-directifs avec les habitants, sur les espaces intérieurs du logement, les espaces dits intermédiaires jusqu'aux espaces publics du quartier.

■ 14

Nous avons ainsi rencontré une trentaine de personnes (voir tableau) ayant vécu l'expérience d'habiter, à un moment donné, soit au titre de résident soit au titre de travailleur sur le site des 4000 et/ou dans les quartiers limitrophes. L'intérêt de récolter le point de vue de ceux qui habitent les autres quartiers de La Courneuve est lié à l'idée selon laquelle les identités collectives se construisent et se transforment aussi en relation avec les regards posés et les attitudes développées par les « Autres ».

Nous avons réalisé des entretiens « classiques » et des parcours urbains (Petiteau, et Pasquier, 2001), et partagé également des tranches de vie (avec nos interlocuteurs) sur le mode de l'observation participante. La transcription des entretiens a favorisé la mise en commun des données issues de ce terrain avec les autres membres de l'équipe ainsi que la réalisation de fiches mises en ligne sur le site web de la recherche.

La majorité des personnes interviewées ont vécu la quasi totalité de leur enfance, adolescence et jeunesse aux 4 000 ou dans d'autres quartiers de La Courneuve. Parmi nos interlocuteurs, certains sont arrivés aux 4000 Sud à l'âge adulte, d'autres pour y travailler, notamment dans les années 90, d'autres encore, pour y habiter entre les années 65 et 72 ; en somme, tous ont une expérience intime parce que quotidienne de la cité des 4000 Sud. De ce fait, les témoignages recueillis sont souvent basés sur des souvenirs de pratiques d'enfant, d'adolescent et même de la jeune femme ou du jeune homme qu'ils étaient dans les années 70, 80 et 90, période d'enchantements de la cité des 4000 Sud pour les deux premières décennies et qui progressivement devient, notamment à partir de la fin des années 80, une période de désenchantements.

Parmi nos interlocuteurs, nous n'avons malheureusement pas rencontré de jeunes entre 18 et 25 ans, résidant ou travaillant aux 4000 aujourd'hui. Le point de vue de la toute nouvelle génération d'adultes manque effectivement à notre observation.

Nous nous sommes interrogés sur ce que représente le fait d'habiter aux 4 000 Sud dans l'itinéraire résidentiel des personnes rencontrées, en se demandant, notamment, si habiter aux 4000 représente plus un moment ou une transition dans les trajectoires résidentielles ou bien plutôt, un lieu d'ancrage où l'on réside au long cours.

En observant les stratégies qui dessinent l'itinéraire résidentiel des habitants, il semblerait qu'habiter aux 4 000 Sud corresponde plutôt à une stratégie d'ancrage résidentiel qu'à un moment transitoire dans leurs itinéraires.

Certaines personnes, rapatriées d'Algérie, s'installent aux 4 000 Sud et continuent d'y résider pendant plusieurs décennies, même lorsque les conditions de vie se dégradent. D'autres arrivent aux 4000 de la petite ou grande couronne de Paris et (notamment du département 93, de St Denis ou encore de Montreuil), et habitent ou travaillent durablement aux 4000 Sud. D'autres encore sont nés à La Courneuve et notamment aux 4000 et sont revenus pour y résider, après une période où ils ont habité et/ou travaillé à Paris. Certains de nos interlocuteurs ont quitté les 4000 pour s'installer dans d'autres quartiers de La Courneuve, dans d'autres départements d'Ile de France, à Paris ou dans le sud du pays. Selon les cas, le départ est dû à différents facteurs : le fait de devenir propriétaire de son propre logement, le changement de statut résidentiel par rapport au cycle de vie (entrée dans l'âge adulte ou retraite), le hasard (par exemple l'attribution d'un logement social ailleurs qu'aux 4 000), le désir de vivre ou de travailler dans un contexte territorial différent que la cité de banlieue (à la campagne ou, à l'opposé, dans la capitale).

Ainsi, il nous semble qu'habiter aux 4000 Sud n'est pas neutre dans le parcours résidentiel des personnes rencontrées et marque un fort degré d'appartenance, et même d'ancrage au territoire. C'est un lieu qui génère de l'identité, auquel on s'identifie aussi bien à l'échelle du quartier qu'à celle de la ville.

La rencontre avec ceux qui sont devenus nos interlocuteurs s'est faite d'abord lors d'une longue phase d'imprégnation (Olivier de Sardan, 1995) puis, par « l'entrée » progressive dans les réseaux amicaux, professionnels, de voisinage et familiaux de ces derniers. Comme c'est souvent le cas dans les enquêtes anthropologiques, notre questionnement concernant le quartier et ses transformations urbaines et socio-identitaires s'est avéré largement partagé par nos interlocuteurs. Ainsi, par exemple, Jonathan, Ismaï, Tahar et Samir, enfants d'immigrés d'Algérie qui, héritiers de l'histoire des relations complexes entre la France et l'Algérie, notamment à travers l'expérience parfois douloureuse de l'exil de leurs parents, ont participé à l'enquête dans l'attente de partager des repères et des traces d'un parcours qu'ils n'ont pas fini de comprendre et de s'approprier. Participer à cette enquête a aussi représenté, pour certains, un moyen, parmi d'autres pratiqués par ailleurs, de se situer dans une dynamique de la résilience/résistance à travers, notamment, la prise de parole.

Profils des interlocuteurs

Pierre, 48 ans, Photographe, marié, 2 enfants, ancien habitant, T4, Mail de Fontenay, La Fontenelle (de 61 à 67), Mail de Fontenay(68 à 83), Paris 10è

Laure, 45 ans, Journaliste, Mariée, 2 enfts, ancienne habitante, T4, François Villon, F. Villon (de 67à 82), Paris 10è

Gaëlle, Ancienne animatrice aux 4000 Sud, éducat. de rue à Paris, Mariée, 2 enfts, habitante centre ville, T4, Allée des Tilleuls, La Courneuve

Frédérique, 45 ans, Ancienne ass.sociale, aux 4000. Direct° prév et act° sociale, mariée, 2 enfts, ancienne assistante sociale, Centre social ds 4000 Sud, travaillait au centre social ds 4000sud (de 89 à 95)

Charlotte, 45 ans, Documentaliste biblioth. John Lennon, 4000 Sud, Célib., travailleuse, Studio, Paris, St Denis, Paris 10è

Nathalie, 44 ans, Employée de biblioth. John Lennon, 4000sud, Célib. 1 enft, 23 ans, habitante, T3, Allée de l'Orme seul, 4000 Sud, Pavillon St Denis(73), T4,Mail (74), T3,St Just (89), T3,Orme-Seul(2007)

Ismâï, 34 ans, Graphiste, employé munic., Célib., habitant, T2, rue St Just, 4000sud, Gd Debussy (de74à 85), Balzac(de 85 à 90), Renoir(de 90 à 2000), St Just

Mr et Mme Gonzales, 70 ans et 68 ans, Retraités, fonctionnaire, ss prof., mariés, 5 enfts, habitants, T3, Rue Honoré de Balzac, 4000Sud, Algérie, Chatelereaux,T3, Balzac (de 65 à 2008), T3 centre ville

Ethan, 75 ans, retraité, ancien commerçant, ancien élu, marié, 2 enfts, ancien habitant, Mail T4, Algérie, Paris 11è, La Fontenelle T3(61 à 67), Mail T4 (68 à 83), T3 ville sud France

Jean-Paul et Christiane, 47 ans les deux, Employé de biblioth.;Employée, Marié, 2 enfts, 20 ans, 23 ans, habitants, T4, rue Claude Debussy, 4000 sud, Petit Debussy T4 (depuis 67)

Jonathan, 35 ans, Artiste, célib, habitant, T2, centre ville, Balzac (de 65 à 2000), T2 centre ville

Jean-Pierre, 56 ans, Artiste et élu, habitant, centre ville, St. Denis, Alfred de Musset, centre ville

■ 16

Martine, 47 ans, Employée, séparée, 1 enft, 23 ans, habitante, T4, rue Claude Debussy, 4000 sud, Petit Debussy T4, (depuis 65)

Claude, 55 ans, Artiste, Célib., habitant, T3, rue Beauvils, 4000 sud, Algérie, T3 Mail, T2 rue Beauvils

Tahar, 31 ans, educateur, marié, 1 enfant, habitant, Mail de Fontenay, centre ville

Christophe, 51 ans, educateur, marié, 1 enfant, travailleur, Quatre Routes, province

Telma, 55 ans, ancienne ouvrière au chômage, marié, 2 enfants, habitante, pavillon, Yougoslavie, Crevecoeur

Mustapha, 47 ans, informaticien et formateur, habitant, 4000 Nord

François, 41 ans, fonctionnaire, célibataire, ancien habitant, 94, Quatre Routes, Montreuil

Edouard, 35 ans, entrepreneur, célibataire, travailleur, Cité en idf, Paris

Douglas, 45 ans, artiste, habitant, pavillon, Six Routes

Samir, 27, restaurateur, célibataire, ancien habitant, Renoir, Aubervilliers

Monique, 60, ancienne ouvrière au chômage, mariée, 3 enfants, habitante, T4, La Tour, Aube, Montreuil, La Tour

Pierre-Yves, 40, comédien, habitant et travailleur, Quatre Routes

■ Les paysagistes

Nous nous sommes intéressés au travail des paysagistes qui ont pris part aux projets de construction et de transformation des 4000 Sud, non seulement du

point de vue du contenu des projets, mais aussi de la place du paysagiste au sein des équipes de concepteurs et de la transformation de son rôle. Quelle part le dessin du vide a-t-il eu dans la création de ces lieux ? Pourquoi est-il le plus à même de stimuler une réflexion sur la trace et la mémoire du site ? Comment s'est-il modifié au cours de ces cinquante dernières années ? A quel moment intervient-il dans le processus du projet ? La liste de tous les paysagistes ayant pris part, ou désignés pour prendre part à des propositions de projet, est établie. Il s'agit de :

Jacques Sgard, paysagiste. Participe à la construction des 4000 Sud pour les architectes Tambuté et Delacroix (1958-1968)

Linda Leblanc, paysagiste. Intervient à trois reprises dans le quartier de l'Orme Seul suite à la démolition de la barre Debussy. (1986-1996)

Pierre Georgel, paysagiste pour l'agence Comptoir des Projets. Intervient à deux reprises, une fois dans le quartier de la Tour pour Paul Chemetov, suite à la démolition de la barre Renoir et une fois dans le quartier du Clos sur les espaces extérieurs liés à la restructuration du quartier suite à la démolition des barres Presov et Ravel. (2001-2012)

Philippe Hamelin, paysagiste. Assistant à maîtrise d'ouvrage avec Bernard Paurd dans le cadre de la restructuration du quartier du Clos suite à la démolition des barres de Presov et Ravel. (2003-2010)

Florence Robert, paysagiste. Assistante à maîtrise d'ouvrage avec les frères Goldstein dans le cadre de la restructuration du quartier de Braque Balzac suite à la démolition des barres portant ces noms. (2007-2012)

Des entretiens ont été réalisés avec ces paysagistes. Une attention toute particulière a été accordée à la rencontre avec Jacques Sgard, qui comprend trois entretiens à son atelier et une visite commentée sur le site des 4000 sud. L'importance donnée à cet interlocuteur est principalement due au fait que Jacques Sgard est le seul membre de l'équipe de concepteurs à l'origine de ce projet pouvant être rencontré aujourd'hui. La transcription des entretiens réalisés avec chaque paysagiste, ainsi que leur thématisation a été réalisée et mise en ligne sur le site Internet sous forme de fiches.

Des documents visuels ont été aussi récoltés au cours des entretiens sous forme de plans et de photographies scannées qui ont donné lieu à des fiches images.

Une recherche bibliographique comprenant des ouvrages et articles publiés ainsi que la littérature grise, sur les thèmes de théories et enseignement du paysage, ainsi que politique et espaces verts, a été établie et consultée sur les sites de la médiathèque de l'IAURIF, du Centre de Documentation Urbaine à la Défense et des archives départementales de la Seine-Saint-Denis. Elle nourrit la rubrique « Débats ».

■ Les Architectes et les Urbanistes

Nous nous sommes intéressés au travail des architectes et des urbanistes qui ont pris part aux projets de construction et de transformation des 4000 Sud. L'analyse des discours et des projets des architectes et urbanistes, étant intervenus au cours des 50 dernières années sur les 4000 sud de la Courneuve, a commencé par la construction d'un recueil des articles parus dans la presse spécialisée en particulier Urbanisme, Technique et Architecture et Architecture d'aujourd'hui.

Une chronologie a été élaborée, ordonnant les projets urbains et architecturaux, les événements influant sur la transformation architecturale et urbaine et les concepteurs étant intervenus dans différentes phases de re-projet des 4000 sud. Une liste d'architectes et d'urbanistes a été élaborée à partir de cette structuration de l'information.

Afin d'organiser les questions que nous souhaitons explorer dans le cadre de cette recherche, une trame de questionnements a été élaborée, servant de guide d'entretien.

Les principaux architectes et urbanistes ont été rencontrés. Les entretiens sont enregistrés et filmés, les documents réunis par nos interlocuteurs ont été photographiés. Les entretiens retranscrits et les images récoltées sont thématiques et organisés dans des fiches destinées au site web.

Nous avons décidé de filmer les entretiens avec les architectes et les urbanistes dans la perspective de lier le discours et les figures dans le récit des lieux et des projets. Cette exploration s'inscrit dans un des axes du laboratoire en particulier à travers le Cineforum qui se questionne chaque année sur la manière de filmer l'espace aujourd'hui.

Les matériaux récoltés ont été et seront relus en parallèle avec les discours des autres interlocuteurs afin de chercher les éventuelles concordances et discordances entre les images et imaginaires portés par les différents intervenants et habitants dans la ville contemporaine.

Liste, en ordre alphabétique, des architectes et urbanistes rencontrés :

Bernard Barre, responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005. A partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

Paul Chemetov, architecte - Lauréat du concours du quartier de la tour (1996)

Serge et Lipa Goldstein, architectes. Invités au concours de 1982 et maîtres d'œuvre de différentes opérations sur les 4000

Ahmet et Françoise Gulgonen, architectes. Lauréat, avec l'équipe de l'APRAH, du concours d'intégration des 4000 dans la ville (1982) et maître d'œuvre de réhabilitations

François Laisney, architecte-urbaniste-chercheur. Lauréat, avec l'équipe de l'APRAH, du concours d'intégration des 4000 dans la ville (1982)

Bernard Paurd et Marie Christine Lvovsky, Architecte et urbaniste. Invités au concours de 1982, maître d'œuvre de différentes opérations sur les 4000 et lauréats de l'étude de définition sur le quartier Des Clos

Pierre Douaire, architecte. Lauréat, avec l'équipe de l'APRAH dont il était mandataire, du concours d'intégration des 4000 dans la ville (1982). Il a également réalisé des réhabilitations dans les 4 000 sud.

■ Les décideurs et représentations dans les médias

Lorsqu'on aborde un terrain de recherche tel que les 4000 à la Courneuve, il est difficile d'échapper aux représentations qui y sont attachées. Les 4000 font périodiquement, et cela depuis leurs constructions, « la une » des quotidiens nationaux comme le symbole de la pathologie urbaine, sociale et technique des grands ensembles. Ils ont aussi été pris de nombreuses fois comme terrain d'enquête sociologique et anthropologique et considéré comme « laboratoire idéal » à proximité de Paris. Ce territoire en quarante ans s'avère surmédiatisé, surinvesti, surchargé de sens et d'intentions. Nous avons donc choisi de travailler sur ces représentations en croisant représentations médiatiques - par le dépouillement des dossiers de presse - et représentations officielles des élus - par le dépouillement systématique des journaux municipaux - et moins officielles grâce à des entretiens ciblés auprès d'acteurs locaux. Nous comptons aussi profiter du classement récent des documents d'archives portant sur les 4000.

Comment rendre compte des multiples regards portés sur les 4000 ?

On peut en premier lieu évoquer le travail de dramatisation opéré par les journalistes de la presse nationale : une recherche approfondie des articles portant sur les 4000 montre ainsi que ce grand ensemble, depuis sa création, a été en butte à des représentations négatives, univoques, présentant ce territoire comme le lieu où s'exprime la délinquance, l'insécurité et la violence urbaine . Les 4000 sont assimilés à une banlieue ghetto et peuvent être comparés au Bronx, à Harlem... . Fait nouveau à partir de 1986 et par la suite, les 4000 font « la une » des quotidiens nationaux à l'occasion de chaque démolition hyper médiatisée.

En revenant sur les représentations des 4000 dans la presse nationale, plusieurs questions se posent : Les 4000 ont-ils droit, en tant que grand ensemble, à un traitement particulier en terme quantitatif et de durée dans la presse nationale ? Et si oui, pour quelles raisons ? Les 4000 ont-ils permis l'élaboration d'images et de représentations particulières ? Assiste-t-on à une permanence des images durant quarante ans ou est-ce que chaque fait divers, chaque évènement permet l'apparition de nouvelles images ? Face à un projet urbain fondé sur les démolitions, pourquoi les 4000 continuent-ils d'exister dans la presse nationale ?

Pour tenter de répondre à ces questions, nous avons dépouillé le plus systématiquement possible trois grands quotidiens : Le Monde, le Figaro et Libération auquel sont venus s'ajouter plus ponctuellement des articles d'autres quotidiens et hebdomadaires.

Un regard différent est apporté par une autre presse : le journal municipal.

Choisir le journal municipal comme objet d'études peut susciter des interrogations. En effet, ce support est fréquemment critiqué car suspecté d'être le vecteur de la promotion politique du maire. Il s'inscrit dans un champ de contraintes qui de facto le dévalorisent . Pourtant, ces journaux municipaux ont un tirage global de plus de 10 millions d'exemplaires . Les bulletins municipaux, depuis les années 1980 sont partout : distribués gratuitement dans les boîtes à lettres, répandus dans les salons, les salles d'attente, les lieux publics, ils constituent parfois l'unique source d'information locale pour les habitants.

Ancré dans une réalité politique singulière, le journal municipal représente plus de 70% de la communication municipale. Internet n'a pas bouleversé sa domination car le site de la mairie offre un bulletin en ligne et un archivage des anciens numéros comme c'est le cas à la Courneuve depuis juin 2000 (n°149). Son ancienneté fait sa richesse, le journal municipal étant antérieur à la construction des 4000.

Sa forme et son contenu sont régulièrement revus : son apparence a changé, son format est désormais magazine. Les photographies abondent. Le moteur principal de cette innovation est de promouvoir l'image de marque de la commune et

des actions municipales. Comme ailleurs, le journal municipal de la Courneuve a suivi cette évolution que les particularismes politiques, économiques et surtout urbanistiques rendent singulière. Le passage du bulletin au magazine marque aussi le passage à de nouvelles logiques de communication d'un modèle propagandiste vers un modèle marketing .

Loin d'être de simples documents de propagande municipale, ils s'avèrent particulièrement riches dans le cadre d'un travail sur les représentations. Pour Jean de Legge, « la première fonction de la presse des collectivités est de produire un territoire d'appartenance, c'est-à-dire d'imposer comme principale identité collective une identité territoriale (...) Une deuxième caractéristique de cette presse, et une des clés de sa réussite, est sa positivité, c'est-à-dire sa capacité à valoriser la richesse et les ressources du territoire et à mettre en scène des habitants heureux, des acteurs tout à leur dévouement et leur compétence. Cette presse du bonheur construit un territoire idéal auquel les habitants sont appelés à s'identifier » . Un des objectifs des élus municipaux par l'intermédiaire des journaux de ville est donc de créer un sentiment de mémoire partagée sinon commune. Les journaux municipaux participent, d'une certaine façon, à la création de souvenirs collectifs et individuels dans le but de favoriser le lien social mais aussi de faire exister le local . Il constitue un levier politique essentiel.

L'analyse systématique des journaux municipaux de la Courneuve nous permet de rendre compte du discours officiel – d'une doxa - tenu par les élus sur les 4000 séparés au fil du temps entre le quartier de l'Orme seul, La tour-Braque, et le quartier des clos... Les 4000 ont été successivement la fierté de la commune, symbole d'une certaine forme de modernité, puis à partir des années 1970, symbole de lutte contre le pouvoir de Paris et de la politique menée par la Droite en matière de logement et enfin symbole de la reconquête du territoire sur Paris et d'une nouvelle politique urbaine novatrice par le levier de la démolition annoncé dès 1980 dans les projets municipaux avec pour ambition d'intégrer les 4000 à la ville.

■ 20

■ Les débats

Nous nous sommes intéressés au contexte théorique et historique, c'est-à-dire au débat des idées dans lequel les projets de La Courneuve ont été conçus dans ses différentes étapes. À partir des données des recherches réalisées sur les décideurs, architectes, urbanistes et paysagistes qui ont participé à la conception et transformation des 4000 Sud, nous avons essayé de faire côtoyer ses idées et démarches à celles de textes de l'histoire de l'architecture et de l'urbanisme pour les situer dans un débat international plus vaste. En même temps et parallèlement nous avons voulu donner des exemples internationaux et nationaux antécédents ou postérieurs à la construction des 4000 (le travail va continuer) afin de comprendre comment ses idées et modèles ont circulé dans le monde entier et ont pris des formes différentes dans chaque cas (chaque site, ville, pays). Chaque projet présenté a eu autant d'entrées sur la frise chronologique du site que les événements qui tracent son histoire (projet, construction, réhabilitation, démolition, inscription au patrimoine...). Les textes et les images qu'on a proposé pour chacune des étapes de l'histoire d'un exemple ressortent d'un travail d'« écriture au présent » : des textes datés de l'époque qui soient le moins possible de jugements et qui soient présents à l'histoire dans laquelle s'insèrent. Pour un texte, ou une image qui doit s'insérer dans l'étape « projet » on ne pourra jamais avoir, une image de l'immeuble construit, ou un jugement sur son dysfonctionnement soit-il urbain, architecturale ou de pratiques habitantes car il n'était simplement pas construit. Restituer l'histoire de cette migration des modèles modernistes dans le monde avec un travail de mise au présent des récits et des images, signifie pour nous recomposer et comprendre comment les 4000 sud peuvent trouver, à leur

fois, une place à l'intérieur de cette histoire urbanistique collective.

■ Les herbes folles

Nous avons commencé à travailler de manière collégiale à cette catégorie en récoltant les choses qui, dans ces 40 dernières années, ont poussé et poussent encore dans les marges des discours plus institutionnels ou d'habitants.

Cet espace nous laisse aussi une marge à occuper par rapport à nos disciplines en nous permettant d'injecter ici de petites choses anodines qui relèvent cependant d'une poésie du site.

Nous avons fabriqué une partie d'un possible herbier du site (avec l'aide de botanistes), en travaillant sur toutes les époques, afin de voir du point de vue de plantes, le visage des 4000 sud; et enfin lors des démolitions, nous avons recueilli avec les habitants, des bribes de papier peint éjecté lors de l'implosion afin de laisser une trace des logements.

1945

■ DÉBATS

→ Unité d'habitation, Marseille, France

Unité d'habitation, Marseille, France

ARCHITECTE : LE CORBUSIER

NOMBRE DE LOGEMENTS : 326 LOGEMENTS



Projet 1945-1952, inauguration 1957, réhabilitation 1995-1996

L'Unité d'habitation est la première commande confiée à Le Corbusier par L'Etat français. Pour reloger les sinistrés des quartiers détruits de la ville, il met en œuvre un principe dont le développement remonte à l'« immeuble villas » et aux redents de 1922. [...] Conçue comme une « cité-jardin verticale » opposée à la construction pavillonnaire, l'Unité est implantée sur quatre terrains différents avant de trouver sa place boulevard Michelet, dans les « beaux quartiers » de Marseille. Portée par d'épais pilotis contenant les réseaux de fluides, une ossature de béton armé, à image d'un « cassier », reçoit les « bouteilles » que constituent les 337 logements, dont la façade protégée par les brise-soleil est préfabriquée en éléments de béton. Traversant d'est en ouest, les logements sont desservis par les « rues en l'air » étudiées dès 1929 et situées tous les trois étages. L'une de ces rues, plus haute et lisible en façade par ses brise-soleil verticaux, reçoit des commerces et un hôtel. Entre les collines et la mer, sur lesquelles ouvrent les loggias des appartements, le toit terrasse de l'Unité abrite une crèche et une salle de sport. [...] Premier bâtiment dans lequel les mesures du « Modulor » étudié par le Corbusier depuis 1943 sont introduites, l'Unité est aussi un banc d'essai pour un mobilier simple et industrialisé.

► Jean-Louis Cohen, *Le Corbusier – 1887/1965 un lyrisme pour l'architecture de l'ère mécaniste*, Paris, Taschen, 2004, p.57-60

© René Burri, Magnum Photos/Agentur Focus, *Le Corbusier – 1887/1965 un lyrisme pour l'architecture de l'ère mécaniste*, Paris, Taschen, 2004, p.60.

1946

■ DÉBATS

→ Pedregulho, Rio de Janeiro, Brésil

Pedregulho, Rio de Janeiro, Brésil

ARCHITECTE : AFFONSO EDUARDO REIDY

NOMBRE DE LOGEMENTS : 384 LOGEMENTS



Projet 1946, Inauguration 1958, Conseil pour la réhabilitation 2002

La mairie de Rio de Janeiro, en ayant l'intention de fournir des logements à ses employés qui gagnent un petit salaire, s'est chargée de construire des ensembles de logements dans les divers Districts de la ville. La construction de l'ensemble Pedregulho a commencé en 1948 à São Cristóvão, l'un des plus anciens quartiers de la ville, où se trouvent des importantes fabriques et industries. Le terrain du projet mesure à peu près 50.000 mètres carrés et il est situé dans le versant ouest de la butte Pedregulho. [...] Le projet possède des blocs de logements. Le bloc A a 260 mètres de longueur, contient 272 appartements de différentes typologies et est situé sur la partie la plus haute du terrain. Le bâtiment suit la courbe sinueuse du versant de la colline. [...] Les deux étages inférieurs ont des appartements d'une pièce et les supérieurs ont de deux à cinq pièces en duplex. Ils ont choisi la solution des appartements en duplex pour la majorité des appartements, vu que cela est plus rentable pour permettre d'accéder aux quatre étages sans ascenseur.

► Carmen Portinho in *Affonso Eduardo Reidy*, São Paulo, Instituto Lina Bardi/Blau, 2000, pp. 83-84.

© *Affonso Eduardo Reidy*, São Paulo, Instituto Lina Bardi/Blau, 2000, p. 85

1947

■ DÉBATS

→ Miguel Aleman, Mexico, Mexique

→ Extraits du rapport de Le Corbusier a la Commission du Siège des Nations Unies

Miguel Aleman, Mexico, Mexique

ARCHITECTE : MARIO PANI

NOMBRE DE LOGEMENTS : 1080 LOGEMENTS



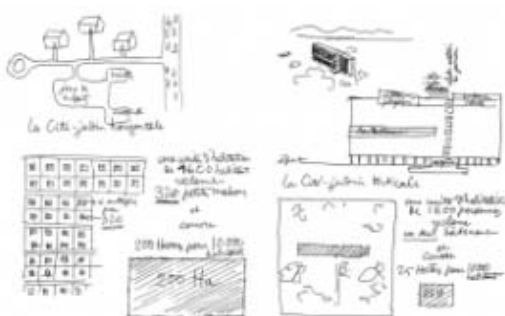
Projet 1947 ; Construction 1949

En 1947, [...] le centre-ville de Mexico débordait et plusieurs personnes s'étaient déjà installées dans des zones plus lointaines. [...] Dans ce contexte, la Ville Radieuse [...] est apparue comme la stratégie la plus estimable pour mettre fin aux maladies touchant cette ville du XIXe siècle : débarrasser le centre-ville, mieux desservir ses habitants et leurs offrir un domicile plus humain. [...] Par rapport aux théorèmes lecorbusiens, Pani démarre la libération du centre-ville en projetant l'ensemble Miguel Alemán en dehors de celui-ci comme une ville à l'extérieur de la ville. Ses habitants posséderont les services nécessaires pour éviter les déplacements coûteux vers le centre-ville et il leur sera offert une unité bien projetée, où la lumière, l'espace et le vert, ne manqueraient pas.

► Graciela de Garay, *Modernidad habitada : Multifamiliar Miguel Alemán Ciudad de México, 1949-1999* Ciudad de México, Historia Oral, p.30

© Graciela de Garay, *Modernidad habitada : Multifamiliar Miguel Alemán Ciudad de México, 1949-1999* Ciudad de México, Historia Oral, p.32

Extraits du rapport de Le Corbusier a la Commission du Siège des Nations Unies



Deux formes d'habitat s'offrent à la société moderne. Toutes deux ont pour objet supérieur de rétablir le contact entre les hommes et nature, de faire régner les « lois de nature » qui commandent à notre biologie et à notre psychologie. L'une est la cité-jardin horizontale. L'autre est la cité-jardin verticale. [...] La cité-jardin verticale est le don des techniques modernes. Phénomène de synthèse architecturale, elle supprime le gaspillage, elle prend en charge les plus lourdes fonctions domestiques, elle organise ; elle libère la femme de son esclavage quotidien, elle organise, dans un milieu favorable, le foyer avec ses nécessités d'élevage et celles d'éducation. Elle crée un phénomène social productif où l'individuel et le collectif s'équilibrent dans une juste répartition des fonctions de la vie quotidienne. Mais il est bien aléatoire de vouloir convaincre les gens

..... par des arguments. Les faits, si on leur laisse le temps de faire mûrir l'expérience, seront plus convaincants.

▶ Le Corbusier, « Extraits du rapport de Le Corbusier a la Commission du siège des Nations Unies », *L'homme et l'architecture*, 1947, p.8-9

..... © Le Corbusier, *L'homme et l'architecture*, 1947, p.8-9

1949

■ DÉBATS

→ Miguel Aleman, Mexico, Mexique

Miguel Aleman, Mexico, Mexique

ARCHITECTE : MARIO PANI

NOMBRE DE LOGEMENTS : 1080 LOGEMENTS



Projet 1947 ; Construction 1949

Enthousiasmé par les idées proposées par la Ville Radieuse, Mario Pani applique la totalité du théorème lecorbusien dans l'ensemble mexicain Miguel Alemán, la première Ville Radieuse d'Amérique Latine. Curieusement, Mario Pani a essayé de visiter l'unité de Marseille pendant sa construction, mais n'y a jamais été autorisé. De toute façon, la construction de l'ensemble Miguel Alemán dépasse la dimension et les ambitions du prototype français. [...] il loge environ 5.000 habitants. [...] De plus, il projette des bureaux administratifs, des écoles pour 600 élèves, des crèches, des laveries disposant d'une machinerie automatique individuelle et sècheuse, pharmacie, salle de jeu, salle de conférences, des équipements sportifs comme des terrains de football, basketball, volleyball, ainsi qu'une piscine semi olympique, avec épurateur d'eau, douches et vestiaires.

► Graciela de Garay, *Modernidad habitada : Multifamiliar Miguel Alemán Ciudad de México, 1949-1999*, Ciudad de México, Historia Oral, p.30

© Graciela de Garay, *Modernidad habitada : Multifamiliar Miguel Alemán Ciudad de México, 1949-1999*, Ciudad de México, Historia Oral, p.33

1951

■ DÉBATS

→ Pruitt-Igoe, Saint Louis, USA

Pruitt-Igoe, Saint Louis, USA

ARCHITECTE : MINORU YAMASAKI

NOMBRE DE LOGEMENTS : 2870 LOGEMENTS



Projet 1951, inauguration 1956, réhabilitation 1965, démolition mars 1972, démolition juillet 1972

Minoru Yamasaki, l'architecte de Pruitt-Igoe, s'accorde à dire que la taille du projet est contestable. Son projet original combinait des appartements avec jardins à de grands immeubles, totalisant une densité de 30 par acre (4047 m) au total. « le PHA nous a forcé à presque doubler la densité (à 55), ce que nous pouvions faire de mieux était d'éliminer les bâtiments bas et d'ajouter plus de barres », avoue Yamasaki.

► James Bailey, « The case history of a failure », Architectural Forum, dec.1965. <http://bacweb.the-bac.edu>, 10/07

© Saint Louis Post Dispatch Juin 1950

1952

■ DÉBATS

- El Paraiso, Caracas, Venezuela
- El Paraiso, Caracas, Venezuela
- Unité d'habitation, Marseille, France

El Paraiso, Caracas, Venezuela

ARCHITECTE : CARLOS RAUL VILLANUEVA

NOMBRE DE LOGEMENTS : 182 LOGEMENTS



Projet 1952, inauguration 1954

À l'intérieur du plan national pour le logement, un vaste programme public de logement dessiné et exécuté par l'atelier d'architecture de la banque ouvrière (TABO), et dont Villanueva est l'architecte en chef [...], El paraiso est considéré comme l'une des plus judicieuse et compréhensive solution de logements collectifs inspirées par le modèle de Le Corbusier. Le schéma initial incorporait six édifices mais seuls trois furent construits : deux petits blocs et une large tour située dans la partie la plus haute du site pour offrir une meilleure vue et assurer des conditions d'ensoleillement et de ventilation satisfaisantes. [...] Pour l'architecte français Auguste Perret, le cadre structurel était l'unique ornement légitime que l'architecture peut posséder. Cependant, pour l'urbanisme contemporain ce cadre transcende la valeur esthétique pour devenir un composant essentiel du système structurel de l'habitat. De cette manière, dans sa proposition urbaine Villanueva utilise une typologie de bloc avec une structure visible afin de créer une image d'architecture solide.

► Paulina Villanueva et Macia Pinto, *Villanueva*, ed. Princeton architectural press, New-York, USA, 2000, 180p, p. 40

© www.centenariovillanueva.web.ve

El Paraiso, Caracas, Venezuela

ARCHITECTE : CARLOS RAUL VILLANUEVA

NOMBRE DE LOGEMENTS : 182 LOGEMENTS



Projet 1952, inauguration 1954

Quand Villanueva et Carlos Celis Cepero ont commencé El Paraiso, ils ont décidé de se baser sur trois directives principales, prenant en compte les obstacles engendrés par le site, les aspects économiques et l'opinion publique.

- ▶ Choisir des panoramas les plus variés possibles, car le paysage et la ville voisine devaient être incorporés au projet.
- ▶ Echapper à la monotonie, en faisant varier la silhouette des édifices, à travers une différenciation de hauteurs et d'alignement des édifices entre eux.
- ▶ Le dessin extérieur devait être original mais raisonnable. L'orientation vers l'Ouest devait être particulièrement protégée du soleil, grâce à des écrans et brise-soleils.
- ▶ Sibyl Moholy-Nagy, « Und. Residencial El Paraiso », www.ucv.ve

© www.ucv.ve

Unité d'habitation, Marseille, France

ARCHITECTE : LE CORBUSIER

NOMBRE DE LOGEMENTS : 326 LOGEMENTS



Projet 1945-1952, inauguration 1957, réhabilitations 1995-1996

Pour l'équipe de jeunes architectes constituée autour de Le Corbusier, comme pour Le Corbusier lui-même, l'unité d'habitation de Marseille allait faire la preuve que la ville radieuse n'était pas une vue de l'esprit, mais une possibilité bien réelle des temps nouveaux et de la Société machiniste, dont ils pensaient qu'ils allaient se développer dans la France libérée. [...] Ce dont Le Corbusier sera chargé ne sera pas, comme on avait pu l'espérer un quartier de la ville radieuse, mais une unité d'habitation, considérée par le ministre comme expérimentale, et constituée de quelque trois cents logements pouvant abriter environ mille deux cents habitants ainsi qu'un certain nombre de « prolongements du logis » (commerces, équipements destinés à l'enfance, gymnase, hôtellerie, etc.).

► Anatole Kopp « La Bataille de Marseille » in Gérard Monnier, *Le Corbusier. Les unités d'habitation en France*, Paris, Belin-Herscher, 2002, p.62.

© <http://home.worldonline.dk/>

1954

 PAYSAGISTES

→ Références paysagères : la Hollande

 DÉBATS

→ El Paraiso, Caracas, Venezuela

Références paysagères : la Hollande

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Mes références étaient hollandaises. (...) Pour faire mon mémoire de diplôme je suis allé au Pays-Bas. J'ai découvert à la fois ce que c'était que l'aménagement urbain et l'aménagement paysager des grands territoires. (...) Pendant ces six mois, j'avais récolté toute l'information pour mon diplôme que j'avais fait sur la récréation, le loisir aux Pays-Bas, en prenant les deux échelles du territoire.

Il y avait, par exemple, le groupe néerlandais des CIAM, "OPBOUW", qui faisait des études surtout théoriques et ce qui correspondait bien au tempérament hollandais, plutôt normatif, organisé (tant de mètres carrés par habitant, pour les jardins de proximité, pour les places de jeux, pour les plus petits et les plus grands, etc.) Ce qui peut paraître un peu bizarre maintenant, mais qui en fait leur permettait de dégager des surfaces pour établir des plans d'urbanisme.

El Paraiso, Caracas, Venezuela

ARCHITECTE : CARLOS RAUL VILLANUEVA

NOMBRE DE LOGEMENTS : 182 LOGEMENTS



Projet 1952, inauguration 1954

Le « superblock » –un corps central munit de deux ailes perpendiculaires– est constitué de plusieurs unités de bâtiment combinées et répétées donnant forme à l'ensemble. Les noyaux d'escaliers et ascenseurs se définissent par un plan vertical de béton muni de petites ouvertures, les coursives sont protégées par un mur continu de béton perforé, ce qui donne à la structure une forme de quadrillage, accentué d'autant plus, par le travail chromatique de l'artiste vénézuélien Alejandro Oter. [...] Les 18 étages de la tour procurent l'espace pour environ 200 duplex de deux, trois ou quatre chambres, des espaces commerciaux d'une trentaine de magasins et bureaux, deux niveaux de parking, et des équipements comme une bibliothèque, un club social, un gymnase et une crèche. [...] Le fait que le complexe El paraiso soit un bloc contenant également des services, représente la vision particulière que porte Villanueva sur le rapport entre urbaniser et projeter, en réunissant dans une solution architecturale une proposition de vie communautaire complète.

► Macia Pinto, « El paraiso », www.fundacionvillanueva.org

© www.centenariovillanueva.web.ve

1955

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

→ Une mutation d'une rare violence

■ DÉBATS

→ Urbanizacion « 23 de Enero » (anciennement « 2 de Diciembre »), Caracas, Venezuela

→ Les Courtilières, Pantin, France

Une mutation d'une rare violence

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Paul Chemetov, architecte

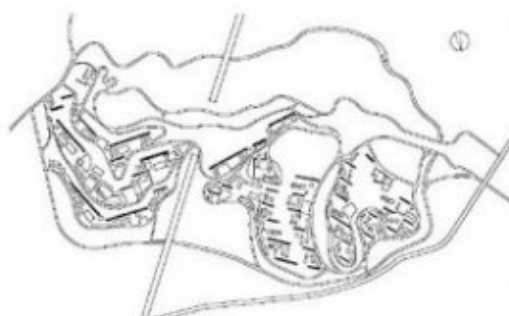
Lauréat du concours du quartier de la tour (1996)

On peut dire qu'entre '55 où on construit 250.000 logement par an, et '75 où on en construit 550.000, tout cela en chiffres arrondis, se met en place une mutation d'un rare violence dont on n'a absolument pas pris la mesure : la France rurale devient urbaine. Statistiquement la France arrête d'être rurale au début des années '30, mais, dans les faits, la France de 20 millions d'urbains à la sortie de la guerre passe aujourd'hui à 45 millions d'urbains. Donc ça, en deux générations, je crois que personne et surtout pas les gens qui sont en charge de ces problèmes, n'a pris la mesure de ce que ça veut dire, ce que ça veut dire sur tous les plans : de l'éducation, des transports, des mobilités, des équipements, des services, du rapport au paysage, de tout.

Urbanizacion « 23 de Enero » (anciennement « 2 de Diciembre »), Caracas, Venezuela

ARCHITECTE : CARLOS RAUL VILLANUEVA

NOMBRE DE LOGEMENTS : 9176 LOGEMENTS



Projet 1955, construction et inauguration en 3 étapes 1955-1956-1957

L'urbanisation 23 de Enero représente le plus important des douze grands ensembles compris dans le Plan national de l'habitat, réalisé à Caracas dans les années 50. Mis en place afin de transformer l'environnement physique et éradiquer les bidonvilles, avec un important financement public, la politique du gouvernement pour le logement social s'articule autour de l'Atelier d'architecture de la banque ouvrière, composé d'étudiants et de jeunes architectes comptant pour architecte en chef Carlos Raul Villanueva. Le plan, plus que de signifier une grande opération urbaine appuyé sur un idéal et des modèles de l'architecture moderne, met en avant une stratégie sociale, politique et économique, qui se concrétise dans un laps de temps très court et à une échelle d'une telle envergure, qu'il n'a possiblement jamais été égalée jusqu'à aujourd'hui en Amérique Latine. [...] 23 de Enero est une ville complète, imaginé en grandes terrasses avec un plan basique et plusieurs unités répétées avec variations et adaptations, parfois avec une simplification excessive, mais avec la maîtrise de la grande échelle, pour laquelle est formé Villanueva.

► Macia Pinto, « 23 de Enero », www.fundacionvillanueva.org

© www.centenariovillanueva.web.ve

Les Courtilières, Pantin, France

ARCHITECTE : EMILE AILLAUD

NOMBRE DE LOGEMENTS : 1700 LOGEMENTS



Projet 1955, inauguration 1958, projet de réhabilitation 2002, projet de réhabilitation bloqué 2007

Entre 1955 et la fin des années 1960, Émile Aillaud réalise à Pantin, à la limite d'Aubervilliers, un grand ensemble dans un parc paysagé d'une vingtaine d'hectares. La

SEM (Société d'Economie Mixte) du département de la Seine et l'OPHLM (Office Public de l'Habitat à Loyer Modéré) de Pantin sont les maîtres d'ouvrage de 1223 logements répartis dans une barre sinueuse de 1,5 km, coupée en trois endroits et s'enroulant sur elle-même, ainsi que dans 4 barres droites organisées autour d'une place distribuant des commerces en rez-de-chaussée, 9 tours "tripodes" R+13 en étoile à trois branches et 5 barres supplémentaires. Deux écoles, une crèche-halte-garderie-PMI (protection maternelle et infantile), un centre de sécurité sociale et une poste équipent le quartier. Dès 1957, les mêmes commanditaires demandent à Aillaud de réaliser, sur des terrains non loin, deux tranches supplémentaires : les 439 logements du Pont de pierre (répartis dans 9 tours) et les 426 logements des Fonds d'Eaubonne (dans 7 tours et 4 barres), auxquels sont adjoints quelques commerces.

► Eric Furlan, Marianne Lefrançois, Maud Marzolf, Julien Watrin, Barbara Houzelot sous la direction de Gilles Ragot puis Eric Furlan, Fonds Emile Aillaud (1902-1988), *Inventaire complet*, archiwebture.citechailot.fr

© archiwebture.citechailot.fr

1956

■ DÉBATS

- Pruitt-Igoe, Saint Louis, USA
- Pruitt-Igoe, Saint Louis, USA
- Un sol abstrait et horizontal
- Les espaces peuvent-ils être autres que « verts » ?

Pruitt-Igoe, Saint Louis, USA

ARCHITECTE : MINORU YAMASAKI

NOMBRE DE LOGEMENTS : 2870 LOGEMENTS



Projet 1951, inauguration 1956, réhabilitation 1965, démolition mars 1972, démolition juillet 1972

Dessiné en 1951, le projet séparait les blancs des noirs, un tiers pour les blancs à Pruitt et deux tiers pour les afro-américains à Igoe. Quoi qu'il en soit, avant que le projet ne voie le jour, la cour suprême pris la décision d'interdire la ségrégation, ce qui en pratique garantissait que Pruitt-Igoe n'attirerait que des afro-américains, étant donné que les blancs ne pouvaient pas être forcés de s'y installer. Les financements commencèrent à s'assécher brutalement, et la plupart des aménagements de Yamasaki furent revus à la baisse, se basant sur la nouvelle contrainte économique.

► Elizabeth Birmingham, « Reframing the ruins : Pruitt-Igoe, structural racism, and african rhetoric as a space for cultural critique », *Positionen*, 02/98. www.tu-cottbus.de 29/10/07

© Reprinted from *Architectural Forum*, decembre 1965 <http://bacweb.the-bac.edu>

Pruitt-Igoe, Saint Louis, USA

ARCHITECTE : MINORU YAMASAKI

NOMBRE DE LOGEMENTS : 2870 LOGEMENTS



Projet 1951, inauguration 1956, réhabilitation 1965, démolition mars 1972, démolition juillet 1972

Ces structures n'étaient pas des anomalies. Au contraire, le projet de Pruitt-Igoe représentait le produit d'une vision plus large du gouvernement et des décideurs de St-Louis, qui souhaitaient transformer leur ville en une sorte de Manhattan sur le Mississippi.

► A. Von Hoffman, Historien, « Why they built Pruitt-Igoe », www.soc.iastate.edu, 06/10/2007

⋮ © Reprinted from Donald MacDonald, *Democratic Architecture* (1996)

Un sol abstrait et horizontal

EXTRAIT DE LIVRE

Bruno Vayssière, historien de l'architecture

Dans le cas de tours sans barres, ces vecteurs verticaux oublient tout ancrage et toute horizontalité. Le sol est un plan abstrait, simple géométrie d'asphaltes et de gazons jaunis. Des passerelles permettent de mettre une nappe tridimensionnelle sur ces géométries rigoureusement planes. Quelques accidents satellites (locaux poubelles, chaufferies...) viennent contrarier une narration répétitive sans assise véritable.

Vayssière Bruno, *Reconstruction-Déconstruction, Le hard French ou l'architecture des trente glorieuses*, Paris, Picard, 1988, p. 245

Les espaces peuvent-ils être autres que « verts » ?

EXTRAIT DE LIVRE

Bruno Vayssière, historien de l'architecture

La « verdure » après 1956 prendra alors très vite des allures de « bouche-trou ». Puisqu'on fabrique de gigantesques espaces extérieurs, remplissons-les de taches arborescentes... un pas de plus et l'on parvient au « mythe de l'evergreen corbuséen » comme sur ce panneau du logis familial où il sert de fond de peinture sur laquelle se détache la barre en relief, le tout survolant un « bas-fond » pavillonnaire. (...) Il est certain que cette question de l'espace vert est d'autant plus critique qu'elle peut absorber à elle seule beaucoup de contradictions posées par l'objet « Grand Ensemble ». Le vœu pieu des « villes à la campagne » ne peut-il se résoudre par des blocs statistiques sur des surfaces vertes abstraites ?

Vayssière Bruno, *Reconstruction-Déconstruction, Le hard French ou l'architecture des trente glorieuses*, Paris, Picard, 1988, p. 239

1957

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

- Nommer les lieux
- La trame de la préfabrication

■ PAYSAGISTES

- Le rêve du paysagiste

■ DÉBATS

- Climat de France « 200 colonnes », Alger, Algérie
- Urbanizacion « 23 de Enero » (anciennement « 2 de Diciembre »), Caracas, Venezuela
- Urbanizacion « 23 de Enero » (anciennement « 2 de Diciembre »), Caracas, Venezuela
- Haut-du-lièvre, Nancy, France
- Haut-du-lièvre, Nancy, France
- Climat de France « 200 colonnes », Alger, Algérie
- Climat de France « 200 colonnes », Alger, Algérie
- Unité d'habitation, Marseille, France

Nommer les lieux

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre - Responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005.

À partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

Les 4000 nord et les 4000 sud, ça vient de ce que les 4000 nord sont plutôt au nord des 4000 sud et les 4000 sud sont au sud des 4000 nord, alors que c'est les quartiers ouest. Donc même la toponymie elle vient de là, parce que c'est l'opération qui les a appelé comme ça. Ils se sont appelés comme ça parce qu'ils ne savaient pas où se poser.

La trame de la préfabrication

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre - Responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005.

À partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

Alors ce qui s'est passé c'est qu'il a fallu une dérogation parce que l'office public HLM de la Ville de Paris n'avait pas le droit de construire extra muros, donc il y a eu une dérogation. C'était la première fois et c'était donnant, donnant, c'était la grande époque des politiques constructives de la direction de la construction, donc ils ont imposé des procédés techniques et là c'était un procédé d'un groupement d'entreprises, donc un procédé constructif de structures avec des voiles banchés et des panneaux préfabriqués.

J'ai des photos de chantier, les plaques ampilées, les chemins de grue. Sauf que ce procédé qu'on leur a imposé, il s'est avéré à la fois foireux parce que mal étudié et mal exécuté. C'est-à-dire que les panneaux qui étaient deux lames de béton entre lesquelles il y avait plus ou moins du polystyrène, ils ont été mal exécutés c'est-à-dire qu'il y avait plus ou moins 10 cm de béton, + ou - 10 cm de polystyrène et + ou - 10 cm de béton. Enfin tout ça était mal fichu, et en plus ils n'étaient accrochés que sur les refends, sur une trame de 6,2 m qui couvrait tout le territoire : 6,2m et 6,25m là où il y avait le joint de dilatation et toute la cité était tramée, y compris les espaces extérieurs, tout était tramé.

1957 | PAYSAGISTES

Le rêve du paysagiste

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Les espaces livrés étaient des espaces non maîtrisés. Ce qui nous laissait entre quelques barres... c'est terrible ! Ce que l'architecture ne pouvait pas faire, on a essayé de le faire avec le travail sur l'espace. Par exemple, les barres sont extrêmement longues, longer une barre c'est pénible, donc il fallait essayer de trouver d'autres espaces, essayer de créer une complexité au sol que l'architecture ne donnait pas. Et ça, à La Courneuve, je n'y suis pas arrivé. Un tout petit peu, peut être. Il fallait recomposer de l'espace qui n'existait pas. Un espace où l'on se sent bien, mieux. Voilà mes rêves de jeune paysagiste ! (Il rit.)

Climat de France « 200 colonnes », Alger, Algérie

ARCHITECTE : FERNAND POUILLON

NOMBRE DE LOGEMENTS : 2000 LOGEMENTS



Projet 1953, Construction 1954-1957

Parler de cour, de portique, de colonnade, de « propylées », c'est employer des mots dont on use habituellement pour qualifier l'architecture monumentale. Les « 200 colonnes » sont une architecture monumentale. Penser la construction essentiellement à partir de la brique et de la pierre de taille [...] c'est concevoir une architecture qui résiste aux séductions de techniques « modernistes ». [...] qui s'inscrit dans la longue durée [...] en 1954 l'heure était aux débuts de l'industrialisation du bâtiment, au début du développement à grande échelle de la préfabrication lourde, l'architecture des « 200 colonnes » surprend parce qu'elle ne répond pas aux canons qui vont devenir habituels en matière de logement social. Revoir les « 200 colonnes » c'est d'abord être frappé par la massivité d'un ensemble de logement social.

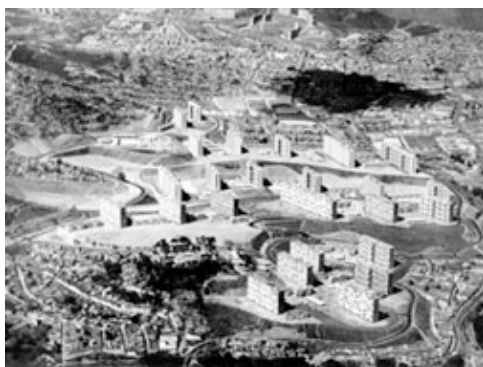
► AMC, Le Moniteur, n°1, mai 1983, O.S/J.L, p10_11

© www.fernandpouillon.com

Urbanizacion « 23 de Enero » (anciennement « 2 de Diciembre »), Caracas, Venezuela

ARCHITECTE : CARLOS RAUL VILLANUEVA

NOMBRE DE LOGEMENTS : 9176 LOGEMENTS



Projet 1955, construction et inauguration en 3 étapes 1955-1956-1957

J'aime les matériaux qui par leur pauvreté, par leur sincérité, me permettent de défier la stupide suffisance de l'exhibitionnisme. [...] Parmi eux, le béton armé m'attire particulièrement, symbole des progrès constructif de tout un siècle, rugueux, docile, fort comme un éléphant, monumental comme la pierre, pauvre comme la brique.

► C. R. Villanueva, cité par María Fernanda Jaua, « Ciudad Universitaria de Caracas : la construcción de una utopía moderna », www.vitruvius.com.br

© www.ucv.ve

Urbanización « 23 de Enero » (anciennement « 2 de Diciembre »), Caracas, Venezuela

ARCHITECTE : CARLOS RAUL VILLANUEVA

NOMBRE DE LOGEMENTS : 9176 LOGEMENTS



Projet 1955, construction et inauguration en 3 étapes 1955-1957

Elle s'est déroulée en trois étapes, la première étape de l'année 1955 correspond au secteur Est, dans celle-ci ont été construits 12 superblocs, dont un double, 26 blocs de 4 étages, 4 jardins d'enfants, 4 garderies et 4 édifices de commerce pour environ 15 000 habitants et 2 366 appartements au total, la seconde étape de l'année 1956, correspond au secteur central, comprenant 13 superblocs dont 3 doubles, 9 blocs de 4 étages, 2 écoles primaires, 6 jardins d'enfants, 4 garderies, 1 marché, 11 édifices de commerces, un centre civique comprenant une église, un cinéma et un édifice administratif pour environ 20 000 habitants et 2 688 logements, la troisième étape de l'année 1957 correspond au secteur Ouest, durant laquelle sont construits 13 superblocs, dont 5 triples et 3 doubles, 3 écoles primaires, 7 jardins d'enfants, 1 marché, 10 édifices de commerces, et 1 centre civique pour environ 25.000 habitants et 4 122 appartements. [...] Le 23 de Enero réunit une série de contradictions et problèmes qui marqueront son développement et sa future évolution. Cependant même s'il s'agit d'une expérience des années 50, considérant le décalage temporel de la société vénézuélienne avec l'Europe, les valeurs de l'utopie moderne du début du siècle utilisées dans cette expérience gigantesque, doivent être de nouveau examinées pour leur valorisation et refonctionnalisation face au nouveau siècle.

► Macia Pinto, « 23 de Enero », www.fundacionvillanueva.org

© www.caracasvirtual.com

Haut-du-lièvre, Nancy, France

ARCHITECTE : BERNARD ZEHRFUSS, 1^E RÉHABILITATION LAIN SARFATI, 2^E RÉHABILITATION ALEXANDRE CHEMETOFF

NOMBRE DE LOGEMENTS : 3388 LOGEMENTS,



Projet 1957, construction 1958-1971, 1ère réhabilitation 1981-1988, 2ème réhabilitation 2005-2010

Plus qu'un quartier d'extension, le Haut-du-Lièvre constitue en réalité une ville satellite de Nancy qui devrait d'ici vingt ans atteindre 25 à 30 000 habitants. Toute la composition de ce nouveau centre se rattache à la composition classique de Nancy : les deux grands axes perpendiculaires sur lesquels s'appuient la place Stanislas, et la place Carrière, le jardin de la Pépinière et le cours Léopold, ont été repris au Haut-du-Lièvre. Cette composition est donc volontairement rigide, sévère même. Nancy, ville d'ordre et de tradition, n'aurait pu supporter un ensemble baroque à ses portes.

► Bernard Zehrffuss (entretien avec Joseph Abram en 1980), cité partiellement par François Chaslin, *Dictionnaire des architectes*, Paris, ed. Albin Michel, 1999, p. 743

© Encyclopédia universalis 2000

Haut-du-lièvre, Nancy, France

ARCHITECTE : BERNARD ZEHRFUSS, 1E RÉHABILITATIONALAIN SARFATI , 2E RÉHABILITATIONALEXANDRE CHEMETOFF
NOMBRE DE LOGEMENTS : 3388 LOGEMENTS,



Projet 1957, construction 1958-1971, 1ère réhabilitation 1981-1988, 2ème réhabilitation 2005-2010

Le quartier du Haut-du-Lièvre, sur un plateau surplombant Nancy, est caractéristique du formalisme qui présidait à la conception des grands ensembles français des années 1950, mélange d'académisme et de rationalisme moderne. Il groupe quelque 3 000 logements, dont plus de 1 600 dans deux barres qui totalisent plus de 700 mètres linéaires de façade.

► François Chaslin, *Encyclopedia universalis 2000*

© Carte postale, dans le Site crée dans le cadre des T.P.E (TravauxPersonnels Encadrés)
, *Lycée Henri Poincaré, Nancy*

Climat de France « 200 colonnes », Alger, Algérie

ARCHITECTE : FERNAND POUILLON

NOMBRE DE LOGEMENTS : 2000 LOGEMENTS



Projet 1953, Construction 1954-1957

Cette ville pour les plus pauvres serait un monument, quarante mille âmes allaient pendant des lustres contempler mon œuvre [...]. C'était la première fois que grâce à Chevalier (maire d'Alger), les algériens allaient habiter une véritable ville. Jusque l'à on n'avait offert aux musulmans que du bidonville ou des cités de recasement.

► Fernand Pouillon, *Mémoires d'un architecte*, Paris, Editions du Seuil, 1968, p.205

© www.fernandpouillon.com

Climat de France « 200 colonnes », Alger, Algérie

ARCHITECTE : FERNAND POUILLON

NOMBRE DE LOGEMENTS : 2000 LOGEMENTS



Projet 1953, Construction 1954-1957

J'étais un des rares à n'avoir pas de préjugés pour les structures. Les chapelles d'architectes modernes me l'on toujours reproché : être de son temps, c'est construire en béton et en acier, sinon on n'est pas dans le coup. On vous traite de rétrograde et on emploie des termes compliqués pour vous critiquer en langage professionnel. Les génies de notre époque s'attachent trop à ce qu'ils jugent publiable, photogénique.

► Fernand Pouillon, *Mémoires d'un architecte*, Paris, éditions du Seuil, 1968, p. 205

© www.fernandpouillon.com

Unité d'habitation, Marseille, France

ARCHITECTE : LE CORBUSIER

NOMBRE DE LOGEMENTS : 326 LOGEMENTS



Projet 1945-1952, inauguration 1957, réhabilitation 1995-1996

L'économie du pays peut profiter désormais des résultat du laboratoire instauré à Marseille. 4 millions de logis a construire. Une mesure harmonique, humaine et mathématique apporte la sécurité, les proportions selon les méthodes analogues à celles qui, a toute belle époque, ont assuré dans le secret des métiers où dans les habitudes des constructeurs, la richesse illimitée des combinaisons (variables, nuancées, contrastées etc.). Moyen de normalisation saïssissante permettant surtout et désormais l'organisation des fabrications. Les matériaux sont légers, nouveaux, parfois ; les methodes nouvelles aussi ; les transports ne mettent en circuit que des éléments terminés, par conséquent, débarassés de tout poids mort. Les chantiers sont des lieues de montage ; les « nomenclatures » qui avaient énumérée les comandes, servent ici à rassembler les produits. La nette division entre parties portantes, a désormais permis l'industrialisation du logis.

▶ J. Petit, « Des unités d'habitation 1960 en séries », *Zodiac, revue internationale d'architecture contemporaine*, n° 7, 1957, p.49.

© Google Earth

1958

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

- Vides et Vert : le chemin de la gare
- Transformation: Rénovation urbaine
- Transformation: Ça ne sera pas la sarcellite

■ PAYSAGISTES

- Projet de paysage et de territoire
- L'échelle qui manque

■ DÉBATS

- Pedregulho, Rio de Janeiro, Brésil
- Pedregulho, Rio de Janeiro, Brésil
- Les Courtillières, Pantin, France

1958 | ARCHITECTES ET URBANISTES

Vides et Vert : le chemin de la gare

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre - Responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 1985.

À partir de 1985 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

Et en même temps un grand ensemble qui était en ville quoi. La Courneuve ce n'est pas Chanteloup les Vignes, ce n'est pas le plateau de Vénissieux, il y avait le train. L'architecte qui a fait le plan ne s'en est pas rendu compte, comme il fallait y aller, les gens se sont fait un chemin à travers une parcelle maraîchère pour aller à la gare. Il y avait un train qui était plus fréquent que maintenant, c'était pas toutes les 15 minutes, c'était toutes les 8 minutes, pour aller à la Gare du Nord, ça allait pas à Châtelet, la jonction n'était pas faite. Mais bon, c'était quand même pas si loin, il y a pas besoin de monter dessus pour voir Montmartre quand on est aux 4000 on le voit bien souvent d'en bas, des rues, on aperçoit la basilique, enfin on n'est pas nulle part comme à Clichy-Montfermeil, même à Meaux sur le plateau, on n'est pas en ville, en ça ce grand ensemble est atypique, c'est-à-dire qu'il est en ville, il est proche du centre, il n'est pas exclu.

Transformation : Rénovation urbaine

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre - Responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 1985.

À partir de 1985 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

Ce qui s'est passé, c'est que la Ville de Paris avait le foncier, c'était l'époque où battait le plein des opérations de résorption de l'habitat insalubre dans le 13ème, vers la Place des Fêtes etc..., avec cette connotation sanitaire où on rasait la ville et on jetait un peu par dessus le mur les gens en leur disant qu'ils ne pouvaient pas, entre guillemets, réintégrer ces logements. C'est aussi l'époque où on commençait à parler de résorption des bidonvilles, il y avait celui des Francs Moisis (Saint-Denis), celui de la Campa à La Courneuve sur le champ de courses, ou à côté du champs de courses, là-bas, et puis en 62, l'Algérie a accédé à l'indépendance, et du coup le peuplement initial de la cité des 4000 c'est fait à 40% par des rapatriés d'Afrique du nord.

Transformation : Ça ne sera pas la sarcellite

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre - Responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 1985.

À partir de 1985 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

Donc les 4000 c'était un endroit assez bien choisi pour les construire par la ville de Paris. Je pense qu'il y a une part du foncier qui a été acquise dans le cadre des programmes d'embellissement de Paris et de sa banlieue, à l'époque d'Henri Sellier, pour faire une ville de 100 000 habitants, une ville nouvelle de 100 000 habitants, et le département de la Seine avait acheté le terrain et il avait une grande part du foncier et en 1926, il y a eu un changement de majorité du Conseil Général de la Seine qui a fait que ce projet a été abandonné, nous on a des plans encore, on a des trucs aux archives. Donc il y avait ce foncier, c'est à l'origine du parc paysager de La Courneuve, ça a été aménagé en parc, mais par le département de la Seine et quand il y a eu le redécoupage du département de la Seine, c'est revenu à la Seine Saint-Denis qui a continué le parc. Mais le foncier n'était pas si mal choisi que ça, une ville où avant les 4000, il y avait 18000 habitants, 25 000 emplois, donc une ville riche. On allait voir ce qu'on allait voir, ce n'était pas Sarcelles. Ça ne sera pas la sarcellite, la ville est riche, elle va payer les équipements, ils vont être là en même temps. Et puis on allait voir ce qu'on allait voir, ça va être de la centralité, du centre, du centre urbain, il y a tout un vocabulaire, si vous lisez les trucs de présentation, c'est un discours qu'on pourrait retrouver tout au long de l'histoire presque jusqu'à aujourd'hui. Ça va être central, ça va être dense, il va y avoir des commerces, les équipements seront là, c'est pas Sarcelles on va faire de l'anti Sarcelles. C'était Delacroix, Tambuté et Courcoux [les architectes de 4000].

Projet de paysage et de territoire

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

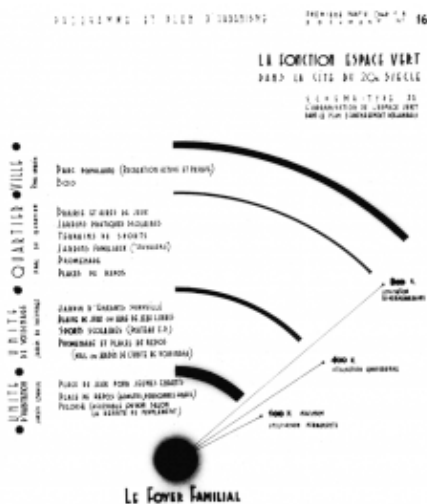
Dans les années soixante, vous avez continué à travailler dans le contexte du logement et c'est dans un deuxième temps que vous êtes passé à des questions territoriales ?

Non, j'ai essayé tout de suite de faire du territoire. (...) J'essayais de transformer chaque projet en projet de territoire.

Et ça se traduisait par quoi ?

Ca ne se réalisait pas ! (rires) Comme toujours, on reformule les questions, sûrement. La première étude de paysage, ça avait été dans cette période-là dans le Midi. J'avais l'appui d'un ou deux urbanistes en chef : « Tiens, il y a un plan qui me paraît intéressant, il y a toute la zone d'un ruisseau. » Alors, au lieu de faire une étude de plantation de bord de rivière, j'ai fait l'étude de toute la vallée ! Donc, transformer une chose ponctuelle en étude générale.

L'échelle qui manque



En Hollande, l'application de ce diagramme c'était variable d'une ville à une autre. Il n'y a pas une règle au niveau de l'Etat. Chaque ville inventait son propre système. Non, le système était un peu le même partout ... chaque ville inventait ses propres normes.

En lisant le diagramme il y a l'« unité d'habitation », ensuite l'« unité de voisinage » où l'espace public est vraiment fait pour rencontrer les autres ? Les gens qui sont dans une autre barre, par exemple ? Donc, des « jardins d'enfance surveillés », la « plaine de jeu libre », les « sports scolaires », la « promenade » et « place de repos », donc « mail ou jardin de l'unité de voisinage ». Après à 800 mètres : « prairie et aires de jeux » et c'est là où on n'y est pas du tout ?

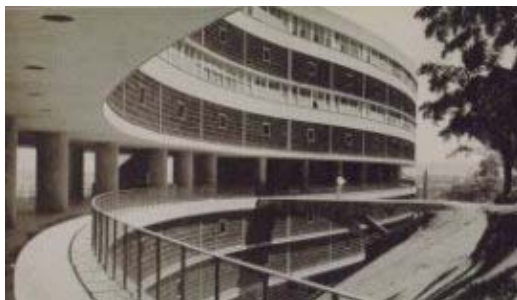
Non, on n'y est plus du tout. C'est tout ça qui manque. (...) J'aurais bien aimé qu'il y ait au moins un parc tout près, partagé par la commune et la cité. Un parc de loisirs, un vrai parc ! Quelque chose qui dépasse l'unité d'habitation et peut-être même le quartier, mais qui soit un espace commun.

© Jacques Sgard

Pedregulho, Rio de Janeiro, Brésil

ARCHITECTE : AFFONSO EDUARDO REIDY

NOMBRE DE LOGEMENTS : 384 LOGEMENTS



Projet 1946, Inauguration 1958, Conseil pour la réhabilitation 2002

Cette œuvre est singulière pour un programme social et pour sa forme artistique. C'est grâce à la persévérance de deux personnes qu'a été assurée la réalisation du Pedregulho. Carmen Portinho [...], administratrice qui a idéalisé et a conduit minutieusement l'œuvre et Affonso Eduardo Reidy, qui a projeté l'ensemble et l'a concrétisé. [...] Pedregulho est donc symbolique – son nom atteste la victoire de l'amour et du talent face à un terrain hostile, et son existence est une interpellation et un défi, vu que l'argent de la population n'était pas gaspillé. Cet argent a été viabilisé de façon objective et humaine pour nous montrer une façon d'habiter de la classe ouvrière.

► Lucio Costa in *Affonso Eduardo Reidy*, São Paulo, Instituto Lina Bardi/Blau, 2000, p.89

© *Affonso Eduardo Reidy*, São Paulo, Instituto Lina Bardi/Blau, 2000, p.89

Pedregulho, Rio de Janeiro, Brésil

ARCHITECTE : AFFONSO EDUARDO REIDY

NOMBRE DE LOGEMENTS : 384 LOGEMENTS



Projet 1946, Inauguration 1958, Conseil pour la réhabilitation 2002

Du projet a sa réalisation, le Grand Ensemble Prefeito Mendes de Moraes, Pedregulho, a été construit entre 1947 à 1958. Les deux blocs résidentiels A et B ont été les premiers à être inaugurés, en 1950. Ils ont chacun quatre étages et 28 unités en duplex, qui comprennent de deux à cinq pièces. Les autres bâtiments ont été successivement habités. [...] D'habitude les unités financées par le gouvernement sont vendues. Mais ils ont innové et, dans ce cas-là, elles ont été louées par les habitants. Moi, je recommandais la location des habitations sociales pour les ouvriers de la préfecture plutôt que sa vente. En sachant que la classe ouvrière brésilienne qui travaille à la préfecture n'a pas un grand pouvoir d'achat.

► Carmen Portinho in *Affonso Eduardo Reidy*, São Paulo, Instituto Lina Bardi/Blau, 2000, p.88

© *Affonso Eduardo Reidy*, São Paulo, Instituto Lina Bardi/Blau, 2000, p.88

Les Courtilières, Pantin, France

ARCHITECTE : EMILE AILLAUD

NOMBRE DE LOGEMENTS : 1700 LOGEMENTS



Projet 1955, inauguration 1958, projet de réhabilitation 2002, projet de réhabilitation bloqué 2007

[...] le fait que nous construisons pour une masse immense d'individu [...] Nous avons donc une architecture généralisée [...] j'ai adopté des formes extrêmement souples qui me sont venue non point du gout de la biologie mais du gout du jardin [...] Dans un parc c'est une série d'ondulation vertes dans quoi des cheminements d'enfants peuvent être tracés [...] Donc c'est ce parc que j'ai fait et les bâtiments ce sont moulés à des groupement d'arbres, que par ailleurs j'ai planté mais qui quand ils auront poussés auront l'air d'avoir impliqué la forme des bâtiments [...] on crée le site, c'est là (dans la banlieue de Paris) qu'est l'invention et le charme de l'invention c'est que dans des terrains totalement désolés, il s'agit d'inventer à son tour le site, c'est-à-dire de créer un paysage [...] ce qui est un élément plus important et plus savoureux que de s'adapter à un site déjà si savoureux qu'il n'y a plus qu'a le suivre [...] je construits les bâtiments en définitive les meilleurs marchés, c'est-à-dire ceux dont les normes sont les plus

..... courantes, les plus basses mettons. Ceci n'implique en rien que c'est bâtiments doivent être ennuyeux et mornes [...]

▶ Entretien à Emil Aillaud 1966 ; Metropolitains (11/11/2005) "Les Courtilières à Pantin, œuvre d'Emile Aillaud", *France Culture*

..... © LP/ARCHIVES www.aroots.org

1959

■ PAYSAGISTES

- Verts et vides : espaces intermédiaires
- La Hollande en France
- Les manques de l'architecture
- Vides et verts : les parkings

■ DÉBATS

- São Vito, São Paulo, Brésil
- Disparition du CIAM

1959 | PAYSAGISTES

Verts et vides : espaces intermédiaires

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Il fallait recréer de l'espace, un espace qui n'existait pas dans cette grande étendue morne. Il n'y avait pas de sens, il fallait en faire, donc faire des grands et des petits espaces, organiser des enchaînements. Mais ce n'était pas très facile, on tombait toujours sur des parkings... Bon, en tout cas c'est pour ça que j'avais des masses plantées au pied des immeubles, de façon à ce que le piéton aie une certaine richesse qui le cale un peu dans ce grand vide. Peut-être ça a réussi dans certains cas, mais je n'en ai pas le souvenir.

La Hollande en France

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

J'avais, comme les paysagistes hollandais avec lesquels j'avais travaillé dans les services d'urbanisme, essayé de faire des estimations de surface. Je prévoyais pour tel immeuble une place de jeux, pour tant de personnes un grand mail. Il n'y avait pas de pataugeoire. J'avais essayé d'avoir une approche rationnelle de l'organisation de cet espace, mais en définitive c'était surtout des mails, parce qu'il y avait très peu d'espace. Les mails plantés permettaient pour les gens au sol de ne pas voir constamment au-dessus de leur tête huit ou dix étages de bâtiments, de pouvoir se balader, faire n'importe quoi, courir, car le mail autorise beaucoup de pratiques variées.

Les manques de l'architecture

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

[Les architectes] n'imaginaient pas qu'on puisse me consulter sur le plan de masse. Ce qu'ils me demandaient c'était de faire des propositions pour les espaces qui m'étaient octroyés, c'est-à-dire les espaces laissés entre les parkings, les voiries et les systèmes de circulation. (...) L'espace vert c'était ça. Il était là pour barbouiller en vert, pour combler...

Vides et verts : les parkings

EXTRAIT D'ENTRETIEN

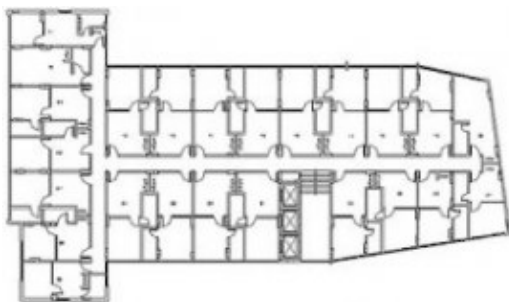
Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

La question des espaces extérieurs n'était pas abordée ou plutôt elle était abordée à travers les parkings : on faisait les bâtiments et les parkings en conséquence et ce qui restait c'était l'espace vert. Cela a continué longtemps comme ça. Ce qui fait que souvent on traitait, je ne veux pas dire des délaissés, mais enfin des espaces aléatoires.

São Vito, São Paulo, Brésil

ARCHITECTE : ARON KOGAN

NOMBRE DE LOGEMENTS : 624 LOGEMENTS



Projet 1959 ; Inauguration 1959 ; Projet Arte-Cidade 1999 ; Evacuation et
Projet de Rehabilitation 2004 ; Projet de demolition 2006

Le bâtiment São Vito a été construit grâce à une coalition entre l'entreprise Zarzur & Kogan et les Industries Matarazzo. Il a subi l'influence de l'architecture moderne des années cinquante. Il est situé auprès du Parc Dom Pedro et du Marché Municipal et se signale dans le paysage par ses vingt-huit étages comprenant sous-sol, rez-de-chaussée, vingt-cinq étages pour les logements et la couverture. Chaque niveau comporte vingt-quatre appartements, constituant au total un ensemble de 600 logements. La majorité des unités se compose d'une kitchenette, un salon, une chambre et un toilette avec salle de bain, pour une surface d'environ vingt-huit à trente mètres carrés. L'immeuble dispose d'un escalier et trois ascenseurs qui s'arrêtent un étage sur deux.

► Maria Cecília Levy Piza Fontes, in *vitruvius*

© *vitruvius*

Disparition du CIAM



Van Eyck, Smithsons et Bakema a Otterlo (Pays Bas) CIAM'59.

Colloque 7-15 Septembre 1959\Kroller-Muller Museum, Otterloo, Pays Bas Organisé par CIAM (Colloque International de l'Architecture Moderne).

Dernier colloque du CIAM, victoire du Team X (jeunes architectes qui ont préparé le CIAM X en 1956) contre Le Corbusier et défenseurs de la Charte d'Athènes (CIAM 1933, publiée en 1942).

© *Nai Publishers, Rotterdam*

1960

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

→ L'industrie du bâtiment

■ PAYSAGISTES

→ On pensait à l'intérieur du grand ensemble... (1)

→ On pensait à l'intérieur du grand ensemble... (2)

→ Le bâti d'abord...

→ Un vert dynamique

1960 | ARCHITECTES ET URBANISTES

L'industrie du bâtiment



Chantier aux 4000 sud
© IGN

1960 | PAYSAGISTES

On pensait à l'intérieur du grand ensemble... (1)

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Lorsque vous avez conçu le mail, est-ce que vous aviez dans la tête cette problématique de « la barre comme quartier » ?

On pensait à l'intérieur du grand ensemble. C'était plus fermé quand on avait travaillé, il y avait beaucoup moins de circulation automobile. Puis autour il y avait la petite banlieue, des restes de villages, des petits fragments ruraux. Il y avait ce bloc, au hasard des possibilités foncières. Il n'y avait pas le souci d'établir des rapports quelconques avec l'extérieur. (...) Donc non seulement la barre, mais un groupe. J'essayais de créer des centralités. Mais c'était extrêmement difficile : il y avait des parkings partout. Sinon, j'aurais aimé créer des unités de voisinage, qui ne se limitaient pas à une barre. Et le mail, donc, concernait à la fois une barre (Maurice de Fontenay), puis quelques petits immeubles, d'après mes souvenirs ...

On pensait à l'intérieur du grand ensemble... (2)

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Il s'agissait de travailler sur les différentes fonctions d'espaces publics, d'un espace ouvert à toutes les échelles. A l'échelle immédiate, tout près du logement, à l'échelle du voisinage, à l'échelle du quartier, et de l'ensemble. C'est certainement l'expérience hollandaise qui m'avait mis là-dessus. Je n'ai pas essayé d'organiser le rapport avec ce qui se passait en dehors de La Courneuve, mais à l'intérieur. J'ai essayé d'organiser un peu des points de vie pour les jeunes, pour les vieux, pour les gens qui y vivent.

Le bâti d'abord...

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Quand je trouvais que vraiment ça exagérait, j'allais voir Lemoine, le directeur de l'Office d'HLM, que j'appréciais. Lorsqu'on a voulu à un moment donné élargir le centre commercial et ronger le peu d'espace vert qui restait, il avait accepté d'intercéder, mais en général on ne remettait pas en cause le bâti.

Un vert dynamique

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Les paysagistes essayaient de ruser avec le bâti en mettant des obliques, c'était un style de jardin de l'époque où on travaillait avec des obliques pour donner un dynamisme à la composition. Les massifs d'arbustes, devant les entrées étaient par exemple triangulaires, ou mis en diagonale. Il y avait toute une thématique d'oblique pour rejoindre les circulations, puis peut-être les parkings.

1961

 PAYSAGISTES

- Le vide
- Espace deshumanisé

 DÉBATS

- Toulouse Le Mirail, Toulouse, France
- Toulouse Le Mirail, Toulouse, France
- Toulouse Le Mirail, Toulouse, France

1961 | PAYSAGISTES

Le vide

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Le vide, c'est essentiel. On a constaté que les architectes ont beaucoup de mal avec le vide, qu'ils veulent le remplir, généralement avec du bâti... Il y a une peur du vide chez les architectes. Donc, nous nous considérons comme des gens du vide ou plutôt considérons que le vide est une des richesses de l'espace.

Espace deshumanisé

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Je me souviens très bien de mes dispositions d'esprit à ce moment-là. On hérite d'un espace totalement deshumanisé dans lequel les gens sont vraiment brutalisés, ça je m'en souviens...

Toulouse Le Mirail, Toulouse, France

ARCHITECTE : GEORGE CANDILLIS, ALEXIS JOSIC, SHADRACH WOODS

NOMBRE DE LOGEMENTS : 5656 LOGEMENTS



Projet 1961, Construction 1ère tranche 1964-1974

L'initiative de la fondation de Toulouse Le Mirail est venue de Monsieur Bazerque, socialiste, élu Maire de Toulouse en 1958. Un des buts politiques poursuivi fut sans doute de s'opposer à la tendance, très développée en France, d'une grande concentration de population à Paris, et de créer des centres régionaux attractifs. [...] Un terrain au Sud-Ouest de Toulouse fut prévu pour l'implantation de la ville qui devait avoir 100 000 habitants. [...] En 1961 un concours fut lancé qui fut attribué le 31.1.1962. Le projet de Candillis-Josic-Woods reçut le 1er prix. [...] Les 22 922 unités d'habitation prévues sont réparties de la façon suivante :

- ▶ 17 284 unités d'habitation dans de grands immeubles de 4 à 14 étages
- ▶ 2752 unités d'habitation dans de petits immeubles de 1 à 3 étages
- ▶ 2886 maisons individuelles.

▶ Jurgen Joedicke "Une ville pour 100 000 habitants", in Georges Candillis, Alexis Josic, Shadrah Woods, *Toulouse Le Mirail : La naissance d'une ville nouvelle*, Stuttgart, K. Krämer Verlag, 1975, pp. 114.

© Max Risselada, Dirk van den Heuvel (dir.), *Team 10, 1953-1981, in Search of a Utopia of the Present*, Rotterdam, NAI Publishers, 2005, pp. 167

Toulouse Le Mirail, Toulouse, France

ARCHITECTE : GEORGE CANDILLIS, ALEXIS JOSIC, SHADRACH WOODS

NOMBRE DE LOGEMENTS : 5656 LOGEMENTS



Projet 1961, Construction 1ère tranche 1964-1974

La première tranche de la réalisation comporte environ 11 000 logements répartis en trois quartiers : Au Sud : Bellefontaine, avec son ensemble socio-culturel, « La Maison du Quartier » qui lui donne son caractère spécifique. Au Centre : Reynerie qui comporte un vaste lac artificiel d'agrément et le futur Centre Régional. Au Nord : Le Mirail qui est prédominé par la nouvelle université. Ces noms de quartiers correspondent aux châteaux pré-existants. [...] La première tranche de la réalisation peut être considérée en elle-même comme une nouvelle ville complète. [...] La construction a commencé vers 1964, par le Quartier Bellefontaine. Cette première réalisation était considérée comme une tranche expérimentale, un véritable laboratoire pour la future ville.

► Georges Candilis, Alexis Josic, Shadrah Woods, *Toulouse Le Mirail : La naissance d'une ville nouvelle*, Stuttgart, K. Krämer Verlag, 1975, pp. 24-30

© Max Risselada, Dirk van den Heuvel (dir.), *Team 10, 1953-1981, in Search of a Utopia of the Present*, Rotterdam, NAI Publishers, 2005, pp. 166

Toulouse Le Mirail, Toulouse, France

ARCHITECTE : GEORGE CANDILLIS, ALEXIS JOSIC, SHADRACH WOODS

NOMBRE DE LOGEMENTS : 5656 LOGEMENTS



Diagram of the stem.

Projet 1961, Construction 1ère tranche 1964-1974

Il fallait chercher une « Ossature permanente urbaine », susceptible de s'adapter aux conditions changeantes d'une réalisation par étapes et dans le temps. Elle est composée par : - la zone de grande concentration d'activités et de densité de la vie collective : La Rue-Centre,- le système de communication,- la continuité des espaces verts. Cette ossature est l'identité, le coeur, et le corps de la ville nouvelle. [...]. La concentration linéaire des activités urbaines, a pour but de revaloriser « La Rue » considérée comme une fonction primordiale de la vie urbaine. La Rue-Centre, domaine du piéton libéré de l'esclavage de l'automobile, s'adapte mieux à l'esprit de changement, de mobilité et de croissance de notre époque. [...] Les critères de valeur, les besoins et les désirs de la vie quotidienne changent d'une année à l'autre, d'un mois à l'autre. Notre proposition prévoit cette réalité de changement accéléré, la conception accepte les adaptations.

► Georges Candilis, Alexis Josic, Shadrah Woods, *Toulouse Le Mirail : La naissance d'une ville nouvelle*, Stuttgart, K. Krämer Verlag, 1975, pp. 18-23

© Max Risselada, Dirk van den Heuvel (dir.), *Team 10, 1953-1981, in Search of a Utopia of the Present*, Rotterdam, NAI Publishers, 2005, pp. 167

1962

 PAYSAGISTES

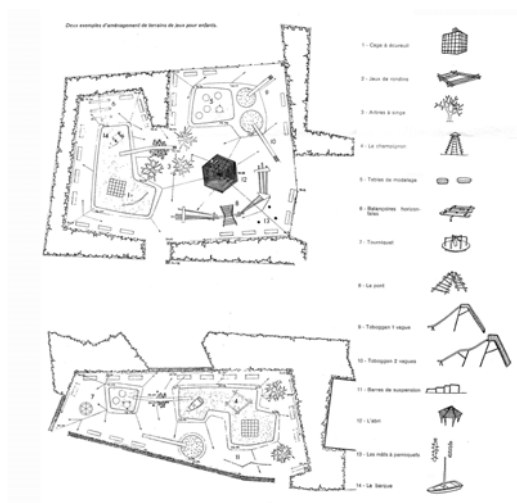
→ Le jeu : le plan

 DÉBATS

→ Toulouse le Mirail, Toulouse, France

→ Z.E.N. (Zone d'Expansion Nord), Palerme, Italie

Le jeu : le plan

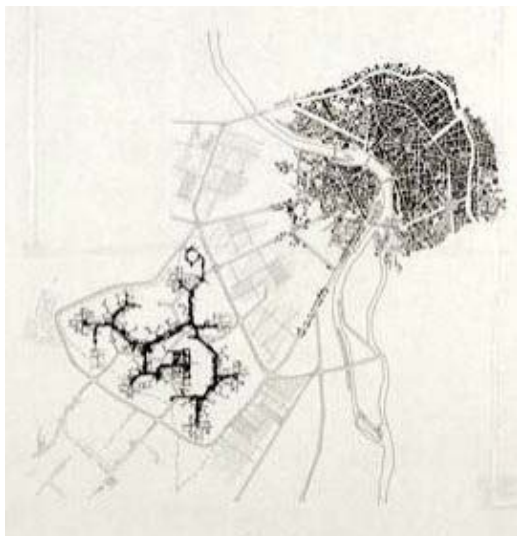


Il y en avait plusieurs de places de jeu comme ça. Il y avait la volonté de donner à chaque groupe d'immeubles son espace de jeux, il devait y avoir quatre ou cinq places de jeux. Ce qu'on ne voit pas ici, c'est que ces choses-là (8) c'étaient des fûts tenus par des rochers. On a renoncé à faire ça. Ça c'était des bacs à sable pour la réception des toboggans (cercles 9 et 10) et autour du béton. Et les massifs d'arbustes pour caler un peu ça.
 © Jacques Sgard, *Techniques & Architecture, numéro spécial, 1962*

Toulouse le Mirail, Toulouse, France

ARCHITECTE : GEORGE CANDILLIS, ALEXIS JOSIC, SHADRACH WOODS

NOMBRE DE LOGEMENTS : 5656 LOGEMENTS



Projet 1961, Construction 1ère tranche 1964-1974

[...] Ils se sont dit quelque chose comme : Ca peut-être intéressant ; comme tous les autres projets se ressemblent... qu'il y en ait 3 ou 10... Au deuxième degré, les choses se sont précisées, le projet de l'équipe Candillis a accroché, il était innovant... » J.M. Lefèvre L'idée de base ; la ville de 100 000 habitants sera la 2e Toulouse, celle de la rive gauche, la centralité d'aujourd'hui. [...] La sélection de l'équipe Candillis-Dony-Josic-Woods, le pari toulousain (la référence maximale est à l'époque Sarcelle avec ses 40 000 habitants) relève bien de cette « épopée urbaine » des années 50/60 où tout apparaissait possible et où la réponse aux conflits déjà manifestes provoqués par l'industrialisation du bâtiment ne pouvait être recherchée que dans la surenchère. [...] Son enclavement dans l'agglomération toulousaine fera qu'elle pourra ultérieurement être considérée, plus comme un quartier de la ville que comme une autre ville. [...] Des dix projets retenus au 1er tour, le projet de Candillis-Josic-Woods fut le premier, celui des « Toulousains de Corbu ». [...] La fière boutade « Corbu a fait un immeuble, Candillis a fait une ville » positionne assez précisément le caractère particulier du Mirail, son dépassement de la répétition d'unités standards même radieuses pour la constitution d'une entité, d'une ville nouvelle (la seule peut-être avec Evry à ce point centralisée).

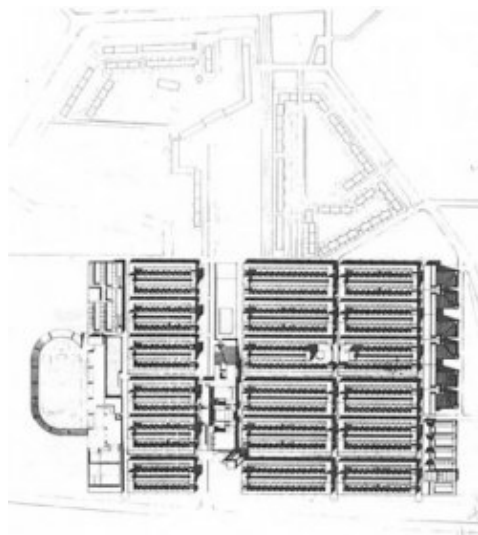
► Patrice Noviant, « Le Mirail nouvel urbanisme toulousain », *AMC : Architecture, mouvement, Continuité*, N° 45, 1978, pp.44-77

© agence photographique de la Réunion des Musées Nationaux

Z.E.N. (Zone d'Expansion Nord), Palerme, Italie

ARCHITECTE : VITTORIO GREGOTTI

NOMBRE DE LOGEMENTS : 3741 LOGEMENTS



Projet 1962-1971, Construction 1968-1990, Hébergement de sans-abri et début de l'occupation illégale 1968

Le quartier, provisoirement nommé 'Expansion Nord', [...] va constituer en effet un quartier autosuffisant d'une nouvelle implantation dans une zone rurale ». Ainsi, les rédacteurs du Plan Général Régulateur, approuvé par la Mairie de Palerme en 1956 et par la Regione Sicilia en 1962, annonçaient ce qui est devenu, au terme d'une histoire sociale complexe, la ZEN – Zone d'Expansion Nord -, une aire de développement urbain de la ville de Palerme. [...] Elle se présente aujourd'hui sous la forme de deux périmètre résidentiels de logements sociaux, regroupant 30 000 personnes environ, appelés couramment ZEN 1 et ZEN 2. [...] Entourée par des terrains agricoles, elle est implantée à côté de deux anciens bourgs, Borgo Pallavicino et San Lorenzo, autrefois aux portes de la ville et aujourd'hui intégrés à son tissu urbain. Ces deux périmètres ont un agencement architectural différent : le ZEN 1 est constituée par des bâtiments de 8-10 étages disposés autour de cours à l'intérieur desquelles sont installées les établissements scolaires, les services de la mairie et les espaces verts, tandis que la ZEN 2 est une structure homogène, plus compacte, avec des bâtiments moins élevés, de 3 étages au maximum, dont l'unité centrale est l'insula.

► F. Fava, *Banlieue de Palerme. Une version sicilienne de l'exclusion urbaine*, L'Harmattan, Paris, 2007, pp. 66-67 (citations du Plan Général Régulateur de Palerme)

© A Vision of Europe

1963

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

→ Le centre commercial le plus important de la région parisienne !

■ DÉCIDEURS

→ Le ministre de la construction mis en face de ses responsabilités

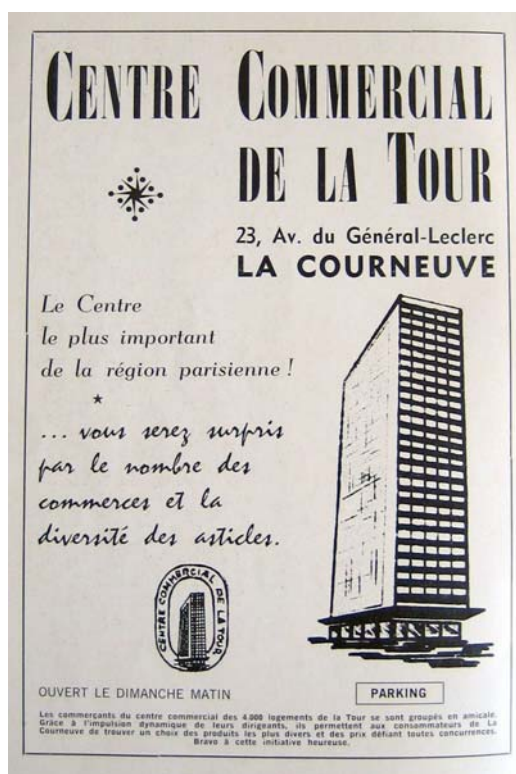
→ Bienvenue à nos nouveaux habitants !

■ DÉBATS

→ Zezinho Magalhães Prado - CECAP, Guarulhos, Brésil

→ Bijlmermeer, Amsterdam, Hollande

Le centre commercial le plus important de la région parisienne !



Publicité

► *Journal de la Courneuve*, septembre 1963

1963 | DÉCIDEURS

Le ministre de la construction mis en face de ses responsabilités

EXTRAIT D'UN ARTICLE D'UN JOURNAL MUNICIPAL

« Le ministre de la Construction mis en face de ses responsabilités. Monsieur Maziol, ministre de la Construction ne s'attendait sans doute pas à l'accueil qui lui fut réservé vendredi dernier vers 14 heures. Quand il vint inaugurer l'ensemble des 4000 logements. Groupés derrière leurs banderoles revendicatives, les travailleurs des Grands Travaux de l'Est (entreprise qui effectue la construction de ces immeubles) avaient débrayé à l'appel de leur section syndicale CGT. Une délégation de ménagère, habitant dans la cité était elle aussi venue sur place à l'appel du comité UFF. Des locataires se trouvaient aussi sur les lieux. La cellule communiste Paul Eluard des 4000 logements avait distribué quelques jours avant un journal annonçant la venue du ministre. Au total, environ 500 personnes attendaient M. Maziol. Entouré des officiels (représentants des grosses entreprises de construction, du patronat local, de la direction générale des HLM, etc.) celui-ci entreprit la visite de la cité escorté par la population et les travailleurs scandant leurs mots d'ordre : 'des écoles pas de canons' 'des sous pas de canons' Cela sous le regard approbateur et amusé des locataires restés à leurs fenêtres (beaucoup d'ailleurs devaient se joindre au cortège). Ce fut en vérité un beau spectacle que celui d'un ministre gaulliste mis en face de ses responsabilités. Les travailleurs du bâtiment et la population lui ont montré clairement leur désaccord avec la politique du gouvernement. Sans doute l'a-t-il compris car il n'a pas voulu recevoir aucune des délégations venues lui présenter leurs revendications ».

« Inauguration mouvementée des 4000 logements », *Journal d'Aubervilliers*, décembre 1963, p. 6.

Bienvenue à nos nouveaux habitants !

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« Bienvenue ! Un titre qui étonnera peut être les courneuviens 'ancien'. C'est au nom de la Municipalité et en leur nom que nous l'adressons à nos nouveaux habitants. Depuis quelques mois, vous emménagez dans le grand ensemble. Vous êtes déjà plus de 1.000 familles ! Un quart d'entre vous viennent des taudis ou des logements exigus de notre ville. C'est un résultat de l'action de notre municipalité. Les autres, en grosse majorité, vous sortez des îlots insalubres et, pour les repliés d'Algérie, des camps de regroupement ou des logements surpeuplés d'amis et de parents de la métropole. Pour tous, la Municipalité fait des efforts maximum pour vous aider à résoudre vos problèmes nouveaux. Car votre relogement, s'il est pour vous une satisfaction que beaucoup envient ne résoud pas tout. Loin de là. D'abord, un logement neuf, il faut le meubler. Et la vie est si chère... Ensuite, il y a le transport, les enfants, leur scolarité ! En voilà un problème. Dans ce bulletin, notre camarade Waldeck-Rousseau, député du secteur, et Gilbert Chardon, conseiller général de la Seine, et Maire-adjoint, responsable aux questions scolaires, font le point. Vous verrez que vos soucis sont ceux de vos élus, et combien ceux-ci ont besoin de vous. C'est que notre lutte doit être commune puisque nos désirs sont communs. En est-il encore des problèmes ! Les courneuviens de longue date peuvent dire à ceux d'aujourd'hui que la Municipalité s'attache, avec l'appui de tous, à les résoudre dans la mesure des possibilités financières et légales que lui laisse un gouvernement attaché à la destruction des structures locales, de la démocratie communale qui est une gêne pour sa politique. Dans ce bulletin, vous trouverez un aperçu des possibilités que met à votre disposition votre Conseil Municipal. Il est incomplet. Un prochain bulletin traitera de ce que le manque de place n'a pas permis d'insérer aujourd'hui. Permettez seulement à votre maire, en son nom personnel, au nom de tout le conseil Municipal et de notre population toute entière de vous souhaiter « Bienvenue » à vous les nouveaux arrivants. Vous êtes maintenant des nôtres. Vous serez de nos luttes et de nos succès. »

Jean Houdremont, « Bienvenue », *Journal de la Courneuve*, décembre 1963.

Zezinho Magalhães Prado - CECAP, Guarulhos, Brésil

ARCHITECTE : FABIO PENTEADO, PAULO MENDES DA ROCHA, VILLANOVA ARTIGAS

NOMBRE DE LOGEMENTS : 8.700 LOGEMENTS



Projet 1963, inauguration 1967

L'ensemble Zezinho Magalhães Prado a été parrainé pour la Caixa Estadual de Casas para o Povo - CECAP (l'Organe Gouvernemental de Maisons pour le Peuple) est situé à Guarulhos, dans le département de São Paulo, et il est connu aussi sous le nom de CECAP-Cumbica [...]. Il a été projeté pour loger 55.000 habitants dans un terrain de 130 hectares en comprenant des équipements urbains : des écoles, un hôpital, un centre médical, un stade, des cinémas, un hôtel, un théâtre, des commerces, des transports publics etc. Les bâtiments ont été aménagés à partir du concept de « freguesia » [...]. Chaque « freguesia » contient des bâtiments et des équipements publics dans à peu près 15 hectares de terrain et 9.884 habitantes. Son concept est une déduction du concept de « super îlot » employé par Lucio Costa à Brasilia. Aujourd'hui l'ensemble Cecap-Cumbica suit partiellement sa conception originale. Il est habité pour une population de classe moyenne.

► Hugo Segawa, *Arquiteturas no Brasil*, São Paulo, EDUSP, 2002, p.181

© www.saplei.eesc.usp.br

Bijlmermeer, Amsterdam, Hollande

ARCHITECTE : SIEGFRIED NASSUTH

NOMBRE DE LOGEMENTS : 13 000 LOGEMENTS



Projet 1963, construction 1966-1975 , réhabilitation : début 1992

Le "Bijlmermeer" ("Bijlmer", près d'Amsterdam) est un des quartiers résidentiels les plus connus des Pays-Bas. Au début de sa construction, au milieu des années 1960, le quartier passait pour préfigurer la "ville de demain", mais il n'est jamais devenu le secteur populaire de la ville qu'on avait imaginé. Le "concept" du "Bijlmer" trouve son

origine dans les idées de CIAM (Congrès internationaux d'architecture moderne) qui furent régulièrement organisés à partir de 1928.

► Hans Ibelings, « Le "Bijlmermeer" : la ville de demain ? », *Septentrion*, n°3, 1993, pp. 21-2

© Gerben Helleman, Frank Wassenberg, « The renewal of what was tomorrow's idealistic city. Amsterdam's Bijlmermeer high-rise », *Cities*, vol.21, n°1, 2004, p. 2

1964

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

→ La Courneuve livrée aux voyous

■ DÉCIDEURS

→ Le conseil municipal a relogé 781 familles dont 608 dans le grand ensemble

→ Qu'est-ce qui ne va pas ?

■ HABITANTS

→ La barre balzac

→ Arriver à La Courneuve

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

→ On attend le tramway 25 ans

■ DÉBATS

→ Nonoalco-Tlatelolco, Ville de Mexico, Mexique

→ Habitat 67, Montréal, Canada

La Courneuve livrée aux voyous

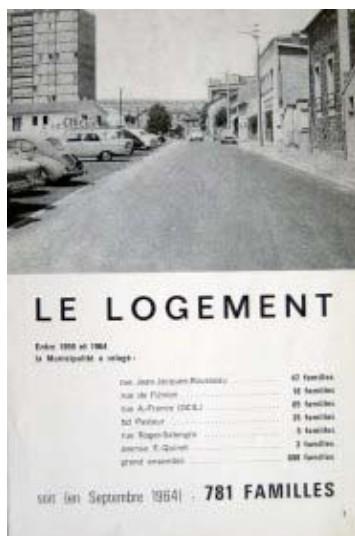


Extrait d'un article d'un quotidien national

« Il y a peut être un quatrième blessé [...] après l'échauffourée entre jeunes gens le 11 septembre à La Courneuve. [...] La cité des 4000 logements est neuve, confortable et bien conçue. Mais, alors, qu'est-ce que ne va pas ? Pourtant, c'est un bel ensemble architectural que cette cité des 4000 logements à La Courneuve : il y a des immeubles de quinze étages et des tours de vingt-cinq étages. Cela à la porte de Paris, dans un secteur d'usines et d'ateliers. Quand tout sera fini, cela fera une population de 20 000 à 25 000 personnes qui doublera la population de la commune. On a commencé à occuper les premiers des 4000 logements en mai 1963. Il y a eu beaucoup de rapatriés d'Algérie qui avaient pourri pendant des mois dans de sordides centres d'hébergements. On les a installé là. C'était urgent. Ils ont trouvé de bons logements confortables, avec salle-de-bain et vide-ordures. Les gosses ont fait ce qu'ils ont pu pour s'acclimater dans cette cité verticale. Ils en avaient vu de toutes les couleurs avant d'arriver là. Et puis les autres locataires sont arrivés. Pour les jeunes, il y a eu l'école ou le travail. Pour beaucoup d'autres, cette période critique qui se situe entre la fin de l'école et le commencement du travail, et qui peut durer des mois, un an ou plus. Et puis les jeunes des environs de Saint-Denis, de Stains, de Drancy, d'Aubervilliers, de Saint-Ouen, sont venus en armada de cyclomoteurs voir ce qui se passait à la cité des 4000 logements de La Courneuve. [...] Alors, dans cette cité ultra-moderne on vit comme au Far-West : il y a des gardiens dans chaque groupe d'immeubles. Ils ne sont pas armés. Cela vaut peut être mieux. [...] Vœu des locataires des 4000 logements : un poste de police dans la cité Vœu des jeunes de la cité : être heureux. Mais ils ne savent pas comment. »[...] »

► André Fontain, « A la Courneuve, livrée tous les soirs aux voyous, pas un poste de police pour les 4000 logements et bientôt plus de 20000 habitants », *France-Soir*, 19 septembre 1964.

Le conseil municipal a relogé 781 familles dont 608 dans le grand ensemble



Extrait d'un bulletin de la mairie de La Courneuve

► Le conseil municipal de la Courneuve 1959-1964 : le logement 1964.

Qu'est-ce qui ne va pas ?

EXTRAIT D'ARTICLE

« La cité des 4000 logements est neuve, confortable et bien conçue. Mais, alors, qu'est-ce que ne va pas ? Pourtant, c'est un bel ensemble architectural que cette cité des 4000 logements »

.....
André Fontain, « A la Courneuve, livrée tous les soirs aux voyous, pas un poste de police pour les 4000 logements et bientôt plus de 20000 habitants », *France-Soir*, 19 septembre 1964

1964 | HABITANTS

La barre balzac

EXTRAIT DE VIDÉO

► © Lulbir *YouTube*

Arriver à La Courneuve

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : Gd Debussy, Balzac, Renoir > St Just

Il travaillait dans le bâtiment, il travaillait dans les métaux. Donc il (mon père) faisait partie des gens qui arrivaient d'Algérie, qui n'avaient aucune éducation.

Il est arrivé quand ?

Il est arrivé en 54 en France. Il a beaucoup travaillé pour faire venir sa femme. Il dormait sur les chantiers, il n'avait pas de maison. Il dormait dans la rue en fait et tout l'argent il s'en servait pour faire venir sa femme. Alors il est arrivé tout de suite, il fait partie du lot de gens qui ont été appelés pour reconstruire la France. Donc lui, il faisait toutes les constructions d'immeubles, goudronnage de routes, tous les trucs dégradants. Il a participé à la construction des 4000. Après, ils sont venus à La Courneuve quand il y a eu des logements sociaux. Et après, ils n'ont plus bougé de La Courneuve.

1964 | ARCHITECTES ET URBANISTES

On attend le tramway 25 ans

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Paul Chemetov, architecte

Lauréat du concours du quartier de la tour (1996)

Rappelons aussi qu'à La Courneuve 4000 logements donc, au départ pas loin de 20.000 habitants, ensuite 16.000, le transport arrive plus de vingt cinq ans plus tard, en '84, 1984-1992. Le tramway est lancé en '84, il arrive en '92 et c'est dès '64, qu'on l'attend, donc 25 ans ! Il y a la gare d'Aubervilliers – La Courneuve mais qui ne concerne que l'extrémité de La Courneuve Sud, des 4000 sud, mais les 4000 nord ils ne sont nulle part .

Nonoalco-Tlatelolco, Ville de Mexico, Mexique

ARCHITECTE : MARIO PANI

NOMBRE DE LOGEMENTS : 15000 LOGEMENTS



Projet 1964 ; Construction 1966 ; Reconstruction après le tremblement de terre 1985

Ce très grand ensemble d'habitations, correspond à l'utopie proposé par le mouvement moderne, devenu réalité, avec 1.000 habitants par hectares, 75% d'espaces verts et tous les services intégrés aux édifices. Projeté pour 15.000 logements, distribués en plusieurs édifices de différentes hauteurs, Nonoalco-Tlatelolco, représente une proposition à caractère exemplaire, de forte densité. L'ensemble se divise en trois grand îlots rectangulaires séparés par des axes nord/sud, auxquels s'ajoutent une composition orthogonale de trois types d'édifices correspondant à trois typologies d'habitation : les édifices bas, de quatre niveaux, intégrant des appartements de deux chambres et une salle d'eau, les édifices de huit étages, perpendiculaires aux précédents, dont les circulations sont disposées au nord et les façades au sud, hébergeant des appartements de trois chambres et une salle de bain et demi, et les blocs plus haut, de quatorze niveaux, avec commerces en rez-de-chaussée. L'une des extrémités de l'immense ensemble, est définie par la Plaza de Las Tres Culturas, l'extrémité opposée se caractérise par une enfilade de tours de sections triangulaires, connues sous le nom de Torre Banobras.

► Miquel Adrià, *Mario Pani. La construcción de la modernidad*, Nalcapan, Mexico, Ediciones G. Gilli, 2005, p. 131

© Louise Noelle Mario Pani, *Una vision moderna de la ciudad*, Mexico, Arquitectura, Circulo de arte, 2000, p.21

Habitat 67, Montréal, Canada

ARCHITECTE : MOSHE SAFDIE

NOMBRE DE LOGEMENTS : 158 LOGEMENTS



Projet : 1964, inauguration : 1967

Habitat 67 est révolutionnaire à deux points de vue : d'abord du point de vue technique de construction du logement où nous utilisons uniquement des éléments en béton

préfabriqués. En effet une usine a été construite spécialement à cette fin [...] et deuxièmement du point de vue sociologique, si vous voulez urbanistique, où c'est la première fois qu'un projet a été développé de cette façon, permettant à un grand nombre de personnes, à cinq minutes du cœur de la ville, de se loger dans l'équivalent de maisons complètement privées, néanmoins avec les avantages d'un immeuble d'appartements, avec les avantages d'une résidence en banlieue. [...] le module est coulé en béton dans des moules en aciers qui sont préparés à l'usine de préfabrication. Ces modules, une fois qu'ils ont subis leur période de finition, sont transportés à un terrain de stockage, où les finitions de certains corps de métiers d'architecture, de plomberie et d'électricité se font et, après cela, ces modules sont hissés en place par une immense grue [...]. L'une des choses que nous espérons établir par cette préfabrication très avancée, était justement une simplicité de construction et par conséquent une réduction du prix, mais étant donné que le projet est infiniment plus petit que nous l'espérons au début, ces appartements couteront passablement cher.

► <http://archives.cbc.ca> « entretien, 10/05/1966 ; les Archives de Radio-Canada ; Habitat 67, bloc par bloc »

© Photo Bill Dutfield. www.westland.net

1965

■ HABITANTS

- Arrivée à La Courneuve : Premiers habitants de Balzac, premières impressions
- Arrivée à La Courneuve : une histoire qui se transmet d'une génération à l'autre

■ PAYSAGISTES

- Le plâtrât
- Transformation: l'enthousiasme destructeur

■ DÉBATS

- Pruitt-Igoe, Saint Louis, USA

1965 | HABITANTS

Arrivée à La Courneuve : Premiers habitants de Balzac, premières impressions

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtellerauld > La Courneuve 4000 (Balzac)

M : Moi, j'étais aux essences de l'Armée à La Courneuve et le premier jour où je suis venu, j'ai eu une chambre à la caserne pour moi et après je me suis occupé de faire venir ma famille, donc j'ai fait une demande de logement tout de suite.

- En combien de temps, vous avez eu le logement ?

M : En deux mois. À chaque fois que je pouvais, je passais les voir.

- Donc quand vous êtes arrivés ici, vous étiez les premiers habitants de ce logement. Est-ce qu'il y avait d'autres personnes déjà dans le bâtiment, des voisins ?

M : Oui. Nous on est arrivés en 65, il n'y en avait pas beaucoup, il devait en avoir une dizaine sur la cage d'escalier. En 65, c'est là que les gens sont venus habiter. Dans le mois de juin, la cage était remplie.

- Quelles étaient vos premières impressions quand vous êtes arrivés ici ?

M : Bien. Déjà l'appartement, on avait une douche, spacieux, on avait un centre commercial à proximité, on avait un marchand de légumes au Petit Balzac, un crémier, au coin on avait le bar, en face on avait une pharmacie. Déjà de ce côté-là, on avait tout. Il suffisait de traverser la place, enfin non, c'était un souterrain à l'époque, on passait par le souterrain et l'on allait au centre commercial, on allait au Prisunic.

Arrivée à La Courneuve : une histoire qui se transmet d'une génération à l'autre

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtellerauld > La Courneuve 4000 (Balzac)

Mme : (..) Les enfants, ils sont en colère quand ils ont su que leurs parents avaient été traités comme ça.

M : L'Algérie a été vidée de mars 62 à mars 63 hein. La France ne s'y attendait pas. Alors, moi je travaillais déjà là-bas, dans l'Armée et j'ai fait beaucoup pour récupérer mon travail en France. Et à La Courneuve, on m'a dit que j'avais une place et tout mais quand on est arrivé ici, je ne vous dis pas ! Les réflexions sur les rapatriés, vous avez abusé des arabes.. on leur disait non, vous ne les connaissez pas, nous on a vécu avec eux. Il ne faut pas généraliser, nous on s'entendait très bien avec les Arabes, mieux que les Français. Tout ça, il faudrait le mettre dans un livre.

- Est-ce que vous avez trouvé des gens à La Courneuve qui ont vécu la même histoire que vous ?

M : Non, il n'y en avait pas. Nous, on était d'Oran mais eux, la famille B., ils habitaient loin, à 100 Km de là. Mais ils n'ont pas vécu la même chose. On n'en parle pas du pays, jamais.

1965 | PAYSAGISTES

Le plâtrât

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

C'était un sol complètement chahuté, bouleversé par des travaux considérables. Le terrain était épouvantable. C'était des débris, des matériaux hétérogènes qui devaient venir des démolitions. Il y avait les chemins de grue pour construire, des dépôts de matériaux, on a dû récupérer un sol impossible. Pas question de faire du décapage de sol végétal, il y en avait plus. Sur les mails, par exemple, on avait probablement planté de l'érable, parce qu'il est assez costaud, il résiste au plâtrât, il accepte le calcaire, donc je crois avoir mis pas mal d'érables.

Transformation : l'enthousiasme destructeur

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Un détail : la première place de jeux qu'on a ouvert aux enfants, vers 64, 65, c'était une ruée qu'au bout d'une heure tout avait été cassé. Ce n'était sûrement pas assez solide, mais il y avait quand même une sorte de folie qui s'était emparé d'eux. (...) Je sais que sur cette petite place dévastée, la haie se trouvait à l'extérieur du grillage, donc elle n'avait pas été détruite. Mais le tourniquet, l'axe avait été cassé, le bac à sable avec sa bordure en béton avait été costaud, mais tout le sable était sorti... tout ce qui se balançait ou bougeait avait été détruit. Il aurait fallu des choses plus robustes, des montagnes de béton.

Quand vous les avez changé, qu'est-ce que vous avez fait ?

J'ai plutôt appauvri l'espace en me disant ça, ça ne vaut plus la peine de le mettre...

Pruitt-Igoe, Saint Louis, USA

ARCHITECTE : MINORU YAMASAKI

NOMBRE DE LOGEMENTS : 2870 LOGEMENTS



Projet 1951, inauguration 1956, réhabilitation 1965, démolition mars 1972, démolition juillet 1972

En ce qui concerne les espaces communs inutilisés, Yamasaki dit « Je n'aurai jamais imaginé que les gens étaient si destructeurs. En tant qu'architecte, je doute y avoir pensé en réalité. Je suppose que nous aurions dû abandonner ce projet. C'est un projet que j'aurais souhaité n'avoir jamais fait. » » L'architecte Gyo Obata, qui rejoignit l'agence pendant que Pruitt-Igoe était en projet, rappelle que Yamasaki « a essayé et s'est battu à chaque moment » avec le PHA afin d'avoir plus d'agréments. « Maintenant, ils réhabilitent Pruitt-Igoe parce qu'ils réalisent que les valeurs humaines pour lesquelles nous nous battions sont importantes.

► James Bailey, « The case history of a failure », Architectural Forum, dec.1965 <http://bacweb.the-bac.edu>

© St. Louis Post Dispatch (August 25, 1974), 27

1966

 **HABITANTS**

→ Le carré François Villon, avant mon arrivée

 **DÉBATS**

→ Nonoalco-Tlatelolco, Ville de Mexico, Mexique

1966 | HABITANTS

Le carré François Villon, avant mon arrivée



Photo d'habitant

"Tu vois Place François Villon, c'est quatre bâtiments et un carré au milieu ; moi j'habitais au B11, 2 place François Villon, 1er étage, porte 1, B11, j'étais là ! Voilà la photo que j'ai retrouvée. Tu vois là, c'est ce qu'on voyait de la salle à manger. Donc il y avait des bacs à sable, des cages à poule.. c'était vraiment au tout tout début ! C'est bizarre, mais pour moi cette photo, ça fait vieux. Je n'arrive pas à savoir si quand j'ai emménagé, il y avait déjà la cage à poule ou pas. Quand je vois la date de 1966, par rapport à ma scolarité. Je me rappelle avoir emménagé ma dernière année de maternelle, parce que j'étais à Raymond Poincaré, donc c'était loin. Pour moi, c'était avant mon arrivée, cette photo. Pour moi, je n'ai pas connu ça parce que pour moi, c'était tellement magique quand on est arrivé que je le voyais déjà avec la cage à poule, les massifs, l'herbe verte etc.. En tous cas, pour moi, c'est avant mon arrivée, avant le premier souvenir que j'en ai. Mais je sais très bien qu'elle a été prise de la salle à manger. De cette fenêtre (du séjour), il s'est passé pas mal de choses. Par exemple, comme pour nous c'était notre terrain de jeux, de cette fenêtre, ma mère appelait souvent mon frère qui traînait pour lui dire de venir manger, elle l'alpaguait par là, et après, on a eu un chien, et mon père arrivait par le 302, en revenant du boulot et il arrivait toujours là, par cette allée et mon chien avait repéré chaque jour à quelle heure précisément mon père arrivait dans sa manière de bouger et de se mettre à cette fenêtre". (Laure)

© DR

Nonoalco-Tlatelolco, Ville de Mexico, Mexique

ARCHITECTE : MARIO PANI

NOMBRE DE LOGEMENTS : 15000 LOGEMENTS



Projet 1964 ; Construction 1966 ; Reconstruction après le tremblement de terre 1985

Je crois que ce qui fait l'excellence de l'ensemble Tlatelolco, est qu'il s'agit de la première fois que, à Mexico, se crée une ville issue d'une application urbanistique totalement nouvelle. C'est l'application en grand, des principes de la Cité Radieuse de Le Corbusier, mais à une échelle beaucoup plus importante, car l'unité Tlatelolco fait 1 kilomètre d'Est en Ouest et 500 mètres du Nord au Sud, ce qui représente un espace de 1.000.000 mètres carrés. (...) Depuis lors, l'idée d'une communauté, d'une unité d'habitations définie, pratiquement piétonne et faite pour que les habitants ne sorte pas de la zone, avec des jardins et tous les services que nécessitent chaque logement, est un exemple urbanistique qui n'a pas été suivi en beaucoup d'endroit. Je crois que ce que je propose maintenant 30 ans plus tard est un peu ça ; la création, dans les réseaux viaires, de cellules urbaines avec tous les services.

► Graciela de Garay, *Historia oral de la Ciudad de Mexico*. D.F, Instituto Mora, 2000, p.87

© Miquel Adrià, *Mario Pani. La construcción de la modernidad*. Nalcapan, Mexico, Ediciones G. Gilli, 2005, p. 132

1967

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

- Gelin : le mobilier adapté aux « appartements modernes »
- Deuxième grande quinzaine commerciale dans le Grand ensemble
- 2 ou 3 choses que je sais d'elle

■ HABITANTS

- Une plate-bande avec de la pelouse et des fleurs à François Villon
- Territoires : Le Mail, cet endroit a toujours été bizarre
- Territoires : Nommer les lieux : Pour moi, les 4000, c'est trois entités
- Arriver à La Courneuve : ils n'avaient pas prévu d'écoles
- Centre commercial : « une ville dans la ville »
- Arriver aux 4000 : c'était magique !
- Transformations internes : Le double living
- La loggia

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

- Remise en question du mouvement moderne

■ DÉBATS

- Zezinho Magalhães Prado - CECAP, Guarulhos, Brésil
- Habitat 67, Montréal, Canada
- Habitat 67, Montréal, Canada

Gelin : le mobilier adapté aux « appartements modernes »



Publicité

► Journal de la Courneuve, septembre 1967

Deuxième grande quinzaine commerciale dans le Grand ensemble



2 ou 3 choses que je sais d'elle



Film de Jean-Luc Godard (83mn)

Tourné aux 4000 sud de La Courneuve. « Deux ou trois choses que je sais d'elle, est beaucoup plus ambitieux [que Made in USA] à la fois sur le plan documentaire, puisqu'il s'agit de l'aménagement de la région parisienne, sur le plan de la recherche pure, puisque c'est un film où je me demande continuellement moi-même ce que je suis en train de faire. Il y a bien sûr, le prétexte qui est la vie, et parfois la prostitution dans les grandes ensembles : mais l'objectif réel, c'est d'observer une grande mutation »

► extrait de *Godard par Godard*, ed. Cahiers du Cinéma

©Argos film

©Arte

1967 | HABITANTS

Une plate-bande avec de la pelouse et des fleurs à François Villon

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10è

Il n'était pas énorme ; il y avait un bac à sable, une cage à poule et au début, il y avait une plate-bande avec de la pelouse. Ça faisait des massifs qui formaient une haie, ça faisait des petites fleurs roses, je m'en souviens parce que j'adorais les cueillir, en faisant attention de ne pas me faire voir par le gardien !

Territoires : Le Mail, cet endroit a toujours été bizarre

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10è

Cet endroit a toujours été bizarre. Là maintenant, je ne sais pas du tout à quoi il ressemble mais au début, c'était un terre-plein planté de petits peupliers, après il n'y a plus eu de peupliers, donc c'était devenu, enfin dans les années fin 80, là, il y a une chute. C'est là que les 4000 ont perdu de leurs splendeurs qu'elles avaient ! Ça a été vite le bazar, à cause des deux roues qui fonçaient dessus etc. donc c'est là que les jeunes s'imaginaient ce terrain de cross, c'était pour les vélos, génial ! Mais pour éviter que les engins motorisés accèdent au Mail, ils avaient construit des trucs. Mais donc cette esplanade, c'était un peu le forum .. enfin sut pû être. Je me rappelle qu'il y avait un terrain de boule sur ce truc-là et que c'était une grande surface que tu traversais pour aller au centre commercial. Donc moi, j'étais à François Villon et je longeais le Mail, j'étais dans l'allée commerciale mais qui longeait le mail, donc pour moi c'était comme ça. Cette grande esplanade qui n'a pas duré éternellement, qui a vite été transformée. Et pareil, je me demande s'il n'y a pas eu une étape intermédiaire de transformation.. Oui parce que ça a toujours posé problème cet espace. Oui parce qu'il y avait un truc à voir avec les grands courants d'air. Je ne sais pas comment était faite cette architecture, mais il y avait des grands courants d'air.. donc je ne sais pas si c'était pour cacher ce vent ou pour .. j'en sais rien. Mais les courants d'air des 4000, c'était un truc incroyable ! Tu sais dans le centre commercial qui était parcouru d'allées qui se croisaient etc., tu marchais tranquillement abrité du vent et tu arrivais d'un seul coup à un carrefour, ça s'engouffrait dans ces allées d'une façon impressionnante. Bon mais je pense qu'il y avait plusieurs raisons, celles dues à des nuances sonores des engins motorisés parce que ça devenait dangereux puisque c'était un espace piéton ; donc ça devenait n'importe quoi.

Territoires : Nommer les lieux : Pour moi, les 4000, c'est trois entités

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10è

Celle-là, on l'appelait Verlaine même si il n'y avait pas qu'une seule barre et qu'il y en avait plein. Le Petit Debussy, je n'ai jamais entendu, c'était Debussy .. Balzac-Debussy.

— *Donc Debussy, ça englobait le Petit Debussy, Debussy avec Balzac ?*

Certainement. C'était une entité. Pour moi, les 4000 c'est trois entités. La Tour, c'est à dire le Mail et la Tour, Verlaine et Balzac-Debussy. Voilà.

— *Et toi, tu habitais où ?*

Ben j'habitais Place François Villon mais pour moi, j'étais dans le secteur du Mail et de la Tour. On disait même plus le Mail que la Tour. Oui parce que c'est vrai qu'au tout début, ça j'aimerais bien voir, j'espère que je verrai des photos. Mais au tout début, quand on y habitait, le Mail pour moi, c'est une grande esplanade plate, bétonnée, avec de temps en temps des arbres qui poussaient.

Arriver à La Courneuve : ils n'avaient pas prévu d'écoles

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ethan, 74 ans, 2 enfants, retraité (ancien commerçant), ancien élu
 Parcours résidentiel : Algérie > Paris 11^e > La Courneuve (La Fontenellè) > La Courneuve 4000 (F.Villon)

Ça a été une catastrophe parce qu'au départ, vous savez, il y avait des taudis sur les boulevards extérieurs etc., les mal-logés etc. ils ont ramené tous ces gens sur les 4000 logements et en même temps, sont arrivés les pieds-noirs d'Afrique du Nord. Ce qui s'est passé c'est qu'ils ont construit, il y avait la partie sud d'abord et ensuite les autres... mais ils ont mis les 4000 logements dans une situation intenable parce qu'ils avaient prévu des logements et les gens sont rentrés dedans, seulement les gens avaient des enfants et ils n'avaient pas prévu d'écoles. Ils en avaient prévu mais après. Heureusement que la ville avait les moyens à l'époque parce qu'il y avait un tas d'usines à l'époque. Comme disait l'autre, nous étions une ville industrielle. Effectivement du point de vue de l'impact social, c'était pas mal. Il y avait un lycée qui était en construction qui était à Dugny, si bien qu'il y avait des cars qui emmenaient entre 2000 ou 3000 enfants par jour ! Vous vous rendez compte le travail ! Il a fallu qu'on fasse ça, en attendant que les écoles soient construites. Il y a trois groupes scolaires : il y a Langevin Wallon, il y a Henri Wallon et Joliot Curie, toujours dans la partie sud, je ne parle pas de l'autre côté. Et nous, on a fait construire le centre culturel...

Centre commercial : « une ville dans la ville »

EXTRAIT D'ENTRETIEN



M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier). Parcours résidentiel : Algérie > Châtelleraut > La Courneuve 4000 (Balzac)

"Disons qu'avant c'était une ville dans la ville. Parce qu'ils ont fait un centre commercial maintenant heu.. de mon point de vue, ce n'est pas ça qu'ils auraient dû faire. Si vous regardez les commerces que j'avais avant. Il y avait Prisunic, il y avait André, il y avait Bata, il y avait deux bar-restaurant, il y avait Baby Confort, il y avait les Meubles Damal (?), une droguerie, une quincaillerie, deux poissonneries, il y avait un marchand de légumes, un bureau de tabac, il y avait un marchand de fleurs. Donc on avait tout sur place ! On avait une boulangerie, Nicolas, on avait aussi un bijoutier, on avait Maurice T. (?) pour les parfums, on avait une auto-école, un cinéma. C'était vraiment une ville dans la ville ! C'était allumé jusqu'à deux ou trois heures du matin, on pouvait s'y promener. Ah oui ! Mais ça, ça a duré jusqu'en 70, 75. Après.. Alors moi j'avais un collègue qui avait une droguerie et il s'était formé une équipe pour faire des rondes le soir, parce qu'ils cassaient les vitrines parce que déjà ça commençait à se dégrader à l'époque voyez. Et après, ça s'est dégradé à grande vitesse quand l'Office a repris le .. pour un franc symbolique !"

▶ Publicité, Journal de la Courneuve, septembre 1967

Arriver aux 4000 : c'était magique !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10e

Et bien oui parce que jusqu'alors (fin des années 80), c'était un paradis hein ! Enfin moi, je sais que, je me rappelle très bien quand j'ai déménagé pour aller aux 4000, c'était magique ! Les appartements étaient tout neuf ! Nous on vivait dans un cinq pièces, alors on était six, on venait d'un trois pièces ! Alors arrivé dans un cinq pièces, oh là là, honnêtement c'était vachement bien !

Transformations internes : Le double living

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, journaliste.

Parcours résidentiel :

La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10e

Là, idéalement, c'est un double living. On a transformé une partie en chambre. Il y avait une double porte, donc pas de transformations majeures.

La loggia

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, journaliste

Parcours résidentiel :

La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10e

Attenant à la cuisine, il y avait ce qu'on appelait la loggia, qui était vachement bien. C'était une pièce assez confortable dans mon souvenir mais j'étais petite. Alors il y avait le vide-ordure commun. Là, il y avait des stries de béton, tu vois tu n'avais pas de fenêtre, c'était ouvert. Comme un cellier. En fait, là tu avais un mur plein et là, tu avais une porte qui donnait sur la cuisine et là, au lieu d'avoir une fenêtre, c'était un mur strié, avec des meurtrières quasiment, mais à l'horizontale. Voilà, c'était une pièce où tu entreposais bouffe, machine à laver. Mon père avait son atelier, enfin son établi, avec plein d'outils ! Donc un établi pour moi, c'était magique.

Remise en question du mouvement moderne

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François Laisney, architecte-urbaniste-chercheur

Lauréat, avec l'équipe de l'APRAH, du concours d'intégration des 4000 dans la ville (1982)

Les grands ensembles c'est la construction du logement sociale de l'après-guerre. J'ai fait mes études à partir de 1962 à l'Ecole des Beaux Arts et les transformations commencent dans l'enseignement avant '68 et, quand on a fait une scission, avec un atelier expérimental en dehors du système "beaux arts" avec Bernard Huet, je me souviens très bien qu'on avait fait des études justement d'analyse urbaine sur la cité des 3000, à Aulnay, en essayant d'y appliquer les méthodes de Kevin Lynch. Parce que ce qu'on voyait le début de la crise des grands ensembles qui n'étaient pas encore achevés, certains étaient encore en construction, et effectivement il y avait tout un intérêt des jeunes architectes à aller voir concrètement ce phénomène de la construction des grands ensembles ; et comme ils étaient tous neufs évidemment ce qu'on y repérait en premier c'était cette étrange conception d'application du mot "moderne", on ne comprenait pas pourquoi ils n'étaient pas vraiment construits disons dans de manière plus traditionnelle, plus « urbaine », on remarquait cette lacune. Donc la méthode de Kevin Lynch c'était de dire "il y a un manque de repères, de chemins, de noeuds et donc on avait essayé de faire une analyse et puis des propositions déjà théoriques de réhabilitation, ça c'était en 1966 en tant qu'étudiants.

Zeinho Magalhães Prado - CECAP, Guarulhos, Brésil

ARCHITECTE : FABIO PENTEADO, PAULO MENDES DA ROCHA, VILLANOVA ARTIGAS

NOMBRE DE LOGEMENTS : 8.700 LOGEMENTS



Projet 1963, inauguration 1967

Le projet de l'Ensemble Cecap - Cumbica, élaboré par de grands architectes modernes, reprend, dans leurs grandes lignes, les expériences d'habitation populaire des années 1930 et 1950. (...) Il faut toutefois remarquer que dans les appartements du projet, les cloisons indépendantes de la structure - et donc mobiles - peuvent s'adapter aux goûts et aux besoins de chaque famille. (...) Les mêmes critiques atteignant tous les ensembles résidentiels des années 1960 lui ont été adressées. Tous ces ensembles ont été projetés par des architectes qui défendaient la construction d'habitations solides et peu onéreuses destinées aux couches défavorisées de la population des grandes villes - à l'exemple des constructions entreprises par les propres habitants, dans une structure de travail en groupe (appelée multirão), où eux-mêmes définissent le projet, l'exécution de l'ouvrage et son administration.

► www.itaucultural.org.br

© www.servix.com.br

Habitat 67, Montréal, Canada

ARCHITECTE : MOSHE SAFDIE

NOMBRE DE LOGEMENTS : 158 LOGEMENTS



Projet : 1964, inauguration : 1967

Comment vit-on dans ce décor très vingt-et unième siècle [...] imaginé par l'architecte Moshe Safdie, Habitat a été construit par le gouvernement canadien dans le cadre de sa contribution à l'Expo 67 pour expérimenter des techniques nouvelles de constructions. [...] Habitat est avant tout une expérience en construction préfabriquée. Tout en effet, la tuyauterie, les portes, les fenêtres, les fils électriques, sans oublier les baignoires et les éviers, ce trouvaient déjà à leur place, lorsqu'une gigantesque grue, enleva des camions qui les transportaient ces blocs de bétons qu'elle déposa ensuite délicatement à la place prévue. Il suffit alors de relier entre eux fils et tuyaux et, les locataires purent entrer dans un appartement prêt à les recevoir. [...] Quand aux spécialistes ils n'hésitent pas à s'incliner devant l'idée qui a présidé à sa conception : donner à de simples

appartements tout les avantages d'espace et d'intimité qui sont ceux d'une petite maison dans son cadre de verdure. Il est évident qu'en l'an 2000 lorsque la population de Montréal aura triplée les appartements que nous connaissons aujourd'hui ne seront pas adaptés aux temps nouveaux. Il sera impossible pourtant à des centaines de milliers de chefs de familles d'espérer vivre dans une petite maison entourée d'un jardin, à moins de consentir à habiter à une distance considérable du centre de la ville. Habitat est donc peut-être, avec trente ou quarante ans d'avance la solution d'un problème qui sera celui de l'an 2000. Quoi qu'il en soit, ce sont des idées comme celles-là qui obligent les constructeurs du monde entier à penser à l'avenir.

► <http://archives.cbc.ca> « entretien, 1/1/1968, les Archive Radio-Canada ; Un décor très 21e siècle »

© www.westland.net

Habitat 67, Montréal, Canada

ARCHITECTE : MOSHE SAFDIE

NOMBRE DE LOGEMENTS : 158 LOGEMENTS



Projet : 1964, inauguration : 1967

[...] Je venais de terminer l'école, j'avais vingt-quatre ans, j'avais cette idée radicale, révolutionnaire et, à ma grande surprise, les fonctionnaires d'Expo 67 et du gouvernement étaient d'accord avec cette idée [...] je m'étais fait payer un voyage d'étude financé par la société canadienne de logements pour étudier le logement en Amérique du Nord et, je suis revenu avec la conviction que les gens qui vivaient dans des immeubles n'étaient pas à leur place. Les gens quittaient les centres ville pour aller chercher des maisons individuelles en banlieue, mais la question de l'étalement urbain était problématique. C'est là que je me suis dit qu'il fallait repenser l'immeuble de logement. Qu'il fallait les voir comme des maisons suspendues, avec des jardins, des rues piétonnes suspendues, avec des entrées privées, avec des vues différentes et, qu'au fond nous pourrions créer la qualité de vie de la banlieue en plein centre-ville avec une densité élevée, en construisant en hauteur. [...] à Ottawa, pour présenter le concept, nous avons parlé de mille familles, c'est assez important pour avoir une école, un centre commercial et cela coûtait 42 millions à l'époque [...] ils nous ont dit qu'il n'y avait que 15 millions [...] cela ne donne que 150 unités, [...] Je crois que c'est peut-être le seul projet utopique, construit à l'époque moderne, qui a aussi eu un succès populaire.

► <http://archives.cbc.ca> « entretien : Moshe Safdie, 4/5/1997, les Archive Radio-Canada ; Safdie, 30 ans après Expo 67 »

© photo Bill Dutfield, www.westland.net

1968

■ DÉCIDEURS

→ La politique du parti

■ HABITANTS

→ La plus grande avancée

→ C'était l'Amérique !

→ Territoires, les bâtiments-quartiers : « La bande du F »

→ Territoires : les bâtiments/barres, des mondes bien distincts

→ Les commerces : la bijouterie horlogerie du centre commercial

■ PAYSAGISTES

→ Partir de La Courneuve : les enseignements

■ DÉBATS

→ Z.E.N. (Zone d'Expansion Nord), Palerme, Italie

1968 | DÉCIDEURS

La politique du parti

EXTRAIT D'ARTICLE

Jean Houdremont, Maire de la Courneuve, 1968

« le maire de la Courneuve [...] a exposé pendant plus d'une heure la politique du Parti. Il a, sur les problèmes propres au grand ensemble, fait un large exposé des vues des communistes sur la gestion de l'office de la ville de Paris et sur les solutions possibles, recommandant notamment le blocage des loyers, le report du terme de mai, la suppression du surloyer, la révision de l'allocation logement, la suppression des parking payants. Il a confirmé que la ville de la Courneuve était prête à prendre en charge l'entretien des voies et de l'éclairage public, à la condition que celles-ci soient remises gratuitement et en toute propriété à la commune ».

.....
« 1500 personnes avec Jean Houdremont au meeting des 4000 logements. 54 adhésions au Parti communiste français », *Journal d'Aubervilliers*, 24 mai 1968.

1968 | HABITANTS

La plus grande avancée

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jean-Pierre, 50 ans, artiste, élu, responsable d'une association.

Parcours résidentiel : St. Denis > La Courneuve (Alfred de Musset) > centre-ville

J'habite à La Courneuve depuis 68. Alfred de Musset ... mes parents sont arrivés là. (...) Et il faut savoir que ... le centre commercial, c'était le plus grand centre commercial de France ! Il y avait tout : les magasins de laine, une bijouterie, une auto-école ... tout ce que vous voulez ! Et c'était bien géré ! Parce que c'était l'Etat. (...) Il y en a qui critiquent les 4000, mais moi, je ne critique pas, parce que ça correspond, entre 58 et 70, à la plus grande avancée du logement sociale de l'histoire de France !

C'était l'Amérique !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10è

Mais je sais que quand ils (*les cousins, résidant en périphérie de Lyon*) débarquaient dans les années 60-70, aux 4000, enfin pour eux c'était l'Amérique !! Telle qu'on pouvait se l'imaginer, parce que pour eux, il y avait encore des vaches dans les champs et on allait acheter le lait à la ferme.

— *Pour eux, c'était l'Amérique ?* Et bien, le côté Building, tout simplement ! Alors, le côté moderne et haut ; enfin la tour, elle fait quand même 25 étages, donc 25 étages, fin des années 60, il n'y en avait pas tant que ça ! La Défense n'existait pas, la Tour Montparnasse, je ne sais pas de quand elle date, enfin bon, c'était Tati quoi ! L'époque des films de Tati.

Territoires, les bâtiments-quartiers : « La bande du F »

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10è

Dans les souvenirs que j'ai, les cages d'escalier n'ont jamais été par numéro mais par lettre parce que quand j'étais petite, il y avait à Renoir, il y avait ce qu'on appelait la bande du F et la bande à Bonnot, c'était du même genre ! J'ai mis du temps, petite, à me dire, mais c'est où la bande du F ? C'était la bande du F de Renoir qui avait l'air vraiment une bande de tueurs.

— *Il y avait vraiment des bandes, parce que j'ai des discours très contradictoires là-dessus ?*

Oui, et bien je vais l'être aussi parce que je ne me souviens pas qu'il y en avait tant que ça. Il y avait un moment où je fréquentais, je traînais avec des gens qui étaient d'Alfred de Musset et de Ravel, donc même secteur, mais ils étaient très copains en affaire on va dire avec des mecs de Verlaine. Donc il y avait ce côté-là et puis il y avait aussi le fait que très souvent, il y avait des liens de parenté, très souvent ils étaient au moins cousins, dans les familles maghrébines qui étaient énormes, il y avait souvent des liens de parenté. Mais des bandes, je ne peux pas parler de bandes. Ou si on peut parler de bande, c'était plus par génération, les copains de mon frère n'étaient pas mes copains. Mais non, bande non je ne pense pas. Il y avait des figures notoires, des familles. Ah cette famille et derrière la famille il y avait tout un pan de copains mais le mot bande, non tu vois, pas de bande pour moi.

— *C'était plus en terme de réseau de relations ?*

Après, ça s'est fait par quartier, c'est normal, tu vas plus facilement vers celui qui habite dans ta cage d'escalier qui est à côté que celui qui est à l'autre bout de la cité.

Territoires : les bâtiments/barres, des mondes bien distincts

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10è

Moi, l'image que j'ai personnellement, moi je ne vivais pas là (*au Mail*) je vivais là (*à F. Villon*). En plus, on était à la limite ; après nous, c'était un autre monde, donc .. l'impression d'être un peu en marge de tous les soucis des grandes barres. Alfred de Musset est concerné par les barres, tu as le Mail, tu as Presov. Nous (*F. Villon*), tu vois, Renoir ne nous faisait pas d'ombre, Presov était dans la continuité, on était presque à la sortie, ce qui fait que j'ai l'impression que les détériorations etc.. ma cage d'escalier, enfin à même époque, ma cage d'escalier était beaucoup plus clean, il y avait beaucoup moins de soucis que la cage d'escalier d'A. Chez lui, ça puait la pisse, l'ascenseur était en panne, tu avais des débris partout. Moi des caddies devant chez moi, non, il n'y en avait pas ! Dû à cette inhumanité du gigantisme, nous.. celui qui avait laissé son caddie dans la rue regardait suffisamment pour qu'il ne reste pas !

Les commerces : la bijouterie horlogerie du centre commercial

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Pierre, 48 ans, 2 enfants, journaliste.

Parcours résidentiel :

La Courneuve 4000 (Mailde Fontenay) > Paris 10è

Parce que c'était vierge, il n'y avait rien avant hein.. il a fait l'ouverture.

Qu'est-ce qui était vierge ?

Le centre commercial. Enfin en tous les cas, les murs. Enfin, quand mon père est arrivé, il n'y avait que les murs, il n'y avait pas une autre horlogerie avant. C'était une première ouverture.

1968 | PAYSAGISTES

Partir de La Courneuve : les enseignements

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

A La Maurlette [projet de Sgard à côté de Marseille] il y avait un site : des platanes, une bastide, un système d'irrigation, un site duquel on a essayé de garder le maximum en rapport avec lequel on pouvait organiser des cheminements (...) tout cela en vue d'élaborer un espace riche où il se passait des choses.

Z.E.N. (Zone d'Expansion Nord), Palerme, Italie

ARCHITECTE : VITTORIO GREGOTTI

NOMBRE DE LOGEMENTS : 3741 LOGEMENTS



Projet 1962-1971, Construction 1968-1990, Hébergement de sans-abri et début de l'occupation illégale 1968

La police jetait tout dehors, là où j'habite on n'a jeté personne dehors, mais les logements attribués n'étaient que la moitié, l'autre moitié a été occupée illégalement... toujours en 70... Qu'est-ce qu'on fait de ces pauvres gens (c'amma fari de chisti cristiani) ? Alors des présidents de commissions, des députés, bon dieu ! [...] On fait la loi, une sorte d'acte de régularisation, 'Tous ceux qui ont occupé jusqu'en 72 sont bénéficiaires de droit [...] et tous ont été régularisés, toute la ZEN est régularisée, la ZEN 1 [...]. La ZEN 2, c'est une autre histoire... et sache que la ZEN 2 n'a pas été toute attribuée, dans une insula, il y a 30% d'attribués, 70% ne sont pas attribués [...]. On peut l'attribuer, mais qu'est-ce qui arrive, on l'assigne mais il y a un autre occupant illégal, comment peuvent-ils le jeter dehors (como cazzu lu mannanu achistu), ils ne peuvent plus l'expulser... et alors... un acte de régularisation jusqu'en 1983, en 1985, en 1990 parce que chaque fois que quelqu'un s'en va, il vend son logement... et un autre arrive et il est illégal, celui-ci à son tour le vend à un autre...

► Entretien avec Mario (habitant), cité par F. Fava, *Banlieue de Palerme. Une version sicilienne de l'exclusion urbaine*, L'Harmattan, Paris, 2007 p. 244.

© Enzo Sellerio www.siciliaonline.it

1969

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

- Deuxième grande quinzaine commerciale dans le Grand ensemble

■ DÉCIDEURS

- Entre 1962 et 1968, la ville a accueilli 23. 372 habitants : d'où venaient-ils ?

■ HABITANTS

- Arriver aux 4000 : une composition socio-spatiale de la Place François Villon
- A chaque logement, une place de parking
- Démolitions : Disparition du bidonville « les bâtiments verts »
- Vides et vert : les buissons

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

- Construire dans le construit
- Tabula rasa
- Remise en question du mouvement moderne

■ PAYSAGISTES

- Vides et verts : les buissons

■ DÉBATS

- Villaggio Matteotti, Terni, Italie

Deuxième grande quinzaine commerciale dans le Grand ensemble

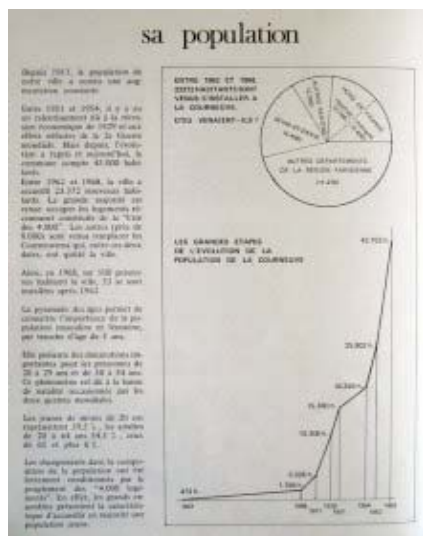


Publicité

- Publicité insérée dans *A la découverte de votre ville*, 1969

Entre 1962 et 1968, la ville a accueilli 23. 372 habitants : d'où venaient-ils ?

EXTRAIT D'UN BULLETIN



Mairie de la Courneuve

► Mairie de la Courneuve, *A la découverte de votre ville*, « Sa population », 1968 ou 1969

1969 | HABITANTS

Arriver aux 4000 : une composition socio-spatiale de la Place François Villon

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10^e

Donc quand on est arrivé, il y avait une chose très étrange. Tu vois, sur ces quatre bâtiments, celui-là était réservé aux arabes. Je pense que, d'un point de vue sociologique, tu trouves énormément de pieds-noirs qui sont arrivés, de juifs pieds-noirs, il y en a énormément dans la première génération qui est arrivée. Tu avais ça, plus une population maghrébine, mais la population maghrébine était parquée. Et donc nous, ces trois immeubles étaient dévolus on va dire, aux européens et celui-là, vraiment aux maghrébins ! Je dis bien, aux maghrébins, il y avait des antillais, ils étaient du côté des européens ! Ca, c'était vraiment aux maghrébins. Et moi, je n'y allais jamais parce que c'était un immeuble où il ne fallait pas aller, qui faisait peur parce qu'il y avait que des maghrébins mais ce qui est sûr, ça je l'atteste parce que je l'ai vu, donc on est arrivé, c'était tout neuf ; ces trois immeubles avaient des stores pour masquer les fenêtres, au lieu d'avoir des volets, c'étaient des stores. Pas cet immeuble-là. Pas celui des arabes. Et à priori, mais ça il faudrait que je demande à ma sœur et à mon frère parce que moi j'étais petite, mais on disait.. alors est-ce que c'est parce que les gens n'ont pas eu le temps de finir, ça j'en sais rien, mais les cages d'escaliers de mon immeuble et des trois autres étaient des cages d'escalier carrelées. Pas cet immeuble-là. C'était du béton brut, enfin tu vois. Les stores, c'est vraiment un souvenir qui m'avait...

— *Pourquoi ça t'avait marqué, ça ?* Parce que c'était la différence. Comme je te dis, à l'époque, il y avait une mixité etc. mais les significations, elles étaient là quand même ! Moi je me rappelle, quand on est arrivé aux 4000, il y avait trois grandes populations. européenne, maghrébine et puis.. européenne mais ils ne sont pas vraiment comme nous, les portugais qui vivaient dans les bidonvilles un peu plus loin. Et on va dire, dans l'échelle, l'européen était le top, après les maghrébins après, les portugais, c'était le pire.

A chaque logement, une place de parking

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10^e

Je vais peut-être t'étonner mais il y avait des places de parking qui étaient attribuées, bien sûr, numérotées ! Les places de parking étaient en jaune ou blanc, on te disait que tu avais la 120, par exemple, et il y avait même une époque où l'on te donnait une clé et il y avait même une protection que tu baissais, une barre en fer que tu fermais pour éviter le vol. Oui Madame, c'était une résidence ! (*rires*) Bon, ça, ça a été cassé très rapidement. Mais il y avait des places qui étaient attribuées et mon père se garait toujours par derrière. Je suis persuadée qu'au tout début, à chaque logement correspondait une place de parking. Et c'est vrai que sur ce petit parking (*Place F. Villon*), il n'y avait pas que des gens de la place François Villon qui s'y garaient, pas du tout, il y avait des gens de l'avenue Presov qui eux aussi avaient leur parking. Au tout début, c'était respecté jusqu'à ce que je m'en aille (*début années 80*) mon père avait toujours sa même place de parking. Bon ça commençait à être un peu le bordel parce qu'ils n'avaient pas prévu qu'une même famille puisse avoir plusieurs voitures, dans les années 60, ce n'était pas dans l'ordre des choses !

— *Et depuis votre appartement qui était traversant, vous pouviez voir votre voiture ?*

On avait la cuisine et la chambre de ma grand-mère qui donnait sur ce parking. Mon père ne prenait pas du tout sa voiture pour aller travailler.

Démolitions : Disparition du bidonville « les bâtiments verts »

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (Gd Debussy Balzac, Renoir > St Just)

Parce qu'on a eu des bidonvilles hein à La Courneuve. On a eu notamment vers la gare, le petit pont du chemin de fer, et bien là il y avait des bidonvilles, carrément des immeubles en tôle ondulée. Ils s'appelaient les bâtiments verts d'ailleurs, parce que c'était vert mais en tôle ondulée. Il n'y avait que de la misère là-dedans ! Et c'était juste en face de l'école. Les bâtiments verts là. On ne parle pas beaucoup de cette histoire-là, mais à l'époque, moi j'étais jeune quand il y avait ces constructions-là, c'est les premiers immeubles qu'on a détruit. Il y a au moins trente ans ce bidonville.

- Vous les avez vus disparaître ?

Oh oui, moi je les ai vus quand ils les ont détruits parce que moi j'étais à l'école juste à côté. Je les voyais tout le temps les bâtiments. A côté de l'école Joliot Curie.

Vides et vert : les buissons

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Pierre, 48 ans, 2 enfants, journaliste.

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (Mailde Fontenay) > Paris 10è

Il y en avait partout, aux bords des immeubles oui oui. Dans mon souvenir, c'était tout le long de l'immeuble, enfin c'était de chaque côté des entrées de cage d'escalier, ça c'est sûr et est-ce qu'il y en avait pas tout le long de l'immeuble, peut-être bien ? Je ne m'en rappelle plus trop.

Construire dans le construit

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Paurd et Marie Christine Lvovsky, Architecte et urbaniste

Invités au concours de 1982, maître d'œuvre de différentes opérations sur les 4000 et lauréats de l'étude de définition sur le quartier Des Clos

Après 68, ce qui s'est passé, c'est qu'il y a eu la politique ... Nous on regardait les différentes politiques en matière d'aménagement urbain et bien entendu il y avait les très grandes politiques et puis il y avait des zones qui de fait n'étaient pas dans ces grandes politiques là et qui se retrouvaient quelque peu abandonnées, en déshérence, on commençait à ressentir ça de plus en plus fortement, d'autant plus qu'il y avait la politique de la DATAR un peu avant qui consistait à faire que l'industrie périurbaine de la région parisienne parte plutôt sur Reims et les petites villes... les points de rééquilibrage de façon à desserrer la première couronne. Et puis en même temps il y a eu la politique des villes nouvelles qui s'est faite après les grands ensembles et peut être sur un constat que les grands ensembles avaient pas très bien fonctionnés et puis aussi parce qu'ils cherchaient une ambition plus grande. Peut-être aussi parce que la prise de pouvoir par les Ponts-et-Chaussée fait que c'est ce choix là qui a été fait, je me rappelle très bien qu'à l'époque Claude Parent disait « il faut faire un Paris Bis et non pas une série de métropoles autour ». Donc il y avait des discours de ce genre là dans le milieu architectural et par rapport aux politiques qui ont été très réellement mise en place.

Ce qui fait que j'ai fait mon diplôme à l'époque sur Saint Ouen par exemple où déjà il était question de construire dans le construit, c'est-à-dire raconter déjà qu'il n'était peut être pas utile de démolir pour faire une rénovation urbaine. Peut-être qu'on pouvait faire de la rénovation pratiquement en s'appuyant sur des choses déjà construites, c'est pour moi une ligne de force depuis le début en fait, on n'est pas obligé d'opérer dans de l'urbain de façon massive et en substitution pure et simple, c'est un travail contextuel en quelque sorte. Ça a amené à... quand je suis sorti de l'école... Alors j'ai fait ce premier travail à l'école d'architecture, qui mettait en relation qu'est-ce que c'est que l'entrée d'un cimetière dans un milieu urbain, qu'est-ce que c'est que le rapport à la mairie, qu'est-ce qu'on fait avec le pavillon, la petite maison, l'espèce de pavillon résidentiel périurbain des années 1830 avant l'industrialisation etc. Comment ces strates là sont réemployées entre elles comment des usines désaffectées peuvent servir à des équipements etc.

Tabula rasa

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François Laisney, architecte-urbaniste-chercheur

Lauréat, avec l'équipe de l'APRAH, du concours d'intégration des 4000 dans la ville (1982)

Ban, la tabula rasa elle a été dramatique dans le bâti ancien des villes dans le cadre de la rénovation urbaine, donc issue de la guerre, j'ai fait des cours la dessus donc... la guerre a créé la tabula rasa – ça vient de là – donc sur cette dynamique des démolitions de guerre les architectes modernes on ont profité pour continuer à démolir les quartiers sur lesquels mettaient l'étiquette « insalubre » alors qu'en réalité les quartiers anciens étaient relativement plus facile de les réhabiliter que de réhabiliter des quartiers d'habitat social mal construits. Et donc effectivement la tabula rasa sur ... moi je n'aurais rien en contre une tabula rasa extrêmement radicale sur le bâti des grands ensembles, c'est des bâtis sans qualités et donc moi j'étais aussi un des premiers à lancer à un moment donné la notion avec l'Ifa, de voir les grands ensembles sous l'angle de la patrimonialisation, de dire : il y a un très petit nombre de grands ensembles qui méritent le qualificatif de patrimoine... il y a eu quelques très bons architectes, Aillaud, Pouillon, Dubuisson, peut être ça représente 5% de la production des grands ensembles, 10% disons, mais tout le reste était essentiellement de la production industrialisée de basse qualité qui correspondait à l'urgence de la construction de l'après-guerre donc là il n'y a pas de ... ça ça interroge beaucoup les anthropologues et les sociologues, on a fait beaucoup de colloques la dessus en disant « oui, mais vous comprenez, le patrimoine c'est les gens : c'est parce que les gens se sont approprié de ces grands ensembles que tout d'un coup elles vont faire partie du patrimoine » alors le Ministère de la Culture, entre dans cette logique, je suis assez en désaccord avec cette position là ; le patrimoine c'est le patrimoine bâti en fonction de critères essentiellement architecturaux : ce n'est pas un patrimoine immatériel, ce n'est du patrimoine parce que j'y ai passé mon enfance. Je pense que là il y a un abus, une grande démagogie de la part de

beaucoup d'équipes, de socio anthropologues qui viennent là comme des espèces de roues de secours ou d'alibi pour soit accélérer soit freiner les mouvements de démolition. Non, la tabula rasa dans ce sens-là, surtout sur les grands ensembles, ne me choque pas du tout ; je l'ai dit depuis le début et je continue à penser que c'est de plus en plus...non, la réponse ne correspond pas à ce que tu... ?

Remise en question du mouvement moderne

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François Laisney, architecte-urbaniste-chercheur

Lauréat, avec l'équipe de l'APRAH, du concours d'intégration des 4000 dans la ville (1982)

La question des grands ensembles, la question du logement social et la question de la ville s'est posée dès '69, en même temps que la création d'UP8 après la formation de l'Ecole des Beaux Arts, et il y avait des programmes de recherche ... j'ai enregistré un dialogue entre B. Huet et le sociologue Henri Raymond, élève de Lefebvre. Henri Raymond et Lefebvre défendaient beaucoup plus le droit à la ville, faisant une critique assez radicale des grands ensembles et défendaient les pavillonnaires. Mais à l'époque, toute critique contre les grands ensembles est considérée comme réactionnaire. Les communistes entre autres, ne laisse que le droit de se taire. La défense des valeurs positives du pavillonnaire, dont on peut voir les effets nocifs aujourd'hui, évidemment tout ce qu'a produit de mal le pavillon avec ses effets sur la périurbanisation, on en voyait plutôt les aspects positifs. Personnellement, je voyais bien que la France vivait sur cet antagonisme. Un antagonisme assez tragique entre d'un côté le collectif, de l'autre côté le pavillonnaire et puis rien entre les deux ; c'est-à-dire d'un côté le logement social dans des conditions de production qui étaient essentiellement industrielles, dures, et puis le pavillonnaire qui lui était plutôt héritier de l'avant-guerre et dans lequel effectivement on trouvait les valeurs positives de l'appropriation - c'est le mot essentiel - l'appropriation de l'habitat par les habitants eux-mêmes.

Donc en même temps qu'on crée UP8 (actuelle ENSA Paris-Belleville) on crée un institut de recherche et il y a tout un programme de recherche qui se fait avec Henri Raymond qui est un peu la réponse aux premiers appels d'offre du Ministère de l'Equipement sur l'habitat du futur – une réponse alternative aux « modèles d'innovations » industrialisés - sur les possibilités de construire différemment le logement social.

1969 | PAYSAGISTES

Vides et verts : les buissons

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Il y avait des massifs d'arbustes qui marquaient les entrées, c'était une sorte de niveau planté pour que les gens aient sous les yeux un premier plan d'arbustes qui isole un peu les fenêtres. Les arbustes se sont des calages qui permettent de distribuer des vues, de protéger des courants d'air.

Villaggio Matteotti, Terni, Italie

ARCHITECTE : GIANCARLO DE CARLO

NOMBRE DE LOGEMENTS : 240 LOGEMENTS (840 PRÉVUS)



Projet 1969-1971, Réalisation 1971-1974

Dans le cadre du travail participatif, De Carlo a créé à Terni un îlot urbain qui incarne les utopies prometteuses de Team X. La structure du quartier (où l'on a prévu 250 logements) est linéaire, agencée par des voies piétonnes entourées de terrasses qui courent parallèlement aux routes qui borde l'îlot et donnent sur le parking situés en dessous des bâtiments. L'évidence linéarité du concept, là où il a effectivement été construit, est enrichie par la grande variété des bâtiments qui l'entoure et par l'implantation de terrasses privée et de coursive publique. Concernant l'habitat, on en est venu à cinq plans-types, chacun ayant trois résidences dans sa section. De plus, chaque appartement était susceptible d'adopter divers aménagements. Quoique très proches les uns des autres, ils sauvegardaient une certaine intimité grâce à divers encaissements ou surplombs. Au centre, il fut prévu d'implanter des boutiques et des espaces communs facilement accessibles par des passages au plan incliné qui reliaient toutes les terrasses aux parkings environnants.

► J. McKea, *Giancarlo De Carlo. Des lieux, des hommes* (traduction de l'anglais par P. Camus), Paris, Centre Pompidou, 2004, p. 48.

© *Architettura supereva*

1970

■ HABITANTS

- L'ambiance des 4000 ressemblait à celle des autres cités...
- Nommer les lieux : les bâtiments, des quartiers
- Vide et vert : les parkings
- Vide et vert : les buissons
- Le jeu : les objets
- Territoire : l'environnement proche
- Le balcon, au Mail : au temps des tongues

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

- Politique publique d'industrialisation du logement

■ PAYSAGISTES

- Vides et verts : les buissons
- Les aires de jeux
- Mémoire : on ne peut pas tout traiter

1970 | HABITANTS

L'ambiance des 4000 ressemblait à celle des autres cités...

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10è

Les 4000, mon parcours personnel, pour moi, c'est des allées verdoyantes, c'est une enfance heureuse avec des farandoles des pionniers de France qui défilent.. Tu vois ce côté, les plans foireux dans les cages d'escaliers, moi j'ai quasiment pas connu, je suis partie avant.. et si il y en avait, ce n'était pas dans ma cage d'escalier (F. Villon), c'était au Mail, à Ravel, dans les autres cages d'escalier.

— C'était un bâtiment un peu réservé, protégé ?

Pas plus protégé que les autres parce qu'à cette même époque, dans les années 60/70, donc, moi j'étais dans une école des 4000, donc il n'y avait que des enfants des 4000, mais les enfants des amis de mes parents qui étaient à Dumigny, Le Bourget, c'était pareil. Ils étaient dans leur univers à eux, dans leur cité à eux. Pour moi, l'ambiance des 4000 ressemblait à l'ambiance des autres cités. On a été pointé du doigt à un moment pour ce fameux meurtre mais d'un seul coup ! Mais pareil, ce café du Marval, mon père n'y allait jamais. On allait jamais dans les cafés, moi je ne suis jamais allée dans les cafés des 4000, moi personnellement, donc ce truc là, je ne connaissais pas.

Nommer les lieux : les bâtiments, des quartiers

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10e

Où est-ce que tu habitais ?

Moi, Place François Villon.

C'est intéressant parce que quand j'ai parlé de cette recherche à P., il m'a dit : « ah les 4000 sud, oui oui, ah mais au fait, où est-ce que j'étais, où est-ce que j'habitais, aux 4000 nord ou bien ? On ne disait pas ça. »

Oui non non, vraiment pas. Non, on disait, c'était les quartiers qui étaient signifiés par un nom de barre. Donc tu avais Balzac, Verlaine et nous, c'était le Mail. C'était le centre commercial, voilà.

Le Mail n'avait pas un nom ?

Maurice de Fontenay, mais nous on disait le Mail, parce que comme c'était, je pense que pour la plupart des mômes des 4000, un mail, on ne savait pas ce que ça voulait dire et une rue, une avenue, un boulevard ok mais là..

Vide et vert : les parkings

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Pierre, 48 ans, 2 enfants, Journaliste.

Parcours résidentiel :

La Courneuve 4000 (Mailde Fontenay) > Paris 10è

Donc les parkings et tout ça, c'était pas un problème. La voiture n'était pas un danger par rapport aux vélos.. ?

Non non. Rares étaient les mecs qui roulaient comme des dingues dans les parkings. Donc c'était vraiment pas un souci. Que ce soit à pied ou à bicyclette, ça n'avait pas un caractère très très dangereux, ces endroits-là. C'est pour ça qu'on était plus en sécurité j'ai l'impression, dans cette cité que là (Paris 10è), les enfants sur les trottoirs avec des voitures qui arrivent parfois très très vite ! Non non on se marrait bien quoi ! On se faisait des courses. On s'inventait des circuits, on se faisait des parties de cache cache.

Vide et vert : les buissons

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Pierre, 48 ans, 2 enfants, Journaliste.

Parcours résidentiel :

La Courneuve 4000 (Mailde Fontenay) > Paris 10è

Qu'est-ce qu'il y avait à faire ?

Oh ben, on se faisait des parties de cache-cache incroyables, entre les cages d'escaliers, il y avait des tas de buissons partout ! Je ne sais plus comment ça s'appelle ces arbustes qui poussent pas très haut mais qui sont assez denses, où il y a de la place à la base, donc tu peux te faufiler là-dessous, aller te cacher ! Y'avait ça, bon y'avait aussi les aires de jeux où on allait, après il y a eu l'époque où on a eu des vélos et là, on sortait un peu plus facilement des 4000 là. Oui dès qu'on a eu des vélos, on a commencé à délaissé un peu la cité, et je crois qu'on allait s'amuser un peu ailleurs hein !

Le jeu : les objets

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Pierre, 48 ans, 2 enfants, Journaliste.

Parcours résidentiel :

La Courneuve 4000 (Mailde Fontenay) > Paris 10è

Qu'est-ce que vous appelez la cage à poule ?

C'est une structure en métal. C'est l'équivalent aujourd'hui de l'araignée. Et ça faisait un peu château forteresse. C'était sympa.

C'était un endroit où tu allais souvent ?

Ah oui oui. C'était mon aire de jeux. Oui, je pense quand on descendait dehors, c'est là qu'on se retrouvait.. J'en ai de vagues souvenirs mais je sais que c'était là, que j'y allais c'est sûr. On allait jouer en bas, dans le bac à sable, toboggan, cage à poule.

Territoire : l'environnement proche

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Pierre, 48 ans, 2 enfants, Journaliste.

Parcours résidentiel :

La Courneuve 4000 (Mailde Fontenay) > Paris 10è

C'était sectorisé parce que c'est vrai quand je vois toutes les cités.. moi je traînais rarement du côté de Renoir, enfin, on se cantonnait quand même à notre environnement proche, à savoir le bâtiment. Je ne me souviens pas d'être allé traîner loin de ma barre ! (rires) Voilà, il y avait de quoi faire autour de celle-ci, ça suffisait !

Le balcon, au Mail : au temps des tongues



© DR

1970 | ARCHITECTES ET URBANISTES

Politique publique d'industrialisation du logement

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François Laisney, architecte-urbaniste-chercheur

Lauréat, avec l'équipe de l'APRAH, du concours d'intégration des 4000 dans la ville (1982)

Il y avait la politique des modèles innovation qui était l'idée d'avoir du logement industrialisé, donc d'assurer aux industriels des grandes séries de 2 000, 3 000, 4 000 voire 10 000 logements et de répartir ces modèles d'innovation sur l'ensemble du territoire : donc vous trouvez exactement le même modèle industrialisé à Lille, à Marseille, à Strasbourg, à Bordeaux et on remplissait les ZUP avec ces collections d'objets et de modèles architecturaux : un collage insipide qui était sensé produire de la variété !!

Les années de plomb ! Notre travail s'inscrivait dans cette réponse à la politique de l'époque sur l'idée d'un modèle industrialisé et d'assurer à la grande industrie, à la grande entreprise de très grandes séries, mais la réponse était évidemment "toute différente" et on était tout à fait contre ça, en disant que les choses devaient être d'abord contextuelles dans la ville, qu'on devait beaucoup plus faire appel à la question de la qualité qu'à celle de la quantité, enfin il y avait tous ces éléments-là. On avait répondu à des modèles innovation en l'appelant "modèle écolo" (c'est assez rigolo, parce qu'il y avait déjà ce concept, enfin l'écologie est quand même née en '68), mais pas encore une réponse à la question de la qualité urbaine. Donc, un modèle répétitif de maisons en bande, face à face, étroites avec un patio central, inspiré des row-houses de Philadelphie.

1970 | PAYSAGISTES

Vides et verts : les buissons

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Les arbustes, c'était de l'aubépine, du troène, des choses comme ça, si possible épineuses, pour se défendre et puis renforcées par des grillages de façon à ce que les gosses ne traversent pas.

Il y avait déjà l'idée que la végétation serait attaquée par la population ?

Ah oui, ça sans aucun doute...

Les aires de jeux

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Il y avait du sable, des balançoires, des poutres d'équilibre, c'était costaud, des cordes qui n'ont pas fait long feu, le tout clos pour éviter que les chiens ne rentrent. D'ailleurs, ce système ludique était pris depuis les Pays-Bas. Le sol c'était du stabilisé.

Mémoire : on ne peut pas tout traiter

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Je me souviens quand j'ai fait le parc Malraux à La Défense, il y avait le bidonville de Nanterre et puis l'EPAD a tout rasé et la trace a disparu sous dix mètres de remblai. Il n'y a pas longtemps j'ai vu un article d'Alexandre Chemetoff qui critiquait le parc parce qu'on avait supprimé la mémoire des lieux. Pour moi, c'est un discours de salon : la mémoire d'un bidonville, c'est pas facile à traiter...

1971

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

- ... et réalités
- Les ministres seraient-ils naïfs ?
- La cité des 4000 n'engendre pas des enfants de choeurs
- Un architecte des 4000 s'exprime : nous avons fait une prison...
- Pas un arbre, pas une fleur...
- Une cité sans âme
- Promesses...
- Une petite clique de sauvages

■ DÉCIDEURS

- Ce n'est pas parce qu'il y aura des foyers de jeunes que leur problème sera réglé
- Pas plus d'agressions dans le département que dans les rues de Paris...
- Quand un préfet demande la dévolution
- Quand un préfet parle de la population des 4000
- Vœux du Maire Jean Houdremont pour l'année 1971
- Une banlieue triste, encore plus triste avec le froid. La neige y fait apparaître les immeubles plus sales qu'à l'ordinaire.
- Les concepteurs ont réuni des cases pour abriter des hommes...
- La responsabilité principale retombe sur la société, plus exactement sur l'Etat qui lui a donné la physionomie qu'on lui voit.

■ HABITANTS

- La cavalcade des pionniers
- Nommer les lieux : ce n'étaient pas des barres !
- Vue depuis le 6è étage du Mail : la Résidence des Parcs
- Le Mail : Après la pluie, au temps des dunes
- Le Mail : Sortir de chez soi, un jour de pluie !
- Le Mail, son lac et ses dunes
- Le jeu

■ DÉBATS

- Haut-du-lièvre, Nancy, France

... et réalités



Extrait d'un article d'un hebdomadaire

« Terminée fin 1962, la cité des 4000 logements de La Courneuve stocke en réalité quelque 20 000 locataires, dont 3000 jeunes entre 15 et 20 ans, rapatriés d'Afrique du nord, ou malheureux déportés du XIII^e, du XV^e ou des Hauts-de-Belleville, transformés en zones résidentielles aux loyers élevés. Trois cafés, un cinéma, voilà pour l'équipement socio-culturel. Quant aux espaces verts et terrains de sport, tel terrain, rue Renoir, devient un garage et le 'jardin Robinson' une station Shell. L'Office des HLM de Paris, à majorité U.D.R. accepte après mille chicaneries administratives de louer à la municipalité communiste l'énorme salle des fêtes mitoyenne au Narval, contre 9 000 francs par trimestre et une clause interdisant toute réunion politique ou religieuse – il y a trois mois, l'Office a finalement accepté de céder la salle à la mairie. [...] Quant aux jeunes, qu'ils se débrouillent, coincés entre les inspecteurs de police des H.L.M. assermentés et les 27 gardiens – dont les salaires varient entre 100 et 500 F. Pour avoir laissé traîner un chien ou marché sur une pelouse, le contrevenant aura à payer 25 F. taux unique calculé en fonction du prix au mètre carré, et retenu automatiquement sur la quittance de fon de mois. On compte une moyenne de 15 procès-verbaux par semaine. Harcelés par les marchands de crédits à l'affût, réduits à des rapports d'agressivité, la plupart des nouveaux arrivants ne songent plus qu'à repartir vers des cieux meilleurs et en fait introuvables : chaque mois, 40 familles s'en vont, soit pour l'année une moyenne de 12% des locataires ».

► Philippe Gavi, « 3000 jeunes gens à l'enterrement de Jean-Pierre », *Politique Hebdo*, mars 1971.

Les ministres seraient-ils naïfs ?

Le Monde

Extrait d'un article d'un quotidien national

« Les ministres seraient-ils aussi des naïfs ? [...] Il est permis d'exprimer, une fois encore, quelque surprise en apprenant que M. Albin Chalandon, responsable de la politique du logement depuis trois ans, a effectué, 'pour la première fois', selon sa propre déclaration, la visite d'un grand ensemble, le 5 octobre, à la Courneuve. [...] En fait, depuis que les grands ensembles existent, de nombreuses études ont été publiées à leur sujet, mettant en relief la monotonie de leur urbanisme, les lacunes de l'entretien des immeubles et de leur environnement, l'absence d'équipements socio-culturels, la non-participation des locataires à leur gestion [...] Les services de M. Chalandon vont maintenant examiner les problèmes liés à la mise en œuvre de cette participation et ceux qui sont posés par la montée excessive des charges locatives, qui représentent souvent la moitié du loyer, parfois même son équivalent. Tant mieux. La question est hélas ! connue depuis fort longtemps ; et il ne faut pas oublier que les frais de transport (de 100F à 150F par mois dans la région parisienne) s'ajoutent au coût de la quittance. [...] 'La Courneuve est un véritable miroir grossissant des problèmes généraux qui se posent dans beaucoup de grands ensembles' a souligné M. Chalandon. Certes, mais

encore faut-il regarder à temps le miroir pour soigner, au moment opportun, les maux qu'il faut apparaître. »

► « Un ministre dans les grands ensembles », *Le Monde*, 7 octobre 1971.

La cité des 4000 n'engendre pas des enfants de choeurs



Extrait d'un article d'un ancien quotidien national

« « Cela s'est passé à La Courneuve. Une banlieue triste, encore plus triste avec le froid. La neige y fait apparaître les immeubles plus sales qu'à l'ordinaire. »

« Le criminel n'est pas forcément le patron du café. Ces immeubles qui n'en finissent pas, qui ne commencent pas ces boutiques aux couleurs détonantes sur le fond gris, ces parkings, ces jeunes désœuvrés ne se sont pas créés tout seuls. Quelqu'un les a mis là. Il a fallu un crime pour le dénoncer. Ou le répéter. Il en faudra beaucoup d'autres avant qu'on se décide à agir.[...] Et la cité des 4000 n'engendre pas des enfants de choeurs. Est-elle condamnée à faire naître des enfants morts ? »

► Philippe Aubert, « La Courneuve : un crime et un contexte », *Combat*, 8 mars 1971.

Un architecte des 4000 s'exprime : nous avons fait une prison...



Extrait d'un article d'un quotidien national

« *Nous avons fait une cité libre, il a fallu mettre des grilles partout et tout transformer en prison.* Ce constat sévère, à propos des la Cité des 4000 logements de La Courneuve [...] c'est celui d'un des pères de la cité, un des six architectes parisiens qui l'ont conçue, M. Courcou. Aujourd'hui, cette cité est certainement la plus grande déception de la carrière de cet homme de 50 ans. *'Quand je vois ce qu'elle est devenue... [...]* *Maintenant, j'en tire la même impression que vous y allez. C'est relativement inhumain. Ces bâtiments de trois cents mètres de long et de seize étages sont de véritables murs. Pour nous, il fallait construire 4000 logements sur un terrain et au meilleur prix. C'est en 1957 que le contrat entre le promoteur, l'office des HLM de la Ville de Paris, et les six architectes. C'est dire qu'en fait nous y travaillions depuis déjà deux ans.* Et M. Courcou révèle le véritable but de la construction d'un tel grand ensemble. *A l'époque, à La Courneuve, il y avait 31 200 personnes le jour et 21 000 la nuit. Autrement dit, 10 000 ouvriers venaient y travailler tous les matins. Il fallait leur construire un logement sur place et stopper cette migration. Il n'aurait jamais fallu dévier la destinée de cet ensemble. Mais entre-temps, il y a eu l'affaire de l'Algérie, la perte des colonies françaises et une foule de gens à reloger d'urgence.*

L'avis des sociologues Une fois en possession des premiers plans et avant de se lancer dans une opération si importante, l'Office des HLM de Paris décide de consulter des sociologues. Ces derniers font une étude démographique et se penchent soigneusement sur la répartition de la population par immeuble. Bref, les grands lignes de ce que devra être la cité _ bâtiments et habitants – sont brossées et acceptées. En 1960, les travaux commencent : une usine de préfabrication de panneaux préfabriqués est aménagée sur

place. On construit au rythme de six logements par jour (un record pour l'époque). En 1962 les premiers locataires arrivent. Et les tracasseries administratives commencent. M. Courcou raconte : *Un cinquième groupe scolaire était prévu. Il n'a jamais été réalisé. Les Ponts et Chaussées ont construit une route au milieu du terrain qui lui était destiné. Nous avons dû agrandir les quatre autres groupes en cours de construction. Il a fallu une dérogation spéciale pour aménager trois cafés. Une loi les interdit sans l'enceinte des HLM Ces obstacles-là pouvaient être surmontés, ils l'ont été. Mais il y en a eu d'autres plus graves avec les premiers locataires.*

Des grilles à l'école [...] *Nous avons dû remplacer 10% des placards de cuisine. On les volait avant que les appartements soient occupés. Quant aux fermetures magnétiques, nous avons fini par ne les poser qu'une fois le locataire en place. Il a fallu mettre des grilles aux fenêtres des locaux administratifs, installer des cadenas aux grilles des caniveaux (il y avait de véritables ramassages nocturnes). Près des jeux de boule, nous avons planté une rangée d'arbres. Pour l'ombre. Les arbres ont été arrachés. Dans les espaces de jeu pour enfants, j'ai vu partir un à un les bouts de bois et les bouts de fer. Autour des écoles, nous avons dû remplacer l'habituel grillage par de véritables grilles. Il ne reste pas grand-chose des 21 points boisés aménagés par le paysagiste...On ne peut créer une vie dans une cité si l'on ne peut aller dehors.'*

Et les équipements sportifs et culturels ? L'architecte montre les plans d'un gymnase, d'une piscine, des terrains, un de football, deux de basket, huit de volley-ball. Aujourd'hui il y a eu en tout et pour tout deux terrains de volley. Sans filet. *'Le financement de ces équipements n'a jamais été assuré. Quant au centre culturel, le différent administratif entre l'office et les municipalités n'a jamais été réglé définitivement.'*

Et le commissariat de police ? *'Il y a eu deux projets, aucun n'a abouti.'*

Un réseau d'activités Les sociologues qui avaient étudié la cité de La Courneuve, avant même sa réalisation, avaient souligné, il y a plus de dix ans, le problème capital : Les jeunes. Dans leurs conclusions, ils spécifiaient clairement : *' Dans ce grand ensemble ce qui attire d'abord l'attention c'est le grand nombre de jeunes. Le premier problème dans le temps sera celui des adolescents (de 14 à 19 ans), qui sera à son point fort en 1970 et 1975. Aussi, les équipements et les activités collectives doivent obligatoirement être en place et fonctionner dès l'arrivée des premières familles. La famille doit sentir s'établir autour d'elle un réseau d'activités...'* Ce réseau d'activités, il a fallu le drame du Narval pour qu'on en parle enfin. Il se compose de deux cafés et d'un cinéma.

► Serge Bernard, « Nous avons fait à la Courneuve une cité libre, c'est devenu une prison dit l'un des architectes des 4000 logements », *France-soir*, 10 mars 1971.

Pas un arbre, pas une fleur...



Extrait d'un article d'un quotidien national

« Pas un arbre, pas une fleur, pas un oiseau, pas un sourire – mais l'ennui, la peur, la violence et parfois le sang. Voilà la cité des 4000 logements de la Courneuve où, précisément, l'opposition de la peur et de la violence vient d'entraîner la mort par balles d'un gamin de 16 ans ».

► Roger Caron, « On est pas heureux à la Courneuve – les jeunes de la cité », *France-soir*, 9 mars 1971.

Une cité sans âme

LE FIGARO

Extrait d'un article d'un quotidien national

« Tandis que les enquêteurs emmènent le meurtrier pour audition, des pelotons de gendarmes casqués prennent position dans les allées bétonnées, toute fiévreuse d'une ambiance passionnelle. [...] »

« Des blocs de ciment grisâtre, hauts de quinze, parfois vingt-cinq étages, plantés en long et en travers. Une seule règle : en caser le plus possible. Une cité sans âme. Quelques vingt mille personnes, de toutes conditions sociales, souvent de races différentes, mal rassemblées en ces lieux. La Courneuve, au nord de la capitale, une banlieue plébéienne. Rescapés des bidonvilles, évadés des taudis, secourus sociaux, expropriés, familles nombreuses et jeunes ménages qui ont fait des projets d'avenir, ouvriers, commerçants et employés, tous se côtoient sans se connaître. Ne se saluent pas mais s'épient. Certains ont échoué ici, d'autres croyaient pouvoir y vivre paisiblement. Edifier le maximum de logements au moindre prix, tel était le problème à résoudre et les impératifs de la rentabilité. Je ne crois pas le résultat heureux. Aucune originalité architecturale ne distrait l'œil, ne repose les nerfs. Des lignes droites sans charme, des angles aigus, point de courbes pour rompre la monotonie d'une symétrie trop rigoureuse. Des milliers de fenêtres à perte de vue, comme des milliers d'yeux fixent les piétons déambulant au hasard des mornes labyrinthes. Les concepteurs ont réuni des cases pour abriter des hommes sans se soucier de savoir comment ceux-ci pourraient y évoluer.

Vit-on heureux à la Courneuve ? Au terme d'une longue reconnaissance dans les étages aux escaliers souillés et sous les halls traversés par le vent d'hiver, j'ai perçu le lourd malaise qui plane sur cet univers dépourvu d'intimité et de chaleur humaine. 'J'irai n'importe où, mais je partirai', m'a affirmé un conducteur de travaux. [...] 'Qu'a-t-on prévu pour nos enfants ?' interroge les parents. Quelque huit à dix mille garçons et filles de moins de 22 ans, qui hantent ce 'camp-habitation à vocation sociale'. Trois cafés à flippers et un cinéma. Curieux équipements culturels et de loisirs pour cette jeunesse. Cette jeunesse embarrassante que l'on oublie un peu. Alors ? Faut-il s'étonner lorsque les plus faibles succombent au désœuvrement ? Certes un petit noyau de dévoyés est bien implanté sur la place et fait la loi. Ceux qui ont soif de violence se chargent de gangrener les plus vulnérables. C'est le drame de cette cité maudite. On brise une vitre pour montrer au caïd de la bande que l'on peut être un voyou. Bizutage auquel se soumet l'aspirant chenapan. Bagarres, attaques de femmes seules – ici elles ne sortent plus le soir – chapardages et cambriolages font partie des activités du clan. Ces 'durs' en herbe : des gamins souvent issus de familles désunies, livrés à la rue lorsqu'ils firent leurs premiers pas, dépourvus de formation professionnelle parce qu'ils eurent affaire à des parents démissionnaires et à des instituteurs surchargés de besogne. Plus victimes que coupables ! [...] Cette forme de criminalité primaire est un phénomène urbain. Jadis, les mauvais garçons allaient s'exercer sur les fortifications. A l'écart. Aujourd'hui, les immeubles ont remplacé les anciennes ceintures de défense. En plein centre citadin, les voyous font leurs premières armes. Une mutation que notre société bien organisée n'avait pas prévue. [...] Une expérience fut tentée l'autre année. Des habitants de bonne volonté se groupèrent en comité pour dialoguer avec les jeunes. Une petite police des locataires, en quelque sorte. Les confrontations furent souvent positives. D'opposants, les adolescents devinrent alliés. Le bruit cessa la nuit. Le sommeil revint. Mais une des clauses du 'modus vivendi' prévoyait l'ouverture de la Maison des loisirs, dont les formes cubiques semblaient narguer les jeunes gens. Un e délégation de grandes personnes prit le chemin de la mairie. Le déplacement fut vain. Nouvelle démarche. Réponse municipale : 'Il y a d'autres nécessités, plus urgentes !' Certains conclurent alors que, pour se faire entendre, il fallait être 'rouge'. Cette maison des jeunes obstinément close : enjeu d'un conflit office d'HLM-municipalité. Pour justifier sa réticence, l'administration affirme : 'la musique gênera le voisinage'. Le maire répond : 'L'établissement est sur notre territoire. Il nous revient de droit de le gérer'. Un accord est, paraît-il, sur le point

d'être signé. Le maire l'aurait emporté. 'Les communistes s'annexent la cité' ne vont pas manquer de conclure les opposants'. [...] »

► Lucien Miard, « Après la mort de Jean-Pierre, tué par un cafetier excédé. Vivre à La Courneuve, cité sans âme », *Le Figaro*, 8 mars 1971.

Promesses...



Extrait d'un article d'un hebdomadaire

Extrait de la brochure L'ensemble urbain de la Courneuve éditée par l'Office public d'habitations à loyer modéré de la ville de Paris En exergue : « Dès les toutes premières recherches, la volonté de créer, étroitement imbriqués dans les grandes masses constituées par les immeubles, les équipements sociaux, médicaux, culturels et commerciaux, les garages, terrains de sport, de jeux et espaces verts, a donné à ce centre urbain son caractère de cité moderne... Sont prévus : « Un stade d'une superficie de 14 788 mètres carrés, un cinéma-salle de spectacle de mille places..., un centre culturel... qui comportera les aménagements suivants : salles de réunions, dancing, bibliothèque, salle de lecture, cours du soir, sports, tels que boxe, ping-pong. Des terrains de jeux pour les enfants sont prévus aux abords de chaque immeuble... Un « jardin Robinson » en bordure de l'autoroute du nord, entouré de plantations formant écran, offre à l'enfant un paysage de sous-bois dans lequel il pourra agir et imaginer en toute liberté.... En quelques endroits, des motifs sculptés agrémenteront l'ensemble. »

► Philippe Gavi, « 3000 jeunes gens à l'enterrement de Jean-Pierre », *Politique Hebdo*, mars 1971.

Une petite clique de sauvages



Extrait d'un article d'un hebdomadaire national

« Dans le drame stupide de la Courneuve, point de doute : la responsabilité principale retombe sur la société, plus exactement sur l'Etat qui lui a donné la physionomie qu'on lui voit ».

« la vie devient intenable. Une minorité de garnements jouant les caïds entraînent les désœuvrés, les faibles qui veulent montrer qu'ils sont des hommes. Cette petite clique de sauvages se livre aux destructions les plus imbéciles, démolit les rares appareils à sous, lacère au rasoir les sièges de l'unique cinéma. [...] les rues sont abandonnées aux chahuts nocturnes des voyous ».

► Lucien Rebatet, « Deux balles à la Courneuve », *Rivarol*, 18 mars 1971.

1971 | DÉCIDEURS

Ce n'est pas parce qu'il y aura des foyers de jeunes que leur problème sera réglé

COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL DU 16 JUIN 1971

« Reste le troisième point qui n'est pas sans importance, qui est même essentiel, à mon avis, le problème de l'animation sociale et socio-culturelle dans ces ensembles et en particulier dans l'ensemble de La Courneuve. Ne nous berçons pas d'illusions. Les bandes en question - nous en avons parlé, il y a déjà vingt mois, dans ce Conseil général - ce n'est pas parce qu'il y aura plus de cinémas et moins de cafés, et des cinémas programmant des films qui ne soient pas des incitations - je ne suis pas bégueule - à tout le contraire de ce que nous recherchons, ce n'est pas parce qu'il y aura des foyers de jeunes que leur problème sera réglé. Vous savez très bien, aussi bien que moi, les uns et les autres, que ce ne sont pas les mêmes qui iront dans les foyers et les mêmes qui vont se mal tenir dans la rue. Quoi qu'il en soit, il faut tout faire, lentement, difficilement, pour qu'au bout d'un an, deux ans, trois ans, plus peut être, l'habitude d'aller dans les lieux d'implantation des activités collectives aient été bien prises ; et finalement, au bout du compte, nous pourrions assainir et aussi cerner et isoler les points durs et, à partir de ce moment-là, les choses iront plus aisément. »

Compte rendu de la séance du Conseil général du 16 juin 1971

Pas plus d'agressions dans le département que dans les rues de Paris...

COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL DU 16 JUIN 1971

« Sur le plan de la surveillance policière [...] disons d'abord [...] que je ne porte pas un plan tout armé dans ma tête pour faire face à tous les problèmes de l'espèce mais que, bien entendu, s'agissant des grands ensembles - je pense au Clos-Saint-Lazare à Stains, je pense à la Courneuve, je pense aux COurtillières et à d'autres encore [...] je ferai en sorte que l'implantation des forces de sécurité publique puisse, [...] matérialiser l'efficacité et l'utilité de cette réforme de la Préfecture de Police, en rendant plus vivante la notion même de sécurité publique. C'est cela, le fond du sujet : d'abord que les gens n'aient pas peur de sortir dans les rues de notre département, la nuit. Je prétends qu'il n'y a peut-être pas plus d'agressions dans les rues de notre département, la nuit, que dans tant et tant de rues de Paris ; j'ai quelques raisons de personnelles de savoir qu'il y a d'assez nombreuses agressions, et plus qu'on ne le pense, dans les nuits des samedis aux dimanches et des dimanches aux lundis, dans le 16e arrondissement, tout près de la mairie du 16e arrondissement, au bord de l'avenue Henri-Martin, quartier fort à l'aise, dit-on, de Paris. Mais il se trouve qu'ici tout le monde à la conviction que l'atmosphère est telle que le risque est plus grand ! C'est à nous de faire en sorte, devant cette impression que ressentent les gens, qu'elle n'existe plus et que les gens, les femmes, les jeunes gens et les jeunes filles sortent la nuit dans nos rues autrement qu'en ayant peur de rencontrer l'assassin ou l'agresseur à chaque carrefour. »

Compte rendu de la séance du Conseil général du 16 juin 1971

Quand un préfet demande la dévolution

COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL DU 16 JUIN 1971

« Je poursuis [...] les négociations en des termes que vous me pardonnerez de ne pas lire, parce qu'ils sont très fermes, et parfois même violents, et m'ont attiré d'ailleurs, je ne vous le dissimulerez pas, des difficultés, et je continue cet effort pour obtenir la dévolution, peut-être même, s'il le faut, d'abord la dévolution de ces 4000 logements à l'Office départemental d'HLM. Car je veux bien assumer les plus graves responsabilités, mais à condition d'avoir les moyens de les remplir. » »

Compte rendu de la séance du Conseil général du 16 juin 1971

Quand un préfet parle de la population des 4000

COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL DU 16 JUIN 1971

« Je voudrais rappeler d'un mot qu'à la Courneuve, dans les 4000, nous sommes dans une situation extrêmement complexe. Je rappellerai simplement, et je prie l'Assemblée de bien vouloir ne pas voir en cela, de ma part un jugement de défaveur à l'égard des populations qui habitent dans cet ensemble de 4000 logements, que les problèmes s'y posent d'une façon sensiblement différente par rapport aux autres grands ensembles du département, car la composition de la population est évaluable à 50% de nos compatriotes rapatriés d'Afrique du Nord, parmi lesquels certains, ayant eu des traumatismes, dans leur réinsertion sociale sur le sol de la métropole, à 25% d'immigrants nord africains, et à un fort pourcentage de migrants étrangers, qui sont tous dans une situation sociale qui n'est pas bonne. De nombreuses familles proviennent, vous le savez, des immeubles insalubres de Paris, dans les quartiers rénovés, et par ailleurs nous nous trouvons dans un ensemble où il existe 13000 mineurs recensés, dont 3000 entre 15 et 21 ans ».

.....
Compte rendu de la séance du Conseil général du 16 juin 1971

Vœux du Maire Jean Houdremont pour l'année 1971



Agenda municipal

► Agenda municipal 1971

Une banlieue triste, encore plus triste avec le froid. La neige y fait apparaître les immeubles plus sales qu'à l'ordinaire.

EXTRAIT D'UN ARTICLE

Philippe Aubert, journaliste, 1971

« Cela s'est passé à La Courneuve. Une banlieue triste, encore plus triste avec le froid. La neige y fait apparaître les immeubles plus sales qu'à l'ordinaire. » « Le criminel n'est pas forcément le patron du café. Ces immeubles qui n'en finissent pas, qui ne commencent pas ces boutiques aux couleurs détonantes sur le fond gris, ces parkings, ces jeunes désœuvrés ne se sont pas créés tout seuls. Quelqu'un les a mis là. Il a fallu un crime pour le dénoncer. Ou le répéter. Il en faudra beaucoup d'autres avant qu'on se décide à agir.[...] Et la cité des 4000 n'engendre pas des enfants de chœurs. Est-elle condamnée à faire naître des enfants morts ? »

.....
Aubert Philippe, « La Courneuve : un crime et un contexte », *Combat*, 8 mars 1971.

Les concepteurs ont réuni des cases pour abriter des hommes...

EXTRAIT D'UN ARTICLE

Lucien Miard, *Journaliste*, 1971

« Une cité sans âme. Quelques vingt mille personnes, de toutes conditions sociales, souvent de races différentes, mal rassemblées en ces lieux. »

« Les concepteurs ont réuni des cases pour abriter des hommes sans se soucier de savoir comment ceux-ci pourraient y évoluer ».

.....
Miard Lucien, « Après la mort de Jean-Pierre, tué par un cafetier excédé. Vivre à La Courneuve, cité sans âme », *Le Figaro*, 8 mars 1971.

La responsabilité principale retombe sur la société, plus exactement sur l'Etat qui lui a donné la physionomie qu'on lui voit.

EXTRAIT D'UN ARTICLE

« Dans le drame stupide de la Courneuve, point de doute : la responsabilité principale retombe sur la société, plus exactement sur l'Etat qui lui a donné la physionomie qu'on lui voit ». « la vie devient intenable. Une minorité de garnements jouant les caïds entraînent les désœuvrés, les faibles qui veulent montrer qu'ils sont des hommes. Cette petite clique de sauvages se livre aux destructions les plus imbéciles, démolit les rares appareils à sous, lacère au rasoir les sièges de l'unique cinéma. [...] les rues sont abandonnées aux chahuts nocturnes des voyous ».

.....
Rebatet Lucien, « Deux balles à la Courneuve », *Rivarol*, 18 mars 1971.

1971 | HABITANTS

La cavalcade des pionniers



Photo dans l'Agenda 1972 offert par la Municipalité.

► « La cavalcade des pionniers », *Agenda municipal*, 1972.

Nommer les lieux : ce n'étaient pas des barres !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,
Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10^e

— Et donc toi, tu habitais au premier étage de quelle barre ?
Là. De celui-là (F. Villon). Oui, celui-là.

— Et ça, tu n'appelles pas ça des barres ?
Ah non.

— Tu appelles ça comment ?
Un bâtiment. Mais on n'appelait pas des barres non plus. Les barres, c'est un terme qui est arrivé il y

a peu d'années hein. On parlait d'un bâtiment. Et on parlait par nom de bâtiment, enfin par nom de rue. T'habites Ravel, Presov, Renoir heu..au mail. Par contre, on disait Place François Villon. Pourquoi, j'en sais rien et là, c'était place Alfred de Musset, où il y avait la synagogue. Et là, Place François Villon

Vue depuis le 6è étage du Mail : la Résidence des Parcs

EXTRAIT D'ENTRETIEN



Photo d'habitant

"Tiens voilà ! Tout à l'heure quand tu me disais l'adolescence, alors que l'enfance, c'était une pelouse bien verte, l'adolescence, c'était ça quoi ! La terre, des herbes folles qui poussent et puis des détritrus. Voilà, ça, c'est l'image de l'adolescence, c'est quelque chose de sale. Je ne sais pas pourquoi pour moi, c'est tout le temps l'automne, à partir de l'adolescence. Il n'y a pas de feuilles sur les arbres, l'herbe n'est pas verte."

— *Ce n'était pas entretenu ?*

"Si ça devait l'être, ce n'était pas quand même les herbes folles, les herbes ne montaient pas !" (Laure)

© DR

Le Mail : Après la pluie, au temps des dunes

EXTRAIT D'ENTRETIEN



Photo d'habitant

"Là, oui les dunes, c'est le mail. Ils avaient des collines bien vertes avec des arbres et tu avais des allées qui t'emmenaient vers le centre commercial et là une allée bétonnée tout le long de l'immeuble. Et moi, quand je sortais de chez P. (du mail) pour rentrer chez moi, je sortais par cet escalier, là, où s'engouffrait le vent". (Laure)

© DR

Le Mail : Sortir de chez soi, un jour de pluie !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

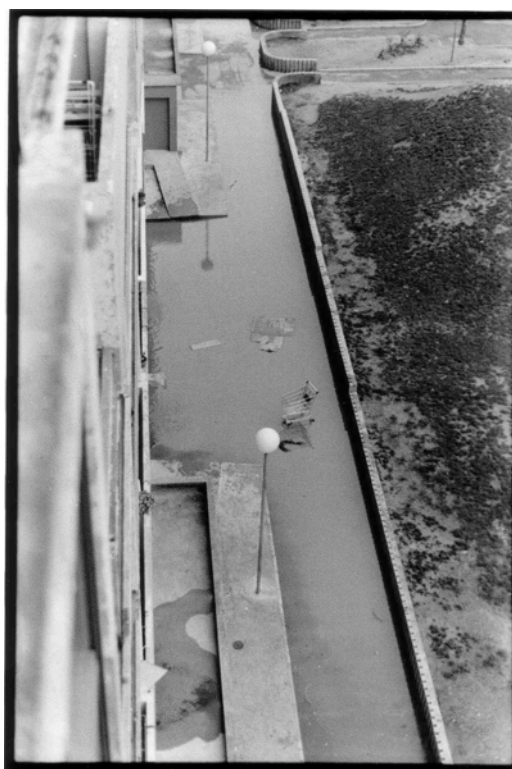


Photo d'habitant

"Quand il y avait des fortes pluies, c'était inondé. C'est fou parce que quand tu sors de chez toi, tu dois traverser le lac, tu dois traverser la rivière. (...) C'était de la petite flaque d'eau. Donc tout ce qui tombait des dunes venait stagner là où tu sortais ! Donc après, effectivement les gens pouvaient trouver du carton pour traverser et éviter de se tremper mais c'est vrai que quand tu vas bosser, bon !" (Laure)

© DR

Le Mail, son lac et ses dunes

EXTRAIT D'ENTRETIEN



photo d'habitant

"Mais au tout début, quand on y habitait, le Mail pour moi, c'est une grande esplanade plate, bétonnée, avec de temps en temps des arbres qui poussaient. Ça a été vite le bazar, à cause des deux roues qui fonçaient dessus etc. donc c'est là que les jeunes s'imaginaient ce terrain de cross, c'était pour les vélos, génial ! Mais pour éviter que les engins motorisés n'accèdent au mail, ils avaient construit des dunes. Mais donc cette esplanade, c'était un peu le forum, enfin sut pû être. Je me rappelle qu'il y avait un terrain de boule sur ce truc-là et que c'était une grande surface que tu traversais pour aller au centre commercial. Donc moi, j'étais à François Villon et je longeais le Mail, j'étais dans l'allée commerciale mais qui longeait le mail, donc pour moi c'était comme ça. Cette grande esplanade qui n'a pas duré éternellement, qui a vite été transformée. Oui parce que ça a toujours posé problème cet espace. Oui parce qu'il y avait un truc à voir avec les grands courants d'air. Je ne sais pas comment était faite cette architecture, mais il y avait des grands courants d'air.. donc je ne sais pas si c'était pour cacher ce vent ou pour .. j'en sais rien. Mais les courants d'air des 4000, c'était un truc incroyable !" (Laure)

©DR

Le jeu

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Pierre, 48 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel :

La Courneuve 4000 (Mailde Fontenay) > Paris 10è

Il y avait de quoi faire, entre tous les bâtiments, toutes les places, les parkings et autres caves heu.. on avait une aire de jeux extraordinaire quoi ! Quand je vois ce qu'ont les enfants ici, aujourd'hui, à Paris, c'est vrai que..

Haut-du-lièvre, Nancy, France

ARCHITECTE : BERNARD ZEHRFUSS, 1E RÉHABILITATION LAIN SARFATI , 2E RÉHABILITATION ALEXANDRE CHEMETOFF
 NOMBRE DE LOGEMENTS : 3388 LOGEMENTS,



Projet 1957, construction 1958-1971, 1ère réhabilitation 1981-1988, 2ème réhabilitation 2005-2010

[...]Mais du point de vue architectural, c'est peut-être brutal, mais c'était ce qui se faisait alors. Une barre de 400 mètres de long, un chemin de grue. Les gens avaient une belle vue et, à l'origine, ils n'étaient pas mal logés. [...] Le logement, avec toutes ses servitudes ne laissait que peu de possibilités de recherches architecturales. Je n'ai pas eu de possibilités de me battre, comme Le Corbusier, et d'autres qui ont essayé de se délivrer des contraintes. Moi j'ai plutôt été attiré par la préfabrication [...]. J'ai eu comme patron Pontremoli [...]. Mais il considérait le logement comme n'étant pas de l'architecture. Il voulait dire par là que le logement correspond à l'esprit d'une civilisation et que les logements les plus beaux sont ceux qui ont été faits par les gens eux-mêmes. Quand les architectes se sont mêlés des logements, cela a été beaucoup moins réussi que quand c'était le maçon du village. En dehors de Le Corbusier, peut-être Emile Aillaud, et puis de quelques exemples singuliers de logements, mais enfin il n'y en a pas beaucoup, on peut dire que tous les architectes de cette période ont acceptés les contraintes sans se battre suffisamment. Mais il ne faut pas oublier les impératifs financiers et les exigences de rapidité d'étude et d'exécution.

► Bernard Zehrfuss, entretien avec Laurent Bourgois, *AMC*, N° 11, avril 1986, pp.20/21,30/31

© *Lycée Henri Poincaré, Nancy*

1972

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

- Ce qui est en cause : l'urbanisation accélérée et anarchique
- Les gens détestent les jeunes de La Courneuve
- Une réputation pourrie
- La cassure est totale entre les générations...
- Rien n'attire ni ne retient à La Courneuve.
- 80% des femmes de la cité ne travaillent pas
- On ne reconnaît plus sa fenêtre

■ DÉCIDEURS

- La Courneuve change de visage
- Les habitants des 4000 en ont assez

■ HABITANTS

- Le centre commercial : convivial et super !
- Arriver à La Courneuve : ça m'a plu tout de suite !
- Alfred de Musset : des espaces intermédiaires
- Logement /Aménagement : Un « séjour composé »

■ DÉBATS

- Toulouse Le Mirail, Toulouse, France
- Le Corviale, Rome, Italie
- Le SAAL (Serviço de Apoio Ambulatório Local), Portugal
- Pruitt-Igoe, Saint Louis, USA
- L'architecture moderne est morte à St Louis, Missouri

Ce qui est en cause : l'urbanisation accélérée et anarchique



Extrait d'un article d'un magazine féminin

« *Le jeune vit en bande, l'adulte, au contraire, vit replié sur lui-même et c'est pourquoi la bande lui fait peur* », explique l'abbé Rio, curé de la cité. L'abbé Rio vit à la Courneuve depuis trois ans. Il connaît bien la cité et ses habitants. Ce qui est en cause, selon lui, c'est ce que les sociologues appellent *'l'urbanisation accélérée et anarchique'* ; en un mot le gonflement de nos villes. [...] On prévoit déjà que, dans quatre ans, 80% de la population française vivra dans des villes. Mais dans quelles villes ? Dans toutes les grandes banlieues d'aujourd'hui, les HLM se suivent sur des kilomètres, le climat ressemble à celui de la cité des 4000 logements. Des milliers de familles s'entassent les unes sur les autres. Les adultes se raccrochent à leur activité professionnelle, à leur intérieur, à leurs enfants, au tiercé. Mais les jeunes n'ont rien et ne savent pas à quoi consacrer leur extraordinaire disponibilité. Dégoûtés par la médiocrité de la vie de leurs parents, ils se révoltent contre le sort identique qui les attend. Ayant, à tort ou à raison, le sentiment d'être rejetés par le monde des adultes, ils se retrouvent, entre eux, dans un univers à eux, dans des bandes où ils ont enfin l'impression de compter pour quelque chose. C'est ainsi qu'il se constitue deux camps retranchés, entre lesquels on échange accusations, défis, coup parfois. A la Courneuve, comme dans tous les HLM, le même rêve hante chaque foyer : le petit pavillon avec jardin. La réduction toujours plus grande de l'espace vital qu'entraîne le développement urbain ne se fait-elle pas au détriment de l'équilibre psychique des individus ? On sait que les lieux surpeuplés ont toujours favorisé la violence.

► *'Il faudrait multiplier les petits foyers, les clubs où les jeunes peuvent se rencontrer et se divertir*, dit l'abbé Rio, mais cela suppose des locaux, des moyens financiers et surtout des éducateurs. Le curé de la cité des 4000 logements ne croit d'ailleurs pas que l'organisation d'activités de loisirs soit suffisante à elle seule.

► *L'essentiel, la tâche primordiale, c'est d'orienter les jeunes, qui trop souvent n'ont aucune qualification, vers la vie professionnelle, c'est de leur donner une formation et un métier*. Et l'abbé Rio conclut : *'Il faudrait que l'on commence enfin à construire des cités en s'inspirant des désirs de ceux qui vont les habiter, de leurs besoins et de leur épanouissement*. ' Des cités vraiment humaines. »

► « La vie qui m'attend ? Des centaines de jeunes face aux villes nouvelles que nous leur avons construites se posent la même question », *L'Echo de la mode*, 21 janvier 1972, p. 69-73.

Les gens détestent les jeunes de La Courneuve



Extrait d'un article d'un magazine féminin

« Les jeunes, si souvent mis en accusation, j'ai voulu les rencontrer, les connaître, leur parler. Je les ai vus au 'Narval' dans le café même où s'est produit le drame qui les a marqué au fer rouge. C'était leur point de ralliement, ça l'est toujours. [...] Une sorte de table ronde s'improvise. [...] *'Le boulot ? Il faut avoir bossé pendant trois ans dans la même maison pour avoir le droit de mettre des yaourts dans la caisse en carton ! Et encore, ils demandent pour cela des certificats de travail, un casier judiciaire, des trucs invraisemblables ! Ils nous disent de nous couper les cheveux, même quand ils ne sont pas longs : c'est un prétexte pour ne pas nous prendre. Même dans la manutention, ils n'embauchent plus !'* L'absence de loisirs est cruellement ressentie. Ils voudraient s'amuser, jouer au baby-foot, au flipper, aller au cinéma. *'Moi, j'aime le sport, j'aimerais qu'il y ait une salle de boxe ou quelque chose comme ça, un club....mais il n'y a rien.... Et*

il n'y aura jamais rien !' [...] Pour s'amuser, il faut attendre le week-end. Alors ils partent à Paris à cinq ou six, et vont dans les boites ou au golf Drouot. Dans la cité, c'est impossible de se détendre sans déranger quelqu'un. 'Il y a des jeunes qui ont des caves, qui veulent faire quelque chose, mais aussitôt le gardien porte plainte et le gérant se met à rouspéter. Si les gars font monter les copains chez eux pour une petite surbourn, alors c'est les voisins qui crient ! [...] Ils ont beau crâner, jouer les durs, ils souffrent de se sentir abandonnés et mal aimés. 'Les gens détestent les jeunes de La Courneuve. On nous met tout sur le dos. Les filles ne veulent même pas sortir avec nous. Les parents leur demandent : avec qui tu sors ? Si c'est avec des gars de Paris, ça va, mais si c'est avec des jeunes de la Courneuve, on lui dit : ne fréquente pas des voyous [...]' »

► « La vie qui m'attend ? Des centaines de jeunes face aux villes nouvelles que nous leur avons construites se posent la même question », *L'Echo de la mode*, 21 janvier 1972, p. 69-73.

Une réputation pourrie



Extrait d'un article d'un magazine féminin

« La délinquance est un fléau à la Courneuve. Des jeunes se sont organisés en bandes : ils cassent les carreaux des immeubles et les vitrines des boutiques, échangent des coups, volent. Le prisunic est le terrain favori de leurs exploits. La plupart d'entre eux y vont tous les jours, pour rêver devant les étalages : pulls, pantalons, disques, transistors et, parfois, pour y piquer quelque chose. Pourquoi ? Pour embêter les gens, pour s'affirmer, pour se procurer des ressources. [...] La majorité des adultes jugent sévèrement les jeunes. Ils rappellent leur propre jeunesse laborieuse et comment ils ont dû s'accrocher pour réussir. Ils ne se reconnaissent pas dans cette génération aux cheveux longs, qui ne se sent aucune attirance pour une vie régulière entre l'usine et la cité. Pour eux, pas ou peu de différences entre le jeune au travail et le jeune oisif ou sans emploi. Tout le monde dans le même sac. [...] La peur s'installe. Chez certains, elle devient une obsession. Madame S. déclare : *'J'ai été agressé, récemment, le soir par un jeune garçon. J'ai cru qu'il voulait me poignarder, mais il s'est enfui avec mon sac et mes papiers. Je n'ai pas pu appeler au secours, il n'y a personne et le commissariat est à Aubervilliers. Depuis, je ne sors plus jamais le soir, je suis morte de peur.'* D'autres adultes font preuve de compréhension, voire d'indulgence, et mettent en cause la responsabilité des parents de délinquants, comme Denise L. *'Ils essaient de se distraire par tous les moyens. Que voulez-vous qu'ils fassent ? ils n'ont même pas d'argent pour aller à Paris. Les transports, ça coûte cher ! Et puis, on a beaucoup exagéré le problème des jeunes ici. J'ai des amis qui vivent dans d'autres HLM : il s'y passe exactement les mêmes choses'*. C'est malheureusement vrai. »

► « La vie qui m'attend ? Des centaines de jeunes face aux villes nouvelles que nous leur avons construites se posent la même question », *L'Echo de la mode*, 21 janvier 1972, p. 69-73.

La cassure est totale entre les générations...



Extrait d'un article d'un magazine féminin

« A la Courneuve, la cassure est totale entre les générations. Il manque une classe d'âge entre les grands adolescents vivant chez leurs parents et les jeunes ménages déjà chargés d'enfants. Les rares jeunes travailleurs souffrent de la crise de l'emploi qui

frappe durement et en priorité les adolescents. Le matin, très tôt, ils se présentent à l'embauche, puis ils reviennent et doivent tuer le temps toute la journée. Dès lors, ils traînent désœuvrés, se sentant impuissants et inutiles. »

► « La vie qui m'attend ? Des centaines de jeunes face aux villes nouvelles que nous leur avons construites se posent la même question », *L'Echo de la mode*, 21 janvier 1972, p. 69-73.

Rien n'attire ni ne retient à La Courneuve.



Extrait d'un article d'un magazine féminin

« Les femmes qui travaillent supportent mieux la vie de la cité. [...] C'est le cas de Denise L., quarante-cinq ans, infirmière. *'Je n'arrive pas m'habituer et pourtant cela fait six ans que je vis ici. Je crois que je ne m'y ferai jamais. On se sent perdu dans ces immeubles. On voit bien que les architectes qui les ont conçus n'y ont jamais vécu eux-mêmes ! Je ne connais personne. Quand nous avons un jour de congé, mon mari et moi, nous partons. Nous allons chez mes parents ou chez des amis, à Paris, n'importe où, mais surtout on quitte La Courneuve.'* Rien, en effet, n'attire ni ne retient les habitants de la cité. Il n'y a aucun lieu de rencontre. On a très vite fait le tour du centre commercial. Le samedi, quelques hommes se retrouvent au café, pour jouer aux cartes ou commenter ensemble le journal. Ou bien, ils s'attablent devant un verre et regardent dans le vide, des heures durant. Un cinéma, trois cafés, un centre culturel toujours fermé et deux terrains de volley-ball sans filet : voilà la zone attractive de La Courneuve. Comment s'étonner, dès lors, que l'ennui et la tristesse règnent sur cette vie morcelée, asphyxiée ? Et que l'agressivité monte ? »

► « La vie qui m'attend ? Des centaines de jeunes face aux villes nouvelles que nous leur avons construites se posent la même question », *L'Echo de la mode*, 21 janvier 1972, p. 69-73.

80% des femmes de la cité ne travaillent pas



Extrait d'un article d'un magazine féminin

« J'ai rendez-vous au supermarché avec Micheline R., vingt-sept ans, mère de deux enfants. Le mari de Michelin est ouvrier. Ils ont été ravis, il y a trois ans de quitter leur minuscule appartement de deux pièces à Asnières où ils se sentaient trop à l'étroit. [...] Au début, les avantages leur sont apparus appréciables : une salle d'eau, un vide-ordures sur le palier, l'école à proximité, des boutiques groupées. Paris à un quart d'heure, par l'autobus ou le train. Mais peu à peu, la déception s'est installée. *'On vit entassés les uns sur les autres, on se croise sans cesse mais on ne se connaît pas. Entre voisins, on se dit bonjour, on se rend parfois de petits services, mais cela ne va guère plus loin. Noyé dans la masse chacun a besoin, pour préserver un peu d'intimité, de prendre ses distances avec les autres, d'élever autour de chez soi une sorte de barricade. J'ai une amie dans la cité, on se voit presque tous les jours, mais je n'ai pas envie d'en connaître d'autres'*. Michelin fait partie de ces 80% de femmes dans la cité qui ne travaillent pas. [...] Son foyer est son refuge. Elle s'y cloître. Bref, elle s'ennuie. [...] »

► « La vie qui m'attend ? Des centaines de jeunes face aux villes nouvelles que nous leur avons construites se posent la même question », *L'Echo de la mode*, 21 janvier 1972, p. 69-73.

On ne reconnaît plus sa fenêtre



Extrait d'un article d'un magazine féminin

Odile Dhavernas s'est rendue à La Courneuve, au cœur d'une des zones critiques de la banlieue-Nord, pour pouvoir répondre à ces questions. Son rapport est loin d'être réconfortant. [...] La cité des 4000 logements représente une agglomération de 20000 habitants : des étrangers, des provinciaux, des déracinés d'Afrique du Nord, des parisiens chassés de la capitale par la hausse des loyers. Nul n'est d'ici et nul ne se sent d'ici, à part les jeunes qui n'ont rien connu d'autre et qui constituent une société particulière. On cherche en vain une place, une ruelle, un banc sous un arbre. On n'aperçoit que du béton. Et si on lève la tête, des milliers de lucarnes, où chacun est bien incapable de reconnaître la sienne. Contraste : l'immensité de ce réservoir humain et l'énormité du désert qui l'entoure. On devine que la vie grouille derrière les murs et les fenêtres, mais on ne la voit pas ! » [...]

► « La vie qui m'attend ? Des centaines de jeunes face aux villes nouvelles que nous leur avons construites se posent la même question », *L'Echo de la mode*, 21 janvier 1972, p. 69-73.

1972 | DÉCIDEURS

La Courneuve change de visage



Illustration d'un bulletin de la Mairie de La Courneuve

► « La Courneuve change de visage », *Vivre à la Courneuve*, novembre 1972.

Les habitants des 4000 en ont assez

ARTICLE

« Le PCF, dans la légende de la photo [dans un article paru dans l'Humanité le 14 novembre 1972] était présenté comme à la tête de la lutte contre les hausses de loyers, qu'en est-il en vérité ? Tout d'abord, si les luttes de loyers sont mises en avant aux 4000, c'est parce que les 4000 dépendent de l'office régional d'HLM aux mains de la bourgeoisie de droite. Pour toutes les cités voisines qui dépendent d'offices municipaux d'HLM, le PCF est beaucoup plus discret. [...] Les gens en ont assez d'autre part de voir le comité de locataires confisqué par le PCF, aucune démocratie n'y était possible. »

.....
Le Quotidien du peuple

1972 | HABITANTS

Le centre commercial : convivial et super !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Monique, 60 ans, veuve, trois enfants, retraitée, membre de différentes associations.

Parcours résidentiel : Aude > Montreuil (93) (pavillonnaire) > La Tour

On avait tout, ici. Tout, tout, tout : le poissonnier, un bazar, le marchand de meubles, un marchand de glaces, jusqu'au fleuriste ! Je pourrais vous y emmener les yeux fermés et vous dire : « là, il y avait ça, et là, il y avait ça ». C'est vrai qu'à y penser aujourd'hui, ça fait mal au cœur ... Mais bon, à l'époque, en bas, juste quand vous descendez, c'était comme un petit village de commerces. Sur le trottoir, il y avait des valises, un autre commerçant déposait sa table avec des habilles ... C'était super ! Et les contacts avec les gens étaient faciles ! D'abord c'était « bonjour ! », puis « ça va ? », et hop ! Même si on ne se connaissait pas, même au début, dès la première semaine que j'étais là. Et moi, comme je n'avais pas encore des meubles, je n'étais pas encore installée, je prenais ma petite fille et puis j'allais en bas pour voir les gens, pour dire « Bonjour ! », et les gens : « Bonjour ! Tiens, vous ! ça va ? ». C'était très, très convivial, amical.

Arriver à La Courneuve : ça m'a plu tout de suite !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Monique, 60 ans, veuve, trois enfants, retraitée, membre de différentes associations.

Parcours résidentiel : Aude > Montreuil (93) (pavillonnaire) > La Tour

Je suis arrivée ici parce que j'avais eu un divorce et, me retrouvant seule avec ma fille ... au centre social de Montreuil on m'a dit : « On a quelque chose pour vous, en urgence : c'est dans une cité. Des loyers modérés ... ».

— *Avant, vous habitiez une petite rue dans un quartier pavillonnaire. C'était un paysage différent ... L'impact avec ce quartier, il a été comment ?*

J'ai pas tellement percuté, comme on dit. J'avais besoin d'un logement. J'étais très mal, je ne pouvais pas rester chez moi. Et j'étais heureuse de venir ici ! J'avais un F2, au 26ème étage, en plus ! Donc, on voyait le Tour Eiffel, le Sacré Cœur ! Oui ! Je n'ai pas fait attention qu'il y avait tant de barres comme ça. C'est après, en grandissant, en prenant de l'âge, que je me suis rendue compte que c'était pas très joli. Mais quand je suis arrivée, ça m'a plu tout de suite. J'avais tellement envie de changer, d'avoir un logement ...

Alfred de Musset : des espaces intermédiaires

EXTRAIT D'ENTRETIEN



Photo d'habitant

"Pour moi Alfred de Musset, même si de loin c'est la même architecture, ça n'avait rien à voir parce que déjà, à Alfred de Musset, tu avais des appartements en duplex et ça nous, on l'a jamais eu. Nous, les plus grands appartements, Place François Villon, c'était 5 pièces alors que là, les duplex, tu montais à 7 pièces ! Ah oui, c'était des très grands appartes, évidemment, tu y logeais des familles avec une tripotée d'enfants."

— *Qu'est-ce qu'il y avait d'autres de différent à Alfred de Musset ?*

"Bon pour moi, c'était la différence notoire. Sinon Alfred de Musset, mais au tout début après ça a changé, Alfred de Musset, c'est là qu'il y avait la synagogue. Alors que les mosquées, elles sont apparues après les années 80, il n'y a jamais eu de mosquée aux 4000, à mon arrivée, enfin on n'en a jamais entendu parler, ça devait être bien caché. Alors qu'on savait très bien où était la synagogue. Je sais que dans ce bâtiment-là, il y a eu une mosquée, au moment de mon départ, ou une école coranique." (Laure)

© DR

Logement /Aménagement : Un « séjour composé »

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtelleraut > La Courneuve 4000 (Balzaç)

- *Et au niveau des aménagements, cette pièce a toujours été la salle à manger ou bien ça a changé selon les périodes ?*

Mme : Ici, ça a toujours été la salle à manger. Alors la fille couchait là (*partie en L du séjour, avec fenêtre*) et l'on mettait un rideau assez épais (*pour marquer la séparation entre les deux espaces*). Non, il n'y avait pas de porte sinon je l'aurais laissé .. et on avait mis le buffet qui couvrait la chambre de ma fille parce qu'on avait le salon jusque dans l'entrée ; et elle passait par la salle de bain voilà (*pour entrer dans sa chambre*). Ben oui c'était quand même plus intime pour elle, parce que c'était quand même sa chambre. Et tous les matins elle passait par la salle de bain. Et les quatre

garçons là-bas, avec leurs lits superposés (*dans la même chambre*). Et ici, on avait notre petit salon là, hein chéri. Le canapé là, les deux fauteuils de côté.

Toulouse Le Mirail, Toulouse, France

ARCHITECTE : GEORGE CANDILLIS, ALEXIS JOSIC, SHADRACH WOODS

NOMBRE DE LOGEMENTS : 5656 LOGEMENTS



Projet 1961, Construction 1ère tranche 1964-1974

En ce moment (statistique du 31.12.1972) une partie de la 1ère tranche de construction est terminée, qui comporte du Sud au Nord les quartiers Bellefontaine et Reynerie. Ont été construits :

- ▶ à Bellefontaine 3162 unités d'habitation
- ▶ à Reynerie 2494 unités d'habitation 5656 unités d'habitation dont habitées 5229 unités d'habitation [...] Parmi les 3162 unités d'habitation, on trouve :
 - ▶ 2554 dans des grands immeubles, 368 dans des petits immeubles, 240 dans des maisons individuelles.[...] Les 5229 unités d'habitation occupées selon le pointage du 31.12.1972 sont habitées en moyenne par 4 personnes, la population est de 20 916 habitants.
- ▶ Jurgen Joedicke "Une ville pour 100 000 habitants", in Georges Candillis, Alexis Josic, Shadrah Woods, *Toulouse Le Mirail : La naissance d'une ville nouvelle*, Stuttgart, K. Krämer Verlag, 1975, pp. p. 116

© Max Risselada, Dirk van den Heuvel (dir.), *Team 10, 1953-1981, in Search of a Utopia of the Present*, Rotterdam, NAI Publishers, 2005, pp. 169

Le Corviale, Rome, Italie

ARCHITECTE : MARIO FIORENTINO

NOMBRE DE LOGEMENTS : 1246 LOGEMENTS



Projet 1972-1974, Construction 1975-1982, Occupation illégale du quatrième étage 1983, Projet de réhabilitation « Imaginer Corviale » 2004-2005

Le Corviale n'était pas le plus grand immeuble du monde. [...] Mais le Corviale était le plus radical, en tout cas sans rival dans le monde démocratique. [...] Et 1246 logements, c'est bien moins que les 4 000 de La Courneuve, mais ce n'est déjà pas mal. [...] C'était une sorte de Cité radieuse comme celle de Le Corbusier, mais à une échelle plus radicale encore, une grand trait dans la campagne de la périphérie sud de Rome qui constitue ici un plateau ondulé, avec de petites vallons, des pylônes électriques, des bouquets d'eucalyptus. L'ensemble devait intégrer église, centres commercial, culturel, social, sanitaire, scolaire, administratif et tutti quanti. C'était un immeuble long, qui voulait paraître long, étiré sur huit à dix niveaux, avec des « rues » intérieures ; l'une d'elles, perchée au quatrième étage, formait une sorte de surplomb dont l'ombre portée accentuait encore la linéarité. [...] On l'appelle il Steccone, ce qui vient de stecca (« barre », « bout de bois », « manche »). Le gros bâton, quoi.

► François Chaslin, « Le Corviale, un kilomètre ça use ! », *Urbanisme*, n. 326, sept.–oct. 2002, p. 28.

© *Housing prototypes*

Le SAAL (Serviço de Apoio Ambulatório Local), Portugal

EXTRAIT DE LIVRE

Alexandre Alves Costa, architecte urbaniste

La libération qui conduisit à la création du SAAL, publiée le 6 août 1974, avait pour but de "faire soutenir par les administrations municipales les initiatives des populations vivant dans de mauvaises conditions, par le biais de leur collaboration à la transformation de leurs quartiers, et par l'investissement de leurs ressources personnelles et éventuellement financières." Il s'agissait d'une initiative d'Etat censée riposter – pour tenter de l'intégrer – aux premiers mouvements de masse. La population devait s'organiser dans le but de participer à la transformation du quartier, en construisant ses propres logements. Le programme SAAL n'eut pas, à l'origine, de définition très claire mais il se précisa peu à peu, grâce à la longue lutte et à la réflexion des habitants qui concrétisèrent ce qui, dans la décision initiale, restait flou et ambigu, voire erroné. Lorsque les plus démunis eurent obtenu la garantie qu'ils resteraient dans les secteurs urbains et qu'ils disposeraient d'une certaine autonomie de décision, ils commencèrent par refuser la construction par eux-mêmes, y voyant un redoublement d'exploitation. L'intérêt suscité par la délibération, ainsi que la capacité inespérée de la population à développer ses propres revendications, transformèrent la méthodologie du SAAL en une démarche qui dépassa largement les perspectives initiales, pour en faire un des facteurs principaux d'unification du mouvement des habitants. (...) Le SAAL peut être défini comme une intervention à caractère prioritaire, subordonnée à l'application du droit au logement et du droit à la ville, sous le contrôle des habitants organisés. Voici, dans le détail, les sept principes fondamentaux sur lesquels il s'appuyait : caractère prioritaire de l'intervention ; initiative et organisation des habitants les plus défavorisés ; contrôle du travail des supports techniques ; gestion du chantier ; contrôle du processus de financement et gestion sociale des habitations et des quartiers.

.....
Alexandre Alves Costa, « L'Operation SAAL », in Keneth Frampton, *Alvaro Siza Profession Poétique*, Paris, Electa France, 1987, p. 72

Pruitt-Igoe, Saint Louis, USA

ARCHITECTE : MINORU YAMASAKI

NOMBRE DE LOGEMENTS : 2870 LOGEMENTS



Projet 1951, inauguration 1956, réhabilitation 1965, démolition mars 1972, démolition juillet 1972

Tandis que les 11 000 personnes habitant Pruitt-Igoe n'avaient d'autre choix que d'y rester, le projet donna naissance à une grande enquête de comités spéciaux, d'études sociologiques, et à de coûteuses tentatives de rénovation. Pruitt-Igoe devint le laboratoire d'étude de la crise urbaine Américaine. Bien que l'échec du projet fut rendue plus extrême, plus visible encore que bien d'autres, il n'y avait pas réellement de différence fondamentale entre Pruitt-Igoe et quelque projet de logement d'après-guerre que ce soit pour mériter l'icône architecturale négative qui lui fut attribué. En 1965, Yamasaki se lamente publiquement que Pruitt-Igoe fut « un travail que j'aurais aimé n'avoir jamais fait ». Il fut en effet réduit à néant de façon spectaculaire peu de temps après. Le premier immeuble fut détruit le 15 juillet 1972. l'année suivante le site fut fermé et définitivement démoli.

► Mariana Mogilevich, « Architecte : big bad building, the vanishing legacy of Minoru Yamasaki », *The next american city*, oct.2003. (<http://americacity.org>), 29/10/2007

© Holahan, Charles J. (1982). *Environmental Psychology*. NY : Random House. (pp.330)

L'architecture moderne est morte à St Louis, Missouri

« L'architecture moderne est morte à Saint-Louis, Missouri, le 15 juillet 1972 à quinze heure trente-deux (ou à peu près), quand l'ensemble tant décrié de Pruitt-Igoe, ou plus exactement certains de ses blocs reçoivent le coup de grâce final à la dynamite. Auparavant, l'ensemble avait eu à subir les déprédations, les mutilations, et les actes de vandalisme continuellement perpétrés par ses occupants noirs et, malgré les millions de dollars dépensés à tenter de le remettre sur pied (réparation des d'ascenseurs vitres brisées, réfection des peintures), on décida finalement d'abrégé ses souffrances. Boum, boum, boum ».

.....
Jenks Charles, *Le langage de l'architecture post-moderne*, Denoël/ Academy editions, 1979 , p. 9.

1974

■ DÉCIDEURS

- Habitants des 4000 logements : une bibliothèque dans votre quartier

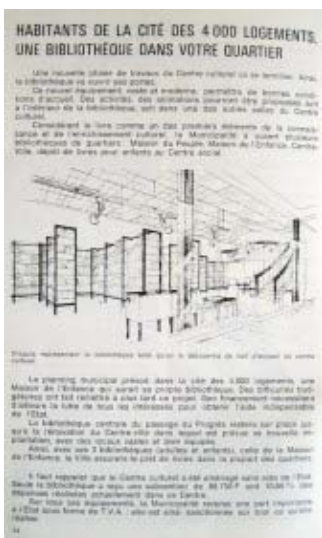
■ HABITANTS

- Le feu se propage. Ça devient La Courneuve City !
- Territoires : A François Villon, une sociabilité d'enfant
- Territoires / bâtiments : Vivre à François Villon, c'était un privilège
- Transformationsintérieures : le cabinet de toilette

■ DÉBATS

- Toulouse Le Mirail, Toulouse, France
- Toulouse Le Mirail, Toulouse, France
- Villaggio Matteotti, Terni, Italie

Habitants des 4000 logements : une bibliothèque dans votre quartier



Extrait d'un article du bulletin municipal

► « Habitants des 4000 logements : une bibliothèque dans votre quartier », *Bulletin d'information municipale*, n°2, mai-juin 1974.

1974 | HABITANTS

Le feu se propage. Ça devient La Courneuve City !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Monique, 60 ans, veuve, trois enfants, retraitée, membre de différentes associations.

Parcours résidentiel : Aude > Montreuil (93) (pavillonnaire) > La Tour

Et puis ... ça a commencé à aller mal. C'était en 74-75, je crois. Ça c'est fait petit à petit, hein ! Quand il y a trop de familles ... trop de jeunes du même âge regroupés dans un bâtiment ... ils font du bazar, et puis voilà ! Tout seul, le gamin ne va pas faire des conneries, mais ensemble ... il veut se la péter. Il dit : « on va mettre le feu dans la poubelle ! » Il ne veut pas faire mal, il ne sait pas, il ne pense pas ... mais ... ça donne quoi ? Les pompiers arrivent, ça se sait à la radio, les médias en rajoutent et La Courneuve devient « La Courneuve City ». Le feu se propage, hein ! Et tout ça, pour deux mômes. Mais les deux mômes et leur poubelle, au journal télévisé, ça devient « La Courneuve est en feu ! ». Depuis, les gens ne veulent plus venir à La Courneuve.

Territoires : A François Villon, une sociabilité d'enfant

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10è

Et puis avant que les problèmes de délinquance n'arrivent, c'était très sécurisant je pense, pour une mère, de savoir que ses enfants sont en bas.. tout était cloisonné, enfin tu vois. Quand on allait faire une incursion du côté de la gendarmerie, c'était partir pour l'aventure. Vraiment on restait dans l'enceinte des 4000, que ce soit Presov, Mail de Fontenay, les espaces étaient quand même faits pour les piétons, à part les aires de parking, effectivement, ton enfant, tu savais qu'il était là ou dans les environnements proches.

— Et toi, ça t'arrivait d'aller jouer par là ?

Non non jamais, on ne traversait pas la rue. Déjà, comme je le disais, pour moi la gendarmerie était derrière ce bâtiment et déjà ce bâtiment, il était un peu spécial puisque n'y vivaient que des maghrébins, qui n'avaient pas le même confort que les trois autres bâtiments et déjà, je pense que je n'ai jamais dû mettre les pieds sur ce trottoir-là. Ici à peine, parce que c'était déjà un autre monde, les gens qui y vivaient, je n'avais pas de copines là etc. je ne suis jamais entrée dans un appartement là, ici oui, avec ma mère qui devait aller boire des cafés chez une copine là et là, la femme de mon frère vivait là d'ailleurs, mais ils se sont retrouvés après hein ! Mais moi, je n'ai jamais dû y aller chez les parents de ma belle-sœur. Mes copines vivaient dans mon immeuble, les vraies de vraies.

Territoires / bâtiments : Vivre à François Villon, c'était un privilège

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10è

Mais c'est vrai que l'impression que j'ai toujours eu, pour nous, vivre à François Villon, c'était un privilège par rapport à ceux qui vivaient dans les barres parce que ça faisait un petit peu village. Tu vois ce centre-là. Tu imagines bien, tu voyais les gens aux fenêtres. Oui je pense que c'était vachement plus humain d'habiter là. Enfin moi, ça me faisait toujours un peu bizarre quand j'allais voir mes copines qui habitaient à Presov ou au Mail : « Tu connais tous ces gens, ah tu les ne connais pas ? C'est bizarre de ne pas connaître tous ces gens.. Moi je les connais ! Je sais qui habite dans l'escalier, qui habite là, là etc.. » Alors que là (à F. V.), à chaque étage.. bon je pense qu'à l'époque, les gens étaient plus sédentaires. Même si il y avait des différences d'un bâtiment à l'autre, même si on était face à face, tout le monde se connaissait, chaque môme était capable de dire la personne qui traverse là, elle habite là ou à tel étage etc...

— Donc pour toi, d'aller voir tes copains dans une barre ou une autre, c'était un peu l'aventure ?

Déjà, c'était un autre monde pour la raison suivante, c'est que déjà il y avait un ascenseur. Nous on n'en avait pas. Comme je t'avais dit, nous quand on est arrivé là-dedans, on n'a pas pensé « Ah, ça

y est, on est à Paris , c'était ah ça y est, nous, on est à New York ! On était tout à fait dans ce trip-là. Les grands immeubles, c'était gigantesque et en plus, il y avait un ascenseur.

— *Dans l'idée que c'était encore plus moderne que chez vous (à F.V.) ?*

Pas plus moderne mais plutôt plus.. futuriste entre guillemets. Moi, à cette époque-là j'étais en primaire, donc moi j'habitais au premier étage, et j'avais une copine qui habitait Avenue Presov au 13e étage, j'avais un mal fou à regarder par sa fenêtre, ça me donnait un vertige incroyable ! En plus, moi je vivais au premier étage, bon c'était moderne mais on restait à hauteur humaine et là, d'un seul coup, 13ème étage, un ascenseur interminable, et en plus, par la fenêtre, c'était hallucinant !

Transformations intérieures : le cabinet de toilette



« Moi j'avais un cinq pièces [...] là tu avais une chambre pour ma sœur et moi, une pour mes parents, une pour mon frère et une pour ma grand-mère, la cuisine, le chiotte, la salle de bain, le salon et là, tu avais un cabinet de toilette qu'on a transformé quand je suis rentrée au collège, en bureau pour moi. [...] Il y avait un lavabo, on s'en servait pas, donc mon père a fait sauter le lavabo, [...] Et on en a fait un bureau et c'est dans cette pièce que le téléphone est arrivé ! En plus, j'avais le téléphone sur mon bureau ! (rires) » (Laure)

© DR

Toulouse Le Mirail, Toulouse, France

ARCHITECTE : GEORGE CANDILLIS, ALEXIS JOSIC, SHADRACH WOODS

NOMBRE DE LOGEMENTS : 5656 LOGEMENTS



Projet 1961, Construction 1ère tranche 1964-1974

Candillis fait partie des architectes qui parlent d'idées directrices relativement simples, claires et compréhensibles. Dans le cas de Toulouse les réflexions suivantes le guidaient : - Création d'un environnement urbain - Intégration des zones d'habitation, des activités publiques, ainsi que des zones commerces et des industries - Création d'une ville conçue pour le piéton, c'est-à-dire séparation complète de la circulation automobile et des espaces pour piétons. Ces idées directrices ne sont aujourd'hui ni nouvelles, ni originales. [...] Mais ce qui est nouveau et original dans Toulouse le Mirail, c'est l'application systématique de ce principe et sa réalisation par la structure. La colonne vertébrale est formée par la dalle pour piétons qui le traverse du Sud au Nord et de l'Est à l'Ouest. Elle est bordée par de grands immeubles à haute densité de population ou d'immeubles qui sont implantés perpendiculairement à la dalle et qui créent ainsi une succession d'espaces différents, en partie fermés, en partie ouverts. [...] Comme chaque appartement est à double orientation, la structure différente de l'espace est perceptible pour chaque habitant.

► Jurgen Joedicke "Une ville pour 100000 habitants", in Georges Candillis, Alexis Josic, Shadrach Woods, *Toulouse Le Mirail : La naissance d'une ville nouvelle*, Stuttgart, K. Krämer Verlag, 1975, pp.115

© Fonds Candillis, Georges (1913-1995). 236 Ifa

Toulouse Le Mirail, Toulouse, France

ARCHITECTE : GEORGE CANDILLIS, ALEXIS JOSIC, SHADRACH WOODS

NOMBRE DE LOGEMENTS : 5656 LOGEMENTS



Projet 1961, Construction 1ère tranche 1964-1974

Découvrant qu'un système additif pur ne pouvait engendrer qu'une juxtaposition de fonctions, ils (Candillis, Josic et Woods) proposèrent de matérialiser une mégastucture

unificatrice et d'en faire dépendre le jeu combinatoire des cellules de logements. C'est ainsi que fut inventé le STEM qui trouva son expression définitive dans le projet de Toulouse-le-Mirail. [...] Afin de retrouver une variété, une diversité et une complexité "naturelles" ils briseront les blocs de logements en individualisant chaque cellule et rechercheront des règles d'assemblage horizontal ou vertical qui permettent de jouer avec un grand nombre d'éléments répétitifs.

► Marie-Christine Gangneux. "Candilis, Josic, Woods – Le mariage de la casbah et du meccano", *L'Architecture D'aujourd'hui*, N.177, janvier, février, 1975, pp.45

© Max Risselada, Dirk van den Heuvel (dir.), *Team 10, 1953-1981, in Search of a Utopia of the Present*, Rotterdam, NAI Publishers, 2005, pp. 168

Villaggio Matteotti, Terni, Italie

ARCHITECTE : GIANCARLO DE CARLO

NOMBRE DE LOGEMENTS : 240 LOGEMENTS (840 PRÉVUS)



Projet 1969-1971, Réalisation 1971-1974

A Terni, en vue du projet pour le quartier Matteotti, j'ai fait entre 1969 et 1974 une expérience de participation directe qui m'a coûté beaucoup d'énergie, mais qui a donné des résultats intéressants. On a dû passer par des discussions interminables, des initiatives continues pour éclaircir les problèmes à discuter, des expositions documentaires, une présence ininterrompue et l'interaction avec les futurs habitants du quartier, animés d'une méfiance bien justifiée, suivie à un certain moment d'une confiance manifeste, et enfin d'un jaillissement de créativité irrépressible. Aujourd'hui, je ne crois vraiment pas que j'aurais autant d'énergie à consacrer à un projet. Mais c'est ainsi que les projets devraient être faits. [...] On avait décidé de continuer à chercher le moyen d'impliquer les gens dans le processus de participation, mais également à chercher comment changer l'architecture pour que les gens puissent y participer. C'était une résolution intéressante, que seulement quelques-uns avaient comprise tout de suite. Il ne s'agissait pas d'un changement de cap, mais de l'apport d'une recherche symétrique pour bien centrer la question à partir de deux directions opposées.

► G. De Carlo, *Architecture et liberté* (traduit par l'italien par A. Rocchi-Pullberg), Paris, Linteau, 2003 (2002), pp. 236-237.

© *Architettura supereva*

1975

■ DÉCIDEURS

- Dégradations !
- Expulsions

■ HABITANTS

- Paris c'était Doisneau
- Paris, une ville pour touristes
- Territoires : François Villon, « une petite Algérie »
- Les interrupteurs du couloir
- Kung fu au balcon, Maurice de Fontenay

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

- L'évolution du peuplement
- Une immense cité de passage transitoire
- Habitat et Vie Sociale pour « rénover » les grands ensembles
- Les planchers
- Les murs travaillaient

■ DÉBATS

- Bijlmermeer, Amsterdam, Hollande
- Vides et verts : les équipements, un remplissage du vide

1975 | DÉCIDEURS

Dégradations !

EXTRAIT D'UN ARTICLE D'UN JOURNAL MUNICIPAL

J. Ralite, Député, écrit au ministre de la qualité de la vie :

M. Ralite, député de Seine-Saint-Denis attire l'attention de Monsieur le Ministre de la Qualité de la vie (environnement) sur l'état de dégradation du grand ensemble des 4000 logements, à la Courneuve, dont l'OPHLM de la Ville de Paris à la gestion. Des travaux de rénovation, d'entretiens, de mise en conformité doivent d'urgence être entrepris, faute d'entraîner d'irréversibles dégâts. Construit depuis treize ans, cet ensemble prend l'aspect d'un bidonville de béton ; l'hygiène et la sécurité des habitants sont remises en cause. Afin d'enrayer ce processus, il est indispensable d'entreprendre immédiatement la remise en état des cages d'escalier, ce qui n'a jamais été fait, la révision des ascenseurs, la réfection de nombreuses terrasses, des joints de façades, l'aménagement des espaces verts et des aires de jeux, enfin la mise en conformité pour raisons de sécurité d'un immeuble de 26 étages. [...] Les locataires et les élus ne comprennent d'ailleurs pas que la procédure engagée par l'OPHLM de la Ville de Paris à l'encontre des « Grands Travaux de l'Est » à propos des défauts des joints de façades, s'éternise au-delà des délais habituels. Des experts ont certes été commis, mais les conclusions du tribunal sont toujours attendues et l'on voit cumuler ainsi les malfaçons et l'usure des bâtiments » [...]

« A propos des 4000 logements », *Journal d'Aubervilliers*, 6 mars 1975.

Expulsions

EXTRAIT D'UN ARTICLE D'UN JOURNAL MUNICIPAL

M. Bernard, Conseiller municipal écrit au préfet du département :

« Comme vous n'êtes pas sans le savoir, les nombreuses menaces d'expulsion engagées par l'OPHLMVP à l'encontre des locataires des 4000 logements doivent être mises à exécution dès le 16 mars prochain. Les expulsions revêtent toujours un caractère particulièrement dramatique dans ce secteur de la ville où les conditions de vie sont difficiles et où les problèmes les plus divers apparaissent. Des enquêtes effectuées au domicile des personnes ainsi menacées il ressort toujours que le bas salaire du chef de famille allié souvent à la maladie est à l'origine des difficultés rencontrées. Ainsi pour M et Mme D... rue Honoré-de-Balzac, ayant six enfants en bas âge, le salaire mensuel du chef de famille n'atteint que 1700 francs ; de plus, un arrêt pour cause de maladie d'une année, a considérablement déséquilibré un budget déjà bien modeste. La famille F... qui a aussi six jeunes enfants ne dispose pour vivre à huit personnes que du salaire de M. F. soit 1900 francs et des allocations familiales ; les intéressés résident également rue Honoré-de-Balzac. M. R. habitant place Georges Braque a eu dix enfants ; il a encore au foyer quatre enfants qu'il élève avec sa compagne. M. R. a eu une longue période de maladie et il est maintenant au chômage ; son amie Mme D ne trouve pas d'emploi. Pour toute ressource, cette famille ne dispose que du salaire de l'une des jeunes filles et des allocations familiales pour le dernier enfant soit 1160 francs. Enfin, M. et Mme L ... demeurant 3 rue Maurice Ravel se sont présentés à nous et nous ont fait part de leurs craintes de se retrouver avec leurs quatre enfants, à la rue. [...] Je vous demande M. Le Préfet, de bien vouloir prendre tous ces cas en considération et de faire en sorte que ces familles dont la plupart ont déjà été saisies de leurs meubles, ne soient pas expulsées du Grand Ensemble avant que leur relogement en Cité promotionnelle ne soit prévu. Par ailleurs, je tenais à souligner que ces personnes interrogées à ce propos, s'opposent formellement à ce que leurs enfants soient pris en charge par des services spécialisés et tiennent à tout prix, à les garder près d'eux quelles qu'en soient les circonstances. L'émotion de la population de la cité des 4000 grandit à l'annonce de ces expulsions et nous les partageons. [...] »

« A propos des 4000 logements », *Journal d'Aubervilliers*, 6 mars 1975.

1975 | HABITANTS

Paris c'était Doisneau

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10è

Pour moi, l'accès à Paris, c'était le 302 par la Porte de la Chapelle ou le 150, par la Porte de la Villette, c'était les deux bus qui permettaient d'aller à Paris. C'est pour ça que je te parlais de New York, de cette vision futuriste. Mais c'est vrai que moi, quand j'allais à Paris, j'y allais avec ma mère et on allait toujours au même endroit, au marché St Pierre, acheter du tissu parce que ma grand-mère qui était couturière, avec sa machine à coudre dans sa chambre aux 4000, et elle nous faisait des robes et des machins.. Donc moi, Paris, c'était le bus jusqu'à Porte de la Chapelle et après les métros en bois et on descendait à Abbesses ou Anvers. Tu vois ce quartier-là qui n'avait rien à voir avec l'architecture des 4000, donc c'est pour ça que pour moi les 4000, c'était.. je connaissais Paris mais Paris, c'est les immeubles Haussmanniens etc.. alors que les 4000, c'est plus New York, la vision que je pouvais avoir de ces grands immeubles. Donc moi, la vision que j'avais de Paris, c'était ce Paris là, Doisneau etc.. !

Paris, une ville pour touristes

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie> Châtelleraut> La Courneuve 4000 (Balzac)

— Et Paris ? Quand les enfants étaient petits, quels étaient vos rapports avec Paris ?

M : On n'y allait pas. Si ! On a fait la Tour Eiffel, on a fait le Louvre, le Jardin des Tuileries, on a fait les Champs Elysées mais sinon, non. Paris, on a visité évidemment, mais sinon, non, ça ne nous dit rien.

Territoires : François Villon, « une petite Algérie »

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10è

— Quand tu parles de différences de confort entre les immeubles de François Villon ?

Ah oui oui, les arabes n'avaient pas le même confort que nous. (..) bon nous on est enfant de pied-noir, ma soeur est née en Algérie, en 57, elle avait trois ans quand mes parents sont arrivés en 60 à La Courneuve. Mais ce n'était pas vu de façon discriminatoire ou quoi parce que ça ressemblait, c'était comme un calque de ce que mes parents avaient connu en Algérie. C'est-à-dire une différenciation entre l'Européen et le local. Donc, pour eux, on était dans un schéma qu'ils connaissaient déjà. Donc c'est pour ça que c'est vachement dur pour nous, d'appréhender maintenant, de façon sociologique parce que par exemple, je me souviens que le gardien de ce quadrilatère, c'était un ancien gendarme ou ancien militaire qui parlait aux mecs en arabe. Quand c'était l'heure du couvre-feu, enfin c'était un gardien ancien modèle qui pensait que passé vingt heures, il ne devait plus y avoir de mômes sur la cage à poule, donc il leur disait maintenant tu rentres chez toi ! Mais voilà, oui, on était dans une petite Algérie quelque part. Pour moi, il y avait beaucoup de juifs séfarades avec qui tu partageais le couscous etc.. mais tu ne le partageais pas avec cet immeuble là (un des 4 immeubles de François Villon) ! Mais ce n'est pas arrivé après les problèmes de délinquance, c'était un truc normal. On était en plein boom des années 60 mais je suis persuadée qu'aux 4000, il y avait plein de familles juives, comme mes parents qui sont arrivés dans les années 60, et ce côté pied-noir qui fait que tu partageais le couscous, les boulettes etc. mais tu ne partageais pas avec le truc d'en face. De toute façon, il n'y avait aucun contact. Bonjour ! Il n'y avait aucune animosité mais une différence. De toute façon, c'est simple, nous en tant que venant d'Algérie ; de toute façon, c'était : « eux, ils ne sont pas comme nous puisqu'ils n'ont pas les mêmes appartements que nous, donc ce n'est pas nous qui établissons la différence, la différence elle est de fait ! »

— Qu'est ce que tu entends par pas les mêmes appartements, c'était la même architecture à priori non ?

Là on voit, là il y a des stores, eux (un des 4 bâtiments attribué aux personnes d'origine arabe) n'en avaient pas de stores. Là, ce sont les fenêtres à nue. Là-bas, c'était des stores en plastic gris que tu descendais pour faire l'obscurité, ce bâtiment en bénéficiait, celui-là aussi, le mien aussi et pas eux. C'est idiot comme différence mais pourquoi ils n'avaient pas de stores, eux ?! Autre détail, et ça j'en suis persuadée, tous ces bâtiments, les entrées cages d'escalier étaient peintes en blanc, eux non, c'était le mur brut, le béton brut. A l'intérieur des appartements, je ne sais pas, je ne suis jamais entrée à l'intérieur. De l'extérieur, ils n'avaient pas de stores et leur cage d'escalier ressemblait à comme c'était chez nous à la fin, eux c'était dès le départ. Nous, au départ, c'était d'un blanc immaculé, c'était très très propre, très beau. Au niveau de l'architecture c'était exactement la même mais au niveau des finitions, ben ils ont dit ben pour eux, on s'arrête là. Et le concierge, tu vois là, c'est typiquement une loge du concierge.

Les interrupteurs du couloir

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, journaliste

Parcours résidentiel :

La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10e

Je me rappelle d'un truc, si je le voyais maintenant, je le trouverai complètement ridicule, je dormais là et le chiotte était là, il fallait traverser tout l'appartement pour aller aux toilettes. Et en pleine nuit, ça m'est arrivée, et c'était une angoisse sans nom, donc j'allumais la lumière du petit bureau qui me permettait d'éclairer ce long couloir, qui me paraissait interminable ! Parce que l'interrupteur était au bout. Il fallait que j'aille au bout, que j'allume un peu le salon, j'allumais ce couloir et j'arrivais enfin aux chiottes. Et après, il fallait repartir dans l'autre sens ! (rires)

Kung fu au balcon, Maurice de Fontenay



A la MJC, j'y allais souvent parce que j'y avais des activités, de photo, après l'électronique et c'est un endroit où il y a un cinéclub, donc on allait voir des films à la MJC. On se prenait en train de faire des sauts de Bruce Lee, quand on allait au parc départemental, on se prenait en photo.

© DR

L'évolution du peuplement

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre, responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005

A partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

Le peuplement initial c'était des gens qui étaient dépossédés de quelque chose, soit de paris, soit même des bidonvilles où il y avait une vie sociale, soit de l'algérie. C'était des gens qui étaient déracinés et transposés là dedans, donc c'est une sorte de ségrégation mais qui ne s'est pas faite sur des bases ethniques, elle s'est faite sur des bases sociales. En 1975 la population émigrée était plus faible qu'aux 4 routes, c'était pas comme la rose des vents où il y avait 65% de familles étrangères ou d'origine étrangère. Donc la ségrégation s'est faite sur des bases sociales c'était des gens pauvres à une époque où il y avait 300 000 chômeurs en France, ils bossaient tous, même ceux qui étaient en bidonville, les portugais, ils avaient un boulot, ils construisaient les 4000 ou d'autres à côté. Le centre commercial de 10 000 m2 qui a été implanté au départ il marchait très bien, le marchand de meuble..., enfin il y avait tout ce qu'il fallait, c'était très vivant. Sauf que les mal façons, comme ça s'éternisait, donc il y a des gens, bon ben, ceux qui on pu sont partis ailleurs, et donc petit à petit la composition sociale a été tirée vers le bas parce que ceux qui pouvaient aller vers des logements en meilleur état partaient. La ville de Paris, ma foi, tant que son contentieux n'était pas résolue elle ne faisait rien, pas d'entretien, elle se retournait vers la ville de La Courneuve, en même temps elle ajustait sa gestion à la solvabilité des ménages donc la dégradation technique tire la ségrégation sociale initiale vers le bas, qui tire la gestion vers le bas, une boule de neige qui a été très vite vers une ségrégation sociale très très poussée aux 4000.

Une immense cité de passage transitoire

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François Laisney, architecte-urbaniste-chercheur

Lauréat, avec l'équipe de l'APRAH, du concours d'intégration des 4000 dans la ville (1982)

Pour être clair, ce qui est très important dans le grand ensemble de La Courneuve, je dirais que c'est un des plus grands ensembles de la région parisienne et aussi un des pires, du point de vue disons du manque de qualité architecturale, ou plutôt que ses défauts architecturaux et urbains au sens de sa morphologie bâtie – un des plus durs, les plus mortifères de ceux qu'on ait pu construire. Par contre ce n'est pas le pire du point de vue de la proximité : il est à 15 minutes en RER de Châtelet, ce n'est pas un grand ensemble qui est isolé, mais en ce qui concerne sa matérialité physique et sociale, c'était vraiment le pire ; il avait été conçu un peu comme une cité de transit pour la Ville de Paris, où on y abrite les expulsés des rénovations urbaines du XIIIème arrdt. , puis les rapatriés d'Algérie, notamment une forte communauté juive, israéliite. Finalement moi je pense que ce grande ensemble va continuer à jouer finalement toujours un rôle de cité de transit : il va être en permanence et encore jusqu'à aujourd'hui une immense cité de transit – de passage transitoire. Elle avait un taux de renouvellement de la population de 10% par an et je crois que ce taux est permanent depuis qu'on y a travaillé. Je pense que du point de vue anthropologique vous pouvez difficilement considérer ça comme un lieu d'enracinement. Les gens y viennent souvent contraints parce que c'est dans leur parcours résidentiel, ils y sont amenés, on leur propose ça...ils n'ont pas véritablement le choix. On ne peut pas dire qu'ils soient véritablement captifs, régulièrement il y en a qui souhaitent partir, sortir du grand ensemble pour trouver de meilleures conditions. Je pense que le grand ensemble dont on prévoyait à l'époque la rénovation sur 15 ans - là ça fait 30 ans, il a toujours cette fonctionnalité, il fonctionne presque comme un grand hôtel garni d'un foyer où les gens passent. A l'occasion de la rénovation, de la réhabilitation dont je me suis occupé et des interviews que j'ai pu faire, on voyait qu'il y avait bien sûr qu'un certain nombre de gens qui étaient là dès les débuts - en 67 - qui étaient attachés parce que quand ils sont arrivés et que les logements étaient neufs : on s'attache à un logement neuf - on sait bien que ça représentait à l'époque de la construction plus de confort, des logements propres et neufs... Une fois que la rotation se met en branle et que les logements perdent tout leur attrait et qu'ils se dégradent de plus en plus, l'attachement devient automatiquement moins fort.

Habitat et Vie Sociale pour « rénover » les grands ensembles

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François Laisney, architecte-urbaniste-chercheur**Lauréat, avec l'équipe de l'APRAH, du concours d'intégration des 4000 dans la ville (1982)**

La crise des grands ensembles commence dès la fin des années '60. On voit que les grands ensembles, au lieu d'être un lieu disons de libération et de bien être, deviennent des lieux de ségrégation et d'aliénation. La critique officielle commence en 1970 avec Albin Chalandon qui parle du grand tournant. Il dit "il faut promouvoir la domination de l'urbanisation sur l'industrialisation". C'est le premier à employer le mot "urbanisation" ... ça, c'est lié aussi à la présidence de Giscard d'Estaing. En 1975 il y a le groupe HVS – Habitat et Vie Sociale, premier élément institutionnel pour, le mot est prononcé, rénover les grands ensembles, c'est-à-dire appliquer des processus de rénovation qui avant étaient utilisés pour détruire les centres villes alors qu'on aurait très bien pu les réhabiliter. On emploie le même mot pour une autre réalité qui est celle des grands ensembles.

Les planchers

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre - Responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005.**À partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »**

C'était des planchers de 16 (cm) – vous mettiez une bille sur le plancher elle roulait de l'autre côté – les planchers de 16 ont de la flèche – il faudrait des planchers de 20cm. Le dossier HVS concluait à la démolition d'environ 1500 logements, la réhabilitation lourde de 2000 logements et la réhabilitation légère de 500 logements.

Les murs travaillaient

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre - Responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005.**À partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »**

Les planchers n'étaient pas solidarités si bien qu'au grés des chocs thermiques journaliers ou saisonniers il y avait un effet bilame, ces trucs là ils s'écartaient des planchers, ils revenaient. Tous les joints ont pété, et finalement les cloisons qui s'appuyaient dessus pétaient aussi, et on avait l'habitude de dire que quand on lavait sa cuisine, on lavait les deux cuisines du dessous quoi. Il y avait des écarts, moi j'ai vu des trucs qui allaient jusqu'à 5cm, donc l'intimité d'un logement à l'autre n'était pas assurée, l'étanchéité à l'eau et à l'air de l'extérieure n'était pas assurée. Alors il y a eu contentieux mais ça n'a jamais abouti et tant qu'on n'a pas obtenu gain de cause on ne répare pas pour garder les preuves de la mal façon.

Bijlmermeer, Amsterdam, Hollande

ARCHITECTE : SIEGFRIED NASSUTH

NOMBRE DE LOGEMENTS : 13 000 LOGEMENTS



Projet 1963, construction 1966-1975 , réhabilitation : début 1992

Comme dans bien d'autres pays d'Europe, beaucoup de barres ont été construites en Hollande depuis le milieu des années 1960, le cas de Bijlmermeer étant le plus extrême et le plus connu. Il fut construit en réponse au manque considérable de logements en Hollande de manière générale, et à Amsterdam en particulier, pour créer « une ville moderne où les populations d'aujourd'hui pourraient trouver l'environnement résidentiel de demain. »

► Gerben Helleman, Frank Wassenberg, « The renewal of what was tomorrow's idealistic city. Amsterdam 's Bijlmermeer high-rise », *Cities*, vol.21, n°1, 2004, p.5

© www.affordablehousinginstitute.org

Vides et verts : les équipements, un remplissage du vide

EXTRAIT D'ARTICLE

Georges Candilis, architecte, conception de nombreux grands ensembles entre autres la cité Emmaüs à Bobigny, le Mirail à Toulouse, ou la nouvelle ville de Bagnols-sur-Cèze dans le Gard.

Si on continue à projeter en partant de la cellule au plan masse, le plan doit rester systématique (additif) et la tour occasionnelle sert seulement à accentuer sa nature symbolique et statique. L'addition, presque fortuite, de centre commercial et civique, d'écoles, de terrains de jeux, placés là pour meubler les espaces vides du site, est une confirmation de la faiblesse de ce type de projet.

.....
Candilis Georges, *Le mariage de la casbah et du meccano*, l'Architecture d'Aujourd'hui, n° 277, 1975

1976

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

→ La Courneuve au mois d'août

■ DÉCIDEURS

→ Aux 4000 : contre les saisies et les logements vides

→ 400 logements de la cité des 4000 sont inoccupés.

→ Conseil municipal extraordinaire au cœur de la cité : 4000 logements. 20 000 personnes victimes de la politique du pouvoir

■ HABITANTS

→ On allait à Paris en bande

→ La bijouterie de la Tour et son joyau

La Courneuve au mois d'août



Extrait d'un article d'un quotidien national

« un ensemble tellement hideux qu'il faudrait forcer ceux qui l'ont conçu à y habiter . La cité des 4000, c'est une vraie ville. Ou plutôt un ghetto. Où 16000 personnes peuvent survivre. Pendant le mois d'août, le soleil rend encore plus crue la laideur des immenses bâtisses, du scandaleux terrain vague toujours pas aménagé. Pas moyens d'ignorer les grands lézardes sur les murs crasseux. Et puis les gosses, qui traînent leur ennui sur les marches d'escalier. »

► Elia, « La Courneuve au mois d'août. Avec ceux pour qui les vacances sont un paradis impossible », *L'Humanité*, 21 août 1976.

Aux 4000 : contre les saisies et les logements vides



Tract

► Dossier information Logement, février 1976.

400 logements de la cité des 4000 sont inoccupés.



Déclaration commune des maires de la Courneuve et Champigny et du groupe communiste au Conseil de Paris

► Déclaration commune des maires de la Courneuve et Champigny et du groupe communiste au Conseil de Paris, avril 1976

Conseil municipal extraordinaire au cœur de la cité : 4000 logements. 20 000 personnes victimes de la politique du pouvoir



Couverture de { La Courneuve. Bulletin municipal d'informations }, supplément au n° 15.

► La Courneuve. Bulletin municipal d'informations.

1976 | HABITANTS

On allait à Paris en bande

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10è

On allait à Paris en bande. Ca n'a duré qu'un été, c'était l'été 76 je m'en rappelle très bien parce qu'il y avait la sécheresse. Mais je trainais avec ces petits voyous ; donc c'était le vol à la tir. Notre truc à nous c'était quand même de partir en bande, filles et garçons, c'était les garçons qui volaient et les filles, qui récupéraient le pécule en attendant de rentrer à La Courneuve, ça pouvait durer une après-midi entière dans le métro. Après, ça a été les magasins entre filles, je m'en rappelle, avoir été coursée par une bonne femme des Galeries Lafayette parce qu'on avait volé un maillot de bain. Donc pour moi, au collège, Paris pour moi, c'était pour aller voler. Ah oui, les Galeries Lafayette, c'était le temple du luxe ! Le marché St Pierre, Tati on connaissait, on y allait avec nos mères etc. Après le lycée, ça a été autre chose. C'est un peu le père de P. qui a fait notre apprentissage de Paris, pour moi et pour M. parce que son père allait tous les lundis au cinéma au quartier latin et donc on se greffait à lui. Donc le premier Paris que j'ai connu, toute seule, avec mes potes, c'était le quartier latin, pour aller au ciné à l'Action Christine. C'était pas les Champs, les grands boulevards etc. après, on y est allé parce que quand tu es banlieusard, aller sur les Champs, c'est aller à Paris. Mais j'ai plus de souvenirs du quartier latin, des petites rues, de la Contre-Escarpe etc. parce que on savait y aller tout seul en métro. Et Porte de Clignancourt tiens, là on allait aux puces. Pour nous, c'était Paris aussi !

La bijouterie de la Tour et son joyau

EXTRAIT D'ENTRETIEN



photo d'habitant

"C'est pour vous dire, nous, jamais on a été braqué plus que ça ! Moi je n'étais pas le gars qui insultait les jeunes etc. tous des voyous etc. une autre fois, quand j'avais à faire à des voyous, les gars amènent une montre, le temps que je la regarde, ils étaient à fouiner et tout dans la boutique et donc je leur dis, attention ici, ce n'est pas le libre-service ! Et ils s'en vont tous. Alors je leur dis, eh les gars, si vous voulez retrouver votre montre, il faudra me rendre la médaille sinon, vous ne la retrouverez pas hein ! Alors, là, ils ont réagi, faites pas les cons les gars et tout, et ils m'ont rapporté la médaille. Ben oui, il faut s'adapter aux types qu'on a en face de soi. Il ne faut pas insulter comme ça." (Ethan)

© DR

1977

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

- La lutte des locataires

■ DÉCIDEURS

- Evolution de la population
- Les votes en faveur de la gauche par bureau : des chiffres record dans les 4000
- Conseil extraordinaire aux 4000
- Répartition de la population

■ DÉBATS

- Bouça, Porto, Portugal
- Bairro da Malagueira, Évora, Portugal

La lutte des locataires

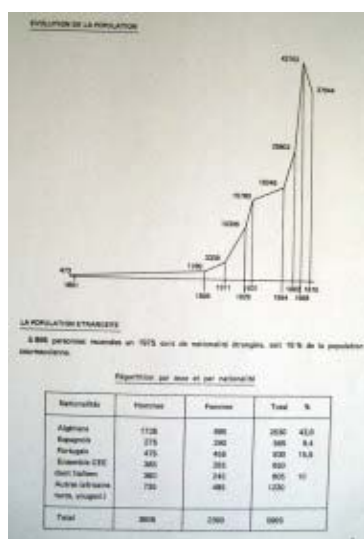


Extrait d'un article d'un quotidien national

« Il y a en effet du nouveau du côté de chez les 4000 de la Courneuve dépendants de l'Office Public HLM de la Ville de Paris. Après des années de lutte, neuf mois de grève de la hausse des loyers et des charges, les locataires viennent d'arracher à la direction de l'Office de substantiels avantages. Les charges vont baisser.... [...] Il faut faire devant l'opinion publique la lumière sur le scandale qui consistait à escroquer des milliers de locataires parmi les plus pauvres, les plus démunis. D'après un document du préfet de Paris, en 1976, 42027 familles locataires de l'Office de la Ville de Paris avaient des revenus inférieurs au plafond fixé pour l'attribution d'un logement HLM. Le recul imposé aujourd'hui à l'office n'est qu'un premier pas. La lutte doit continuer sous d'autres formes que la grève des hausses disent les communistes. 'Nous exigeons que l'OPHLM rembourse toutes les sommes qu'il nous doit depuis des années. Nous nous opposerons à toute saisie, à toute expulsion et nous n'accepterons pas de nouvelles hausses des loyers et des charges. S'il le faut nous appellerons à nouveau à la grève [...] »

► Robert Cremieux, « Les locataires des 4000 avaient raison ! Leur lutte contraint l'office HLM de Paris au recul : une partie des charges sera remboursée », *L'Humanité*, 8 juin 1977.

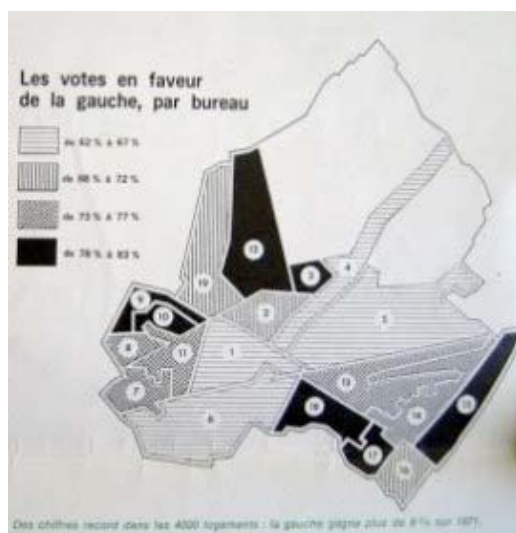
Evolution de la population



Extrait d'un bulletin de la mairie de La Courneuve

► Mairie de la Courneuve, « Evolution de la population », *A la découverte de votre ville*, novembre 1977

Les votes en faveur de la gauche par bureau : des chiffres record dans les 4000



Extrait d'un article d'un bulletin municipal

► « Les votes en faveur de la gauche par bureau », *La Courneuve, Bulletin municipale d'informations*, n°17, mai 1977.

Conseil extraordinaire aux 4000

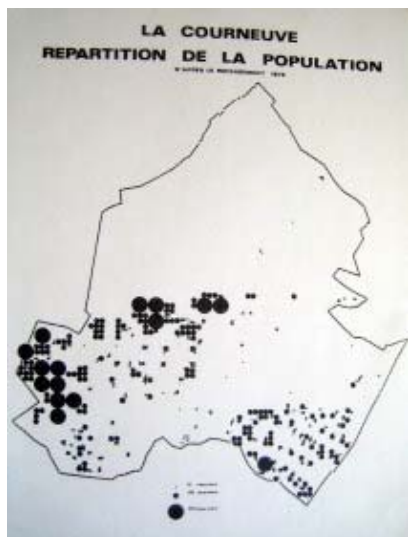


Le Conseil municipal extraordinaire dans les « 4000 », avec les locataires en lutte contre la hausse des loyers et des charges et pour la rénovation de la Cité.

Photo parue dans le journal municipal

► *Vivre mieux à la Courneuve. Bilan et perspectives 1971-1977*

Répartition de la population



Extrait d'un bulletin de la Mairie de La Courneuve

► Mairie de la Courneuve, « Répartition de la population », *A la découverte de votre ville*, novembre 1977.

Bouça, Porto, Portugal

ARCHITECTE : ÁLVARO SIZA

NOMBRE DE LOGEMENTS : 130 LOGEMENTS



Projet 1975, inauguration 1977, projet de réhabilitation 2004-06

Le projet préliminaire a été réalisé par le Fonds de promotion de l'habitat de 1973, pour un terrain limitrophe d'une zone résidentielle dégradée. Les habitants du secteur, organisés en association et intégrés au processus SAAL (Serviço de Apoio Ambulatório Local) avec l'appui d'une "équipe technique", ont revendiqué le terrain et proposé le projet en 1975. Après des tractations laborieuses, et lorsque furent fixés les objectifs de l'association, l'étude fut adaptée au programme prévu. Le projet d'origine prévoyait l'exécution d'un mur le long de la voie ferrée voisine ; quatre rangées de maisons à double niveau devaient être construites, de différentes longueurs. À leur extrémité, on prévoyait la construction des équipements : laverie, bibliothèque, etc., jamais réalisés. La partie réalisée s'est limitée à deux bandes parallèles.

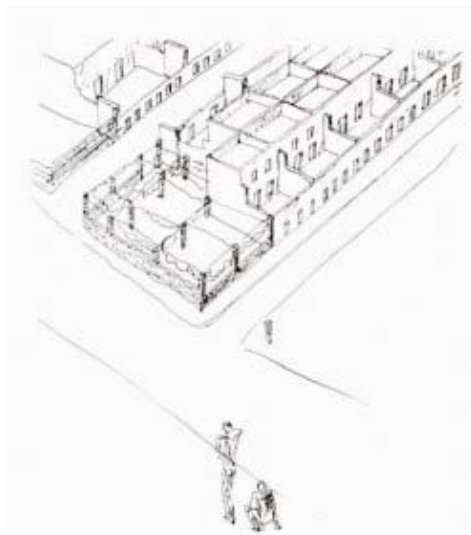
► Alexandre Alves Costa, « L'Operation SAAL », in Keneth Frampton, *Álvaro Siza Profession Poétique*, Paris, Electa France, 1987, p. 79

© Fátima Fernandes, Michele Cannatà, *Habitação Contemporânea*, Lisboa, Edições Asa, 2003, p. 134

Bairro da Malagueira, Évora, Portugal

ARCHITECTE : ÁLVARO SIZA

NOMBRE DE LOGEMENTS : 1200 LOGEMENTS



Projet 1977, construction 1977-1992

Après la révolution du 25 Avril 1974, un grand terrain à l'extérieur de la ville d'Évora avait été destiné au sein du programme SAAL (Serviço de Apoio Ambulatório Local) à une Association de Résidents. [...] J'ai commencé à travailler sur le Projet dont la méthode a été influencée par la participation des futurs usagers. [...] Les maisons que j'ai imaginé correspondent à une typologie dont la construction s'écarte de l'entrée, et libère une cour. [...] Une fois que les financements ont été trouvés pour la construction des logements, j'ai dû trouver une solution comparable à celle des villes dans lesquelles on retrouve l'alternance, entre le tissu uniforme et continu des maisons et les bâtiments collectifs [...] J'ai donc eu l'idée de surélever les infrastructures à la hauteur de la couverture.

► Álvaro Siza, *Imaginar a evidência*, Lisboa, Edições 70, 1998, pp. 105-119

© www.eesc.usp.br

1978

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

→ Vivre entassés

■ DÉCIDEURS

→ 4000 logements !4000 scandales ?

→ Ville propre : un élu s'adresse à la population

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

→ le dedans et le dehors

→ J'habite là

→ Se confronter à l'usage sans s'y soumettre

→ Transformation-Réhabilitation urbaine : Les « D » et les « S »

→ Transformation-Réhabilitation urbaine : Pas de « rouge à lèvres et bas résilles »

→ Transformation-Réhabilitation urbaine : il suffit de faire des sutures

→ Transformation-dégradation : l'effet boule de neige

Vivre entassés



Extrait d'un article d'un quotidien national

« Une tour, des barres, un espace restreint au maximum, la Cité des 4000 à la Courneuve est, depuis dix-sept ans, celle d'une très forte concentration humaine. Elle était présentée, à l'origine, comme un modèle d'urbanisme et une prouesse technique de l'Office public d'HLM de la ville de Paris. [...] Voici quelques années, à l'occasion d'un fait divers dramatique, la presse à sensation avait parlé de « La Courneuve-Chicago ». Les luttes des habitants de la Cité des 4000 l'intéressent beaucoup moins. *Elles seules, pourtant, permettent de comprendre que cette cité bénéficie d'une contre-ambiance*, comme le note Jean-Pierre Montoro, le secrétaire de la section du PCF. Les actions contre les hausses de loyers, contre les saisies et les expulsions, pour la rénovation, ont permis d'obtenir des résultats et d'en escompter d'autres. Elles ont été aussi l'occasion de rencontres, d'échanges, de discussions entre des gens condamnés à vivre entassés. Doit-on dire que la baisse de la délinquance juvénile enregistrée par la police des mineurs du poste implanté dans la cité est une conséquence de ce nouveau climat humain ? Il est en tout cas certain que la plupart des locataires prennent désormais au sérieux tel article d'un journal de cellule expliquant que la propreté de la cité était aussi l'affaire de tous. Concentration, ségrégation.... Les locataires des « 4000 » se sont aperçus qu'ils payaient les mêmes loyers que ceux pratiqués à la Cité des Olympiades, construite voici cinq ans dans l'ensemble Italie, au sud de Paris (les enfants y ont plus d'espace). En épiluchant le décompte des charges, les gens de La Courneuve ont constaté qu'on leur imputait des fleurs, sans doute plantées ailleurs, mais qui ne poussent pas sous leurs fenêtres. Mystère de la péréquation. Ils devraient en sens inverse permettre la rénovation des logements amortis depuis longtemps aux « 4000 » et dégradés au point que les pièces métalliques des balcons conservent les écailles de la peinture d'origine, sauf, bien sûr, là où les locataires ont remplacé, à leurs frais, l'Office défailant. Concentration de problèmes et de la pauvreté. Elle fut niée d'abord. Elle est aujourd'hui tacitement reconnue par ceux qui, à l'Office et dans les ministères, reçoivent les délégations de la cité. [...] *'Depuis trois ans, explique Jean-Pierre, les saisies, les expulsions sont empêchées systématiquement, chaque fois que nous sommes prévenus.'* [...] Le doublement des effectifs du PCF dans la cité, l'augmentation de 7,5% de ses suffrages aux dernières élections traduisent le rôle joué par les militants et les élus communistes. Leur souci est désormais d'aider les habitants à participer davantage à la gestion de la cité grâce à des comités élus par escalier, au développement de l'Amicale des locataires. Une grève des hausses des charges locatives, poursuivie pendant huit mois, a permis d'obtenir une diminution de 600 francs sur le chauffage. L'action pour la rénovation, la poursuite incessante des luttes contre les loyers hors de prix ne supprimeront pas l'entassement des 4000. Elles les rendront plus vivables. »

► J.G., « Vivre entassés. Les luttes des locataires de la cité des 4000 ont modifié les rapports humains », *L'Humanité*, 11 juillet 1978.

1978 | DÉCIDEURS

4000 logements !4000 scandales ?

TRACT DU PCF, FÉDÉRATION 93, SECTION LA COURNEUVE OUEST

« 4000 logements !4000 scandales ? LE PREMIER DE CES SCANDALES, C'EST LE PRIX ! Ce n'est pas propre aux 4000. Les HLM ne sont plus à Loyer Modéré. L'Etat réserve ses crédits aux industriels. Il ne lui reste plus rien pour le logement social.

LE DEUXIEME DES SCANDALES : concerne même si nous ne sommes pas seuls dans ce cas, notre cité. Nous payons le même prix pour des logements construits il y a 17 ans que pour des logements de 5 ans. Par exemple à Paris, les Olympiades qui sont également gérées par l'Office d'HLM de la Ville de Paris ont été construites il y a 5 ans. Les logements sont moins concentrés, un cadre plus agréable, un balcon pour chaque logement. Le prix d'un F4 ? entre 850F à 900F selon la balance des charges. Comme aux 4000 ! Mais aux 4000, les logements sont construits depuis 17 ans avec un cadre de vie moins agréable, l'espace encombré des malfaçons. 850F à 900F pour un F4 d'HLM, C'EST TROP CHER ! à Paris comme à La Courneuve. Mais c'est beaucoup trop cher à La Courneuve puisqu'il y a différence de QUALITE, il doit y avoir DIFFERENCE DE PRIX.

TROISIEME SCANDALE : il y a 17 ans, on a expérimenté un procédé de construction par panneaux aux 4000 logements. C'était quand même beaucoup pour des prototypes. Mais il ne fallait pas que notre cité coûte trop cher parce que l'Etat réduisait déjà les crédits pour les HLM. Malgré les crédits réduits, les promoteurs ont réussi à faire des profits substantiels.

RESULTATS: un procédé de construction insuffisamment rôdé, un travail bâclé, des malfaçons, les murs se dégradent, des façades éclatent, l'eau pénètre dans des appartements.

SAVEZ-VOUS : qu'un procès a été intenté par l'Office contre le constructeur responsable de ces malfaçons. Mais ce constructeur, ce n'est pas un locataire avec des dettes de loyers. LOCATAIRE VOTRE PROCES NE TRAI NE PAS !!! Et puis il paraît que le constructeur n'est pas seul responsable. On aurait fermé les yeux sur un travail bâclé... On s'est sûrement dit : ce sera toujours bon pour ces ouvriers chassés de Paris par la spéculation immobilière, pour ces provinciaux obligés de venir à Paris pour trouver un emploi, pour ces rapatriés d'Algérie. ... RESULTAT: il faudrait en 1978, 12 milliards d'AF de travaux pour remettre les façades en état. Quels nouveaux profits rapporteront ces travaux ? QUI PAYERA ?

QUATRIEME SCANDALE : On ne peut contrôler les charges. En 1977 après un an de manifestations, délégations, grève des loyers contre les hausses des loyers et charges, l'Office reconnaît que les locataires ont payé pour des espaces vers inexistantes, il reconnaît que malgré la hausse du prix du gaz, les locataires ont payé de trop pour le chauffage. Il rembourse mais pour un an seulement le trop perçu. Nous pensons que ce scandale dure depuis des années.

CINQUIEME SCANDALE : Les réductions d'horaires, le chômage, les hausses de prix et des loyers, les salaires, les Allocations Logement ne suivent pas. Les familles ne peuvent plus faire face. On devrait les aider, on les écrase : Procès, frais supplémentaires, menaces de saisie, d'expulsion. On met l'argent destiné aux enfants sous tutelle, c'est-à-dire que l'on paye les loyers avec : Tant pis pour les enfants.

HEUREUSEMENT QU'AU 4000 ON LUTTE AUSSI, ET QUE LA SOLIDARITE EXISTE : La municipalité, les élus communistes se sont efforcés de remédier aux carences du pouvoir. = écoles, Centres de santé, piscine, gymnase, Aide à l'enfance, centres aérés, colonies de vacances, cantine scolaire. Ces aides, ces équipements, bien qu'insuffisants sont toujours menacés dans leur fonctionnement par la politique du pouvoir existant. Les élus : James Marson, Sénateur-maire, Jack Ralite, député soutiennent les luttes des locataires. Les locataires de toutes opinions, l'Amicale des Locataires, les communistes ont réussi à s'opposer aux saisies et expulsions. Les luttes ont imposé des premiers reculs sur les charges, sur la rénovation imparfaite et bâclée qui est commencée. Une fraternelle solidarité commence à unir quelles que soient leurs opinions et croyances, les habitants des 4000.

MAIS CE N'EST PAS ASSEZ Des hausses nouvelles de loyers se préparent. Le gouvernement prépare la suppression totale de l'Aide aux Offices d'HLM par le truchement de l'APL (aide personnalisée aux locataires) qui ne résoudra pas les problèmes. Il faut absolument intensifier la lutte. Il faut que nous arrachions nos revendications, NOTAMMENT :

la diminution des loyers aux 4000 et non l'augmentation, nous ne voulons pas payer comme pour des logements récents.

Il faut stopper définitivement les saisies, les expulsions
Il faut obtenir le droit de contrôle des charges.

DERNIERE MINUTE Le mardi 9 mai une délégation d'élus communistes s'est rendue à l'Office HLM et a obtenu des dirigeants de l'Office la création d'une commission sociale ; il n'y aura plus de saisie, ni d'expulsion. Désormais tous les cas seront minutieusement étudiés par cette commission. [...]

Le mardi 16 une délégation sera reçue au ministère du logement. Avec Jack Ralite, député. Participez massivement à cette délégation. Un car est prévu à 14 heures devant le gymnase L. Wallon. [...]

PARTICIPEZTOUS A CES MANIFESTATIONSUNIES - PORTONS LA LUTTE A UN NIVEAU PLUS ELEVE
AFIN DE FAIRE ABOUTIR NOS REVENDICATION.

.....
Tract du PCF : « 4000 logements ! 4000 scandales ? », Fédération 93, section La Courneuve Ouest

Ville propre : un élu s'adresse à la population

EXTRAIT D'UN ARTICLE D'UN JOURNAL MUNICIPAL

« M. Michel Mahe, conseiller municipal, habitant rue Ravel, dans les 4000 Logements, s'est adressé par lettre à la population. Attirant l'attention sur la propreté des 4000, il précise ; *'Nombreux et nombreuses sont ceux qui viennent nous trouver pour nous exposer leurs problèmes [...] mis celle qui ressort le plus souvent, c'est la priorité faite à la vie de notre rue, loyers, charges, dégradations, propreté, enfin en un mot au cadre de vie'. Et ceci est vrai. Dans cet univers de béton sans âme, essayer de rendre la vie un peu plus belle, plus propre, n'est-ce pas notre devoir à tous ? [...] Ne serait-il pas plus agréable pour tous de vivre dans un cadre meilleur, agréable ? Ne plus voir des ordures jetées par les fenêtres, alors qu'il suffit de faire quelque pas vers les vide-ordures (que nous possédons tous) ? [...] Tous nous payons de lourdes charges pour ces méfaits, ceci n'est pas acceptable ! » [...]*

.....
Michel Mahe, « Ville propre : un élu s'adresse à la population », *Journal d'Aubervilliers*, 11 mai 1978, p. 17.

le dedans et le dehors

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre, responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005

A partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

Il faut mettre cet ensemble en ville et c'est facile, c'est facile, il y est presque, il suffit que la rue Gabriel Péri se prolonge, il suffit de faire tomber un peu les barres ou bien les ouvrir, et de rétablir la continuité du réseau viaire, sa perméabilité, pour que quand on est dedans on ne soit pas seulement dedans, derrière la barre - il y avait le dedans et le dehors avec ces grandes barres de 180 m de long, 45 m de haut très fines d'ailleurs, 10,8m d'épaisseur – donc qu'on ne soit pas seulement dedans ou dehors, mais qu'on soit entre Saint Denis et la gare de La Courneuve, c'est bouché aux 6 routes, ben je peux me promener à travers – qu'il y ait un maillage urbain continu, qui restaure la perméabilité, la banalité de la ville. Qu'un bus puisse passer dedans, moi les mômes ils me disaient, ouais s'il y avait des bus qui passaient on verrait les meufs on pourrait sauter dedans, on pourrait aller les draguer, mais là on voit personne. Ce qui est marrant c'est que le long de l'avenue du Général Leclerc il y avait quelques arbres et quelques pelouses et les femmes se mettaient toujours là avec les enfants et regardaient passer les voitures parce qu'il y a beaucoup de voitures qui passaient – comme les paysans sur les passerelles d'autoroutes qui regardent passer les touristes qu s'en vnt en vacances - ils étaient au contact du monde de cette façon là – c'était un endroit de contact avec le monde extérieur.

J'habite là

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre, responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005

A partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

Paradoxalement c'était les tours des 4000 nord en réhabilitation légère, c'était des tours assez identifiables. En même temps c'était des bâtiments qu'on pouvait identifier, on pouvait dire j'habite là, bon elles sont un peu hautes, mais enfin il y a 4 logements pas palier, on peut les montrer. La tour qu'a réhabilité laurent israel, encore l'autre jour en atelier urbain, ils la trouvent bien. Tout le monde dit les tours, mais les tours c'est ce qui est le plus apprécié par les gens, c'est identifiable comme le lieu où on habite, on peut montrer notre bâtiment. Quand on est devant une façade, tien j'ai mon fond d'écran, voilà c'est windows ! - je pense que c'est renoir – bon où j'habite là ? les gosses ils savaient jamais dire où ils habitaient -parce qu'il n'y a aucun repère d'échelle – donc les tours ici ont toujours été très bien vécues. En plus elles avaient été financées par du 1% patronal donc les attributions n'étaient pas les mêmes et il y avait aussi une politique initiale de peuplement de la ville de paris qui était discriminatoire.

Se confronter à l'usage sans s'y soumettre

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François Laisney, architecte-urbaniste-chercheur

Lauréat, avec l'équipe de l'APRAH, du concours d'intégration des 4000 dans la ville (1982)

Encore un petit mot si on a le temps sur le travail que j'ai conduit plus particulièrement sur le chantier des Glonnères Ronceray. Celui de la concertation qui était déjà très très poussée avec le programme HVS. On demandait aux architectes de visiter eux-mêmes tous les logements, donc j'ai visité en prenant des notes. On faisait des relevés de mobilier et d'occupation et on interviewait les gens sur leurs désirs pour au moins 700 logements ; donc c'est un premier contact épuisant avec une réalité, l'écroulement du mythe grand ensemble !

C'est vrai que depuis le début, à travers nos études, notre école de pensée a cette idée fondamentale qu'il doit y avoir un véritable contact très fort avec la réalité du site, mais aussi en milieu habité, avec les habitants. Et je ferais d'ailleurs la différence entre les expériences – parce que au fond j'en ai eu deux grandes, le Mans et la Courneuve – en province les gens étaient beaucoup plus bavards, la concertation marchait mieux, alors qu'à la Courneuve on voyait tout de suite que les

gens étaient beaucoup moins intéressés. A la Courneuve les gens s'approprièrent beaucoup moins leur logement que dans une grande cité HLM en Province ; et puis après on en a vu les limites : d'abord ça prenait énormément de temps ce travail de concertation par l'architecte, elle n'était pas faite alors avec des spécialistes... l'architecte à ce moment-là était seul pour réaliser tout ce nouveau métier, ce nouveau travail de réhabilitation de logements.

Un des slogans de HVS était déjà "Faire des habitants les acteurs du changement" donc la concertation était déjà extrêmement poussée à l'époque et peut être j'en avais un peu déjà vu les limites. On a toujours eu l'éthique de ne pas imposer au client, à l'usager potentiel et évidemment à l'habitant incrusté dans son logement... C'est juste une question d'éthique. Après, moi personnellement, j'ai construit des grands groupes scolaires, beaucoup avec les instituteurs etcetera. La méthode c'est d'aller voir les écoles, voir comment elles fonctionnent, interroger les instituteurs et les usagers, pour tirer les bonnes idées et les utiliser...Toujours l'usage - ça c'est toujours l'éthique de notre enseignement reçu et ensuite de l'enseignement professé - c'est de se confronter à l'usage sans s'y soumettre complètement – évidemment l'essentiel du métier est la construction, le projet etc. – mais de donner une assez forte part au contact avec l'usager et avec les décideurs, qui sont largement des courroies de transmissions des besoins des gens finalement.

Transformation-Réhabilitation urbaine : Les « D » et les « S »

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre - Responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005.

À partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

On a été voir le directeur de la construction de l'époque... on avait vu aussi Robert Lyon qui était aux HLM. On avait vu Memphis dans le Missouri, le mouvement moderne était mort, mais on était assez isolés. Ce qu'on disait dans le dossier Habitat et Vie Sociale (HVS), c'est qu'on avait vu qu'il y avait deux types de barres, les D et les S, les D étaient orientées est-ouest, des logements traversants, 60 logements par cage d'escalier, c'était celles qui étaient sur le chemin entre Saint-Denis et la Courneuve, les réhabiliter ça nous paraissait un peu difficile, elles accumulaient un peu trop de handicap, ou alors c'était des coûts mais on était pas sûr d'y arriver, parce qu'il y avait les façades, mais il y avait aussi les planchers [...] Alors mettre beaucoup de fric, on n'est pas sûr d'y arriver à les rétablir dans leur habitabilité. Les S par contre elles ont des grandes loggias ouvertes au sud, les cages d'escalier c'est pas 60 logements, mais c'est 30, les logements sont traversants, donc on pense qu'on peut les réhabiliter, faut y mettre du fric mais on peut les réhabiliter. Et puis ils sont en situation urbaine, ils sont dans le sens de la trame de la ville, on va y arriver.

Le dossier HVS concluait à la démolition d'environ 1500 logements, la réhabilitation lourde de 2000 logements et la réhabilitation légère de 500 logements.

Transformation-Réhabilitation urbaine : Pas de « rouge à lèvres et bas résilles »

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre - Responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005.

À partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

C'est à ce moment là qu'on a commencé à parler comme ça, c'est-à-dire qu'on a posé le problème urbain tout de suite. C'est pas une opération « rouge à lèvres et bas résilles », il faut résoudre le problème des façades, il faut, mettre cet ensemble en ville et c'est facile, c'est facile, il y est presque, il suffit que la rue Gabriel Péri se prolonge, il suffit de faire tomber un peu les barres ou bien les ouvrir, et de rétablir la continuité du réseau viaire, sa perméabilité, pour que quand on est dedans on ne soit pas seulement dedans, derrière la barre - il y avait le dedans et le dehors avec ces grandes barres de 180 m de long, 45 m de haut très fines d'ailleurs, 10,8m d'épaisseur – donc qu'on ne soit pas seulement dedans ou dehors, mais qu'on soit entre Saint-Denis et la gare de La Courneuve, c'est bouché aux 6 routes, ben je peux me promener à travers – qu'il y ait un maillage urbain continu, qui restaure la perméabilité, la banalité de la ville.

Qu'un bus puisse passer dedans, moi les mômes ils me disaient, ouais s'il y avait des bus qui passaient on verrait les meufs on pourrait sauter dedans, on pourrait aller les draguer, mais là on voit personne. Ce qui est marrant c'est que le long de l'avenue du Général Leclerc il y avait quelques arbres et quelques pelouses et les femmes se mettaient toujours là avec les enfants et regardaient passer les voitures parce qu'il y a beaucoup de voitures qui passaient – comme les paysans sur les passerelles d'autoroutes qui regardent passer les touristes qui s'en vont en vacances - ils étaient au contact du monde de cette façon là – c'était un endroit de contact avec le monde extérieur.

Transformation-Réhabilitation urbaine : il suffit de faire des sutures

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre - Responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005.

À partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

Avec le système d'accès en boucle, ceux sont des nasses, on accédaient par la périphérie en limite d'Aubervilliers, de Saint-Denis et de La Courneuve, toujours par la périphérie, on rentre, on fait une boucle, on accède à un parking et on ressort par le même endroit et il y a une discontinuité totale entre le réseau viarie de la ville dont on n'a pas vu les orientations encore que ça tombe pas trop mal par rapport aux Francs Moisis [grand ensemble de la ville de Saint-Denis], ils se sont mis dans une orientation solaire et on est presque dedans. Donc le projet est possible là parce que Saint-Denis c'est à côté, Paris, c'est à côté, c'est pas Clichy Montfermeil, la tarte à la crème du boulevard urbain qui va se paumer ... on sait pas. Là on sait où aller, c'est-à-dire que le projet il est tout con finalement, on n'est pas dans un champ de betterave, on est dans, on est presque en ville, il suffit de faire des sutures, on a une échelle raisonnable.

Transformation-dégradation : l'effet boule de neige

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre - Responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005.

À partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

La Ville de Paris, ma fois, tant que son contentieux n'était pas résolue elle ne faisait rien, pas d'entretien, elle se retournait vers la ville de La Courneuve, en même temps elle ajustait sa gestion à la solvabilité des ménages donc la dégradation technique tire la ségrégation sociale initiale vers le bas, qui tire la gestion vers le bas, une boule de neige qui a été très vite vers une ségrégation sociale très, très poussée aux 4000 ?

1979

 **HABITANTS**

- Le chien de la famille D.
- Vide et vert : Une sorte de petite chemin, de grange..
- Un Chez soi élargi à Debussy : un monde d'interconnaissance

1979 | HABITANTS

Le chien de la famille D.

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10è

Nous on avait la famille D., place François Villon, qui était la panique de ma mère ! Et cette famille dans les années 70/80, était très célèbre pour ses méfaits (...) Nous, ça allait, moi je n'ai jamais eu de problèmes avec eux, mon frère était copain avec le fils, ça allait. Mais par exemple, ces gens avaient un chien qui était une véritable terreur et ils l'avaient élevé, dressé pour tuer, bien avant la mode du pitbull. Et donc cette place (F. Villon) est mythique pour un truc, c'est que quand le chien sortait, bien sûr, elle ne le tenait pas en laisse, mais de l'adulte au plus petit enfant, tu avais 40 personnes qui montaient sur la cage à poule !!! Le chien arrivait comme le taureau dans l'arène !! Demande à n'importe qui qui vivait là dans les années 70-80, quand Sam arrivait, je t'assure qu'on s'en souvient hein ! Les mères avec les paniers, les enfants, enfin cette place.. Donc ce chien a été piqué parce qu'il y a eu une pétition contre ce chien. Et la famille D. a fait une contre pétition en allant voir les gens, en disant : « oh on veut tuer mon chien et tout ! » Je pense qu'il a fini par être piqué. Voilà donc cette place (F. V.), ça a été la cage à poule et le chien Sam.

Vide et vert : Une sorte de petite chemin, de grange..

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (Gd Debussy Balzac, Renoir > St Just)

- *Oui mais en fait, ta vie s'est tournée beaucoup vers l'extérieur en fait ?*

Oh oui, énormément. Enormément !

- *Oui notamment par cette vue sur l'extérieur. Alors tu voyais quel bâtiment ?*

Voilà oui, je voyais en fait, le Balzac comme ça, là il y avait le terrain un peu vide qu'on a encore actuellement et puis il y avait le petit immeuble, le petit Balzac là. Moi j'étais à peu près à ce niveau-là. Ici, il y avait tout un terrain vert. A ce moment, il y avait un autre immeuble petit. Il y avait des gens que l'on connaissait qui habitaient là. Donc c'est par là qu'on traversait le champ pour aller à l'école. Oui, il y avait une sorte de très grand terrain de terre, pour jouer, un terrain de foot et il y avait une sorte de petit chemin où il y avait une petite épicerie, dans une sorte de grange ou je ne sais pas.. Toute petite épicerie où je n'arrêtais pas de chourer des bonbons ! (rires) Et l'on allait à l'école à Jean Vilar, je me rappelle. Là, on avait les bidonvilles en bâtiments verts.

- *Les cités vertes, c'est ça ?* Oui les cités vertes, en tôle ondulée. Ca c'était jusqu'à mes 11, 12 ans.

Un Chez soi élargi à Debussy : un monde d'interconnaissance

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (Gd Debussy Balzac, Renoir > St Just)

- *Oui tu disais que tout le monde se connaissait dans le bâtiment, vous aviez de la famille ?*

Oui des amis, des cousins, parce que mon père, quand il est venu d'Algérie, il a fait venir pas mal de monde, donc les gens sont venus pour travailler en France, donc ils vivaient dans le même immeuble. C'était un peu une sorte de village. C'est pour ça que quand mon père est décédé, il y a eu un monde fou à son enterrement, j'avais l'impression que c'était un ministre. Il y avait tous les anciens qui étaient, même des jeunes, des gamins.. ils étaient tous là. (..) Mais là, c'était un peu l'immeuble où l'on a tous vécu, il y avait tous les cousins, tous les gens que l'on connaît, qui sont un peu éparpillés maintenant, il y en a encore quelques-uns qui sont restés mais tout le monde se connaissait. C'était à peine si on fermait les portes de l'appartement quoi !

1980

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

- La nécessité de démolir
- Un déversoir commode pour la ville de Paris
- Escaliers délabrés, fissure béante en façade...
- Debussy : l'immeuble que l'on voudrait démolir...
- Nous gérons 85000 logements, et on ne me parle que de la Courneuve !

■ DÉCIDEURS

- Les 4000 en lutte
- Réhabilitation coup de peinture
- Démolition, reconstruction

■ HABITANTS

- Les lieux d'un adolescent à Paris
- Le paysage d'une adolescente
- Transformations sociales : les surloyers et les départ des cadres
- Entre Paris et La Courneuve : Je n'avais aucun lien avec Paris
- Logement : une vue panoramique de Paris
- Logement dégradations : plus rien de conforme
- Logement : les murs travaillaient
- Les territoires : Le Grand Debussy, l'environnement
- Balcon fleuri au Mail

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

- On n'est pas nulle part

La nécessité de démolir

Le Monde

Extrait d'un article d'un quotidien national

« Sans attendre, des projets d'urbanisme ont été imaginés. La commune souhaite faire démolir environ quinze cents logements, pour en construire d'autres et réorganiser le quartier autour de rues et de places urbaines, mieux reliées au reste de la ville et surtout à la gare, qui doit par ailleurs être reconstruite. Elle a organisé un concours qui sera jugé le 27 janvier [...]. La nécessité de démolir, pour provoquer un 'choc psychologique', montrer que le quartier change, est soutenue par les autorités départementales, et elle correspond à ce qu'avait affirmé M. Pierre Mauroy, lors des assises du logement social en octobre dernier. *'Il faut savoir couper sa main droite, quand on a fait des logements dégueulasses, même si ce sont par malheur les plus récents'* dit-on à la direction de l'équipement. La direction de la construction, au ministère de l'urbanisme, ne partage pas cet empressement, craignant d'être assaillie de demandes de toutes parts. Cette *'attitude d'exorcisme, de Savonarole qui veut détruire par le feu, nous semble excessive'*, dit-on au Quai de Passy. Le ministère propose plutôt de commencer sur un petit secteur, en mêlant les différentes interventions et en ne démolissant qu'une centaine de logements [...]. »

► Michel Champenois, « Déjà Pauvre. Paris envoie ses déshérités à la Courneuve », *Le Monde*, 20 janvier 1980.

Un déversoir commode pour la ville de Paris

Le Monde

Extrait d'un article d'un quotidien national

« Formée à l'origine, pour une petite moitié, de rapatriés d'Afrique du Nord, la population de la cité n'est évidemment pas aussi diversifiée que dans une ville ordinaire. Les enfants et les jeunes sont très nombreux : 46% des habitants ont moins de dix-neuf ans. Un chef de famille sur deux est ouvrier et 40% des femmes travaillent. Plus de la moitié des familles reçoivent l'aide sociale [...] Les étrangers représentent 17% des familles : beaucoup de travailleurs maghrébins au départ, un mélange plus complexe aujourd'hui. *'C'est la tour de Babel'* dit un commerçant qui habite la cité depuis le début [...] L'augmentation du chômage, qui rend les gens plus agressifs et les jeunes plus désespérés, l'absence de réparations et même d'un entretien correct, enfin la situation particulière de ce déversoir commode pour la ville de Paris, qui peut caser à La Courneuve les populations rejetées de la capitale, ont aggravé le malaise. *'Les habitants sont captifs'* note un responsable. Et la municipalité de La Courneuve n'a pas la maîtrise de la gestion de cet immense quartier qui abrite 43% de sa population totale. *'Nous pouvons attribuer trente logements par an, et nous n'arrivons évidemment pas à les placer'* affirme M. Bernard (Conseiller municipal qui habite depuis toujours à la cité des 4000). [...] »

► Michel Champenois, « Déjà Pauvre. Paris envoie ses déshérités à la Courneuve », *Le Monde*, 20 janvier 1980.

Escaliers délabrés, fissure béante en façade...

Le Monde

Extrait d'un article d'un quotidien national

« Dans les barres, il y a parfois 300 personnes par escalier [...] Et parfois de ces escaliers délabrés, peinturlurés, où règnent une forte odeur d'urine, on s'étonne presque de voir sortir des gens correctement habillés, des jeunes femmes coquettes, des locataires 'normaux' qui promènent leurs enfants, font leurs courses. [...] Les appartements sont 'bien' quand ils n'ont pas, en façade ou d'un étage à l'autre, une fissure béante, résultat d'une mauvaise conception qui a mal prévu le jeu de la dilation pour ces panneaux de béton de 6 mètres de large qui ne résistent pas aux chocs thermiques. Pour résoudre le problème, il faudrait pratiquement construire de nouvelles façades, pour protéger celles-là et les coûts de réhabilitation ont été évalués à 65000 francs par logement. Pourtant les équipements sont présents. [...] c'est plutôt l'état des espaces communs, l'atmosphère d'insécurité, surtout la nuit, et la concentration des 'graines de violence' qui rend la vie si difficile aux dix-sept mille habitants des '4000'. »

► Michel Champenois, « Déjà Pauvre. Paris envoie ses déshérités à la Courneuve », *Le Monde*, 20 janvier 1980.

Debussy : l'immeuble que l'on voudrait démolir...

Le Monde

Extrait d'un article d'un quotidien national

« Il y a quatre grandes barres. La plus dégradée, la plus mal famée, est celle qui porte le nom de Debussy. Pour mêler les populations, on y a installé les vieillards émigrés du dix-neuvième arrondissement : parfois, ils se retrouvent seuls, à leur étage, les autres locataires ayant fuis Debussy, c'est le point extrême, l'immeuble que l'on voudrait démolir ».

► Michel Champenois, « Déjà Pauvre. Paris envoie ses déshérités à la Courneuve », *Le Monde*, 20 janvier 1980.

Nous gérons 85000 logements, et on ne me parle que de la Courneuve !

Le Monde

Extrait d'un article d'un quotidien national

« *La Courneuve ! Nous gérons 85000 logements, et on ne me parle que de la Courneuve !* » M. Louis Morel, dir. Général de l'Office HLM de Paris est très irrité ». [...]

« Bien sûr, on a parlé de démolir certains immeubles. 'Mais qui financera ?' » demande M. Morel qui ne veut lancer aucune rénovation, ou démolition, avant d'avoir réglé le contentieux qui traîne depuis dix ans avec l'entreprise de construction (qui a d'ailleurs fait faillite). *'C'était en 1963, explique le Directeur de l'Office, au téléphone. On expérimentait des procédés de préfabrication lourde qui n'étaient pas encore très au point, mais qui ont rendu des services ensuite. Il faut se reporter au contexte de l'époque. On présente la Courneuve comme le type même des grands ensembles qu'il ne fallait pas faire. Mais on les a faits. Et on était bien contents de les trouver !'*

Il n'empêche que la cité des '4000', la cité sans nom, sinon ce chiffre tout rond qui en dit long, cumule bien des difficultés propres aux grands ensembles. Et qu'il n'a pas été nécessaire d'y brûler des voitures, l'été dernier, pour qu'elle reçoive la visite, en septembre, de M. Roger Quillot, ministre de l'urbanisme et du logement. Ni pour qu'on s'apprête à l'inscrire dans la liste prioritaire retenue par la commission Dubedout, dont fait partie le maire communiste de La Courneuve, M. James Marson. Les barres de la Courneuve sont loin d'atteindre le record détenu par le Haut-du-lièvre, à Nancy [...] et leur couleur bleu-gris a dû inspirer des descriptions lyriques aux architectes. Mais elles 'barrent' le ciel de leur platitude, d'où n'émergent, pour tout décor, que des balcons peints en blanc, régulièrement espacés, au dixième étage... A la hauteur de l'échelle des pompiers. »

► Michel Champenois, « *Déjà Pauvre. Paris envoie ses déshérités à la Courneuve* », *Le Monde*, 20 janvier 1980.

1980 | DÉCIDEURS

Les 4000 en lutte

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« Avec le vote massif des habitants des '4000', à l'appel de la Confédération Nationale du Logement, décembre 1980 restera à coup sûr comme un mois historique pour le grand ensemble, mais il marque aussi une étape décisive dans la lutte de tous les courneuviens pour obtenir le droit de se loger dignement dans la commune de leur choix. La fièvre des soirs électoraux régnait samedi 20 décembre pour la proclamation des résultats du vote organisé dans le grand ensemble par les amicales de locataires adhérentes à la C.N.L. Le oui de la dignité Le résultat est sans appel : 2000 familles (environ 3000 en situation de voter), 60% des locataires ont mis le bulletin oui dans l'urne. Un oui qui veut dire : nous ne payerons pas notre loyer de décembre parce que nous voulons :

- la diminution de la charge logement, trop élevée par rapport aux ressources des familles et en regard de l'état de la cité.

- que la rénovation de la cité qui est à l'étude, se fasse rapidement dans des conditions de financement qui ne soient pas supportées par les habitants du grand ensemble,

- le renforcement des mesures de surveillance pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Un bon choix pour toute la ville Dès le début de cette consultation, la municipalité, le Sénateur-maire, le député Jack Ralite, ont apporté leur soutien actif à la C.N.L. et sur le terrain les élus ont assuré le contrôle du déroulement du vote. Aujourd'hui, la municipalité se réjouit du résultat du scrutin. Ce 'Oui de la dignité' est le bon choix pour les '4000' mais il l'est aussi pour tous les courneuviens. Ce vote est un acquis important dans la lutte de toute la population pour le droit de se loger dignement dans la commune de son choix. [...] Aux '4000', c'est l'OPHLM de la ville de Paris qui laisse se dégrader à un point insupportable, la cité. Mais dans un même temps, le gouvernement asphyxie notre OPHLM il empêche le financement des travaux de rénovation et d'entretien, il bloque toute perspective de nouvelles constructions alors que 1400 demandes de logements sont enregistrées. [...] C'est une seule et même politique qui vise à chasser les travailleurs de leur commune, qui transforme nos cités populaires en ghettos. [...]

Pour la rénovation Fort de ce succès, aujourd'hui plus que jamais la rénovation du grand ensemble est à l'ordre du jour. Le conseil municipal de La Courneuve, parmi les hypothèses envisagées pour cette rénovation, a retenu celle qui aboutit à une transformation importante du grand ensemble :

- la démolition d'une partie des immeubles,

- leur reconstruction sur place et dans la ville,

- la réhabilitation de ceux qui subsisteront. Les innovations architecturales et urbaines qui résulteraient de ces travaux modifieraient profondément l'aspect de la cité. Reliée à la ville par des voies nouvelles, elle cesserait d'être fermée, repliée sur elle-même pour devenir simplement des quartiers de la commune comme les autres. Il s'agit de projets ; ils seront soumis dans un proche avenir à votre approbation.

Poursuivre la lutte A l'étape actuelle, les locataires des '4000' sont à l'offensive, debout. Les fameux '4000' tant dépeints par la presse, relèvent le défi, les menaces et le cynisme de Tibéri, président de l'OPHLM de la ville de Paris, ne les feront certainement pas céder. Ils n'ont que du mépris et de la colère contre ceux qui les font vivre dans de telles conditions. La municipalité demande aux locataires de poursuivre collectivement leur action avec la CNL et sous toutes les formes adaptées ; unis et décidés. Ils feront céder l'OPHLM de la ville de Paris. Les élus appellent la population de toute la ville à être à leurs côtés, leur combat pour le droit de se loger dignement est le notre. Tout succès pour les '4000' sera un succès pour l'ensemble de la population des autres quartiers. »

« Les 4000 en lutte. Le oui de la dignité : le bon choix pour la ville », *Bulletin de la Courneuve*, n°39, janvier 1981, p. 3.

Réhabilitation coup de peinture

CONFÉRENCE DE PRESSE À LA MAIRIE D'AULNAY PAR LE SÉNATEUR MAIRE DE LA COURNEUVE, JAMES MARSON

« La construction de cette grande cité a commencé en 1962, voilà 18 ans, le pouvoir avait pour but essentiel de reloger la population ouvrière et très pauvre qu'il chassait de Paris en faisant table rase de ses quartiers livrés aux banques et aux promoteurs immobiliers. De nombreuses familles de rapatriés d'Algérie y ont également été logées. Cette opération a été sciemment bâclée. [...] Au fil des

années on a laissé le processus de dégradation se poursuivre sans intervenir. Ou plutôt si : il aura fallu 10 ans de lutttes opiniâtres menées conjointement par les locataires, les élus et les communistes pour que des travaux soient entrepris et qu'un coup de peinture soit donné ! Rien d'autres en 17 ans. [...] Avec les familles, avec les travailleurs des usines, nous voulons reconquérir les cités ».

Démolition, reconstruction

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, SÉANCE ORDINAIRE DU 13 NOVEMBRE 1980

« Démolition, reconstruction. La densification actuelle du quartier n'est pas la cause des désordres constatés ; une dédensification importante annulerait l'effort d'intégration au reste de la ville ».

1980 | HABITANTS

Les lieux d'un adolescent à Paris

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10^e

A l'époque, ce n'était pas le RER, c'était le train. On prenait le train, pour aller à gare du Nord. A l'époque, il n'y avait pas de connexion, après, tu changeais.

— Aujourd'hui, les gens qui habitent aux 4000, ils prennent le RER pour aller à Paris, ils arrivent au Châtelet...

Nous, c'était pas ça du tout. Nous, quand on a accédé à Paris comme adolescent ou jeune adulte, c'était l'époque où on a construit le trou des Halles, donc avant ça Châtelet, c'était rien. Pour les banlieusards, c'est les Halles qui comptent plus que Châtelet, je pense aujourd'hui. Et donc nous, jeunes, c'était le quartier Latin et avant encore, c'était Tati et le marché St Pierre avec ma mère. Après c'était le quartier des étudiants, des jeunes, à St Michel Odéon, même St Germain, on n'y allait pas. Et je me suis rappelée l'autre jour, quand on était au lycée, lui à Aubervilliers et moi à La Courneuve, les bouquins, il fallait aller les acheter, et où on allait, à Gilbert Jeune. Donc c'est pour ça que tout était concentré dans ce quartier-là. C'était là que lycéen, on faisait les trucs quoi ! Et les Halles n'existaient pas encore.

Le paysage d'une adolescente

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10^e

— Et ta vision d'adolescente, c'est comment ? Ben c'est beaucoup plus gris, plus triste. Tu n'as plus l'herbe, enfin un terre-plein dégueulasse plein de détritrus, la cage à poule est toujours là, le bac à sable a été bouché au béton parce que c'était immonde, le sable n'avait pas été renouvelé, avec des eaux stagnantes etc.. une poubelle quoi ! C'était pourri ! Ça c'était des images que j'ai complètement. Et pendant très longtemps, ça a été pénible aussi ce truc-là, c'est que notre immeuble a eu un échafaudage pour des travaux, je ne sais pas lesquels. C'était l'enfer, on avait la vue bouchée, et puis ils ont mis un an avant de l'enlever etc.. et puis, comme c'était vers la fin, tu imagines bien ils y avaient des zozos qui grimpaient l'échafaudage à longueur de soirées jusqu'à ce qu'il y ait quelqu'un qui vienne débarquer dans ma chambre ! Donc là, ça commençait à devenir un peu pénible là ! Oui, donc j'étais jeune adolescente parce qu'on est parti l'année de mon bac français.

Transformations sociales : les surloyers et les départ des cadres

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ethan, 74 ans, 2 enfants, retraité (ancien commerçant), ancien élu

Parcours résidentiel : Algérie > Paris 11^e > La Courneuve (La Fontenellè) > La Courneuve 4000 (F. Villon), sud de la France

— A propos des transformations sociales aux 4000, qu'est-ce que vous pensez ?

Et bien, ce sont des familles modestes, il n'y a pas beaucoup d'argent. Et pourtant on a payé pour la rénovation mais on le savait que ça serait détérioré quand même. Mais ce n'est pas bon quand il n'y a pas un mélange de composition sociale, ce n'est pas bon ! On a eu 25 % de contingent de mal-logés. Seulement quand ils partaient, on ne pouvait pas récupérer les logements pour reloger des gens de La Courneuve. Le problème, vous aviez un mélange de populations, il y avait des cadres etc.. parce que c'était des beaux appartements, avec tout le confort, salle d'eau, lumière etc..

— Donc vous ne pouviez pas récupérer les logements ?

Non, donc après, ils ont appliqué le surloyer, comme c'est des HLM, alors les cadres ils pouvaient bien sûr, mais ils avaient intérêt pour le même prix à habiter dans un appartement équivalent avec

un environnement tout à fait différent et vivable comme ici (Paris) alors que pour eux, c'était invivable !

— *Comment étaient évalués les surloyers ?*

Je ne sais plus, ils payaient facilement un tiers de plus. Toute cette population est partie et l'on a récupéré les gens qui n'avaient pas les moyens et voilà.

— *A votre avis, c'est ça qui a produit le départ des cadres ?*

Absolument , ça a été le surloyer ! Mais, même les gens modestes, ils en avaient marre, ils foutaient le camp aussi ! Même si ils allaient aller dans un endroit où ils devaient payer plus cher mais ils voulaient partir quoi ! Ne pas rester là. (...) Quand vous pensez, qu'à La Courneuve, il y a encore quelques années seulement, la seule chose dont pouvaient bénéficier tous les Courneuviens, c'était les classes de neige, quelles que soient les conditions sociales. C'était la seule chose !

Entre Paris et La Courneuve : Je n'avais aucun lien avec Paris

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (Gd Debussy Balzac, Renoir > St Just)

- *A partir de quel moment vous avez commencé à venir à Paris ?*

Et bien quand j'ai commencé à faire mes études à Paris.

- *Avant, vous n'y alliez pas ?*

Non jamais, en fait ! Jamais. Je n'y mettais jamais les pieds, je ne connaissais pas Paris. Dès que j'ai commencé à faire mes études à Paris ou quand je faisais des sorties assez rarissimes avec l'école, dans les musées, des trucs comme ça. Non je n'avais aucun lien avec Paris, je ne connaissais pas. C'est vrai que j'ai commencé à me cultiver quand je suis allé à Paris, même au niveau études, quand je suis sorti du secteur La Courneuve hein !

Logement : une vue panoramique de Paris

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (Gd Debussy Balzac, Renoir > St Just)

Mais l'avantage de ces immeubles-là (les barres des 4000), c'est que où que l'on soit dans les immeubles, on a toujours une vue panoramique de Paris ! Si ça avait été toujours des immeubles très bien entretenus, bien faits, ça serait des appartements d'enfer ! C'est comme si on était tout en haut de Paris et qu'on avait une vue .. Ces immeubles-là, par exemple Balzac ou Debussy, tu montes au dernier étage ou à l'avant-dernier étage, tu as toute la vue sur Paris, tu vois Montmartre, la tour Eiffel ! Tu vois tout, on avait rien devant ! Je ne te dis pas les feux d'artifice en été, tu vois tout ! Je ne regrettais pas le panorama, je ne regrettais pas l'endroit où j'étais.

Logement dégradations : plus rien de conforme

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Nathalie, 45 ans, 1 enfant, employée

Parcours résidentiel : St Denis, La Courneuve (Mail St Just > l'Ormeseuil)

Moi, à l'époque où j'habitais au mail, le mec m'avait dit, j'avais une fuite de gaz chez moi, et il me disait mais vous savez là, plus rien n'est conforme. Moi, ça faisait plus de vingt ans que j'habitais le Mail. Je lui dis mais pourquoi ils ne refont pas ? Il me dit, il faut casser les murs parce que tous les tuyaux sont abîmés, il faut tout casser. Et vingt après, c'est encore debout alors qu'il n'y a plus rien de conforme. C'est vrai, j'ai même de la chance qu'il ne se soit rien passé depuis quoi !

Logement : les murs travaillaient

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Nathalie, 44 ans, 1 enfant, employée municipale

Parcours résidentiel : St Denis, La Courneuve (Mail St Just > l'Ormeuseul)

Moi je me rappelle quand j'habitais au Mail au huitième, chez moi, il y a des moments, le plafond s'écartait, je parlais avec le voisin dans sa chambre. Ça s'ouvrait et puis des fois, paf, ça se refermait ! Les murs travaillaient. Et puis comme ici, c'est des marécages, tout est sur pilotis plus ou moins, donc c'est pour ça que ça bouge. (...) Dans le placard de ma chambre. Il y avait des placards au fond des chambres. Et quand j'ouvrais le placard, des fois, on se passait des disques même. Oh c'est, quoi ce que tu écoutes ?! (rires) On se passait des vinyles. Je lui passais le vinyle par la fissure, dans le placard !

Ah oui. C'était une cohabitation plutôt sympathique ? Et lui, ça donnait dans sa chambre aussi ? Oui, dans son placard aussi, c'était identique. Souvent il y avait les deux logements identiques, ça marchait par deux. Parce que ma mère, elle avait un F5 et la dame du dessus, elle avait un F5 pareil, qui était exactement fait comme le nôtre.

Et elles aussi, elles avaient des fissures ?

Oh oui, tout le monde en avait ! Et encore le Mail, c'était celui qui était le moins attaqué hein ! Le Mail et la Tour, c'était les mieux ! À l'époque, les autres autour heu... c'était catastrophique !

Chez mon frère aussi, il habitait un quatre étages derrière le Mail (Alfred de Musset). Lui, dans sa cuisine, ça s'écartait carrément comme ça, de 50 cm ! Et puis vers quatre heures, pouf. Surtout l'été avec la chaleur. Je ne me souviens plus des heures mais il y avait une heure où ça s'ouvrait, une heure où ça se fermait, et l'on voyait tout et l'on rigolait d'ailleurs ! Et ça se refermait nette, on voyait à peine la fissure ! Ça travaillait trop et puis ce n'est pas prévu pour quarante ans ! Moi, à l'époque où j'habitais au Mail, le mec m'avait dit, j'avais une fuite de gaz chez moi, et il me disait mais vous savez là, plus rien n'est conforme. Moi ça faisait plus de vingt ans que j'habitais le Mail. Je lui dis mais pourquoi ils ne refont pas ? Il me dit, il faut casser les murs parce que tous les tuyaux sont abîmés, il faut tout casser. Et vingt après, c'est encore debout alors qu'il n'y a plus rien de conforme. C'est vrai, j'ai même de la chance qu'il ne se soit rien passé depuis quoi !

Les territoires : Le Grand Debussy, l'environnement

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismail, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (Gd Debussy Balzac, Renoir > St Just)

Et Debussy, c'était un peu mon petit village de jeunesse. Parce que à l'époque, il y avait un terrain vague, il y avait très peu de constructions autour, il y avait une ancienne gare, style petite gare à l'ancienne. Maintenant c'est des gros trucs alors que là, on dirait vraiment la petite église quoi ! J'allais à l'école à côté, à Jean Villard. C'était le début, à l'époque, dans le centre commercial, il y avait beaucoup de boutiques, il y avait vraiment des constructions et l'on avait plein de commerces. C'était vraiment le début, bon les 4000 ça date de 64, ça a été construit un peu avant et déjà il y avait des dégradations...

Balcon fleuri au Mail



.....
© DR

1980 | ARCHITECTES ET URBANISTES

On n'est pas nulle part

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre, responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 1985

A partir de 1985 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

Et en même temps un grand ensemble qui était en ville quoi. La Courneuve ce n'est pas Chanteloup Les Vignes, ce n'est pas le plateau de Vénissieux, il y avait le train. L'architecte qui a fait le plan ne s'en est pas rendu compte, comme il fallait y aller, les gens se sont fait un chemin à travers une parcelle maraîchère pour aller à la gare. Il y avait un train qui était plus fréquent que maintenant, c'était pas toutes les 15 minutes, c'était toutes les 8 minutes, pour aller à la Gare du Nord, ça allait pas à Châtelet, la jonction était pas faite. Mais bon c'était quand même pas si loin, il y a pas besoin de monter dessus pour voir Montmartre quand on est aux 4000, on le voit bien souvent d'en bas, des rues, on aperçoit la basilique, enfin on n'est pas nulle part comme à Clichy-Montfermeil, en ça, ce grand ensemble est atypique, c'est-à-dire qu'il est en ville, il est proche du centre, il n'est pas exclu. Donc moi je me suis dit, bon ben ici c'est facile, c'est vrai qu'il s'est enfermé derrière ses grandes barres, les sutures ne sont pas faites, l'archi il a pas vu qu'on pouvait aller à la gare, il a organisé son truc en ville idéale, et comme ils faisaient à Paris quand ils rasaient tout, on gommait.

1981

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

- Casser les ghettos et reloger les gens à Paris
- Entre deux images : le Bronx et le bastion rouge...
- L'office de Paris recase les marginaux

■ DÉCIDEURS

- Paris refuse d'abandonner la cité à l'office de la Courneuve
- Les contraintes de la rénovation
- Détruire 1500 logements (situés rue Claude Debussy, rue Ravel, de Presov et 29 rue Henri Barbusse), réhabiliter 2500 autres
- Les 4000 coincés entre deux légendes
- Ou bien on réhabilite, ou alors on démolit pour reconstruire

■ HABITANTS

- Relations à Paris : Je veux faire mes études à Paris !
- Transformations urbaines : Le tramway : ça, c'était une belle bataille !
- La vue sur l'extérieur, un prolongement du chez soi
- Et si tu lis mon livre, tu verras une enfance comme il faut

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

- Nommer les lieux
- Les 4000 vont disparaître
- Programme du concours d'urbanisme
- Le projet urbain

■ DÉBATS

- Haut-du-lièvre, Nancy, France
- Haut-du-lièvre, Nancy, France

Casser les ghettos et reloger les gens à Paris



Extrait d'un article d'un quotidien national

« Les communistes proposent neuf objectifs d'action pour casser le ghetto. Comment casser le ghetto des 4000 logements ? Comment réapprendre à vivre chez soi et ensemble ? A cette question qu'il devenait urgent de régler, les communistes sont en mesure aujourd'hui d'apporter une réponse globale à travers l'énoncé de 9 objectifs. »

« La solution retenue, issue de l'étude de rénovation commandée par la municipalité et approuvée par les services départementaux de l'équipement et le ministre du logement est la plus radicale qui soit : détruire 1500 logements (situés rue Claude Debussy, rue Ravel, de Présov et et 29 rue Henri Barbusse), réhabiliter 2500 autres, en modifiant l'aspect des façades, la conception de certains appartements, en réaménageant des espaces. Les destructions seraient remplacées par la construction sur place et dans la ville de 1200 logements (entre la rue Debussy et la gare, avenue Jean Jaurès, rue Rateau) et 500 à 600 autres sur les autres emplacements libérés par les démolitions. Les relogements seraient recherchés notamment à Paris afin de permettre aux familles qui le désirent de s'installer ou de revenir dans la capitale. Il faudra bien que Chirac collabore à l'opération lui qui refuse d'abandonner aux courneuviens la gestion des 4000. [...] Vivre ensemble, c'est aussi réapprendre à ne plus avoir peur (le projet demande la mise en place d'îlotiers, connus et proches des habitants), apprendre à se connaître (proposition est faite d'organiser en juin un festival des 4000) à s'entraider (à travers notamment la mise en place d'un service d'orientation professionnelle) [...]

Neuf objectifs d'action 1- Bloquer les loyers 2- Aider les familles à payer leur loyer 3- Rendre la cité propre 4- Construire sur place et dans la ville des logements, pour casser 1500 logements et en rénover 2500 5- Transformer les 4000 ... sans hausse des loyers 6- En finir avec le racisme de la Ville de Paris qui transforme les 4000 en ghetto 7- Arracher la gestion des 4000 à la Ville de Paris 8- Obtenir des bonnes écoles pour nos enfants 9- Favoriser les contacts entre habitants, la vie collective et sociale.

► Elisabeth Weissman, « Et pourquoi ne ferait-il pas bon de vivre aux 4000 ? », *L'Humanité*, 16 octobre 1981.

Entre deux images : le Bronx et le bastion rouge...

Révolution

Extrait d'un article

« 4000 logements entassés en banlieue par l'office d'HLM de Paris. On dirait les 4000 à jamais voués à l'imagerie, coincés qu'ils sont entre deux légendes. Hier, celle du Bronx new-yorkais, inabordable, inapprochable pour l'étranger ; aujourd'hui, celle du bastion rouge, imprenable forteresse révolutionnaire et territoire privé des communistes courneuviens. Eux qui tentent de donner une identité humaine à ce grand ensemble, qui construisent une solidarité quotidienne entre les habitants ».

► Joel Jouanneau, « Les 4000 de la Courneuve », *Révolution*, 1er mai 1981.

L'office de Paris recase les marginaux

Combat socialiste

Extrait d'un article d'un ancien quotidien français

« Jouxant de grands axes routiers, divisée en zones Nord et Sud, la cité – avec ses tours de 27 étages, ses espaces mal définis et ses buttes terreuses au gazon rare et pelé – paraît comme un triste prototype du grand ensemble à problème. [...] Halls d'entrée sinistres à force de dégradations, boîtes aux lettres arrachées ou tordues par des rages diverses, vide-ordures débordants, envols de papiers gras. Entre les années du centre commercial, des résidents pressent le pas. Myriade de fenêtres derrière lesquelles on vit nombreux d'où – trop souvent – on se suicide. Les sentiments d'isolement ou d'insécurité engendrent de douloureuses tensions et la réalité du chômage alourdit tous les problèmes quotidiens. EN décembre 1980, à l'appel de la CNL et après référendum, près de 2000 locataires ont décidé de ne pas payer l'échéance de leur loyer. Ils protestent ainsi contre la hausse de 13% survenue au cours de l'année, et mettent en question le cadre de vie de la cité. [...] L'action est vivement soutenue par la mairie communiste de la Courneuve. [...]

Sur cette question de la sécurité dans la cité, le maire de la Courneuve et la CNL se sont déjà nettement prononcées pour un renforcement des effectifs de police et une meilleure surveillance à l'intérieur de la cité. Coté CNL on ajoute : *'Trop souvent et systématiquement, l'Office des HLM de Paris recase ici des personnes marginales ou des familles de caractère asocial. Les dégradations des conditions de vie à l'intérieur des 4000 et la situation générale, encore aggravée par le chômage, finissent par créer une sorte de microclimat particulier et difficile'.* »

► Jean-Jacques Pikon, « A la Courneuve, la cité des 4000 dénombre ses maux », *Combat socialiste*, 3 mars 1981.

1981 | DÉCIDEURS

Paris refuse d'abandonner la cité à l'office de la Courneuve

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« M. Roger Quillot, ministre du logement, à l'invitation de la Confédération nationale du logement a visité le mercredi 23 septembre le grand ensemble des '4000'. [...] M. Quillot a pris connaissance du plan de rénovation élaboré conjointement entre la municipalité et le bureau d'étude, plan approuvé par le conseil municipal. A savoir : la démolition et la reconstruction de quelque 1400 logements avec la réhabilitation de 2000 autres en restructurant totalement les immeubles. Ce qui permettrait de désenclaver cet ensemble et de l'intégrer à la ville en réalisant de multiples quartiers ayant chacun leur personnalité. Toutefois, un obstacle de taille posé par la ville de Paris reste à résoudre. Les '4000' bâtis sur 400.000 m² et où logent près de 43% des courneuviens représentent 80% du patrimoine H.I.m. public de La Courneuve et qui lui échappent totalement. C'est là une anomalie qui prive la municipalité de maîtriser sa politique de logement social. D'autant que tout semble indiquer que l'O.p.h.l.m. de la ville de Paris se refuse d'abandonner cette cité à l'Office H. I. m. de La Courneuve qui la revendique à juste titre, afin de mener à bien son projet. »

« Remettre les '4000' à l'office municipal...et que la rénovation commence », *Journal de La Courneuve*, n°42, octobre 1981.

Les contraintes de la rénovation

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« L'étude Habitat et Vie Sociale sur la rénovation de la cité des '4000 logements' a permis de dégager un certain nombre de propositions visant à modifier profondément ce secteur de la ville. La solution retenue par la commune implique pour sa mise en œuvre le déplacement de 90% des familles concernées soit par la remise en état des bâtiments, soit par la gêne occasionnée par les travaux. Ces déplacements seraient suivant les cas provisoires ou définitifs. Avant d'entreprendre cette vaste opération, il est indispensable de construire des logements permettant d'accueillir définitivement un nombre suffisant de familles. Cette opportunité de reconstruction dans et au-dehors des '4000' répond aux principaux impératifs de la commune d'améliorer les conditions de vie dans les '4000' et d'assurer une meilleure liaison du 'grand ensemble' avec les quartiers, 'gare et centre-ville', qui serait réalisée par l'utilisation des divers terrains dont la ville est propriétaire à la périphérie et qui peuvent être mobilisés pour 833 logements. »

« Rénover et mieux intégrer à la ville », *Bulletin de la Courneuve*, n°40, juin 1981, p. 4.

Détruire 1500 logements (situés rue Claude Debussy, rue Ravel, de Presov et 29 rue Henri Barbusse), réhabiliter 2500 autres

EXTRAIT D'UN ARTICLE

Elisabeth Weissman, *L'Humanité*, 1981

« Les communistes proposent neuf objectifs d'action pour casser le ghetto. Comment casser le ghetto des 4000 logements ? Comment réapprendre à vivre chez soi et ensemble ? A cette question qu'il devenait urgent de régler, les communistes sont en mesure aujourd'hui d'apporter une réponse globale à travers l'énoncé de 9 objectifs. [...] La solution retenue, issue de l'étude de rénovation commandée par la municipalité et approuvée par les services départementaux de l'équipement et le ministre du logement est la plus radicale qui soit : détruire 1500 logements (situés rue Claude Debussy, rue Ravel, de Presov et 29 rue Henri Barbusse), réhabiliter 2500 autres, en modifiant l'aspect des façades, la conception de certains appartements, en réaménageant des espaces ».

Weissman Elisabeth, « Et pourquoi ne ferait-il pas bon de vivre aux 4000 ? », *L'Humanité*, 16 octobre 1981.

Les 4000 coincés entre deux légendes

EXTRAIT D'UN ARTICLE

Joel Jouanneau, journaliste, 1981

« 4000 logements entassés en banlieue par l'office d'HLM de Paris. On dirait les 4000 à jamais voués à l'imagerie, coincés qu'ils sont entre deux légendes. Hier, celle du Bronx new-yorkais, inabordable, inapprochable pour l'étranger ; aujourd'hui, celle du bastion rouge, imprenable forteresse révolutionnaire et territoire privé des communistes courneuviens. Eux qui tentent de donner une identité humaine à ce grand ensemble, qui construisent une solidarité quotidienne entre les habitants ».

.....
 Jouanneau Joel, « Les 4000 de la Courneuve », *Révolution*, 1er mai 1981.

Ou bien on réhabilite, ou alors on démolit pour reconstruire

DISCOURS

Pierre Mauroy, Premier Ministre aux Assises des cités d'habitat social

« Il convient de ne pas écarter, car il faut être lucide et courageux, la perspective de destruction de certains immeubles pour les remplacer, bien entendu par d'autres logements sociaux ; et je crois que, sur ce plan-là, il ne faut pas hésiter : ou bien on réhabilite, ou alors on démolit pour reconstruire. En France, on manque un peu de hardiesse pour démolir. [...] Vous avez le devoir de penser la redéfinition de ces quartiers en fonction de ce qu'ils sont aujourd'hui, et non de ce que nos générations voudraient parfois qu'ils soient ».

.....
 Mauroy Pierre, Assises des cités d'habitat social du 28 octobre 1981, *Revue « H »*, n°70, Janvier 1982, p. 47.

1981 | HABITANTS

Relations à Paris : Je veux faire mes études à Paris !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10è

Donc après le bac, je me suis inscrite à Jussieu. Alors comment j'ai fait, je ne sais plus. A l'époque, Vincennes était transféré à St Denis, il y avait Villetaneuse mais alors pour moi, c'était non ! Je veux étudier à Paris ! Moi j'ai fait toute ma scolarité en banlieue, là maintenant je suis adulte, et je commence à avoir entériné le fait que je suis banlieusarde, donc j'ai un statut un peu spécial ; donc ça y est, ça commence à se dessiner tout ça, tu vois, avant ça n'avait aucun sens ! Après le bac, je sais que je suis banlieusarde, que je suis du 93, je sais que je suis de la Courneuve et en plus des 4000. Ca commence à faire un truc sur le C. V. qui fait que j'ai un atout, pour moi, il était hors de question de faire mes études à Villetaneuse, prendre la voiture pour aller à la fac ou les bus non ! Moi je voulais prendre le métro ! Moi je ne prends jamais le bus à Paris parce que pour moi, le bus, c'était le moyen qui me permettait d'aller en banlieue.. après le métro, c'était Paris. Donc je connais les lignes de métro mais pas de bus.

Transformations urbaines : Le tramway : ça, c'était une belle bataille !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ethan, 74 ans, 2 enfants, retraité (ancien commerçant), ancien élu

Parcours résidentiel : Algérie > Paris 11è > La Courneuve (La Fontenellè) > La Courneuve 4000 (F.Villon) > sud de la France

— Et le tramway, vous l'avez connu ?

Quand je suis parti, il n'y était pas mais commençait à être en travaux. J'ai du le voir après. Ça fait une dizaine d'années qu'il roule. On s'est battu parce que les techniciens, ils allaient couper à La Courneuve, le quartier des Quatre routes, toute la zone de pavillons là, ça représentait plusieurs milliers de personnes, mais on s'est battu, pour qu'ils la fassent le long de la voie de chemin de fer ! Il a fallu monter une organisation de défense parce que nous, tous seuls, la municipalité n'aurait pas pu défendre. Ah c'était une belle bataille ! Ça aurait supprimé tout un quartier !

La vue sur l'extérieur, un prolongement du chez soi

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 : Gd Debussy> Balzac > Renoir > St Just

— Tu me parlais de ce panorama sur la ville et j'imagine que ça peut compter dans le fait d'être chez soi, que de pouvoir avoir la vue sur l'extérieur ?

Oui et bien, heureusement, parce que si on avait eu un vis-à-vis, genre mur comme on a dans les appartements dans Paris, je ne sais pas si ça aurait été facile de vivre dans ces conditions. Non là, on avait vraiment une perspective assez monumentale, c'est comme mon frère qui est au Mail, dans son appartement, il a une perspective de vision qui est assez immense, donc il n'y a pas de cloison devant toi, c'est assez dégagé ! De ce point de vue, c'est assez sympa parce que le fait d'avoir un vis à vis, (..) si on avait eu des vis à vis, des murs, on aurait commencé à cocher comme dans les prisons.

— Est-ce que tu avais l'impression d'être vu aussi par les autres ? Tu ne te sentais pas observé ?

Peut-être que les gens nous regardaient mais bon .. moi, je regardais les gens donc eux aussi sûrement mais les immeubles étaient assez éloignés donc, c'était vraiment des petites silhouettes. Non je ne me sentais pas regardé, parce que, en plus les fenêtres, de l'extérieur, on ne voit pas, c'était vraiment un mur de béton qui montait jusque-là et donc, il fallait qu'on se mette à la fenêtre avec la tête qui dépassait. Non moi, ça ne me gênait pas, il fallait vraiment que je regarde à l'extérieur que je vois ce qui se passait à l'extérieur, j'adorais. En plus, j'ai des petits images qui me reviennent. Quand j'étais très très jeune, je me rappelle c'était en été, surtout quand il y avait du soleil. Je faisais la sieste, il y avait les rideaux fermés, avec du soleil, et il y avait des projections de rayons, on avait l'impression que l'image du sol se projetait au plafond. On voyait des gens bouger,

des petites voitures et tout ! Et moi je regardais à l'extérieur mais en regardant au plafond. C'était assez marrant, surtout quand il faisait beau et sur le rebord, on avait une petite animation sans bouger de son lit. C'est le seul souvenir agréable que je garde vraiment de.. la cité, enfin de la globalité.

Et si tu lis mon livre, tu verras une enfance comme il faut

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Tahar, 31 ans, marié, un enfant, animateur socio-culturel et membre d'une association pour l'enfance et la jeunesse.

Parcours résidentiel : immeuble Maurice de Fontenay > Quatre Routes

Quand tu penses à ton enfance, à ta vie de gamin dans ce quartier, l'image qui te vient à l'esprit est une image, dans l'ensemble, plutôt lumineuse, heureuse, ou pas ?

Oui, c'est comme dans la chanson de Zebda : « Et si tu lis mon livre, tu verras une enfance comme il faut » ! C'est une chanson un peu en réaction avec l'image des tous ces gamins des quartiers : « Oh, les pauvres malheureux ! Ils n'ont pas ceci, ils n'ont pas cela ... ». Alors que non ! Il y a les amis, la famille ... Oui, il y a des gens qui galèrent, il ne faut pas se voiler la face ! Mais il y a aussi tout ça. C'était une vie correcte : il y avait des endroits où jouer, on avait des amis, et tout ça.

1981 | ARCHITECTES ET URBANISTES

Nommer les lieux

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre, responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005

A partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

Après le dossier HVS en 1981 on a organisé un concours pour l'intégration à la ville des quartiers ouest, je les ai appelé les quartiers ouest, mais je n'ai pas réussi hein, depuis 81, c'est toujours les 4000 sud. Moi j'écris tout le temps quartier ouest, mais ça ne rentre pas.

Les 4000 vont disparaître

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François Laisney, architecte-urbaniste-chercheur

Lauréat, avec l'équipe de l'APRAH, du concours d'intégration des 4000 dans la ville (1982)

En fait, l'idée initiale c'est essentiellement la conjonction de la volonté municipale, la volonté du Maire et l'action tout à fait essentielle de Bernard Barre qui est un collègue avec lequel j'ai fait mes études à l'atelier collégial et c'est quelqu'un qui a choisi de ne pas construire, mais malgré tout vous avez ici dans ce document (il le montre), le document de base donné aux concurrents, la vision urbaine de Bernard Barre : donc c'est vraiment une redéfinition urbaine, ça veut dire que le concours portait très très largement au-delà des 4000 Sud, puisque le plan qui était fourni et le périmètre à projeter dans le détail, allait du Fort de l'Est jusqu'à la Mairie ! Il indiquait très clairement la volonté de relier, de transformer, de faire disparaître les 4000, même le nom des 4000 – aujourd'hui vous parlez encore des 4000 ! et d'ailleurs ces 4000 n'existent plus en tant que 4000 logements, il y en a peut-être 2000 aujourd'hui. Mais le Maire à la fin de la conférence de presse dit "le mot, les 4000 vont disparaître, ils vont être réintégrés à la ville" et Bernard Barre dessine un certain nombre d'îlots, un peu comme dans la ville ancienne, avec des rues, un alignement et des îlots, grisés. Donc le concours était très vaste puisqu'il dépassait les limites périmétrales du grand ensemble lui même, il incluait le retraitement de la gare lié aussi au passage de la nouvelle autoroute A86 et puis la liaison entre la Mairie et sa place à travers une usine qui devait être détruite et donc faire l'objet de nouvelles opérations urbaines. Un des concours les plus ambitieux de l'époque ne serait-ce qu'au niveau du détail de dessin demandé. Le programme était relativement défini – ce n'était pas un concours d'idées – mais il y avait une marge de manœuvre très faible finalement par rapport au programme que c'était donné la municipalité. Le choix de la Ville c'était de dire : on va faire 1 tiers de travaux d'urgence à 70.000 francs par logement, 1 tiers de rénovation lourde sur les bâtiments à 120.000 francs par logement et puis il y aura un dernier tiers qui sera de la démolition ... évidemment sans fixer l'échéance véritable de tout ça. Ça c'était donc le rôle de Bernard Barre, le rôle très important de l'urbaniste qui poussait le Maire.

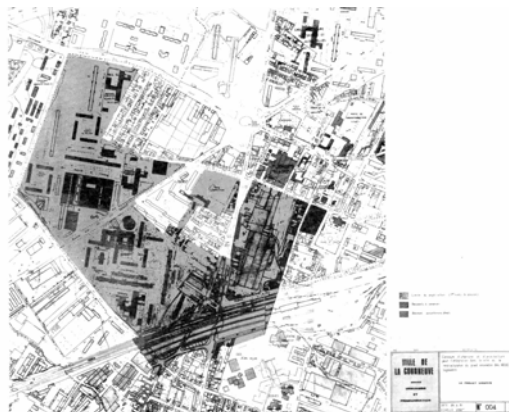
Programme du concours d'urbanisme



Concours d'urbanisme et d'architecture pour l'intégration dans la ville du grand ensemble des 4000 logements – plan des intentions de la commune pour la restructuration de la ville du fort de l'est au pont palmers

..... Ville de la Courneuve – service urbanisme et programmation
..... © Photocopie du document de programme du concours d'urbanisme de 1981 – Ville de la
..... Courneuve

Le projet urbain



..... **Concours d'urbanisme et d'architecture pour l'intégration dans la ville du grand
..... ensemble des 4000 logements – le projet urbain**
..... Ville de la Courneuve – service urbanisme et programmation
..... © Photocopie du document de programme du concours d'urbanisme de 1981 – Ville de la
..... Courneuve

Haut-du-lièvre, Nancy, France

ARCHITECTE : BERNARD ZEHRFUSS, 1E RÉHABILITATION ALAIN SARFATI , 2E RÉHABILITATION ALEXANDRE CHEMETOFF
 NOMBRE DE LOGEMENTS : 3388 LOGEMENTS,



Projet 1957, construction 1958-1971, 1ère réhabilitation 1981-1988, 2ème réhabilitation 2005-2010

Vingt ans après sa construction, le quartier est l'objet d'un rejet qui provient pour partie de sa forme, pour partie de sa localisation et pour partie de son occupation. Problèmes d'usages, problèmes techniques, problèmes esthétiques, mais surtout problèmes sociaux. [...] Faire de ces barres un centre, un lieu où l'on va, une attraction positive, une partie de la ville, avec ses attributs, sa modernité, sa poésie, sa magie... rompre l'isolement... la ville une et diverse... peut-être qu'un jour le Haut-du-Lièvre, sera l'amorce, le point d'appui d'un redéploiement urbain autour d'un boulevard... et d'une barre qui sera l'articulation symbolique entre les différentes parties. [...] Transformer cette barre et on passe d'une architecture au projet technique, à une architecture au projet poétique. [...] à la démesure du site il fallait confronter un projet démesuré et léger ; à l'opacité, il fallait apporter la transparence. [...] L'objectif poursuivi sera de faire disparaître la perception de l'unité. La monumentalité est là qui rendra dérisoire le projet qui ne sera pas à la mesure d'une telle démesure.

► Alain Sarfati, « Nancy par Alain Sarfati », *Architecture Intérieure*, N° 224, juin/juillet, 1988, pp.100-107.

© Lycée Henri Poincaré, Nancy

Haut-du-lièvre, Nancy, France

ARCHITECTE : BERNARD ZEHRFUSS, 1E RÉHABILITATION ALAIN SARFATI , 2E RÉHABILITATION ALEXANDRE CHEMETOFF
 NOMBRE DE LOGEMENTS : 3388 LOGEMENTS,



Projet 1957, construction 1958-1971, 1ère réhabilitation 1981-1988, 2ème réhabilitation 2005-2010

Parce qu'une génération d'acteurs, à la fracture des années modernes, tourna le dos à la ville et plaça tous ses espoirs dans un urbanisme qui se voulait une négation, justement de la ville historique de cette idéologie, le Haut-du-Lièvre fut un symbole : positif d'abord, la plus grande barre de France, puis négatif, rejoignant les premiers au palmarès de l'échec des Grands Ensembles. C'est le poids de la modernité, de la pureté, de la précision technique, de l'unité de l'œuvre, de la nécessité du minimalisme : rien de trop, une barre, un point c'est tout. Et c'est beau... oui c'est beau vu de loin, ou en maquette. La force, le culot sont payants, le parti est clair précis... Si l'on a deux barres c'est l'euphorie, « l'espace », le miracle de l'architecture, qui n'a plus besoin de se justifier par le chemin de grue ou des considérations économiques, il y a une beauté intrinsèque, une violence indispensable, une évidence absolue. [...] 20 000m² de façades à contempler, c'est rare, c'est angoissant, c'est écrasant. Contradictoire notre impression lointaine et notre perception approchée. L'immeuble comprend dix cages d'escaliers. Chaque cage d'escalier regroupe 100 logements. Un bâtiment pour 1000 logements, il ne faut pas s'étonner d'un certain nombre de problèmes qui auront concouru à la dégradation du lieu.

► Alain Sarfati, « Nancy par Alain Sarfati », *Architecture Intérieure*, N° 224, juin/juillet, 1988, pp. 100-107

© www.vivercidades.org.br

1982

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

- Besoin de tendresse...

■ DÉCIDEURS

- dix-neuf ans pour faire 400 mètres
- Prise en charge des espaces extérieurs par la commune
- Les familles ne peuvent attendre 10 ans dans les conditions actuelles
- Une population locataire d'une cité et non habitant d'une ville
- C'est pourquoi le Conseil municipal a retenu de démolir les barres de 16 niveaux...
- Brutalités
- Programme de restructuration

■ HABITANTS

- Arriver à/ Partir des 4000 : Au pire, ça fait partie de mon patrimoine
- Quand le centre commercial faisait ville
- Le jeu : les collines du mail
- Il faut transformer au prix de destructions importantes certains grands ensembles...

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

- Le temps nécessaire de maturation des idées
- Qu'est-ce qui manque ?
- Récit d'un projet urbain
- On se paume
- Dur projet
- Bernard Paurd et Patrick Germe : Projet urbain pour l'intégration des 4000
- Aprah : Projet urbain pour l'intégration des 4000
- Aprah : Plan du projet de restructuration urbaine

■ PAYSAGISTES

- Les buttes
- Vides et verts : les arbres
- La ville ancienne

■ DÉBATS

- Le Corviale, Rome, Italie
- La ville ancienne et le nouvel urbanisme
- Vides et verts : les arbres ou la prison

Besoin de tendresse...

Révolution

Extrait d'un article

« L'existence même des 4000 est quelque chose comme un défi permanent au respect de l'homme ». « Le maire de la Courneuve James Marson, a eu de très beaux mots pour présenter ce projet de rénovation : *'Cette ville a besoin, a-t-il dit, après ces traumatismes du plus grand calme, j'allais dire de la plus grande tendresse. Elle a besoin de souffler un peu. Si elle est à nouveau obligée de se transformer pour se remettre de ces chocs successifs, cette transformation doit rester la plus douce possible'* [...]

► Emile Breton, « De la tendresse pour les 4000 », *Révolution*, 26 février 1982.

1982 | DÉCIDEURS

dix-neuf ans pour faire 400 mètres

EXTRAIT D'UN ARTICLE

« Avec Gilles Poux comme nouveau maire, c'est l'heure des bilans : dix-neuf ans pour faire 400 mètres de la gare à l'extrémité des quartiers ouest ! Combien en faudra t-il pour réaliser tous les projets annoncés ? S'il a associé opérations de destruction-construction - Renoir a suivi feu Debussy en 2000 -, de réhabilitation et de création d'espaces publics structurants, Bernard Barre regrette de n'avoir pas su transmettre à son propre camp ses convictions et sa passion pour ce qu'il considère comme la chair d'un projet urbain : l'architecture. Le coût élevé de tous ces projets explique souvent leur durée [...] »

.....
F.M., « Un urbanisme militant : le projet pour les 4000 à La Courneuve », in *Les bâtisseurs du présent*, Paris, Edition du moniteur, 2003, p. 57 -60.

Prise en charge des espaces extérieurs par la commune

RAPPORT DE LA COMMISSION NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES QUARTIERS

La ville de la Courneuve souhaite prendre en charge et de façon définitive l'entretien (des espaces extérieurs). Accord de l'OPHLM sur le principe. [...] En contrepartie de la prise en charge des espaces extérieurs par la commune, le gestionnaire accepte de renforcer l'entretien à l'intérieur des bâtiments. L'essentiel de l'amélioration et du renforcement devrait provenir de la création de loges de gardien mais ceci n'exclut pas un effort important sur l'entretien et les réparations locatives et le double ramassage des ordures ménagères.

.....
Commission Nationale pour le Développement des quartiers, Premiers bilans, octobre 1982, p. 1-6.

Les familles ne peuvent attendre 10 ans dans les conditions actuelles

RAPPORT DE LA COMMISSION NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES QUARTIERS

La commune a été amenée à bâtir un projet qui prennent compte non seulement l'ensemble des problèmes qui se posent dans les 4000 et les difficultés qu'y rencontrent les familles qui y vivent, mais aussi ceux qui se posent à la Courneuve et aux courneuviens du fait des 4000. [...]

Une réhabilitation urgente des 2860 logements L'ambition indispensable du projet pour les 4000, la question de leur dévolution font qu'il est difficile d'envisager pour les 4000 une solution à court terme. Il s'agit d'engager ici un processus qui peut s'étaler sur 10 ans. C'est pourquoi, il est impératif d'engager très vite un programme de première urgence qui améliore immédiatement et sans préalable les conditions de vie des habitants. Les familles ne peuvent attendre 10 ans dans les conditions actuelles. [...] Les travaux sont déjà commencés sur la tour IGH de l'avenue du Général Leclerc, par l'OPHL, financés par sa provision pour les grosses

.....
Commission Nationale pour le Développement des quartiers, Premiers bilans, octobre 1982, p. 1-6.

Une population locataire d'une cité et non habitant d'une ville

RAPPORT DE LA COMMISSION NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES QUARTIERS

« Le grand ensemble des 4000 logements représente près de 40% de la population de la Courneuve, 80% du patrimoine HLM de la ville. De par sa localisation, le tissu intermédiaire entre cette cité et le reste de la ville, l'unicité de propriétaire (l'office public d'HLM de la ville de Paris) la composition sociale (20% de familles étrangères et 8% de familles françaises d'originaires des DOM-TOM), cette cité apparaît comme une enclave dans la ville. La population de ce fait se perçoit plus comme locataire d'une cité que comme habitant de La Courneuve. L'objectif principal de la ville est donc

d'abolir la coupure humaine et urbaine entre les 4000 et le restant de la ville ainsi que l'ombre qu'ils projettent sur elle ».

.....
Commission Nationale pour le Développement des quartiers, Premiers bilans, octobre 1982, p. 1-6.

C'est pourquoi le Conseil municipal a retenu de démolir les barres de 16 niveaux...

ARTICLE

Bernard Barre, Directeur de l'urbanisme de La Courneuve

« Dépenser 120 000F par logement pour un résultat incertain ne constituait-il pas un énorme gâchis et ne valait-il pas mieux engager dès aujourd'hui un processus de reconstruction des bâtiments qui présentaient les plus graves défauts, ceux pour lesquels la réhabilitation n'était qu'un pis-aller ? C'est pourquoi le Conseil municipal a retenu de démolir les barres de 16 niveaux, dites de type D, qui présentaient les plus graves défauts d'habitabilité, qui projetaient leur image sur la cité toute entière et fermaient la cité à la ville ».

.....
Barre Bernard, « La Courneuve, cette ville qui a besoin de tendresse », *Revue « H »*, n°72, mars 1982.

Brutalités

ARTICLE

James Marson, Maire de La Courneuve, 1982

« Brutalité du trait de scie de la voie ferrée et de l'Autoroute A1, brutalité de l'implantation des " 4000 logements " qui doublaient la population entre 1962 et 1968, brutalité du ghetto qui allait se constituer par accumulation des familles les plus fragiles. Brutalité de la crise économique plus durement ressentie ici avec la fermeture des entreprises ou la réduction d'effectifs dans les entreprises qui se maintiennent. Brutalité des opérations de voiries qui conduisent à la destruction des espaces urbanisés les plus structurés de la ville, supports de la vie urbaine et d'enracinement au territoire ».

.....
Témoignage de James Marson, « La Courneuve, cette ville qui a besoin de tendresse », *Revue « H »*, n°72, mars 1982.

Programme de restructuration

COMMISSION NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES QUARTIERS (EXTRAIT)

« L'objectif principal de la ville est [...] d'abolir la coupure humaine et urbaine entre les 4000 et le restant de la ville ainsi que l'ombre qu'ils projettent sur elle. [...] Cette réalité a eu aussi sa traduction dans les relations institutionnelles des divers partenaires intervenant à des titres divers dans la cité (l'Office public de la ville de Paris-la ville-les administrations d'état, la CAF de la Région parisienne-l'amicale des locataires). Chacun, de par sa légitimité de son intervention, la complexité des problèmes à gérer et parfois les oppositions politico-institutionnelles a eu tendance à gérer ses problèmes de façon autonome. Actuellement, il est reconnu et admis de tous, que la municipalité de la Courneuve a vocation de veiller à la cohérence des différentes actions et à leur inscription dans un projet municipal. »

1982 | HABITANTS

Arriver à/ Partir des 4000 : Au pire, ça fait partie de mon patrimoine

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10^e

Mes parents, eux je pense que leur quotidien n'a pas été plus perturbé que ça. Ils sont partis à un moment parce que mon père, lui c'était l'accession à la propriété, plus qu'autre chose mais il n'a jamais eu aucun souci. Ils trouvaient que les appartements étaient très biens, très fonctionnels. (...) Donc après il a acheté un appartement à la Porte de Paris. Ma mère a plutôt de bons souvenirs que de mauvais souvenirs des 4000, de ses copines, d'aller boire le café chez les voisines, de partager des souvenirs d'expatriés qui venaient ou d'Algérie ou de Tunisie, de partager son monde ! De toute façon, quand elle parle des 4000, elle dit « qu'est-ce que c'était bien les 4000 ! ». Même quand elle en est partie, elle n'a pas fui, nous, non plus ! Nous les adolescents, jeunes adultes, on était ravis. Moi, j'étais étudiante, je voyais trop de malheurs, je voulais partir de ce truc-là et j'aspirais à Paris, à la capitale. Tu vois, moi le côté banlieusard, je l'ai pris une fois que j'en suis sortie. Avant je ne l'avais pas, mais c'est une fois que tu es à l'extérieur que.. même maintenant ! Des fois quand je dis, quand on me parle, tu te souviens de la Courneuve, tout de suite, les gens.. oui, je dis des 4000 de la Courneuve. Moi dans mon boulot je passe mon temps à vérifier, le nez dans les encyclopédies et dans le Robert, pour la définition du mot cité. Même dans le Robert, la cité des 4000 est citée en exemple. Donc voilà, où que je regarde, même dans le Robert, une cité c'est quoi ? Le symbole de la cité, c'est les 4000 ! Au pire, ça fait partie de mon patrimoine, donc voilà, je viens des 4000 et maintenant je suis une bobo comme les autres et j'en connais plein qui sont devenus des bobos et voilà.

Quand le centre commercial faisait ville

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Tahar, 31 ans, marié, un enfant, animateur socio-culturel et membre d'une association pour l'enfance et la jeunesse.

Parcours résidentiel : immeuble Maurice de Fontenay > Quatre Routes

Quand j'étais petit, le centre commercial c'était beau, c'était lumineux ! Le soir, tu pouvais t'y promener, tous les commerces étaient ouverts. Ça faisait ville !

Le jeu : les collines du mail

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Tahar, 31 ans, marié, un enfant, animateur socio-culturel et membre d'une association pour l'enfance et la jeunesse.

Parcours résidentiel : immeuble Maurice de Fontenay > Quatre Routes

Quand j'étais petit, le mail était un espace sans fin. Il y avait plusieurs collines qui allaient de bout en bout. Il y avait de la verdure, des platanes ... les arbres qui étaient plantés sur toute l'allée ... et en automne – pour te dire ! – on nageait dans les feuilles qui tombaient ! Quand il neigeait, sur les collines on faisait de la luge. Et quand il pleuvait, on faisait de la luge aussi (rires) ! Quand il y avait du soleil, on se roulait dans l'herbe : on se mettait dans des cartons, parce que des fois il y avait des chiens qui faisaient leurs besoins dans l'herbe ... On jouait aussi aux billes : on faisait des trous dans la terre. Il y avait beaucoup de terre ! Il y avait des chemins qui traversaient cet espace et qui amenaient de l'immeuble (Maurice de Fontenay) au centre commercial ... des petits chemins ... c'était la petite ballade ... avec des bancs au milieu (...). Il y avait un carré qui faisait office de stade de foot pour nous. Il y avait aussi deux tables de ping-pong, mais nous, on jouait surtout à football. Et de l'autre côté il y avait le toboggan (...). J'ai des bons souvenirs de cet espace !

Il faut transformer au prix de destructions importantes certains grands ensembles...

INTERVENTION

Maurice Bernard, responsable de l'Amicale CNL des « 4000 », 1982

« Mon expérience de militant d'Amicale de locataires et d'habitats d'un grand ensemble m'a convaincu profondément qu'il faut transformer au prix de destructions importantes certains grands ensembles. La gestions sociale de ces quartiers dégradés accompagnée de quelques replâtrages est illusoire comme solution. [...] Construire avec une priorité à l'aide à la pierre sur l'aide à la personne de nombreux logements HLM, détruire en totalité ou en partie les cités dégradées pour les transformer, ne plus faire des machines à dormir ; équilibrer emplois, commerces, plus de lieux clos, mais des quartiers de ville comme les autres ».

Le temps nécessaire de maturation des idées

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Paurd et Marie Christine Lvovsky, architecte et urbaniste

Invités au concours de 1982, maître d'œuvre de différentes opérations sur les 4000 et lauréats de l'étude de définition sur le quartier Des Clos

Comme j'avais fait un premier bâtiment et que je savais qu'un premier bâtiment c'est déjà 4 ou 5 ans, je savais qu'un projet urbain on était plutôt à 10 et voir plutôt même 20 ans j'en sais rien... La question n'est pas là, donc à partir de ça nous quand on dessine ça, on n'imagine pas trop que ça va se faire à toute vitesse, on lance des idées qui sont assez à contre courant. On le sait parfaitement, quand je commence à traiter des barres, qu'il y a tout le staff intello qui va me tomber dessus en disant que c'est pas possible et que ces barres sont horribles et qu'elles devraient disparaître, puisque l'horreur doit disparaître. Si on la transformait l'horreur, si on faisait de la métaphore, si on faisait du métabolisme...

Qu'est-ce qui manque ?

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Paurd et Marie Christine Lvovsky, architecte et urbaniste

Invités au concours de 1982, maître d'œuvre de différentes opérations sur les 4000 et lauréats de l'étude de définition sur le quartier Des Clos

Ça, très tôt c'est quelque chose que j'avais repéré, finalement quand on a fait le concours avec Patrick Germe et Jean François Vachelot on est allé voir les 4000 et puis on a commencé à se dire, enfin moi j'avais écrit un texte qui disait que les grands ensembles sont quand même des points de densité incontournables pour la constitution de la périphérie mais qu'il vallait mieux les prendre en tant que tel, étudier leur transformabilité plutôt que de dire c'est une mauvaise forme urbaine, on s'est trompé. Enfin moi ça m'est totalement égal de savoir si on s'est trompé ou si on s'est pas trompé, il y a des tas d'autres typologies dans l'histoire où on pourrait dire qu'on s'est trompé, je pense que les typologies de maisons de marins à Barcelone, très serrées, que tout le monde trouve vachement bien maintenant, il y a eu d'autres moments où les gens souhaitaient les démolir tout simplement parce que c'était pas dans le ton, parce que c'était pas l'idée qu'on se fait... parce que ça avait pas évolué comme on pensait que ça devrait évoluer. Donc j'avais ce type de réflexion et donc là, sur les 4000, la chose m'a tout a fait intéressée très vite parce que c'était qu'est ce qu'on peut faire, comment on peut transformer comment on peut ajouter, finalement c'est une forme plutôt pas finie. Qu'est ce qui manque ? faire une espèce d'inventaire et puis proposer des choses pour faire évoluer la forme urbaine. D'autre part il y avait un fond morphologique auquel j'ai été confronté très vite à Saint Denis puisque à Saint Denis on démolissait un quartier qui était sur un site mérovingien avec toujours cette idéologie que on va faire mieux, que l'avenir sera radieux parce qu'on va faire tout neuf. Bon... moi j'avais quand même un certain scepticisme sur cette notion de transformation globale et je me suis fait un peu appelé historiciste par mon maître d'ouvrage à l'époque.

Récit d'un projet urbain

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Serge et Lipa Goldstein, architectes

Invités au concours de 1982 et maîtres d'œuvre de différentes opérations sur les 4000

On aurait eu tout d'un coup la surprise d'avoir une barre comme à Paris. Je sais pas dans certains quartiers tout d'un coup on passe d'un tissu totalement traditionnel et tout d'un coup on a un immeuble. Donc c'est un petit peu ce qu'on voulait refaire à travers ce concours, donc c'était... déjà une idée du parcellaire ... peut être que ça fait figurer les intentions que l'on a aujourd'hui de résidentialisation, de faire des petites unités, des petites unités résidentielles... etc. C'était une... Enfin bon, c'était assez simple, ça nous paraissait assez évident à l'époque. De... de dire mais si on veut faire une ville... SG : retrouvons la banlieue Retrouvons la banlieue avec son chaos, son désordre et peut être essayons d'y ajouter une qualité architecturale et ça c'était peut être un support pour dire que plusieurs architectes peuvent travailler côte à côte, peut être, sans forcément avoir de règle urbaine très stricte et... voilà on... on recréait un tissu. Une hétérogénéité... humaine peut être bien, ... une mixité, une particularité, une richesse qui était un peu gommée avec les grands ensembles... on avait juste des espaces ouverts à tout le monde... c'était un peu revenir... revenir en

arrière Ben c'est-à-dire en créant ... en créant un espace public clair et identifiable une rue, un trottoir et le long de cette rue et de ce trottoir faisons des parcelles et à l'intérieur de ces parcelles faisons des... Faisons habiter les gens non pas sur un bâtiment avec 300 logements mais mettons 20 logements... 30 logements... et pourquoi pas passer sous un immeuble et au fond de la parcelle il peut y avoir peut être une petite maison... et peut être que c'est entre des murs... c'est pas comme dans le grand ensemble où on voit tout Paris, ce qui est aussi une qualité, mais là c'est aussi, c'est peut être un petit peu comme à Paris... dans une parcelle il y a un mur, il y a des pignons, tous les murs ne sont pas forcément percés de fenêtre, il y a peut être des moments de silence... finalement on s'aperçoit qu'à Paris on peut très bien vivre à côté d'un mur qui fait six étages, qui n'a aucune fenêtre et finalement on se sent très bien... justement parce qu'il n'y a aucune fenêtre... et cet espèce de...d'accolement, de... contigüité comme ça entre des habitations, donc c'était un ghetto comme ça... avec une particularité qu'on peut définir... au contraire c'était mêler justement, intégrer à la ville et donc euh... quelque chose qu'on peut moins designer comme... entre guillemet...

On se paume

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre, responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005

A partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

C'était la reconstitution des îlots, la hiérarchie stricte entre l'espace privé et l'espace public, la convention de la rue, les trottoirs, l'adresse, ce sont des vrais problèmes, avoir une adresse c'est quelque chose d'important. La première expérience c'était que tous les gens qui viennent là, ils se paumaient, parce qu'ils ne trouvaient pas, et les flics eux mêmes ils venaient au service urba, et nous disaient parce qu'il y avait putain de ville, comment on fait, on ne sait pas comment rentrer là dedans, on n'a pas de plan, on leur donnait des plans, mais ils se faisaient baiser à chaque fois. Les gosses avaient un truc, ici il y avait deux bornes en travers de la route parce qu'il y a la chaufferie et là il y a une école, les mecs ils venaient de Paris le soir en taxi, ils donnaient cette adresse au taxi, il y avait des bornes en travers de la route, ils ouvraient les portent, ils se barraient, et le taxi s'il courrait après les mômes il retrouvait plus la bagnole (rire).

Dur projet

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François Laisney, architecte-urbaniste-chercheur

Lauréat, avec l'équipe de l'APRAH, du concours d'intégration des 4000 dans la ville (1982)

Mais quand Mitterrand arrive en hélicoptère à La Courneuve c'est moi qui lui ai présenté le projet urbain. Donc j'avais été frappé de voir que Mitterrand m'avais semblé être assez fatigué et malade et je lui avais donné toutes les explications qui étaient beaucoup plus claires que celle que je donne aujourd'hui parce que celles d'aujourd'hui se doublent d'un travail de remémoration qui n'est pas facile, mais Mitterrand a regardé très très longuement le projet, il s'y est beaucoup intéressé, il a écouté beaucoup les explications, très patiemment, comme vous, et il ne disait strictement rien ; à la fin il m'a regardé dans les yeux et il m'a simplement dit, assez brutalement « dur projet ». C'est tout. Et puis il y avait comme une sorte d'étrange à la fois, pas désintéressé, mais en se disant « je ne sais pas ce qu'il a pensé », le travail était énorme, mais il n'y avait pas de pathos particulier sur ce qui était quand même une des plus grandes opérations et la plus symbolique et emblématique... hop, on est reparti en hélicoptère assez rapidement.

Bernard Paurd et Patrick Germe : Projet urbain pour l'intégration des 4000



Concours d'urbanisme et d'architecture pour l'intégration dans la ville du grand ensemble des 4000 logements – maquette

Paurd et Germe.

© Photo Alain Guez

Aprah : Projet urbain pour l'intégration des 4000



Concours d'urbanisme et d'architecture pour l'intégration dans la ville du grand ensemble des 4000 logements - maquette

aprah

© Photo d'Alain Guez à partir d'une photo de François Laisney

Aprah : Plan du projet de restructuration urbaine



.....
Concours d'urbanisme et d'architecture pour l'intégration dans la ville du grand
ensemble des 4000 logements - plan

aprah

.....
© Photo d'Alain Guez à partir d'un document papier de François Laisney

1982 | PAYSAGISTES

Les buttes

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Linda Leblanc, paysagiste, Etude de la conception d'ensemble des espaces extérieurs des « 4'000 » (1984-1985), réalisation de la place du Château d'Eau (1986) et du jardin de l'Orme Seul (1996)

Les buttes, c'était de la terre végétale ramenée de je ne sais pas où... elle avait été mise là sans vraiment... enfin, il y a dû y avoir une intention de projet mais enfin ça dépannait bien d'avoir un endroit où mettre cette terre et les platanes qui étaient sur le mail ont donc été enlisés par cette terre végétale, sans qu'on y fasse trop attention et miracle le platane est le seul arbre qui supporte d'être enlisé, puisqu'il reprend racine sur le tronc. Donc ces arbres étaient malingres parce qu'ils avaient été plantés dans des gravats de chantier, puisque c'était les chemins de grue et donc c'était une renaissance, une deuxième jeunesse pour ces arbres qui sont devenus par la suite très beaux.

Vides et verts : les arbres

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Il fallait bien trouver des endroits un peu abrités, je crois qu'on a réussi à en trouver quelques uns... j'aurais bien aimé aussi près des immeubles faire de petites placettes pour dix personnes, mais avec dix étages au-dessus c'est un peu difficile. (...) Les arbres c'est intéressant parce que ça efface le poids des façades. Les mails permettaient au fond pour les gens au sol de ne pas avoir constamment huit ou dix étages de bâtiments, pour pouvoir se balader, faire n'importe quoi, on peut courir, le marché, les places de jeux, etc.

La ville ancienne

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Ce qui est intéressant dans la ville ancienne et dans les espaces collectifs de petite dimension, c'est qu'on peut se tenir près de la maison. Un banc peut se trouver à dix mètres, on peut avoir des vis-à-vis (...). La vieille ville et les vieux quartiers offrent des possibilités de vie collective, de rencontres, de convivialité.

Le Corviale, Rome, Italie

ARCHITECTE : MARIO FIORENTINO

NOMBRE DE LOGEMENTS : 1246 LOGEMENTS



Projet 1972-1974, Construction 1975-1982, Occupation illégale du quatrième étage 1983, Projet de réhabilitation « Imaginer Corviale » 2004-2005

Le projet entre dans les recherches pour une nouvelle dimension de l'habitat, capable de se poser comme une alternative radicale à la dispersion de la périphérie actuelle. [...] Le nouveau Corviale est une grande « unité d'habitation », un bâtiment unique qui se développe en continuité sur une longueur de près 1 Km et qui, même si du point de vue physique il est seulement un bâtiment gigantesque, en fait contient et exprime également dans son architecture la complexité et la richesse des relations propres de la ville. [...] Nous pensons l'organisme comme un morceau de « ville linéaire » plutôt que comme un bâtiment ; et nous avons pensés à concentrer les points d'entrée en points singuliers, comme des véritables places. Ces points nodales sont cinq. [...] Il s'agit en substance des cinq places d'entrée dans cette ville.

► M. Fiorentino, *Relazione allegata al Piano di Zona n. 61 Corviale*, cit. in F. Coccia, C. Costanzo (sous la direction de), *Recupera Corviale*, Rome, Kappa, 2002, pp. 47-48

© A. Acocella, *L'edilizia residenziale pubblica in Italia dal 1945 ad oggi*, Padoue, Cedam, 1980, p. 208

La ville ancienne et le nouvel urbanisme

EXTRAIT DE LIVRE

Colette Pétonnet, anthropologue

Vu d'avion, le vieil urbanisme se présente comme un plein creusé de rigoles, tandis que le nouvel urbanisme est un vide hérissé de pleins. La symbiose entre l'homme et l'espace construit de longue date se produit non dans les pleins mais dans les creux. La rue est un théâtre à scènes simultanées. C'est là que réside l'aventure, la rencontre avec les choses, les objets et les gens.

Pétonnet Colette, *Espaces habités : ethnologie des banlieues*, Paris, Galilée, p. 29

Vides et verts : les arbres ou la prison

EXTRAIT DE LIVRE

Colette Pétonnet, anthropologue

Or, dans les vieilles cités, où l'espace extérieur était moins soumis à la rationalité actuelle, diverses plantes s'élèvent, mais il n'est jamais fait mention de prison. Il faut donc, pour que le mot soit prononcé, que l'architecture soit perçue comme correspondante à la discipline administrative. C'est pourquoi il s'adresse de préférence, à l'espace restreint et cellulaire du bâtiment bloc des cités neuves, celles où le terre-plein est désert. « J'orienterai les bâtiments autour de l'espace central »,

dit l'architecte. Pourquoi ? Par référence à la place du village ? (...) La place du village vit toujours à demi cachée à l'ombre des arbres. Une cour centre et ronde par surcroît, est aussi terrifiante qu'un mirador. Elle est le point de mire de tous les regards. Celui qui la traverse ne peut s'y attarder . Il est vu de partout et ne peut pas voir qui le voit.

.....
Pétonnet Colette, *Espaces habités : ethnologie des banlieues*, Paris, Galilée, p. 173-174

1983

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

- Le cosmos. Histoires de banlieue

■ HABITANTS

- Logement : Les caves, des usines de cafards
- Logement : Des fenêtres en fer, aucune isolation
- Transformations du logement : la buanderie et l'escalier de secours
- Territoires : tristesse et peur. La mort de Toufik.

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

- Prendre de la distance pour être plus attentif
- On a fini par se parler
- Négociation de la dévolution
- Travaux d'urgence
- Vision urbaine contre trames proliférantes
- En 1983, La Courneuve est la seule ville candidate à la dévolution
- Roland Castro : plan du grand Paris

■ DÉBATS

- Le Corviale, Rome, Italie

Le cosmos. Histoires de banlieue



Pièce de théâtre de Claude Toussaint-Colomb

Texte élaboré à partir d'enquêtes réalisées par les comédiens de la troupe auprès des habitants de La Courneuve. *Le Cosmos* raconte l'histoire de la ville des années 1945 à 1970.

► Centre dramatique de La Courneuve, *Public et compagnie. Histoires de théâtre*, 1999, p. 50.

1983 | HABITANTS

Logement : Les caves, des usines de cafards

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 : Gd Debussy > Balzac > Renoir > St Just

En plus, on avait des caves en sous-sol qui étaient inondées, jamais utilisées, abandonnées totalement. Les caves, elles, n'ont jamais servi, à part pour les vendeurs de came ! Et voilà, c'était assez... D'ailleurs les gamins, quand on avait fait le projet mémoire de Renoir, on avait fait faire des dessins aux enfants. Ils ont dessiné les meubles et certains ont dessiné plein de petits trucs comme ça sur les meubles. On ne savait pas ce que c'était. On leur a demandé : « Qu'est-ce que c'est ? » Inconsciemment, ils avaient dessiné les cafards ! On leur disait, il y a quoi dans les caves. Ils disaient ben c'est là où il y a les usines de cafards ! En grandissant avec ça, je ne vous dis pas les maladies, les problèmes de peau, les problèmes de santé, c'était infernal quoi !

Logement : Des fenêtres en fer, aucune isolation

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 : Gd Debussy > Balzac > Renoir > St Just

Oui là, il y avait des fenêtres en fer, aucune isolation. Donc, en hiver on se pelait de froid et quand il y avait de la condensation, l'eau coulait le long du mur, donc ça arrachait la moitié du papier et en plus, en hiver, quand il faisait vachement froid, on avait des stalagmites, à l'intérieur et non à l'extérieur. (*silence*) Ça a toujours été comme ça.

Transformations du logement : la buanderie et l'escalier de secours

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 : Gd Debussy > Balzac > Renoir > St Just

On avait aussi une buanderie, avec le vide-ordure, là où il y avait les escaliers de secours qui descendaient tout le long de l'immeuble. Aujourd'hui, tu n'as aucun escalier de secours qui est dégagé, tout le monde a stocké, ils ont fait une pièce en plus. Nous, c'était vide ! Tous les trucs étaient vides, tous les escaliers étaient vides. Mais depuis qu'ils ont relogé les gens, tout le monde a fait une pièce en plus hein ! Je ne vous dis pas quand il y a un incendie ! Oui mais le problème c'est que la buanderie donnait sur les escaliers de secours, donc quand tu descendais, il ne fallait pas que tu sois bloqué, donc le problème, c'est que des tas de gens ont construit des cabanes et tout, donc les escaliers étaient quasiment condamnés ! C'étaient des escaliers avec des grilles.

Territoires : tristesse et peur. La mort de Toufik.

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Tahar, 31 ans, marié, un enfant, animateur socio-culturel et membre d'une association pour l'enfance et la jeunesse.

Parcours résidentiel : immeuble Maurice de Fontenay > Quatre Routes

Je me souviens, quand j'étais petit ... l'endroit où Toufik est mort ... rue Renoir, entre le Centre culturel et l'immeuble Renoir ... il y avait des fleurs à l'emplacement même. Quand ça c'est passé, moi, je n'étais pas là, c'était en été, j'étais en vacances. Quand je suis revenu, on y est passé, en vélo, avec un copain. C'était triste. Et moi j'avais peur de cet endroit. Je me souviens aussi qu'après, quand on jouait dans la cour de l'école, des fois on avait peur qu'on nous tire dessus dès fenêtres des bâtiments qui sont à côté.

1983 | ARCHITECTES ET URBANISTES

Prendre de la distance pour être plus attentif

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Serge et Lipa Goldstein, architectes

Invités au concours de 1982 et maîtres d'œuvre de différentes opérations sur les 4000

Non, non, ben justement c'est en repérant les lieux pour le concours de 82 qu'on a vu ce grand bâtiment qui était vide, avec marqué locaux à louer dessus. Donc on s'est retrouvé tous seul dans ce bâtiment pendant 2 ou 3 ans avec la moitié de la surface, voilà donc euh... on aime bien parce que c'est un petit peu ailleurs... Oui... On...les parisiens nous disent « Mais vous êtes en Sibérie ? » Mais bon, c'est vrai qu'on est bien. Je pense que ça... nous... Je sais pas si on y arrive mais... Ca nous... Ca nous aide à être attentif à essayer de faire... penser, à essayer de faire, je sais pas comment dire, quelque chose peut être, je pense que si on essaie de soigner les choses, je sais pas si on y arrive, mais en tout cas c'est notre volonté... d'être peut être ici pour soigner ici... C'est pas tellement ça... Je sais pas comment... enfin je pense que quand on est à Paris on... on... on est porté par le... les choses... Paris comme euh... quand on est à Paris on aime bien... mais quand on est à la Courneuve on y met plus d'attention...

On a fini par se parler

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre, responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005

A partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

Nous on faisait du porte à porte pour la programmation de Balzac, on s'est installé en pied d'immeuble de Balzac, on faisait des relevés dans les logements, on allait discuter avec les gens, on se servait beaucoup des enfants comme relais d'opinion vis-à-vis des parents, avec l'école et la Zep et tous les programmes pédagogiques on parlait de la réhabilitation, ils venaient voir. On avait voulu être fragiles, du verre en façade du bureau de l'équipe opérationnelle (1983 un peu avant l'homicide de toufik), pas de rideau de fer, menuiserie bois, et on a jamais eu un problème. Y avait juste une alarme pour le soir. Quand l'Ophlm a voulu s'installer, ils ont commencé à mettre des grilles etc, ils l'ont fait sauter, tout cambriolé. Non on voulait être fragiles et perméables, les gens venaient, on était là jusqu'à dix, onze heure le soir...c'était facile mais en même temps, au départ, on était les salopards de la municipalité qui arrivaient, on était les vendus, les enfoirés de la ville, mais on s'est engueulé, on s'est bien fritté. On a commencé par faire une fête des 4000 avec un tas de groupes, petit à petit on a fini par se parler.

Négociation de la dévolution

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre, responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005

A partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

Si les opérations budozers étaient finies il y avait toujours la politique de préemption de la Ville de Paris qui achetaient 15 logements pour en faire 7, donc on envoyait les gens qu'on ne pouvait pas reloger à La Courneuve. La Courneuve avait une fonction, ça marchait, ça pouvait passer en pertes et profits, d'ailleurs, la négociation sur la démolition de ce patrimoine, ils étaient d'accord pour que la Ville de La Courneuve prenne la responsabilité des 4000. Pendant la négociation ils ne voulaient pas nous donner les éléments de gestion, mais moi je suis persuadé qu'ils n'y en avait pas. Ils ne géraient pas, ils s'en foutaient, ce n'était pas la peine de perdre du fric à ça.

Donc on s'est retrouvés avec ce patrimoine, et puis en plus les techniciens se sont fait virer, il y avait Tonton qui rentrait un peu dans la négociation, ça se négociait à Paris, il y avait l'histoire des jeux olympiques, et puis une exposition universelles, et puis il négociait avec Chirac, il y avait des enjeux, et le maire nous a tous virés les administratifs et il se retrouvait tout seul avec les politiques, en face de Tibéri, qui alignait son directeur financier, son directeur machin, et puis ils ont promis une dotation de 15 millions à l'époque. La Ville de Paris partait avec le bénéfice du contentieux sur les malfaçons si jamais il se résolvait. avec les dépôts de garantie des locataires, donc voilà on s'est fait

avoir quoi, parce que la Ville de La Courneuve avait un office HLM qu'elle gérait en bon père de famille sur le coin de la table, famille restreinte, il y avait 1100 logements, on se retrouve avec 4000 logements en crise sur le palto. Avec des intentions, rééquilibrage social des quartiers, ça c'était un des objectifs de la commission nationale au départ. Moi je disais qu'il vallait mieux avoir des vacants que des impayés parce que ça permettait d'amorcer la pompe pour le projet et de renouveler vraiment les choses. On a essayé de maîtriser les attributions pour enrayer les processus de ségrégation très importants qui étaient à l'oeuvre. Il y avait 450 logements vacants en 83 quand on a négocié avec la Ville de Paris. Puis quand on a repris les 4000 en 84 il y avait 800 logements vacants, avec 20 000 000 de francs de déficit par an, entre les logements vacants et les impayés donc qu'est-ce-q'on fait, donc du coup on a commencé à remplir, et puis on faisait mieux que la Ville de Paris. Mais cette situation était ingérable, on s'est fait avoir, mais complètement, c'était la naïveté un peu voulue, mais parce que 20 millions de déficit par an, ça fait, 20, 40, 60, 80 et puis on arrivait comme ça à 320, 340 millions de déficit comme ça à un moment donné, c'est ingérable quoi, on explose en vol. la ville s'est retrouvée toute seule, l'office disait : nous on peut rien aller voir la ville, mais oui, mais, et puis l'office s'est mis dans une mentalité d'assisté, à chaque fois qu'il y avait un truc, il venait présenter la facture à la ville, donc ça a été très pervers comme truc. Et puis il y avait plus de rapport de force possible, entre qui et qui ? entre la ville et la ville ?

Travaux d'urgence

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre, responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005

A partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

le 13 juillet, il y a un gosse, toufik, qui s'est fait descendre en 83 donc, et là alors tout de suite branle bas de combat, évidemment la commission nationale est sortie des lambris du 7ème arrondissement, Tonton est venu avec Castro en hélico et il fallait commencer le projet en août là. On avait élaboré un programme de travaux de première urgence. C'est-à-dire qu'on disait, ce projet il est ambitieux mais la ville a besoin de durée pour se faire, on ne va pas le faire comme ça. Donc il va falloir pouvoir continuer à habiter là dedans, en étant rétablis dans sa dignité, quand même un minimum. Le minimum syndical c'était ne plus croiser les ordures ménagères quand on rentrait chez soi, il y avait des locaux vide ordures qui étaient trop petits et qui débordaient sur les halls, auxquels on foutait le feu etc. et on enjambait les ordures ménagères pour rentrer. Alors c'est la tarte à la crème qu'on rencontre partout hein, on n'ose pas inviter les amis chez nous parce que c'est dégueulasse, c'est dégradant. Donc il y avait ça, c'était les panneaux de façade, les revisser dans les planchers. Et refaire les joint de façon suffisamment durable pour attendre la réhabilitation lourde ou la démolition donc on a fait un programme comme ça. Les colonnes gaz qui étaient soudées à l'étain dans les cages d'escalier où on pouvait foutre le feu, faire sauter tout le monde, enfin on a fait des travaux comme ça. Et puis tout ce qui est pied d'immeuble, espaces de la représentation quand on arrive chez soi, on est accueilli. La ville a embauché 17 jardiniers pour les espaces extérieures et des ouvriers d'entretiens et de nettoyage pour reprendre en main l'entretien de l'ensemble des espaces extérieurs du grand ensemble. [...] on a négocié avec eux et on a lancé les travaux d'urgence quand la Ville de Paris était encore propriétaire. Avec une copine on a fait l'équipe opérationnelle, on a fait les premiers projets de locaux vide ordures, on a déposé les permis, on a fait les appels d'offre, pour lancer les travaux assez vite.

Vision urbaine contre trames proliférantes

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François Laisney, architecte-urbaniste-chercheur

Lauréat, avec l'équipe de l'APRAH, du concours d'intégration des 4000 dans la ville (1982)

Un des éléments importants du concours c'est que dans les membres du jury du concours, il y avait un personnage influent, c'est Jean-Pierre Lefebvre qui dirigeait la Sodedat 93, la Société d'aménagement du Département, et qui je dois dire, nous détestait particulièrement parce qu'on arrivait avec des théories urbaines qui étaient totalement opposées à celles de l'école communiste et de la Sodedat 93 et donc alors là, les théories urbaines et une vision urbaine des choses totalement opposées. Il est vrai que dans les municipalités communistes pendant très longtemps il y a eu ce soutien à une certaine idée de l'habitat qui était fait sur des trames proliférantes avec une tradition qui était peut-être un peu issue des idées de Team 10 et donc Jean Renaudie ; en gros donc la

Sodedat soutenait l'école de Jean Renaudie et notamment ses élèves et collaborateurs, donc l'équipe de Lopez et Marcucci et qui dans leur projet – il faudrait que je vous montre l'image – consistait à faire une tabula rasa complète au sol et faire des espèces de pyramides de logements très informelles sans véritables rues ; l'idée c'était une espèce de tissu urbain assez informe avec des géométries compliquées. Ca, c'était les candidats officiels qui étaient véritablement soutenus par Jean-Pierre Lefebvre et donc ils ont construit dans diverses communes de la banlieue ces logements qui étaient complètement à l'opposé des théories urbaines du retour d'une certaine vision de l'urbain qui arrive à cette époque et dont on partageait plutôt... parmi les concurrents on était beaucoup plus proche d'autres ... Jaques Barda et Pierre Granveaud un peu sur la même ligne d'une vision de retour à une conception urbaine plus traditionnelle. Il y a eu donc consensus parmi les membres du jury ... Parmi les architectes il y a Philippe Panerai avec lequel on a partagé pas mal et il y avait Marc Emery qui était directeur de "L'architecture d'Aujourd'hui" et Roland Simounet comme personnalité importante. D'autres pourraient dévoiler les avis des membres du jury mais, bref c'était essentiellement quand même le... disons la réponse urbaine qu'on a faite elle était quand même ... et ça a été souvent dit, c'est elle qui répondait de la manière la plus conforme au cahier des charges de Bernard Barre et du concours.

En 1983, La Courneuve est la seule ville candidate à la dévolution

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François Laisney, architecte-urbaniste-chercheur

Lauréat, avec l'équipe de l'APRAH, du concours d'intégration des 4000 dans la ville (1982)

Mais donc l'acte politique très important aussi ... c'est l'acte dit de la dévolution en 1983 : comme ce grand ensemble est un parmi d'autres que possédait la Ville de Paris en banlieue notamment pour y loger les gens qu'elle expulsait. En '83 La Courneuve est la seule ville candidate ! Je pense qu'il y a un peu l'orgueil de la municipalité à l'époque, de récupérer ce parc immobilier, devenir maître à la fois du territoire et des habitants-électeurs ; j'ai retrouvé en relisant les documents, par exemple que l'adjointe au Maire – qui s'appelait Mme Lajoinie – se plaignait que sur 4000 logements seulement 63 soient attribués par la ville, le reste étant à la disponibilité essentiellement de la Ville de Paris, de l'Etat et d'autres bailleurs. Donc je pense que la Ville de La Courneuve financièrement ne s'en est jamais remise. Simplement, en acceptant ça pour un franc symbolique elle n'a pas vu les frais considérables que ça pouvait générer pour elle. La Ville ne s'est jamais remise financièrement, la dérive sociale on n'a pas pu finalement la stopper A ce propos on pourrait aussi parler du coût exorbitant... Par exemple ça serait intéressant, je trouve, de voir quel a été le coût global des multiples opérations de réhabilitation depuis l'année de dévolution – parce que avant la Ville de Paris ne faisait strictement rien. Quand on est arrivé entre la période de la construction et 1983 il n'y avait même pas de travaux d'entretiens. Je pense que ce dont la ville ne s'était pas rendu compte c'est qu'il y avait non seulement le bâti très dégradé à réhabiliter, à rénover, ou à démolir courageusement, mais il y avait aussi toute une population à prendre en compte.

Roland Castro : plan du grand Paris



Plan du Grand Paris offert par Roland Castro et Michel Cantal-Dupart à François Mitterrand lors de la visite à La Courneuve en juillet 1983

Roland Castro et Michel Cantal-Dupart

© Photo d'Alain Guez à partir d'un plan de Roland Castro

Le Corviale, Rome, Italie

ARCHITECTE : MARIO FIORENTINO

NOMBRE DE LOGEMENTS : 1246 LOGEMENTS



Projet 1972-1974, Construction 1975-1982, Occupation illégale du quatrième étage 1983, Projet de réhabilitation « Imaginer Corviale » 2004-2005

Pour arriver à Corviale tu dois prendre le bus 786, de la gare Trastevere. D'un terminus à l'autre, tu dois compter vingt minutes, une demi heure ou également « un jour et demi », comme le conducteur du bus peut te répondre, si tu le lui demandes. [...] Si tu le regardes de près, il pourrait être un bâtiment commun de la périphérie, une ligne droite qui coupe la campagne autour de Rome ; après tu t'aperçois qu'il ne finit jamais ; qu'il est toujours là où arrive ton regard. Et il y a aussi le quatrième étage, celui des services jamais réalisés, qui a été illégalement occupé il y a plusieurs années : un kilomètre d'agglomérations humaines, cent vingt cellules familiales, une alignement étrange de solutions d'habitations hétérogènes. [...] Personne ne peut savoir ce que serait devenu Corviale si, plutôt que 120 logements illégaux, au quatrième étage avaient été réalisés tous les services prévus par Fiorentino. Quelqu'un dit que ça n'aurait pas beaucoup changé, puisque « l'ordre » n'est pas quelque chose qui peut être imposé d'en haut. On peut sûrement dire que les habitants ont créé eux-mêmes un ordre, différent de celui qui était prévu pour eux, en élevant des grilles le long des galeries, comme un rempart de leur portion de kilomètre.

► Caterina Duzzi, « Il cielo sopra Corviale », *Domus*, n. 886, 2005, p. 78

© Ellelab

1984

■ DÉCIDEURS

- Récit d'un projet. Temps 3 les résultats du concours
- Récit d'un projet. Temps 2 : l'heure des choix
- Récit d'un projet. Temps 1 : les demandes et les contraintes
- Que le gazon pousse...
- 15 années de lutte
- « 1984 » un nouveau départ
- Nommer les lieux. Les 4000 n'existe plus !
- La Fête de la dévolution
- La dévolution

■ HABITANTS

- Dévolution : les moyens n'ont pas suivi
- Transformations: Face à une dégradation progressive, abandon ou résistance ?
- Territoires : être un vrai mailien

■ PAYSAGISTES

- Autonomie du paysage
- Leçon de choses
- Nommer les lieux : noms de rue et lieux existants

1984 | DÉCIDEURS

Récit d'un projet. Temps 3 les résultats du concours

EXTRAIT D'UN ARTICLE, DÉCLARATION DE JAMES MARSON

« Nous avons retenu le projet qui nous a semblé répondre le mieux à nos préoccupations du point de vue de l'urbanisme, de l'intégration des quartiers entre eux , le projet le moins brutal...Encore que...le projet Germe-Paurd et celui des frères Goldstein –sous certains aspects – étaient moins brutaux que celui de Gulgonen. »

.....
 Joxe (Denis), « La Courneuve : les 4000 an 2000 », étude réalisée avec le concours du Service Technique de l'urbanisme in *Banlieues Fragiles*, Centre Georges Pompidou-Ministère de l'urbanisme, des transports et la Commission Nationale pour le Développement Social des quartiers , novembre 1984, p. 36 -45, citation p. 43 .

Récit d'un projet. Temps 2 : l'heure des choix

EXTRAIT D'UN ARTICLE, DÉCLARATION DE JAMES MARSON

Déclaration du Maire au moment de la présentation des résultats : « Cette ville a besoin, après ces traumatismes, du plus grand calme, j'allais dire de la plus grande tendresse. Elle a besoin de souffler un peu. Si elle est à nouveau obligée de se transformer pour se remettre de ces chocs successifs, cette transformation doit rester la plus douce possible. La Courneuve doit patiemment reconstruire son identité sans renier ce qu'elle est, à partir de son histoire, de ce qui la rattache à l'histoire de la banlieue. Les Courneuviens ont le plus grand besoin de se retrouver dans leur ville, c'est, je pense, leur désir le plus profond qu'exprimait cette femme des 4000 qui regardait les projets et disait avec véhémence qu'elle ne voulait plus servir de cobaye. C'est pourquoi, de l'avis du Conseil municipal, ce n'est pas forcément le projet le plus brillant ou le plus novateur qui doit être retenu mais plutôt celui qui permettra à la ville de reconstruire son identité sans renier son identité banlieusarde qui est en place et qui constitue aujourd'hui son patrimoine. »

.....
 Joxe (Denis), « La Courneuve : les 4000 an 2000 », étude réalisée avec le concours du Service Technique de l'urbanisme in *Banlieues Fragiles*, Centre Georges Pompidou-Ministère de l'urbanisme, des transports et la Commission Nationale pour le Développement Social des quartiers , novembre 1984, p. 36 -45.

Récit d'un projet. Temps 1 : les demandes et les contraintes

EXTRAIT D'UN ARTICLE, ENTRETIEN AVEC JAMES MARSON

« Nous étions confrontés à deux problèmes : une ville qui n'a pas de centre, traversée par les voies routières et les voies de chemin de fer qui la morcellent et en même temps les problèmes du grand ensemble des '4000', en particulier celui de la liaison du grand ensemble avec la ville [...]

« Devant la démesure du travail demandé, il était décidé d'exclure du projet urbain les '4000 nord' (1200 logements) qui posent d'ailleurs des problèmes moins complexes d'intégration à la ville. Par contre, étant donné la gravité de la coupure instaurée par l'autoroute A 86 dans la ville, il était demandé de répondre sur cette question et sur la reconstruction de la gare déplacée par l'autoroute. Le projet urbain s'étendait donc entre la mairie et le Fort de l'Est d'une part, entre la RN 186 et le tracé de la future autoroute A 86 d'autre part, sur un très vaste secteur de la ville (44 hectares environ). Il était tout d'abord demandé aux concurrents d'inscrire l'espace des 4000 dans la ville et dans ce secteur de la banlieue Nord tout en lui restituant sa perméabilité. A cet effet, étaient imposés certains tracés qui traversent la cité actuelle et trouvent leur raison hors d'elle en des points forts ou sur des axes majeurs de structuration de la ville ou de la banlieue : Fort de l'Est à Saint-Denis, centre-ville, route nationale 186, boulevard Pasteur, avenue du Maréchal Lyautey qui renvoie au parc de la Légion d'Honneur et à la Porte de Paris à Saint-Denis, gare d'Aubervilliers-La Courneuve, avenue du Général Leclerc. Pour rétablir la perméabilité des super-ilots du grand ensemble, il était exigé d'inclure dans le périmètre actuel des 4000 quinze mille mètres carrés d'ateliers, locaux artisanaux, bureaux répartis en petites unités pour rompre avec une mono-fonctionnalité qui exclut toute personne étrangère à la cité et appauvrit les échanges de ceux qui l'habitent. Il était demandé aux concurrents de réaliser un meilleur partage de l'espace qui aboutisse à une progression plus fine de l'espace public à l'espace privé du logement, à une hiérarchie plus fine

des échelles urbaines : banlieue, ville, quartier, îlot. Il était demandé aux concurrents de structurer sur le boulevard Pasteur et autour d'une place de la gare reconstruite, un quartier de la gare qui réalise la suture de l'espace des 4000 et de celui du centre-ville. Il était enfin demandé d'implanter huit cents logements à construire dans le périmètre des 4000 et huit cents logements à construire hors de ce périmètre, soit un total de mille six cents logements reconstruits pour mille quatre cents logements démolis. Démolition totale des barres Ravel, Présov et Debussy ; démolition partielle des barres Renoir et Balzac étaient imposées aux concurrents. Sur l'îlot Hardy-Tortueux qui se trouvera certainement libéré à long terme, il était demandé d'implanter quatre cents nouveaux logements et un jardin public d'environ un hectare. »

.....
 Joxe (Denis), « La Courneuve : les 4000 an 2000 », étude réalisée avec le concours du Service Technique de l'urbanisme in *Banlieues Fragiles*, Centre Georges Pompidou-Ministère de l'urbanisme, des transports et la Commission Nationale pour le Développement Social des quartiers, novembre 1984, p. 36 -45, citation p. 38-39.

Que le gazon pousse...

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« Et que se montent les buttes, et que le gazon pousse et que s'allument les lampadaires ! Sur le terrain Présov, on prépare les longues journées d'été. Les services techniques municipaux sont à pied d'œuvre sur le terrain vague où il n'y a pas si longtemps, les jeunes de la cité improvisaient des parties de football. En juin prochain, ils pourront reprendre leurs jeux sur un vrai terrain qui pourra, selon les besoins, être transformé en deux espaces pour tournoi de sixte. Les mères de famille, les enfants pourront également profiter de ce nouvel aménagement, car des promenades avec bancs, arbres... sont prévues. Les sportifs plus tranquilles, les boulistes, ne sont pas oubliés non plus. Ainsi, après discussion avec les clubs sportifs, les locataires etc., le quartier Présov se transforme. »

.....
 « Présov : le terrain vague fait peau neuve », *La Courneuve*, n°61, avril 1984, p. 3.

15 années de lutte

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« Le transfert de propriété des '4000' à La Courneuve, dont la convention a été signée le 29 mars 1984, est un évènement considérable. Il est l'aboutissement de 15 années de lutte et de démarches de la population, des associations et des élus. L'engagement du gouvernement a été déterminant pour la conclusion du transfert sur la base d'un accord qui préserve les intérêts des deux villes, de Paris et de La Courneuve. Aujourd'hui, c'est un nouveau départ pour ce grand ensemble qui devient ainsi un quartier comme les autres à La Courneuve ».

.....
 James Marson, « Déclaration du sénateur-maire de La Courneuve », *La Courneuve*, n°61, avril 1984, p. 2.

« 1984 » un nouveau départ

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« Petite interrogation écrite : 1515 ? C'est la victoire de Marignan. 1610 ? Henri IV est assassiné. 14 juillet 1789 ? Prise de la Bastille. 29 mars 1984 ?... La ville de La Courneuve devient propriétaire du grand ensemble.

« Ce jour-là, les Courneuviens ont pu enfin tourner une page de leur histoire. La municipalité, les associations, les organisations de la cité avaient lutté depuis une bonne quinzaine d'années pour qu'enfin ce changement puisse intervenir, pour qu'enfin les '4000' soient un quartier, voire des quartiers, courneuviens à part entière. 'Ouf ça y est !' C'est bien l'expression qui est revenue le plus souvent sur les lèvres ces temps derniers. Mais si la dévolution sera effective le 1er juillet, l'histoire des 4000 n'est pas terminée. Il s'agit maintenant de s'attaquer à leur rénovation, leur réhabilitation. La tâche n'est pas simple ! Aucun courneuviens ne l'ignore. Il reste une bonne moitié du chemin à

parcourir, une bonne dizaine d'année encore. [...] Elles [les choses] ont déjà changé. Le 1er octobre 1983, le plan d'urgence se mettait en action. Les jardiniers de la ville nettoyaient et plantaient les espaces verts. Puis l'équipe opérationnelle des '4000' organisait des rencontres avec les habitants pour les informer des premiers travaux. Ainsi les maçons, les électriciens, etc., sont arrivés à Présov, au 29 avenue Barbusse, à Ravel, Renoir. Ils travaillent actuellement dans les logements, les cages d'escaliers, les halls afin d'assurer la sécurité des locataires. La rénovation définitive avec les bâtiments de la place Villon commencera au cours du second trimestre 84. Bien évidemment on aménagera les parties communes, on révisera les installations de gaz, d'électricité. Mais on s'attaquera également aux maléfactions d'origine (isolation thermique...) et on agrandira ou modifiera les appartements en travaillant notamment sur les façades. Entre mars et juillet, l'Office H.I.m. courneuvien, lui, va s'atteler à la lourde tâche de gestion des logements. Il va entrer en possession de tous les documents administratifs détenus jusqu'à présent par l'Office parisien. Cette opération nécessite une réorganisation complète des services. Ainsi petit à petit, le grand ensemble se transforme. 'Tous les courneuviens ont à y gagner' précisait M. Marson. [...] Cette réhabilitation va avoir des incidences 'sur la politique du logement dans la ville, les possibilités de répondre aux demandes (1700 actuellement), sur l'équilibre de la ville et de ses quartiers, sur l'image de marque de notre ville ».

« 1984, le nouveau départ d'un quartier courneuvien », *La Courneuve*, n°61, avril 1984, p. 2.

Nommer les lieux. Les 4000 n'existe plus !

EXTRAIT D'UN ÉDITORIAL DU JOURNAL MUNICIPAL

« Cette affirmation peut vous sembler exagérée et pourtant, si l'on mesure bien que l'existence des '4000' tient essentiellement au fait qu'un ensemble de quartiers de La Courneuve dépendait entièrement d'une autre ville, en l'occurrence Paris, eh bien oui, dans ces conditions, le transfert des '4000' à l'O.p.h.I.m. de la ville de La Courneuve fait 'disparaître' les '4000 logements'. Ils deviennent des quartiers comme les autres : Paul-Verlaine, Georges-Braque...où l'intervention de la ville pour la voirie, les espaces verts, le fleurissement, l'éclairage public, la propreté, la politique du logement, sera le même que dans le restant de La Courneuve. [...] C'est un événement considérable qui je crois n'a pas de précédent. Il est l'aboutissement de 15 années de luttes des habitants, des associations et des élus. C'est en 1970 que, pour la première fois, la question du transfert a été avancée et en 1976 la demande de réhabilitation de la cité. Pour arriver à un accord acceptable l'engagement du gouvernement et du président de la République ont été décisifs. Aujourd'hui, c'est un nouveau départ offert à ces quartiers. La remontée sera difficile, nous n'avons aucune illusion à ce sujet. La rénovation ne fait que commencer, elle a besoin de moyens importants qui ne lui sont pas encore acquis, mais elle va y trouver un nouveau souffle. Qui se refuserait à saisir cette nouvelle chance, et cela ne concerne pas seulement la municipalité ou les habitants de ces quartiers, mais toute la ville. Toute la ville a intérêt à ce que l'on retrouve des conditions décentes, humaines, d'existence, de cadre de vie, et de logement. Et alors vraiment, les '4000' n'existeront pas. »

James Marson, « Les 4000 n'existent plus ! », *La Courneuve*, n°61, avril 1984, p. 1.

La Fête de la dévolution

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« La fête qui a résonné aux 4 coins de la cité a pris des dimensions particulière cette année en portant loin l'espoir des courneuviens et plus particulièrement des habitants concernés par la dévolution. Rencontre avec des quartiers retrouvés, rencontre avec une ville enfin réunie, chacun en comprend mieux le sens aujourd'hui au gré des premiers aménagements de « Notre cité ». Nous avons fêté les combats passés et ceux à venir, côte à côte, population et municipalité, pour un devenir dont les contours se dessinent déjà et que les premiers jours de l'été portent loin, très loin au cœur de nos volontés. »

La Courneuve, n°62, juin 1984.

La dévolution

« Le transfert s'est effectué sans aucun versement des sommes par l'OPHLM de la Courneuve à l'OPHLM de Paris, compte tenu de l'ensemble des obligations mises à charge du nouvel organisme propriétaire, notamment la reprise des emprunts à cette date. [...] En contre partie, l'Etat qui a encouragé cette opération a promis à l'office parisien dans le cadre du contrat Etat/ville un appui particulier. »

1984 | HABITANTS

Dévolution : les moyens n'ont pas suivi

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jean-Pierre, 50 ans, artiste, élu, responsable d'une association.

Parcours résidentiel : St. Denis > La Courneuve (Alfred de Musset) > centreville

Il y a eu une fête de la dévolution qui a été organisée, et là, on nous disait : « Vous allez voir ce que vous allez voir ! Ce n'est plus la droite, ce n'est plus la mairie de Paris qui va gérer [les 4000]. C'est nous ! Et vous allez voir ce que ça va donner ! ». Et encore maintenant, à la mairie, ils se disent : « On s'est fait arnaquer ! Les moyens n'ont pas suivi ! ». (...) Parce que la Ville de La Courneuve, en tant que institution, c'est retrouvé à gérer un parc monumental [de logements] et elle n'en avait pas les moyens ! Donc, l'ampoule qui pétait n'était pas changé tout de suite, les entreprises de nettoyage, au lieu de passer tous les jours ou tous les trois jours ... bein, c'était plus espacé ... le gardiennage ... pareil.

Transformations : Face à une dégradation progressive, abandon ou résistance ?

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtellerauld > La Courneuve 4000 (Balzac)

M : Et après, ça s'est dégradé à grande vitesse quand l'Office a repris le .. pour un franc symbolique !

— *C'était dans les années 80 ?*

M : Oui, c'était en 84, 85 , quand Mitterand est venu ici voir. Et là, c'était vraiment la débâcle. Ca se dégradait de plus en plus. Les voisins portaient, se décourageaient.. On voyait les gens partir.

— *Les gens se sont découragés selon vous ?*

Mme : Oui, ils en avaient marre, ils avaient peur.

M : Oui. Parce que les gens ont vu que ça se dégradait et que la direction de l'Office ne faisait rien et le Maire non plus ! Faut dire les choses comme on le sent bon ! Alors nous, on s'est dit qu'est-ce qu'on fait ? Bon, on abandonne ? Et bien, on n'a pas abandonné parce que moi j'avais déjà mon travail. Bon moi j'ai dit non, ça va se tasser, ça va s'améliorer parce qu'il faut avoir de la patience dans la vie. Bon ça va se tasser, pensez vous, ça s'est dégradé de plus en plus parce qu'il y a eu des gens vraiment très négligents. Évidemment les gens sont partis, ils ont mis des gens un peu de partout. Quand vous mettez des gens qui travaillent, vous avez de l'argent qui rentre. Bon évidemment, c'est vrai qu'à cette époque-là, il y avait déjà du chômage. Mais moi, je dis toujours, quand on veut, on peut. Quand on ne travaille pas, il y a des aides. Mais quand on veut, on peut. Le loyer, il faut le payer, après il y a le reste. Mais si les gens, ils roulent avec des voitures extravagantes et qu'ils ne payent pas leur loyer, ça finit par faire un gouffre ! Du coup, la ville de La Courneuve s'est retrouvée avec un déficit énorme ! C'est bien de faire du social, je ne suis pas contre mais il faut savoir ce qui est social.

— *C'est-à-dire qu'ils ont mis des gens qui n'étaient pas solvables ?*

M : Ben en plus, ils cassaient, ils volaient, ils ne payaient pas leur loyer. Et puis, c'était mal géré aussi !

— *Alors vous, comment vous avez fait pour résister d'une certaine manière ?*

Mme : Parce qu'on aime beaucoup La Courneuve, on a nos enfants qui sont nés ici, nos enfants ont grandi ici hein, moi j'aime beaucoup ma cité, on avait des voisins très gentils et tout.

M : Parce que après on s'est dit, qu'est-ce qu'on peut faire ? On ne peut rien faire. Même si des fois, on leur faisait des petites remontrances de temps en temps, pour faire passer le message ... Ça partait de tous les côtés. Je parle des jeunes et des moins jeunes.

Territoires : être un vrai maillien

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Tahar, 31 ans, marié, un enfant, animateur socio-culturel et membre d'une association pour l'enfance et la jeunesse.

Parcours résidentiel : immeuble Maurice de Fontenay > Quatre Routes

Mon « chez moi » ... s'arrêtait au centre commercial. Au niveau du Centre de santé, je me sentais déjà un peu ailleurs. Là, c'était « la deuxième cité ». Nous, ici, on l'appelait « la première cité », et là - Balzac, Debussy, tout ça ... - pour nous c'était « la deuxième cité ». Nous, c'était La Tour, le Mail (immeuble Maurice de Fontenay) et le centre commercial. Ravel et Presov, c'était la première cité, mais déjà un peu moins familier ... Renoir, c'était le même monde, tout en étant un autre monde, en fait. C'était un peu comme Ravel et Presov : on y passait, on connaissait des gens qui y habitaient ... mais on ne restait pas forcément en bas de Renoir avec les gens qui habitaient Renoir. Mon terrain de jeu était ici (il montre le square du mail), notamment où il y avait le stade, mais Renoir était quand même plus familier que la deuxième cité. Je suis un vrai mailien, hein (rires) !

1984 | PAYSAGISTES

Autonomie du paysage

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Linda Leblanc, paysagiste, Etude de la conception d'ensemble des espaces extérieurs des « 4'000 » (1984-1985), réalisation de la place du Château d'Eau (1986) et du jardin de l'Orme Seul (1996)

Trouver une structuration de l'espace extérieur qui ne soit pas de l'espace d'accompagnement... La critique forte, c'était de dire que le plan masse avait été fait et que les espaces extérieurs n'étaient pas des espaces autonomes, mais des espaces dépendants, accompagnants, la voirie, les parkings, tout venait de la forme urbaine et que tout le reste suivait. Nous, notre démarche, c'était d'essayer de trouver justement une autonomie à ces espaces extérieurs pour les faire exister en tant que tels et trouver des continuités, des accroches avec l'ensemble du territoire.

Leçon de choses

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Linda Leblanc, paysagiste, Etude de la conception d'ensemble des espaces extérieurs des « 4'000 » (1984-1985), réalisation de la place du Château d'Eau (1986) et du jardin de l'Orme Seul (1996)

Des références ? Eh bien on n'en avait pas, si ce n'était les références justement géographiques, on avait un vocabulaire comme « vallon », et un vocabulaire de couturier, « ressouder », « recoudre », « rotule », « articulation », « traverse »...

Nommer les lieux : noms de rue et lieux existants

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Linda Leblanc, paysagiste, Etude de la conception d'ensemble des espaces extérieurs des « 4'000 » (1984-1985), réalisation de la place du Château d'Eau (1986) et du jardin de l'Orme Seul (1996)

On avait repéré des lieux identifiables et nommables... il y en avait qui étaient connus... le mail de Fontenay... c'était les continuités... on n'a rien inventé. En gros, le projet s'appuyait sur l'identification des lieux et la manière de les nommer afin de les faire exister et puis le désenclavement et les continuités.

1985

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

→ Donner aux bourgeois des raisons d'aller à la Courneuve

■ HABITANTS

→ Logement : la lutte aux cafards

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

→ Serge et Lipa Goldstein : la Zac de l'Orme seul

→ Apreh : Projet urbain pour l'intégration des 4000

■ PAYSAGISTES

→ Ambivalence du moderne

→ La dimension territoriale

→ Les sujets

■ DÉBATS

→ Nonoalco-Tlatelolco, Ville de Mexico, Mexique

→ Il faut donner des raisons aux bourgeois du seizième d'aller à la Courneuve

Donner aux bourgeois des raisons d'aller à la Courneuve

Le Monde

Extrait d'un article d'un quotidien national

« On a vu, explique Castro, La Courneuve et la cité-jardin de Chatenay-Malabry. La seconde est très belle ; aucune muraille : le regard peut s'échapper. Or sa densité est la même qu'à La Courneuve. C'est une question de savoir-faire. [...] » « C'est vraiment une mission vigoureuse, rigolote [Banlieues 89]. On s'est mis à ramer. Il ne faut plus de ville à deux vitesses. Il faut inventer aux banlieues un avenir qui ne regarde plus vers les centres-villes » « Détruire, c'est un peu paranoïaque. Une ville, c'est de l'accumulation. Si la première couche est ratée, il en faut une seconde. » [...] « Il faut donner des raisons aux bourgeois du seizième d'aller à la Courneuve, changer jusqu'aux mots, fabriquer des théâtres plutôt que des maisons des jeunes et de la culture et distiller le luxe ». [...] « Une ville doit être un lieu de confrontation. Pourquoi les cadres supérieurs ne vivraient-ils pas aux Minguettes ? Il y a bien des fast-foods face au Fouquet's sur les Champs-Élysées. Une ville qui ne bouge pas est une ville qui meurt ». [...]

► Nicolas Beau, « Réparateurs de banlieues », *Le Monde*, 17-18 février 1985

1985 | HABITANTS

Logement : la lutte aux cafards

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 : Gd Debussy > Balzac > Renoir > St Just

Et je ne parle pas des cafards, les cafards c'était des brouettes entières qu'on enlevait hein !! Voyez quand vous êtes gamin, que vous avez la peau fragile, vous vous faites bouffer ! Partout, bien sûr. Partout, on avait des cafards partout ! Ils nous bousillaient tout ce qui était magnétoscope, téléviseur, même des trucs qui partaient à la poubelle à cause de ça. Déjà qu'on n'avait pas les moyens de s'acheter des téléviseurs et tout ! Il n'y avait rien à faire, ou l'on décontaminait le bâtiment en entier mais on ne pouvait pas décontaminer une pièce parce qu'ils vont au-dessus et ils reviennent après. Donc à chaque fois, on usait une dizaine de bouteilles entières, on calfeutrait l'appartement et quand on revenait, c'était une brouette entière de cafards morts hein ! Parce qu'ils se cachaient sous les plinthes, sous le plafond, derrière le papier peint. Des fois, tu bougeais un meuble, tu avais l'invasion, ils étaient tous cachés derrière. C'était l'humidité, l'insalubrité, le béton, ça leur suffit.

Serge et Lipa Goldstein : la Zac de l'Orme seul



Ville de la Courneuve Sodedat 93 – Zac de l'Orme seul – planche de synthèse

Serge et Lipa Goldstein

© Photo d'Alain Guez à partir d'un document de Serge et Lipa Goldstein

Aprah : Projet urbain pour l'intégration des 4000



Département de la Seine-Saint-Denis – Ville de la Courneuve – Projet urbain pour l'intégration des 4000 – axonométrie générale

aprah

© Photo d'Alain Guez à partir d'un document papier de François Laisney

1985 | PAYSAGISTES

Ambivalence du moderne

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Linda Leblanc, paysagiste, Etude de la conception d'ensemble des espaces extérieurs des « 4'000 » (1984-1985), réalisation de la place du Château d'Eau (1986) et du jardin de l'Orme Seul (1996)

Nous étions d'une part obsédées par la qualité de l'espace moderne et d'autre part très révoltées parce qu'on découvrait que ça vivait mal.

La dimension territoriale

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Linda Leblanc, paysagiste, Etude de la conception d'ensemble des espaces extérieurs des « 4'000 » (1984-1985), réalisation de la place du Château d'Eau (1986) et du jardin de l'Orme Seul (1996)

Nous étions plus dans une pensée à l'échelle du territoire, de la géographie, le vocabulaire de « placette », on pensait que c'était pas la solution (je dis on parce qu'on était quand même plusieurs à penser comme ça) parce qu'en fait ce vocabulaire était nostalgique de la ville ancienne, de la ville moyen-âgeuse et qu'il y avait une nouvelle dimension à trouver, un nouveau vocabulaire à trouver dans l'espace moderne. Donc la « génération Corajoud » puisqu'on s'appelait comme ça, c'était une génération qui s'occupait effectivement des espaces publics, mais en essayant de trouver de nouvelles formes... Par exemple, pour la place du Château d'Eau, le projet était très simple : c'était garder une surface plane qui puisse accueillir des spectacles, des rencontres, des terrasses de café, etc. Faire bien sentir la géographie par ces emmarchements, puis qu'elle soit un peu en pente vers l'intérieur pour que malgré tout il y ait une intériorité à l'espace public. L'autre enjeu fort de cet espace, c'était de faire solide et puis l'échelle donnée par ce grand banc. Ce n'était pas faire une petite placette à l'échelle humaine pour faire lutter contre « l'inhumanité » de la cité, mais de faire un espace qui soit aussi à l'échelle de la cité. Donc, ce grand banc reprend l'échelle monumentale de la cité.

Les sujets

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Linda Leblanc, paysagiste, Etude de la conception d'ensemble des espaces extérieurs des « 4'000 » (1984-1985), réalisation de la place du Château d'Eau (1986) et du jardin de l'Orme Seul (1996)

Les arbres qu'on proposait de planter, c'était vraiment de l'ordre du principe. Il y avait du caduc et du persistant. C'était des sujets un peu étonnants et remarquables, pour marquer les lieux. Et puis aussi, des sujets qui libéraient la place, qui laissaient passer le regard au sol et d'autres sujets qui bloquaient la vue. (...) C'est une obsession que je continue à avoir, l'échelle que donne le végétal. La maîtrise de l'utilisation de ce que peut représenter le végétal... à moyen terme et à terme et de savoir comment on le manipule. Alors là, en plus avec la référence à ces barres, ça questionnait ! Le couvert, la hauteur du plafond, le fait de savoir comment ça communique, comment on voit au sol, comment on recrée, comment on isole des barres, parce que ça va aussi très vite d'isoler des barres et de perdre la référence... on voit l'impact par exemple du mobilier urbain, en particulier du mobilier publicitaire dont on use et on abuse, et comment il contribue à donner une lecture de la ville complètement fautive, à l'échelle toute petite et qui fait perdre la lecture de la ville dans son ensemble, la lecture du ciel, et puis l'idée du rapport du paysage dont le végétal est un des outils privilégiés, et comment on entretient même la haine de la ville avec le végétal. Ce n'était pas une idéologie que nous partagions...

Nonoalco-Tlatelolco, Ville de Mexico, Mexique

ARCHITECTE : MARIO PANI

NOMBRE DE LOGEMENTS : 15000 LOGEMENTS



Projet 1964 ; Construction 1966 ; Reconstruction après le tremblement de terre 1985

Dans le grand ensemble Presidente Adolfo López Mateos, mieux connu comme unité d'habitations Nonoalco-Tlatelolco, vivent plus de 50 000 personnes, et on estime à environ un demi million la population se rendant chaque jour dans cette zone pour y effectuer diverses activités quotidiennes. [...] Ce qui est arrivé en 1985, fût un désastre à l'origine de nombreux dégâts, depuis l'écroulement de deux modules de l'édifice Nuevo León (où sont décédés des centaines de personnes), à des dégâts structurels sur différents édifices devant être démolis, et des dommages de moins grande ampleur sur une dizaine d'immeubles qui furent réhabilités, sans oublier les dégradations sur les infrastructures et équipements propres à l'ensemble. [...] Depuis 1986, quand ont commencés les activités du programme de reconstruction de Tlatelolco, ils n'ont pas réussi à consolider les efforts institutionnels orientés sur la prévention des désastres, ayant pour base un programme visant à instaurer une responsabilité gouvernementale et de voisinage.

► Armando Barreiro Pérez, director territorial de Tlatelolco, in www.gobernacion.gob.mx

© www.guerrero.gob.mx

Il faut donner des raisons aux bourgeois du seizième d'aller à la Courneuve

EXTRAIT D'UN ARTICLE

« Il faut donner des raisons aux bourgeois du seizième d'aller à la Courneuve, changer jusqu'aux mots, fabriquer des théâtres plutôt que des maisons des jeunes et de la culture et distiller le luxe ».

Beau Nicolas, « Réparateurs de banlieues », *Le Monde*, 17-18 février 1985.

1986

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

- Il faut détruire 100 grands ensembles
- Une construction-caricature

■ DÉCIDEURS

- Un gâchis
- Pierre tombale
- Démolition pour un nouveau quartier

■ HABITANTS

- Démolitions : relogements et regrets
- Démolitions : Debussy penchait
- Réhabilitation de Balzac

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

- ZAC de l'Orme seul : présentation du projet d'espace public
- Maquette projet Barbusse

■ PAYSAGISTES

- Résidentialisation vs Modernisme
- La passerelle et l'autoroute
- J'arrête...

Il faut détruire 100 grands ensembles

LE FIGARO

Extrait d'un article d'un quotidien national

« C'est ce qu'affirme Coteba International, spécialiste de l'ingénierie de la construction après la destruction, par implosion, d'une partie de la Cité des 4000 à la Courneuve. »

« [...] alors que la réhabilitation coûterait 48 milliards de francs pour les 300 000 logements de la centaine de grands ensembles en cause, la destruction et la construction du même nombre de logements s'élèveraient à 78 milliards de francs. Sa conclusion logique il faut démolir. Son raisonnement s'appuie sur le fait que tous ces travaux entraîneraient la création (ou la sauvegarde) de 90 000 emplois et que les habitations reconstruites seraient mieux conçues et donc plus rentables : le spectre du logement vacant s'éloignerait, les locataires paieraient plus facilement leur loyer, des économies de gestion, d'entretien et d'énergie seraient réalisées. [...] Moyennant quoi, estime Coteba, il faut réaliser un inventaire et une évaluation des immeubles à démolir et à reconstruire, et établir une programmation sur cinq ans de ces destructions. Simplement, cette opinion n'est pas appréciée par tous. Ainsi, à l'Union des HLM, on estime que cette analyse est pour le moins un peu brutale : cela nous semble une appréciation simpliste de dire qu'il faut détruire 300 000 HLM. Si c'était aussi rentable que cela, nous l'aurions déjà engagé. Apprécier les besoins de destruction demande des études beaucoup plus approfondies et locales.[...] Nous n'avons pas d'a priori contre la destruction. Mais c'est une solution parmi d'autres que l'on doit étudier avec précaution et au cas par cas. ».

► Geneviève Schweitzer, « Il faut détruire cent grands ensembles », *Le Figaro*, 24 février 1986.

Une construction-caricature

Le Monde

Extrait d'un article d'un quotidien national

« En décidant de rayer du paysage après vingt ans de mauvais et déloyaux services cette construction-caricature, la municipalité de la Courneuve que dirige M. James Marson, sénateur communiste, avait ses raisons. Mal conçues, dépotoirs de la ville de Paris trop heureuse dans les années 60, d'exiler ses pauvres hors les murs, les HLM du quartiers des 4000 sont en rénovation depuis que la ville de La Courneuve a en a obtenu la dévolution en 1984. Comme le rappelle la Commission nationale pour le développement social des quartiers, 'soufflé mais pas joué' : la démolition de la barre Debussy n'est qu'un élément dans un effort d'ensemble pour 'effacer les mauvais choix du passé' selon les mots de M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, présent au moment de l'explosion. Mais les travaux coûtent cher. La ville de La Courneuve y a déjà consacré des sommes importantes et M. Marson avoue qu'aujourd'hui, faute de crédits, 'la rénovation est en panne' Les familles de la barre Debussy ont été relogées. La plupart ont souhaité demeurer à proximité, dans ce grand ensemble qui ressemble encore trop à l'inconfort, à la promiscuité, à la désespérance. C'est là qu'un enfant de neuf ans et demi avait été tué en juillet 1983 par un voisin irascible. S'il a fallu détruire 'pour que naisse un nouveau quartier' comme le proclamait une gigantesque banderole verticale amarrée à la barre Debussy, ses anciens habitants ont regardé avec tristesse se volatiliser leurs souvenirs. Mme Naitara a pleuré : 'C'était

.....
sale, il y avait des cafards. Mais j'ai vécu là, au onzième étage avec mes quatre enfants, et ça fait mal au cœur de tout voir par terre. » [...] ».

▶ Charles Vial, « Grand fracas chez Debussy », *Le Monde*, 20 février 1986.

1986 | DÉCIDEURS

Un gâchis

EXTRAIT D'UN ARTICLE

James Marson, Maire de la Courneuve, 1986

« La démolition est toujours quand même un peu un gâchis quand on a tant besoin de logements. Des études nouvelles, plus fines, sur la déstructuration et l'écrêtage des bâtiments semblent permettre un travail qui nous paraissait irréaliste il y a un an ou deux . »

.....
Rapport de Marson James in colloque *La Réhabilitation des grands ensembles*, 18 et 19 décembre 1986, IFA/ CNDSSQ in Plan Construction et Architecture Cité-Projets, *La réhabilitation des grands ensembles : Anthologie 1974-1994*, Septembre 1994.

Pierre tombale

EXTRAIT D'UN ARTICLE

Démolition de Debussy, 1986

« De barre en barricade : l'immeuble D7, 185 m de long, 15 étages, 370 logements, est parti en fumée hier à 13h07 précises, « Cité des 4000 » à la Courneuve. En guise de pierre tombale, 70 000 tonnes de gravats barrent l'horizon, attendant les bulldozers qui doivent déblayer la place en quatre mois ».

.....
Chevilley Philippe, *Les Echos*, 19 février 1986.

Démolition pour un nouveau quartier

CONFÉRENCE DE PRESSE DE JAMES MARSON

« La démolition de Debussy, c'est de la tristesse, bien des vies s'y sont déroulées, des solidarités se sont développées jusque dans la tristesse. En effet, un bâtiment, un quartier, ce sont des murs plus ou moins beaux mais ce sont surtout les hommes, les femmes, les jeunes, les enfants qui l'habitent et le font vivre, on ne détruit pas cela sans un pincement de cœur. Mais, la démolition c'est aussi l'ouverture, l'espoir d'être mieux logé dans un quartier plus agréable. De l'extérieur, la démolition est souvent vécue avec satisfaction, elle viserait à faire disparaître quelque chose de nuisible d'où viendrait tout le mal. Non, le mal ne vient pas de Debussy, ni des 4000, le mal vient de la crise, du chômage, de la brutalité de la société. [...] »

« Depuis mai 1964, les luttes et les initiatives se sont multipliées et développées dans la cité où le parti communiste est particulièrement actif et influent. Il faudrait un roman pour en donner l'étendue [...] En 1965, pour isoler la cité tous les accès sont bouclés par des chaînes et des guérites, violente réaction de la population qui en obtient rapidement le retrait. En 1970, pour la première fois, la dévolution du grand ensemble est demandée en faveur de l'office départemental d'HLM de la Seine-Saint-Denis. Des négociations s'engagent mais les exigences financières de Paris les font échouer. C'est en 1971 que de premières propositions d'amélioration de la cité sont faites et obtenues. De 1975 à 1980 de multiples manifestations ont eu lieu [...] Dans le bulletin municipal, le terme de rénovation est apparu en février 1975. Le 26 novembre 1976 un conseil municipal extraordinaire se tient dans la cité contre les saisies, pour le blocage des loyers et pour la rénovation. [...] En février 1977, les communistes des 4000 organisent une consultation des habitants pour la grève des hausses de loyers, 1638 foyers participent au vote et 90% se prononcent pour Le 20 décembre 1980, à l'initiative de l'Amicale des locataires, la CNL, 2056 votants, 1980 refusent de payer le loyer de décembre, exigeant la rénovation, la sécurité, la diminution des loyers. En 1978, le grand ensemble était retenu dans le cadre du programme HVS [...] A ma connaissance, le conseil d'administration de l'OPHLM de Paris n'a jamais approuvé ce dossier, ce qui n'est pas sans importance pour la suite. [...] Devant les difficultés d'engager la rénovation avec l'office de la ville de Paris, le conseil municipal décide de demander le transfert de propriété à l'OPHLM de la Courneuve (1981). [...] Après la victoire de la gauche en 1981, une commission nationale était créée, les 4000 étaient retenus, en 1983, avec 20 autres quartiers. [...] Les premiers travaux d'urgence commençaient en octobre 1983. Pourquoi des travaux d'urgence ? Parce que l'état de la cité ne

permettait pas d'attendre les délais nécessaires à la mise en œuvre de la rénovation lourde. [...]
C'est le 1er juillet 1984 qu'a lieu la dévolution à l'OPHLM de la Courneuve. [...]

« La rénovation est le résultat de près de 20 années de lutttes et de démarches, de la convergence de la volonté de la population, de ses organisations, et de celles des communistes et des élus communistes. »

1986 | HABITANTS

Démolitions : relogements et regrets

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtelleraut > La Courneuve 4000 (Balzac)

Alors évidemment après ils ont démoli le Grand Debussy, ils ont relogé tous ces gens-là, parce que là-bas ce n'était pas un bâtiment, c'était un paquebot. Parce qu'ici (Balzac), on a deux locataires par palier, là-bas, ils avaient 4 locataires par palier. Il y avait beaucoup plus de monde ; donc ils étaient obligés de dispatcher un peu tous ces gens. Alors comme il y avait ici des gens qui étaient déjà partis, ils ont relogé un peu ici, un peu à Renoir, un peu à Ravel, un peu à Presov tout ça. Et après ils ont reconstruit la cité de l'Orme Seul. Après ils ont redémoli Renoir, ensuite Presov et Ravel, des grands bâtiments.

Démolitions : Debussy penchait

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismaï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 : Gd Debussy > Balzac > Renoir > St Just

Moi j'ai grandi à Debussy, donc ça a été le premier bâtiment détruit. J'ai vécu là 11 ans. En fait, c'était le début à l'époque, c'était les clans, on se connaissait tous dans l'immeuble. C'était le premier bâtiment qui était parallèle à la gare et comme c'était un immeuble qui est devenu insalubre au fur et à mesure, ils ont été obligés de le détruire et c'est là qu'ils ont commencé vraiment à faire campagne de destruction. Parce que La Courneuve a été construite sur des marécages. Donc les immeubles bougeaient, s'enfonçaient etc. et notamment le Debussy, il penchait.

Réhabilitation de Balzac

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismaï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (Gd Debussy Balzac, Renoir > St Just)

Donc le principe c'est que j'ai habité Debussy qui a été détruit. Après Balzac, on était un peu les lanceurs du duplex. Parce que à l'époque, quand ils nous ont relogés à Balzac nous, on a demandé à avoir un duplex, parce qu'on était trop nombreux. Donc ils ont commencé à construire les premiers duplex. Et quand ils ont commencé à faire la rénovation de Balzac, c'est là qu'ils ont fait les duplex dans tous les immeubles, dans toutes les entrées, mais le premier duplex, c'était le nôtre ! On avait un duplex, à l'époque !

1986 | ARCHITECTES ET URBANISTES

ZAC de l'Orme seul : présentation du projet d'espace public

EXTRAIT VIDÉO

Serge et Lipa Goldstein, architectes

Invités au concours de 1982 et maîtres d'œuvre de différentes opérations sur les 4000

► © LAA 2007

Maquette projet Barbusse

PHOTO DE LA MAQUETTE

Bernard Paurd et Marie Christine Lvovsky, Architecte et urbaniste Invités au concours de 1982, maître d'œuvre de différentes opérations sur les 4000 et lauréats de l'étude de définition sur le quartier Des Clos



Maquette du projet de B. Paurd pour Barbusse, 2011, 4000 m²
© Bernard Paurd architecte

1986 | PAYSAGISTES

Résidentialisation vs Modernisme

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Linda Leblanc, paysagiste, Etude de la conception d'ensemble des espaces extérieurs des « 4'000 » (1984-1985), réalisation de la place du Château d'Eau (1986) et du jardin de l'Orme Seul (1996)

Ca s'est essoufflé, parce qu'on n'arrivait pas suffisamment à produire, donc à construire, des espaces suivant ces principes, donc à montrer que c'était intéressant. C'était trop de petites expériences. On avait dans l'idée qu'on allait mettre en place ces grandes structurations. Commencer par mettre en place ces grandes structurations et puis après travailler plus dans le détail. Donc, on pourrait presque parler d'échec. On allait dans le sens du Mouvement Moderne en disant « C'est de l'espace ouvert, il faut surtout pas le fermer ! »

La passerelle et l'autoroute

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Linda Leblanc, paysagiste, Etude de la conception d'ensemble des espaces extérieurs des « 4'000 » (1984-1985), réalisation de la place du Château d'Eau (1986) et du jardin de l'Orme Seul (1996)

Oui, c'était ressouder ce morceau de ville au reste de la ville... la grande échelle, le reste du territoire, qui traversait l'autoroute pour aller au parc de La Courneuve... je ne sais pas s'ils ont enfin construite la passerelle que nous avons proposé... parce que les gens, les habitants traversaient quand même à pied l'autoroute, donc de façon sauvage, pour aller au parc de La Courneuve... Le projet urbain proposait de construire un point de passage, une passerelle...

J'arrête...

Linda Leblanc, paysagiste, Etude de la conception d'ensemble des espaces extérieurs des « 4'000 » (1984-1985), réalisation de la place du Château d'Eau (1986) et du jardin de l'Orme Seul (1996)

Ca gambergeait quand même beaucoup ! Bon, c'était bien, on était de nombreux paysagistes à travailler sur la réhabilitation. On s'est beaucoup lassé, non seulement pas parce qu'on ne pouvait pas faire, mais aussi parce que... moi, je travaillais à Bobigny, et à Bagnolet aussi, au bout d'un moment c'est gentil ces études, ils promettent, ils promettent, non seulement à nous mais aussi aux gens qui habitent là ! Tout ça pour accoucher d'une petite souris au bout de trois ans ! Je me souviens, j'ai lâché parce que tout à coup j'ai dit « j'arrête » parce que je me suis dit je suis caution. Je participe, je fais croire, je participe d'un processus qui fait croire aux gens, qui les fait patienter, qui les fait croire qu'il va y avoir des trucs...

1987

 **HABITANTS**

- Fête sur le terrain de Presov
- Logement : une suroccupation des chambres
- Entre Paris et La Courneuve : porter le stigmate

1987 | HABITANTS

Fête sur le terrain de Presov



Photo parue dans le journal municipal

► *Regards*, n° 14, mai 1987

Logement : une suroccupation des chambres

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 : Gd Debussy > Balzac > Renoir > St Just

— *Et votre chambre était où ?*

Moi j'ai un peu vadrouillé parce que je partageais d'abord ma chambre avec un de mes frères après, j'ai partagé ma chambre avec mon grand frère. Là, on était à quatre dans cette chambre-là (*// dessine*). Là, on était à deux. Je me rappelle que moi j'avais mon lit ici, là le lit de mon frère. C'était des lits métalliques comme ceux qu'on a en prison. On avait même des couvertures de prison, c'était pour nous s'habituer ! (*rires*) Le matin je me levais, je dessinais, avant d'aller à l'école. Là il y avait mon bureau où quand je me tournais d'un côté je me prenais le bord du bureau dans la tronche et je me tournais de l'autre, je me prenais le mur. (*rires*) J'avais ma bibliothèque entassée là. Même sous mon lit, j'avais des tas de papiers, des trucs et ma collection de bouquins...

Entre Paris et La Courneuve : porter le stigmate

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 : Gd Debussy > Balzac > Renoir > St Just

Pour moi, l'immobilier dans la ville, ça ne m'a pas aidé parce que les gens n'osaient pas venir à La Courneuve. Pour faire venir les copains à La Courneuve, nada ! Même à l'école où j'étais, à Paris, quand je parlais de la Courneuve, ils disaient : « ah c'est là où il y a des braquages et tout ça ! » Déjà, on avait une réputation. Alors que bon, ce n'est pas le Bronx quoi ! Il y a deux, trois petits trucs sans plus, comme dans toutes les villes.

1988

■ DÉCIDEURS

- De nouveaux ascenseurs à Presov et Ravel
- L'Orme seul : le quartier référence ?
- Non au grand Paris
- Une démolition revient plus cher qu'une réhabilitation même lourde

■ HABITANTS

- Fête des associations entre Ravel et Presov

1988 | DÉCIDEURS

De nouveaux ascenseurs à Presov et Ravel

EXTRAIT D'UN ARTICLE

« Nous nous transportons au cœur du grand ensemble dans les quartiers de Presov et Ravel. (...) nous empruntons les ascenseurs 'new-look', prétexte pour découvrir la nouvelle et sophistiquée machinerie. *Quel changement*, laisse échapper James Marson. *Ils coûtent cher, 4 milliards de centimes pour 118 ascenseurs, mais avouons que ce n'était pas un luxe*. Rien à redire sinon que la participation de l'Etat pour seulement 30% du coût total (dont 620 millions de centimes, soit plus de la moitié du versement, de TVA récupérable) est anormale ».

.....
Dominique Roger, « Avec le maire pour guide », *Regards*, n°26, septembre 1988, pp. 20-23, citation p. 21-22.

L'Orme seul : le quartier référence ?

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« Pour le maire, la percée de la future rue Saint-Just, reliant le boulevard Pasteur (quartier de la gare) à la tour du grand ensemble, avenue du Général Leclerc, au cœur même des immeubles de l'Orme Seul, va faire naître un véritable quartier. L'Orme Seul n'a pas été conçu comme une sorte de prolongement prééminent du grand ensemble. Il ne s'agit pas non plus d'une cité en plus. Lieu de passage et de désenclavement, il doit aussi devenir un lieu de promenade et de vie sociale, grâce notamment aux commerces. Je suis satisfait de l'opération, cependant je me demande si l'habitat pavillonnaire ici crée peut répondre aux désirs des gens ? L'urbanisme ne doit et ne peut décider du mode de vie des gens. Il peut donner seulement des orientations. »

.....
Dominique Roger, « Avec le maire pour guide », *Regards*, n°26, septembre 1988, pp. 20-23, citation p. 22.

Non au grand Paris

EXTRAIT D'UN ARTICLE DANS LE JOURNAL MUNICIPAL

James Marson : « Dans la perspective du marché unique européen de 1992 des projets pour l'aménagement du territoire ont été avancés et parmi eux celui du 'Grand Paris'. Il s'agit de flatter les gens pour livrer plus aisément la banlieue à la spéculation et faire de Paris et de sa région une place financière et un haut lieu du tourisme de luxe. Invoquant le fait que le terrain se vend deux fois plus cher à Tokyo et à New York qu'à Paris, spéculateurs et affairistes veulent faire grimper les prix. Ils doivent pour cela chasser la population de Paris et de sa banlieue qui constitue un obstacle et ne pourrait faire face à des loyers exorbitant. Il y a une vingtaine d'années, Paris a expulsé vers la proche banlieue les ouvriers. A cette époque ont été construits les « 4000 » logements à La Courneuve. Aujourd'hui le projet prévoit de vider davantage Paris de sa population, y compris des gens aux revenus moyens, et d'entraîner les salariés à résider de plus en plus loin du centre de la capitale. Les usines ferment, les petits ateliers sont expulsés de Paris et leurs emplacements livrés aux spéculateurs. Ces projets avancés par une commission présidée par Olivier Guichard sont défendus par Jacques Chirac, maire de Paris, Michel Giraud, président du Conseil régional d'Ile-de-France. Mais les populations de la banlieue avec les maires communistes ne sont pas décidées à se laisser faire. Roland Castro, conseiller de François Mitterrand, arrive au secours de la droite et déclare : ' le bon territoire pour l'aménagement de la capitale et de sa banlieue c'est à notre avis l'ancien département de la Seine...Voilà le territoire du futur 'Grand Paris', d'une capitale à l'échelle européenne.' Les 90 communes de la banlieue devraient en matière d'urbanisme (logements, aménagements, équipements) abandonner leur pouvoir au profit d'un super-maire qui vous l'avez deviné serait Chirac. (...) Le Grand Paris, s'il voyait le jour ne permettrait certes pas aux courneuviens de rajouter le nom de Paris sur leur adresse. Il les obligerait à s'expatrier bien loin de la capitale, à passer des heures chaque jour dans les transports pour se rendre de leur domicile à leur travail. »

.....
Marson (James), « Non au Grand Paris », *Regards*, n°24, mai 1988, p. 5.

Une démolition revient plus cher qu'une réhabilitation même lourde

EXTRAIT D'ARTICLE

« Actuellement, l'Office de la ville de la Courneuve reconnaît qu'une démolition revient plus cher qu'une réhabilitation même lourde, comme celle de la Place François Villon. La démolition d'autres barres n'est plus envisagée. Par contre, la réhabilitation d'immeubles locatifs sociaux s'avère urgente et devrait être menée sur une grande échelle. L'Office désirerait mener un programme annuel de réhabilitation de l'ordre de 800 logements, parallèlement à la construction annuelle de 80 logements locatifs ».

.....
 « La démolition : un des aspects de la stratégie de réhabilitation d'un quartier », *La Courneuve*, Fiche de cas du STU, 1988.

Fête des associations entre Ravel et Presov



Photo parue dans le journal municipal

► *Regards*, n° 25, juin 1988.

1989

■ DÉCIDEURS

- Les habitants ne veulent pas être « démolis »
- Priorité à la réhabilitation
- La réhabilitation ne règle pas tout
- L'enjeu du Grand Paris : La bourse ou la ville
- Balzac est mort, Vive Balzac !
- Sur les 70000 tonnes de gravats de la barre Debussy : Naissance d'un nouveau quartier
- On avance, mais trop doucement

■ HABITANTS

- Réhabilitation de Balzac : changements d'usages dans les logements
- Transformations urbaines et architecturales : Apparement, un mieux
- Réhabilitation de Balzac : La transformation des halls d'entrée va de pair avec la disparition progressive des gardiennes
- Centre commercial : la boutique des frites

■ PAYSAGISTES

- Place du Château d'Eau

1989 | DÉCIDEURS

Les habitants ne veulent pas être « démolis »

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« Le bâtiment Debussy va être réhabilité. Celui qu'on appelle le 'petit' par rapport au grand, la barre Debussy, qui a été démolie le 18 février 1986. La chose serait presque banale (ce n'est pas le premier ni le dernier bâtiment à être réhabilité) mais, voilà, ce bâtiment aussi, devait être démolie, or il y a deux ans la ville y a renoncé. Pourquoi ? Pourquoi 'être démolie' ? se demandaient quant à eux les habitants du petit Debussy. En août 1987, l'équipe opérationnelle et l'architecte municipale Chimène Gainche visitent les gens les un à un, discutent avec eux. Ces derniers ne souhaitent pas 'être démolie'. Ils se sentent bien dans leur bâtiment, s'entendent bien entre eux, se respectent. [...] La décision est prise : on ne démolira pas Debussy. »

.....
Camille Diez, « Debussy le petit », *Regards*, n°33, avril 1989, p. 12.

Priorité à la réhabilitation

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

Entretien auprès de François Nivet, Président de l'O.P.H.L.M.

« Une des nécessités de l'OPHLM pour retrouver son équilibre, est d'accélérer la réhabilitation du patrimoine du grand ensemble. La réhabilitation permet, non seulement de meilleures conditions de logements, mais aussi des coûts de fonctionnement moindres et l'occupation de logements vides actuellement détériorés. Mais ce sont des opérations difficiles à mener, qui nécessitent des études importantes et un personnel compétent, en quantité suffisante. [...] D'abord, priorité à la réhabilitation. L'une des réponses aux demandes de logements sur la ville passe par là. Il faut que les 450 logements vides, qui sont pour une part insalubres, infiltrés d'eau ou cassés, puissent être loués. Nous voudrions pouvoir accélérer le rythme de la réhabilitation et rénover 700 logements par an. Courant 91 environ 1400 logements seront réhabilités et tout un quartier (le secteur Braque, Jolliot-Curie, Debussy et Balzac), sera rénové. [...] »

.....
Propos recueillis par Claude Gardens, « L'invité du mois François Nivet. Changement et continuité », *Regards*, n°37, octobre 1989, p. 26-27.

La réhabilitation ne règle pas tout

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« [...] La réhabilitation apporte un meilleur confort mais elle ne règle pas tous les problèmes. Parfois même elle les aggrave puisqu'elle a pour conséquence une augmentation importante des loyers. Mais surtout, elle n'apporte pas de solution aux dégradations, à la drogue, à la délinquance. Ces problèmes de société ne dépendent pas du maire. Encore que les efforts faits pour l'école, les loisirs, l'ouverture du club Braque, de l'Espace John-Lennon peuvent aider à l'amélioration de certains comportements et faire reculer l'insécurité. »

.....
« Bilan et perspectives », *Regards*, n°31, février 1989, p. 11-14

L'enjeu du Grand Paris : La bourse ou la ville

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« Les tenants du Grand Paris veulent faire de la région parisienne une zone de services pour un Paris transformé en place financière et boursière. Ils veulent déposséder les élus locaux de leurs compétences. [...] Pour le maire de La Courneuve, cela ne fait pas de doute. A travers le projet du Grand Paris l'objectif poursuivi c'est de livrer la banlieue et Paris aux appétits financiers et de retirer aux maires (et donc aux habitants) le droit de décider ce qu'il faut faire. James Marson ne nie pas qu'une coopération entre les villes soit nécessaire. Pour lui ce qui pose problème n'est pas la fait de

vouloir repousser les limites de Paris, mais de chercher à bâillonner la population pour mieux la dépouiller : là est le danger . [...] 'La Courneuve doit rester aux Courneuviens' dit James Marson. [...] Résistance donc ».

« La bourse ou la ville », *Regards*, n°35, juin 1989, p. 18-20.

Balzac est mort, Vive Balzac !

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

Le Balzac nouveau est arrivé « Balzac est mort, Vive Balzac ! A vingt-cinq ans, l'immeuble s'offre une nouvelle jeunesse. Avec ses trois fenêtres urbaines, œuvre de l'architecte Laurent Israël, le bâtiment concourt désormais à redorer le blason de la cité des 4000. Balzac est la toute dernière opération de réhabilitation menée dans le grand ensemble par l'office public d'HLM. Nul ne l'ignore, ces bâtisses, aux noms haut en couleur, décriées par les uns, aimées par les autres, cristallisent les problèmes économiques et sociaux consécutifs à la crise, au chômage, au manque de ressources, à l'entassement. [...] L'ensemble a été construit au début des années soixante, à l'initiative de la ville de Paris, propriétaire du lieu. A une époque où il fallait proposer des logements décents à une population qui ne connaissait que les taudis. Comme un jeu de construction, les appartements furent empilés les uns sur les autres et les uns à côté des autres. Pour Balzac, sorti de terre en 1964, cela se traduit par 115 étages, 50 mètres de haut et 185 mètres de long. Très vite, ce que les anciens des bidonvilles, tenait lieu de paradis, a perdu son image idyllique. Façades disjointes, isolations thermiques et phoniques inexistantes, planchers séparés des façades, fissures dans les murs... La construction laissait voir ses malfaçons, des malfaçons jamais réparées par la ville de Paris. Pendant vingt ans, aucun entretien sérieux n'a été envisagé.

Une somme de réparations fort heureusement pour les locataires, depuis 1984, le vent a tourné. L'Office de la Courneuve a racheté la cité et a conduit depuis lors une importante opération de rénovation. Après Villon, Verlaine, Debussy (implosé en 1986), voici venu le temps de Balzac. Entre démolition et réhabilitation, la seconde solution a eu la préférence. C'est qu'au-delà des malfaçons, les appartements sont appréciés des locataires, les logements ayant été conçus de façon intelligente. [...]

« Fenêtre sur l'urbain. Le Balzac nouveau est arrivé », *Regards*, n°38, novembre 1989, p. 26-29.

Sur les 70000 tonnes de gravats de la barre Debussy : Naissance d'un nouveau quartier

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« Trois ans après la démolition de la barre Debussy, l'Orme seul prend racine. [...] En ce mois de janvier le soleil éclaire timidement des pans de murs immaculés. [...] Car, si le coup d'envoi a effectivement été donné sur les 70 000 tonnes de gravats de la barre Debussy, l'Orme Seul est bien autre chose qu'un simple substitut, destiné à masquer on ne sait quel sombre passé. 'Ce quartier doit faire pénétrer la ville dans les 4000, et tirer les 4000 jusqu'au boulevard Pasteur, explique Bernard Barre, qui dirige le service d'urbanisme de La Courneuve. [...] Faire un vrai quartier [...] Il y a des arrondis, des angles, des solutions de continuité. Il y a des petits immeubles, mais qui sont percés par des passages, laissant la vue porter sur cette cour, moitié publique, moitié privée. Il y a aussi des pavillons, avec un vrai jardin, et entre eux une ruelle où il fera bon passer. [...] Au pied des immeubles qui la bordent se trouvent des magasins, sous une espèce de galerie, bien pratique pour faire du lèche vitrines lorsque le temps est à la pluie. [...] Nous avons essayé de retrouver un certain nombre de qualité du passé, sans pour autant faire du pastiche. [...] Il reste que la naissance de ce nouveau quartier autour de la rue Saint-Just montre que les difficultés peuvent être surmontées et, trois ans jour pour jour après l'explosion de la barre Debussy, son inauguration officielle va sonner comme un formidable message d'espoir et de foi dans l'avenir. »

Mathieu Montes, « Naissance d'un nouveau quartier », *Regards*, n°31, février 1989, p. 26-29.

On avance, mais trop doucement

EXTRAIT D'ARTICLE

Bernard Barre, Directeur de l'Urbanisme de la Courneuve, 1989

« Parce que l'Etat s'est engagé très fortement sur cette opération (démolition de Debussy et réalisation du quartier de l'Orme Seul), nous avons pu non pas démolir une barre, mais amorcer la construction d'un quartier pour ouvrir à la ville le grand ensemble. [...]

Aujourd'hui, il y a un bout de ville, une rue, on va à la gare par une voie royale. Une rue bien faite grâce au fric mis dedans, avec quelques logements le long, urbains, bien fichus. [...]

On avance, mais trop doucement. Depuis 1980, qu'a-t-on fait ? Nous avons démoli 370 logements, nous en avons construit 98, réhabilité 317 ; 683 sont en cours de réhabilitation, il en reste 300 à construire dans ce quartier. C'est à la fois un bouleversement total pour cette partie des 4000 mais il faudra attendre 1993 pour « finir » ce qui ne représente que le quart du grand ensemble. Si tout va bien, si les PLA arrivent...[...]

Que nous apprend le préfet, en contradiction flagrante avec l'engagement que l'Etat a contracté sur cette opération et qu'il avait tenu jusque-là pour le bilan d'aménagement, pour le financement de la réhabilitation et de l'espace public ? Cette année, nous n'aurons pas un rond pour faire du logement, pour continuer la fabrication du quartier de la ville ; à peine 40 logements l'an prochain, autant dire 0. [...]

Comment va-t-on faire ? Il est là le problème ».

Barre Bernard, « Vers une civilisation urbaine », *Assise de Nanterre*, 20/21 mai 1989, Délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain, Banlieues 89, p. 57.

1989 | HABITANTS

Réhabilitation de Balzac : changements d'usages dans les logements

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtellerauld > La Courneuve 4000 (Balzac)

M : Et ici (dans une des deux chambres) avant il y avait un lavabo. Quand ils ont restauré le bâtiment en 89, ils ont retiré le lavabo. On s'en est jamais servi, quand il y avait les enfants, il y avait la salle de bains, on n'a pas voulu qu'ils s'en servent parce qu'on ne sait pas, ils peuvent mettre de l'eau par terre et tout hein. Donc on mettait le lit comme ça, comme le lavabo était assez haut, les pieds de D. passaient par en dessous. (la tête côté fenêtre, les pieds côté lavabo) ; donc un la tête par là-bas, l'autre par ici. Les quatre garçons dans la même chambre, elle n'était pas grande mais quand même, ils n'avaient pas le droit de se disputer le soir !

Transformations urbaines et architecturales : Apparement, un mieux

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtellerauld > La Courneuve 4000 (Balzac)

Mme : Avant le bâtiment (Grand Debussy) était très long, il arrivait jusque-là si bien qu'au milieu du bâtiment, il y avait une ouverture pour passer de l'autre côté et ils ont construit aussi une route de l'autre côté parce qu'il n'y en avait pas. Il y avait qu'un petit commerçant. Tout ça a été nettoyé et tout. Mais c'est mieux comme ça parce qu'il y a moins de monde hein ! Mais les gens qui habitaient avant, s'accordaient mieux parce que nos enfants allaient ensemble à l'école avant.. Je n'ai jamais eu de problèmes avec les gens, je m'accordais avec tout le monde. Les jeunes discutaient ensemble et tout. Les enfants, ils connaissaient tout le monde.

Réhabilitation de Balzac : La transformation des halls d'entrée va de pair avec la disparition progressive des gardiennes

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtellerauld > La Courneuve 4000 (Balzac)

Mme : Oui il y en avait aussi, une gardienne au rez-de-chaussé, ici, il y avait une gardienne et là-bas, une autre gardienne, donc deux gardiennes, carrément dans le hall elles avaient leur appartement. Elles avaient une grande vitrine et elle avait les boîtes aux lettres en vue, ce qui fait que quand les gens passaient, elle les voyait, elle les voyait passer prendre le courrier etc.. Après ils ont transformé, ils ont fait un hall d'entrée pour les deux cages d'escalier. Donc la gardienne elle surveillait les boîtes aux lettres des deux cages. C'est-à-dire avant c'était le 4 Honoré de Balzac et maintenant, c'est le 18 et le 20. C'était en 1989.

— Pourquoi à votre avis, ont-ils changé les numéros ?

M. Ils ne nous ont pas demandé notre avis, on n'en sait rien pourquoi.

— Et donc à ce moment-là, ils ont modifié le hall ?

M. : Oui, ils ont modifié le hall. Tout a été fait entre 89 et 90. Donc les gardiennes ont sauté. Ils ont récupéré un logement d'un locataire et ils ont aménagé un logement pour le gardien, un ici et un autre là-bas et ils ont supprimé tout l'intérieur.

— Et maintenant, il n'y a plus de gardiens ?

M. : Il y a un gardien qui est à l'extérieur. Il n'habite pas là. Il vient là juste pour faire son travail. Avant, il y avait un gardien sur place et on savait à qui s'adresser, quand l'ascenseur tombait en panne, on appuyait sur la sonnerie, il venait nous dépanner. Il y a beaucoup de choses qui ont disparu, des bonnes choses hein.

Centre commercial : la boutique des frites

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 48 ans, célibataire,

Bibliothécaire à la bibliothèque John Lennon

Parcours résidentiel : Blanc Mesnil > Paris 10^e

Ben quand je suis arrivée, dans les années 89 oui. Il y avait même une boutique qui vendait des frites, des plats tout préparés, c'était bien pour les salariés parce qu'il n'y avait pas grand-chose, non plus, heu.. il n'y avait pas de restaurant, donc nous, pour manger, on allait là, il y avait du monde. Donc ça a fermé, et petit à petit oui les commerçants ont fermé.

1989 | PAYSAGISTES

Place du Château d'Eau

EXTRAIT D'ENTRETIEN



Place du Château d'Eau, projet de Linda Leblanc (1986)

"La place du Château d'Eau, c'était vraiment une tête d'épingle ! Où est le territoire de La Courneuve ? Mais, à l'âge que j'avais, j'étais très contente d'avoir un projet qui allait se faire... en étant d'ailleurs heureuse de commencer à participer à quelque chose dans le sens des propositions que nous avons faites. Parallèlement à mon intervention, il en a eu d'autres aux pieds de barres. Il fallait avoir de la patience ! C'était très lent, entre les projets urbains, la réflexion et l'opérationnel. On attendait tous de mettre en grandeur nature les idées qu'on avait..."

► Linda Leblanc

1990

■ DÉCIDEURS

- La volonté politique a-t-elle été suffisante ?
- A-t-on suffisamment investi dans la transformation des 4000 ?
- Premiers bilans en 1990
- Démocratie de délégation ou de participation dans les projets urbains ?
- Démocratie de délégation ou de participation dans les projets urbains ?
- Les 4000 contribuent à la stigmatisation de la Courneuve
- Les 4000 : Avatar de la ville moderne ?
- Il faut continuer les réhabilitations

■ HABITANTS

- Transformationsdes logements : petits « bricolages » et gros investissements
- Réhabilitation de Balzac : transformations et bricolages de la cuisine et du « cellier »
- Transformationsdu logement : la loggia et le vide-ordure
- Le centre commercial : des prototypes de discount
- Transformationsde Balzac : de grands trous
- Habiter aux 4000 : l'insalubrité
- Transformationsurbaines : un quartier en friche
- Territoires : une cité enclavée, des quartiers très séparés
- Le centre commercial : un centre fantôme

■ PAYSAGISTES

- Les espaces de jeux
- L'arbre et le pitbull

■ DÉBATS

- Z.E.N. (Zone d'Expansion Nord), Palerme, Italie

1990 | DÉCIDEURS

La volonté politique a-t-elle été suffisante ?

ASSISE DE BANLIEUES 89

« Cette question est récurrente dans la quasi-totalité des opérations de développement des quartiers. Tous les partenaires, un par un, affichent pourtant une telle volonté. Ce qui semble faire défaut, c'est une volonté politique globale coordonnée, qui dépasse les déclarations d'intention. [...] S'il est nécessaire d'agir localement, il faut cependant imaginer une stratégie globale qui enrayer certains mécanismes socio-économiques et urbains qui tendent à marginaliser ces quartiers et qui eux fonctionnent à l'échelle de la région urbaine. Le quartier des 4000, comme bien d'autres dans la région parisienne reste le lieu de l'assignation à résidence, lieu d'accueil des populations que l'on rejette de toute part et notamment de Paris intra-muros. [...] Ces limites de l'action politique se manifestent aussi dans les difficultés où on se trouve de coordonner les ministères et les grandes administrations étatiques qui continuent d'agir de manière sectorisées limitées en cela par des administrations locales qui en sont partout le décalque quasi obligé. [...] Enfin, ne doit-on pas questionner l'attachement de la commune de La Courneuve à son identité faite d'habitat social et d'industrie ? Quelle est l'efficacité d'une telle image ? Ne contribue-t-elle pas à une stigmatisation de la commune ou ne facilite-t-elle pas la tâche des autres communes de la région parisienne de faire de La Courneuve un espace de rejet ? »

.....
Jacquier (Claude), « Les 4000 et la situation à La Courneuve », in Assises Banlieues 89, *Pour en finir avec les grands ensembles. 12 grands ensembles en question*, 4-5 décembre, Bron, p. 52-57.

A-t-on suffisamment investi dans la transformation des 4000 ?

ASSISE DE BANLIEUES 89

« A-t-on suffisamment investi dans la transformation des 4000 ? Au vue de la réalité actuelle des 4000, et la réponse des élus communaux, la réponse est sans ambiguïté : non, on n'a pas assez investi. Dans le seul domaine de la réhabilitation et au rythme actuel des travaux, il faudra vingt ans pour que tous les logements soient concernés. [...] L'Etat est très loin d'avoir tenu tous les engagements figurant dans le contrat global sur la réhabilitation des 4000 signé le 29 novembre 1990 (?). [...] De son coté le bilan financier des opérations mises en œuvre montre que les sommes investies dans la restructuration du grand ensemble en 8 ans pour être importantes n'ont rien d'extraordinaire compte tenu du fait que quasiment rien n'y a été fait depuis sa construction dans les années soixante. »

.....
Jacquier (Claude), « Les 4000 et la situation à La Courneuve », in Assises Banlieues 89, *Pour en finir avec les grands ensembles. 12 grands ensembles en question*, 4-5 décembre, Bron, p. 52-57.

Premiers bilans en 1990

ASSISE DE BANLIEUES 89

« Le rapport municipal présentant le projet urbain global parle de dispersion des actions dans son bilan de la période 83-88. Les nombreuses interventions sur le territoire des 4000 donne en effet l'impression d'opérations sectorielles peu coordonnées (par exemple entre la réhabilitation et l'aménagement des espaces publics). Tout ce passe comme si on avait cherché à parer au plus pressé un peu partout cela au détriment d'une requalification globale des espaces. [...] Dans un premier temps (1983-1984-1985), les interventions ont consisté en des travaux d'urgence qui ont donné l'impression d'une action dispersée. [...] Ces travaux nécessaires pour assurer la maintenance de l'ensemble immobilier ont provoqué une certaine déception chez les habitants qui les ont assimilés aux véritables travaux de réhabilitation qui, eux, ont dû être différés dans le temps compte tenu de l'impréparation de l'OPHLM (difficultés d'adaptation aux mutations consécutives à la prise en gestion des 4000. Dans cette même période (83-85), les travaux d'urgence ont été complétés par une revalorisation de certains espaces publics. Création d'équipements sportifs (Terrain de foot dans le quartier Presov, terrains de tennis dans les quartiers Braque et Verlaine, terrains de boules), création

de jeux d'enfants (quartiers Presov, Verlaine, François Villon), réalisation d'espaces plantés, réfection de l'éclairage public, réfection des voies). »

.....
Jacquier (Claude), « Les 4000 et la situation à La Courneuve », in Assises Banlieues 89, *Pour en finir avec les grands ensembles. 12 grands ensembles en question*, 4-5 décembre, Bron, p. 52-57.

Démocratie de délégation ou de participation dans les projets urbains ?

LETTRE DU MAIRE DE LA COURNEUVE AU PRÉFET, 26 SEPTEMBRE 1990.

« L'expérience des 4000 quartiers de La Courneuve, commission pour le développement social et urbain des quartiers des 4000 a montré qu'il était extrêmement difficile d'éviter une représentation formelle des institutions et qu'il était illusoire de vouloir leur substituer des professionnels échappant à leur contrôle (c'est la définition exacte de la technocratie). Ce pays s'est doté d'institutions démocratiques, c'est avant tout dans ce cadre et celui du partage de leurs compétences respectives qu'il doit résoudre ses problèmes en renforçant effectivement à la fois leur coopération, l'implication de leurs professionnels dans la vie quotidienne des quartiers et la concertation avec les habitants. Autant dire en fonctionnant normalement. Tout ce qui peut tendre vers une administration d'exception pour les quartiers dits dégradés procède en fait de leur marginalisation en poussant les institutions et leurs professionnels à se déresponsabiliser et va à l'encontre de l'objectif recherché qui est d'en faire des quartiers comme les autres. »

.....
Lettre du maire de La Courneuve au préfet, 26 septembre 1990 citée in Jacquier (Claude), « Les 4000 et la situation à La Courneuve », in Assises Banlieues 89, *Pour en finir avec les grands ensembles. 12 grands ensembles en question*, 4-5 décembre, Bron, p. 52-57.

Démocratie de délégation ou de participation dans les projets urbains ?

ASSISES BANLIEUES 89

« Au vue de la documentation communiquée par la commune et notamment les échanges de courrier avec les différents niveaux politiques, le dialogue confine au dialogue de sourds. Sur de nombreux projets les décisions prises par les ministères et les grandes administrations vont à l'encontre des intérêts communaux (Cf. La création d'un barreau d'autoroute entre les autoroutes A1 et A86 qui sabre le territoire communal, le refus de l'ouverture d'un centre international de l'Artisanat et de l'antiquité, le départ de certaines entreprises...). A l'évidence, en ces domaines, le partenariat et la contractualisation sur le projet urbain ne sont qu'une intention. Mais au sein de la commune elle-même et entre les différents partenaires dont les habitants, la question vaut aussi d'être posée. Le développement social urbain suppose, par nature, le dialogue entre les différents partenaires locaux et surtout avec les habitants. Sans incriminer l'attitude des élus de La Courneuve, les commentaires qu'ils font du fonctionnement de la commission locale pour le développement social urbain lancent un débat particulièrement intéressant. [...] L'abstention aux élections dans ces quartiers, le fait qu'une grande partie de ces habitants n'ait pas le droit de vote parce qu'ils sont étrangers, le fait d'être chômeurs qui leur interdit toute possibilité d'avoir une place dans la société doit interroger ceux qui ont pour mission de conduire une stratégie de développement des quartiers. Ces stratégies [...] relèvent d'autre chose que d'une légitimité électorale [...] En finir, avec les grands ensembles, c'est aussi faire accéder les habitants à la citoyenneté active. »

.....
Jacquier (Claude), « Les 4000 et la situation à La Courneuve », in Assises Banlieues 89, *Pour en finir avec les grands ensembles. 12 grands ensembles en question*, 4-5 décembre, Bron, p. 52-57.

Les 4000 contribuent à la stigmatisation de la Courneuve

ASSISES BANLIEUES 89

« Après avoir contribué à l'expansion démographique de La Courneuve dans les années soixante (60% de population en plus), les 4000 contribuent aujourd'hui à sa stigmatisation. La Courneuve connaît ainsi depuis les années 70 une baisse constante de sa population évaluée à 15% entre 1968 et 1975 et à 10% entre 1975 et 1982. »

.....
 Jacquier (Claude), « Les 4000 et la situation à La Courneuve », in Assises Banlieues 89, Pour en finir avec *les grands ensembles. 12 grands ensembles en question*, 4-5 décembre, Bron, p. 52-57.

Les 4000 : Avatar de la ville moderne ?

ASSISES BANLIEUES 89

« Le site de la Courneuve ne présente pas les handicaps classiques des grands ensembles et notamment des handicaps d'éloignement. Situé à l'entrée de la commune lorsqu'on arrive de Paris par le RER, à proximité immédiate de la station d'Aubervilliers-La Courneuve, à une quinzaine de minutes à pied de la Mairie, il n'est pas hors la ville. Cependant par son organisation urbaine (orthogonalité des bâtiments, voirie spécifique) (et sa morphologie (bâtiments de grande hauteur, murailles visuelles), il a été conçu en rupture avec le tissu urbain traditionnel et tourne le dos à la vieille. C'est un espace urbain d'une autre nature, territoire qui devait être autosuffisant (quartier muni de tous les équipements de la bonne urbanité), préfiguration de la ville moderne dont il n'est finalement qu'un avatar.

.....
 Jacquier (Claude), « Les 4000 et la situation à La Courneuve », in Assises Banlieues 89, Pour en finir avec *les grands ensembles. 12 grands ensembles en question*, 4-5 décembre, Bron, p. 52-57.

Il faut continuer les réhabilitations

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

► Et la réhabilitation ? Où en est-on par rapport aux objectifs poursuivis ?

► James Marson : « *Début 91, il y aura à peu près 1500 logements réhabilités, soit 40% de la totalité. On a atteint maintenant un rythme de croisière qui permettra de réhabiliter environ 700 logements par an. C'est une réhabilitation de qualité, qui va se traduire par une amélioration très sensible au plan du confort et de la sécurité. Le problème, est qu'elle aboutit à des hausses de loyer important.* »

► Dans ces conditions, faut-il continuer à réhabiliter ?

► James Marson : « *Oui. Sinon les habitants du grand ensemble, ceux de la cité Barbusse, de Waldeck-Rochet ou Beaufils seraient alors complètement abandonnés. Sion, ce serait tolérer que les gens vivent dans des conditions inacceptables... Mais en même temps il faut mener la bataille pour obtenir d'autres financements. Obtenir que dans le grand ensemble, les malfaçons d'origine soient subventionnées à 100% par l'Etat. Obtenir que la région augmente sa subvention.* [...] »

.....
 « Un an après les municipales. Faites avancer le programme », *Regards*, mars 1990, p. 10-12.

1990 | HABITANTS

Transformations des logements : petits « bricolages » et gros investissements

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtellerauld > La Courneuve 4000 (Balzac)

M. : Parce que tous ces travaux, moi je n'ai jamais demandé une aide à l'Office. Tout ça c'est de ma poche hein .. pour avoir un appartement vivable. Voilà. Là, les gens ils dégradent, il y a des appartements, il n'y a même plus de portes ! Nous, tout est d'origine hein, même les portes !

— *C'est vous qui avez changé l'électricité ?*

M. : Non non c'est eux qui ont changé l'électricité, c'était pas que ce n'était pas aux normes, mais il fallait mettre sous baguette. Après, moi, j'ai changé des prises en même temps.

— *Vous, vous avez beaucoup investi dans votre logement ?*

M. : A l'heure d'aujourd'hui, je suis à jour, je ne dois pas un loyer, ni une charge ni rien du tout ! Plus tout l'argent que j'ai gaspillé pour avoir cet appartement dans l'état que vous avez vu, je crois qu'on pourrait nous en faire cadeau, hein depuis 65, sans commentaire. Oui, parce que même la porte d'entrée, elle est changée et je l'ai fait blinder avec trois points d'ancrage ; ça fait des années. Rien déjà que la serrure, elle nous coûte 3500 Frs ! Comme j'avais peur qu'on vienne me la casser, je me suis acheté une deuxième, une de réserve et je m'étais même acheté un barillet ! Oui je suis très prévoyant.

— *Et vous avez déjà eu des problèmes ?*

M. : Non je n'ai pas eu de problèmes mais on nous a volé les clefs une fois.

— *Oui et les papiers peints, les dalles et autres transformations, c'est à quel moment que vous avez fait tout ça ? Parce que ça a été à la fois progressif et rapide ?*

M. : Disons que quand ils ont fini de restaurer le bâtiment en 89, j'ai commencé à faire les chambres, l'une après l'autre, et j'ai fini par la salle à manger. J'ai commencé par les papiers peints, les corniches, les dalles au plafond. Le parquet, je ne l'ai pas touché. Donc, tout était fait, même la moquette dans la chambre. Quand j'ai fini tous les papiers et les dalles, j'ai fait le parquet. Parce que quand on est arrivé ici, la gardienne c'était Mme V. Je lui ai dit puisque l'appartement est vide, on peut faire vitrifier le parquet. Un parquet vitrifié, c'est beau hein !

Mme : Et bien, avec les enfants c'est mieux hein, et ils étaient toujours en chausson les enfants quand ils rentraient à la maison !

M. : Quand on est rentré, c'était des murs peints de couleur beige, la même couleur partout. C'était comme ça jusqu'en 89. Et après on a fait le papier peint, les dalles avec les corniches. Ce n'était pas mon métier hein ! Regardez les dalles, elles sont de la même dimension, parce qu'il faut commencer par le centre parce que sinon, on est obligé d'en couper une. J'ai demandé à des collègues de travail des conseils et l'on m'a expliqué une fois et puis j'ai compris hein. J'ai commencé par les dalles. Comment faire pour tracer, avec la poudre bleue pour tracer des lignes. Et bien moi, j'ai pris du chocolat en poudre pour le faire !! Il faut des idées hein. (...)

Mme : Alors il a aménagé aussi le balcon. Il a peint le sol, les murs extérieurs (avant, murs recouverts de petits carreaux).

Réhabilitation de Balzac : transformations et bricolages de la cuisine et du « cellier »

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtellerauld > La Courneuve 4000 (Balzac)

M : Ici, vous avez la cuisine aménagée. On a aménagé le séchoir. C'est un cellier, regardez ! Ah oui quand on entretient quelque chose hein ! Même le meuble là-bas, c'est nous. (*meuble du fond et petits rideaux de chaque côté du vide-ordure pour cacher des étagères*). La cuisine, on l'a fait faire par le beau-père de notre fille, il a même couvert les tuyaux et tout, mais les autres meubles, c'est moi. Ça fait longtemps que ça a été fait, en 86 et là, en 90.

— *Vous avez commencé par quoi, par aménager le cellier, la cuisine ?*

M : Ah non le cellier c'est fait à nos heures perdues ça, après. D'abord la cuisine. Parce que le cellier n'était pas comme ça, il n'y avait pas de fenêtre là. Parce qu'ils ont restauré le bâtiment en 89, donc ils ont changé l'évier, ils ont mis l'électricité en conformité parce que soi-disant ça ne l'était pas, ils ont changé la baignoire et le lavabo (de la salle de bain) et ils nous ont changé les huisseries parce que c'était en fer. Donc quand ils ont tout refait, je me suis dit je vais refaire la cuisine, et le cellier etc. C'était déjà fait, il y avait déjà les papiers peints mais sinon, j'ai tout refait, durant mes vacances, petit à petit.

Mme : Oui pour avoir une maison potable hein.

M : Alors évidemment, j'ai mis des dalles au plafond et puis le sol (*dalles par-dessus le parquet*).

— *Pour quelle raison vous avez mis des dalles sur le parquet ?*

M : Parce que là c'est du bois, et si on veut faire une vitrification, ça coûte plus cher que si on veut mettre les dalles. Et puis il y a un avantage c'est que si vous en avez une qui est cassée, vous pouvez l'enlever et la remplacer (...)

— *Et donc le cellier n'était pas comme ça avant la réhabilitation ? Comment il était parce qu'ils ont transformé les façades et en même temps l'intérieur des celliers ?*

M : Non, il n'était pas comme ça du tout. Alors ils ont coupé les fenêtres, pour remplacer les meurtrières, c'est moi qui ai demandé et qui ai mis derrière du placage et j'ai repeint le séchoir, et la porte de la même couleur que .. (côté cellier, une couleur, côté cuisine, couleur faux marbre) et là, c'était des verres transparents pour que la lumière de l'escalier passe dans le cellier. Donc ça on l'a peint, parce qu'il y en a qui sont passés par là pour entrer dans les appartements, deux trois coups de masse et puis ils rentrent. Le sol n'était pas comme ça, c'était du béton, c'est moi qui l'ai fait hein !

— *Ah oui, c'est magnifique ; c'est vraiment un cellier de luxe !*

Mme : Ah oui je ne pourrais pas trouver d'autres comme ça ! Oui c'est dommage, parce que si on déménage d'ici, et bien il a acheté les planches, il a fait les étagères et tout.. (*serie d'étagères en bois, recouvertes de papier plastifié de par et d'autre des deux linéaires de mur, avec une collection de pots, bouteilles vides, conserves pleines et autres ustensiles de cuisine*).

— *Auparavant, c'était ouvert sur l'extérieur ?*

Mme : Ah oui oui. Là, ils ont coupé, il faisait très froid dedans. L'ouverture elle allait jusque-là. C'est pour ça que après, on a acheté un petit buffet pour mettre toutes mes affaires dedans, pour mettre mes compotes dedans. Les pots pour la lessive et tout.. On s'occupe hein ! Pour mettre la cocotte-minute et tout, c'est très bien.

M : Et là, c'est ma cave ! (*bouteilles empilées, cachées derrière des rideaux*) C'est moi qui l'ai fait, j'ai acheté des planches et des doubles rideaux et je l'ai fait pendant qu'elle n'était pas là. A chaque fois qu'elle revient, il y a quelque chose de changé ! Et puis tout le matériel pour le jardinage, regardez là..

Mme : Ah oui il y a tout, tout, tout ce qu'il faut hein !

Transformations du logement : la loggia et le vide-ordure

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismaï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 : Gd Debussy > Balzac > Renoir > St Just

— *Cette pièce-là (loggia), à quoi elle servait ?*

Cette pièce-là, elle servait à stocker les conneries, on pendait le linge, on mettait les poubelles, il y avait le vide-ordure aussi. S'il y avait une porte, il y avait des ouvertures puisqu'il y avait des fentes. Mais à un moment, dans certains immeubles, les vide-ordures étaient carrément à l'intérieur de la cuisine. Donc chaque immeuble avait des essais différents.

Le centre commercial : des prototypes de discount

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismaï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 : Gd Debussy > Balzac > Renoir > St Just

Il y a eu une grande surface qui s'est installée mais à chaque fois, c'était des prototypes de centre commercial !

— *C'est-à-dire ?*

Tous les centres commerciaux discount, s'installaient, rackettaient un maximum la population, prenaient l'argent qu'on donne aux entreprises qui s'installent en zone franche, ils prenaient un maximum l'argent et ils vendaient comme c'était pas permis et après ils s'en allaient. Ils restaient un an, deux ans, trois ans maxi et après hop !

— *Qu'est-ce que vous avez eu comme marques ?*

On a eu une boutique qui s'appelait ?, on a eu Monoprix, on a eu Leader Price, on a eu Lidl, enfin on a eu toutes les marques allemandes quoi ! (*rires*) Avec son lot d'agents de sécurité, voilà ! Et on a eu beaucoup de petits commerces, des petits épiciers qui passaient leur temps à faire crédit donc, les gens s'endettaient quoi ! Il n'y avait pas d'autres commerces. Et là actuellement, le centre commercial qui est construit, les commerçants ils ont ouvert mais ils commencent à partir.

Transformations de Balzac : de grands trous

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale

Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

C'est vrai que Balzac, ils l'ont rénové à l'époque avec un grand trou, ils auraient mieux fait de faire autre chose ou de le démolir, parce que je ne pense pas que cette aération, que ce trou ait servi à grand chose. Je ne sais pas si les architectes peuvent dire quelque chose là-dessus !?

Habiter aux 4000 : l'insalubrité

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismaï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (Gd Debussy > Balzac > Renoir > St Just)

Je n'ai vécu que dans les 4000 quoi ! C'est-à-dire dans des immeubles insalubres, infestés de cafards, non entretenus. Je ne crois pas qu'on puisse vivre dans ce type d'apparte. C'est pour ça que actuellement, l'appartement que j'ai, je suis content parce que je n'ai pas de cafards, c'est propre, c'est entretenu, même si c'est toujours à La Courneuve, c'est dans les petits. En fait la rue St Just, c'est l'endroit où était Debussy. Voilà. Donc je suis revenu un peu à mon point d'origine en fait !

Transformations urbaines : un quartier en friche

François, 41 ans, fonctionnaire, travaille dans les services de la petite enfance, Place Georges-Braque, entre 1990 et 1999

Parcours résidentiel : Nogent-sur-Marne > Fontenay-sous-Bois > La Courneuve (QuatreRoutes) > Montreuil (93)

Quand je suis arrivé, c'était le tout début de la rénovation (...). Il n'y avait pas les belles routes et la belle voirie qu'il y a maintenant. Il n'y avait pas l'éclairage public qu'il y a maintenant. Les espaces communs c'était plus des espèces de friches que des belles rues ou des beaux jardins comme il y a maintenant (...). Les espaces verts c'était des pelouses à moitié chauves... il n'y avait pas vraiment d'espaces verts. Le quartier de l'Orme Seul... il n'y avait rien, c'était une friche. C'était pas très engageant, quoi. Ça donnait pas l'idée d'un quartier chaleureux, où on a envie de vivre, un quartier où on respecte la population. Un quartier où on respecte la population, c'est un quartier où les commerces sont ouverts, où on peut circuler facilement, où il y a des endroits pour les enfants, où il y a des places où on peut se regrouper pour discuter, et ça... il n'y avait pas.

Territoires : une cité enclavée, des quartiers très séparés

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François, 41 ans, fonctionnaire, travaille dans les services de la petite enfance, Place Georges-Braque, entre 1990 et 1999

Parcours résidentiel : Nogent-sur-Marne > Fontenay-sous-Bois > La Courneuve (Quatre Routes) > Montreuil (93)

La cité des 4000 était une grande cité, une cité enclavée, parce qu'à l'époque il n'y avait pas le tramway. Il y avait le RER pas bien loin, mais au niveau de transports c'était pas si facile que ça... Pour moi, le centre ville était aux Quatre Routes, où il y a le métro, les commerçants, le marché, le réseau des bus (...). Et malgré le RER à proximité, les 4000 est un quartier à part (...). Avant l'arrivée du tramway, les transports en communs c'était vraiment pas pratique. Dès Quatre Routes j'avais essayé d'aller aux 4000 à pieds, mais ça prend une petite heure. Ça fait beaucoup. Et c'est pour ça qu'à La Courneuve les quartiers étaient très séparés. Les gens des Quatre Routes n'allaient pas aux 4000 et viceversa. Les gens des 4000 restaient aux 4000. Ils allaient plus, à la limite, sur Saint Denis, qui est plus proche. A La Courneuve, c'est très segmenté : généralement les gens ne sortent pas trop de leur quartier, et chaque quartier est un peu indépendant.

Le centre commercial : un centre fantôme

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale

Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Mais avant, sans problème, traverser la cité !

Avant ? Avant quoi ?

Et bien avant la rénovation, quoi bien avant, quand je suis arrivée en 89 et après, comme ça s'est délabré, on n'osait plus, tout était fermé, il n'y avait plus rien, on n'osait plus traverser.

Oui. C'était un peu... pas le coupe-gorge mais si, un peu ! Comme il n'y avait plus personne dans ce centre, c'était un centre fantôme, on pouvait se faire agresser à tout moment hein ! Je n'ai franchement pas connu d'agressions mais on n'était pas à l'abri. Donc c'est pour ça qu'on détournait ce centre. Même en plein jour. De nuit, je comprends mais même en plein jour, ça faisait peur, il faisait peur ce centre commercial vide ! Tous ces rideaux tirés, ces graffitis, c'était... alors je comprends que ces habitants du Mail, ils étaient un peu enclavés là, les pauvres oui, pour aller sur la route ici.

1990 | PAYSAGISTES

Les espaces de jeux

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts quartier des Clos 2003-2009

La façon de traiter les espaces de jeux m'intéresse. C'est vrai qu'avant on les construisait, on avait l'argent, on prenait le temps pour le faire. Aujourd'hui on est dans des temps très courts, c'est presque de l'achat de mobilier urbain, c'est ça qui est difficile... Bernard Paurd a dessiné des bancs à La Courneuve, il les a conçus. C'était la grande période du béton, c'est fait, ils existent toujours, ils sont pérennes. C'est un point important.

L'arbre et le pitbull

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts quartier des Clos 2003-2009

Beaucoup d'arbres étaient un peu mal fichus parce qu'ils étaient agressés par des pitbulls, comme c'était la mode pendant ces années-là. Plus qu'une agression, tous les arbres étaient flingués... oui, pendant une dizaine d'années il y avait un entraînement de pitbulls. Ils grimpaient aux arbres, cela griffait l'écorce de l'arbre. En plus, on faisait monter des chats dans l'arbre et puis les chiens essayaient de les attraper. Les troncs étaient complètement lacérés. C'était dans les années quatre-vingt-dix. Il n'y en a plus, parce qu'il y a une loi sur les chiens dangereux...

- Pour les arbres ?

[Rires] Il y avait deux problèmes de taille, les tags et les pitbulls. On mettait à toutes les plantations des corsets, encore en quatre-vingt-quinze, on mettait des corsets et là ça s'est ralenti, et maintenant il n'y en a même plus besoin. Les pitbulls il n'y en a plus.

Z.E.N. (Zone d'Expansion Nord), Palerme, Italie

ARCHITECTE : VITTORIO GREGOTTI

NOMBRE DE LOGEMENTS : 3741 LOGEMENTS



Projet 1962-1971, Construction 1968-1990, Hébergement de sans-abri et début de l'occupation illégale 1968

Nous avons fait, si vous voulez, un raisonnement très abstrait : ceux qui y auraient habité finalement auraient été des paysans urbanisés (inurbati) parce que les années soixante étaient celles dans lesquelles ce phénomène se présentaient à Palerme. Ces paysans inurbati devaient, d'un côté, assumer toute la responsabilité de la transformation de paysans en prolétaires urbains et donc, comme tels, sentir la compacité de cette situation comme une force et non pas comme une faiblesse, avoir maintenir leurs habitudes de voisinage, un certain type de rapport ; donc, souligner la valeur de la rue interne et, en plus, il fallait créer une dimension qui donnât de la dignité à chacun insula.

► Vittorio Gregotti in Andrea Sciascia, *Tra le modernità dell'architettura. La questione del quartiere ZEN 2 di Palermo*, Palermo, L'Epos, 2003, p. 204 (traduction in F. Fava, *Banlieue de Palerme. Une version sicilienne de l'exclusion urbaine*, L'Harmattan, Paris, 2007, p. 71)

© A Vision of Europe

1991

■ DÉCIDEURS

- Insécurité et délinquance
- Mais où est donc la police ?
- Agrandissement de la maternelle Langevin-Wallon
- Travaux extérieurs à Balzac
- Réhabilitation du mail
- Maternelle incendiée !
- Politique du logement en 1991

■ HABITANTS

- Réhabilitation de Balzac : des « fenêtres urbaines »
- Le commissariat de police : un bâtiment préfabriqué « archi glauque »
- Etre bien logée à Renoir
- Une ambiance particulière : les barreaux poussent sur les fenêtres des services publics

1991 | DÉCIDEURS

Insécurité et délinquance

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« Le cambriolage du supermarché Lidl, le 3 novembre au centre commercial des 4000, a fait rebondir le débat sur l'insécurité et la délinquance. Selon les premiers témoignages, ces actes auraient été commis par des adolescents d'une quinzaine d'années. [...] Il reste que la fermeture de Lidl, si elle était définitive, *'serait une mauvaise chose pour tous et pour le quartier lui-même, pour sa vie, son équilibre'*, déplore le maire James Marson dans une lettre adressée aux habitants du secteur. [...] Dans sa lettre aux habitants le maire de la Courneuve condamne, *'la drogue, la casse, et la violence'*. Mais à ce rejet véhément, il associe son refus tout aussi clair des licenciements et des fermetures d'entreprises. La délinquance des adolescents en particulier, ne prend-elle pas sa source dans des conditions de vie de plus en plus déplorable ? Ainsi, il y a un an, on recensait 1196 chômeurs aux 4000, dont seulement 22% étaient *'correctement'* indemnisés. [...] »

« Insécurité et délinquance : quels remèdes ? », *Regards*, n°59, décembre 1991, p. 8.

Mais où est donc la police ?

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« Durant l'été, un certain nombre d'actes de violence gratuite ont été perpétrés au sein du grand ensemble : saccages de voitures particulières, bris de vitrines de commerçants, mise à sac de locaux municipaux, tentatives d'incendies. Autant d'incidents regrettables qui ont provoqué chez les habitants une vive et justifiée émotion. Le dernier en date, l'incendie de la synagogue, le 19 juillet, qui, sans la prompt intervention des pompiers aurait pu provoquer d'importants dégâts. Si ces opérations de vandalisme sont à tout point de vue condamnables, elles ne doivent pas pour autant être vécues comme une série d'événements fatalement inévitables. Les trop nombreuses dégradations intervenues dans les quartiers de la cité ne sont que l'expression de conditions de vie très difficiles. Confrontés au chômage, à la précarité de l'emploi, à l'échec scolaire, à l'anonymat, les jeunes de la cité sont des proies toutes désignées pour les dealers (revendeurs de drogue) et autres trafiquants. (...) *Suite aux incidents survenus dans les quartiers Balzac et Verlaine le 24 juin dernier, déclarait le maire, j'ai aussitôt envoyé une lettre à la population et j'ai pris contact avec le commissaire de police de La Courneuve afin de lui demander d'étudier rapidement la possibilité d'installer des ilotiers en nombre suffisant et en permanence dans la cité, y compris les week-end et la nuit. (...) En effet, concernant les effectifs de police, il faut savoir, précisait le maire, que le commissariat de La Courneuve manque actuellement de 19 policiers, résultat de la compression des effectifs au fil des derniers mois. Une situation préoccupante quand on sait l'importance du travail d'ilotage dans la lutte contre ce climat d'insécurité, fait de vols et de délits mineurs, qui empoisonne la vie de tous les jours. (...) En matière de sécurité, la prévention est une exigence importante et quotidienne, mais elle ne suffit pas. Il faut impérativement que l'Etat assume ses responsabilités, à commencer par celles de police, police préventive avec l'ilotage, police répressive contre les délinquants. »*

Claude Garders, « Mais où est la police ? », *Regards*, septembre 1991, p. 9-10.

Agrandissement de la maternelle Langevin-Wallon

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« Les travaux d'agrandissement de la maternelle Langevin-Wallon ont débuté le mois dernier. Ils devraient durer un an, c'est-à-dire jusqu'en août 1992. Ils consistent en la construction de 5 classes supplémentaires avec les sanitaires (en étage), de locaux pour le centre de loisirs et de salles de jeux, et en l'agrandissement des dortoirs, du réfectoire et de la cour. L'espace nécessaire à cette extension étant pris sur les terrains situés autour de la piscine. On profitera de ces travaux pour changer l'entrée de l'école. Celle-ci sera située au niveau du mail de Fontenay. »

Claude Garders, « Joliot-Curie héberge Langevin-Wallon », *Regards*, n°56, septembre 1991, p. 13.

Travaux extérieurs à Balzac

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« Etape importante de l'opération de réhabilitation du grand ensemble menés par l'office public d'HLM et la ville depuis 1986, la modernisation du quartier Balzac concerne les travaux d'aménagement extérieur soit, le réseau d'assainissement de la voie et la réfection de son revêtement et des trottoirs, un nouvel agencement de l'aire de stationnement automobile, la mise en place d'un mobilier urbain neuf et, comme s'y était engagé le maire auprès des riverains, l'amélioration de l'éclairage public de l'ensemble du quartier. »

.....
 Claude Garders, « Balzac ça repart ! », *Regards*, n°56, septembre 1991, p. 12 -13.

Réhabilitation du mail

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« Une présentation publique était faite le 15 juin dernier aux habitants du mail de Fontenay, des travaux qui, dans le cadre de la réhabilitation du grand ensemble, allaient être réalisés dans leur bâtiment. Ces travaux devraient débuter au printemps 1992 et s'achever deux ans plus tard. L'architecte retenu est le cabinet Deroche. Comme à chaque fois, sont concernés les façades du bâtiment et les logements. On va ainsi procéder à la remise en état des façades proprement dites, à la réfection des joints et des panneaux, à l'isolation des pignons Est et Ouest, à l'isolation intérieure de la façade Nord, au traitement de l'étanchéité des terrasses, à la pose de carrelage sur les façades, en rez-de-chaussée et au 1er étage, au changement des fenêtres et à la pose de volets métalliques aux rez-de-chaussée et au 1er étage, à la diminution des parties vitrées des bow-windows, à la réfection de la terrasse et de la cheminée de la chaufferie. En ce qui concerne les parties communes, les efforts vont porter sur un réaménagement des halls au rez-de-chaussée et sur la réfection des paliers en étage. Les loges des gardiens, situées actuellement aux extrémités du bâtiment, seront recentrées, de manière à permettre une meilleure surveillance des cages d'escaliers. Les boîtes aux lettres seront encastrées et maintenues à coté des loges des gardiens. Des points d'eau seront installés dans les locaux des vide-ordures. Des locaux à vélos et pour les voitures d'enfants seront aménagés près des loges des gardiens. Enfin, en ce qui concerne les logements, il est prévu en particulier : de changer les appareils sanitaires et la robinetterie, de refaire complètement l'électricité, d'installer des portes palières sans souci et de fermer les celliers. Le bâtiment compte actuellement 305 logements, 83 F3, 142 F4 et 80 F5. Après travaux, il en comptera 302, réparti comme suit : 2F1, 80 F3, 127 F4, 85 F5 et 8 F6. (...) Lors de la présentation publique, à laquelle assistaient 25 personnes, il fut, entre autres, question des ascenseurs, de leur exigüité (contre laquelle on ne peut rien faire) et de leur défectuosité, contre laquelle on devrait pouvoir faire quelque chose. Pour la énième fois, début juin, M. François Nivet, président de l'OPHLM, adressait un courrier au directeur de la société Otis, pour lui signaler les graves problèmes de fonctionnement des ascenseurs (pourtant rénovés), les appels laissés sans réponse, les interventions tardives et leur qualité douteuse, toutes choses en contradiction avec le contrat passé. »

.....
 Claude Garders, « Les rendez-vous du mail », *Regards*, n°56, septembre 1991, p. 12.

Maternelle incendiée !

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« A l'appel du maire James Marson, près de 200 personnes se sont rassemblées samedi 23 novembre à 11 heures, devant l'école maternelle Paul Langevin, ravagée par un incendie vraisemblablement criminel, une semaine auparavant. Une enquête policière est en cours et la ville a porté plainte. L'objet du rassemblement était d'exiger des moyens pour que la sécurité de tous soit assurée. [...] *'Trop c'est trop et les choses doivent changer'*, lance James Marson, joignant son indignation à celle de la population, révoltée *'de voir que l'on a détruit une école, et qu'en quelque sorte on s'en prend aux enfants du quartier'*. Le maire ajoute que *'cette école était en travaux pour son agrandissement, et du fait de l'incendie, elle sera reconstruite, donc cela coûtera plus cher. Et*

nous ne savons pas si les délais pourront être respectés. » (...) *'Des résultats ont été obtenus, fait remarquer James Marson, mais cela reste insuffisant'. C'est pourquoi il appelle les personnes rassemblées à 'agir beaucoup plus nombreux, contre le chômage et l'échec scolaire, fauteurs de drogue et d'insécurité. (...) Muguette Jacquaint, députée, insiste elle aussi sur la nécessité de s'unir dans l'action, afin d'obtenir les moyens financiers pour vivre. 'Mieux vivre, a-t-elle ajouté, c'est aussi des moyens pour le logement social, pour la rénovation de la cité, l'arrêt du chômage, de meilleurs salaires... Investir dans l'emploi, dans la formation, l'école, le logement.'* (...) » « Les habitants du quartier, les enseignants, les responsables d'associations et les élus rassemblés le 23 novembre devant l'école maternelle Paul Langevin sont indignés de l'incendie de cette école, de la dégradation des conditions de vie, de l'insécurité, du cambriolage et de la fermeture du magasin Lidl. Ils demandent que dans les domaines de l'école, de la formation professionnelle, de l'emploi, de la sécurité, du renforcement de la présence de policiers sur le terrain (des ilotiers) et de la lutte contre la drogue, des mesures exceptionnelles soient prises pour inverser le cours des choses. »

Y.A., « Maternelle incendiée : il faut agir », *Regards*, n°59, décembre 1991, p. 9.

Politique du logement en 1991

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« Jeudi 23 mai, la population était conviée à débattre sur deux grandes questions : le logement et le RER. [...] La Courneuve dénombre un important patrimoine de logements sociaux (7 144) qui a permis à des milliers de familles de se loger dans de bonnes conditions. La constitution de ce patrimoine a également permis d'agir positivement sur la politique foncière générale. Aujourd'hui, tous secteurs confondus, se loger coûte de plus en plus cher. Une situation qui accule les familles à de graves difficultés. Les dettes de loyers s'accumulent pour les locataires, tandis que les accédants à la propriété s'endettent exagérément dans des prêts lourds et de longue durée. [...] Avec une moyenne de revenus de 75 francs par jour et par personne, ils n'en ont, dans leur grande majorité, pas les moyens. [...] Ainsi, chaque année, plus de 1 000 demandeurs, pour un échange ou une attribution, sont en instance et 500 demandes ne peuvent être satisfaites. [...] La nécessité de renforcer le secteur de la construction sociale est urgente. Pour mieux ajuster l'offre à la demande des jeunes et des familles qui souhaitent rester Courneuviens, il faut obtenir le financement de 500 logements sociaux complémentaires sur les terrains déjà disponibles, la réduction des taux des emprunts accordés aux organismes HLM et des taxes qu'ils acquittent (l'OPHLM doit régler près de 4 milliards de centimes de TVA), les moyens de terminer dans des conditions acceptables par les locataires la réhabilitation des 3 780 logements du grand ensemble et d'entamer d'autres opérations de ce type. [...] Coté public, les langues n'ont guère eu de mal à se délier. Le logement est le point noir des familles et des jeunes. Les gens veulent volontiers le faire savoir. Pour cet habitant de Presov, *'la réhabilitation était nécessaire mais ne devrait-on pas profiter de la récente signature de la convention Développement social des quartiers (DSQ) pour entreprendre une vaste campagne de formation, d'éducation des gens. Si on ne parvient pas à responsabiliser les locataires, je crains que les dégradations ne se poursuivent une fois le travail réalisé'*. Pour d'autres, la réhabilitation a changé profondément leur vie. Ainsi, ces riveraines de Joliot-Curie qui témoignent de l'embellissement de leur environnement. *'J'ai envie de dire, lance la première intervenante, que mon quartier est devenu agréable à vivre et que les gens ont pris conscience que chez eux c'est un lieu joli.'* La seconde, résidente d'un appartement pour handicapé, est *'heureuse. Depuis que j'ai fait des plantations dans mon nouveau jardin, les voisins ne jettent plus les ordures dedans.'* [...] Enfin, on a pu également enregistrer des interventions de personnes soucieuses de voir la Courneuve développer, parallèlement au logement social, des opérations d'accession à la propriété à destination des couches moyennes, *'pour un meilleur brassage des gens'*. Selon ce jeune homme, *'si on veut quitter le secteur HLM, souvent il n'y a pas d'autres solutions que de quitter la Courneuve.'* »

Répondant à l'ensemble des questions, le maire réaffirme que *'le logement HLM étant un logement de qualité, surtout depuis une dizaine d'années, il répond aux besoins de couches très larges de la population. Le logement HLM peut rassembler tout le monde à une époque où on cherche à opposer les gens les uns aux autres. Je crois que ce logement bénéficie à tous. A ceux qui y habitent bien sûr mais aussi aux autres car le logement social a permis une régulation du marché. Grâce à lui, la Courneuve a pu atténuer les effets catastrophiques des lois Barre et Méhaignerie. Je crois qu'une des grandes réussites de la municipalité est d'avoir pu freiner considérablement la spéculation immobilière. Cela dit, je tiens à souligner qu'il n'existe à la Courneuve aucune hostilité vis-à-vis des logements en accession à la propriété. »*

Dominique Roger, « Du nouveau au conseil municipal », *Regards*, juin 1991, p. 12-16.

1991 | HABITANTS

Réhabilitation de Balzac : des « fenêtres urbaines »

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismaï, 34 ans, célibataire, graphiste Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (Gd Debussy > Balzac > Renoir > St Just)

A l'époque, il n'y avait pas encore les ouvertures. Au moment où on a emménagé, ils ont fait les ouvertures, soi disant pour faire passer la lumière (rires). Donc ils nous ont sucrés des appartements, ça n'a servi strictement à rien !

Est-ce que les fenêtres urbaines, comme elles s'appellent, c'est-à-dire les trous, c'était à l'époque de la réhabilitation.. ?

C'étaient des essais de réhabilitation. Parce que tu regardes actuellement, c'est dans un état lamentable ! En fait ils ont travaillé avec des tas d'architectes, ils ont fait n'importe quoi ! Même actuellement, l'immeuble où je vis, c'est une grosse m., excusez moi du terme hein. C'est une architecture complètement débile. Parce qu'on peut dire ce qu'on veut sur les 4000, au moins, l'architecture était nickel, c'était carré. On n'avait pas de problème pour poser les meubles et tout.

Le commissariat de police : un bâtiment préfabriqué « archi glauque »

François, 41 ans, fonctionnaire, travaille dans les services de la petite enfance, Place Georges-Braque, entre 1990 et 1999

Parcours résidentiel : Nogent-sur-Marne > Fontenay-sous-Bois > La Courneuve (Quatre Routes) > Montreuil (93)

Le commissariat de police c'était dans une espèce de bâtiment préfabriqué. C'était archi glauque ! Je me demande comment ça pouvait accueillir du public ! C'était immonde. Plus tard, ils ont fini par détruire ce truc là et ils en ont fait un neuf, en face de la crèche Convention, le long du tram-way.

Etre bien logée à Renoir

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François, 41 ans, fonctionnaire, travaille dans les services de la petite enfance, Place Georges-Braque, entre 1990 et 1999

Parcours résidentiel : Nogent-sur-Marne > Fontenay-sous-Bois > La Courneuve (Quatre Routes) > Montreuil (93)

A la crèche, j'avais connu une maman qui était très mal logée dans un vieil immeuble. Elle n'avait pas d'eau chaude, ni de salle de bain. Elle élevait sa fille dans des conditions vraiment terribles. Elle a fait une demande de logement et l'Office HLM lui a proposé un logement à Renoir. Elle était toute contente ! Avoir un logement à Renoir, pour elle voulait dire avoir une salle de bain, une cuisine, le chauffage central.

Une ambiance particulière : les barreaux poussent sur les fenêtres des services publics

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François, 41 ans, fonctionnaire, travaille dans les services de la petite enfance, Place Georges-Braque, entre 1990 et 1999

Parcours résidentiel : Nogent-sur-Marne > Fontenay-sous-Bois > La Courneuve (Quatre Routes) > Montreuil (93)

A un moment donné, on a vu pousser des barreaux sur toutes les fenêtres. Peut-être qu'il y avait eu des agressions, ou des cambriolages, j'en sais rien, mais quand on arrive dans un bâtiment qui accueille des services publics et qu'on voit des barreaux partout – et c'était des barreaux immenses ! – ça crée... une ambiance particulière.

1992

■ DÉCIDEURS

- Allo !
- Il n'est plus possible de vendre des petits pois à la Courneuve...

■ HABITANTS

- Réhabilitation de Balzac : des logements en duplex
- Territoires : autour du parking Joliot-Curie, l'économie parallèle renforçait un sentiment de peur

■ DÉBATS

- Bairro da Malagueira, Évora, Portugal
- Bijlmermeer, Amsterdam, Hollande

1992 | DÉCIDEURS

Allo !

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« Le 7 novembre dernier, Muguette Jacquaint, députée, envoyait un courrier à la direction opérationnelle de France Telecom pour lui signaler, selon l'avis même des habitants, le nombre insuffisant de cabines téléphoniques publiques, à proximité du quartier de la Tour, dans le grand ensemble des 4000. Une seule cabine en effet est actuellement en service au niveau du 23 avenue du Général Leclerc. Or, dans ce quartier, un très grand nombre de foyers, par manque de ressources, ne possèdent pas le téléphone. D'où une très forte utilisation du poste public et de longues attentes, encore plus longues lorsque la poste ouest est fermée. Muguette Jacquaint demandait donc à France Telecom d'installer une seconde cabine au même endroit. »

.....
C.G., « La tour Braque : Allo ! », *Regards*, n°60, janvier 1992, p. 8.

Il n'est plus possible de vendre des petits pois à la Courneuve...

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU BULLETIN MUNICIPAL

« Le 13 décembre, le supermarché Lidl en était à son 42e jour de fermeture. [...] Six semaines durant lesquelles les habitants du quartier ont dû se passer d'un commerce où ils se fournissaient. [...] La direction de la société a fermé sa succursale courneuvienne, aussitôt après le cambriolage et les actes de vandalismes qui y avaient été perpétrés. Les responsables de Lidl estimèrent alors, [...] qu'il n'était 'plus possible de vendre des petits pois à la Courneuve'. Ils entendaient réagir ainsi contre la recrudescence de la délinquance. Ils demandaient également une meilleure protection du secteur par les policiers. Ce que ceux-ci étaient prêts à accepter, à la condition que les responsables de la chaîne commerciale n'utilisent plus les maîtres-chiens en poste devant la succursale de la Courneuve. [...] Le maire, James Marson, s'était rendu à la préfecture un mois auparavant, avec une délégation composée de dirigeants de Lidl, de commerçants, du président de l'Office HLM, et du commissaire de police, Jean-Pierre Rousseau. Ils y ont demandé des policiers en nombre suffisant, en particulier des ilotiers. La préfecture assura alors que le commissariat verrait bientôt grossir ses effectifs. Dès le 12 novembre, la brigade anti-criminalité, officiant aux 4000, passait de sept à quatorze policiers. Pour Pascal Maillard (directeur régional des ventes de Lidl), les diverses réponses apportées ne semblent pourtant pas satisfaisantes : 'je veux avoir, noir sur blanc, des garanties d'exploitation, pouvoir ouvrir sans être agressé ni insulté'.

.....
« Une ouverture attendue », *Regards*, n°60, janvier 1992, p.9.

1992 | HABITANTS

Réhabilitation de Balzac : des logements en duplex

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 : Gd Debussy > Balzac > Renoir > St Just

Oui le duplex, c'était super, l'idée était vachement bien, moi j'avais une grande chambre, avec un balcon qui était du même métal, donc c'était tout bénéf., j'avais vraiment une sacrée chambre. On avait récupéré en fait deux appartements. On avait un escalier en bois, on avait deux douches, deux W.C. un à chaque étage, donc on a innové. C'est pour ça qu'ils n'ont fait que ça après, ils ont réuni deux appartes pour faire un duplex !

— *Comment c'est venu cette idée, le plan était déjà fait ou bien vos parents ont participé à la conception ?*

Et bien, c'était pour une famille nombreuse. Ils nous ont proposé de faire un duplex quoi !

Territoires : autour du parking Joliot-Curie, l'économie parallèle renforçait un sentiment de peur

François, 41 ans, fonctionnaire, travaille dans les services de la petite enfance, Place Georges-Braque, entre 1990 et 1999

Parcours résidentiel : Nogent-sur-Marne > Fontenay-sous-Bois > La Courneuve (Quatre Routes) > Montreuil (93)

L'économie parallèle a foutu en l'air le quartier, l'a déstructuré. C'était l'économie parallèle qui organisait le quartier comme il était à mon époque. C'était le trafic de stupéfiants, et donc des bagarres, des voitures brûlées, des cambriolages dans les voitures. Combien de fois des mamans et des papas ou des auxiliaires de la crèche se sont fait casser la voiture ! C'était hyper bien organisé : il y avait des vieux adolescents de 25-30 ans qui sont payés pour guetter, pour que les autres fassent leur trafic tranquillement. Il y avait des personnes qui étaient en bas de l'immeuble toute la journée, du matin au soir. Pour les cambriolages... quand une voiture rentrait dans le parking Joliot-Curie, s'il y avait quelque chose qui était en évidence et qui restait, il y avait une forte probabilité que la voiture soit cassée. (...) Tout ça renforçait un sentiment de peur chez les auxiliaires de la crèche. Elles sont des femmes, elles commencent de bonne heure, à sept heure, et en plein hiver il fait encore nuit. En hiver, il fait nuit aussi à sept heure moins quart, quand elles partent. Elles n'étaient pas rassurées. A un moment donné, elles commençaient à en avoir marre, elles menaçaient de quitter la crèche, d'aller travailler ailleurs.

Bairro da Malagueira, Évora, Portugal

ARCHITECTE : ÁLVARO SIZA

NOMBRE DE LOGEMENTS : 1200 LOGEMENTS



Projet 1977 ; construction 1977-1992

La démarche de compromis de Siza cherche une voie entre une position rationaliste, justifiée par un choix éthique et par rationalisation de la conception et de la construction, et une attention aux conventions et à l'architecture domestique. Avec un territoire et une quantité de logements semblables à ceux d'un grand ensemble, Malagueira est à l'opposé de cette forme urbaine. Ce n'est pas un modèle mais une démarche non reproductible, parce que spécifique d'une contexte historique, politique et social – le logement au Portugal au lendemain de la révolution – et à un site, du quartier « clandestin » déjà implanté aux détails de la topographie.

► Jean-Michel Léger, « Après le team-Ten, les expérimentations sur l'habitat : entre recherches formelles et recherche du sens », in Jean-Lucien Bonillo, Claude Massu et Daniel Pinson, *La Modernité Critique : autour du Ciam 9 d'Aix en Provence*, Marseille, Editions Imbernon, 2006, p.238

© www.eesc.usp.br

Bijlmermeer, Amsterdam, Hollande

ARCHITECTE : SIEGFRIED NASSUTH

NOMBRE DE LOGEMENTS : 13 000 LOGEMENTS



Projet 1963, construction 1966-1975 , réhabilitation : début 1992

Nous avons obtenu des financements européens par le biais du programme "Urban". Cette manne financière nous a permis de lancer un projet de restauration sur le long terme, d'un montant de 2 milliards de florins et qui prendra fin en 2007. Ce projet de réhabilitation s'articule autour de la rénovation de l'habitat, des infrastructures et du renouveau économique et social. En ce qui concerne l'habitat, le projet privilégie la rénovation des logements et la construction d'immeubles plus bas. Les barres et les tours

seront détruites. Bijlmermeer, il est vrai, ressemble en ce moment à un véritable champ de bataille. Il y a une rénovation également au niveau des infrastructures.

► Helen Burleson, « *Rénover l'habitat et mettre l'accent sur les pratiques des jeunes* », site consulté le 10/04/2008

© Gerben Helleman, Frank Wassenberg, « The renewal of what was tomorrow's idealistic city. Amsterdam's Bijlmermeer high-rise », *Cities*, vol.21, n°1, 2004, p.15

1993

 **REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS**

→ Raser les banlieues ?

 **HABITANTS**

→ Centre commercial : des magasins de pauvres

→ Le centre commercial : les rideaux de fer

 **ARCHITECTES ET URBANISTES**

→ La résidentialisation

Raser les banlieues ?

Réforme

Extrait d'un article

« L'avenir des quartiers sensibles est aujourd'hui assujéti, selon certains élus, à la question de leur démolition ».

René Monory, Président du Sénat : « Pour la plupart des banlieues, il n'y a pas de solutions quel que soit le nombre de milliards que l'on y met. Elles sont à démolir ».

Philippe Estèbe, Rapporteur du comité d'évaluation de la politique de la ville : « Raser ou non n'est pas une bonne question. Tout d'abord parce que le fait de raser est un but absurde et qui coûte cher. Personne n'a pas la capacité d'assurer le coût direct du rasage et le coût induit en logement social. Ce qui signifie qu'énoncer la démolition comme objectif n'a qu'un côté incantatoire. Enfin, parce que derrière cette idée se profile un raisonnement déterministe sur la morphologie et le social. Rien ne dit en effet qu'entasser verticalement des gens entraîne l'exclusion sociale. » [...] « Deux orientations se font jour. D'un côté on a ceux qui veulent raser et disperser les pauvres. De l'autre, heureusement plus nombreux, ceux qui ont une position ferme et nuancée et qui disent que les gens qui sont là ne sont pas illégitime et que le rôle de la puissance publique est de leur donner l'envie de rester et les moyens de partir ».

François Geindre, Maire d'Hérouville-Saint-Clair dans le Calvados et président du groupe 'Villes' dans le cadre du XIe plan. Il se dit : « favorable à un programme de démolition-reconstruction. Il faut ouvrir les choses. Il y a en effet un certain nombre d'immeubles dont la configuration est problématique. Mais cela ne veut pas dire qu'il faille démolir selon des critères nationaux. L'analyse doit se faire quartier par quartier. Ainsi, les quartiers qui ne permettent pas de relations sociales détendues doivent être supprimés pour un projet négocié entre l'Etat, la ville et l'organisme HLM. IL faut également associer les habitants à la discussion. »

Alain Richard, Maire de Saint-Ouen l'Aumône et président du Forum pour la gestion des villes et des collectivités territoriales : « il y a une catégorie de grands ensembles qui seront, à terme, abandonnés et qui deviendront des lieux de concentration de problèmes. Ceux-là, il faut les détruire. »

Catherine Furet : « Mon but était de fédérer le bâtiment à construire et les constructions alentour. Il s'agissait de gommer les ruptures. Imaginez qu'il n'y avait pas de rue qui reliait le quartier au reste ! C'est pourquoi, en plus des logements, j'ai construit une rue. [...] Il faut avoir le courage de démolir. Démolir, c'est reconnaître un échec. Dans le cas de l'ex-tour Debussy, il fallait démolir parce qu'elle faisait une énorme zone d'ombre ».

[...]

► Hacène Belmessous, « Faut-il raser les banlieues ? », *Réforme*, 6 novembre 1993.

1993 | HABITANTS

Centre commercial : des magasins de pauvres

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale

Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Je me souviens de ce supermarché, avant il y avait Casino et ça attirait les jeunes de la cité et tout le monde piquait tout... et après, Casino a fermé, ça a été remplacé par un magasin qui s'appelle Lidl. (...) Ça a dû fermer peut-être trois, quatre ans après que je suis arrivée en 89 et remplacé par Lidl. Les gens, ils trouvaient extraordinaire parce que c'était pas cher ! Il y avait des queues mais monumentales dans ce magasin ! Je me souviens des caissières, c'était atroce. Les caissières, elles étaient sur des caisses en bois, elles n'avaient même pas de chaises ; il n'y avait pas de chauffage, c'était des conditions lamentables ! La marchandise, elle était dans des cartons à peine ouverts. Donc c'était présenté à cette population qui était déjà pauvre, des choses pauvres à leur image hein... pour eux, avec des vigiles, des chiens. On n'était pas fouillé à l'entrée mais pratiquement. On était suspecté si on amenait un sac avec nous. Ca je me souviens de ça. Bon il y a eu plusieurs casses de caisses et tout ça et donc Lidl a fermé après.

Le centre commercial : les rideaux de fer

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale

Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Donc l'image des 4000 à l'époque, donc avec plein de commerces, donc j'avais encore cette image de cette galerie commerçante qui était le coeur de la cité. Quand je suis arrivée ensuite, donc dix ans après, bon ça avait complètement changé. Ça s'était quand même dégradé. Donc les années 90, c'était... on a démoli Renoir en 2000, donc il y avait 10 ans. Donc il y avait encore de la vie mais on sentait que ça devenait très pauvre, des commerces fermaient.. donc moi, j'ai connu toute cette époque où, petit à petit, le commerce fermait ses portes parce que les commerçants ne pouvaient plus payer leur loyer, ils étaient menacés d'expulsion. Et d'ailleurs, j'ai des photos de rideaux de fer.

La résidentialisation

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François Laisney, architecte-urbaniste-chercheur

Lauréat, avec l'équipe de l'APRAH, du concours d'intégration des 4000 dans la ville (1982)

Il y avait aussi dans les propositions l'idée par exemple de la résidentialisation, c'est vrai que je n'avais pas utilisé le terme à l'époque mais c'est quand même...j'avais dit redéfinir le parcellaire, procéder à un nouveau découpage, redéfinir le statut du sol et effectivement la question de la clôture est posée très tôt ; il y a beaucoup de gens qui s'opposent à ça, mais résidentialiser ça veut dire définir autour de chaque bâtiment une surface d'appartenance et le matérialiser aussi par des...sur la dalle d'Argenteuil, que j'ai visité récemment, avec Santeli, qui suit depuis 15 ans ce travail un peu comme Bernard Barre mais avec plus de modestie et beaucoup de gentillesse, et qui a fait limiter justement la dalle d'Argenteuil, et tous les logements ont été entourés de murs avec des grilles, des portes d'entrées et du coup ça fait des petits cheminements au milieu des barres. Ce n'était pas du tout inclus dans les propositions de cette époque, mais disons, clore très abondamment, il y a une nécessité de retrouver l'espace de la clôture. Parce que l'espace de la clôture c'est aussi un espace de la sécurité, quelque part. Parce qu'il y avait ce jeu aussi quand même, je voyais les gens jeter par les fenêtres, alors ça c'est aussi une question de mentalité...mais à partir du moment où ...c'étais très ambigu parce que jeter c'est un peu...si on jette il y a le risque que quelqu'un passe en dessous donc ça c'était un peu un jeu. Mais si on clôt il y a le risque inverse, c'est-à-dire que on jette par les fenêtres parce qu'on considère que c'est un espace arrière dans la propriété. Mais le problème, il existe, il est toujours présent. En tout cas la résidentialisation – et ça c'était très présent aussi à l'époque – l'image de référence pour les gens qui habitaient les grands ensembles c'était la résidence privée, « on habite dans la résidence privée et donc », « nous qui sommes dans l'HLM, faites nous la même chose, donnez nous au moins les attributs de la résidence » ; et l'attribut de la résidence c'est effectivement la clôture. Quand c'est bien fait c'est très efficace et très positif.

1994

 HABITANTS

- Le jeu : parkings, impasses, terrains d'aventure
- Le jeu : le jardin de la crèche squatté par les grands

1994 | HABITANTS

Le jeu : parkings, impasses, terrains d'aventure

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François, 41 ans, fonctionnaire, travaille dans les services de la petite enfance, Place Georges-Braque, entre 1990 et 1999

Parcours résidentiel : Nogent-sur-Marne > Fontenay-sous-Bois > La Courneuve (Quatre Routes) > Montreuil (93)

A cette époque, dans notre coin il n'y avait pas des espaces verts. Il y avait un petit square, de l'autre côté, vers Alfred De Musset. Sinon, des espaces verts il y en avait pas : c'était des petits chemins, des petites rues où il n'y avait pas de circulation, comme des impasses (...) Et les gamins, ils allaient où ? Ils jouaient en bas de leurs immeubles. Dans ces espèces de petites rues qui faisaient un peu parking. Il y avait des endroits où il y avait un peu de pelouse, mais qui n'étaient pas terribles ! (...) Sinon, il y avait des espaces un peu neutres, des zones... qui étaient utilisées par les gamins comme des jardins d'aventure, et ça c'était pas mal ... C'était un peu pauvre au niveau de ce qui était mis à disposition, mais au niveau des bandes de gamins qui jouaient dans ces espèces de terrains d'aventure c'était assez fantastique ! Ils devaient s'en payer quelques unes de belles parties de rigolades !

Le jeu : le jardin de la crèche squatté par les grands

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François, 41 ans, fonctionnaire, travaille dans les services de la petite enfance, Place Georges-Braque, entre 1990 et 1999

Parcours résidentiel : Nogent-sur-Marne > Fontenay-sous-Bois > La Courneuve (Quatre Routes) > Montreuil (93)

Il y avait des grands, des enfants de la cité, qui allaient jouer dans le jardin de la crèche. Quelques fois ils laissaient des ordures. Ils escaladaient le grillage. A cette époque là, le jardin de la crèche était un lieu propre, protégé, avec des jeux, et ça, ça manquait dans le quartier ! Je ne sais pas comment ils faisaient, mais quelques fois ils arrivaient à mettre des matelas dans le jardin de la crèche ! Et le matin, par exemple après des petites vacances, on trouvait le jardin... pas utilisable ! Et c'était dangereux pour ces enfants qui montaient sur les grillages ! Je me suis posé la question si ce n'était pas mieux, à ce moment là, d'ouvrir le jardin de la crèche. Je me suis dit : « Si la porte est ouverte, les gamins ne montent pas sur les grillages et donc ce n'est plus dangereux pour eux. Peut-être qu'on peut construire quelque chose avec les enfants du quartier, faire un contrat, genre : vous pouvez venir, mais laissez propre ! » Mais je ne suis pas allé jusqu'à là, ça aurait été difficile.

1995

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

→ Réparer, ce n'est pas parer...

■ HABITANTS

→ Entre Paris et La Courneuve : toute ma vie privée se fait sur Paris

→ Le parking du centre commercial, avant rénovation : « De la vie sur le parking ! »

→ Des alcôves creusées dans le béton

Réparer, ce n'est pas parer...

Le Monde**Extrait d'un article d'un quotidien national**

Paul Chemetov : « Parler d'implosion ou de neutralisation évite de prononcer le mot d'explosion comme si elle était atomique ou terroriste, avant-goût de l'explosion sociale que l'on voudrait conjurer. Mais peut-on accepter le spectacle qui nous est montré ?[...] Réparer, ce n'est pas parer, au goût du jour, les façades de rationalité hygiéniste. Réparer, c'est d'abord assurer le service des ascenseurs, la propreté des halls, le confort des installations sanitaires, le ravalement nécessaire. C'est d'abord le système urbain qu'il faut réparer pour permettre le maintien ou la substitution des bâtiments, la densification quelquefois, ou l'arrivée d'autres types de logements, d'autres revenus, d'autres modes de vie. [...] Ce qui est nié, par ces feux d'artifice d'un genre nouveau, c'est aussi l'identité de ceux qui habitèrent ces maisons, se lavant dans l'eau chaude de leur première baignoire, ouvrant leurs fenêtres sur un avenir sans vis-à-vis. [...] Toute destruction n'a de sens que comme coup d'arrêt. Pour être admise et comprise par ceux-là même dont on délègue les ancrages, en détruisant les lieux de vie, elle doit se transfigurer, immédiatement, par une action généreuse et positive. » [...]

« Casser, sans projet, les bâtiments qui offraient les signes, certes appauvris, du confort, c'est, ainsi, dire que ce chemin d'accès à la société est barré. Pourquoi s'étonner de la régression par l'intégrisme ? ».

► Paul Chemetov, « Des bâtiments et des hommes », *Le Monde*, 12 octobre 1995.

1995 | HABITANTS

Entre Paris et La Courneuve : toute ma vie privée se fait sur Paris

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 : Gd Debussy > Balzac > Renoir > St Just

Un isolement, ici... on n'a pas d'activités, les jeunes qu'est-ce qu'ils font le soir, où ils vont ? Ils ne peuvent pas descendre sur Paris (...) Quand ils ont une copine, ils l'emmènent où, au Kebab (*rires*) ?! Moi par exemple, toute ma vie privée, elle se fait sur Paris ou à la rigueur, je descends sur St Denis. Mais ici, on ne peut rien faire ici. Moi jusqu'à un certain âge, je voulais avoir des cours de dessin, toutes les activités qu'on me proposait, c'était du sport. Il n'y avait que du foot, il n'y a que ça ! Il y avait des cours d'arts plastiques, mais moi j'étais déjà assez en avance en dessin pour avoir envie de faire autre chose et donc on n'a pas ça et les seuls cours que tu peux avoir, il faut descendre sur Paris ! Voilà quoi ! Donc pour un jeune ici, on ne propose pas tellement d'activités, on propose que du sport ! Le cerveau, ça ne se remplit pas !

Le parking du centre commercial, avant rénovation : « De la vie sur le parking ! »

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale

Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10è

Donc qu'est-ce qu'il se passait sur cette place ? Donc avant, c'était même pas une place, c'était un parking. Il s'en passait des choses sur ce parking-là ! Et nous, on avait la vue sur ce parking, et on voyait quoi ... (*rires*), les gens qui se repassaient des coffres, des choses comme ça ! (...) Il y avait beaucoup de voitures. Justement ce parking, il servait aux gens qui venaient à Lidl, au supermarché, parce que ça attirait vraiment beaucoup de monde, même des gens de St Denis venaient en bus, avec des cabas... bon, il y avait aussi le marché de St Denis, les gens, ils vont au marché de St Denis, les gens de La Courneuve ; sinon, fallait qu'ils aillent aux quatre routes. Il y avait beaucoup de gens qui venaient là puisque c'était un supermarché qui n'était pas cher. Et donc, ils venaient en voiture, ils remplissaient les coffres et il y en a beaucoup qui profitaient justement des voitures parkées pour siphonner l'essence, piquer des pièces, faire les coffres ... j'ai des collègues qui ne veulent plus venir en voiture parce qu'elles se sont fait démonter leur bagnole ! Donc c'était tout le temps, tu n'es jamais sûre de pouvoir récupérer ta voiture... Ah oui ça ils s'en foutaient ! Savoir que c'était D. qui travaillait à la discothèque, ils la connaissaient, ils la connaissaient bien la 4L ! Ça, ce n'était pas important pour eux, c'était une voiture quoi ! C'était ça l'idée. Et donc, ils ont.. je ne dirais pas nettoyé mais ... donc ils ont refait cette place ; bon il y a eu des travaux de fait, après il y a eu la démolition et le quartier a changé, effectivement.

Des alcôves creusées dans le béton

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Christophe, 51 ans, un enfant, animateur socio-culturel.

Parcours résidentiel : La Courneuve (QuatreRoutes) > milieu rural

Un jour, on a travaillé avec les gamins sur la rénovation qui était en cours. On essayait de faire des photos de ce qui n'allait pas, de tout ce qui ne leur plaisait pas dans cette cité (...). Quand on a commencé à parler in situ... je parlais d'architectes et un gamin de 12-13 ans me demande : « C'est quoi, un architecte ? ». Je lui explique grosso modo : « Tu vois ? Le bâtiment qui est là, devant toi, a été conçu, dessiné, par un architecte ». Et le gamin : « Mais, non ! Attends ! C'était des blocs de béton qui sont arrivés là un jour et puis on y a creusé dedans et on y a fait des alcôves. Voilà. C'est pas les architectes ! »

1996

■ DÉCIDEURS

- L'espace, ça ne se partage pas...
- La commune n'a jamais fait de la démolition un principe de réinsertion et de réhabilitation du grand ensemble
- Le gestionnaire n'entreprenait aucun travaux...

■ HABITANTS

- Logement/Aménagements : Entre cuisine et salle à manger : une histoire de tables
- Certains services publics quittent le quartier
- Transformations urbaines . Le nouveau quartier de l'Orme Seul : aucune fenêtre donne du côté de la cité !

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

- Travailler les limites

■ PAYSAGISTES

- Il faut du sport !
- Le jardin de l'Orme Seul

1996 | DÉCIDEURS

L'espace, ça ne se partage pas...

EXTRAIT D'ARTICLE

Bernard Barre, Directeur de l'urbanisme de la Courneuve, 1996.

« Les politiques de la ville sont réduites au bricolage de mécanismes de régulation sociale dont la seule ambition est de stabiliser les situations de ghetto et d'éviter que dans les crises les chancres n'éclaboussent trop la figure. [...] Le seuil de tolérance est jalousement et sans aucune vergogne maintenu à zéro dans certaines villes parce qu'enfin, l'espace ça ne se partage pas. [...] Les situations d'extrême ségrégation chassent la ville parce qu'elles en tuent les conditions économiques, sociales, culturelles et politiques. A lui seul, le talent des architectes ne peut que montrer la possibilité de réparer, corriger, transformer l'espace et l'architecture des quartiers pour que la ville puisse s'y établir ».

Barre Bernard, « La Courneuve : 4000, la ville à portée de main », *Projet urbain*, n°9, octobre 1996.

La commune n'a jamais fait de la démolition un principe de réinsertion et de réhabilitation du grand ensemble

EXTRAIT D'ARTICLE

Bernard Barre, Directeur de l'urbanisme de la Courneuve, 1996

« La commune n'a jamais fait de la démolition un principe de réinsertion et de réhabilitation du grand ensemble. La Courneuve n'a jamais posé la question en termes idéologiques « pour ou contre les grands ensembles », ou en termes de « reconquête » dont la violence inéluctable serait incarnée par le foudroyage d'une ou plusieurs barres. [...] Le projet préexistait à la décision de démolir, il la fondait ».

Barre Bernard, « La Courneuve : 4000, la ville à portée de main », *Projet urbain*, n°9, octobre 1996.

Le gestionnaire n'entreprenait aucun travaux...

ARTICLE

Bernard Barre, Directeur de l'urbanisme de la Courneuve, 1996

« La faillite du procédé de préfabrication, les vices de conception et défauts d'exécution ont très vite dégradé le bâti. S'abritant derrière le contentieux engagé avec le groupement d'entreprises disparu et la nécessité de garder intactes les preuves du « délit », le gestionnaire n'entreprenait aucuns travaux et continuait à louer les logements à ceux qui n'avaient pas d'autres choix. Cette gestion amplifia la dégradation et le rejet des « 4000 ». Désordres constructifs et ségrégation originels ont ainsi amorcé une spirale de la dégradation qui s'entretenait d'elle-même, jusqu'à ce que la crise économique et sociale en accélère le mouvement ».

Barre Bernard, « La Courneuve : 4000. La ville à portée de main », *Projet urbain*, N°9, octobre 1996.

1996 | HABITANTS

Logement/Aménagements : Entre cuisine et salle à manger : une histoire de tables

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtelleraut > La Courneuve 4000 (Balza)

Mme : La table, elle était là, mais c'était pas celle-là hein ! Parce que on ne mangeait pas dans la salle à manger, on mangeait à la cuisine, parce que la cuisine n'était pas encore aménagée.

M : Là-bas (*cuisine*), il y avait une table ronde avec un pied central en inox donc tout le monde rentre. Il y avait des rallonges, donc on poussait contre le mur et l'on pouvait manger. Elle était large quand même parce qu'on était six. Après quand les enfants sont partis les uns et les autres, on mangeait dans la salle à manger et quand on a eu les éléments de la cuisine et tout ça, alors après on mangeait dans la salle à manger. Parce que avant, c'était une table ronde, assortie au buffet (...) on pouvait tourner autour et quand elle était ouverte, elle était ovale avec les rallonges. Après on a voulu la changer et prendre une table de billard ah la la, cette table de billard ! Elle était belle quand même !

M : Ah enfin, il faut raconter depuis le début. Comme on avait parfois les enfants qui venaient pour Noël, il n'y avait pas de place pour tout le monde. Certains mangeaient sur la table, d'autres à la cuisine, les enfants et les petits-enfants etc.. Alors on s'est dit un jour, mais si on invite les enfants, il faut bien quelque chose hein ! C'était la société France Meuble. J'ai demandé est-ce que vous avez un billard ? Ils m'ont proposé une table en merisier, style Louis XV, quelque chose de beau hein ! Il faisait 2m 10 sur 2m70 avec les rallonges, une table réglementaire, avec tapis vert et tout ! Alors on l'a commandée et ils nous l'ont livrée. Alors c'était une table de billard mais on pouvait manger dessus, parce qu'il y avait deux plateaux et des rallonges au milieu et tout. Alors je voulais la prendre à condition qu'ils me reprennent la mienne, notre table en merisier. Ils me la reprenaient pour 800 Frs. Elle nous a coûté 2500 Frs. Et quand il a vu la table hein, d'ailleurs il l'a prise pour lui hein ! Le plateau était d'un seul tenant ! Je crois que je l'ai, la photo de la table.

Mme : Elle était belle hein ! Et quand on a su que le bâtiment, ils allaient le mettre par terre... Parce qu'on se disait mais comment on va faire avec la table, parce que maintenant, ils ne font pas de grandes pièces comme ça hein ! Alors on l'a vendue mais on a beaucoup perdu. On a mis une annonce dans "Regards", le journal de la ville, tout de suite elle est partie !

Certains services publics quittent le quartier

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François, 41 ans, fonctionnaire, travaille dans les services de la petite enfance, Place Georges-Braque, entre 1990 et 1999

Parcours résidentiel : Nogent-sur-Marne > Fontenay-sous-Bois > La Courneuve (Quatre Routes) > Montreuil (93)

On a vu aussi quelque service public quitter le quartier ! Quand je suis arrivé à Braque, la circonscription de la PMI était basée rue Joliot-Curie. L'aide social à l'enfance était aussi basé au 4000. Il y avait une antenne de police. Et puis, petit à petit... l'aide social à l'enfance... hop ! c'est parti du côté de la mairie. La circonscription de PMI, pareil, ils sont partis dans le nouveau bâtiment de la mairie (...) Les assistantes sociales aussi, elles sont parties ! Je considère que les assistantes sociales doivent être là où il y en a besoin. Si elles sont implantées dans un autre quartier, elles connaissent moins bien le quartier dont il est question ! Et ça voulait dire aussi que la population devait faire un effort supplémentaire pour aller les voir. Dès 4000, pour aller à la mairie... c'est pas à côté. Il faut au moins une petite demie heure de marche pour y aller.

Transformations urbaines. Le nouveau quartier de l'Orme Seul : aucune fenêtre donne du côté de la cité !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François, 41 ans, fonctionnaire, travaille dans les services de la petite enfance, Place Georges-Braque, entre 1990 et 1999

Parcour résidentiel : [Nogent-sur-Marne](#) > [Fontenay-sous-Bois](#) > [La Courneuve \(Quatre Routes\)](#) > [Montreuil \(93\)](#)

Ces immeubles... je les trouvais très jolis, mais c'est vrai que quand on les a vu sortir de terre on était très surpris car bizarrement il n'y avait aucune fenêtre qui donnait du côté de la cité ! (...) Les fenêtres principales donnaient au niveau de l'impasse, une petite impasse privative très jolie, mais rien ne donnait côté cité, ou alors peut-être la lucarne des toilettes. Rien ! Aucune de pièce principale côté cité. ! Les immeubles sont tournés pour faire dos à la cité.

1996 | ARCHITECTES ET URBANISTES

Travailler les limites

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Paul Chemetov, architecte

Lauréat du concours du quartier de la tour (1996)

Toute architecture, tout urbanisme commence par des limites ; qu'elles soient des cloisons, qu'elles soient des horizons, qu'elles soient des rues, des limites qu'il faut traverser, des limites, des seuil ... intérieurs, extérieurs.. Donc, tout le travail sur les limites, les traversées, les intérieurs et les extérieurs qui est basique, je l'ai un peu réinstallé à La Courneuve ; je récupère le stock amont, pour aller vers le flux à val, c'est tout ce que j'ai fait, en récupérant un certain nombre de choses pour passer des témoins, et en permettant aux gens qui interviendront après moi, la Colboc, le Germe, le Paurd de faire autre chose.

1996 | PAYSAGISTES

Il faut du sport !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Linda Leblanc, paysagiste, Etude de la conception d'ensemble des espaces extérieurs des « 4'000 » (1984-1985), réalisation de la place du Château d'Eau (1986) et du jardin de l'Orme Seul (1996)

Pour la petite histoire, très avant sur les esquisses de 90, on avait toute la place et tout ça ne s'est pas fait. Quand j'ai été rappelée, de l'argent avait été débloqué et il fallait, pour arranger les choses dans les cités, installer plein de terrains de sport en un été. Ca devait être l'été 96. Donc, nouvelle donne, un nouveau terrain de sport avait été installé et il fallait refaire le projet en l'intégrant. Vu l'argent qu'on avait, j'allais pas remettre en question le terrain qui était déjà là, il fallait faire avec. Le projet, c'était cette cage de jeux et trouver la manière de faire un jardin. Cette grande courbe était de faire traverser le jardin à tout le monde... plus les pieds d'immeuble, trouver une mise à l'écart pour donner une intimité aux rez-de-chaussée sans non plus fermer. L'enjeu était de faire un espace qui soit à la fois ouvert, mais qu'il y ait aussi des sous-espaces de petits lieux... trouver l'échelle des petits lieux...

Le jardin de l'Orme Seul

EXTRAIT D'ENTRETIEN



Axonométrie de Linda Leblanc du jardin de l'Orme Seul

"L'Orme Seul, c'était la soudure entre la nouvelle ZAC de l'Orme Seul avec accession à la propriété et les 4000. L'enjeu qui reposait sur mes épaules était monstrueux. Ce lieu était censé régler tous les conflits ! L'espace public devait ramasser, rassembler les deux populations pour qu'elles se côtoient en toute harmonie. C'était pas facile."

► © Linda Leblanc

1997

■ PAYSAGISTES
→ Les chiens et la clôture

1997 | PAYSAGISTES

Les chiens et la clôture

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Linda Leblanc, paysagiste, Etude de la conception d'ensemble des espaces extérieurs des « 4'000 » (1984-1985), réalisation de la place du Château d'Eau (1986) et du jardin de l'Orme Seul (1996)

L'anecdote c'est que le terrain de jeux à l'Orme Seul m'a quand même un peu plombé. Je me suis dit, « essayons de faire une clôture pas trop moche » et la clôture à peine posée le lendemain matin elle était enlevée, elle avait été coupée, démontée pour les combats de chiens. On l'a remise, et au bout d'un moment ils ont dû en avoir assez... donc, maintenant elle est là. C'est un projet un peu gigogne, différentes vitesses, grandes lectures, grands espaces avec petits espaces qui s'intègrent dedans...

1998

■ HABITANTS

- La fermeture du centre commercial : on etait terré chez nous.
- Les démolitions : du vivant au vide
- La fermeture du centre commercial : du vivant au vide
- Malaise à Renoir
- Les temps de la démolition : déménagements, dégradations
- Centre commercial : la pharmacie
- Evolution du centre commercial : un no man's land ?
- Centre commercial : Les 4000 Fer

■ DÉBATS

- Le vide : comment le dessiner ?

1998 | HABITANTS

La fermeture du centre commercial : on était terré chez nous.

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Monique, 60 ans, veuve, trois enfants, retraitée, membre de différentes associations.

Parcours résidentiel : Aude > Montreuil (93) (pavillonnaire) > La Tour

Je vais vous expliquer une chose : quand le centre commercial a fermé, pendant les travaux, nous, on était terré chez nous. On ne bougeait plus (...). Avant, on descendait en bas pour faire nos courses ou même pour voir les gens. C'était super ! Après, on a arrêté de descendre comme ça, parce qu'on n'a plus eu rien du tout. Plus de commerces, à part la pharmacie. On ne voyait plus personne. Pour les courses, chacun allait de son côté, donc, les gens ne se rencontraient plus que dans l'ascenseur ou devant le courrier.

Les démolitions : du vivant au vide

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Tahar, 31 ans, marié, un enfant, animateur socio-culturel et membre d'une association pour l'enfance et la jeunesse.

Parcours résidentiel : immeuble Maurice de Fontenay > Quatre Routes

Cet effet de désert est lié aussi aux implosions de Renoir, Ravel et Presov. Tu t'imagines combien de monde il y avait quand il y avait encore Renoir, Ravel et Presov ? Entre 2000 et 2004, dans un laps de temps réduit, 900 logements ont été détruits. Et entre temps, le centre commercial qui fermait ... On le constatait dans la vie de tous les jours : en 98, il y avait encore tous ces immeubles, puis de là à 2004 ... Renoir, Ravel et Presov ... toutes ces personnes qu'on voyait, qu'on croisait, qu'on rencontrait, on ne les voyait plus. Ça faisait drôle, dans le quartier. Ça faisait vide.

La fermeture du centre commercial : du vivant au vide

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Tahar, 31 ans, marié, un enfant, animateur socio-culturel et membre d'une association pour l'enfance et la jeunesse.

Parcours résidentiel : immeuble Maurice de Fontenay > Quatre Routes

Ici c'est vivant. Il se passe de choses. Il y a un court-métrage sur trois jeunes de La Courneuve qui a été fait récemment et le réalisateur, la première fois qu'il est venu, a dit : « Tiens, on parle des banlieues : pas de lien social, pas de ceci, pas de cela ... je suis étonné ! Ici, je traverse et ... Bonjour ! ça va ? Tout le monde se connaît et tout le monde se parle ! ». Il arrivait avec l'idée que personne ne se connaît, que personne ne se parle, que dans les quartiers il n'y a pas de vie sociale ... et finalement il a vu qu'ici tout le monde se parle, se connaît, discute ... Ici, ça a toujours été comme ça, j'ai grandi dans ce contexte. Après, il y a eu cette rupture ... liée aussi au déclin du centre commercial : pas de centre commercial, pas de lieu de vie, pas de lieu de rencontre. Du coup, les gens peuvent se connaître, mais ne pas avoir à discuter. Et ça, ça a duré tout le temps où il n'y avait plus beaucoup de commerces, disons entre 98 et 2004. Sans le centre commercial, ça devenait assez désert. Les gens allaient faire leurs courses à Saint Denis, ou au Lider Price, derrière. Et finalement, ils ne se rencontraient pas. « Qui habite dans mon quartier ? Je ne sais pas ». Les commerces fonctionnent bien pour faire discuter les gens !

Malaise à Renoir

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Christophe, 51 ans, un enfant, animateur socio-culturel.

Parcours résidentiel : La Courneuve (QuatreRoutes) > milieu rural

L'image qui me remonte de la barre Renoir c'est d'être monté dans un escalier de la barre – c'était au moment où on commençait à parler de démolir - et d'avoir vu toutes les rampes en fer, très épaisses, larges comme ça... tordues ! Sur dix étages ! Et là, tu sentais la misère... la volonté de tordre ces barres, forcément à la main, car il n'y a pas la possibilité de faire venir des instruments, des machines pour le faire... Pour moi, c'était une image emblématique du malaise.

Les temps de la démolition : déménagements, dégradations

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale

Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Il y a eu des gens qui ont été contraints de partir mais heu... on leur a imposé des logements alors qu'ils ne voulaient pas forcément, des choses comme ça. Après, il y en a qui étaient aussi très contents de partir parce que c'était quand même... enfin bon, la mairie savait très bien que cette barre allait être démolie et au bout d'un moment, ils ne faisaient plus rien. Donc ça a été délabré très vite. Ils ne remplaçaient plus les ampoules cassées, les ascenseurs en panne, les choses comme ça. Quoi, moi j'aurais eu envie de partir !

Centre commercial : la pharmacie

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 48 ans, célibataire, Employée municipale

Parcours résidentiel : Blanc Mesnil > Paris 10e

Alors ce qui restait, ça m'a toujours étonnée, la pharmacie ! La pharmacie qui était derrière, donc il fallait prendre le couloir, et puis contourner. Elle était là, alors dans.. la lumière, il n'y avait pas la lumière, elle était presque dans le noir cette pauvre pharmacie et quand on rentrait à l'intérieur, il n'y avait rien ! (rires) Il y avait des étagères mais il n'y avait rien ! (rires) Alors j'avais demandé à la pharmacienne, mais heu.. il n'y a rien ? Mais si on a tout derrière ! (rires) Oui donc ils allaient chercher tout dans l'arrière-boutique ! Et c'était d'un tristounet tristounet, on n'avait pas envie d'y aller quoi. Il fallait commander nos médicaments, parce qu'ils n'avaient pas beaucoup de stocks, ils n'avaient pas beaucoup de place non plus. Et bien, ces pauvres gens, ils allaient là quoi, ils n'avaient que ça hein.

Evolution du centre commercial : un no man's land ?

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 48 ans, célibataire,

employée municipale

Parcours résidentiel : Blanc Mesnil > Paris 10e

Donc là, il y a le centre commercial. Donc à l'époque, c'était le Prisunic qui a changé de nom, et est devenu le Casino puis Lidl. Là, le cinéma aussi..Et puis, là, il y avait plein de petites boutiques là ! Au fur et à mesure, il y avait des associations, il y avait les Maliens, des ateliers informatiques, des ateliers musicaux et donc, peu à peu.. il y avait même, juste avant Renoir, il y avait les 4000 Fer..(.) Mais moi, j'ai connu, c'était presque le no man's land hein.. quand il n'y a plus ces boutiques, juste avant la rénovation, avec ces rideaux de fer, on n'osait plus.. heu. Alors ce qui restait, ça m'a toujours étonnée, la pharmacie ! (..) que de l'autre côté, le quartier Braque.. parce que après il y avait le quartier en face, Braque. Parce que aussi pour les boulangeries, il n'y avait plus de boulangerie. Parce que je pense que cette période là où on a démoli Renoir, où aussi, ils ont fermé toutes les caves, tous les parkings, c'étaient des coupe-gorge les parkings. Ben où est-ce qu'ils allaient faire les courses les habitants ? Fallait soit qu'ils prennent le tramway pour aller à St Denis, soit aller à Braque parce qu'il y avait aussi une boulangerie là, et sinon non, il n'y avait rien.

Il n'y avait pas un centre commercial à Braque ?

Non. Il y avait une boulangerie, un fruits et légumes, il y avait les 4000 Fer qui se sont installés là et c'est tout.

Centre commercial : Les 4000 Fer

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale

Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10è

Les 4000 fer, c'était une association qui avait été créée par la CAF pour repasser le linge, c'était des dames qui repassaient le linge des gens. Ca marchait bien, ils avaient acheter une camionnette, ils repassaient le linge uniquement, il n'y avait pas de lavage et l'on se disait, mais ça ne va jamais marcher. les gens n'ont pas d'argent pour faire repasser le linge ! Eh bien non, ils avaient des gens hein.. c'est marrant. Et puis après, ils ont été délocalisés puisqu'on a démoli le centre commercial.

Le vide : comment le dessiner ?

EXTRAIT D'UN DEA

BernadetteBlanchon, paysagiste , enseignante-chercheur à l'ENSP de Versailles

L'espace libre, le « vide », planté ou non est rarement considéré comme un élément structurant de l'opération (...) la contribution d'une prise en compte des espaces extérieurs dans la constitution des espaces habités n'est cependant qu'effleurée, alors que l'histoire de l'architecture et de l'urbanisme pourrait être réécrite sous l'angle de l'approche paysagère.

Blanchon Bernadette, *Pratiques paysagères en France de 1945 à 1975 dans les grands ensembles en France*, DEA soutenu à l'Ecole Nationale du Paysage de Versailles, 1998, p. 75

1999

■ HABITANTS

- Vide et vert : Même aux 4000, il y avait toujours des jolies fleurs !
- Démolition : La cité, ça bloquait tout !
- Démolir pour désenclaver. Les barres comme frontières physiques et sociales
- Le centre commercial avant rénovation : j'avais pas spécialement envie d'y aller !

1999 | HABITANTS

Vide et vert : Même aux 4000, il y avait toujours des jolies fleurs !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François, 41 ans, fonctionnaire, travaille dans les services de la petite enfance, Place Georges-Braque, entre 1990 et 1999

Parcour résidentiel : Nogent-sur-Marne > Fontenay-sous-Bois > La Courneuve (Quatre Routes) > Montreuil (93)

Il y a eu un effort énorme, de la part de la municipalité, pour les espaces verts. Dans les rues et dans les rond points il y avait des jardinières, des fleurs un peu partout. Pour ça, le cadre de vie c'était agréable. Le service des espaces verts faisait un travail fantastique dans tous les quartiers, et les plantations était à peu près respectées par la population. Même aux 4000 il y avait toujours des jolies fleurs ! Et regardez ce qu'ils ont fait, comme espaces verts, le long du tram-way ! Au début, quand je suis arrivé, il n'y avait pas ça – il n'y avait pas le tram-way – mais quand je suis parti, et je pense encore aujourd'hui, à La Courneuve il y a des super espaces verts !

Démolition : La cité, ça bloquait tout !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François, 41 ans, fonctionnaire, travaille dans les services de la petite enfance, Place Georges-Braque, entre 1990 et 1999

Parcour résidentiel : Nogent-sur-Marne > Fontenay-sous-Bois > La Courneuve (Quatre Routes) > Montreuil (93)

Les 4000 est bien situé : il y a le rond point de Six Routes, qui permet d'alimenter le quartier vers Saint Denis, vers Stain... il y a le tram-way, on n'est pas loin d'Aubervilliers... Mais comme il y avait ces immeubles qui barraient la route... c'était un quartier sous-exploité, on pouvait en faire quelque chose de beaucoup mieux ! Je pense qu'il était indispensable de démolir les barres, au moins d'en faire sauter quelque une, pour ouvrir davantage sur Saint Denis, pour que ça soit un quartier vivant, pour qu'on puisse circuler tranquillement en voiture et pas qu'à pieds. En voiture, vous arriviez en bas de chaque grand immeuble et il y avait une espèce de parking qui prenait toute la place. Des fois, on était obligé de faire des demi-tours incroyables pour pouvoir en sortir, pour pouvoir arriver aux Six Routes et sur le grand axe, la rue de la Convention, qui se prolonge de l'autre côté et qui devient la rue de Saint Denis. La cité, ça bloquait tout : ça bloquait la population d'Aubervilliers et de Saint Denis qui aurait pu prendre le RER, ça bloquait partout .

Démolir pour désenclaver. Les barres comme frontières physiques et sociales

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François, 41 ans, fonctionnaire, travaille dans les services de la petite enfance, Place Georges-Braque, entre 1990 et 1999

Parcour résidentiel : Nogent-sur-Marne > Fontenay-sous-Bois > La Courneuve (Quatre Routes) > Montreuil (93)

D'après vous, les démolitions étaient nécessaires où il y avait une alternative ?

Mh... Bon, s'ils voulaient cibler sur la mixité sociale, s'ils voulaient désenclaver le quartier... Les barres figeaient un peu le quartier, elles faisaient vraiment une cité à part dans la ville, et physiquement, et pour le social. Parce que ça faisait comme une espèce de frontière, parce qu'il y en avait partout. Physiquement, ça faisait vraiment barrière, ça faisait un truc qui avait l'air d'être difficilement franchissable. Il fallait vraiment contourner pour sortir du quartier. Et socialement, ça allait avec. Il n'y avait pas de mixité dans le quartier, ça c'est clair. C'était une population prolétaire, et encore ! (...) Des familles qui avaient deux SMIC, je les considérais comme « revenus moyennes », voire presque favorisées !

Le centre commercial avant rénovation : j'avais pas spécialement envie d'y aller !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

François, 41 ans, fonctionnaire, travaille dans les services de la petite enfance, Place Georges-Braque, entre 1990 et 1999

Parcour résidentiel : Nogent-sur-Marne > Fontenay-sous-Bois > La Courneuve (Quatre Routes) > Montreuil (93)

En 99, dans le centre commercial il n'y avait plus que trois ou quatre magasins. Il y avait un magasin hindu d'alimentation, le bazar hindu, le supermarché. La pharmacie... je ne sais plus si elle y avait encore ou si elle avait fermée. Le tabac avait fermé parce que le monsieur était décédé suite à une agression. Et il y avait une banque ! C'était l'un des rares distributeurs du quartier, donc, j'y allais ! Mais je n'allais pas là pour faire mes courses. Très sincèrement, j'avais pas spécialement envie d'y aller !

2000

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

- De l'urbanisme insensée
- Le théâtre d'une délinquance multiforme
- 15000 démolitions par an

■ DÉCIDEURS

- Démolition de Renoir
- Le commerce : nouveau levier de la vie de quartier ?
- L'idée était de faire un square parisien...
- Inauguration du mail
- L'occupation illégale des logements
- Visite des 4000 sud-la Tour
- Instantanés d'habitants
- La société doit réparation à ses habitants
- Une démolition nécessaire
- Recrudescence de l'insécurité
- La barre Renoir : une erreur
- De l'urbanisme insensé

■ HABITANTS

- Entre Paris et La Courneuve : Se former, travailler, comment s'en sortir ?
- Démolition de Renoir : l'expérience d'un évènement
- Démolition de Renoir : l'après démolition
- Démolitions : déménagements/relogements : un sentiment d'attachement
- Démolition de Renoir : ombre et lumière

De l'urbanisme insensé

LE FIGARO

Extrait d'un article d'un quotidien national

« L'architecte Paul Chemetov a été appelé au chevet de la barre Renoir, pour construire en lieu et place des 1 200 logements pulvérisés de petits immeubles de quatre étages. Il explique au Figaro la genèse et le fiasco des 'grands ensembles' et de toute une époque. *'Pour faire des quartiers vivables, il suffit de revenir au droit commun de la vie, de faire de la mixité, de s'arranger pour que les routes ne s'arrêtent pas en bas des tours. En son temps, le quartier des 4 000 fonctionnait en vase clos, il avait son réseau routier propre, ses écoles, etc. Il était complètement enclavé, c'était une bulle. Quand vous vous promenez à Paris ou ailleurs, vous voyez des maisons de statut privé, et aussi des écoles, des parcs, de statut public. Quand on détruit un logement dans une rue, on en construit un autre, on ne met pas tout un quartier en crise pour autant. Pour conserver les cités, il suffirait de changer leur système urbain, de délimiter nettement ce qui relève du privé et du public. N'y a-t-il pas surtout un problème de ghetto ? Le problème des grands ensembles est moins un problème de densité que de conception Paris est cinq fois plus dense que les 4 000, par exemple. Mais la grande erreur fut effectivement de créer des grandes entités autosuffisantes, sur des surfaces grandes comme deux terrains de football, avec des bâtiments si hauts que l'école au pied était toujours à l'ombre. La moyenne actuelle des logements est de quarante par opération c'est plus gérable que quatre mille. Les immeubles ne sont pas des monuments ni des pyramides, ils doivent rester à l'échelle. Si vous mettez la Défense près de Notre-Dame, ça ferait crier, même les non-croyants, car il y a des symboliques incompatibles. Quand on s'intéresse à l'urbanisme, on doit chercher la signification des choses dans la ville'.* »

► Véziane de Vezins, « La barre Renoir de la cité des 4 000 à La Courneuve va disparaître aujourd'hui. De l'urbanisme insensé », *Le Figaro*, 8 juin 2000.

Le théâtre d'une délinquance multiforme

LE FIGARO

Extrait d'un article d'un quotidien national

« Le dédale de coursives, de couloirs, de sous-sols, les nombreux recoins et culs-de-sac des grands ensembles forment un terreau favorable au phénomène des bandes et aux trafics les plus divers. Un constat est cependant devenu indiscutable : les tentaculaires barres de HLM, telles que celles qui ont fleuri aux '4 000' à La Courneuve, sont devenues le théâtre d'une délinquance multiforme qui n'a cessé de croître depuis la fin des années 70, pour atteindre son paroxysme ces dernières années ».

► Christophe Cornevin, « La barre Renoir de la cité des 4 000 à La Courneuve va disparaître aujourd'hui. Une délinquance spécifique », *Le Figaro*, 8 juin 2000.

15000 démolitions par an

la Croix

Extrait d'un article d'un quotidien national

« Au total, le délégué à la ville prévoit un rythme de 15 000 démolitions de logements par an à partir de 2000. Les 50 grands projets de ville bénéficieront dans les six prochaines années d'aides financières de l'Etat (6,2 milliards de francs) pour des opérations lourdes de requalification des quartiers. »

► Aubry Chantal, « Donner du sens à la démolition des tours », *La Croix*, 7 avril 2000.

Démolition de Renoir

EXTRAIT DE VIDÉO

► © Ville de La Courneuve

Le commerce : nouveau levier de la vie de quartier ?

EXTRAIT D'UN ARTICLE

« Depuis la fermeture du magasin Lidl, la municipalité a multiplié les démarches pour dynamiser le centre commercial de la Tour. [...] L'objectif est de trouver des enseignes commerciales susceptibles de s'implanter dans le centre de la Tour et de définir les moyens nécessaires pour leur garantir de bonnes conditions de développement. D'ici à 2004, un nouveau centre commercial devrait donc voir le jour. Plus petit (4000 m2 de commerces et réserves), plus accessible et mieux sécurisé. En suivant les enseignements d'une étude effectuée par le Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), l'on apprend que les quartiers de banlieue, tel que celui de la Tour, abritent un potentiel de consommation important mais inexploité. En ces temps de reprise économique, le commerce peut donc devenir le levier qui redonnera vie aux quartiers. Des enseignements qui vont à l'encontre des décisions, souvent méprisantes pour les habitants, des hard-discounters. ».

.....
Eric Bacher, « un centre commercial digne de ce nom », *Regards*, décembre 2000.

L'idée était de faire un square parisien....

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« Le maire a [...] coupé le ruban inaugural du square, aux côtés de Paul Chemetov, l'urbaniste qui a imaginé cette réalisation bordant les barres des 4000 Sud. *'Cet espace de 8000 m2 a coûté 9 millions de francs, dont plus d'un tiers pour la ville. L'idée était d'en faire un square parisien, un endroit qui permet de faire jouer les enfants, de discuter, un endroit que l'on peut traverser facilement... Dès le conseil municipal du 9 novembre, je proposerai que nous nous engagions dans une nouvelle consultation. C'est ensemble que nous allons nous approprier ces lieux. Dans le même temps, nous devons nous battre pour que les conditions des familles changent, que ce soit au niveau de l'emploi ou des salaires'*. Ce n'est pas le grincheux de service, en lançant un œuf sur Paul Chemetov, qui a réussi à gâcher la fête. Tout au plus a-t-il rappelé qu'était venue l'heure du plat de résistance. Après une remise de coupes aux vainqueurs du tournoi de foot, tout le monde s'est retrouvé au centre culturel pour le tant attendu repas de quartier. ».

.....
Michel Ducrot, « Une inauguration forte de couleurs, d'odeurs et de saveurs », *Regards*, novembre 2000.

Inauguration du mail

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« A l'occasion de l'inauguration du square du Mail de Fontenay, les associations, les communautés et les habitants, avec le soutien de la municipalité, ont organisé un grand repas au centre culturel. Chacun était invité à préparer un plat et à le partager avec ses voisins et amis dans une ambiance de fête. Ce fut un grand moment où le partage, la solidarité, le respect de l'autre étaient présents. ».

.....
Gilles Poux, « Il y a dans notre commune des énergies extraordinaire », *Regards*, novembre 2000.

L'occupation illégale des logements

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« Durant l'été, 61 logements sociaux ont été occupés illégalement à Aubervilliers, une trentaine ont été également squattée et autant de familles rackettées dans la cité des 4000... Rapidement, il est apparu que ces pratiques avaient été organisées avec la complicité de réseaux mafieux, ces " ouvriers de porte " s'étant chargés de facturer les entrées des logements contre argent comptant. ».

.....
Eric Bacher, « Non à l'occupation illégale des logements », *Regards*, n°152, octobre 2000.

Visite des 4000 sud-la Tour

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« Le jeudi 6 juillet, visite du quartier des 4000 sud-la Tour. Le maire, Danièle Haenne, Jeannette Tessier, Mze Soiahili, François Nivet étaient accompagnés de Jacques Toupet, du service environnement. Devant l'immeuble Ravel, deux jeunes élèves de CM2 de Romain-Roland, Nabil et Babacar, préoccupés par le sort des immeubles Ravel et Presov, ont eu une longue conversation avec Danièle Haenne. À Presov, des habitants avaient du mal à comprendre pourquoi on allait faire des travaux dans un immeuble promis à la démolition, alors que l'électricité est à refaire et que les tuyauteries fuient. Les élus ont expliqué, avec beaucoup de patience, qu'il était nécessaire de prendre des mesures de sécurité pour préserver des conditions de vie descentes pour tous, en attendant de reloger ceux qui restent. Pour Daniel, qui habite au quinzième étage, *'ça ne sert à rien tout ça, l'ascenseur est souvent en panne et j'ai 300 000 cafards chez moi !'* Parmi les sujets sensibles abordés, la fermeture du magasin Lidl. Gilles Poux a annoncé qu'il profiterait de sa rencontre avec le préfet et le directeur du magasin pour porter les pétitions recueillies. Le parcours s'est achevé au centre culturel. »

.....
Michel Ducrot et Eric Bacher, « Visites de quartiers, dialoguer pour avancer », *Regards*, n°151, septembre 2000.

Instantanés d'habitants

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« Instantanés d'habitants, juste avant et après l'implosion de la barre Renoir. Malgré les regrets, les réflexions vont bon train et l'on songe avant tout à l'avenir. Debout, au milieu de ce "no man's land" qu'est l'avenue du Général-Leclerc, le temps de quelques heures, elles sont trois. Trois adolescentes, d'une beauté rayonnante, qui fixent la barre Renoir. Zaira, Ilham et Naïma ont un peu d'amertume. *'Nous y avons vécu toute notre enfance. Nous étions bien. Mais, c'est vrai que par la suite, ça c'est vraiment dégradé'. Tout en parlant, Ilham regarde la barre, qui toise le quartier avec sa façade lépreuse, ses fenêtres béantes et ses entrées murées. L'essentiel, lance sérieusement Naïma, est de redonner une échelle humaine à notre quartier. En cela j'approuve totalement notre maire, lorsqu'il dit que rien n'est pire que de donner l'impression aux gens que l'on veut se débarrasser d'eux en détruisant leur HLM. Ici, j'en suis persuadée, c'est tout le contraire'. Et toutes les trois sont convaincues 'qu'il faut faire autre chose pour vivre mieux dans notre quartier'. 'Mais malgré tout, conclue poétiquement Ilham, chaque pierre de la barre est un roman, comme l'a si bien dit le*

docteur Amar. Isabelle, un bébé dans les bras, insiste sur la bonne entente entre les communautés... Elle parle de *'ce lieu extraordinaire de convivialité qui a sombré dans l'abandon. Par exemple, un voisin était malade, il y avait toujours quelqu'un pour lui faire ses courses où pour préparer son repas. Malgré les difficultés quotidiennes, une profonde solidarité unissait les locataires de Renoir'*. Isabelle en est convaincue : *'la barre Renoir, était devenue le symbole du chômage et de la misère, et en même temps ce fut une chaleur humaine irremplaçable'*. Pierre, lui, est un peu furieux : *'c'est bien joli de détruire cette barre, encore faut-il donner du travail aux jeunes. Et puis, en vérité, ce ne sont pas les bâtiments qui font la cité, ce sont les familles qui y habitent'*. Mais Pierre ne se trompe pas de cible. : *'Les fautifs sont à chercher dans les salons dorés parisiens. Toute cette ribambelle de politiciens, de technocrates et d'architectes à leur service qui ont parqué les gens en banlieue'*. Nasser l'approuve : *'c'est vrai, il fallait mettre la population indésirable hors de Paris, alors on a bétonné la banlieue, sans penser au futur de ces gens. Le maire a raison de vouloir construire autre chose, poursuit-il. Mais c'est vrai que j'ai de la nostalgie lorsque je me revois "minot", au pied de Renoir, avec mon vélo, et que ma mère m'appelait du douzième étage pour me donner mon goûter'*. Assise sur un banc, Fatimah n'a, elle, aucun état d'âme : *'c'était le Bronx, affirme-t-elle vindicative. Les ascenseurs pouaient l'urine, ne parlons pas des ampoules constamment cassées, des boîtes aux lettres éventrées, des murs bombés et des couloirs où s'effectuaient tous les trafics illicites. Sans aucune réhabilitation, le bâtiment était pourri. Il faut l'abattre et construire autre chose en pensant aux gens. Nous ne sommes pas des bêtes. Je ne comprends rien en architecture, mais ce que je sais, c'est que nous aussi nous avons droit de vivre dans des logements décents'*. *'Maintenant, il faut songer à l'avenir'*, lance Georges, un "ancien" de Renoir qui n'a pas voulu quitter le quartier et qui habite désormais à La Tour. D'autant que quand Renoir s'affaissera, il découvrira un nouveau panorama. *'Bien sûr, j'ai un petit pincement au cœur, mais maintenant, je vais pouvoir admirer le Stade de France, le Sacré-Cœur et même la tour Eiffel. Il faut être franc, on ne perd pas au change'*, conclue-t-il enjoué. »

Eric Bacher, « Beaucoup de souvenirs, un grand besoin de renouveau », *Regards*, n° 150, juillet-août 2000.

La société doit réparation à ses habitants

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« *'La société doit réparation à ses habitants ?'* C'est ainsi que Gilles Poux, le maire de La Courneuve, a débuté son intervention lors de la conférence de presse précédant la destruction de la barre Renoir. » [...]

« Le secrétaire d'État au logement, Louis Besson, a d'abord salué Jack Ralite, ancien député de la circonscription, avant de louer l'engagement de la municipalité. *'C'est cet engagement qui fait que nous sommes à vos côtés. Je sais que La Courneuve déploie des efforts considérables depuis vingt ans pour, pas à pas, refaire de la ville, mettre de l'urbanité là où on s'est contenté, il y a quarante ans, de poser 4000 logements'*. Louis Besson a rappelé la politique du gouvernement en matière de logement social. Ainsi, en Ile-de-France, 160 000 logements devraient être construits en vingt ans dans les communes déficitaires » [...] *'Je pense que c'est une erreur d'opposer droit au logement et démolition. Le faire, c'est refuser toute évolution positive de certains quartiers, tout droit de leurs habitants à un cadre de vie meilleur, c'est faire à terme le jeu des ghettos'*. Ces propos de Louis Besson répondaient à l'avance à une intervention du DAL (Droit au logement). Des membres de cette association ont, en effet, profité de la présence des personnalités pour les interpeller. *'En quinze ans, nous aurons détruit les bâtiments Debussy et Renoir, et nous avons construit dans le même temps, 1242 logements sociaux. Nous avons une autre ambition que celle de gérer des ghettos. C'est ce qui nous anime aujourd'hui pour les courneuviens'* a répliqué Gilles Poux.

« L'après Renoir. Deux ministres appuient le projet » , *Regards*, n° 150, juillet-août 2000.

Une démolition nécessaire

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« Il était 13h02, ce 8 juin, quand Gilles Poux, maire de notre ville, a appuyé sur le bouton déclenchant les 2000 charges de dynamite réparties dans les structures du bâtiment Renoir. 20 secondes, l'immeuble s'est alors affaissé, tranche par tranche, dans un nuage de poussière, pour ne

devenir qu'un monticule de gravats presque parfait. Il est tombé "pile poil" là où les artificiers voulaient conduire sa chute. Sous un soleil radieux, l'opération s'est déroulée devant des centaines de Courneuvien, et les regards des télévisions, radios et journalistes de la presse écrite. Quelques larmes ici, de la curiosité de vivre un moment singulier partout, des applaudissements ont marqué l'événement. Renoir a vécu, laissant derrière lui quatre décennies de souvenirs pour les Courneuvien qui l'ont habité. Cette démolition nécessaire et approuvée par une large majorité des locataires, laisse désormais un espace ouvert à de nouveaux projets tournés vers un seul objectif : réaliser de nouveaux aménagements et un habitat agréable pour le quartier. Et Gilles Poux indiquait, lors de la conférence de presse précédant la démolition. 'La société doit réparation à ces habitants. Il faut mettre au centre la démocratie, leur participation. Renoir n'est plus beau depuis longtemps. Avant d'en arriver à cette décision, nous avons eu des centaines de réunions avec les habitants. Une page est donc tournée. Un autre avenir pour les "4000" et La Courneuve est en train de se dessiner' »

.....
Regards, n° 149, juin 2000.

Recrudescence de l'insécurité

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« Plusieurs interventions soulignent une recrudescence de l'insécurité entretenue par de petites bandes. L'OPHLM et la police sont interpellés. »

.....
Regards, n° 149, juin 2000.

La barre Renoir : une erreur

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« Le 8 juin, l'émotion se lisait sur tous les visages au moment de la disparition du bâtiment Renoir. Les joies, les peines, les espoirs enfouis dans les mémoires surgissaient dans cet instantané saisissant qui voyait le paysage de notre ville brutalement se transformer. Chacun gardera sa cicatrice, face à un type de construction apparaissant comme une erreur, erreur aggravée par l'échec des politiques de ces vingt-cinq dernières années qui ont rejeté et exclu des millions de personnes de notre pays avec un chômage massif, destructeur de vies. Mais cette journée, c'est aussi une formidable démonstration de cette capacité qu'il y a en chaque individu d'aller de l'avant, à puiser dans les actes de solidarité quotidiens qui se sont tissés dans cette ville, la force d'affronter les obstacles de cette société, de penser l'avenir, pour mieux le construire. Il faut maintenant qu'à l'ampleur de l'événement, de la transformation urbaine engagée dans toute la partie Ouest de la ville, correspondent des engagements pour s'occuper de la vie des Courneuviennes et des Courneuvien. Ce sont là, les problèmes qui sont posés de la création massive d'emplois accessibles à tous, de l'école de la réussite, d'une formation réellement qualifiante, d'un logement de qualité, d'un pouvoir d'achat permettant de vivre dignement. Car force est de constater que "la fracture sociale" est toujours présente. »

.....
 Editorial, *Regards*, n° 149, juin 2000.

De l'urbanisme insensé

EXTRAIT D'ARTICLE

Paul Chemetov, 2000

« L'architecte Paul Chemetov a été appelé au chevet de la barre Renoir, pour construire en lieu et place des 1 200 logements pulvérisés de petits immeubles de quatre étages. Il explique au Figaro la genèse et le fiasco des grands ensembles et de toute une époque. ». « Pour faire des quartiers vivables, il suffit de revenir au droit commun de la vie, de faire de la mixité, de s'arranger pour que les routes ne s'arrêtent pas en bas des tours. En son temps, le quartier des 4 000 fonctionnait en vase clos, il avait son réseau routier propre, ses écoles, etc. Il était complètement enclavé, c'était une bulle. Quand vous vous promenez à Paris ou ailleurs, vous voyez des maisons de statut privé, et aussi des écoles, des parcs, de statut public. Quand on détruit un logement dans une rue, on en

construit un autre, on ne met pas tout un quartier en crise pour autant. Pour conserver les cités, il suffirait de changer leur système urbain, de délimiter nettement ce qui relève du privé et du public. N'y a-t-il pas surtout un problème de ghetto ? Le problème des grands ensembles est moins un problème de densité que de conception Paris est cinq fois plus dense que les 4 000, par exemple. Mais la grande erreur fut effectivement de créer des grandes entités autosuffisantes, sur des surfaces grandes comme deux terrains de football, avec des bâtiments si hauts que l'école au pied était toujours à l'ombre. La moyenne actuelle des logements est de quarante par opération c'est plus gérable que quatre mille. Les immeubles ne sont pas des monuments ni des pyramides, ils doivent rester à l'échelle. Si vous mettez la Défense près de Notre-Dame, ça ferait crier, même les non-croyants, car il y a des symboliques incompatibles. Quand on s'intéresse à l'urbanisme, on doit chercher la signification des choses dans la ville. »

.....
Vezins, Véziane de, « La barre Renoir de la cité des 4 000 à La Courneuve va disparaître aujourd'hui. De l'urbanisme insensé », *Le Figaro*, 8 juin 2000.

2000 | HABITANTS

Entre Paris et La Courneuve : Se former, travailler, comment s'en sortir ?

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (Gd Debussy > Balzac > Renoir > St Just)

J'avais des bouquins jusqu'au plafond, je dessinais, dessinais, je faisais appel aux services sociaux pour avoir un petit budget pour acheter du matériel à dessin, donc je demandais à l'assistante sociale, je faisais un dossier. Pendant mes études de dessin, pour acheter le matériel à dessin, le papier, jusqu'à mes vêtements pour m'habiller, pour aller à l'école à Paris, pour avoir la carte orange. Donc je déposais un dossier à l'assistante sociale, j'expliquais un peu le topo, et je recevais une petite enveloppe de 2000 ou 3000 francs, pour acheter mon matériel, pour acheter mes bouquins, je me débrouillais comme ça. Donc je faisais deux fois par an. A côté de ça, j'avais .. Je me débrouillais à faire des petits trucs à côté, j'avais mon CAP de mécanique, j'ai travaillé dans le bâtiment, j'ai fait la sécurité, après j'ai eu mon CAP d'imprimeur, et après j'ai fait mon école d'arts graphiques et voilà. J'ai commencé comme ça. Ça fait quinze ans que je travaille ! J'ai travaillé pour les plus grandes agences de pub. en cdd ; malgré tout le petit courneuvien, beur etc. hein.. Moi, si je n'avais pas eu la bande dessinée pour me soutenir, je ne sais pas comment j'aurais fait, j'aurais peut-être mal tourné hein !

Démolition de Renoir : l'expérience d'un évènement

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale
Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Oh ça a été long, parce qu'il y avait ordre d'évacuer les lieux, donc tout le Mail était évacué, tout le périmètre était évacué, la bibliothèque etc. Donc les gens, on leur avait dit d'aller dans leur famille, de quitter les lieux à 6 heures du matin, pour une démolition qui avait lieu à 14 heures, je crois. Et donc les gens qui n'avaient pas de famille ou qui ne pouvaient pas être hébergés, on les accueillait dans le gymnase. Et donc, nous, en tant que personnel municipal, on était chargé d'accueillir ces gens-là, de faire le café. Donc il y avait des matelas, on occupait les gens, on bavardait avec eux. Mais il n'était pas interdit de circuler, ils n'étaient pas parqués là. Même nous, on pouvait aller venir, mais on avait charge quand même de s'occuper d'eux, de les renseigner, de leur donner à manger. Et donc, moi je me suis éclipsée, parce que du gymnase, on ne pouvait rien voir, et moi je voulais absolument voir la démolition ! D'ailleurs, il y a une grande partie des gens qui sont sortis à ce moment-là ; il y a eu des sirènes pour nous avertir de la démolition. Et donc, on cherchait le meilleur endroit pour voir. Donc il y avait la cour d'école. Il y avait un arbre entre les deux (entre la bibliothèque John Lennon et la barre Renoir). On nous avait dit, vous savez c'est au millimètre près, l'arbre, il va rester. Effectivement, il est resté ! (...) Il faisait très beau ce jour-là ! Donc voilà, on attendait là. A ce moment-là, on commence, la sirène a dû s'enclencher, on commence à voir la dynamite. Et tout d'un coup, comme par miracle... Ensuite, il y a eu un grand nuage de fumée, et il arrivait vers nous. Et tout d'un coup, comme par miracle, il y a eu une bourrasque de vent qui a repoussé le nuage de l'autre côté ! Parce qu'on s'était habillé avec des capes de protection parce que sinon, on en aurait eu partout ! On avait prévu les foulards et tout ça pour empêcher la poussière etc.

Et après la démolition, quand il y a les gravas tout autour, qu'il n'y a plus la barre, qu'est-ce que ça devient ?

Les gens, ils sont allés récupérer le papier peint. Parce que le chantier a été interdit le jour de la démolition, et encore non, parce qu'on a attendu deux ou trois heures et les gens y sont allés, donc ça faisait de gros monticules et ils sont allés récupérer les petits carreaux bleus des murs ou du papier peint, des choses qui pouvaient rester. (...) Mais j'en avais ramassé aussi de ces petits carrés bleus qui symbolisaient Renoir.

Comme souvenir ?

Oui oui et les gens, il y en a sûrement qui ont dû retourner sur les lieux pour récupérer leur papier peint, parce qu'il y avait de gros morceaux quand même. C'est drôle, enfin drôle non mais...

Et pendant la démolition, donc il y a les bruits de la détonation et puis après le nuage de fumée... est-ce qu'il y avait des cris, il y avait des hurlements, des cris de joie, des pleurs ?

Je ne me souviens pas. Moi, je ne disais rien, j'avais le cœur qui palpitait et voilà, après je me suis en allée. Non il y a eu un applaudissement général et après les gens se dispersent, ils ne bavardent pas entre eux. Il y a peut-être eu des adultes, je pense qu'il y en a beaucoup qui pleuraient. On me l'a dit. Mais heu... On s'en va vite. On ne reste pas là à voir si les gens pleurent et tout. (...) Tout le monde était sorti (du gymnase) et puis après, ils se sont dispersés et ils ont réintégré leur appartement dans l'heure qui a suivi. Oui, ça s'est passé très vite. Autant toute l'attente, c'était très long mais après, ça a été très rapide.

Démolition de Renoir : l'après démolition

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale
Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Oui et depuis ce jour-là, comment est-ce que les gens perçoivent cet endroit ?

Et bien je ne sais pas. Ça a été, ça nous a fait drôle, comme si on nous avait enlevé quelque chose. D'un coup, comme s'il y avait de l'espace. Parce que cette barre, elle nous occupait quand même hein ! Je ne peux pas dire, on a l'impression qu'il nous manquait quelqu'un ! On la personnalisait cette barre... Et après, et bien, on s'y habitue, après il y a eu des travaux qui se sont enclenchés, le centre commercial. Je dois avoir une photo aussi avec la grue dessus, ça m'a fait drôle. Les grues qui détruisaient le centre, ça aussi, ça a été la seconde étape hein. Et puis, après, il y a eu Ravel, Presov, mais c'était moins, je ne sais pas pourquoi ? (...) Oui, c'est une page qui tourne, on ressent comme un grand vide et puis après, il faut vivre avec et puis, de toute façon, ce n'est qu'un immeuble hein ! C'est vrai qu'il y a beaucoup de gens qui ont vécu des choses à l'intérieur mais... C'est vrai qu'on s'attache, c'est comme à une maison.

Oui et puis, comme tu disais, « on l'avait un peu personnalisé ». Ça a beau être un bâtiment, c'est la projection de plein de choses.

Oui mais bon, c'est vrai qu'il était temps de refaire des choses, de les détruire ces barres. C'est vrai que les gens, ils veulent un habitat confortable, surtout un lieu de vie. Ils attendent ça, des commerces... Pour ne pas aller loin, c'est normal. Comme nous aussi, à Paris, on a tout.

Démolitions : déménagements/relogements : un sentiment d'attachement

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale
Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Debussy a été détruit, moi, je n'étais pas à La Courneuve à l'époque, donc c'est vrai que j'ai connu des gens qui ont habité Debussy, qui ont été relogés à Renoir. Après, Renoir ils ont été à Braque ou à Balzac et maintenant, on va les reloger... Je ne sais pas où ils vont aller...

Oui parce qu'il y a des gens qui peuvent continuer à être relogés plusieurs fois et à vivre dans différents logements, en s'accrochant à ce site, malgré les démolitions. On a beau dire, c'est dégradé, c'est dur, il y a des démolitions, donc on supprime carrément l'endroit où tu habites, et bien il y a quand même des gens qui restent.

Ben oui parce qu'ils ont toujours vécu là ! Ils ont toujours vécu là et c'est l'attachement à la ville, à la cité. C'est même pas une question de ville, c'est la cité, la cité ! (...) Mais nous, on l'a bien senti à Renoir que les gens, ils étaient attachés. Il y avait une dame, c'est celle qui est restée, c'est la dernière habitante hein. Et je lui tire mon chapeau, elle est restée accrochée à son logement, au-delà de tout quoi ! Elle n'habitait pas au rez-de-chaussée, elle habitait aux étages au-dessus, et il n'y avait plus d'ascenseurs, pratiquement plus d'électricité ! Moi j'aurais été hyper mal d'habiter dans ce genre de bâtiment seul, avec pleins de logements désaffectés etc. et elle, elle refusait tout ce qu'on lui proposait. Bon il y avait un attachement et peut-être aussi, ce qu'on lui proposait ne lui plaisait pas. Elle était contrainte de partir quand même ! (...) Elle avait juste un fils, c'était une famille

française en plus. Ce n'était pas une famille qui avait été là depuis des années, c'était facile de la reloger, on pouvait lui retrouver un deux pièces ou un trois pièces, ce n'était pas un grand apparté comme il y en a qui sont plusieurs. Non c'était drôle de savoir qu'elle ne voulait absolument pas partir !

Démolition de Renoir : ombre et lumière

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 48 ans, célibataire,
Bibliothécaire à la bibliothèque John Lennon
Parcours résidentiel : Blanc Mesnil > Paris 10^e

Et puis, il y avait la barre Renoir qui nous séparait. La barre Renoir, elle était vraiment à 2 mètres de la bibliothèque. C'était vraiment l'allée qui nous séparait. Et donc elle faisait de l'ombre à la bibliothèque. On ne réalisait pas, on l'a réalisé quand elle a été détruite, parce que ça nous a fait de la lumière dans la bibliothèque ! (rires) Mais elle était là. C'était impressionnant cette barre !

Oui, super. Et justement, qu'est-ce que ça a fait. Tu as assisté à la démolition, à cet évènement-là ? Tu disais, ça a apporté de la lumière, c'est-à-dire que vous ne vous rendiez pas compte de l'ombre que la barre faisait sur la bibliothèque auparavant ? Et en découvrant la lumière, comment.. ?
Si, pour nous, cette barre, elle était là, donc, il fallait qu'on fasse avec hein. Donc après, ça nous a dégagé la vue ! (rires)

2001

■ DÉCIDEURS

- Occupations illégales
- Le quartier de la Tour : concentration des problèmes urbains et sociaux

■ PAYSAGISTES

- Le jeu : table de ping-pong

2001 | DÉCIDEURS

Occupations illégales

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« Ces dernières semaines, plus d'une centaine de logements ont été occupés illégalement dans le quartier la Tour / Braque. La municipalité exige que ces opérations cessent et que l'État prenne toutes ses responsabilités à Presov, Ravel, au Mail de Fontenay et à Balzac... Ces opérations relèvent de pratiques mafieuses où se mêlent racket, intimidation et exploitation de la misère et de la souffrance de familles en déshérence. La municipalité et le président de l'OPHLM sont intervenus auprès des préfets du département et de la région pour exiger qu'ils prennent toutes les dispositions qui s'imposent pour que le droit soit respecté. Après les villes d'Aubervilliers, de Saint-Denis, de Pantin, de Stains, de Saint-Ouen et de Montreuil, notre ville refuse de laisser se banaliser les occupations illégales de logements. Il devient impératif que les procédures judiciaires engagées par l'OPHLM contre les occupants illégaux soient traitées rapidement par la justice. »

« Les occupations illégales de logements doivent cesser », *Regards*, n°160, juin 2001.

Le quartier de la Tour : concentration des problèmes urbains et sociaux

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« Depuis le 1er janvier, le Grand projet de ville (GPV) prend la suite et poursuit l'action du Grand projet urbain (GPU). Le GPV rassemble Aubervilliers, Saint-Denis et La Courneuve. Pour cette dernière, il concerne le Grand ensemble, le centre-ville, le quartier Waldeck-Rochet et celui de la gare. La ville s'est engagée en 1996 dans un Grand projet urbain. Cela a permis, en lien avec l'état et la Région, le désenclavement, la restauration et la requalification des espaces publics, le développement économique. Le GPU a également correspondu à une phase de réflexions et d'études, avec la mise en place de groupes de travail sur l'habitat urbain et sur l'élaboration du projet du quartier de La Tour. Ce dernier constitue l'une des priorités de la ville. En effet, ce quartier concentre les problèmes urbains et sociaux qui justifient une intervention publique forte : les habitants sont confrontés à d'importantes difficultés sociales et le bâti est en rupture totale avec le reste de la ville. Aujourd'hui, après la démolition de la barre Renoir (8 juin 2000) et l'inauguration du square du Mail de Fontenay (22 octobre 2000), la restructuration du quartier de La Tour se précise. Dans la continuité de ces deux événements, il s'agit dorénavant de franchir un nouveau pas avec, notamment, le désenclavement du quartier, et la poursuite de l'action engagée sur le quartier de La Tour ; Cette nouvelle étape se matérialisera avec le réaménagement du centre commercial : • moyenne surface alimentaire et une quinzaine de boutiques • un parking de 100 places • un pôle d'équipements publics incluant des locaux associatifs, des services publics municipaux, un bureau de police, un centre de ressources aux métiers de la maintenance et une pépinière d'entreprises. »

« Le GPV, un label pour s'inventer un avenir », *Regards*, n°156, février 2001.

2001 | PAYSAGISTES

Le jeu : table de ping-pong



Aire de jeux avant la démolition de Ravel et Presov.

© Ines Schaber

2002

 **REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS**

→ Des squatters expulsés

 **DÉCIDEURS**

→ Une charte de Tranquillité

→ Le grand ensemble en 2002

→ La « place traversante »

 **HABITANTS**

→ Une figure des 4000 : Le docteur Amar

 **PAYSAGISTES**

→ Mémoire : évoquer le passé autrement

 **DÉBATS**

→ Pedregulho, Rio de Janeiro, Brésil

→ Les Courtilières, Pantin, France

Des squatters expulsés

LE FIGARO

Extrait d'un article d'un quotidien national

« Quatorze familles ont été expulsées mardi de logements qu'elles occupaient sans titre dans le HLM Maurice-Ravel de la cité des 4 000 à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Une centaine d'autres ménages logent illégalement dans cette barre qui doit être démolie en 2004. ».

► « Squatters expulsés », *Le Figaro*, 8 août 2002

2002 | DÉCIDEURS

Une charte de Tranquillité

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« L'Office public d'HLM de notre ville a décidé de lancer une Charte pour la tranquillité. Son but : impulser une dynamique citoyenne à l'encontre des actes néfastes d'une poignée d'individus qui empoisonne la vie du quartier du Grand ensemble. Pour exemple dans le secteur de La Tour : la dégradation des boîtiers Noos permettant le raccordement des locataires au câble ; le blocage des portes coupe-feu ; la présence continue d'individus dans les halls et les étages. Au mail Maurice de Fontenay, des actes de vandalisme ont été également constatés comme : la déformation des vantaux de porte cabine, ainsi que le déverrouillage volontaire de portes d'ascenseurs. Tous ces actes ont un coût, que paient l'Office et les locataires. 50 650 € de réparation au mail ; 60 980 euros pour le lessivage des tags des cages d'escalier ; 24 391 € pour la remise en état des portes des gaines techniques. Alors qu'un effort conséquent est entrepris sur le quartier, il est inadmissible qu'une minorité persiste dans des actes d'incivilités, de dégradations qui engendrent beaucoup de gêne pour les locataires, qui empoisonnent la vie au quotidien. Cette Charte pour la tranquillité suppose, avant tout, de ne pas laisser se détériorer le patrimoine commun. La modification du comportement de chacun et la responsabilisation des familles sont parmi les éléments fondateurs d'une réelle citoyenneté. Mieux vivre ensemble, tel est le sens que doit prendre cette Charte pour la tranquillité que l'Office propose aux habitants de construire. »

« Une charte de tranquillité », *Regards*, n°170, mai 2002

Le grand ensemble en 2002

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« Le quartier du Grand ensemble comprend 816 logements répartis entre La Tour, les bâtiments Villon, Musset et le mail Maurice-de-Fontenay. L'objectif de la restructuration entreprise par la municipalité et l'Office est de faire bénéficier aux habitants d'espaces publics plus agréables, de services de qualité et d'un habitat diversifié. Dans le même temps, la municipalité entend impulser des réponses quant à la formation et l'accès à l'emploi ».

« Un projet humain », *Regards*, n°170, mai 2002

La « place traversante »

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« Après la démolition de Renoir et l'aménagement du square du mail Maurice-de-Fontenay, la place traversante franchissant l'avenue du Général-Leclerc va changer radicalement le visage du quartier. Elle va aussi améliorer et sécuriser la circulation des piétons. Les travaux d'aménagement devraient durer environ un an ».

« Les travaux de la place traversante ont commencé », *Regards*, n°171, juin 2002.

Une figure des 4000 : Le docteur Amar



"Le docteur Amar, il a été une grande figure des 4000. Il habitait au Mail de Fontenay et y consultait. C'est quelqu'un qui a beaucoup soutenu les habitants et qui les a aidés. (...) Et donc lui, tout le monde le connaissait. Voilà, lui c'était vraiment la figure des 4000. Il doit être en photo dans le livre (voir réf. ci-dessous). Donc il était notre personne relais aussi, par rapport à cette collecte de témoignages". (Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale)

► © André Lejarre et Olivier Pasquiers, *La Courneuve, rue Renoir... avant démolition*, Le bar Floréal édition, 2000, p.42

Mémoire : évoquer le passé autrement

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Je travaillais avec les étudiants dans une friche industrielle dans la vallée de la Bruche (Vosges). On avait réussi à avoir avec nous un vieux syndicaliste qui avait occupé l'usine et on lui a demandé si ça lui faisait quelque chose qu'on rase l'usine. Et il nous avait dit « *ah, pour ça, vous pouvez y aller... si vous saviez comme on en a bavé !* » Pour lui, il y avait eu quelques bons moments qui étaient les moments de lutte pour arracher quelque chose aux patrons, mais sinon c'était très dur, c'était très polluant, des teintureries dans lesquelles il s'était brûlé les poumons, donc la mémoire n'avait absolument rien à faire là-dedans. (...) Mais, par contre, chose intéressante pour les étudiants, ils ont compris qu'on pouvait évoquer le passé autrement qu'en gardant certaines choses et que là-bas, la mémoire c'était l'eau, c'était elle qui amenait la force motrice, énergie renouvelable par excellence, avec ces turbines, ces canaux, ces dérivations, c'était peut-être ça dont il était intéressant de garder la mémoire, plus que les murs d'une usine dont on ne savait que faire, qui n'avait même pas un intérêt architectural...

La mémoire, c'est une chose intéressante, mais c'est plutôt de l'évocation. Enfin c'est vraiment difficile à dire, ça se manipule avec doigté. A l'emplacement de l'ancienne cour de l'usine, là où tout le monde se rencontrait [sur l'ancienne friche industrielle] on fait une sorte de petite place publique avec un kiosque, des arbres plantés, c'est que les gens pourront se rencontrer et discuter, et on verra après. Ca les habitants comprenaient très bien.

Pedregulho, Rio de Janeiro, Brésil

ARCHITECTE : AFFONSO EDUARDO REIDY

NOMBRE DE LOGEMENTS : 384 LOGEMENTS



Projet 1946, Inauguration 1958, Conseil pour la réhabilitation 2002

L'ensemble d'habitations Prefeito Mendes de Moraes, connu comme Pedregulho [Pedregulho (caillou)], est situé dans le quartier de Benfica, à Rio de Janeiro et a été proposé pour être classé au patrimoine historique national par l'IPHAN - Instituto do Patrimônio Histórico e Artístico Nacional [Institut du patrimoine historique et artistique nationale] [...]. L'ensemble Pedregulho n'a pas été entretenu depuis longtemps. Il est aujourd'hui abandonné par le gouvernement et occupé pour des familles défavorisés. Plusieurs caractéristiques originales ont été modifiées en compromettant son entretien. [...] Sensibilisée, la direction du CEHAB-RJ (Compagnie d'Habitation du Département du Rio de Janeiro) a créé en juillet 2002 le CONSELHO PRÓ RESTAURAÇÃO DO CONJUNTO RESIDENCIAL MENDES DE MORAES [Conseil pour la réhabilitation de l'Ensemble d'habitation Prefeito Mendes de Moraes] qui à travers un site internet informe de ses initiatives.

► [cehab](#)

© salu.cesar.org.br

Les Courtillières, Pantin, France

ARCHITECTE : EMILE AILLAUD

NOMBRE DE LOGEMENTS : 1700 LOGEMENTS



Projet 1955, inauguration 1958, projet de réhabilitation 2002, projet de réhabilitation bloqué 2007

Ce quartier construit par Émile Aillaud en 1955-1958 face au fort d'Aubervilliers est devenu célèbre dans l'histoire de l'architecture par son Serpentin, un bâtiment fin ondulant, six niveaux sur un socle léger de caves, qui se déploie autour d'un beau parc

de quatre hectares. La ville de Pantin a engagé une rénovation pour résoudre les problèmes sociaux du quartier et le désenclaver. La ville a clarifié les questions foncières pour pouvoir prendre en charge l'ensemble des espaces publics. A l'échelle urbaine, AUC réactive le réseau de voies intercommunales, sur l'ancienne maille maraîchère. [...] L'équipe RVA restructure le Serpentin en concertation avec les résidents. 95 logements sont démolis, les autres étant réhabilités plus ou moins lourdement selon qu'ils restent occupés ou sont libérés. Calendrier 2005-2010.

► Ariella Masbounji (dir.), « Pantin : Dans le grand territoire – Les Courtilières » . *Régénérer les grands ensembles*, Paris, Éditions de la Villette : Projet Urbain, 2005, p . 58

© Geneviève Michel, Derainne Pierre-Jacques, *Aux Courtilières ; Histories Singulières Et Exemplaires*, Paris, éditions Creaphis, 08/07/2005

2003

■ DÉCIDEURS

- Dix-neuf ans pour faire 400 mètres
- Une majorité de locataires pour la suppression des barres Ravel et Présov
- Un processus de reconquête urbaine

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

- Nommer les lieux
- Les ateliers de projet du quartier des clos
- Bernard Paurd et Philippe Hamelin : Plan d'esquisse du quartier des clos
- L'alignement sur le tracé reliant la Basilique Saint-Denis à Saint-Lucien

■ PAYSAGISTES

- Les « salons urbains »
- Démolition et terrorisme social
- Lisibilité et échelles spatiales
- Arbres existants : traces du projet de Jacques Sgard
- Monolithes vs Multifonctionnalité
- Le vide des urbanistes
- Ouvert/ fermé : le lien avec les Cosmonautes
- Leçon de géographie
- Les spoutniks : leçon d'histoire

2003 | DÉCIDEURS

Dix-neuf ans pour faire 400 mètres

EXTRAIT D'UN ARTICLE

« Avec Gilles Poux comme nouveau maire, c'est l'heure des bilans : dix-neuf ans pour faire 400 mètres de la gare à l'extrémité des quartiers ouest ! Combien en faudra t-il pour réaliser tous les projets annoncés ? S'il a associé opérations de destruction-construction - Renoir a suivi feu Debussy en 2000 -, de réhabilitation et de création d'espaces publics structurants, Bernard Barre regrette de n'avoir pas su transmettre à son propre camp ses convictions et sa passion pour ce qu'il considère comme la chair d'un projet urbain : l'architecture. Le coût élevé de tous ces projets explique souvent leur durée [...] »

F.M., « Un urbanisme militant : le projet pour les 4000 à La Courneuve », in *Les bâtisseurs du présent*, Paris, Edition du moniteur, 2003, p. 57 -60.

Une majorité de locataires pour la suppression des barres Ravel et Présov

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« La suppression du paysage urbain des barres Ravel et Présov, a été décidée par la majorité des locataires. Ils sont relogés au sein du patrimoine de l'OPHLM, de l'ODHLM, de Arca Pact-Arim 93, et d'autres bailleurs sociaux. Au 13 mars, 91 familles restaient à reloger. Une trentaine d'entre elles, est en attente de propositions. Les autres ont été, soit relogés, soit sont en attente de nouvelles offres, adaptées à la modification de la taille de leur foyer (agrandissement ou diminution), intervenue récemment. »

« Le quartier de la tour : un bilan d'étape », *Regards*, n°180, avril 2003

Un processus de reconquête urbaine

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU JOURNAL MUNICIPAL

« Le projet du quartier de la Tour, financé dans le cadre du Grand projet de ville, s'inscrit dans un processus de reconquête urbaine, initiée par la ville dans tous ses quartiers en s'appuyant sur leurs particularités [...] rappelait en substance François Nivet, adjoint au maire chargé du GPV. Soulignant les énormes moyens financiers et humains qui étaient débloqués pour cette reconstruction, l'adjoint au maire a tenu à remercier l'ensemble des partenaires inscrits dans cette démarche, dont les habitants qui ont porté ce projet. Un montage audiovisuel était ensuite présenté au public. Il a permis de faire le point sur les transformations réalisées depuis plus de vingt ans dans les quartiers ouest du Grand ensemble, d'en mesurer l'ampleur à travers la transformation radicale du quartier de l'Orme-Seul, récemment achevé. Ces transformations se poursuivent aujourd'hui avec la restructuration du quartier de la Tour, dont le programme, adopté par la ville en 1997, commence à voir le jour. Après la démolition de l'immeuble Renoir puis la réalisation du square du Mail-de-Fontenay en 2000, le chantier avance à grand pas, avec l'aménagement de la place traversante et de l'avenue du Général-Leclerc. Alors que la reconstruction du centre commercial devrait débiter à la fin de l'année, les questions ont porté sur les commerces, l'architecture des nouveaux logements et le relogement des familles des immeubles Ravel et Présov. Car la dynamique de reconquête urbaine dans les quartiers du Grand ensemble ne s'arrête pas au pied de la Tour. Elle se poursuivra par le quartier des Clos, qui fait déjà l'objet d'études et d'ateliers de travail urbain avec la population. »

« Le quartier de la tour : un bilan d'étape », *Regards*, n°180, avril 2003

Nommer les lieux

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Paurd et Marie Christine Lvovsky, Architecte et urbaniste

Invités au concours de 1982, maître d'œuvre de différentes opérations sur les 4000 et lauréats de l'étude de définition sur le quartier Des Clos

ils donnent des toponymies, ils font ça assez systématiquement, de mettre les toponymes les plus anciens sur les plans et ils les mettent comme nom de la nouvelle opération. Alors derrière ça il y a bien entendu un peu le fantasme qu'on va effacer l'histoire récente. Et revenir à une entité... MCL : Oui... Je pense que ça correspond aussi à une idée... de maître d'ouvrages dans le logement social, c'est de résidentialiser. Alors les Clos, c'est assez convenable de ce point de vue là. Du coup, ça faisait l'unanimité politique parce que en fait, les politiques ils sont quand même dépositaires de l'héritage ... ancien... Et là ça croisait les préoccupations des maîtres d'ouvrages parce que quand même l'office HLM de la Courneuve et l'office départemental ils étaient très impliqués, les maîtres d'ouvrages sont très impliqués sur le projet de la Courneuve ... Avec cette notion de résidentialisation qui est insistante depuis quelques années... et plus encore maintenant. Donc les clos c'était bien pour désigner des nouvelles opérations avec des nouvelles normes résidentielles quoi. [...] AG : Comment ça va s'appeler les 4000 MCL : Ben ça s'appellera plus justement... [...] BP : c'est-à-dire Ravel et Presov MCL : ah oui, ça s'arrête BP : J'ai pas l'impression qu'ils vont pas changer le nom. J'ai pas l'impression que Ravel va devenir Debussy... etc. C'est à dire que les barres... l'absence des barres en étant un jardin, peut valablement être les jardins de Presov et Ravel, c'est à dire les deux musiciens ne vont pas mourir. L'avenue continue à s'appeler l'avenue de Presov ce n'est pas sûr qu'elle va le rester... Et nous on ne maîtrise pas... On est qu'architectes urbanistes hein... [...] Les noms ce qui est intéressant c'est que comme ils sont de l'ordre de la structure et comme ils sont de l'ordre de l'inconscient... et bien il y a une façon de présenter les noms pour qu'ils puissent avoir ... un futur.

Les ateliers de projet du quartier des clos

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Paurd et Marie Christine Lvovsky, Architecte et urbaniste

Invités au concours de 1982, maître d'œuvre de différentes opérations sur les 4000 et lauréats de l'étude de définition sur le quartier Des Clos

En tout cas sur les Clos, c'est d'autant plus intéressant justement qu'il y avait une formalisation de la participation des habitants dans des ateliers. L'atelier a été un véritable acteur, ils ont même participé à la décision du jury. En tout cas sur le projet urbain des Clos, le processus lui-même intégrait la participation. Parce que en fait au départ, il y a eu 6 mois de mise en concurrence de 3 équipes, donc on a été mis en concurrence pendant 6 mois et donc on a présenté un projet, et il y a eu une rencontre, enfin chaque fois il était organisé des réunions, c'était pas des rencontres, c'était des réunions de travail avec les services de la ville et puis les habitants aussi, parce qu'ils étaient en processus de consultation globale sur le projet urbain de la ville, sur les différents projets, donc c'était intégré, et on les a rencontrés, on a même organisé des visites sur le site pour justement montrer le référentiel aux habitants. Des résidents qui étaient repérés à travers différents statuts y compris l'âge. Donc pour l'anthropologie c'est intéressant, c'est-à-dire qu'il y avait à la fois des catégories socio professionnelles, des statuts de locataire ou de propriétaire puisqu'il y avait des collectifs et des individuels dans le quartier et puis des jeunes. Donc on a organisé ..., il y avait un circuit et on a organisé des jeux autour de la Courneuve, enfin dans la première couronne dans la partie nord, pour leur montrer des opérations architecturales, les nouvelles opérations, on passait de Pouillon à Niemeyer, pour leur faire découvrir des réalisations architecturales qui marchaient, et ça a très bien marché, enfin oui c'était, pour eux c'était... Enfin c'était un enrichissement personnel. C'est vrai qu'ils ont pris conscience que... il y en a qui ont pris conscience qu'ils étaient... Ils ont pu se penser en dehors du discours qui était projeté sur le lieu où ils habitaient et après ici ils pouvaient discuter sans se sentir dans un rapport ... Enfin inégalitaire parce que... voilà... C'était, c'était une belle expérience pour eux et pour nous aussi. Moi j'ai eu la chance de toujours travailler avec des concertations ... Les Minguettes par exemple pendant 5 ans, les institutionnels on travaillait avec ces gens là. Les réunions se tenaient sur les Minguettes et ils venaient aux réunions, donc moi j'avais connu ça, en Ile-de-France j'ai toujours trouvé que c'était... J'ai beaucoup travaillé en région et c'est beaucoup plus développé qu'ici, qu'il se passe maintenant ici et c'est bien. Et donc ça c'est pour

nous... et donc après ils sont intervenus dans le vote et leur vote a compté autant que les autres membres du jury...

Bernard Paurd et Philippe Hamelin : Plan d'esquisse du quartier des clos



Ville de la Courneuve – étude de définition du quartier des clos

Bernard Paurd architecte urbaniste - Philippe Hamelin paysagiste

© Photo Alain Guez

L'alignement sur le tracé reliant la Basilique Saint-Denis à Saint-Lucien



Projet urbain du quartier des Clos

Bernard Paurd architecte urbaniste - Philippe Hamelin paysagiste

© Photo Alain Guez

2003 | PAYSAGISTES

Les « salons urbains »

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts quartier des Clos 2003-2009

Il y a des salons urbains qui ne sont pas représentés...

- *Ca veut dire quoi des « salons urbains » ?*

Ce sont des espaces de repos semi-fermés qui permettent à des gens de tout âge de venir palabrer, s'arrêter le long du mail.

Démolition et terrorisme social

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts du quartier des Clos 2003-2009

C'est vrai qu'on n'était pas là pour préserver, mais le fait de totalement imploser comme ça... Par exemple, on pensait qu'il aurait été mieux de déconstruire, petit à petit. Le deuil se serait fait de manière plus cohérente, plutôt qu'une implosion violente comme si c'était un coup de fusil sur quelqu'un ! (...) Au début Bernard Paurd ne voulait pas répondre à cet appel d'offre. Nous n'étions pas favorables à ce type de démolition, au fait de tout démolir. Il y travaille depuis plus de vingt ans ! Il a quand même qualifié avec Patrick Germe une des grandes barres au sud avec les grandes fenêtres. Il était donc plus dans une logique de réhabilitation. Lorsque nous sommes arrivés en 2003, c'était deux ans après l'attentat du 11 septembre ! Nous avons demandé à notre maître d'ouvrage en arrivant pourquoi avoir choisi la démolition par implosion ? Ce qu'on critique chez les terroristes qui démolissent par explosion un bâtiment, nous on va le faire de la même manière avec des gens qui vivaient dedans juste avant. On va exploser un bâtiment ! Le fait de l'exploser, c'était vraiment une annulation totale, du dynamitage, du terrorisme presque social. Je ne sais pas si vous voyez.

Lisibilité et échelles spatiales

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts du quartier des Clos 2003-2009

Pour que l'espace soit ouvert, il faut qu'il soit cadré, sinon cela ne veut rien dire. Il faut qu'il y ait toujours une façon de se repérer, l'échelle du jeu, de la rue, et ensuite un point de vue lointain. Même si ce n'est pas perceptible pour les gens, ils ont le moyen de se repérer. C'est important pour nous d'avoir cette lisibilité de l'espace. Le rien n'existe pas, il y a toujours quelque chose qui se passe, après on est là pour le qualifier, ou le renforcer et ce quelque chose nous l'avons parfois orienté. Par exemple, les Cosmonautes, personne ne savait qu'ils étaient là, parce qu'il y avait les buttes de terre. Pour nous le tramway c'est une façade urbaine, mobile. On voit passer le tramway et ça fait partie de ces séquences d'épaisseur urbaine.

Arbres existants : traces du projet de Jacques Sgard

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts du quartier des Clos 2003-2009

Là, c'est un platane... il y en a très peu... il y a un alignement d'arbres qu'on aimerait conserver ici autant que faire se peut, mais ils étaient un peu malingres. L'alignement qui existe sur Presov, de mémoire, des tilleuls, le mail est très panaché, il y a des platanes sur l'aire de jeux. On a dû terrasser pour faire les immeubles, mettre les tas de terre à côté et planter en fonction de ce qu'on trouvait et qui poussait assez naturellement. Il n'y a pas eu d'ordonnancement particulier, d'ailleurs quand on prend le plan de l'existant, il y avait des poches, des talus d'engazonnement avec des sujets qui étaient souvent sur les talus, ce qui fait que dès qu'on rase les talus, on rase les arbres avec. De gros talus occultent toute la vue sur le quartier. Nous aplanissons pour retrouver au maximum le sol initial. A la différence d'autres projets, préserver les arbres n'a pas fait débat. Il n'y

avait pas d'essences vraiment particulières, c'était des plantations un peu semi-locales, qui se sont faites au cas par cas, il y avait deux, trois pins, parce que c'était la mode d'avoir des persistants.

Monolithes vs Multifonctionnalité

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts du quartier des Clos 2003-2009

Il est important pour nous de faire un projet très varié, puisqu'on voulait passer d'un système un peu monolithique et monofonctionnel à un système beaucoup plus varié et qui offre aux habitants de grandes diversités d'espaces. Ici on a des boulingrins et des terrains de jeux légèrement décaissés. On a mis le long de Presov des équipements qui pourraient être construits demain, si on voulait, puisqu'ils viennent s'appuyer sur un alignement bâti, qui en renforce la logique. Ce sont des terrains multi-sports, de mini-foot, du roller skate en partie haute, c'est l'endroit le plus bruyant. C'est un pôle de vie sociale plus pour les jeunes, c'est un endroit où ils peuvent mater, ils peuvent s'arrêter, il faut des endroits un petit peu libres d'occupation. Après les occupations peuvent être très variées suivant l'intérêt qu'ils y trouvent. (...) Ce qui est important, c'est la diversité, c'est ne pas refaire comme avant. Passer d'un truc monolithique à un autre truc monolithique. Même si notre projet était fondé sur de grands espaces publics, on arrive aujourd'hui à 45% d'espace public, pour 55 de bâti.

Le vide des urbanistes

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts du quartier des Clos 2003-2009

Parce que fort des orientations urbaines et des espaces publics, on a voulu qu'il y ait une répartition à peu près équivalente sur différentes poches d'espaces, qui renforcent la notion de vide, ou du moins qui qualifie le vide que l'on était en train de créer. Ça veut dire que pour nous il était important que l'implantation et la géométrie de ces bâtiments renforcent la lisibilité des espaces publics qu'on voulait créer. Par exemple, deux îlots devaient forcément s'accrocher [« s'accrocher » : dans le jargon, s'aligner avec] sur la résidence de Villon, pour dire qu'il y avait une liaison avec l'existant, mais il fallait que cette façade puisse renforcer l'orientation urbaine qu'on voulait mettre en avant.

Ouvert/ fermé : le lien avec les Cosmonautes

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts du quartier des Clos 2003-2009

Les gens qui étaient dans un système complètement isolé avec un système viaire en boucle, fermé sur lui-même, comme partout, vous connaissez la tirade, avec un système d'enferment et de non-perspectives. Notre enjeu était d'ouvrir sur une ville, ouvrir sur les transports en commun, on voulait une grande lisibilité sur le tramway, une liaison avec le quartier des Cosmonautes, qui est relégué et coincé entre l'autoroute A1 et la nationale 86. On voulait donc faire vivre les Cosmonautes (même si ce n'était pas notre projet), mettre en place un système faisant une grande ouverture visuelle depuis le centre de la Tour vers les Cosmonautes. (...) A l'intérieur des îlots, c'est un autre débat sur les espaces de jeux, ce sont des espaces pensés pour les plus petits jusqu'à cinq, six ans et à l'extérieur on a d'autres équipements pour les plus grands. Ce sont des espaces protégés réservés aux habitants de l'îlot.

Leçon de géographie

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts du quartier des Clos 2003-2009

La Vieille Mer était la Seine avant, puisqu'en fait il y avait une dépréciation géologique ici. C'est un cours d'eau qui mettait en relation la Seine et un bras d'eau qui venait récupérer différents cours d'eau comme le Croult. C'était un lieu votif Mérovingien très important, qui a dicté l'édification de lieux religieux importants sur le site. Le Croult passe un peu plus loin, il rejoint le canal et permettait de mettre en eau le système de défense du fort de l'Est. C'était pour la guerre de 1870. Il faut savoir

qu'on est sur un plateau, c'est pour ça qu'il y a un fort d'ailleurs . Dans notre projet, on a donc mis en relation ce plateau dont l'altimétrie était importante et la proximité avec le fort de l'Est. Les 4'000 font entièrement partie de ce plateau. Il y a toute une étude pour mettre en valeur la Vieille Mer et le Croult. La DDE est en train de réhabiliter ces différents cours d'eau, en les faisant ressurgir dans l'urbanité actuelle, ainsi qu' ils l'ont fait pour la Bièvre.

Les spoutniks : leçon d'histoire

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts du quartier des Clos 2003-2009

On est arrivé un peu comme des Spoutniks quand même...Bernard Paurd a une grande culture du site, pour y avoir travaillé depuis vingt ans, autant depuis les Mérovingiens jusqu'à aujourd'hui, qui y a construit des bâtiments et qui y a étudié tout le système hydrologique de la Vieille Mer, du Croult et tout ça. Il a une connaissance historique très importante du lieu et on a tenu ce débat auprès des riverains, qui eux s'attendaient à ce qu'on fasse des rues, des machins environnementaux, donc à la mode, on est arrivé avec un discours sur l'histoire du lieu. Et les gens n'imaginaient pas que ce lieu puisse avoir autant d'histoire. Par exemple, la ligne formée par l'implantation urbaine des différents équipements, d'activités et de logements, entre la basilique de Saint-Denis et la chapelle de Saint-Lucien. On a développé un argumentaire historique sur l'implantation de la basilique dont l'axe était en fonction du lieu votif qui était la Vieille Mer et l'implantation de la chapelle Saint-Lucien. Il y avait également tout un système de carroyage urbain qui mettait en relation le cardo parisien avec la chapelle Saint-Lucien. On a expliqué aux gens, réexpliqué, ressassé... Il y a eu beaucoup de répétition et de redites...

2004

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

- Faut-il détruire les barres ?
- Les habitants du quartier sortent de nouveau
- Un disque souvenir

■ DÉCIDEURS

- Faut-il détruire les barres ? Non
- Faut-il détruire les barres ? Oui

■ HABITANTS

- Nommer les lieux : la place sans nom ou la place traversante
- Transformations urbaines : La place de la Fraternité
- Transformations urbaines : Traverser là où il n'y a pas le passage
- Transformations urbaines : L'avenue du Général Leclerc

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

- Entre la démolition et la réalisation

■ PAYSAGISTES

- Peur du vide

■ HERBES FOLLES

- Démolition Ravel et Presov

■ DÉBATS

- São Vito, São Paulo, Brésil
- Le Corviale, Rome, Italie

Faut-il détruire les barres ?

L'EXPRESS

Extrait d'un article d'un hebdomadaire national

« La loi d'orientation et de programmation pour la ville prévoit la démolition de 200 000 immeubles d'ici à 2008. Le 23 juin dernier, la destruction de deux barres de la cité des 4 000 à La Courneuve s'est faite dans l'émotion. Certains s'élèvent contre la démolition et prônent la réhabilitation ».

Pour Jean-Louis Borloo Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale :

« Casser le ghetto par un acte architectural nouveau" Il y a des cas où la démolition est inévitable, à la fois pour des raisons urbaines et de mode de vie. Certains immeubles ont déjà été réhabilités plusieurs fois et les problèmes sont toujours là. L'acharnement thérapeutique finit par devenir insupportable aux habitants et à leurs élus ».

Contre : Roland Castro Architecte « Tirer parti de la singularité du lieu" Je m'oppose à ce discours qui consiste à dire : "On s'est trompé, on efface tout et on recommence." Ce n'est pas aussi simple que cela. Ces lieux ont une mémoire, les habitants se les sont appropriés. Chaque démolition constitue pour eux une douleur épouvantable »

► Renouvel Gaëlle, « Faut-il détruire les barres ? », *L'express*, 6 septembre 2004

Les habitants du quartier sortent de nouveau

L'Humanité

Extrait d'un article d'un quotidien national

« Annie Viebert, ancienne gardienne d'immeuble à la barre Renoir à la cité des 4 000 de La Courneuve : « J'habite à La Courneuve, dans la tour Leclerc, depuis 1972. J'ai participé au choix du projet urbain pour rebâtir la ville. Celui-ci prévoit la destruction des grands ensembles, la reconstruction de résidences plus petites et l'ouverture de rues et de commerces. Si l'urbanisme n'est pas responsable de tous les problèmes qu'on connaît ici, ce projet devrait tout de même changer la vie des habitants. J'ai travaillé dans les barres des 4 000 qui viennent d'être détruites. Il y avait un réel laisser-aller car les gens avaient l'impression de vivre dans un désert. Avec les nouveaux immeubles, plus petits, je pense que les jeunes surtout se sentiront chez eux et respecteront mieux leur lieu de vie. Parfois, des travaux peuvent changer beaucoup de choses. Il y a peu, la mairie a aménagé la place Traversante, près de ma tour. Depuis, les habitants du quartier sortent de nouveau, se parlent. Le soir, ils s'installent sur les bancs pour discuter, la place est animée jusqu'à 22 heures ou 23 heures. Il y a un an, on ne voyait personne dehors à partir de 20 heures. Aujourd'hui, il n'y a plus aucun commerce dans le quartier. Le dernier, une droguerie, a brûlé il y a quelques semaines. Un nouveau centre commercial va être construit. Nous l'attendons avec impatience. C'est bientôt la retraite, mes revenus ne me permettent pas d'aller vivre ailleurs, mais j'envisage l'avenir sereinement. Ces projets urbains prévoient des espaces verts, des boutiques. On peut avoir de beaux endroits à La Courneuve, si on veut. » »

► Carine Merlino, « Paroles de citoyens », *L'Humanité*, 3 juillet 2004

Un disque souvenir



Extrait d'un article d'un quotidien national

« Sans nostalgie, les habitants de la cité ont enregistré un disque souvenir. »

► Arnaud Didier, « Le chant du cygne des 4 000 », *Libération*, 23 juin 2004.

2004 | DÉCIDEURS

Faut-il détruire les barres ? Non

EXTRAIT D'UN ARTICLE

Roland Castro, architecte, 2004

« Tirer parti de la singularité du lieu "Je m'oppose à ce discours qui consiste à dire : "On s'est trompé, on efface tout et on recommence. Ce n'est pas aussi simple que cela. Ces lieux ont une mémoire, les habitants se les sont appropriés. Chaque démolition constitue pour eux une douleur épouvantable.

Une vraie politique de la ville doit s'inscrire dans le long terme. Chaque cas est singulier. On ne peut pas décréter qu'il suffit de détruire pour donner un nouveau souffle à un quartier. L'intitulé de la démarche administrative, démolition/reconstruction, est en lui-même réducteur. La volonté de remplacer les grandes barres par des pavillons est aussi simpliste que celle qui a mené à la construction de ces grands ensembles. Le lotissement n'est pas la réponse à tous les problèmes de logement. La bonne idée urbaine, c'est la complexité. Un maire de Lorraine m'a contacté pour que je démolisse une tour de sa commune. Je lui ai montré comment on pouvait en tirer profit. Il ne faut pas réduire la tour à un espace de stockage. Cela peut être plaisant d'habiter le ciel ! Pour qualifier mon travail, je n'emploie jamais le terme "réhabilitation", que je trouve péjoratif. Réhabiliter, c'est passer un coup de peinture sur de vieux bâtiments. Je préfère parler de remodelage, voire de métamorphose. A Lorient, par exemple, on a "tricoté" un quartier dans l'ancien système urbain. La cité doit être démembrée, on doit travailler à la rattacher à la ville. Il faut tirer parti de la singularité du lieu, ici l'ouverture sur la mer. Ce secteur, qui était hier encore le plus médiocre de la ville, est depuis très attractif. Il est aujourd'hui entièrement occupé alors qu'avant les gens le fuyaient. A Lorient, les habitants ont recommencé à recevoir, ils étaient fiers de leur nouvel appartement. Ils avaient retrouvé leur dignité.

Les occupants de ces immeubles n'ont pas eu à déménager. Dans certaines situations extrêmes, comme à Vénissieux en 1994, on a procédé à des démolitions sans aucun projet derrière. C'est extrêmement fragilisant pour les habitants : le logement auquel ils sont malgré tout attachés est détruit et ils ne savent pas ce qui les attend. Un déménagement, psychologiquement, c'est presque aussi violent qu'un divorce. »

Renouvel Gaëlle, « Faut-il détruire les barres ? », *L'express*, n°2775, septembre 2004.

Faut-il détruire les barres ? Oui

EXTRAIT D'UN ARTICLE

Jean-Louis Borloo, Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, 2004

« Casser le ghetto par un acte architectural nouveau " Il y a des cas où la démolition est inévitable, à la fois pour des raisons urbaines et de mode de vie. Certains immeubles ont déjà été réhabilités plusieurs fois et les problèmes sont toujours là. L'acharnement thérapeutique finit par devenir insupportable aux habitants et à leurs élus.

On ne démolit jamais un immeuble parce qu'il s'agit d'une tour ou d'une barre. Il existe de belles cités, avec une architecture intéressante, qui peuvent être conservées. La réhabilitation est parfois très performante et peut changer complètement un quartier. Mais elle est souvent aussi coûteuse qu'une démolition/reconstruction. Les études montrent que les immeubles réhabilités ont besoin de nouveaux travaux en moyenne tous les sept ans. Dans certains quartiers, la destruction d'immeubles, qui peut être partielle, est l'unique solution. Le taux de vacance y est parfois de 40%. Là, il faut casser le ghetto par un acte architectural nouveau. On ne rase jamais entièrement un quartier, il suffit parfois de détruire un ou deux bâtiments pour désenclaver ces cités.

Je ne nie pas que ces lieux ont une histoire, que les gens y ont des souvenirs. Détruire des barres n'est jamais une action anodine, c'est pour cela qu'il faut beaucoup de soutien social. Les habitants sont toujours partagés entre nostalgie et espoir. Mais, pour avoir assisté à de nombreuses démolitions, je peux affirmer qu'on n'entend que des applaudissements lorsque les immeubles tombent.

Une fois le processus de démolition/reconstruction terminé, on ne rencontre que des satisfaits. La vie dans ces quartiers s'améliore de façon spectaculaire. En constatant que des moyens lourds ont été engagés pour améliorer leur condition, les habitants retrouvent leur dignité. Les cités sont redynamisées, notamment grâce à l'arrivée d'une nouvelle population. Le quartier de la Briquette à Valenciennes, par exemple, était considéré comme l'un des plus sensibles de la ville. On a rasé une partie des immeubles que l'on a remplacés par des maisons individuelles avec jardin. C'est maintenant une zone très attractive.

Le tabou de la démolition est levé. La décision de détruire des immeubles n'est jamais arbitraire. Dans tous les dossiers, il y a consensus entre les représentants des habitants, les élus locaux et l'office HLM. »

Renouvel Gaëlle, « Faut-il détruire les barres ? », *L'express*, n°2775, septembre 2004.

2004 | HABITANTS

Nommer les lieux : la place sans nom ou la place traversante

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale
Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Et pendant longtemps cette place, elle a été inaugurée très tardivement, et cette place, elle n'avait pas de nom parce qu'on lui donne un nom le jour de l'inauguration.

C'était quand cette inauguration ?

Il n'y a pas très longtemps, peut-être un an ou deux, je ne me souviens plus. Et donc, on l'a nommée nous-même. Je ne sais pas si tu sais comment elle s'appelle actuellement ?

Non

Le nom, c'est la place de la Fraternité et nous, on ne l'a jamais appelé comme ça, on l'a toujours appelée la place Traversante. C'est une place qui traverse effectivement. Elle est le lien entre Braque et ED où des gamins qui courent et qui traversent, qui vont à la Tour... Donc pour nous, on l'appelle la place Traversante. On ne l'a jamais nommée la place de la Fraternité. (rires)

Et vous vous y refusez ?

Ce n'est pas qu'on s'y refuse mais ils ont tellement tardé à donner un nom que les gens, quand il y a un nouveau lieu, et bien ils s'accaparent aussi le nouveau lieu, ils ont besoin de nommer un endroit.

C'est-à-dire ?

Et bien comme nous, on est John Lennon ou Braque ou Renoir, ce sont des noms. Les bâtiments ont des noms de rue même si ils ne savent même pas qui c'est mais... C'est pas grave ça. Ou la Tour ! Donc ils nomment, c'est un peu normal parce qu'ils s'identifient. Donc cette place qui est restée sans nom, les gens, ils ont donné tout de suite. Voilà ! (...) Oui donc la place, pas en tant que fraternité mais elle traverse ! (rires) Au début on la trouvait très froide cette place. Et puis il n'y avait personne. Bon c'est sûr, comme il faisait chaud, il n'y avait pas d'ombre et maintenant il y en a un peu plus. Mais c'est surtout ces bancs qui sont rigolos. Alors c'est un peu contradictoire parce qu'on dit place de la Fraternité alors que les bancs, ils sont circulaires et l'on se tourne le dos en fait quand on s'assied ! Puisqu'il y a un arbre au milieu et comme ils sont circulaires, on est obligé de se tourner le dos ! Donc comme place fraternelle hein ! (rires) Et donc c'est souvent des vieux qui y sont et en fait, donc il y en a deux qui s'assoient là et il y a le groupe qui fait face, pour parler. Tu ne peux pas... Donc il y a la moitié du banc qui n'est pas utilisé. Et les autres, ils restent debout, ils sont obligés pour parler.

Transformations urbaines : La place de la Fraternité

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale
Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Alors c'est marrant parce qu'ils ont construit des bancs circulaires. Au début cette place, quand elle a été construite, on ne l'aimait pas parce que ça faisait vide, parce qu'il n'y avait que les bancs et les arbres étaient tout petits. Et c'était un été où il faisait très chaud et heu... Cette place ne renvoyait que de la lumière, donc on était ébloui hein, quand on la regardait. On se disait c'est plus pour mater les voleurs ou les traquer plus vite, bon il n'y a plus d'endroits où se cacher comme avant où il y avait les voitures où ils pouvaient se cacher, quand il y avait des poursuites avec les flics... Il y avait les buissons ou des choses comme ça. Et là, on ne peut plus se cacher là, on est à découvert ! On s'est dit, ils ont fait exprès.

Transformations urbaines : Traverser là où il n'y a pas le passage

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Ah non non. Les passages piéton, ils ne sont pas mis dans le bon sens, ils sont comme ça alors comme on veut aller par là, et bien on ne traverse jamais sur le passage piéton. Ils ne sont pas au

bon endroit, ils sont un peu de travers. Par exemple les gens qui arrivent de Braque, ils vont souvent en face pour aller à la Poste. Il y a un feu rouge ici, il y a un passage piéton devant le feu rouge, normal. Mais les gens ne prennent pas le feu rouge parce qu'il ne correspond pas à la petite place qui est devant. Et donc c'est normal, on est fainéant, on va droit devant, donc on ne traverse pas là. Et il y a un autre passage piéton qui est là mais celui-là, il ne nous intéresse pas parce qu'il va nulle part, il n'est pas en direction des commerces ! Il donne au milieu de la place. Les gens, ils traversent les parkings, ils traversent ici alors que le passage piéton il est là. Ben oui, parce que quand ils veulent aller sur la Poste, soit ils respectent les feux, soit ils font comme beaucoup, ils traversent là où il n'y a pas le passage ! (rires)

Transformations urbaines : L'avenue du Général Leclerc

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10è

Donc là, c'est la grande avenue là du Général Leclerc, donc tout ça c'était piéton (Mail de Fontenay). Nous, on avait des enfants qui venaient tout seul, il n'y avait pas de route à traverser, donc ça c'était bien pour eux. Donc maintenant, il n'y a plus de routes. Donc il y a la petite route du centre commercial. (carrefour piéton qui traverse l'avenue du Gal Leclerc) celle-là, elle est super dangereuse. Je n'ai jamais compris comment ils ont pu inventer ça, au niveau architecture, cette route où tu confonds trottoir et route. D'ailleurs il y a eu un gamin qui s'est fait écraser, bon il n'en est pas mort mais c'était horrible ! Il a voulu rejoindre son frère, il habite à Braque et il a.. bref, les voitures roulent très vite là ! (..) — Qu'est ce qu'elle représente pour toi l'avenue du Général Leclerc, elle marque une séparation dans le quartier ou pas du tout ? Non parce qu'en fait, ça a été reconstruit de façon à ce que ce soit uniforme en fait, et ce que je reproche c'est qu'elle est dangereuse. Et c'est vrai que les gamins, ils courent. il n'y a pas assez de démarcations entre ces places parce que là c'est une aire de jeux ! Ils ont quadrillé quand même mais... bon les habitants de Braque, ils sont obligés de traverser pour aller aux commerces puisqu'ils n'en ont plus eux. Donc effectivement, il y a de la circulation entre eux. Chose qu'il y avait peut-être moins avant, parce qu'il y avait des commerces.

Entre la démolition et la réalisation

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Paurd et Marie Christine Lvovsky, Architecte et urbaniste

Invités au concours de 1982, maître d'œuvre de différentes opérations sur les 4000 et lauréats de l'étude de définition sur le quartier Des Clos

BP : On l'a pensé, notamment au niveau du paysage... c'est-à-dire de faire des phasages successifs pour commencer à préfigurer dans le système les premières choses qu'on pourrait préfigurer, c'est-à-dire commencer à tracer par exemple l'accès au tramway pour les gens qui habitent ici... Enfin, on n'a pas trouvé le budget pour le faire...

MCL : Ben, ils n'ont pas trouvé un seul budget... Il n'y avait pas de budget de prévu déjà... Finalement... un dispositif de communication... On l'avait plus que suggérer, on l'avait recommandé. le fait qu'il fallait éviter un temps de faille urbaine au sens de l'école de Chicago hein... et là ils ont pas fait le travail qui moi à mon avis enfin quand on prend ce genre de problématique et qu'on veut les régler, on peut pas laisser un temps mort de 7 années entre la conception et la première pierre... Alors est ce que vous êtes au courant que dimanche dernier il y avait... avec Monte Laster et effectivement ils ont fait le travail que nous on avait souhaité dès la démolition quoi, alors vous vous rendez compte... là il y a une inadéquation entre les autorités politiques au sens large et les autorités publiques pour permettre qu'il n'y ait pas cette vacuité entre la conception et la réalisation. Parce que déjà pour les personnes c'est un respect... c'est un respect minimum de leur énoncer... le processus. L'appropriation justement de ce type de projet sera beaucoup plus productive et positive avec ça... c'est évident que les gens ne vont pas se sentir abandonné hein par ce que l'abandon c'est aussi ça, les laisser sans information, sans communication suffisante sans formalisation... sans préfiguration de ce que ça pourra être.

AG : Une dernière dernière question... vous savez pourquoi les terrains des démolitions étaient clos ?

BP : ... C'est pour qu'ils ne soient pas squattés et euh d'une façon générale quand on démolit un grand terrain comme ça en banlieue ils mettent des gros moellons pour qu'il n'y ait pas de caravanes qui viennent etc. parce que sans ça ils vont se retrouver effectivement avec un bidonville en constitution, il y en a déjà eu dans la plaine des micros bidonvilles qui se sont mis... [...]

BP : La question de la clôture, c'est de rendre le terrain non accessible.

MCL : pour articuler avec ce qui a été dit précédemment il y avait une grande barrière de chantier blanche qui était très belle, je veux dire, il aurait pu y avoir, on aurait tout à fait pu traité rien que ça... dans l'immédiat, sans grands frais, pour faire un travail plastique simple mais qui raconte, qui sublime au sens romantique du terme, il y aurait pu avoir un travail par un artiste, un... à petit budget...

2004 | PAYSAGISTES

Peur du vide

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Il y a vides et vides. Il y a le dénuement complet, l'absence d'émotions. Pour beaucoup, le vide est inquiétant, ce n'est pas quelque chose qui parle. Il y a aussi le vide mal maîtrisé, regardez les Halles. Lorsqu'on en parlait, je me disais que c'était vraiment le moment pour Paris d'avoir une grande place vide, avec Saint-Eustache d'un côté, Beaubourg un peu plus loin, on pouvait vraiment se permettre d'avoir un espace qui pouvait paraître exagérément vide à certains moments et plein à d'autres, plutôt que de tout de suite vouloir le remplir. On a peur d'assumer de grands espaces.

Démolition Ravel et Presov



Bachage des façades environnantes en vue de la démolition

© Brent Blanchard, Dynamic Demolition Inc.

São Vito, São Paulo, Brésil

ARCHITECTE : ARON KOGAN

NOMBRE DE LOGEMENTS : 624 LOGEMENTS



Projet 1959 ; Inauguration 1959 ; Projet Arte-Cidade 1999 ; Evacuation et
Projet de Rehabilitation 2004 ; Projet de demolition 2006

Réaménager un bâtiment occupé consiste à travailler avec la communauté. [...] De cette façon les activités ont débutés en décembre 2002 par la mise en place de réunions avec les résidents, convoqués lors de visites des logements et par des affiches distribuées dans le bâtiment [...] Ensuite ont été organisés de grands débats à ce sujet, et ils ont opté pour la réhabilitation du bâtiment. [...] lors d'une coalition entre la Banque Populaire et le gouvernement pour l'évacuation du bâtiment, les familles ont déménagé et ont été logés dans des immeubles loués du centre-ville pendant la période des travaux. [...] En août 2003 a débuté l'évacuation individuelle des appartements et magasins. [...] Le Bolsa Aluguel offre a chaque famille un dédommagement variable entre R\$ 200,00 et R\$ 300,00 pour le loyer d'un nouvel appartement répondant à ses besoins. La plupart des familles ont préféré rester dans le centre-ville.

► Maria Cecília Levy Piza Fontes, in vitruvius

© www.panoramio.com

Le Corviale, Rome, Italie

ARCHITECTE : MARIO FIORENTINO

NOMBRE DE LOGEMENTS : 1246 LOGEMENTS



Projet 1972-1974, Construction 1975-1982, Occupation illégale du quatrième
étage 1983, Projet de réhabilitation « Imaginer Corviale » 2004-2005

Si on parcourt la revue de presse à partir de 1978, avant même que Corviale soit terminé, et jusqu'aux années quatre-vingt, c'est assez symptomatique de noter que les protestations et les réprimandes contre Corviale, durant cette première période, venaient directement des habitants : les mêmes qui aujourd'hui s'opposent fermement à chaque projet de démolition. [...] L'enquête de terrain de Stalker / Osservatorio Nomade, et la création de la Telestreet pratiquement autogérée Corviale Network, sont les traces d'une conscience sociale retrouvée et qui prend forme dans le lien affectif entre les habitants et le (non)lieu où ils habitent. [...] Il y a un double fait très significatif : d'un côté Corviale Network calque des formats de la télé généraliste classique (les « bouts d'essai » dans l'ascenseur, La prova dell'ascensore [L'essai de l'ascenseur] ; L'émission de cuisine, Un piatto un ritratto [Une assiette un portrait] ; un talk show, Casa Fraternal [Maison fraternel]), et de l'autre côté la télé généraliste s'intéresse elle-même à sa parodie.

► Marco Senaldi, « Il Corviale immaginario », in Osservatorio Nomade, *Immaginare Corviale*, Milan, Mondadori, 2006, pp. 22-31 : 27-28

© Osservatorio Nomade, *Telecorviale*

2005

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

→ La Courneuve, c'est mon petit palais à moi

■ DÉCIDEURS

→ Pourquoi faire de La Courneuve le laboratoire dont a besoin le futur candidat à l'Élysée ?

■ HABITANTS

→ Nommer les lieux : les chantiers

■ DÉBATS

→ Haut-du-lièvre, Nancy, France

→ Haut-du-lièvre, Nancy, France

→ Haut-du-lièvre, Nancy, France

La Courneuve, c'est mon petit palais à moi



Dépêche AFP

« Le maire de La Courneuve, Gilles Poux (PCF) a souligné mercredi, lors d'une visite de présentation à la presse de la réhabilitation de la cité des 4000, que la rénovation avait pour but de "sortir de l'enfermement " ».

► AFP, « La cité des 4000 en rénovation pour "sortir de l'enfermement" (maire) », 22 juin 2005.

2005 | DÉCIDEURS

Pourquoi faire de La Courneuve le laboratoire dont a besoin le futur candidat à l'Élysée ?

EXTRAIT D'UN ARTICLE

« La cité des 4000 entre fantasme et réalité. [...] Nicolas Sarkozy veut faire de la cité des 4000 une vitrine de son action dans les zones urbaines "sensibles". Une démarche démonstrative qui prend soin d'éluider la question centrale : comment lutter contre la misère endémique ? »

« Les images restent en mémoire. Nicolas Sarkozy dans la cité des 4000, à La Courneuve, en Seine-Saint-Denis (93). Les flashes. Les micros tendus. La bousculade des cameramen. Les journaux télévisés. Les mots du ministre de l'Intérieur : "Je viens nettoyer au Karcher...", "l'ordre...", "l'insécurité..." Des expressions fortes. Et un engagement étonnant de la part d'un membre du gouvernement : "Je reviendrai autant de fois qu'il le faudra." La cité des 4000 est officiellement devenue le laboratoire expérimental de l'action politique selon Sarkozy.

« Pourquoi vient-il chez nous alors que ce n'est pas pire qu'ailleurs ? » La question revient souvent parmi les habitants, largement partagés entre ceux qui critiquent et ceux qui approuvent les propos du ministre d'État. Certains n'ont pas oublié la visite du président François Mitterrand en 1983, quand un jeune a été tué. "Il nous avait déjà promis qu'il allait s'occuper de nous." La déception et le scepticisme restent perceptibles. Sans doute Nicolas Sarkozy ne serait pas venu s'il n'avait pas eu un prétexte dramatique : la mort du petit Sidi Ahmed, le 19 juin dernier, fauché par une balle perdue lors d'un affrontement entre "jeunes". Des morts violentes, il y en a eu ailleurs, récemment. À Perpignan, par exemple. Alors, pourquoi faire de La Courneuve le laboratoire dont a besoin le futur candidat à l'Élysée ? »

.....
Kaci Mina, « La cité des 4000 entre fantasme et réalité », *L'Humanité*, 16 aout 2005.

2005 | HABITANTS

Nommer les lieux : les chantiers

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Tahar, 31 ans, marié, un enfant, animateur socio-culturel et membre d'une association pour l'enfance et la jeunesse.

Parcours résidentiel : immeuble Maurice de Fontenay > Quatre Routes

Les mots sont importants. Le square du Mail, les petits l'appellent « le chantier ». Et la place traversante, la Place de la Fraternité, ils l'appellent « le deuxième chantier ». Ils ont connu ça en chantier, et pour eux c'est « le chantier ». Pour eux, c'est quelque chose qui n'est pas fini.

Haut-du-lièvre, Nancy, France

ARCHITECTE : BERNARD ZEHRFUSS, 1E RÉHABILITATION LAIN SARFATI , 2E RÉHABILITATION ALEXANDRE CHEMETOFF
 NOMBRE DE LOGEMENTS : 3388 LOGEMENTS,



Projet 1957, construction 1958-1971, 1ère réhabilitation 1981-1988, 2ème réhabilitation 2005-2010

J'ai vécu toute ma jeunesse dans ce quartier et j'ai réussi à en sortir grâce au bac. C'est important à dire : il faut absolument que les jeunes aient le bac pour quitter les potes et se retrouver à la fac ou en IUT par exemple, dans une autre ville. C'est là que j'ai pris d'autres habitudes, que j'ai appris à parler autrement, à étudier avec "des blancs" et à partager autre chose. Mais cela n'empêche que je suis issu de ce quartier et que moi et mes parents y habitent toujours [...] c'est dans ce contexte que j'ai évolué et c'est parce que j'ai pu dire ce que je ressentais que j'ai eu plus de considération en retour, et de la confiance, ce qui m'a conduit à faire des études de commerce et à créer mon entreprise. Et je suis loin d'être une exception [...]

► Jérôme Marchal, « Même les "grands frères" n'ont pas pu calmer le jeu... », www.infodujour.com

© François Bon, « Nancy, écriture au collège Claude Le Lorrain », www.tierslivre.net

Haut-du-lièvre, Nancy, France

ARCHITECTE : BERNARD ZEHRFUSS, 1E RÉHABILITATION LAIN SARFATI , 2E RÉHABILITATION ALEXANDRE CHEMETOFF
 NOMBRE DE LOGEMENTS : 3388 LOGEMENTS,



Projet 1957, construction 1958-1971, 1ère réhabilitation 1981-1988, 2ème réhabilitation 2005-2010

Plutôt que de chercher à composer ex nihilo une nouvelle image, à inventer une identité, le projet veut rénover et cultiver la diversité méconnue du plateau, sa richesse de paysage et d'activités. Sur cette base associant l'ancien et le nouveau, peut s'engager la mutation. [...] Ce « balcon sur la ville », le projet d'Alexandre Chemetoff le considère comme un « lieu de ressource ». Assumer l'héritage, c'est reconnaître les qualités du

lieu, refonder la ville sur elle-même en partant du « déjà-là ». [...] Autre atout essentiel, le paysage : des vues sur les vallées, des massifs forestiers, des jardins... L'hétérogénéité devient une richesse lorsque les situations contrastées – souvent brutales et problématiques – sont fédérées par un système d'espaces publics qui refonde la ville.

► Ariella Masbounji, *Régénérer les grands ensembles*, éditions de la Villette, Paris, Décembre 2005, 157p

© Photomontage d'Alexandre Chemetoff, « Nancy le plateau doit s'intégrer à la ville », *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment*, N°5264, 15 octobre 2004, pp. 56-59

Haut-du-lièvre, Nancy, France

ARCHITECTE : BERNARD ZEHRFUSS, 1^E RÉHABILITATION ALAIN SARFATI, 2^E RÉHABILITATION ALEXANDRE CHEMETOFF
 NOMBRE DE LOGEMENTS : 3388 LOGEMENTS,



Projet 1957, construction 1958-1971, 1^{ère} réhabilitation 1981-1988, 2^{ème} réhabilitation 2005-2010

A première vue, l'histoire fait sourire. L'un des équipements centraux bâtis pour revitaliser les grands ensembles du Haut-du-Lièvre, à Nancy, est... une prison. [...] C'est l'architecte Alexandre Chemetoff, Grand Prix de l'urbanisme 2000, qui a été chargé de recoudre ce tissu disparate. Au programme : la création d'un maillage d'espaces verts et un soin particulier apporté aux espaces publics. Soit une centaine d'hectares au total. "Nous voulons transformer cet espace de grands ensembles en grand ensemble d'espaces publics", résume Alexandre Chemetoff. [...] L'urbaniste a attribué à la prison deux fois plus d'espace que les murs n'en demandaient, "pour créer tout autour un véritable paysage, avec de la verdure et un grand canal". [...] Au total, cette opération programme la démolition de plus de 1 100 logements, la construction de 2 500 autres et la restauration de 3 600 habitations. Sur les carrières doivent aussi pousser 80 000 m² d'activités, un parc central de 15 hectares et un autre consacré aux sports, à côté du Zénith. Emblématiques du site, les barres de Zehrfuss font l'objet à la fois d'une restauration fine et d'une chirurgie lourde : la plus longue est sensiblement raccourcie pour créer entre les deux barres une véritable place centrale. [...] "Je suis favorable à l'inscription de la prison dans la ville, je ne veux ni la renvoyer à l'extérieur, ni la dissimuler. Le centre pénitentiaire devient un élément fondateur du développement urbain et de constitution du paysage du plateau", défend Chemetoff.

► Grégoire Allix, *le Monde*, 02.06.07

© Dessin de Bruno Alexandre Chemetoff, in Ariella Masbounji, *Régénérer les grands ensembles*, éd. de la Villette, Paris, 2005, 157p

2006

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

- Sur la piste

■ HABITANTS

- Entre Paris et La Courneuve : Moi, j'aime bien ma ville
- Entre Paris et La Courneuve : pour moi, La Courneuve, c'est l'hôtel
- Entre Paris et La Courneuve : Travailler, se former, sortir
- Démolitions : Détruire, construire, rénover, les temps de l'entre deux
- Travailleraux 4000 oui, habiter non
- Avenir des 4000 : nouvelles typologies
- Avenir des 4000 : « créer de la vie ! »
- Les publics de la bibliothèque John Lennon : permanences et changements de la famille
- Transformations: Désenclaver la cité
- Transformations: envisager l'avenir des 4000
- L'entre-deux : la fin de Balzac ou une dégradation à petits feux
- Territoires : les bâtiments, des quartiers
- La Poste : un lieu de rencontre
- Démolitions : l'entre-deux ou la fin d'un quartier
- Un centre commercial à l'américaine

■ PAYSAGISTES

- Présence sur le site
- Démolition : disparition des traces
- Mémoire : quelque chose qui doit pouvoir se transformer
- Partir de La Courneuve : corriger l'inhumain

■ DÉBATS

- São Vito, São Paulo, Brésil

Sur la piste



Un film de Julien Samani (32 min).

Au pied des barres de la cité des 4000, à La Courneuve, trois adolescents trainent leur ennui. Deux ont encore des airs d'enfant, même si, sous les capuches, ils roulent des épaules comme des vrais durs. La quête d'un véhicule à moteur, de préférence une grosse moto, prend beaucoup de place dans leur errance. Julien Samani et sa camera les suivent, tour à tour invectivés, pris à témoin et, finalement, abandonnés

► www.arte.tv

©2006 Julien Samani

©2008 ARTE G.E.I.E.

2006 | HABITANTS

Entre Paris et La Courneuve : Moi, j'aime bien ma ville

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (Gd Debussy Balzac, Renoir > St Just)

En plus, moi, à la différence de certains, je suis toujours à La Courneuve. J'aurais pu moi vivre à Paris, je gagne bien ma vie. Mais moi j'aime bien ma ville, j'ai un loyer qui défait toute concurrence, pourquoi aller m'enterrer dans un appartement qui coûte super cher à Paris. Non. En plus, j'ai toute ma famille ici, j'ai mes petits-neveux et nièces qui sont ici, donc pour rien au monde, je ne les laisserai tomber.

Entre Paris et La Courneuve : pour moi, La Courneuve, c'est l'hôtel

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (Gd Debussy Balzac, Renoir > St Just)

Et quand vous dites que votre vie privée, elle se passe à Paris, ça veut dire que pour vous, il y a un cloisonnement entre vie privée et vie professionnelle ?

Oui c'est les Halles heu.. Ah pour moi La Courneuve, c'est l'hôtel ; c'est la chambre d'hôtel, c'est là où je vis. Bon il y a ma famille bien sûr, mais en dehors de ça, si je veux avoir une activité, actuellement, j'ai rien d'autres. (..) Moi j'ai fait mes études à Paris, toutes mes années artistiques, je les ai vécues à Paris, quand je travaillais dans la bande dessinée, pour des éditeurs, je faisais des tas de salons dans toute la France. A La Courneuve, je n'y étais quasiment pas.

Entre Paris et La Courneuve : Travailler, se former, sortir

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (Gd Debussy Balzac, Renoir > St Just)

Quand je vois que moi, qui a tout fait pour m'en sortir, que j'ai eu le courage de m'en sortir, pour moi, ça a été très difficile et que je vois les gens qui ont aucun courage et aucune éducation, comment ils peuvent s'en sortir ? Déjà, rien que moi quand je vais à l'ANPE, ils connaissent même pas mon métier. Pour eux, c'est aberrant qu'un petit jeune de banlieue, beur, c'est aberrant qu'il soit graphiste ! On m'a même dit à l'ANPE, mon métier ne fait pas partie des métiers dit prioritaires. C'est pour ça, moi je me suis inscrit mais je n'ai jamais été les voir parce qu'ils m'ont dit, c'est pas la peine, trouvez vous-même votre boulot. Moi je trouvais par Internet, dans l'interim etc. Pour eux, ça ne les intéressait pas, c'est que dans le bâtiment, balayeur .. c'est tout ce qu'on mérite hein ! Après ça, un jeune (..) on ne lui propose rien, en plus, il ne peut pas toucher le RMI jusqu'à un certain âge. Comme les jeunes maintenant, ils ne peuvent pas descendre sur Paris. Comment ils font pour gagner leur vie ? Parce que ici, on n'a pas d'activités, les jeunes qu'est-ce qu'ils font le soir, où ils vont ? Ils ne peuvent pas descendre sur Paris.. ils vont où ?

Démolitions : Détruire, construire, rénover, les temps de l'entre deux

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (Gd Debussy Balzac, Renoir > St Just)

Et quand on sait que pour détruire, construire ou rénover un immeuble des 4000, c'est deux cents millions facile ! En sachant que la moitié des gens ne paye pas leur loyer, parce que c'est des familles pauvres etc.. je ne sais pas comment ils peuvent gérer. Ce n'est pas évident. C'est pour ça que ça a traîné en longueur, que ça prend des années et des années. Et c'est toujours en piteux état. C'est-à-dire que la reconstruction, elle se fait sur trente ans, elle ne s'est pas faite en un an. C'est-à-dire que

la reconstruction, elle se fait toujours aujourd'hui ! C'est le temps qu'il faut pour reconstruire la ville. Par exemple, quand le centre commercial a commencé à disparaître, que les gens ont commencé à s'en aller du centre commercial, alors qu'on avait plein de boutiques hein ! On avait des pizzerias, des boulangeries, on avait des poissonneries, on avait tout ! On avait l'impression qu'on était sur Paname ! Mais quand ils ont commencé à racketter les commerces, en leur filant des taxes professionnelles astronomiques, et il y avait de plus en plus de gens pauvres, donc des gens qui n'achètent pas, donc les entreprises ont commencé à s'en aller, la moitié des gens sont partis, jusqu'à ce qui reste le centre commercial juste.. On a commencé à reconstruire le centre commercial, il y a même pas deux ans, à faire venir des entreprises etc.. et le centre commercial s'est vidé il y a au moins vingt ans ! Vous voyez le temps qu'il a fallu ?!

Travailler aux 4000 oui, habiter non

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale

Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10^e

Donc c'est vrai que c'est un quartier que je connais bien, que j'aime bien en fait ! Parce que ce que j'aime bien, c'est que les habitants me connaissent en fait, tu sais que tu es là pour eux et voilà quoi. Mais bon, c'est un lieu que je n'aimerais pas habiter, ça c'est sûr ! Y travailler oui. Et encore, maintenant, c'est une routine mais il y a des évolutions sur le quartier.

Avenir des 4000 : nouvelles typologies

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale

Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10^e

Les gens, je pense qu'ils sont contents de leurs petits logements, des petits bâtiments qui ont une gueule, je pense que c'est ça, parce qu'ils ne sont pas uniformes, ne sont pas construits de façon rectangulaire etc., tu as des terrasses de différents niveaux, je trouve ça super bien. Je sais que les gens étaient contents des 4000 parce que c'étaient des grands appartements et très fonctionnels. Et ça, on ne peut pas reprocher que c'était des petits trucs, là au moins, ils avaient de l'espace chez eux. Là maintenant, on leur propose des petits trucs mais je ne sais pas. Mais avant c'étaient des grands appartements mais c'étaient des grandes familles aussi hein !

Avenir des 4000 : « créer de la vie ! »

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale

Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10^e

Et comment est-ce que tu vois l'avenir ? Qu'est-ce que ça va devenir, comment tu imagines que ça va devenir ?

Je ne sais pas. Moi je suis sur un périmètre, on subit plutôt qu'autre chose. Bien que moi, je trouve ça très bien de construire des petites habitations, mais il faut laisser aussi un peu de vert et des commerces surtout. Je pense que c'est ce qui manque. C'est ce qui crée de la vie dans une cité, c'est tout ce qui peut être aussi bien commerce que culturel. Qu'il y ait des choses qu'on leur propose aux habitants, tu vois. (...) Donc des aires de jeux, et puis de la vie quoi ! Que les gens sortent de chez eux ! Et c'est vrai si il n'y a pas de commerces, si il n'y a pas de cafés, si il n'y a pas de restaurants. Il n'y en a jamais eu des restaurants dans le coin ou très peu, c'était des brasseries mais des vrais restaurants. Nous on trouve normal qu'en bas de chez nous, on ait des restaurants donc pourquoi pas dans les cités comme ça ? Et encore, je trouve que cette cité-là, elle est quand même dégagee par rapport à d'autres. J'étais à Clamart l'autre fois, c'est terrible Clamart, c'est pire que les 4000 hein !

Les publics de la bibliothèque John Lennon : permanences et changements de la famille

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale
Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10è

Notre public, il n'a pas (beaucoup) changé. Si, on n'a plus les familles nombreuses qu'on avait (avant), avec le petit frère qui venait avec la grande soeur. On a moins de fratries comme ça, bien qu'on en ait encore mais ils sont moins nombreux. On a moins de familles nombreuses. Bon on a toujours des enfants qui viennent seuls hein.. quand je dis seul, c'est sans parents (...)

Ils viennent pourquoi, parce qu'il fait chaud ou pour faire des recherches ?

Elles viennent travailler mais elles s'occupent des petits frères ou des petites soeurs, donc ils viennent à la bibliothèque parce que c'est le lieu où elles peuvent travailler avec des amis ou trouver des documents ou être en dehors de chez elles parce que les parents vont faire des courses. Parce que il ne faut pas se leurrer, on est un peu la garderie, parce que c'est un lieu gratuit, où ils savent qu'il y a du personnel qui peut aussi être là.(..) Donc à l'époque de Renoir, il y avait beaucoup de frères et soeurs qui venaient sans adulte, maintenant, il y en a moins. Mais il y a toujours ces cas où les petits sont confiés aux grands. Et il y a un désengagement des parents, en fait, où ce n'est pas la même culture, tout bonnement ! Où nous, on n'a pas cette même approche de la relation à l'enfant, en famille, donc les grandes soeurs ont beaucoup de responsabilités vis-à-vis des petits. On essaye de faire ce lien entre parent et enfant, en faisant des séances de conte, pour amener justement ce public de parents vers la bibliothèque, de ces femmes qui n'osent pas franchir la bibliothèque considérant que ce n'est pas pour les enfants et pas pour elles. Donc il y a tout un travail à faire là-dessus, qu'on essaye de faire aussi !

Transformations : Désenclaver la cité

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale
Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Donc (*faire*) des aires de jeux, et puis de la vie quoi ! Que les gens sortent de chez eux ! Et c'est vrai si il n'y a pas de commerces, si il n'y a pas de cafés, si il n'y a pas de restaurants. Il n'y en a jamais eu des restaurants dans le coin. Ou très peu, c'était des brasseries mais des vrais restaurants. Nous on trouve normal qu'en bas de chez nous, on ait des restaurants donc pourquoi pas dans les cités comme ça. Et encore je trouve que cette cité-là, elle est quand même dégagée par rapport à d'autres. J'étais à Clamart l'autre fois, c'est terrible Clamart, c'est pire que les 4000 hein ! Il y a des grandes barres mais il n'y en a pas tant que ça, maintenant des barres.

Transformations : envisager l'avenir des 4000

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale
Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Qu'est-ce que ça va devenir, comment tu envisages l'évolution, ce que ça va devenir ?

Moi je suis sur un périmètre, on subit plutôt qu'autre chose. Bien que moi, je trouve ça très bien de construire des petites habitations, mais il faut laisser aussi un peu de vert et des commerces surtout. Je pense que c'est ce qui manque. C'est ce qui crée de la vie dans une cité, c'est tout ce qui peut être aussi bien commerce que culturel hein. Il y ait des choses qu'on leur propose aux habitants, tu vois.

L'entre-deux : la fin de Balzac ou une dégradation à petits feux

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale
Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Oui ce que tu disais à propos de Balzac, ce sentiment de savoir que ça n'allait pas durer et que c'était en attente d'une nouvelle disparition ? Tu en parlais bien tout à l'heure où il y a quelque chose où les gens savent que c'est en train de se dégrader et que en plus, ça ne va pas durer, ce qui donne une

atmosphère un peu particulière d'habiter dans un endroit qui n'a pas forcément beaucoup d'avenir ?
On le voit. En fait, ça se dégrade, c'est ça le souci, on ne repeint pas, on ne refait pas les façades, les commerces disparaissent parce qu'on sait que ça va finir. Et l'on vit dans cet état-là donc c'est triste. Moi, ça ne me donnerait pas envie d'y habiter alors que si il y a des petits logements tout neufs, les Orme seul etc... c'est des logements qui sont biens, il y a de la vie. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de vie dans Balzac mais... faut voir avec les habitants ce qu'ils en pensent mais moi, je trouve que le quartier se dégrade. Balzac, j'y passai, j'y passe un peu moins, je ne sais pas pour quelle raison mais, il n'y a plus rien. C'est un quartier que je n'aime pas moi Braque ou Balzac, il n'y a plus rien. Il y avait un petit peu des gens, les gamins y jouent un peu, il y a une aire de jeux mais quand on passe derrière Balzac, on voit aux arbres des plastiques, la pelouse, elle n'est jamais faite, ça fait poubelle ! Franchement ça fait poubelle hein ! Même l'école Joliot-Curie, on la voit de la barre, elle n'est pas, c'est pas beau. Elle est vieille cette école, elle a besoin de rénovation.

Territoires : les bâtiments, des quartiers

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale

Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Donc pour toi, l'avenue du Général Leclerc ne représente pas spécialement une séparation physique entre deux coins ou deux quartiers ? Ça fait partie du même quartier et les gens traversent ou viennent ?

Bien que je pense que... enfin, on habite le Braque, on n'habite pas le Mail, je pense qu'il y a encore des clans comme ça ! Je pense moi je n'y habite pas, je ne peux pas dire, mais il y a des gens qui sont de Balzac et ils ne sont pas du Mail, c'est pas la même chose. Je ne pourrais pas dire pourquoi, ça il faudrait aller leur demander.

La Poste : un lieu de rencontre

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale

Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Et il y a des bancs aussi le long de la pépinière ?

Oui mais il n'y a jamais personne ! Il y a des arbres devant mais là, non. Je crois que ce n'est pas un lieu de passage. Et si les gens se mettent là (au coin devant de La Poste) c'est parce qu'ils voient des gens passer, alors que là, personne ne passe parce qu'il y a les voitures qui sont garées là, devant, après il y a les arbres et le bâtiment. Quel intérêt d'aller s'asseoir là ou d'aller bavarder si on ne voit pas passer les gens. Parce que la Poste, sans en avoir l'air, la Poste est quand même un lieu, elle est centrale, il y a toujours du monde là ! c'est peut-être plus central que le ED. Parce que le ED, les gens y vont mais ils repartent quand ils ont les courses. Mais la Poste, il y a souvent... alors on attend beaucoup au distributeur, il y a la pharmacie dans l'angle, en continuité il y a le tabac, donc les gens, ils vont beaucoup au bureau de tabac, ils jouent beaucoup les gens à des jeux de loterie. Et donc voilà, il manque le café, comme ils diraient je suppose. Donc voilà, ce périmètre-là, il est très important.

Démolitions : l'entre-deux ou la fin d'un quartier

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale

Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Et bien Braque, c'est pas triste hein ! (rises) C'est le quartier qui ressemble à Renoir à l'époque quoi ! Qui est délabré, et bien oui, maintenant, les gens ils sentent que c'est la fin de Balzac, puisqu'il y a un plan de démolition aussi dans peu de temps. Donc il y a le Petit Braque, il y a des gens là, c'est le Petit Joliot-Curie aussi qui va être démoli, je crois, je ne suis pas sûre. Ils ont fait une manifestation aussi, il n'y a pas longtemps, parce qu'ils ne veulent absolument pas que leur bâtiment soit détruit ! Donc je pense que ça commence à bouger. C'est vrai que pour le moment, on n'en entend pas parler mais peut-être les habitants, bon .. on sait que ça va arriver.

Qu'est-ce qui va arriver, les démolitions ?

Et bien les démolitions. Pour le moment, je n'ai pas aperçu vraiment de vitres cassées etc.. parce que c'est flagrant quand on relogeait les habitants, qu'il n'y avait plus du tout de personnes dans les appartements, on voit les rideaux voler, les vitres cassées et on a l'impression de bâtiment fantôme. Donc il y en a qui apparaissent derrière leurs vitres, on se dit, ils sont encore là, ça fait drôle de voir ça ! Parce que évidemment les gens ne déménagent pas tous en même temps, il y a toujours des derniers qui vivent dans des conditions un peu lamentables. Comme les relogements, ils sont faits sur trois ans ou plus, ils murent les appartements ; il y a des squattes évidemment, il y a du commerce par rapport à ces squattes, du pillage des choses comme ça. Je le dis mais c'est des choses que j'entends. Je ne les ai pas vécues.

Il y a effectivement cette période de l'entre deux, à partir du moment où l'on a commencé le relogement et le moment où l'on a fini, le bâtiment se transforme.

Moi, ce que je trouve le plus triste, c'est qu'on met rien à disposition de ces gens-là au niveau des commerces, parce qu'on a l'impression que les commerces disparaissent en même temps que les barres, que ces logements sont vides et il y a encore des gens qui y vivent. Je me souviens d'une dame qui me disait, mais moi mon pain, je suis vieille, j'ai 70 ans, il faut que j'aille presque au centre ville pour aller chercher du pain ou du jambon ! Parce qu'elle, elle était française, elle voulait manger du jambon. C'est vrai que c'est dur de trouver du jambon à La Courneuve ! (rires) Donc elle se faisait aider, d'autres allaient lui chercher du pain pour elle, il n'y a que ça quoi !

Un centre commercial à l'américaine

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Charlotte, 45 ans, célibataire, employée municipale
Parcours résidentiel : St Denis > Paris 10e

Ce qui change, c'est la fréquentation autour des commerces etc. C'est devenu plus moderne, je ne sais pas, moi je trouve que c'est un peu américain, leur nouvel espace !

C'est-à-dire ?

Et bien le fer à cheval là, avec les voitures garées au milieu, ça fait très américain, avec des petits bâtiments puisqu'ils ne sont pas hauts, qui ne servent que de commerces. Oui, dans ce que j'ai connu en Australie ou... mais c'est un peu ça. Les campagnes hein pas les villes. C'est, on arrive avec sa voiture, on fait ses courses et on repart.

2006 | PAYSAGISTES

Présence sur le site

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Florence Robert, paysagiste, conception espaces verts du quartier Braque Balzac 2007-

A La Courneuve, j'aimerais bien retourner pour aller faire des photos. On me dit qu'il ne faut pas aller seule faire des photos. Il se trouve que je me suis déjà fait agresser une fois, mais pas dans ce quartier, donc maintenant je fais attention. (...) Dans ces conditions, on se dit « mais, c'est plus grave que simplement l'espace public à rénover ! » C'est pas normal que dans un bout de ville on ne puisse pas circuler librement. Je suis très transport en commun surtout en région parisienne et quand je viens en RER à La Courneuve, j'ose pas passer par là (la rue Honoré de Balzac sur la carte). Si je passe, je fais attention. J'ose pas m'arrêter, je marche, je m'arrête pas, je regarde pas les gens, c'est pas normal.

Démolition : disparition des traces

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

C'est difficile, j'ai entendu des gens, pas à La Courneuve, mais en Lorraine, lorsqu'on détruisait... ils racontaient qu'ils étaient nés dans ces immeubles, qu'ils y ont vécu leur adolescence, et d'un seul coup tout ça a été supprimé. Alors pour eux ce n'était ni beau ni laid, ni quoi que ce soit, c'était l'endroit où ils avaient vécu. Ce n'est pas anodin, c'est quelque chose qu'on supprime d'eux-mêmes. C'est pas pour dire qu'il ne faut pas les raser, mais il faut dire qu'il y a un rapport parfois complexe, ou un peu ambigu entre l'habitant et son immeuble, même s'il y a souffert. Pour parler de mon expérience propre, j'ai eu notre maison familiale démolie pendant la guerre, toute la ville d'ailleurs, tout un quartier de Calais. Lorsque je retourne sur place il n'y a absolument plus rien, même les rues, tout a été transformé. Ça fait un drôle d'effet. La mémoire maintenant c'est dans un coin, un coin de mon enfance, mais il n'y a plus rien qui permette de l'évoquer sur place. Alors, je pense que pour ceux pour qui l'on supprime l'immeuble, ça peut leur créer un choc.

Mémoire : quelque chose qui doit pouvoir se transformer

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

La mémoire ce n'est pas une traduction un peu littérale et directe finalement qu'on conserve. C'est une évocation plus subtile et je crois que c'est quelque chose qui doit pouvoir se transmettre. Parce que si la mémoire disparaît avec les derniers, ce n'est pas intéressant. Tandis que s'il y a de l'histoire, ça devient de l'identité. Ce n'est plus seulement des souvenirs qui disparaissent avec les gens, mais une sorte d'identité du pays qui se transmet. Vous savez, on pourra dire "là, il y a eu ça"... Donc, mémoire, oui c'est vrai, mais ça ne se traite pas n'importe comment...

Partir de La Courneuve : corriger l'inhumain

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

On corrige par l'organisation de ces espaces, ce que ces grandes constructions très théoriques, ce que ces cellules répétées indéfiniment, ont d'un peu inhumain.

São Vito, São Paulo, Brésil

ARCHITECTE : ARON KOGAN

NOMBRE DE LOGEMENTS : 624 LOGEMENTS



Projet 1959 ; Inauguration 1959 ; Projet Arte-Cidade 1999 ; Evacuation et
Projet de Rehabilitation 2004 ; Projet de demolition 2006

Le maire de São Paulo, Gilberto Kassab, veut démolir le bâtiment São Vito, [...] avec ses 624 appartements dans 27 étages auprès du Parc Dom Pedro, au centre-ville de São Paulo. [...] La résolution a été proposée après que le gouvernement de Marta Suplicy [le maire précédente] avait annoncé la réhabilitation de l'ensemble [...] et payé le montant mensuel de R\$ 300,00 (reais) pour les 360 familles qui ont quitté le bâtiment.

► Ricardo Gallo, *Folha de Sao Paulo*

© www.vivercidades.org.br

2007

■ REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

- Démolir pour mieux reconstruire

■ DÉCIDEURS

- Je n'avais pas la moindre idée des financements
- Deux quartiers, deux politiques
- Retour sur un projet...
- Retour sur un projet...
- Retour sur un projet...

■ HABITANTS

- Ça respire, maintenant !
- Territoires : on n'a pas de centre-ville !
- Territoires : les bancs de la Place Traversant.
- Transformations urbaines : qu'ils viennent maintenant et qu'ils voient !
- Territoires, les bâtiments : Nommer les lieux : « un vrai des 4000 ! »
- Démolitions / transformations : un sentiment contradictoire
- Le centre commercial, après rénovation : « Ca ne me plaît pas. J'ai perdu l'habitude d'acheter là-bas »
- Démolitions / relogement : L'entre-temps : des anticipations d'ameublement, en vue d'un relogement encore inconnu
- Logements/Bâtiments : les cafards, une « cohabitation » forcée
- Territoires : D'un bâtiment à l'autre, une différence de densité et une différenciation sociale
- Démolitions / relogement : le balcon, un autre seuil entre l'intérieur et la société globale
- Démolitions / relogement
- Démolition de Balzac : L'entre-temps, habiter, en attendant...
- Un centre commercial, en contre-plaqué
- Démolitions : l'après. Les souvenirs sont restés dans le coma
- Nommer les lieux : toujours 4000 et pas encore ...
- Vide et vert : les bancs du mail
- Vide et vert : quand tu enlève la nature, c'est là que ça devient inhumain !
- Vide et vert : foot-volley et motos au Mail
- Démolition et relogement : à la place de Renoir, des immeubles façon résidence, j'espère...
- La friche entre-temps : les barbecues
- Territoires : Les frontières sont toujours là, en termes de représentation !

■ ARCHITECTES ET URBANISTES

- On peut écouter
- Dialoguer avec le contexte
- L'architecture est un métier de transformation (2)
- L'architecture est un métier de transformation (1)
- Travailler les limites
- Tout va vieillir en même temps
- Démolitions de repères
- C'est une question de rythme
- La ville c'est d'abord les hommes et après leurs murs
- La carotte pour la démolition
- Roland Castro : Le grand Paris métropolitain

■ PAYSAGISTES

→ ...

- Mémoire vs friche
- Des friches ! Je dis non...
- Nommer les rues : problèmes d'identité
- Les cerisiers de Balzac
- La casse
- Nommer les lieux : l'ilotage
- Le paysagiste et les architectes 2 : le saucissonnage
- Le paysagiste et les architectes 1 : les arbres à garder
- Les arbres existants
- De la rambla à la barre ?
- La friche : Sgard à La Courneuve
- Transformation: le jardin dans le temps

■ DÉBATS

- Les Courtilières, Pantin, France

2007 | REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS

Démolir pour mieux reconstruire

EXTRAIT DE REPORTAGE

France 2

► © *Cites2france*

2007 | DÉCIDEURS

Je n'avais pas la moindre idée des financements

EXTRAIT D'UN ARTICLE, ENTRETIEN AVEC GILLES POUX

« L'avantage de l'ANRU, c'est qu'elle nous a mis dans une réelle perspective avec des financements importants auxquels on peut s'accrocher. Nous ne sommes plus dans la démarche que nous avons trop souvent connue jusqu'à présent, où il faut renégocier tous les quinze jours. Cela ne veut pas dire que l'on ne discute pas les questions financières, mais nous sommes quand même au départ dans une relation où, sur la base d'un projet et de dynamiques sur les sept-huit-dix prochaines années, l'ANRU nous dit : on vous accompagne, on boucle les financements. De ce point de vue, cela donne un peu de sérénité quant à la manière d'aborder ces paris que nous faisons de transformer la ville. Quand nous avons commencé le projet sur lequel Paul Chemetov a été retenu pour le quartier de la Tour, lorsque j'ai annoncé la volonté de démolir le bâtiment Renoir et de créer les conditions d'une vraie alternative, je n'avais pas la moindre idée des financements que je pourrais mobiliser. Tandis que maintenant, nous avons le sentiment d'être dans une dynamique reconnue, acceptée, partagée. Je crois que l'ANRU a apporté la possibilité de parler des alternatives, d'entrevoir des réponses durables. Cela a au moins libéré intellectuellement des dynamiques urbaines. Il faut maintenant mener réellement les choses à leur terme, et ce n'est pas si simple, mais nous sommes dans une volonté de transformation. Nous maillons la ville, nous la structurons, nous faisons des équipements et nous créons les conditions d'une vraie appropriation – au sens positif du terme – des logements et de l'espace public par les habitants ».

.....
Loubière (Antoine), Entretien avec Gilles Poux, « La Courneuve : la cité des 4000, une mémoire à réhabiliter », *Urbanisme*, Hors série n°30, février 2007.

Deux quartiers, deux politiques

EXTRAIT D'UN ARTICLE, ENTRETIEN AVEC GILLES POUX

« On parle toujours des 4000 en général, mais il y a en réalité deux quartiers qui sont complètement séparés : les 4000 Sud (2500 logements), où s'est concentrée l'intervention urbaine depuis une vingtaine d'années. Et les 4000 Nord (1500 logements), qui viennent de faire l'objet d'un marché de définition. »

.....
Loubière (Antoine), Entretien avec Gilles Poux, « La Courneuve : la cité des 4000, une mémoire à réhabiliter », *Urbanisme*, Hors série n°30, février 2007.

Retour sur un projet...

EXTRAIT D'UN ARTICLE, ENTRETIEN AVEC GILLES POUX

1300 logements détruits sur 2500

« Après cette opération, les difficultés se sont ankylosées dans d'autres bâtiments, et la décision a été prise, au milieu des années 1990, de continuer les projets, en particulier celui du centre urbain de la Tour. Cela passait par d'autres démolitions, celle de la barre Renoir (360 logements) en 2000, puis des bâtiments Ravel et Presov (600 logements) en 2004. La démolition de l'immeuble Balzac (285 logements) est prévue en 2010. C'est un changement important, parce qu'au total cela représente déjà plus de 1000 logements détruits sur 4000. D'ailleurs, dans ce secteur-là, c'est en fait 1300 logements sur 2500.

.....
Loubière (Antoine), Entretien avec Gilles Poux, « La Courneuve : la cité des 4000, une mémoire à réhabiliter », *Urbanisme*, Hors série n°30, février 2007.

Retour sur un projet...

EXTRAIT D'UN ARTICLE

L'orme seul : un projet alternatif de qualité

« ... la volonté municipale était au contraire d'essayer de trouver des solutions aux problèmes de ce territoire pour ce type de bâtiment. Ce qui a d'ailleurs ouvert à un premier projet alternatif qui est vraiment de qualité : l'opération de la ZAC de l'Orme-Seul, autour de la gare RER. C'était la démonstration que l'on pouvait faire autrement, que l'on pouvait construire sans ignorer la ville, avec ses atouts, notamment la gare, relier les quartiers entre eux, donner des capacités de mobilité aux gens, de la fluidité. Tout cela s'est fait dans la foulée de la démolition, avec un vrai succès. Les travaux ont été achevés en 1994 et, quand on visite aujourd'hui cette opération, on constate qu'elle vit bien, même s'il reste des problèmes sociaux. Nous avons d'ailleurs reconstruit davantage sur le site. Nous avons démolit 360 logements et nous avons reconstruit à la place, bien évidemment en réoccupant d'autres espaces et en faisant de la ville, 450 logements, c'est-à-dire quasiment 100 de plus. Du logement social, mais aussi de l'accession. Les gens sont contents d'être dans ces bâtiments-là. »

.....
 Loubière (Antoine), Entretien avec Gilles Poux, « La Courneuve : la cité des 4000, une mémoire à réhabiliter », *Urbanisme*, Hors série n°30, février 2007.

Retour sur un projet...

EXTRAIT D'UN ARTICLE, ENTRETIEN AVEC GILLES POUX

C'était la première fois que l'on cassait un bâtiment de cette ampleur

La Courneuve abrite la cité des 4000, un de sites « historiques » de la politique de la Ville depuis le Développement social des quartiers (DSQ) des années 1980. Quel est le poids de cette histoire sur les projets actuels ?

« Le premier projet, conçu au début des années 1980, avant même la rétrocession de la cité des 4000 par l'office de Paris à la Ville de la Courneuve, prévoyait la démolition de toutes les barres. Ensuite, après la rétrocession en 1984, il y a eu la démolition un peu emblématique de la barre Debussy (360 logements) en 1986. C'était la première fois en France que l'on cassait un bâtiment de cette ampleur et aussi récent, car il avait à peine plus d'une vingtaine d'années. Il faut se rappeler que les premiers habitants des 4000 sont arrivés en 1962, la construction de la cité ayant commencé en 1959 pour se terminer en 1968. Cette démolition a donné lieu à un débat politique, médiatique, culturel, urbanistique. C'était considéré par beaucoup comme un scandale de détruire des logements alors que tant de gens étaient encore mal-logés. Cela a sans doute conduit, plus ou moins inconsciemment, à une attitude de retrait de la part de la Ville, qui avait subi une forte pression en étant un peu accusée de tous les maux à la suite de cette démolition.

.....
 Loubière (Antoine), Entretien avec Gilles Poux, « La Courneuve : la cité des 4000, une mémoire à réhabiliter », *Urbanisme*, Hors série n°30, février 2007.

2007 | HABITANTS

Ça respire, maintenant !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jean-Pierre, 50 ans, artiste, élu, responsable d'une association.

Parcours résidentiel : St. Denis > La Courneuve (Alfred de Musset) > centre-ville

Avant, la gare était complètement enclavée. Vous voyez ce grand escalier ? Vous voyez comment ça fait respirer le quartier, combien ça ouvre ?! Avant, c'était un mur immense. Il fallait faire le tour. Cet escalier a été fait pour que les habitants ne se sentent pas bloqués, parce que cette cité c'était bloquée de partout ! Un autre exemple : l'avenue du Général Leclerc, ça aère tout ! Avant, l'avenue coupait le truc en deux . Pas de passage piéton. On était obligé de passer par un souterrain, et pas au dessus. C'était un entonnoir à agressions, c'était nul.

Territoires : on n'a pas de centre-ville !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jean-Pierre, 50 ans, artiste, élu, responsable d'une association.

Parcours résidentiel : St. Denis > La Courneuve (Alfred de Musset) > centre-ville

Un des gros problèmes auquel on est confronté (...) c'est qu'on n'a pas de centre-ville ! Les urbanistes ... c'est eux qui ont plombé cette ville. Il y a des urbanistes, et des architectes, qui n'ont pas assez écouté la population.

Territoires : les bancs de la Place Traversant.

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Monique, 60 ans, veuve, trois enfants, retraitée, membre de différentes associations.

Parcours résidentiel : Aude > Montreuil (93) (pavillonnaire) > La Tour

— *Quand vous sortez, c'est où que vous vous retrouvez avec les autres, avec vos voisins ... ?*
C'est à mon association (...). J'échange beaucoup de choses à l'association. Sinon, je fais tous les repas de quartier, toutes les fêtes associatives. Ou alors je suis en bas, sur les bancs de ce qu'on appelle « la Place Traversant ». On s'assoit sur les bancs, on discute. C'est juste en bas de chez moi. Il y a des gens de tout âge. Là, il n'y a personne parce qu'il fait froid, sinon, vous auriez des gens. Quand il fait beau, nous, avec les copines, on se met là, sur les bancs du côté du Centre Culturel. Et sur les bancs de l'autre côté de l'avenue, là-bas, c'est les Comoriens qui viennent parler, eux aussi, mais entre eux (...). On se dit juste « bonjour », puis on les laisse, parce que quand ils sont entre eux, ils parlent leur langue.

Transformations urbaines : qu'ils viennent maintenant et qu'ils voient !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Monique, 60 ans, veuve, trois enfants, retraitée, membre de différentes associations.

Parcours résidentiel : Aude > Montreuil (93) (pavillonnaire) > La Tour

Quand on parle de La Courneuve, les gens disent « La Courneuve, oh là là ! ». C'est comme ça depuis les années 75, je crois. Les gens ne veulent plus venir à La Courneuve. Mais qu'ils viennent maintenant et qu'ils voient les changements qu'il y a eu en trois ou quatre ans ! Regardez la belle route qu'on a (*av. du Général Leclerc*) !

Territoires, les bâtiments : Nommer les lieux : « un vrai des 4000 ! »

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Laure, 45 ans, 2 enfants, Journaliste,

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (F. Villon) > Paris 10è

Un jour, j'ai rencontré un mec avec qui je travaillais et il me dit comme une confidence : « Tu sais, je ne t'ai jamais dit mais moi, je suis des 4000. » Et je lui dis : « Ah bon mais d'où ? » Il me répond : « ben des 4000 ! » Et moi dans ma tête, et bien il n'est pas des 4000 ! Tu me dis, moi aussi je suis des 4000 mais si tu es incapable de me dire si tu es de Verlaine, de Debussy ou .. n'importe quel ancien des 4000, je suppose qu'ils te répondent, j'étais à Verlaine, à Debussy ou.. « Aux 4000 ! Oui mais où aux 4000 ? » « Aux 4000 ». Ah ben non, ce n'est pas un vrai des 4000, ce n'est pas possible ! (*rires*) Je pense que vraiment, quelque soit les gens qui y ont vécu, ils ne peuvent pas te dire aux 4000 comme ça, sans précision. C'est comme si tu me dis, j'habite dans le 10ème, oui mais où dans le 10ème !?

Démolitions / transformations : un sentiment contradictoire

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie> Châtelleraut> La Courneuve 4000 (Balzac)

- Par rapport aux démolitions, vous disiez qu'il y avait une espèce de contradiction où les gens se plaignent, votent en disant : « oui on est d'accord pour démolir » et puis en même temps, il y a un attachement important au moment venu et ils regrettent après.. et vous, comment vous avez vécu ces transformations du paysage, parce que ne plus avoir Renoir, le Grand Debussy, ça a changé quand même l'environnement pour vous non ?

M : Non non pas du tout, ça n'a rien changé. Au contraire, il y a moins de monde parce que avant, il y avait du monde ! Je vais vous dire une chose, moi et ma femme, on partait au travail et les bla bla d'un tel et tout, ça n'était pas de notre ressort. Ça ne nous regarde pas !

Mme : Le monstre là (le Grand Debussy) qu'ils ont fait tomber à côté, c'était mieux. C'est un monstre ! Dites 15 étages !

M : Moi si on m'avait demandé mon avis, en disant voilà Mr et Mme S., on va détruire le Grand Balzac, quel est votre avis ? Moi j'aurais dit non, pourquoi non ? D'abord commencez à mettre des gens solvables et gardez notre bâtiment en l'état. Le Maire, il est venu ici manger, il est resté bouche bée. Il faut que les gens se prennent en main. Quand on voit des gens qui jettent tout par la fenêtre, ils cassent tout.

Le centre commercial, après rénovation : « Ca ne me plaît pas. J'ai perdu l'habitude d'acheter là-bas »

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie> Châtelleraut> La Courneuve 4000 (Balzac)

- Qu'est-ce que vous pensez de la rénovation du centre commercial ?

Mme : Non. Je n'y vais pas là-bas. Ça ne me plaît pas. J'ai perdu l'habitude d'acheter là-bas.

M : Ce n'est pas du vrai pain, c'est industriel.

Mme : Nous on va à Carrefour, avec le caddie, on prend le tram, et tous les samedis, on va au marché acheter des légumes. Maintenant c'est E.D. mais je suis allée visiter, ça ne me plaît pas. Déjà la présentation intérieure, l'agencement, ce n'est pas ça ! Moi je vais à Leader Price là-bas.

M : Il y a une boucherie cachée.. mais il n'y a pas que des Arabes ici. Si on veut manger de la charcuterie, il n'y a pas que.. il y a plusieurs cultures, il faut mélanger.

Mme : Moi je vais à St Denis, si j'ai besoin, pour les chaussures ou autre, je prends le tram. Si j'ai besoin de la semoule, je vais au Marché.

Démolitions / relogement : L'entre-temps : des anticipations d'ameublement, en vue d'un relogement encore inconnu

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie> Châtelleraut> La Courneuve 4000 (Balzac)

M : Oui alors on s'est dit comme là-bas (dans les nouveaux logements), c'est tout électrique.. alors nous, on a toujours vécu avec un but à gaz, alors ils disent que c'est dangereux. Mais ce n'est pas

vrai, si vous changez les tuyaux et les joints quand il faut, c'est moins dangereux que l'électricité. Alors bon, on s'est dit, on va changer la cuisinière. L'autre, avec le gaz, on l'a changé l'année dernière mais elle était comme neuf, on l'avait acheté en 95. A peu près un mois après la vente de la table. Oui parce que moi, je suis prévoyant, on ne sait pas. Bon, la table, il faut la changer, la cuisinière, tout électrique, c'est comme ça. C'est comme ma voiture, elle a 29 ans, j'ai beaucoup de pièces en réserve parce que maintenant, on ne peut plus trouver les pièces.

- *Comment vous envisagez l'avenir.. par rapport à la démolition ?*

M : L'avenir ? C'est qu'on nous donne un logement, je ne dirais pas identique à celui ci parce que ce n'est pas possible mais qu'on ait un F3 avec soit un balcon soit une terrasse. Une fois qu'on aura notre appartement, on se laisse vivre. On s'est laissé vivre ici, on se laissera vivre là-bas. Tant qu'on peut vivre heureux, ensemble. On peut toujours trouver des solutions

Logements/Bâtiments : les cafards, une « cohabitation » forcée

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtelleraut > La Courneuve 4000 (Balzaç)

- *J'ai entendu plusieurs histoires de cafards, c'est vrai que c'est assez chronique dans plusieurs bâtiments ?*

M : Les cafards, si c'est propre, ils ne viennent pas. Si c'est mal entretenu, les cafards, ils viennent, s'il y a de la saleté c'est évident. Bon, la voisine là-haut, il y avait des cafards, des cafards, un jour j'ai été obligé de monter chez la voisine, c'est pareil que chez nous, ils ont fait le même aménagement. Venez voir dans la cuisine, voyez les petits placards, c'est moi qui les ai aménagés. Alors je regarde chez elle, dans sa cuisine, derrière ses placards, alors moi comme je savais que les cafards ils viennent par là, j'ai ouvert et il y avait des cafards morts, comme il y avait des œufs. Oh la la ! Vous voyez, vous avez des cafards ! Mais elle ne voulait pas le savoir hein !

- *Et pourquoi elle ne pouvait pas dire qu'elle en avait ?*

M : Parce que ce sont des gens, on leur dit la vérité .. comme le coup de l'eau, ce n'était pas eux. Ça coulait comme ça et ça rentrait chez nous.

- *Il y a beaucoup d'habitants qui me disent qu'on ne peut pas lutter seul contre les cafards et que ça dépend aussi beaucoup de l'hygiène générale du bâtiment.*

Mme : Ce n'est pas seulement le bâtiment, c'est les gens qui ne sont pas propres !

M : Si vous avez un cafard, ça va engendrer d'autres, il faut les tuer au départ, avec du produit. Hier soir, j'en ai trouvé un, et bien tout de suite, je l'ai tué. Parce que dès qu'il y a de la lumière, ils sortent, et donc, tout de suite pouf ! Et de temps en temps, on met un peu de produit. Mais surtout, ce qu'on fait, tous les ans, je tire le frigidaire, je dégivre, je nettoie et je mets du produit. S'il y a de la propreté, ils ne viennent pas. Mais le problème c'est que les gens ne le font pas.

Territoires : D'un bâtiment à l'autre, une différence de densité et une différenciation sociale

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtelleraut > La Courneuve 4000 (Balzaç)

- *Et la vue sur le Petit Debussy, comment vous trouvez ?*

Mme : Celui-là aussi, c'est un ancien. Quand on est venu habiter, il était déjà construit aussi. Là-bas, ils sont quatre par palier, nous on est deux. Mais là-bas, ce n'est pas pareil que chez nous hein. Ah non non, c'est pas pareil, c'est plus petit les pièces, même la salle à manger. Oui parce que j'ai des amis qui habitent là et j'y vais et à côté du mien, oh la la, rien à voir, rien à voir ! Ils ont fait un beau logement ici, j'aime, on aime bien les grandes pièces, avec des meubles, on peut mettre des plantes, comme je fais. Et puis c'est un grand bâtiment !

Démolitions / relogement : le balcon, un autre seuil entre l'intérieur et la société globale

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtellerauld > La Courneuve 4000 (Balzac)

- Vous avez une belle vue depuis votre balcon ?

Mme : Ah oui, on voit même la tour Eiffel, le sacré-cœur. Bientôt on ne verra plus rien là tellement ça monte. Mais là, pour l'instant, le balcon il est bien, il est grand, je me sens bien, on voit tout, je suis bien oh oui, c'est dommage. Je vais beaucoup le regretter ce bâtiment. Il y a beaucoup de gens qui sont partis, il n'y a pas beaucoup d'anciens hein. Ils (habitants actuels) jettent tout, des télévisions, un frigidaire.. si ça tue pas quelqu'un ça .. ah la la, je ne comprends rien du tout, enfin ! Je ne comprends pas ça. J'aime.

- Mais là, ça a l'air assez propre quand même ?

Mme : Et bien oui parce qu'ils sont passés ce matin les balayeurs, oui c'est propre mais c'est rare que ce soit propre ; c'est rare. Parce que sinon, après que les balayeurs soient passés, les gens ils jettent. Des gens ont jeté lundi un magnétoscope d'en haut. Heureusement que personne n'est passé !

Démolitions / relogement

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtellerauld > La Courneuve 4000 (Balzac)

Alors nous, on leur a même dit en boutade : si vous avez un balcon ou une terrasse, on est preneur mais sinon.. si je n'ai rien, vous prenez le bâtiment avec moi dedans hein ! Ils m'ont dit : non non, ne vous inquiétez pas, avec l'appartement que vous avez, pas de problème.

Démolition de Balzac : L'entre-temps, habiter, en attendant...

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtellerauld > La Courneuve 4000 (Balzac)

M : C'est pour ça que quand on nous a dit, qu'on allait démolir le bâtiment, j'avais demandé .. (interruption)

- Oui, la démolition est prévue en 2009 ou en 2010 ?

M : Normalement en 2010 parce qu'ils ont pris du retard, celui-là il devait être détruit à partir de janvier 2007 et ils ont pris du retard, il y a encore trois ou quatre bâtiments (à détruire) avant. Donc là, ils vont d'abord démolir le Petit Balzac et puis ensuite le Grand Balzac. Donc il y a déjà des gens qui sont partis d'ici hein. - Oui, en vue d'être relogé. Il y en a beaucoup ?

M : Pouf ! Il y en a quelques-uns. Ils mettent des parpaings dès qu'ils qu'ils s'en vont. Tout de suite, comme ça y'a pas de squatteurs.

Un centre commercial, en contre-plaqué

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Ismâï, 34 ans, célibataire, graphiste

Parcours résidentiel : La Courneuve 4000 (Gd Debussy Balzac, Renoir > St Just)

Et là actuellement, le centre commercial qui est construit, les commerçants ils ont ouvert mais ils commencent à partir. Je le sais, je les vois ! Ils commencent à partir parce que l'architecture est nulle, elle est nulle, vraiment nulle. C'est que du contre plaqué, que des parois, au niveau de la décoration, tout ce qui est agencement, vitrine, tu n'as pas le droit. C'est-à-dire tu es limité à un seul type de décoration, il faut que tu fasses quelque chose avec que du contre plaqué. Si tu as envie de faire quelque chose en haut, genre boutique de vêtements ou autre .. par exemple, on avait un kiosque à journaux, il a arrêté, il ne vend que des cigarettes maintenant, on avait une épicerie de fruits et légumes, qui était mal placée, qui a fermé pourtant, il n'y a pas longtemps qu'il était ouvert. Donc petit à petit, tous les commerces commencent à partir. Ils ont ouvert soi-disant une pépinière d'entreprises, je ne sais pas ce que ça devient, mais ils ont joué là-dessus en fait. Mais ça n'a rien ramené aux gamins. En plus, ils ont fait un coin pour que tous les gamins stagnent, c'est-à-dire qu'ils ont fait des renforcements, et tous les jeunes viennent jouer là, ils s'appuient contre les murs et ils attendent que la journée passe quoi. Ça fait des grands renforcements comme ça, tout autour. C'est-à-dire qu'on a des commerces qui sont bien placés, aux angles. Par contre on a des commerces qui sont enfoncés là et l'on a un trottoir qui fait tout ça, donc les gens qui passent, ils ne voient pas obligatoirement qu'il y a un commerce là, donc les gens qui veulent faire un truc qui déborde un peu ici, pour indiquer que là, il y a un commerce, ils n'ont pas le droit. Ils doivent faire un petit truc comme ça tout pourri, faut venir de loin pour voir ! Par exemple, j'ai une cousine qui a une boutique pour enfants, ce qui est intéressant pour les familles et bien, elle est dans ce renforcement. Et en plus c'est que de la tôle, de la tôle, de la tôle. Voilà, donc ils ont limité. Bon il faut d'abord voir qu'il y a un extérieur ! Donc là il n'y a pas. On a un pennymarket qui a une décoration d'enfer, lui il a le droit ! Il a mis avec de gros stickers rouges sur toute l'allée. C'est un discounter mais c'est un discounter qui vend des produits périmés. Oui, c'est-à-dire que les dates sont dépassées, plusieurs fois ils ont eu des contrôles d'hygiène. C'est tenu par des caissières heu, tu as une caissière et 40 000 personnes derrière, tu as toujours les mêmes produits, des produits complètement dégueulasses. Je préfère mille fois aller à Carrefour, c'est quasiment le même prix !

Démolitions : l'après. Les souvenirs sont restés dans le coma

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Samir, 24 ans, célibataire, à la recherche d'emploi, membre d'une association pour l'enfance et la jeunesse, ancien habitant de l'immeuble Renoir

Quand je regarde par la fenêtre de chez mon père [immeuble Maurice de Fontenay], j'ai pil poil Renoir en face de moi. Là, c'est en travaux, en pleine action. Mais avant, par moments, je regardais et je le voyais vide. Franchement, ça faisait mal (...). Je suis impressionné parce que Renoir a été détruit en 2000 et les travaux n'ont commencé que depuis récemment. Les souvenirs sont restés dans le coma, quoi ! Je me demande pourquoi ça a pris autant de temps. Pourquoi il n'y a eu rien de fait entre temps ?

Nommer les lieux : toujours 4000 et pas encore ...

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Tahar, 31 ans, marié, un enfant, animateur socio-culturel et membre d'une association pour l'enfance et la jeunesse.

Parcours résidentiel : immeuble Maurice de Fontenay > Quatre Routes

J'ai un peu de mal à me repérer avec le nouveau découpage des différents quartiers... Alors : Braque-Orme Seul c'est Balzac, le Quartier de La Tour c'est La Tour, Villon et le Mail, Le Clos c'est Presov, Ravel et Alfred de Musset. Et souvent, quand on parle du Quartier de La Tour, on dit « La Tour - Le Clos ».

« 4000 » a disparu des appellations officielles ?

Oui, c'est une volonté politique : dé-baptiser « 4000 » pour aller vers ... des petits quartiers, vers le résidentiel, entre guillemets ... Mais pour les gens, « 4000 » ça existe toujours. On s'identifie à ce nom : 4000, 4 keus ... (...). C'est très lié à la mémoire collective, à l'histoire du quartier, à sa réputation, c'est tout ça. A l'origine, « 4000 » c'était en termes de logements. Après on a fait

implorer, on reconstruit, on refait, ça change, mais les gens parlent des 4000 tout le temps, parce que aujourd'hui c'est toujours 4000, et pas encore le Quartier de La Tour, Braque-Orme Seul, etc ...

Vide et vert : les bancs du mail

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Tahar, 31 ans, marié, un enfant, animateur socio-culturel et membre d'une association pour l'enfance et la jeunesse.

Parcours résidentiel : immeuble Maurice de Fontenay > Quatre Routes

Cet espace-là, le mail, je le trouve vachement froid. C'est si vaste, si large ... les bancs sont très espacés et s'il y a, par exemple, deux ou trois familles qui veulent se rencontrer, qui sont à sept-huit personnes ... un banc ne suffit pas ... ils vont faire comment ? C'est pas très convivial. (...) Le soir, en été, des fois il y a des familles qui s'installent, qui discutent, mais voilà, il suffit d'un courant d'air pour qu'on soit chassé par le sable. Entre les bancs éloignés les uns des autres et ce sable qui vous vient à la figure dès l'instant où il y a un peu de vent ... c'est peut-être un espace conçu pour que personne n'y reste (rires) !

Vide et vert : quand tu enlève la nature, c'est là que ça devient inhumain !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Christophe, 51 ans, un enfant, animateur socio-culturel.

Parcours résidentiel : La Courneuve (QuatreRoutes) > milieu rural

Est-ce qu'on en parle, autour de toi, des démolitions ?

Oui, c'est très présent. C'est la vie d'un lieu. C'est quelque chose qui fait partie de l'histoire, de la société, de la mémoire de La Courneuve. Mais c'était inhumain de faire vivre des gens dans ces conditions. Il y en a qui disent qu'il fallait essayer de réhabiliter... ce qui a été fait, d'ailleurs, on a essayé !

A ton avis, qu'est-ce qui n'allait pas ?

Moi, j'aime bien les architectes qui vivent dans les réalisations qu'ils font, au moins pendant quelques années (il rit). Sinon, je pense que ce genre de lieu de vie peut être intéressant pour voir un peu l'imaginaire des gens comme Le Corbusier... cette idée de la barre comme quartier en lui-même, avec son école, son dispensaire, ses commerces, une piscine... comme à La Cité Radieuse... il y a eu des tentatives pour faire marcher ce genre d'endroit, mais il y avait plus d'espaces verts, déjà !

Là aussi il y en avait...

Ouf, non. Pour moi, un espace vert c'est... des vrais arbres, des groupes de pins, des volumes, des petites collines herbeuses ... et tu vois les bâtiments autour. Il y a du décor, il y a un horizon... tu n'es pas perdu. Une fois, un élu m'a dit qu'ici c'était inhumain, et en effet, quand tu enlève la nature, quand tu enlève à l'homme la relation avec la nature, c'est là que ça devient inhumain.

Vide et vert : foot-volley et motos au Mail

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Christophe, 51 ans, un enfant, animateur socio-culturel.

Parcours résidentiel : La Courneuve (QuatreRoutes) > milieu rural

Ce grand territoire qui est aux pieds de la barre (Maurice de Fontenay) est très poussiéreux. Au sol, c'est du gravier et il n'y a pas un gramme d'herbe. Il y a des grillages, et dedans il y a des plantations avec des étiquettes : ça, c'est bien, c'est intéressant. De chaque côté ces grillages il y a des grandes allées et là, il y a des jeunes qui s'amuse à faire de la moto. Hier, des jeunes animateurs avaient installé un filet pour jouer à foot-volley. C'était vraiment bien ! Ils étaient devant la porte de l'Espace Jeunesse, il y avait un côté festif... les gamins venaient jouer, puis il y en avait aussi qui rentraient dans les locaux. Avec les beaux jours, le but serait de reprendre un peu ce territoire, de s'organiser pour faire des fêtes et du coup empêcher cette histoire de motos !

Démolition et relogement : à la place de Renoir, des immeubles façon résidence, j'espère...

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Samir, 24 ans, célibataire, à la recherche d'emploi, membre d'une association pour l'enfance et la jeunesse, ancien habitant de l'immeuble Renoir

A la place de Renoir, j'espère qu'ils vont faire quelque chose de bien, que ça va être quelque chose de propre. Des immeubles à quatre étages, façon résidence, comme le Petit Debussy, avec digicode. J'espère. J'espère que ça va être pour les personnes qui en ont vraiment besoin, qui sont mal logées. J'espère qu'ils seront là avec un petit coin de jardin, une petite terrasse, je ne sais pas... Je ne connais pas le projet, je vous dis mon point de vue. J'espère... par exemple : si vous êtes un couple avec quatre ou cinq enfants, j'espère que vous aurez un appartement qui a de la place et en été, si vous ne voulez pas sortir ... d'avoir un petit jardin pour faire des grillades entre amis. C'est comme ça que je vois les choses. J'espère que ça va être comme ça.

La friche entre-temps : les barbecues

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Tahar, 31 ans, marié, un enfant, animateur socio-culturel et membre d'une association pour l'enfance et la jeunesse.

Parcours résidentiel : immeuble Maurice de Fontenay > Quatre Routes

Samir, 24 ans, célibataire, à la recherche d'emploi, membre de la même association, ancien habitant de l'immeuble Renoir

Que se passe-t-il sur les friches de Ravel et Prosov ? Est-ce que les mêmes y vont jouer, ou les jeunes discuter ?

T – des fois, il y a des barbecues qui s'organisent

S – c'est les grandes personnes avec leurs enfants. C'est familial

Et les barrières qui délimitent la friche ?

T – oh, elles sont ouvertes, on peut les traverser

S – l'été dernier, par exemple, j'étais une ou deux fois à Presov, avec des amis et des grands.

Territoires : Les frontières sont toujours là, en termes de représentation !

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Tahar, 31 ans, marié, un enfant, animateur socio-culturel et membre d'une association pour l'enfance et la jeunesse.

Parcours résidentiel : immeuble Maurice de Fontenay > Quatre Routes

L'intérêt [de l'association] est vraiment que des gens d'ailleurs viennent pour aider les enfants [aux devoirs]. Quand on grandit, on se construit, on se forge une identité, et en grandissant c'est tout ce qu'on a accumulé qui fait ce qu'on devient. Toutes les expériences, les rencontres, les discussions qu'on a eu vont construire l'individu. Pour moi, l'intérêt c'est que les enfants des quartiers puissent parler avec énormément de monde, de manière à qu'il y ait des échanges de points de vue (...)

Cela me fait penser qu'une des priorités de tout ce projet de renouvellement urbain c'est de désenclaver spatialement, physiquement, le quartier...

Oui, c'est important... faire de manière qu'il y ait cette ouverture, que les gens puissent traverser le quartier, que les enfants puissent rencontrer d'autres personnes... parce qu'à un moment donné, si le quartier est enfermé, le petit grandit en ne situant que les personnes qui vivent dans son quartier (...). Si tu veux, on a le sentiment de grandir que avec des Mohamed, des Mamadou (...) J'ai en tête Djalil, qui à la quarantaine, la cinquantaine, qui me dit : "Moi j'ai grandi avec des Michel, des Khaled,

des Jean-Claude, des Mohamed..." Peut-être, ceux qui sont en dessus de nous sont beaucoup plus ouverts à plus des choses, ils connaissent beaucoup plus des choses que nous...

Et donc toi, tu a eu le sentiment que pendant ton enfance tu etais tout le temps avec des gens de la même origine ou de la même couche sociale ?

Voilà, c'est la ghettoïsation sociale ! (...) J'ai rien contre les personnes [du quartier] ! C'est toujours un plaisir de se rencontrer ! Mais là on parle de l'enclavement au niveau des plans et des frontières virtuelles qui sont peut-être semées par l'extérieur et qui sont peut être cultivées aussi par l'intérieur. Les gens du quartier qui se disent : "Non, je ne vais pas par là parce que ceci ou cela". Et les gens de l'extérieur qui se disent : "Oh, la banlieue c'est loin", ou considèrent les gens de la banlieue comme une sous-population... j'abuse, hein, je vais jusqu'à la caricature... Et du coup, ça fait qu'il n'y a pas que ces barrières physiques, hein, il y a ces barrières dans la tête, ce qui fait qu'à un moment donnée, on peut désenclaver sur le plan de l'urbanisme autant qu'on veut, mais si c'est pas imprimé par l'éducation, si c'est pas imprimé dans l'esprit des gens, ça continuera ! (...) Aujourd'hui, les frontières sont toujours là, en termes de représentation.

On peut écouter

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Serge et Lipa Goldstein, architectes

Invités au concours de 1982 et maîtres d'œuvre de différentes opérations sur les 4000

On peut écouter... je pense qu'on peut écouter tout, mais bon je pense qu'après ... il faut... il faut faire une projet et puis... on peut être content et prendre ce qui est intéressant mais il faut pas... il faut pas trop suivre à la lettre ... je crois que l'architecte à une force de proposition qui est bien plus importante que... qu'un habitant. L'habitant il peut... il peut dire ce qu'il ressent, il peut dire des choses, il peut même proposer pourquoi pas, mais je pense que c'est quand même l'architecte qui... Qui synthétise et qui fait que... rires... bon je suis peut être prétentieux mais je crois qu'il faut quand même faire comme ça. C'est euh... les habitant peuvent faire... bon il y a quand même des professionnels il faut pas... enfin moi demain je vais pas dire je suis capable de faire médecin ou je sais pas quoi. Je peux peut être avoir des idées je peux peut être me dire tiens oui... Je peux dire que j'aimerais que ceci, cela, mais je peux pas dire comment il faudrait que ce soit fait, comment il faut faire pour soigner ça. Peut être que je peux dire j'aimerais être soigné en homéopathie, peut être, mais je peux pas dire comment il faut faire.

Dialoguer avec le contexte

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Serge et Lipa Goldstein, architectes

Invités au concours de 1982 et maîtres d'œuvre de différentes opérations sur les 4000

Si vous regardez la manière dont l'architecture s'oriente, elle est moins contextuelle, elle essaie de créer à elle-même un contexte. C'est-à-dire d'être plus événementielle que... Mais moi je crois qu'il faut les deux ... Que cette architecture, elle produit une émotion en elle-même mais en même temps il faut pas qu'elle... qu'elle nie, ou qu'elle n'ait pas le respect aussi de ce qu'il y a à côtéest ce que c'est parce qu'on connaît vraiment que... On connaît pas vraiment parce qu'on habite pas dans les 4000. Bon, on est pas des habitants des 4000. Donc c'est pas tellement... mais ... on y passe. Peut être que c'est un discours mais, je pense que la façon dont on approche c'est de... donc... décider de plein de choses

L'architecture est un métier de transformation (2)

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Paul Chemetov, architecte

Lauréat du concours du quartier de la tour (1996)

Vous ne pouvez pas vous installer hors du temps surtout dans des domaines qui sont la ville, qui sont des formations de temps longs ! Les types qui pensent que la ville est un kleenex jetable sont nombreux : vous n'avez qu'à voir la cité dite « manifeste » à Mulhouse (2005). Avec les meilleures intentions du monde c'est périssable ! c'est ça qui ne va pas, la ville ce n'est pas périssable. Souvent la question de la durée n'est pas posée ; la durée ça donne de l'aggloméré des artefacts : dans la durée se promènent des tas de choses, des représentations, des fragments de phrases, des bruits divers, des choses qui restent, des visions. Quand vous voyez une brique vous voyez toutes les briques, tout ce que vous avez vu comme briques dans votre monde : les premiers reportages, les photos d'Alger, la peinture hollandaise...il y a un espace de champs sémantique absolument fabuleux sur le mot brique. C'est ça qu'on manipule dans l'architecture.

L'architecture est un métier de transformation (1)

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Paul Chemetov, architecte

Lauréat du concours du quartier de la tour (1996)

Perret et Pouillon qui avaient une culture classique ou neo-classique, je suis désolé, vous pouvez substituer la totalité du Havre, la grille du Havre c'est une grille urbaine : si une maison s'en va,

vous pouvez en faire une autre. Les projets de Pouillon – le Point du jour à Boulogne-Billancourt, le Buffalo à Montrouge, ou même Meudon la forêt – c'est substituable. [...] L'architecture c'est un métier de transformation avant tout. Qu'est ce que vous faites ? vous transformez. Et transformer ce n'est pas rien. moi j'avais pris comme slogan quand je construisait le Muséum d'histoire naturelle, qui est quand même une des transformations les plus réussies, c'est mieux qu'Orsay dans le genre et on a livré un bâtiment dans un meilleur état de ce qu'on nous avait confié : les parquets sont d'origine, les boiseries sont d'origine et pourtant on a fait une intervention neuve et assez forte. Cette transformation – j'avais repris une citation d'un célèbre architecte, Aurelio Galfetti, dans laquelle il disait, à propos de son intervention au château de Bellinzona « transformer c'est conserver ». L'avantage de cet adage c'est qu'il est rigoureusement réversible : transformer c'est conserver et conserver c'est transformer

Et le travail urbain forcément il conserve...il est installé dans le temps ; il y avait des choses autour quand j'ai construit ce cube, j'étais entouré de pavillons. Et ce cube bien que tout en verre et en métal, il est un pavillon parmi d'autres, il joue avec ça. Et il est démontable en plus, demain s'il faut le virer on le démonte et tout va bien. C'est même écologique

Travailler les limites

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Paul Chemetov, architecte

Lauréat du concours du quartier de la tour (1996)

Toute architecture, tout urbanisme commence par des limites ; qu'elles soient des cloisons, qu'elles soient des horizons, qu'elles soient des rues, des limites qu'il faut traverser, des limites, des seuil ... intérieurs, extérieurs.. Donc, tout le travail sur les limites, les traversées, les intérieurs et les extérieurs qui est basique, je l'ai un peu réinstallé à La Courneuve ; je récupère le stock amont, pour aller vers le flux à val, c'est tout ce que j'ai fait, en récupérant un certain nombre de choses pour passer des témoins, et en permettant aux gens qui interviendront après moi, la Colboc, le Germe, le Paurd de faire autre chose.

Tout va vieillir en même temps

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Paul Chemetov, architecte

Lauréat du concours du quartier de la tour (1996)

Le problème ce n'est pas de détruire, mais de se servir de la démolition comme l'un des moyens possibles pour la reconstruction ; forcément, rien ne va durer éternellement, rien. Le drame des grands ensembles c'est qu'on a eu une production tellement soutenue que tout va vieillir en même temps et tout d'un coup on va avoir un effondrement de la quantité bâtie, même si on ne démolissait pas. Tout ce qui a été construit de '50 à '60, même si ça avait été entretenu, de 2050 à 2060 ça sera totalement périmé, ça sera vieux. Et alors ou vous faites comme au Parthénon, à Chartres ou à Versailles, vous reconstruisez parce qu'on estime que c'est patrimoine de l'humanité, c'est Le Havre d'Auguste Perret, les Coutillières de Emile Aillaud ou je ne sais quoi, mais on le reconstruit. Ou on pense qu'il ne faut pas le reconstruire et tout d'un coup vous allez vous retrouver avec une espèce de trou, un manque d'une quantité incroyable de logements. [...] Comment on va faire pour suppléer à 3 millions de logements collectifs qui vont d'un coup ... ? bon, on peut en prolonger, en béton grâce au béton criminogène ça il dure longtemps – Le Havre d'Auguste Perret est neuf parce que Perret était quand même un très grand constructeur ; là c'est intéressant de parler de Perret et de voir que vous évoquez des conceptions. Perret et Pouillon – grand constructeurs et grands architectes – bien, ce que a fait Perret est neuf et ce que a fait Pouillon est neuf. Et les entreprises générales, avec des architectes incultes, poussés par le corps des Ponts, ont mal construit sur de mauvais principes compositionnels

Démolitions de repères

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Paul Chemetov, architecte

Lauréat du concours du quartier de la tour (1996)

Bon, rue Mouffetard on démoli des maisons, rue de Lappe aussi, rue Pelleport aussi on a démoli aisément : le Vème, le IIème ou le XIXème ne changent pas pour autant et les rues ne changent pas d'adresse donc on est dans la mutation normale d'un territoire sur lui même, dans une reprise d'investissement, sauf que la démolition sans projet, la démolition sans construction du sort du futur du projet c'est totalement négatif et ça détruit non pas seulement les gens, les bâtiments, mais les histoires qui peuvent se raconter. Moi j'ai été très frappé – je le raconte de temps en temps, je vais vous le raconter une fois de plus, ça fait partie de mes grands classiques – mon père était immigré clandestin, un jour je retourne en Russie d'où il venait - il n'est jamais retourné en Russie, pour différentes raisons, même quand il le pouvait après les années Krouchev - et je lui dis "je suis allé voir Rostov" et il me dit "mais il ne reste plus rien, plus rien, tout a été démoli" et ça je pense que c'est quand même, venant de mon propre père et venant des pères de tous ces jeunes maghrébins qui sont de la Courneuve, où est-ce qu'ils ont été élevés ? Où c'était ?

C'est une question de rythme

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre - Responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005.

À partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

A la fois nous la durée on l'a intégrée comme étant nécessaire, et en même temps démolir Balzac aujourd'hui alors qu'on vient de le réhabiliter, c'est peut être des rythmes de renouvellement qui sont beaucoup trop rapides et beaucoup trop brutaux, ceci dit c'est vrai, au départ, dès 83 on avait dit il y a des travaux d'urgence, mais on commence tout de suite la réhabilitation lourde de Villon, il faut tenir tous les termes, l'urgence mais en même temps montrer aux gens que c'est pas ça qu'on veut faire, c'est pas le projet d'urgence, c'est Villon, c'est la réhabilitation lourde, on désosse les façades, on rattache au logement l'espace extérieure qu'il n'y avait pas, on en profite pour agrandir les cuisines, c'est la nouvelle peau en brique, c'est la façon Aprah, peu importe, c'était la cité couscous, ça devenait couscous royale, c'est les gens qui l'ont dit. On voulait éviter l'opération rouge à lèvres et bas résilles, on fait les devant de porte et on s'en va. Donc il faut faire des opérations exemplaires et garder un rythme soutenu. Entre les travaux d'urgence où il fallait aller vite parce qu'il (Mitterand) était venu en hélicoptère et la réhabilitation lourde de Villon, je crois que c'est en 87 que ça a commencé. Alors j'ai fait les photos de tous les halls qu'on avait refait et qui étaient cassés à nouveau. Effectivement les gens ne comprenaient pas, on a annoncé un grand projet et puis on fait un petit ménage et puis on s'en va. Mais c'est vrai que tout ça ça prend du temps, c'est des projets qui sont long à mettre en oeuvre, les relogements c'est pas facile, on a démolit Debussy en 86 et moi j'habitait rue saint just en 86, on a démolit Renoir en 2000 et y a personne encore en 2007. C'est vrai que ce rythme est une vrai vrai question, c'est très, très long, c'est vrai que ... Par exemple aux 4000 nord, on a fait une réhabilitation, peut-être un peu moins lourde qu'ailleurs, mais le sol il a été laissé en état, le sol n'a pas été traité, et c'est une catastrophe. Alors on disait pour se justifier, la ville a besoin de temps, la durée ça fait partie du projet urbain, ceci dit là il y a une urgence sociale et c'est vrai que ces durées sont incompréhensibles. Si on ne sait pas gérer l'entre-deux, heu... alors ça c'est peut-être un des arguments forts de l'Anru, c'est-à-dire, on va foutre le paquet de pognon pour aller plus vite, mais ceci dit j'attends de voir.

La ville c'est d'abord les hommes et après leurs murs

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre - Responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005.

À partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

Même au 4000 nord, il y a la trace du Crout (ancienne rivière), on est pas obligés d'effacer ça pour faire une ville, on peut s'appuyer dessus, c'était un ruisseau au milieu de près ou de maraîchages. Je suis d'accord avec ça, la trace c'est bien, pour Debussy on voulait même garder le dessin des logements au sol avec l'Aprah à l'époque. De toutes les façons ce qu'on dit c'est que La Courneuve c'est une ville très, très jeunes, c'est une ville du début du XXème siècle. Quand on regarde la carte de La Courneuve en 1895, c'est même pas un village, donc il y a eu un premier établissement humain avec les usines, puis les grands ensembles, c'est une première couche. On n'en est pas encore à l'accumulation, de la rue du faubourg Saint Antoine. C'est important de garder son histoire,

mais c'est pas contradictoire. Quand Bernard Paurd a fait son école, elle est très belle son école, il nous a parlé du Croult et tout ça, il a fait resurgir l'espace public, il a vu le lieu, son histoire, il a intégré tout ça dans son projet et il se passe quelque chose dans ce lieu, pourquoi, parce que, on sent qu'il a déjà été habité, reconnaître qu'un espace n'est pas vierge, bon ben, c'est Corajoud, enfin bon, il n'y a pas de désert, ça n'existe pas, mais, ça n'empêche pas Corajoud de dessiner un jardin moderne rue d'Aubervilliers. Même si on se souvient du rail, des traverses de chemin de fer, C'est vrai qu'on a fait des progrès par rapport à l'affirmation bête des principes des Ciam, on est plus instruits sur l'histoire de la ville. Mais ce n'était pas ça le mouvement moderne, ça c'est le productivisme, c'est autre chose, C'est sûr qu'il fallait pas laisser faire le grand Paris à Le Corbusier, ceci dit Perrault s'en est fait un petit bout en image de synthèse du côté de la BNF. La ville c'est d'abord les hommes et après leurs murs, les hommes après ils font leurs murs comme ils les sentent. Les gens ils racontent aussi l'espace moderne, comment ils se le sont appropriés, enfin les principes même, la grande dimension, la vue lointaine, l'air, effectivement, la lumière, effectivement la relation au territoire, ben oui ça fait réfléchir quand même. On a été tous de l'îlot à la barre avec panerai, on se refaisait de petits îlots partout, bien propres sur soi, ben je sais pas où est la vérité,

La carotte pour la démolition

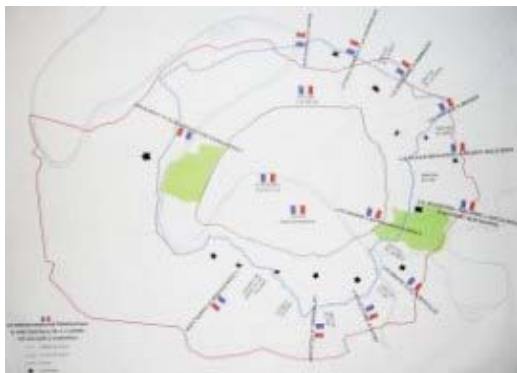
EXTRAIT D'ENTRETIEN

Bernard Barre - Responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005.

À partir de 2005 : Plaine Commune, département développement urbain et social secteur « La Courneuve »

non Balzac ça c'est une connerie. Je suis furieux qu'on démolisse Balzac, ça c'est la, ça c'est vraiment l'Anru dans toute sa splendeur – la carotte pour la démolition. La droite qui reprend le vocabulaire de la rénovation urbaine justement celui qu'on avait abandonné, après les grandes opérations de Rénovations à Paris. Avec Balzac on mort le trait, là on démolit pour faire la guerre aux gens. C'est pas pour résoudre des problèmes urbains ou des problèmes de logements. Là il y a des logements, des familles qui ont des logements magnifiques après réhabilitation, j'ai les tableaux des surfaces, personnes ne peut plus construire des logements avec cette taille de logement et de chambre, avec des endroits où les gosses peuvent faire leur devoir, accueillir ces copains pour dormir, proche du centre, la gare est à deux pas, on voit tout Paris, on n'est pas dépossédés du territoire, on a un territoire de grande dimension, on voit Montmartre, on le touche presque des doigts. Et on va foutre ça en l'air parce qu'on a pas pu résoudre le problème de 10 merdeux qui pourrissent la vie de tout le monde, alors la république s'arroge le droit d'ingérence en côte d'ivoire mais là elle a la trouille, elle y va pas. Je dis non attendez. Quand on a réhabilité Balzac je leur ai dit écoute, voilà, on va mettre 57 millions là dedans, donc il y avait à l'époque 5 – 6 familles maximum qui étaient inaptes à vivre dans un collectif comme ça bon, et qui pourrissaient la vie de tout le monde, les gens nous disaient : ça sert à rien ce que vous faites, vous êtes sympa tout ça, vous allez faire des trucs bien, mais on s'en fout ça sert à rien, tant que vous n'aurez pas résolu ça. Je disais aux élus à l'époque, au lieu de 57 millions on en met 60, avec les 3 millions en plus on achète 6 pavillons, n'importe où, on leur donne, on leur donne, mais on les sort de là. On a même construit dans les bâtiments de Catherine Furet des logements spécifiques, des grands 5 pièces, en rez-de-chaussée, sans partie commune où on accède directement de la rue. La courserie au-dessus ça marche très bien, j'ai habité en face pendant 5 ans c'était super. On n'a pas su résoudre ce problème des quelques familles, alors tout le monde balise après, mais enfin merde quand même. Alors on va faire payer à 300 familles qui habitent là, qui ont des logements grands, qu'elles peuvent se payer parce que les loyers sont amortis, que c'est pas trop cher. Il y a des éléments d'inconfort, c'est vrai, la dalle de 16, le bruit, mais dans tous les logements anciens, le bruit on l'a. ils ont Paris, ils ont... et on va les foutre dehors. Alors qui c'est qui gagne, c'est les enfoirés qui habitent la cage machin qui gagnent ? c'est eux qui ont gagné, ils vont se faire virer pour être entassés dans des logements qui sont plus petits et ras du sol et qui en plus ils ne pourront pas se les payer, ou ils auront des dettes de loyer. Mais, mais c'est monstrueux, ça là, là, c'est la première fois qu'on mord le trait sur la démolition.

Roland Castro : Le grand Paris métropolitain



Le grand Paris Métropolitain – d'une centralité l'autre – de Galilée à Copernic

Roland Castro

© Photo d'Alain Guez à partir d'un plan de Roland Castro

2007 | PAYSAGISTES

Mémoire vs friche

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts quartier des Clos 2003-2009

Aujourd'hui parler de friche, moi, j'aimerais bien qu'il n'y ait pas de friche. On aurait pu vouloir dire, on préserve la trace du mémorial, on pensait même, sans faire de l'historicisme primaire et du larmoyant... faire sur le parvis... peut-être ça va être fait... on est en train de discuter avec le paysagiste... un lieu un petit peu symbolique, qui soit dans l'axe de la trace avec un phénomène de promontoire pour avoir un peu de relief et sortir du sol. Un lieu où on pourrait mettre le nom des habitants, enfin quelque chose qui garde la mémoire.

Des friches ! Je dis non...

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts quartier des Clos 2003-2009

J'étais étonné de voir que Clément intervenait, c'est ça ce que je voulais savoir, c'est pas évident, ça... Par rapport à la démarche du paysagiste qui travaille là-dessus, il faudrait pas qu'il y ait des discours qui soient un peu antinomiques avec ce qui va être fait. Parce que ça va être un peu compliqué ! Ca risque d'être contre-productif. Je ne trouve pas bien qu'on utilise la notion de friche ici. En effet, que la ville ait tout démolit et puis ensuite qu'on commence à faire des études, ça c'est une grosse connerie. Je sais qu'elle était prise dans des contraintes d'occupations illégales des bâtiments, mais ils pouvaient laisser les mecs vivre un an de plus dedans, cela aurait permis de faire des études et puis qu'il y ait au moins au moment de la démolition un projet qui soit un peu réactif juste derrière. Alors que là ça désamorce le truc. Les gens vivent avec. Cela a été nettoyé assez vite, mais des grandes surfaces fermées, qui du coup deviennent des friches. Avant, il n'y avait pas de friches ! Il y avait des bâtiments, il y avait des terrains de jeux et je trouve ça dommage, d'ailleurs ça se retourne contre la ville et le mode opératoire de la recomposition.

Nommer les rues : problèmes d'identité

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts quartier des Clos 2003-2009

La rue du Crève-Cœur ou la rue Presov est une rue qui est à cheval entre la ville de La Courneuve et celle de Saint-Denis. D'un côté elle s'appelle Crève-Cœur et de l'autre Presov.

- *Le mail aura un nouveau nom ?*

C'est un débat depuis le début, il y a des rues qui existent, la rue Langevin reste la rue Langevin, la rue des Clos qui existe, sera la rue des Clos, la seule rue neuve entre guillemets est celle-là. Le reste, on a réussi à s'appuyer sur la rue Renoir, plutôt qu'elle soit toute droite on a préféré qu'elle soit le long des bâtiments, c'est une liaison piétons et cycles qui met en relation le parc de La Courneuve, le mail, le cœur du quartier, et à terme ce qu'on voudrait, c'est rejoindre les Francs Moisins et le canal. Il y a la rue Maurice Ravel, même si la rue Maurice Ravel est recomposée dans sa géométrie, elle garde son nom, pour ça on n'a pas trop de problèmes d'identité.

Les cerisiers de Balzac

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Florence Robert, paysagiste, conception espaces verts quartier Braque Balzac 2007-

Derrière la barre Balzac, il y a un très bel alignement de cerisiers. Tout le monde m'en parle de ces cerisiers, mais je sais que ça ne va pas rester. Il y a un petit paysage que les gens me signalent... c'est vrai que des fruitiers décoratifs on en a fait plein partout... Mais tout de même ! Tout à coup, les gens qui travaillent dans le quartier me disent « ah oui, il y a quand même cet endroit, qu'est-ce que c'est beau quand c'est en fleur... » Et nous on dit « mais, ça nous regarde pas ! » C'est vrai que pour

essayer de les garder, alors qu'il y a la démolition juste à côté, ça coûterait trop cher... les garder... les transplanter... c'est pas à l'échelle non plus.

La casse

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Florence Robert, paysagiste, conception espaces verts quartier Braque Balzac 2007-

Je pense que c'est ce qui manque énormément aujourd'hui. On a beaucoup d'effets d'annonce, on met énormément d'argent partout pour des choses qui ne sont pas acceptées par les gens, donc elles sont cassées. Effectivement, c'est moins facile de casser du béton que des arbres, donc ce qui pousse aujourd'hui beaucoup de paysagistes à bétonner, faire des choses très lourdes, qui marquent.

Nommer les lieux : l'îlotage

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Florence Robert, paysagiste, conception espaces verts quartier Braque Balzac 2007-

Par contre tout ce quartier va être refait. Le petit Debussy va être démoli mais pas tout de suite, ce qui est prévu c'est la grande barre (Balzac). Donc, aujourd'hui ce qui est parti en concours, c'est l'îlot P, l'îlot M et N avec ce petit K ou L, je ne sais plus comment il s'appelle, ça doit être ici, tous ces îlots sont partis en concours de maîtrise d'œuvre et on est en train de rédiger les cahiers de prescription.

Le paysagiste et les architectes 2 : le saucissonnage

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Florence Robert, paysagiste, conception espaces verts quartier Braque Balzac 2007-

Il n'y a pas eu d'étude de paysage avant la prise de position de l'architecte. Le maître d'ouvrage maintenant il veut construire, donc je ne peux pas me mettre à dire : « Mais attendez ! Il y a avait là un paysage extraordinaire d'espaces libres, pourquoi est-ce qu'on veut densifier ? (...) Je pense qu'il y a un travail de saucissonnage, c'est comme les équipes pluridisciplinaires, c'est bien qu'il y en ait, mais si ça veut dire que l'architecte c'est le chef, qui passe son projet à son paysagiste qui plante les arbres là où il a dit qu'il fallait les planter, qui le passe au bureau d'études, qui le passe les réseaux, etc. C'est pas un travail pluridisciplinaire ! Le travail pluridisciplinaire c'est l'architecte qui travaille avec son paysagiste, qui lui dit, « mais non, il faut garder ça ! » Mon rêve c'était l'AUA*, le fourmillement des choses s'est perdu...

.....
*AUA (Atelier d'Urbanisme et d'Architecture) créé en 1960 et dissout en 1986 auquel ont participé Gérard Turnhauer, Henri Ciriani, Paul Chemetov, Michel Corajoud et tant d'autres encore.

Le paysagiste et les architectes 1 : les arbres à garder

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Florence Robert, paysagiste, conception espaces verts quartier Braque Balzac 2007-

Est-ce qu'il faut un paysagiste ? Oui, il faut un paysagiste (...) Ici, autour de la place Braque, il y a des petits sujets qui sont totalement abimés et donc qu'il faut remplacer. La rue Balzac est plantée avec de très beaux tilleuls, donc on les garde. Malheureusement, il y a quelques beaux arbres ici, mais dans la faisabilité architecturale, les architectes ont planté leurs bâtiments et les nouveaux îlots sur ces arbres-là, donc on peut pas les garder... et c'est là que je me dis, « tiens, c'est un peu dommage parce que c'est ici que le paysagiste intervient », mais ce regard sur le paysage existant, il arrive toujours trop tard. (...) L'architecture des Goldstein est très particulière, même pour les espaces extérieurs. Je ne suis pas nécessairement d'accord avec eux, ce qui est très paradoxal...

Les arbres existants

EXTRAIT D'ENTRETIEN



projet de Florence Robert pour les espaces verts du quartier Braque Balzac

"C'est une position que j'ai de plus en plus : il faut garder les arbres existants. Déjà parce qu'il n'y en a pas trente-six mille ! Autour de la place Braque, il y a des petits sujets qui sont totalement abimés, donc il faut les remplacer. La rue Balzac est plantée avec de très beaux tilleuls, donc on les garde".

► Florence Robert

De la rambla à la barre ?

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Ce mail (devant l'immeuble Maurice de Fontenay) pour moi c'était une rambla ! Il n'y avait pas du tout de clôtures autour ! C'était fait traversant, alors que maintenant il y a des clôtures autour. On l'a protégé, alors que dans mon esprit ce n'était pas un espace protégé ! C'était un espace très ouvert, pour se balader ! Et, du fait que c'était ouvert, il pouvait jouer d'avantage le rôle de centre rassembleur. Puis peu à peu il a été transformé et il est devenu peut-être plus à l'usage de la barre qui est à côté.

La friche : Sgard à La Courneuve



Ce qui serait intéressant c'est que ces espaces soient réappropriés par les habitants. Des habitants, quels habitants ? Je ne sais pas, mais en regardant la photo, c'est là qu'on imaginerait des habitants qui peu à peu réinvestissent ça pour faire un espace pour jouer, qu'ils fassent des jardins, des petits coins de jardin, que les gosses en fasse un terrain d'aventures. C'es toujours intéressant de voir la façon dont on peut se réapproprier un terrain, de l'initiative des habitants. A ce moment-là c'est ça qui est amusant, c'est pas de faire soi-même, il y a l'usage... je trouve un peu désolant de voir ce grand terrain qui

..... pour le moment ne sert à rien... il est là depuis peu ? depuis combien de temps ?
..... © DR

Transformation : le jardin dans le temps

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jacques Sgard, paysagiste, conception espaces verts 4000, 1958-1965

Les architectes se défendent mieux pour ça, mais c'est plus facile de défendre une architecture qu'un jardin, parce qu'un jardin évolue de toute façon, on voit bien que c'est insidieux, on transforme, on ajoute, le jardin lui-même évolue, les arbres poussent, les allées s'usent, enfin bref. Tandis qu'un immeuble...

Les Courtillères, Pantin, France

ARCHITECTE : EMILE AILLAUD

NOMBRE DE LOGEMENTS : 1700 LOGEMENTS



Projet 1955, inauguration 1958, projet de réhabilitation 2002, projet de réhabilitation bloqué 2007

[...] Cette cité dite sensible [...] fait l'objet d'un lourd projet de rénovation. Un plan de 200 millions d'euros, en partie financé par l'Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU), aujourd'hui bloqué par une demande de classement des bâtiments au titre des monuments historiques et un rapport commandé par les ministres du logement et de la culture, aux conclusions très critiques. « Ces gens vivent sur une autre planète. Des familles entières attendent le renouveau, et on interrompt après cinq ans d'études une opération que tous les services d'Etat ont approuvés », s'agace le maire [...]. Construit à l'économie dans les années 1960, le Serpentin a mal vieilli. Les appartements sont trop petits, les façades sont décrépies, l'isolation fait défaut. Les halles traversant et les entrées de caves ont été bouchées pour décourager les trafics qui prospèrent dans cette cité close. « les Courtillères, c'est 6000 habitants et 100% de logements sociaux. Le Serpentin, c'est le bas de l'échelle », décrit M. Kern (le maire PS de Pantin) [...]

► Grégoire Allix, "La rénovation d'une cité de Pantin bloquée au nom du patrimoine", *Le Monde*, 16 Septembre 2007

© www.lemoniteur-expert.com

2008

 **REPRÉSENTATION DANS LES MÉDIAS**

→ Pablo de La Courneuve

 **HABITANTS**

→ Le Grand Paris et les grands principes

→ Le Grand Paris : partir de La Courneuve ?

→ Le Grand Paris : a quoi sert-il ?

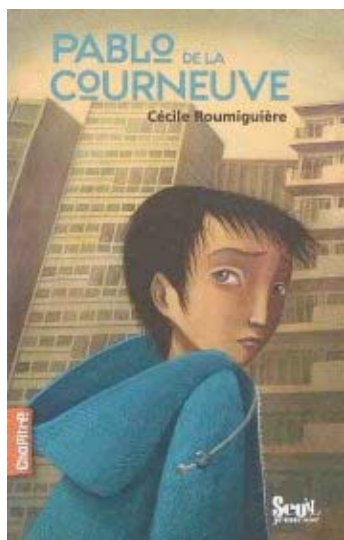
 **PAYSAGISTES**

→ Vides et verts : les parkings

 **DÉBATS**

→ Le Corbusier proposé au patrimoine de l'Unesco

Pablo de La Courneuve



Roman pour la jeunesse de Cécile Roumiguère

La Courneuve, printemps 2003. Ce jour-là, dans un quartier tranquille, avec ses rues propres, ses jardins fleuris et ses pavillons, ce jour-là, j'ai trouvé l'immeuble de Pablo. Un cafetier râlait : « Regardez-moi ces poubelles, ça déborde ... Ils sont tellement nombreux ... » Des enfants ont surgi d'un porche en courant, ils riaient. J'ai poussé la porte entrouverte : une cour carrée, des balustrades, du linge suspendu, des radios en espagnol. C'était l'immeuble de Pablo. Pablo et son histoire m'ont envahie. J'ai imaginé sa vie, ses longues marches dans les rues et son intégration dans cette ville qui n'est pas si grise qu'on le croit. La Courneuve la mal aimée sait aimer ses habitants, elle sait les accueillir. La Courneuve n'est pas grise, elle est multicolore. Avec ou sans papiers, je savais que Pablo allait y trouver son soleil à lui ...

- ▶ Cécile Roumiguère, *Pablo de La Courneuve*, Paris, Le Seuil, 2008
- ▶ www.cecileroumiguere.com

2008 | HABITANTS

Le Grand Paris et les grands principes

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jean-Pierre, 50 ans, artiste, élu, responsable d'une association.

Parcours résidentiel : St. Denis > La Courneuve (Alfred de Musset) > centre-ville

On m'a dit : « Le Grand Paris, maintenant que c'est fait, c'est fait. Il vaut mieux être à l'intérieur qu'à l'extérieur ». Personnellement, je suis contre, mais voilà, il faut se servir de ça pour expliquer au Gouvernement - parce que le Grand Paris c'est quand même Sarkozy, hein ! c'est lui et Christian Blanc – que le Grand Paris, du point de vue social ... il faut que ça puisse servir à la population, notamment aux plus démunis. Donc, au niveau politique, on doit apporter les grands principes : qu'est-ce qu'on fait pour le logement ? Quelle politique du logement on va faire en région parisienne ? (...) Le problème est national. Et éminemment politique. Maintenant, historiquement on est à nouveau à un point où le Gouvernement doit faire du logement social une priorité nationale.

Le Grand Paris : partir de La Courneuve ?

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jean-Pierre, 50 ans, artiste, élu, responsable d'une association.

Parcours résidentiel : St. Denis > La Courneuve (Alfred de Musset) > centre-ville

La population va être poussée vers l'extérieur. Le Grand Paris est fait pour. Il va y avoir (...) une spéculation du foncier qui fait que les populations « ouvrières », les classes basses et moyennes-basses, ne pourront plus se loger. Donc, à La Courneuve ça va être très dur (...). Il y a 2000 logements qui sont programmés, mais à l'achat, un studio de 30 mètres carrés ça fait 140 000 euros. On est à plus de 3000 euros le mètre carré. Et au niveau de la location, c'est 750 euros pour un deux pièces. Comment voulez-vous qu'on puisse payer ça ? Une très grande partie de la population ne peut pas ! Ils vont être obligés de partir en province ... à 80 bornes de Paris. Ici, on est proche de Paris. Et les couches sociales moyenne et moyennes-hautes ne peuvent plus se loger à Paris. Où vont-elles aller ? Elles vont venir habiter ici. Ici, maintenant, on a le tram-way : en dix minutes vous avez deux stations de métro, à St. Denis et aux Quatre Routes. Vous avez une autoroute. Il y a Roissy, il y a le RER. Le Ministère des affaires étrangères va s'installer ici, puis les archives, une résidence étudiante, le conservatoire, le centre culturel, le parc ... il y a tout, ici ! Certains parisiens vont arriver avec les moyens et la population plus pauvre va être poussée plus loin.

Le Grand Paris : a quoi sert-il ?

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Jean-Pierre, 50 ans, artiste, élu, responsable d'une association.

Parcours résidentiel : St. Denis > La Courneuve (Alfred de Musset) > centre-ville

A quoi sert Le Grand Paris ? (...) Pour l'urbanisme et le transport ... ça pourrait être utile, au niveau de l'harmonisation. Mais à ce moment-là, à quoi ça sert la Région ? Et l'Etat ? A quoi ça sert le Ministère de l'aménagement du territoire s'il ne peut plus s'occuper de ce qui se passe en région parisienne, alors que c'est la capitale ? A quoi ça sert les Conseillers Généraux ? (...) Il s'agit de rajouter un étage au millefeuille institutionnel : la Ville, l'intercommunalité, le Département, la Région, l'Etat, L'Europe – il y a ça aussi ! – plus ... le Grand Paris ! Il y a sept étages. C'est un truc de fous !

Vides et verts : les parkings

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Florence Robert, paysagiste, conception espaces verts quartier Braque Balzac 2007-

Au début, en tant qu'architecte de formation, je faisais beaucoup de minéral. Aujourd'hui, je me dis que ce qui importe surtout c'est de ramener du sol un peu souple en ville, de se battre pour que le peu de végétal qu'on met arrive à survivre. Par exemple, j'aimerais mettre des arbres pour ce parking qui doit avoir 52 places. Mais pas seulement des arbres qui vont être abîmés par les voitures, mais des arbres qui ont un matelas végétal autour d'eux, à leur pied. (...) Une chose est difficile dans ces quartiers très denses, construits à une époque où on ne pensait pas à la voiture. Il faudrait refaire des parkings sur deux niveaux, mais on ne veut pas dépenser l'argent... résultat j'ai plus d'endroit pour planter en terrain naturel, en terre végétale... Le problème des quartiers denses, c'est que les bagnoles étaient partout en surface, et aujourd'hui on ne sait pas mieux résoudre cette question... la bagnole en ville, c'est une vraie question...

Le Corbusier proposé au patrimoine de l'Unesco

EXTRAIT D'UN ARTICLE

Grégoire Allix, journaliste de *Le Monde*

Après Vauban et ses citadelles, "l'oeuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier" va être proposée dans quelques jours par la France à l'Unesco, pour inscription en 2009 à la liste prestigieuse du Patrimoine mondial de l'humanité. En janvier 2007, le pape de l'architecture moderne avait été coiffé au poteau par la candidature de l'ingénieur militaire de Louis XIV, dont on fêtait le tricentenaire de la mort. Un an de salle d'attente plus tard, la ministre française de la culture, Christine Albanel, a signé, mercredi 30 janvier, le dossier de candidature de Le Corbusier aux côtés des ambassadeurs à l'Unesco d'Allemagne, d'Argentine, de Belgique, du Japon et de Suisse. Car il aura fallu pas moins de six pays pour déposer aux portes du Patrimoine mondial Charles-Edouard Jeanneret, dit Le Corbusier (1887-1965), inventeur de bâtiments merveilleux (la villa Savoye à Poissy, l'Unité d'habitation de Marseille, la chapelle de Ronchamp...), inspirateur de l'urbanisme controversé des grands ensembles, peintre inégal, théoricien enflammé, ego himalayesque... Les vingt-deux réalisations choisies dans ces six pays se veulent représentatives de l'oeuvre de l'architecte d'origine suisse : logement individuel et collectif, édifices religieux et publics, programmes d'urbanisme. (...) "C'est la première candidature qui soit véritablement mondiale", s'est félicitée Mme Albanel. "Le travail de Le Corbusier est en synchronie avec les enjeux contemporains : la question de la ville et de ses fonctions, de l'environnement, du logement. Or il reste largement incompris des responsables politiques", a estimé Jean-Pierre Dupont, le président de la Fondation Le Corbusier, qui porte cette candidature depuis 2002.

Grégoire Allix. « Le Corbusier proposé au patrimoine de l'Unesco », *Le Monde*, 13 /02 /2008, www.lemonde.fr/

2009

 DÉCIDEURS

→ Lettre ouverte à Monsieur François Fillon et à Madame Christine Boutin

 HABITANTS

→ Démolitions/L'entre-temps : habiter, en prévoyant l'avenir

 PAYSAGISTES

→ Phasage de projet et appropriation de l'espace

→ Changement de maîtrise d'ouvrage

→ Mémoire : préserver les traces

Lettre ouverte à Monsieur François Fillon et à Madame Christine Boutin

Gilles Poux
Maire de La Courneuve
Vice-Président de Plaine Commune

Monsieur le Premier ministre, Madame la ministre,

La Courneuve porte l'ambition d'être pleinement une ville de réussites, belle et dynamique, solidaire et citoyenne.

Cette ambition se nourrit de projets, d'envies, d'exigences et de droits réaffirmés, donnant du sens au projet de ville écrit en 2006 par les Courneuviennes et Courneuviens.

Déjà inscrite en toutes lettres sur le bâtiment Renoir avant sa démolition – " La Courneuve s'invente un autre avenir " -, cette ambition ne conduit pas pour autant à faire table rase du passé.

En prenant son avenir en main, La Courneuve s'empare aussi de son histoire. Cette histoire riche d'humanités, est aussi celle d'un territoire maltraité, discriminé.

Ainsi, au début du siècle dernier, c'est ici que l'industrie naissante a décidé d'y installer ses usines polluantes pour préserver les beaux quartiers de l'Ouest parisien des fumées toxiques.

Ainsi, dans les années 60, c'est ici que furent posés 4000 logements, hors de la Capitale, pour y loger des femmes et des hommes venus de toutes les régions de France et de l'étranger, alors que la demande en main d'œuvre du patronat était forte.

Sans nier les avancées que représentait alors l'émergence d'un nouveau type de logement social, cela s'est fait au détriment de la ville d'accueil ainsi ignorée, en laissant place à des ruptures urbaines et à un enclavement profond. Les conséquences furent dévastatrices, quand quelques années plus tard, les choix du capitalisme en crise – déjà – conduirent à une désindustrialisation et à un chômage massifs.

A partir de ses réalités, La Courneuve a su se forger sa propre identité, faite de solidarités, de richesse issue de sa diversité, de fierté aussi. Ses habitants ont su, plus d'une fois, lier leurs aspirations individuelles aux nécessaires combats collectifs pour faire entendre leur voix.

C'est ainsi qu'est née l'exigence d'un cadre de vie renouvelé par une rénovation urbaine profonde réparant les blessures du passé.

Et depuis plus de vingt ans, La Courneuve est engagée dans un important programme de renouvellement urbain des quartiers Ouest, singulièrement des 4000 Sud. Et maintenant, les premiers résultats sont là.

Certes les 4000 sud ne sont pas devenus un îlot de bonheur dans un monde dur. Pour autant, leur transformation permet un autre cadre de vie, d'autres lieux de convivialité, une autre attractivité qui profite à toute la ville.

Mais aujourd'hui se pose la question de la pérennité d'un bâtiment, celui du " mail Maurice de Fontenay ", emblématique de ce quartier, emblématique de l'histoire de notre ville et de celle du logement social en France évoquées précédemment.

Si des démolitions ont été rendues nécessaires ailleurs, on ne peut penser la ville sur le concept de la « terre brûlée », en faisant abstraction de l'histoire des femmes et des hommes, et de l'urbanisme qui ont fait vivre ces lieux.

Les qualités potentielles de confort qu'offrent ce bâtiment, sa possible parfaite intégration dans ce quartier véritable trait d'union entre le quartier de la Tour achevé aujourd'hui et celui des Clos qui sera totalement rénové d'ici 2013, l'attachement des 300 familles à ce lieu qu'elles habitent souvent depuis longtemps, ont conduit l'Office Public Habitat 93, la Ville et la Communauté d'Agglomération à lancer une étude de marché de définition sur la faisabilité technique et financière d'une restructuration lourde de ce bâtiment monumental de 180 mètres de long et de 45 mètres de haut.

Compte tenu du symbole que représente ce bâtiment hors du commun, nous voulons mener un travail à la hauteur des enjeux, construit en concertation avec les habitants eux-mêmes, souhaitant

pouvoir intéresser à cette démarche ambitieuse des architectes eux aussi symboliques de leur époque.

Au moment où se réfléchit l'avenir de la métropole parisienne et au regard de son histoire, à travers la question de la restructuration du " mail de Fontenay " se pose celle de l'engagement singulier de l'Etat pour réparer les blessures du passé, pour faire vivre l'égalité républicaine, pour favoriser le développement économique et social dans des territoires comme les nôtres, pour accompagner les projets et les idées qui naissent ici. Si la République veut être pleinement ce qu'elle prétend être, à savoir " libre, égale et fraternelle ", cela passe aussi par La Courneuve. Si la république échoue ici, elle échouera tout simplement.

C'est pourquoi, Monsieur le Premier ministre, Madame la ministre, nous souhaitons que des financements publics exceptionnels soient dégagés pour aller au terme de ce beau projet, dont la République pourrait s'enorgueillir.

Veillez agréer Monsieur le Premier ministre, Madame la ministre, l'expression de mes respectueuses salutations.

► *site web Ville de la Courneuve*

2009 | HABITANTS

Démolitions/L'entre-temps : habiter, en prévoyant l'avenir

EXTRAIT D'ENTRETIEN

M. et Mme Gonzales, 5 enfants, retraité (ancien chauffeur-routier)

Parcours résidentiel : Algérie > Châtelleraut > La Courneuve 4000 (Balzac)

M : Alors c'est pour ça que cette table-là, on l'a vendue parce que il paraît qu'ici (la salle à manger), elle fait quand même 20 m², que là-bas, je crois que ça fait 15m² maximum.

- Où ça, là-bas ?

M : Dans les nouvelles constructions. Donc ça ne va pas rentrer hein.

- Parce que vous êtes allés voir les nouvelles constructions ?

M : Non non mais je sais que.. de toute façon, tous les appartements qu'ils font maintenant, ils les font avec des balcons beaucoup plus petits, quand il y en a et des chambres beaucoup plus petites.

2009 | PAYSAGISTES

Phasage de projet et appropriation de l'espace

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts quartier des Clos 2003-2009

Le phasage est un peu compliqué, parce qu'on a l'impression d'une immensité, mais dès qu'on commence à construire un bout de rue, très vite on va se marcher sur les pieds. On ne le dit jamais assez, il faut penser le projet avec le phasage, parce qu'on s'aperçoit que le phasage peut être utilisé pour renforcer la logique urbaine qu'on voulait mettre en œuvre. On ne commence pas par un bout qui n'a aucun intérêt, alors qu'il faut commencer par la structuration de l'espace public et le faire tout de suite. Il faut faire les espaces qui sont au plus près des gens, pour qu'ils ne se sentent pas dépossédés de ce qui les entoure. Et ce façonnage fasse partie de la même lecture que celle de l'espace urbain. Il ne faudrait pas qu'on fasse ce qui est le moins important et que si pour des problèmes d'argent on ne peut pas construire le reste, on perde tout le projet. Cela arrive ! Sur cinq, six ans, on s'aperçoit que si on n'oriente pas le phasage on se retrouve à ne pas faire ce qui était essentiel, vous pouvez mettre de l'argent sur des choses anodines, alors qu'on aurait pu le mettre sur des choses importantes même si elles sont les moins chères !

Changement de maîtrise d'ouvrage

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts quartier des Clos 2003-2009

D'ailleurs, maintenant c'est Plaine Commune... ce n'est pas la même démarche entre la ville de La Courneuve, qui a une vision politique et Plaine Commune, pour qui c'est un dossier parmi d'autres. Ce n'est pas le même niveau d'engagement. Enfin, je ne voudrais pas que les gens considèrent cet espace comme un no man's land. Aujourd'hui quand on va sur place, c'est des clôtures, des clôtures, des clôtures... tout ça, ça devient un résidu. Nous voulions que tout ça se construise très vite à partir du mail, un, puis deux, puis trois, puis quatre. Et en fait dans le planning, cela va se construire pratiquement en même temps, parce que quand vous mettez les gens en ligne pour faire un dossier, il y en a qui ont des problèmes budgétaires et il leur faut au moins dix-huit mois pour sortir le dossier financier et les premières esquisses. C'est le cas de l'ODHLM. L'Association Foncière de Logement a dit « Moi, je commence que si les autres commencent, parce que je ne peux pas vendre du 1% patronal, s'il n'y a rien autour... », donc tout le monde s'attend et tout le monde va construire en même temps. Et nous, ce qu'on voudrait, c'est faire les espaces publics avant les bâtiments. Très vite construire des rues, on aura l'assise, le socle du projet, une préfiguration du projet... Le phasage est un peu compliqué, parce qu'on a l'impression d'une immensité, mais dès qu'on commence à construire un bout de rue, très vite on va se marcher sur les pieds.

Mémoire : préserver les traces

EXTRAIT D'ENTRETIEN

Philippe Hamelin, paysagiste, conception espaces verts quartier des Clos 2003-2009

Les barres ont été démolies. On est arrivé juste après et on a dit tout de suite, après avoir fait notre tirade sur l'axe historique, qu'il y aurait préservation des traces par non-constructibilité de ces traces. En fait, on inverse, ce qui était construit est devenu inconstructible. Cela a modifié le PLU d'ailleurs, qui a été notifié. Ces deux emprises sont totalement inconstructibles et ce sont des jardins. Et donc on a la trace et on aura toujours la trace de ces deux barres comme élément de mémoire. Dans les espaces publics il y aura une lecture de cette trace.

- Par un changement de revêtement, par exemple ?

Je ne suis pas maître d'œuvre, je suis assistant à maître d'ouvrage, donc je donne les intentions. Aujourd'hui, nous sommes en discussion avec celui qui a été retenu pour faire les espaces publics, qui dans les faits avait mis dans son concours la façon dont il allait marquer cette trace. Demain, dans l'espace public, vous aurez une vraie lisibilité de ces espaces. Cela va être souligné par

l'implantation soit de jardins qui seront en limite des bâtiments. Pour l'instant, nous ne savons pas comment cela sera traduit.

Comment peut-on analyser cette chronologie, cette histoire fragmentée, faite de mise en parallèle, et composée d'un jeu de résonances ou de dissonances ? La nécessité d'un regard transversal nous a mené à bâtir dans un premier temps, de thématiques qui pouvaient être de fils conducteurs pour travailler les récits de nos interlocuteurs. Ce travail de thématisation commune des entretiens qui a été restitué sur le site nous a servi pour une mise en commun de toute l'ethnographie produite, et donc d'une « capitalisation » des différents récits et postures de nos interlocuteurs.

En croisant les témoignages recueillis au cours du terrain, les écarts entre les expériences et les imaginaires des différents acteurs et habitants sont apparus de façon évidente. En travaillant collectivement nous nous sommes aperçus qu'une possible mesure de ces écarts pouvait être prise à travers une meilleure compréhension des rapports aux temps induits par les caractéristiques de ce territoire en projet en transformation, de nos interlocuteurs, acteurs et habitants des 4000 sud de La Courneuve.

Nous avons pu vérifier en partie l'hypothèse que ce rapport au temps, s'il se construit dans la biographie de chacun, est aussi lié à l'environnement habité en particulier dans un lieu comme La Courneuve, en constante transformation et ce, depuis plusieurs décennies. Il est ainsi apparu qu'on pouvait se représenter La Courneuve comme un lieu d'« entre-temps ». Cet entre-temps peut être compris comme un moment pris entre un avant et un après, par exemple entre le projet et sa réalisation ou encore entre la démolition d'un bâtiment et la construction d'un nouveau bâtiment ou l'aménagement d'un espace public à son emplacement. Cette première forme de « l'entre-temps » s'inscrit dans une compréhension linéaire avec une chronologie ordonnée et orientée d'un avant vers un après. Mais cette compréhension ne nous est pas apparue comme suffisante pour rendre compte d'une plus complexe articulation de temporalités qui participent à construire l'expérience vécue.

403 ■

C'est à travers un déploiement qui déforme le présent vécu entre : linéarité projeté vers un avenir ou vers un passé plus ou moins lointains et partagé, des résurgences ou des permanences mémorielles conscientes ou inconscientes, des événements médiatiques et/ou historiques qui interrompent ou déforment le cours supposé des choses, des transformations concrètes de l'environnement mais dont la réalisation s'étend tout de même sur plusieurs décennies, qu'il nous a semblé possible de rendre compte et d'explorer une notion plus complexe d'entre-temps.

Les matériaux que nous avons recueillis réunissent des témoignages de concepteurs, de décideurs, d'habitants pour lesquels l'expérience vécue dans cet entre-temps multiple ne peut évidemment pas avoir le même sens ni le même impact individuel selon le rôle, l'implication et la connaissance de ce qui c'est passé et qui est en train de se passer là.

A partir de ces hypothèses de travail il est apparu nécessaire d'identifier des catégories d'analyse qui nous permettent de rendre compte des modalités de fabrication de l'expérience du temps vécu par les acteurs et les habitants de La Courneuve pour en mesurer les écarts.

Nous avons identifier cinq « catégories temporelles » qui pouvaient nous permettre de rendre compte de la complexité de la construction de « l'entre-temps », dans l'acception définie ci-dessus, aux 4 000 sud de la Courneuve : le temps de chiffres, les temps des promesses, les temps des événements, les temps de la résistance/résilience, les temps de la mémoire et des souvenirs, les temps de la disparition et du délitement, les temps des fantômes.

Le temps de chiffres, rend compte de la manière utilisée pour décrire les 4000 depuis leur naissance (déjà leur noms est un chiffre...). L'urgence de résoudre le problème de loger la masse, a depuis cette époque nourri un récit qui met l'accent, encore aujourd'hui sur la presse nationale, sur la quantité, les chiffres, plutôt que sur la qualité du site. Notre choix, une prise de position plus citoyenne que scientifique, est celle de contrecarrer ces chiffres en « injectant » dans une liste construite autour des récits de décideurs, de médias et d'architectes et d'urbanistes, de « mesures » qui relèvent, en revanche, de l'expérience de la vie quotidienne. Vu le caractère particulier de ce texte, un liste de chiffres en ordre croissant, et de son caractère « engagé » et provocateur, nous avons décidé de le rendre différemment dans la mise en page, il courra en bas sur fond noir comme les chiffres de la bourse américaine sur la CNN.

Les promesses participent, dans la transformation de la ville, à construire la relation entre l'actualité et l'avenir. Ainsi, explorer comment sont exprimées les promesses, qui les construit et comment ceux à qui elles sont adressées les perçoivent et les reçoivent dans la longue et lente transformation de la ville, permet de mesurer les écarts qui peuvent se creuser entre la réalité vécue au quotidien et les projets que l'on essaie de construire. Cette approche est d'autant plus intéressante aux 4000 de La Courneuve que ce territoire a toujours été associé à des promesses, et ce tout au long de sa courte histoire et de ses multiples remaniements. Si la perspective d'une promesse est porteuse d'espoir, lorsqu'elle n'est pas tenue, elle peut générer, inversement, du désespoir. Dans la parfois longue durée de réalisation d'un projet, la promesse peut aussi s'estomper, voire se déformer dans la réalité quotidienne qui ne reflète pas les attentes qu'on a pu avoir.

■ 404

L'importance de la couverture médiatique des événements qui touchent depuis quarante ans La Courneuve participe à en créer une représentation déformée, pour un large public, voire à en remplacer l'expérience ou la connaissance concrète. Parallèlement à un « regard événementiel » se construit aussi une « temps événementiel » qui peut participer à une dramatisation des événements mise en scène par les medias. Quelles sont les images, les comparaisons, les associations, les métaphores utilisées ? On peut d'ors et déjà souligner l'existence d'une permanence des images et un enrichissement des registres de représentation sur les quarante ans écoulés.

L'expérience d'habiter, travailler, gouverner, projeter, construire et aménager les espaces aux 4000 est marquée par la difficulté. « Les temps de la résistance / résilience » décrivent les forces mises en oeuvre aux 4000 pour contrecarrer les nombreuses difficultés qui caractérisent la vie de la cité depuis son édification. Face à la difficulté, une bonne partie de nos interlocuteurs – habitants, paysagistes, décideurs, architectes, urbanistes – a développé des formes de résistance et de résilience qui vont de la « simple » posture de l'esprit à l'action organisée.

Les temps de la mémoire et du souvenir occupent une place importante dans les récits des différents acteurs et habitants rencontrés, et concourent à créer une identité que l'on cherche à appréhender et à comprendre ici. La mémoire n'est ni neutre ni inoffensive. La cité des 4000 sud existe autant par l'expérience subjective et la mémoire-souvenir par ceux qui l'ont habitée (habitants), qui ont contribué à sa conception (architectes, paysagistes, élus), qui l'ont observée et commentée (médias) et non comme une réalité en soi, objective, chiffrée et surtout unique

La disparition et le délitement peuvent se distinguer par leur durée, leur tangibilité et leur vitesse. La transformation de La Courneuve est prise dans un double

mouvement, celui de la très lente disparition de la cité moderne et celui de la très rapide disparition des bâtiments qu'on démolit quasi instantanément. Une dissolution des 4000 s'est opérée dans les derniers 40 ans, comme une lente succession des faits et de sentiments construits tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, qui ont miné les fondements de la cité, sans pour autant la démolir physiquement et violemment mais en la désagrégeant petit à petit sans que personne s'en aperçoive. Dans cette disparition lente, la destruction est presque indolore (les démolitions travaillent sur le registre opposé de la violence cathartique) on s'habitue au manque, au détail qui disparaît, en rendant familier cette absence.

Aborder les 4000 dans leur dimension fantomatique, c'est parler d'une temporalité incommensurable dans laquelle le passé surgit au présent de manière incontrôlée et convulsive. Les fantômes signalent un tort, une injustice, ils nous disent que les comptes n'ont pas été réglés et que le temps ne peut suivre son cours linéaire, parce que quelque chose qui y est survenu n'a pas trouvé le repos dans l'histoire et les événements qui l'ont animés. En ce sens, si le temps de la disparition évoque une temporalité dans laquelle s'estompent lentement et de façon continue des structures bâties ou des personnages, le temps des fantômes traite lui du phénomène inverse qui serait celui des apparitions, du retour par à-coups du passé au présent.

Pour construire l'interprétation des temps de La Courneuve selon les sept catégories explicitées ci-dessus, chacun des membres de l'équipe a, dans un premier temps, procédé à la sélection argumentée de ses « matériaux » témoignant, pour chacune des catégories temporelles identifiées, de l'expérience exprimée par les différents interlocuteurs et par les media qu'il avait enquêté. Successivement il a envoyé des analyses pour chacune des temporalités aux autres membres de l'équipe chargés de la rédaction d'une d'elles. Le partage des ethnographies a donc été la base pour l'écriture collective de ces textes.



le temps de promesses

■ DU PROJET À LA PROMESSE : UN DÉPLACEMENT SIGNIFICATIF

On trouve dans l'idée de promesse à la fois les notions d'action, d'engagement et d'espoir. Prendre cette idée comme clef de lecture de ce qu'on appelle projet, dans le langage courant de l'architecture et de l'urbanisme, implique d'analyser les discours et les propositions en se plaçant d'emblée dans une perspective relationnelle : la promesse engage quelqu'un envers quelqu'un d'autre ou envers quelque chose.

Ce déplacement, qui peut paraître anodin, est en fait porteur de sens dans la mesure où il permet de décrypter comment s'élabore le projet d'un point de vue théorique et pratique dans un système de relations complexes.

En effet, un concepteur, architecte ou urbaniste, même s'il ne le formule pas en ces termes, construit aussi des promesses. Mais à qui les adresse-t-il ? Aux habitants actuels, aux générations futures, aux élus, à l'histoire de sa discipline, à l'histoire des idées, à l'histoire d'un territoire, à l'Histoire ? Si la réponse n'est évidemment pas univoque, ces questions laissent entrevoir la complexité du travail de projet dont l'expérience concrète est à la fois immédiate et différée dans une longue durée qui peut échapper, par là même, à l'expérience habitante, voire à celle des concepteurs.

A travers le croisement thématique des expériences et des points de vue de différents acteurs intervenants ou ayant habité aux 4000 au cours des 40 dernières années, nous essaierons de rendre compte de la promesse en tant qu'idée opératoire pour le travail de projet et d'appui à l'articulation des expériences des concepteurs, des gestionnaires et des habitants.

407 ■

Si en se plaçant du point de vue de ceux qui ont pour rôle de concevoir des projets, architecte, urbaniste ou paysagiste, ou d'en prendre la décision, élus et techniciens, nous pouvons appréhender autrement leurs choix sous l'angle de la promesse, il est aussi intéressant de se questionner du point de vue des habitants. En effet, une des particularités du territoire des 4 000, est qu'il est géré dans sa globalité par les pouvoirs publics, que ce soit par la Ville de Paris dans un premier temps et par celle de La Courneuve dans un second temps. Ainsi, en ce qui concerne le cadre bâti, tout comme les espaces publics, les transformations sont prises en charges par des gestionnaires qui interviennent à l'échelle du grand ensemble. Les difficultés de gestion de ce vaste ensemble est à l'origine même de la formulation de promesses accompagnant chacune des phases et des perspectives de transformation. Des promesses sont régulièrement faites aux habitants qui en sont destinataires et en attente de leur réalisation. Mais au-delà de faire des promesses et d'être destinataire de promesses, on voit aussi que chacun se fait des promesses. Autrement dit, chacun se construit son propre récit aussi avec les informations et la marge de manoeuvre dont il dispose.

Notre analyse se fonde sur des entretiens réalisés avec des habitants, des architectes, des urbanistes, des paysagistes ainsi qu'à travers une analyse des médias, autant de voix qui ont accompagné les transformations urbaines de La Courneuve. Ces témoignages ne veulent pas reconstruire une histoire ou une généalogie des faits mais sont utiles pour travailler à partir des expériences et des représentations d'une situation urbaine en projet.

Ce choix méthodologique correspond à un autre déplacement du regard, vers une histoire « vécue » et construite dans l'imaginaire et est interprétée à travers les discours exprimés au cours des 40 dernières années ainsi qu'à travers les souvenirs et les récits que nos interlocuteurs en font aujourd'hui.

■ LES PROMESSES TENUES, SOUS FORME DE DÉFI À COURT TERME

La construction des grands ensembles de l'après-guerre, tout comme la rénovation de ceux-ci, dont la perspective émerge, dans le cas de La Courneuve, quelques dix ans après son achèvement, inscrivent l'action dans la nécessité de résultats à court terme.

Intervenir sur un territoire comme celui de la cité des 4000 sud à La Courneuve, implique pour ses acteurs, de se positionner par rapport à l'histoire urbaine de la France et à un des moments les plus dynamiques de son urbanisation. Les 4000 de La Courneuve sont une entité chargée par l'histoire des grands ensembles et qui, pour certains, ont répondu en leur temps à la promesse de la reconstruction : une promesse engagée dans un état d'urgence, pour répondre à la nécessité impérieuse de moderniser et d'industrialiser la France, au sortir de la deuxième guerre mondiale et de la décolonisation, ce qui impliquait aussi de loger la main d'œuvre de ce changement.

C'est en rappelant ces faits que l'architecte Paul Chemetov s'engage dans l'explication du rapport qu'il entretient avec les grands ensembles.

On peut dire qu'entre '55, où on construit 250.000 logements par an, et '75 où on en construit 550.000, tout cela en chiffres arrondis, se met en place une mutation d'une rare violence dont on n'a absolument pas pris la mesure : la France rurale devient urbaine. Statistiquement la France arrête d'être rurale au début des années '30, mais, dans les faits, la France de 20 millions d'urbains à la sortie de la guerre passe aujourd'hui à 45 millions d'urbains. Donc ça, en deux générations, je crois que personne - et surtout pas les gens qui sont en charge de ces problèmes - n'a pris la mesure de ce que ça veut dire, ce que ça veut dire sur tous les plans : de l'éducation, des transports, des mobilités, des équipements, des services, du rapport au paysage, de tout. (Paul Chemetov)

■ 408

En '48 le nombre de logements qui ont, à l'intérieur du logement, le chauffage, la baignoire et le wc représente 8 % du parc, 8 %. Oui, on oublie ça. Aujourd'hui ça serait plutôt 92% donc, on doit ça à quoi? à la réponse certes massive, certes quantitative, de la construction de logements collectifs, de 3 millions, 3 millions et demi de logements collectifs et qui logent - qui ont logé - à peu près 10 millions de personnes; c'est-à-dire: moins maintenant, mais il y a un moment le cinquième de la population française, maintenant un sixième. (Paul Chemetov)

Voilà le défi que les grands ensembles doivent relever : répondre à des objectifs quantitatifs qui doivent être atteints dans des délais courts, en mobilisant les moyens les plus innovants, tout en limitant les coûts de production.

Il y avait la politique des modèles innovation qui était l'idée d'avoir du logement industrialisé, donc d'assurer aux industriels des grandes séries de 2 000, 3 000, 4 000 voire 10 000 logements et de répartir ces modèles d'innovation sur l'ensemble du territoire : donc vous trouvez exactement le même modèle industrialisé à Lille, à Marseille, à Strasbourg, à Bordeaux et on remplissait les ZUP avec ces collections d'objets et de modèles architecturaux : un collage insipide qui était sensé produire de la variété !! (François Laisney, architecte)

Autrement dit, la promesse est momentanée. Elle engage une action précise, ouvrant un futur défini, dans un horizon finalement à court terme. Un modèle est mis au point. Son industrialisation est nécessaire pour répondre à l'urgence. La demande est massive et répandue, les grands ensembles se développent partout en France comme ailleurs dans le monde répondant à des standards et à des besoins conjoncturels.

Dans cette première période, relativement courte, est véhiculée une vision positive du grand ensemble dans la mesure où il s'agissait d'intégrer avant tout la population. Les mairies communistes avaient fait de la crise du logement leur priorité politique locale et s'avéraient tout à fait favorables à la construction sur leur commune de ZUP (Zone à Urbaniser en Priorité).

Dans ce cadre, la construction des 4000 logements par l'OPHLM (Office Public d'Habitation à Loyer Modéré) de la Ville de Paris pouvait constituer un échange de bons procédés pour une mairie qui souhaitait avant tout développer un grand programme de logements qui réponde aux attentes de ces habitants, ouvriers pour la plupart, et qui n'avait pas les moyens de lutter contre les menaces d'une spéculation foncière sur ces terrains....

M : Moi, j'étais aux essences de l'Armée à La Courneuve et le premier jour où je suis venu, j'ai eu une chambre à la caserne pour moi et après je me suis occupé de faire venir ma famille, donc j'ai fait une demande de logement tout de suite. - En combien de temps, vous avez eu le logement ?

M : En deux mois. À chaque fois que je pouvais, je passais les voir.

- Donc quand vous êtes arrivés ici, vous étiez les premiers habitants de ce logement. Est-ce qu'il y avait d'autres personnes déjà dans le bâtiment, des voisins ?

M : Oui. Nous on est arrivés en 65, il n'y en avait pas beaucoup, il devait y en avoir une dizaine sur la cage d'escalier. En 65, c'est là que les gens sont venus habiter. Dans le mois de juin, la cage était remplie.

- Quelles étaient vos premières impressions quand vous êtes arrivés ici ?

M : Bien. Déjà l'appartement, on avait une douche, spacieux, on avait un centre commercial à proximité, on avait un marchand de légumes au Petit Balzac, un crémier, au coin on avait le bar, en face on avait une pharmacie. Déjà de ce côté-là, on avait tout. Il suffisait de traverser la place, enfin non, c'était un souterrain à l'époque, on passait par le souterrain et l'on allait au centre commercial, on allait au Prisunic. (M et Mme Gonzales, habitants)

409 ■

Dans le courant des années 1960 et au début des années 1970, les 4000 incarnent, dans la presse municipale, une forme de modernité, comme le montre des publicités parues dans les années 1960, la tour du Grand ensemble et son centre commercial, présenté comme le plus grand de la région parisienne.

La tour du grand ensemble devient aussi un des symboles de la Courneuve : elle se présente en première page de l'agenda offert par la mairie pour l'année 1971. Le grand ensemble et sa tour sont une fierté, symbole de modernité et de progrès.

Un document datant de 1964 annonce d'ailleurs fièrement que la municipalité a relogé 781 familles dont 608 dans le grand ensemble (*Le Logement*, 1964).

L'urgence consiste donc à intégrer une population nouvelle en grand nombre et à lui fournir les équipements publics adéquats. En février 1970, la municipalité annonce une bibliothèque, des aménagements de terrain de jeux aux 4000, une piscine, une deuxième maison de l'enfance etc.... La priorité va à l'accueil de nouveaux habitants et aux aménagements urbains nécessaires. Dans un texte emprunt de lyrisme, Jean Houdremont, maire communiste de l'époque leur souhaite la « bienvenue ! » :

Bienvenue ! Un titre qui étonnera peut-être les courneuviens anciens. C'est au nom de la Municipalité et en leur nom que nous l'adressons à nos nouveaux habitants. Depuis quelques mois, vous emménagez dans le grand ensemble. Vous êtes déjà plus de 1.000 familles ! Un quart d'entre vous vient des taudis ou des logements exigus de notre ville. C'est un résultat de l'action de notre municipalité. Vous verrez que vos soucis sont ceux de vos élus, et combien ceux-ci ont besoin de vous. C'est que notre lutte doit être commune puisque nos désirs sont communs. [...] Vous êtes maintenant des nôtres. Vous serez de nos luttes et de nos succès. (La Courneuve, décembre 1963).

Mais, rapidement, le modèle urbain semble mal vieillir pour des raisons qui sont, pour certains, principalement sociales, même si les formes urbaines et les objets architecturaux sont fustigés. La rénovation urbaine engage les grands ensembles dans une nouvelle durée.

La crise des grands ensembles commence dès la fin des années '60. On voit que les grands ensembles, au lieu d'être un lieu disons de libération et de bien être, deviennent des lieux de ségrégation et d'aliénation. La critique officielle commence en 1970 avec Albin Chalandon qui parle du grand tournant. Il dit "il faut promouvoir la domination de l'urbanisation sur l'industrialisation". C'est le premier à employer le mot "urbanisation" ... ça, c'est lié aussi à la présidence de Giscard d'Estaing. En 1975 il y a le groupe HVS – Habitat et Vie Sociale, premier élément institutionnel pour, le mot est prononcé, rénover les grands ensembles, c'est-à-dire appliquer des processus de rénovation qui avant étaient utilisés pour détruire les centres villes alors qu'on aurait très bien pu les réhabiliter. On emploie le même mot pour une autre réalité qui est celle des grands ensembles.(François Laisney)

■ 410

Aujourd'hui certains acteurs du renouvellement urbain peuvent douter de cette remise en question rapide et radicale des grands ensembles et de la modernité urbaine. Ainsi, Bernard Barre revient sur la critique de la modernité de la part des architectes, constatant les qualités relationnelles des productions architecturales qu'elle a engendrée.

Les gens, ils racontent aussi l'espace moderne, comment ils se le sont approprié, enfin les principes même, la grande dimension, la vue lointaine, l'air, effectivement, la lumière, effectivement la relation au territoire, ben oui ça fait réfléchir quand même. On a été tous de l'îlot à la barre avec Panerai, on se refaisait de petits îlots partout, bien propres sur soi, ben je sais pas où est la vérité (Bernard Barre, responsable de l'urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005)

Les 4000 de La Courneuve, font partie des réalisations tardives des grands ensembles, ils sont achevés alors même que le modèle urbain et architectural sur lequel il se base est déjà remis en question par la critique et les professionnels. D'un point de vue programmatique, la réalisation de logement reste une nécessité, mais les formes urbaines et architecturales qui les accueillent sont contestées, comme s'il y avait déjà obsolescence de la forme avant même la fin des réalisations. Ainsi, les 4000 de La Courneuve sont renvoyés vers leur promesse première, celle quantitative et réactive à la croissance urbaine. Leur histoire moderne est close, il ne s'agit pas dans les années 70 de prolonger la promesse de la reconstruction, mais bien d'en construire d'autres. En d'autres termes, en construisant de nouvelles promesses pour ce territoire, on met très vite en doute sa capacité à s'inscrire dans la durée.

■ LA PROMESSE D'UN NOUVEL HORIZON

La dévolution est considérée comme un événement fondateur dans l'histoire de la Courneuve :

Petite interrogation écrite : 1515 ? C'est la victoire de Marignan. 1610 ? Henri IV est assassiné. 14 juillet 1789 ? Prise de la Bastille. 29 mars 1984 ?... La ville de La Courneuve devient propriétaire du grand ensemble. Ce jour-là, les Courneuviens ont pu enfin tourner une page de leur histoire. La municipalité, les associations, les organisations de la cité avaient lutté depuis une bonne quinzaine d'années pour qu'enfin ce changement puisse intervenir, pour qu'enfin les '4000' soient un quartier, voire des quartiers, courneuviens à part entière. 'Ouf ça y est ! ' C'est bien l'expression qui est revenue le plus souvent sur les lèvres ces temps derniers. Mais si la dévolution sera effective le 1^{er} juillet, l'histoire des 4000 n'est pas terminée. Il s'agit maintenant de s'attaquer à leur rénovation, leur réhabilitation. (La Courneuve, avril 1984).

En 1984, la ville de La Courneuve devient donc propriétaire du grand ensemble. Mais la dévolution est aussi présentée comme une « victoire » sur la Ville de Paris puisqu'elle s'est faite sans contrepartie financière. Elle est célébrée comme le signe d'une ville réunifiée.

Mais le fait que le grand ensemble n'appartienne plus à l'Office de la ville de Paris ne tarit pas pour autant les attaques à son encontre. Pendant des années, on voit régulièrement fleurir des articles rappelant que la situation d'aujourd'hui est un héritage de la mauvaise gestion et du mauvais entretien des 4000 par Paris : « pendant vingt ans, aucun entretien sérieux n'a été envisagé. Fort heureusement pour les locataires, depuis 1984, le vent a tourné. L'Office a racheté la cité et a conduit depuis lors une importante opération de rénovation » (Regards, novembre 1989). En 1990, il faut encore « mener la bataille pour obtenir que ... dans le grand ensemble, les malfaçons soient subventionnées à 100% » (Regards, 1990).

411 ■

La démolition de la barre Debussy donne « naissance » à un nouveau quartier : « l'Orme seul prend racine » « sur les 70 000 tonnes de gravats de la barre Debussy, l'Orme seul est bien autre chose qu'un simple substitut, destiné à masquer on ne sait quel sombre passé » (Regards, février 1989). L'Orme seul devient un « quartier modèle », l'antithèse des 4000.

La réhabilitation peut être elle aussi un signe de mort et de renaissance comme ce fut le cas à la suite du projet architectural de Laurent Israël transformant la barre Balzac : « Balzac est mort, Vive Balzac ! » ou encore « Le Balzac nouveau est arrivé » (Regards, novembre 1989). Le projet doit « redorer le blason de la cité des 4000 » (novembre 1989), redonner forme humaine et urbaine à une barre tant décriée.

Le projet urbain se veut le morcellement des 4000 en quartiers bien distincts. Le journal municipal rend compte des 4000 sud en les divisant en entités distinctes : le quartier de la Tour, « Braque-Orme seul », « Balzac », « Ravel-Presov »... L'organisation des comités de voisinage reprend cette organisation. Tout est fait pour que l'appellation « 4000 » n'apparaisse plus. Et pourtant, de ci delà, on voit dans le journal municipal lui-même réapparaître ce nom. Sa « charge symbolique », son histoire, son importance urbaine et sociale en font une pièce urbaine qui ne peut disparaître.

Le projet urbain a aussi pour objectif de casser l'image des 4000 et de ces barres, « rompre l'image du ghetto » (Regards, novembre 1989). La mairie se réjouit

ainsi de la présence de l'ensemble des médias lors de la démolition de Debussy (*Regards*, mars 1986) mais aussi de Renoir et Ravel/Presov.

Le projet s'accompagne d'un véritable travail de communication basé sur la nomination des lieux. On peut ainsi lire régulièrement l'annonce de la mort des 4000 ou d'un de ses éléments permettant ainsi la naissance d'un nouveau territoire, non stigmatisé.

La dévolution est la première occasion pour le journal municipal d'annoncer la disparition des 4000 logements : « *Les 4000 n'existent plus !* » ou encore « *1984, le nouveau départ d'un quartier courneuvien* ». Le transfert des 4000 à l'OPHLM de la Courneuve fait « disparaître les 4000 logements » qui « deviennent des quartiers comme les autres ». James Marson déclare dans un éditorial en 1984 :

« Les 4000 n'existent plus ! Cette affirmation peut vous sembler exagérée et pourtant, si l'on mesure bien que l'existence des '4000' tient essentiellement au fait qu'un ensemble de quartiers de La Courneuve dépendait entièrement d'une autre ville, en l'occurrence Paris, eh bien oui, dans ces conditions, le transfert des '4000' à l'O.p.h.l.m. de la ville de La Courneuve fait 'disparaître' les 4000 logements. Ils deviennent des quartiers comme les autres : Paul-Verlaine, Georges-Braque... où l'intervention de la ville pour la voirie, les espaces verts, le fleurissement, l'éclairage public, la propreté, la politique du logement, sera le même que dans le restant de La Courneuve. [...] C'est un événement considérable qui je crois n'a pas de précédent. Il est l'aboutissement de 15 années de luttes des habitants, des associations et des élus. C'est en 1970 que, pour la première fois, la question du transfert a été avancée et en 1976 la demande de réhabilitation de la cité. (La Courneuve, avril 1984).

- 412 Le nouvel horizon que la mairie veut ouvrir pour les 4000 de la Courneuve, et dont l'espoir est porté par la dévolution, se trouve confronté à la volonté de travailler cette entité urbaine, qui représente une part importante du parc social de la ville, tout en voulant casser son image. Travailler les 4000 en les redécoupant en entités plus petites, en commençant des démolitions pour construire de nouveaux quartiers, en réhabilitant des bâtiments. Si un projet n'est pas complètement défini, une direction est donnée par le projet de l'équipe de l'Aprah, retenue au terme du concours lancé en 1981 (*Concours d'urbanisme et d'architecture pour l'intégration dans la ville du grand ensemble des 4000 logements*).

■ LES HORIZONS SE BROUILLENT ENTRE L'ACTION D'URGENCE ET LA PROMESSE EN LATENCE

Rappelons aussi qu'à La Courneuve, 4000 logements donc au départ pas loin de 20.000 habitants, ensuite 16.000, le transport arrive vingt cinq ans plus tard, en '84, 1984-1992. Le tramway est lancé en '84, il arrive en '92 et c'est de '64, donc on l'attend 25 ans, c'est qu'il y a la gare d'Aubervilliers - La Courneuve mais qui ne concerne que l'extrémité de La Courneuve Sud, des 4000 sud, mais les 4000 nord ils ne sont nulle part. (Paul Chemetov)

Dans le concours [1981] c'était prévu sur 15 ans ! On a des planches du concours ...on a une planche qui s'appelait phasage, qui faisait partie des commandes du concours et c'était 15 ans, les choses devaient être bouclées en 15 ans. Mais on est largement au-delà des 15 ans. (François Laisney)

Si dans le cas de la construction de la cité originelle la promesse de modernité est exprimée dans une vision optimiste du progrès, la rénovation urbaine des grands ensembles, dont la réflexion est engagée dès le milieu des années 70, se trouve

prise entre la formulation d'un nouveau projet urbain et la nécessité d'intervenir en urgence, surtout suite à la mobilisation politique et médiatique du début du mandat de François Mitterrand.

Dans les années 80, cette idée de promesse à court terme se retrouve, comme une injonction de répondre à l'urgence, mais d'une autre nature. La Ville de La Courneuve engage, à travers sa direction de l'urbanisme, un travail de réflexion orientée vers des changements concrets en lançant un concours d'urbanisme au début des années 80.

A la fois, nous, la durée on l'a intégrée comme étant nécessaire, et en même temps démolir Balzac aujourd'hui alors qu'on vient de le réhabiliter, c'est peut être des rythmes de renouvellement qui sont beaucoup trop rapides et beaucoup trop brutaux. Ceci dit, c'est vrai, au départ, dès 83 on avait dit il y a des travaux d'urgence, mais on commence tout de suite la réhabilitation lourde de Villon, il faut tenir tous les termes, l'urgence mais en même temps montrer aux gens que c'est pas ça qu'on veut faire, c'est pas le projet d'urgence, c'est Villon, c'est la réhabilitation lourde, on désosse les façades, on rattache au logement l'espace extérieur qu'il n'y avait pas, on en profite pour agrandir les cuisines, c'est la nouvelle peau en brique, c'est la façon Apreh, peu importe, c'était la cité couscous, ça devenait couscous royale, c'est les gens qui l'ont dit. (Bernard Barre)

Parallèlement, du côté des habitants, l'exemple du centre commercial est souvent pris pour dénoncer le processus dans lequel les habitants se sentent pris, dont ils se sentent finalement victimes, parce qu'il révèle ce décalage, difficile à accepter, entre les réalités quotidiennes de la cité et les discours et réalisations concrètes, destinées à transformer le site.

Jadis, fleuron de la modernité, le centre commercial, qui offrait dans les années 60 et 70 l'occasion de nouvelles pratiques de consommation et de socialités, s'est paupérisé progressivement en même temps que l'ensemble de la cité et de ses habitants. La fermeture progressive mais massive de ses boutiques à partir des années 80 a produit un vide (certains parlent de « ville fantôme ») en même temps qu'un lieu de pratiques déviantes, et est resté en déshérence pendant plus de 20 ans, avant de connaître les premières interventions de rénovation. Alors que ces transformations continuent encore aujourd'hui (caméras aux 4 coins du centre commercial, alternance d'ouvertures et fermetures de certaines enseignes qui peinent à s'imposer durablement), les personnes interrogées qui ont subi un centre commercial déserté sinon inexistant ne comprennent pas le temps long de sa transformation et de fait, son abandon.

413 ■

« Et c'est toujours en piteux état. C'est-à-dire que la reconstruction, elle se fait sur trente ans, elle ne s'est pas faite en un an. C'est-à-dire que la reconstruction, elle se fait toujours aujourd'hui! C'est le temps qu'il faut pour reconstruire la ville. Par exemple, quand le centre commercial a commencé à disparaître, que les gens ont commencé à s'en aller du centre commercial, alors qu'on avait plein de boutiques hein! On avait des pizzerias, des boulangeries, on avait des poissonneries, on avait tout! On avait l'impression qu'on était sur Paname! Mais quand ils ont commencé à racketter les commerces, en leur filant des taxes professionnelles astronomiques, et il y avait de plus en plus de gens pauvres, donc des gens qui n'achètent pas, donc les entreprises ont commencé à s'en aller, la moitié des gens sont partis, jusqu'à ce qui reste le centre commercial juste.. On a commencé à reconstruire le centre commercial, il y a même pas deux ans, à faire venir des entreprises etc.. et le centre commercial s'est vidé il y a au moins vingt ans! Vous voyez le temps qu'il a fallu ?! » (Ismaï, habitant)

Sans compter le fait que la rénovation n'a pas permis que les boutiques fleurissent dans ce nouveau centre commercial (objet également de critiques sur le plan de son architecture, de ses matériaux trop ordinaires et du coût de loyer relativement élevé), c'est surtout la durée qui met entre parenthèses les désirs et les espoirs d'une situation à venir meilleure, sans parler des usages du lieu. Pendant ce temps

long, deux, trois commerces ou services continuent de « tenir bon » jusqu'aux derniers moments: opticien, pharmacie, boulangerie, la petite épicerie Miranda, la Poste (Ismaï)

L'évolution du centre commercial dans le temps apparaît donc comme un bon indicateur de la manière dont cette temporalité suspendue (cet entre-temps) est vécue par les habitants, depuis les attentes et les espoirs nés de la connaissance de projets de rénovation qui répondaient à une série de dégradations et de souffrances jusqu'à un sentiment de désillusion qui finalement, domine.

A côté des transformations pas toujours bien vécues (seule, celle de l'avenue du Général Leclerc revient comme un élément positif en termes de restructuration urbaine), il reste des lieux inchangés depuis l'origine, telle cette « zone » (près du petit Braque, récemment démoli) qui regroupe le centre de sécurité sociale, le dispensaire, la CAF, le service des impôts, qui reste en projet. Mais pour combien de temps encore conservera t-elle ses marques visibles de délabrement, avec les fenêtres brisées, les cages d'escalier dégradées, les parkings, lieux de trafic?

Elles représentent cette période si longue qui s'écoule entre l'évocation du projet et sa construction réelle. Le fait que la reconstruction s'étale sur des années voire des décennies, qu'elle continue jusqu'à aujourd'hui encore, est un élément qui concourt à faire perdre espoir, à éteindre les désirs et les projections que les habitants peuvent en premier lieu entretenir puis finalement, abandonner.

Ceci étant, chez certains de nos interlocuteurs, l'espoir n'est pas perdu. L'espoir est là, nourri par un sentiment de confiance envers les élus locaux, par les pratiques associatives et par une posture engagée vis-à-vis de la vie de quartier et, plus en général, de la vie politique. Il s'agit d'un espoir désenchanté, parfois sceptique, sans aucun doute conscient d'un passé écrasant, d'un présent fragile et d'un futur incertain. C'est une forme d'espoir qui « fait avec » l'inquiétude.

■ 414

Nous avons vu que certains lieux du site conservent la même appellation malgré leur démolition ou disparition physique (la mémoire du lieu domine dans les représentations) aussi, ces lieux peuvent être nommés « chantier n°1 » ou « chantier n°2 » ou encore d'un nom inventé par les usagers qui n'a rien à voir avec l'appellation officielle (en attendant l'inauguration de la place de la Fraternité, celle-ci est nommée « place Traversante ») – ces mots désignent l'incertitude et la difficulté de s'approprier ces lieux pris entre deux moments précis : leur démolition et leur reconstruction :

« ils ont tellement tardé à donner un nom que les gens, quand il y a un nouveau lieu, ils s'accaparent aussi le nouveau lieu et ils ont besoin de nommer cet endroit ! »
(Charlotte employée municipale)

L'impression d'une intention malveillante de la part des décideurs, en laissant le temps s'écouler entre deux opérations de rénovation, domine dans l'esprit de certains de nos interlocuteurs (d'où le sentiment de victime). Ce n'est pas seulement la durée objective entre les temps de la destruction et ceux de la reconstruction qui est désignée (« *du coup, les habitants se lassent de l'attente et partent de leur plein gré* », (Nathalie, habitante et employée municipale), mais la nette impression, qu'en reconstruisant de nouveaux logements, dont la moitié seraient en accession à la propriété, ce ne sont pas les mêmes habitants qui sont ciblés pour ces réalisations dont les projets, à l'origine, leur ont pourtant été présentés et même adressés !

« Voilà ce qu'ils font actuellement, ils désinfectent tout ce qui est 4000, tout ce qui est courneuvien, on désinfecte, on vire tous les courneuviens, tous ceux qui ne peuvent pas payer ! (..) Pendant toutes ces années, on a mis la Courneuve en jachère. On a bien laissé moisir pendant des années et des années, maintenant il faut construire, il faut labourer.

- On plante ?

Oui on plante mais sans nous ! » (Ismâï)

« Ce qu'ils font, dans les intentions, en réalité, ce n'est pas pour nous. Mais comme personne ne veut venir habiter les 4000, ils finissent par remettre des Courneuviens. » (Ismâï)

« Par exemple, même le centre culturel Jean Houdremont, qui ne fait plus grand chose, mis à part des spectacles destinés à faire venir les gens de Paris ! » (Nathalie)

Mon inquiétude première, c'est de voir des personnes qui ne peuvent pas assurer un loyer et qui habitent ici actuellement et qui vont se voir habiter plus loin demain. Moi Tahar, qui travaille, qui habite La Courneuve, je touche par exemple 800 euros de salaire, ne pouvant pas assurer un loyer dans les nouvelles constructions ... est-ce-que je vais pouvoir rester là alors que les prix augmentent ? La rénovation engendre des coûts ... On a beau les appeler « logements sociaux », mais si jamais on n'arrive pas à les avoir pour les plus démunis ? Est-ce que les plus démunis ne sont pas source de problèmes pour ces sociétés ? On a besoin de les mettre plus loin ? Je ne sais pas ...(Tahar, habitant et animateur)

Sans compromis, ces extraits d'entretien témoignent d'un sentiment d'exclusion, qui s'installe progressivement.

Ce sentiment se nourrit aussi par les événements nationaux et globaux. Certains de nos interlocuteurs, parfaitement conscients des tendances actuelles de *la ville à trois vitesses* (Donzelot, 2004), savent que leurs inquiétudes reposent sur des mécanismes dont l'échelle dépasse largement celle du quartier et de la Commune. Ils craignent l'éloignement de Paris, des réseaux de transports en commun, de l'emploi et de l'accès aux opportunités de la capitale, d'autant plus qu'ils les savent à l'œuvre dans un contexte tellement vaste qui dépasse leurs possibilités de changer les choses, le stigmatisme même de vivre à la Courneuve et en Seine-Saint-Denis.

415 ■

La population va être poussée vers l'extérieur. Le Grand Paris est fait pour. Il va y avoir (...) une spéculation du foncier qui fait que les populations « ouvrières », les classes basses et moyennes-basses, ne pourront plus se loger. Donc, à La Courneuve ça va être très dur (...). Il y a 2000 logements qui sont programmés, mais à l'achat, un studio de 30 mètres carrés ça fait 140 000 euros. On est à plus de 3000 euros le mètre carré. Et au niveau de la location, c'est 750 euros pour un deux pièces. Comment voulez-vous qu'on puisse payer ça ? Une très grande partie de la population ne peut pas ! Ils vont être obligés de partir en province ... à 80 bornes de Paris. Ici, on est proche de Paris. Et les couches sociales moyenne et moyennes-hautes ne peuvent plus se loger à Paris. Où vont-elles aller ? Elles vont venir habiter ici. Ici, maintenant, on a le tram-way : en dix minutes vous avez deux stations de métro, à St. Denis et aux Quatre Routes. Vous avez une autoroute. Il y a Roissy, il y a le RER. Le Ministère des affaires étrangères va s'installer ici, puis les archives, une résidence étudiante, le conservatoire, le centre culturel, le parc ... il y a tout, ici ! Certains parisiens vont arriver avec les moyens et la population plus pauvre va être poussée plus loin. (Jean-Pierre, ancien habitant)

« *Il y a les bonnes rénovations et les mauvaises rénovations* » nous dit une habitante. Les mauvaises rénovations, ce sont celles qui, après des années d'attente et de chantiers, n'ont pas rempli les promesses attendues. Une fois de plus, le centre commercial est au centre des discours car non seulement, les enseignes des nouveaux commerces installés après rénovation, (Lidl, E.D.), ne

font que renvoyer aux habitants des 4000, la pauvreté à laquelle ils semblent assignés, mais en plus, ils ne représentent pas une source d'emploi pour les Courneuvien(ne)s qui n'y sont pas employés, comme cela avait été annoncé dans le projet. De fait, de nombreux habitants des 4000 sud vont faire leurs courses ailleurs, à St-Denis ou à l'hypermarché le plus proche.

Les rythmes de transformation physique du territoire des 4000 se confrontent aux rythmes biographiques et culturels des acteurs et des habitants. Cela crée différentes distorsions probablement aussi dues aux difficultés de reconnaître dans les transformations en cours les projets promis et qui sont brouillés par des interventions nécessaires et à court terme. Cette distorsion de la réalisation et le manque parfois de perspectives personnelles crée une inquiétude chez des habitants dont l'avenir personnel sur La Courneuve est perçu comme incertain. Le temps suspendu du changement apparaît alors comme un temps de sursis pour ceux qui habitent là aujourd'hui, mais qui ne sont pas sûrs de faire partie de la promesse qui a été donnée collectivement.

■ DES PROMESSES QUI S'ABÎMENT AU CONTACT DE LA MATIÈRE ET DE L'IMAGINAIRE

Les discours portant sur les 4000 et le projet urbain dans le journal municipal de la Courneuve est très loin de constituer un récit linéaire : il montre toutes les hésitations, les volte-face de la municipalité face au projet urbain qui s'étire sur maintenant presque 30 ans. Le projet se veut continu et rationnel alors qu'il est fait de tergiversations, de retours en arrière... un des principaux points d'interrogation porte sur l'opportunité de la démolition.

■ 416

L'acte de démolition à partir de 1981 est présenté comme un acte « courageux », « lucide », « incontournable » pour des barres qui présentent « les plus graves défauts », qui « projetaient leur image sur la cité toute entière et fermaient la cité à la ville ». Ce choix est cohérent avec les positions du PCF qui, dès 1981, plaçaient la démolition dans leurs « Neuf objectifs d'action pour casser les ghettos » (*L'Humanité*, 16 octobre 1981)¹. A l'inverse, pour la mairie, la réhabilitation serait un « gâchis » financier, un pis aller... La démolition de Debussy se justifiait donc pleinement :

« L'image négative de Debussy joue à plein, en dehors des 4000 logements et dans le grand ensemble lui-même. Aujourd'hui, certains vont jusqu'à dire : depuis qu'on a vidé Debussy, c'est bien calme... Il n'a jamais été question de raser les 4000, mais d'autres démolitions sont absolument nécessaires à la réalisation des projets de la ville » (Regards, n°1, février 1986).

La démolition s'avère donc la seule solution possible, mais elle ne peut pas entraîner un discours de diabolisation. La démolition de Debussy « ne vise pas à éliminer quelque chose de nuisible d'où viendrait le mal. Mais simplement à ouvrir l'espace nécessaire pour que naisse un nouveau quartier » (Regards, n°1, février 1986).

Et pourtant, durant ces presque trente ans, on note des volte-face étonnants : le projet urbain des 4000 est présenté dans les media comme volontaire, linéaire, exprimant une continuité et pourtant l'avenir des différents éléments des 4000 sud ne paraît jamais scellé. On assiste à des écarts majeurs entre le projet et sa réalisation et même parfois à des contradictions.

Les cas les plus frappants sont ceux de la barre Balzac, promise à une démolition partielle dans le projet de 1981, donnant lieu à une réhabilitation de grande envergure en 1989 car « entre démolition et réhabilitation, la seconde solution a

¹ Il faut noter que la formulation d'un recours à la démolition à la fois comme réponse à l'obsolescence technique du grand ensemble et aux difficultés sociales de ces habitants était relativement novateur. Le principe de la démolition était loin d'être considéré comme légitime dans l'arsenal des outils de l'aménagement contrairement à aujourd'hui. Cette reconnaissance de la démolition comme nouvel outil possible d'aménagement s'inscrit dans une logique plus vaste que le projet portant sur les 4000 comme le montre l'organisation par le Parti communiste des « rencontres pour la ville » en novembre 1982. Henri Lefebvre y avait prôné son « droit à la ville » et dénoncé l'annexion de l'espace par le mode de production capitaliste mais on avait assisté aussi à la revendication de certains participants - comme Maurice Bernard, responsable de l'amicale CNL des « 4000 » et de Jean-Pierre Lefebvre, chargé de mission à la SODEDAT, société départementale d'aménagement de la Seine-Saint-Denis - de la possibilité d'une démolition massive d'ensembles sociaux et à la reconstruction d'immeubles collectifs. La démolition, dans le discours communiste est loin d'être taboue et apparaît comme un véritable mode d'action publique, cf. Berland-Berthon (Agnès), *La démolition des ensembles de logements sociaux. L'urbanisme entre scènes et coulisses*, Thèse de doctorat en Aménagement de l'espace et de l'urbanisme, Bordeaux III, 2004.

eu la préférence. C'est qu'au-delà des malfaçons, les appartements sont appréciés des locataires, les logements ayant été conçus de manière intelligente » (Regards, novembre 1989) puis, programmée pour une démolition totale en 2009. Même situation pour le Petit Debussy : condamné à la démolition dans le premier projet, la mairie change d'avis en 1987 suite à une opposition massive de ses habitants : « après Debussy, aucun autre bâtiment ne sera démoli. Celui qu'on appelle le petit Debussy vivra » (Regards, février 1988) et annonce en 1988 que le « bâtiment Debussy va être réhabilité. Celui qu'on appelle le 'petit' par rapport au grand, la barre Debussy, qui a été démolie le 18 février 1986. La chose serait presque banale (ce n'est pas le premier ni le dernier bâtiment à être réhabilité) mais, voilà, ce bâtiment aussi, devait être démoli, or il y a deux ans la ville y a renoncé. [...] Pourquoi 'être démolis' ? se demandaient quant à eux les habitants du petit Debussy. [...] Ces derniers ne souhaitent pas 'être démolis'. Ils se sentent bien dans leur bâtiment, s'entendent bien entre eux, se respectent. [...] La décision est prise : on ne démolira pas Debussy. » (Regards, avril 1989). Le bâtiment est donc réhabilité en 1989 (Regards, avril 1989). Il est aujourd'hui question de le démolir en 2013 (Regards, mai 2005).

La démolition, comme acte fondateur d'aménagement et fer de lance du projet de 1981 est donc difficile à mettre en place, à faire accepter et se trouve remise en question. En 1986, le maire revient sur l'idée de la démolition :

« La démolition est toujours quand même un peu un gâchis quand on a tant besoin de logements. Des études nouvelles, plus fines, sur la déstructuration et l'écrêtage des bâtiments semblent permettre un travail qui nous paraissait irréaliste il y a un an ou deux » (décembre 1986).

417 ■

Un rapport de 1988 confie même que « actuellement, l'Office de la ville de la Courneuve reconnaît qu'une démolition revient plus cher qu'une réhabilitation même lourde, comme celle de la Place François Villon. La démolition d'autres barres n'est plus envisagée. Par contre, la réhabilitation d'immeubles locatifs sociaux s'avère urgente et devrait être menée sur une grande échelle. L'Office désirerait mener un programme annuel de réhabilitation de l'ordre de 800 logements, parallèlement à la construction annuelle de 80 logements locatifs ». En octobre 1989, « une des nécessités de l'OPHLM pour retrouver son équilibre, est d'accélérer la réhabilitation du patrimoine du Grand ensemble ».

Pourtant le maire de l'époque, James Marson (Maire de la Courneuve de 1973 à 1996), déclare en février 1989 que :

« La réhabilitation apporte un meilleur confort, mais elle ne règle pas tous les problèmes. Parfois même elle les aggrave puisqu'elle a pour conséquence une augmentation importante des loyers. Mais surtout, elle n'apporte pas de solutions aux dégradations, à la drogue, à la délinquance » (Regards, février 1989).

Dans des articles de la presse nationale, les démolitions sont davantage synonymes de désillusions que de nouvelles promesses. Elles ont beau être présentées par l'Etat comme « le nouveau remède miracle à la déprime des cités ghettos », les journalistes restent sceptiques sur la capacité de ces démolitions à changer la situation de certains grands ensembles. Désillusion car elles « signent l'échec des formes urbanistiques de l'après-guerre mais aussi celui de la politique de réhabilitation menée depuis les années 80. [...] La destruction sonne souvent comme un constat d'échec pour le quartier et laisse une impression de gâchis » (Le Monde, 9 avril 2000). La démolition, comme levier du projet urbain est encore largement contestée en 2000.

Les espaces urbains s'inscrivent par excellence dans de longues durées, difficiles à gérer au niveau politique malgré la continuité de l'équipe municipale : les difficultés financières – liées à la dévolution s'avérant une charge particulièrement lourde pour la municipalité, aux impayés et à la vacance, à la nécessité de construire de nouveaux logements pour les populations déplacées... – la dépendance vis-à-vis des successives politiques de la ville, mais aussi les difficultés politiques face aux incertitudes liées aux changements sociaux qu'entraînent la démolition et aux risques de perdre un « vivier électoral », rendent difficile le maintien d'une seule et même ligne en matière de projet urbain.

Les aspects urbains et architecturaux et les aspects sociaux et économiques se confrontent et parfois se confondent dans l'histoire des 4000 de La Courneuve. Si pour le projet des grands ensembles s'est construite, dans l'après-guerre, une vision concordante entre processus de production, formes urbaines et architecturales et projet social et économique, la mise en question de cette vision du progrès cherche de nouvelles orientations en retravaillant cet héritage matériel et imaginaire. Mais le projet n'est jamais clos, il évolue au gré des moyens techniques et financiers mobilisables, reformulant périodiquement de nouvelles promesses.

■ LES ENTRE-TEMPS ET LES CONTRE-TEMPS PERÇUS ET VÉCUS

Vingt ans après, on retrouve le problème des délais, de l'incertitude dans la réalisation d'un projet ambitieux et qui se morcelle sur la longueur :

■ 418

« Je ne voudrais pas que les gens considèrent cet espace comme un *no man's land*. Aujourd'hui quand on va sur place, vous avez raison, c'est des clôtures, des clôtures... tout ça, ça devient un résidu, et puis nous on voulait que tout ça se construise très vite à partir du mail, un, puis deux, puis trois, puis quatre. Dans le planning, cela va se construire pratiquement en même temps, parce que quand vous mettez les gens en ligne pour faire un dossier, il y en a qui comme l'OPHLM ont des problèmes financiers et il leur faut au moins dix-huit mois pour sortir le dossier financier et les premières esquisses, l'Association Foncière de Logement qui dit « Moi, je commence que si les autres commencent, parce que je ne peux pas vendre du 1% patronal, s'il n'y a rien autour... », donc tout le monde s'attend et tout le monde va construire en même temps. Ce qui est un peu con ! Et nous, ce qu'on voudrait, c'est faire les espaces publics avant les bâtiments. Très vite construire des rues, on aura l'assise, le socle du projet, une préfiguration du projet... Le phasage est un peu compliqué, parce qu'on a l'impression d'une immensité, mais dès qu'on commence à construire un bout de rue, très vite on va se marcher sur les pieds. (...) On ne le dit jamais assez, il faut penser le projet avec le phasage, parce qu'on s'aperçoit que le phasage peut être utilisé pour renforcer la logique urbaine qu'on voulait mettre en œuvre. On ne commence pas par un bout qui n'a aucun intérêt, alors qu'il faut commencer par la structuration de l'espace public et le faire tout de suite. Il faut faire les espaces qui sont au plus près des gens, pour qu'ils ne se sentent pas dépossédés de ce qui les entoure. » (Philippe Hamelin, paysagiste)

La promesse du changement, dont sont aussi porteurs les architectes, les urbanistes et les paysagistes, se confronte souvent à la durée de la mise en œuvre des projets. Ainsi le travail du projet dans sa continuité se pose-t-il, mais elle n'est pas forcément prise en compte dans les processus opérationnels.

On l'avait plus que suggéré, on l'avait recommandé le fait qu'il fallait éviter un temps de faille urbaine au sens de l'école de Chicago hein... et la ils ont pas fait le travail qui moi à mon avis enfin quand on prend ce genre de problématique et qu'on veut les régler on peut pas laisser un temps mort de 7 années entre la conception et la première pierre... Alors est-ce que vous êtes au courant que dimanche dernier

il y avait... avec Monte Laster et effectivement ils ont fait le travail que nous on avait souhaité dès la démolition quoi, alors vous vous rendez compte... là, il y a une inadéquation entre les autorités politiques au sens large et les autorités publiques pour permettre qu'il n'y ait pas cette vacuité entre la conception et la réalisation. Parce que déjà pour les personnes c'est un respect... c'est un respect minimum de leur énoncer... le processus et l'appropriation justement de ce type de projet sera beaucoup plus productive et positive avec ça... c'est évident que les gens ne vont pas se sentir abandonné hein par ce que l'abandon c'est aussi ça, les laisser sans information, sans communication suffisante sans formalisation... sans préfiguration de ce que ça pourra être. (Marie Christine Lvovsky, sociologue et urbaniste)

Il y a ainsi un art de tenir sa promesse en tant que concepteur qui ne tient pas seulement dans la réalisation du programme et des formes projetées, mais surtout à laisser entrevoir, tout de suite, la manière dans laquelle les espaces seront organisés. La promesse de l'architecte, c'est laisser entrer les habitants dans le projet dès ses premiers mois de réalisation, en faisant attention à ce que la structure, « le socle du projet », soit bien visible et facile à comprendre.

Parallèlement, les souvenirs d'un habitant des 4000, relogé dans un appartement de la barre Renoir, quelques années avant sa démolition en 2000, racontent aisément le processus d'une mort lente de cet immeuble. Les effets progressifs du relogement des habitants de la barre, le processus qui s'étale sur plusieurs années à travers la condamnation de l'appartement, après le départ définitif des locataires, en murant ses différentes ouvertures, le vide humain dans chaque cage d'escalier, des usages divers, de la part de certains locataires, en dehors de toute norme (feu de camp au milieu du salon, démolition de cloisons et de sols pour créer des duplex etc..), le manque d'hygiène généralisé (une « véritable poubelle géante ») et parfois même le manque d'électricité dans les derniers moments (ni ascenseur ni éclairage dans les parties communes), tous ces souvenirs témoignent, selon son expression, d'un « *festival d'horreurs* » (Ismaï), d'une série de désœuvrlements d'un espace habité provisoire et qui caractérisent également cet entre-temps : habiter, en attendant.

419 ■

Pour les paysagistes aussi, tenir ses promesses est une affaire difficile : le projet ne commence à prendre forme que plusieurs dizaines d'années après sa réalisation, mais aussi parce que l'approche de la grande échelle implique un consensus et une réalisation qui s'étend sur plusieurs années. Ainsi, de nombreux paysagistes ont été appelés à proposer un projet pour La Courneuve, mais très peu ont véritablement eu la chance de le réaliser sous une forme cohérente. Au cours du temps, il se morcelle au point de devenir méconnaissable. Plutôt que d'entretenir l'espoir de la population par des annonces de projets qui ne verront jamais le jour, certains préfèrent ne plus assumer cette posture non sincère, dont ils se détachent, comme c'est le cas pour Linda Leblanc :

« Je me souviens, j'ai lâché parce que tout à coup j'ai dit « j'arrête » parce que je me suis dit je suis caution. Je participe, je fais croire, je participe d'un processus qui fait croire aux gens, qui les fait patienter, qui les fait croire qu'il va y avoir des trucs... » (Linda Leblanc, paysagiste)

Florence Robert signale un rejet des projets réalisés, qui peut être interprété comme une inadéquation entre l'espoir et la promesse, ces deux horizons n'allant pas l'un à la rencontre de l'autre, mais se croisant à distance dans le vide :

« On a beaucoup d'effets d'annonce, on met énormément d'argent partout pour des choses qui ne sont pas acceptées par les gens, donc elles sont cassées. » (Florence Robert, paysagiste)

A l'échelle du logement, certains habitants, particulièrement prévoyants, ont déjà investi dans le renouvellement de mobilier en vue d'un relogement prévisible dans des logements neufs, sans connaître leur destination précise. Ces moments qui préparent au départ, en vue d'habiter un ailleurs encore inconnu, sont emplis de projections, de pertes réelles et symboliques, d'incertitudes qui nourrissent à nos yeux cet entre-temps.

Habiter son intérieur dans ces conditions, influe évidemment sur le sentiment d'être chez soi, d'un chez-soi antérieur voué à disparaître, d'un chez soi présent mais provisoire et d'un chez-soi à venir mais encore indéfini.

Nous pouvons sans doute avancer l'hypothèse que dans les représentations des gens, l'idée d'un espace « en devenir » ou « en chantier » s'étend bien au-delà de sa dimension physique ou matérielle (il dépasse les limites physiques), bien au-delà de sa durée ou de sa dimension temporelle objective (symboliquement, le chantier dure après le chantier réel et le chantier commence bien avant qu'il ne se réalise).

« Le chantier » n'est pas neutre. Paradoxalement, il n'appartient pas forcément au temps de la promesse mais assume une valeur contextuelle en se greffant sur une histoire, des pratiques et des représentations sociales et urbaines qui préexistent, coexistent et/ou se produisent le long de sa durée. Le slogan « La Courneuve s'invente un autre avenir », marqué sur la banderole affichée en haut des immeubles Ravel et Presov pendant les semaines qui ont précédé leur démolition, au-delà des intentions confiantes et réconfortantes de ses concepteurs, semble se prêter à des interprétations plus inquiétantes : comme l'ont exprimé Ismaï, Tahar et Jean-Pierre, cet « autre avenir » *en réalité, ce n'est pas pour nous. La rénovation engendre des coûts : est-ce que je vais pouvoir rester là alors que les prix augmentent ? Comment voulez-vous qu'on puisse payer ça ? Une très grande partie de la population ne peut pas ! Ils vont être obligés de partir en province ... à 80 bornes de Paris. (...) Certains parisiens vont arriver avec les moyens et la population plus pauvre va être poussée plus loin.* La promesse d'un avenir « autre », dans le sens de meilleur, matérialisée par les chantiers en cours, n'est donc pas pour « nous », les habitants des 4000, les Courneuviens. Elle est réservée aux autres, aux Parisiens, à ceux qui auront les moyens de se permettre de vivre dans la cité une fois rénovée.

C'est aussi en termes d'héritage que les habitants expriment du désarroi. Ces derniers se font une idée des intentions dans lesquelles ont été construits ces logements, « prévus pour dix ans ». Ici aussi, un malentendu ou décalage entre les intentions de constructions et les réalités sociales, (comme pour beaucoup de cités HLM), est souligné où l'aspect provisoire des constructions se contredit, dans la durée, avec le fait que la population la plus pauvre y réside toujours aujourd'hui, que ceux qui n'ont pu partir continuent d'habiter ces logements destinés pourtant à disparaître ?

Cette image du provisoire qui est véhiculée par les états successifs d'urgence sociale auxquels doivent répondre les grands ensembles, en déforme l'inscription dans le temps au point d'en faire des « objets temporaires ».

Finalement moi je pense que ce grand ensemble va continuer à jouer toujours un rôle de cité de transit : il va être en permanence et encore jusqu'à aujourd'hui une immense cité de transit – de passage transitoire. Elle avait un taux de renouvellement de la population de 10% par an et je crois que ce taux est permanent depuis qu'on y a travaillé. Je pense que du point de vue anthropologique vous pouvez difficilement considérer ça comme un lieu d'enracinement. Les gens y viennent

souvent contraints parce que c'est dans leur parcours résidentiel, ils y sont amenés, on leur propose ça...ils n'ont pas véritablement le choix. On ne peut pas dire qu'ils soient véritablement captifs, régulièrement il y en a qui souhaitent partir, sortir du grand ensemble pour trouver de meilleures conditions. Je pense que le grand ensemble dont on prévoyait à l'époque la rénovation sur 15 ans - là ça fait 30 ans, il a toujours cette fonctionnalité, il fonctionne presque comme un grand hôtel garni d'un foyer où les gens passent. (François Laisney)

L'idée d'un « destin provisoire » des 4000 de La Courneuve se confronte en permanence avec les transformations et démolitions successives des composantes de cet ensemble urbain. Lorsqu'on observe les transformations sur les 30 dernières années on constate un lent processus de disparition des composantes urbaines des 4000, évidemment accompagné de nouvelles constructions, mais qui ne sont pas immédiatement consécutives aux démolitions. Cette vision objectivante des processus de projet, relogement, démolition, construction se confronte toutefois à l'expérience des habitants dont l'environnement ne passe pas d'un état avant travaux, à un état après travaux, mais par une succession d'étapes qui s'étalent sur des décennies et qui apparaissent comme un impensé du projet, un temps technique nécessaire à sa réalisation. Le processus de réalisation du projet apparaît dans cette perspective comme clairement à contre-temps de l'expérience de l'entre-temps des habitants.

■ LA PROMESSE D'INSCRIRE LA VILLE DANS LA DURÉE

Parmi les discours, mais aussi les formes, produits pour les projets urbains et architecturaux, on peut identifier une piste de travail qui consiste à chercher à construire de la durée. Que ce soit vers le passé comme vers l'avenir, les concepteurs essaient de construire une épaisseur temporelle du territoire en cherchant à rendre tangible les traces du passé et les ouvertures d'avenir.

Ainsi, « la promesse de la durée » correspond à une posture théorique comme pour Paul Chemetov qui affirme l'idée prépondérante de transformation dans le travail architectural et urbain.

421 ■

L'architecture c'est un métier de transformation avant tout. Qu'est ce que vous faites ? vous transformez. Et transformer ce n'est pas rien. Moi j'avais pris comme slogan quand je construisait le Muséum d'Histoire Naturelle, qui est quand même une des transformations les plus réussies, c'est mieux qu'Orsay dans le genre et on a livré un bâtiment dans un meilleur état de ce qu'on nous avait confié : les parquets sont d'origine, les boiseries sont d'origine et pourtant on a fait une intervention neuve et assez forte. Cette transformation - j'avais repris une citation d'un célèbre architecte, Aurelio Galfetti, dans laquelle il disait, à propos de son intervention au château de Bellinzona « transformer c'est conserver ». L'avantage de cet adage c'est qu'il est rigoureusement réversible: transformer c'est conserver et conserver c'est transformer (Paul Chemetov)

Cette promesse de la durée se confronte à la résistance des formes et des structures urbaines dont on teste successivement, dans le projet, dans des réalisations, dans des concours d'idées, les possibilités d'adaptation.

... les 4 barres d'Alfred de Musset, donc on proposait de venir se coller contre les pignons. Se coller contre les pignons, finalement c'est donner à ces bâtiments des voisins et les inscrire un petit peu dans l'histoire de la ville. Donc à partir du moment où l'on venait se coller dessus, le bâtiment n'était plus tout seul. Comme s'il existait la depuis toujours, (Serge et Lipa Goldstein, architectes)

Le travail des formes urbaines participe non seulement à construire de nouvelles organisations mais aussi à inventer des récits dont les trames sont imaginaires,

mais usent des vocabulaires de la ville sédimentée pour donner l'illusion de la continuité, voire d'une diachronie des formes dont la succession n'est pas inscrite dans une chronologie simplement linéaire.

La promesse de la durée passe aussi par l'intégration des processus culturels, au cours du projet, en travaillant les représentations communes des situations et en essayant de les transformer en ouvrant des pistes possibles tout en ayant conscience des résistances qu'on peut rencontrer.

Comme j'avais fait un premier bâtiment et que je savais qu'un premier bâtiment c'est déjà 4 ou 5 ans, je savais qu'un projet urbain on était plutôt à 10 et voir plutôt même 20 ans j'en sais rien... La question n'est pas là, donc à partir de ça nous quand on dessine ça, on n'imagine pas trop que ça va se faire à toute vitesse, on lance des idées qui sont assez à contre courant. On le sait parfaitement, quand je commence à traiter des barres qu'il y a tout le staff intello qui va me tomber dessus en disant que c'est pas possible et que ces barres sont horribles et qu'elles devraient disparaître, puisque l'horreur doit disparaître. Si on la transformait l'horreur, si on faisait de la métaphore, si on faisait du métabolisme...(Bernard Paurd, architecte)

Le travail sur les trames qui organisent le territoire depuis les mérovingiens, et le fait de les retrouver dans le projet contemporain est, pour Bernard Paurd et Marie-Christine Lvovsky, une façon de rendre présente, dans la banalité quotidienne, cette histoire ancienne, qu'ils participent d'ailleurs, par leurs interprétations, à construire.

■ 422

Justement je voudrais préciser pourquoi ce sont des enjeux, et justement le travail c'est de lier le contemporain et l'histoire ancienne. Donc il ne s'agit pas de construire des oppositions, de les opposer, en fait on a des indices du passé et du présent et donc par exemple cette illustration sur le tram, ça veut dire qu'on va renforcer une ossature, une forme urbaine parce qu'elle fait sens et est polysémique. Et justement, c'est construire une densité de sens pour arrimer ce territoire dans le grand bain social. Sans cesse il va y avoir des individus, c'est un peu comme une mise en intrigue. En fait ... par exemple sur le tramway, de mettre en situation des personnes qui n'aurait qu'un intérêt fonctionnel à utiliser le tram, de les mettre en relation avec la grande histoire, là on amplifie le geste urbain, on densifie l'espace social et là on redonne, on démultiplie les sens et c'est ça qui fait qu'on redonne de la qualité. Et il y a une évidence au bout du compte. Et c'est cette méthodologie, et donc il y a une solidité de ce que l'on peut appeler le socle morphologique c'est-à-dire qu'il y a une assise et du coup ce n'est plus anecdotique, on n'est plus baladé. C'est-à-dire on peut à la fois se balader... c'est-à-dire on a le choix. Le choix de déambuler comme un être moderne et en même temps on ne nie pas... on ne se perd pas dans une abîme, on peut s'orienter, se guider et pas être perdu. Donc c'est vraiment rechercher des repères ancien-contemporain... (Marie Christine Lvovsky)

C'est dans cette même perspective que se construit la position des frères Goldstein qui semble trouver dans la ville sédimentée, un territoire à découvrir, plein de surprises et d'incidents dus aux confrontations d'échelle, aux juxtapositions insolites qui créent la ville qu'ils connaissent et la banlieue qu'ils pratiquent depuis leur enfance. La banlieue se présente pour eux comme une promesse en soi, lorsqu'ils disent « retrouvons la banlieue ! », en travaillant des séquences d'espaces qui miment la lente sédimentation qu'ils reconnaissent dans les territoires qu'ils prennent pour référence.

On aurait eu tout d'un coup la surprise d'avoir une barre comme à Paris. Je sais pas dans certains quartiers tout d'un coup on passe d'un tissu totalement traditionnel et tout d'un coup on a un immeuble. Donc c'est un petit peu ce qu'on voulait refaire à travers ce concours, donc c'était... déjà une idée du parcellaire ... peut-être que ça fait figurer les intentions que l'on a aujourd'hui de résidentialisation, de faire des petites unités, des petites unités résidentielles... etc. C'était une... Enfin bon, c'était assez simple, ça nous paraissait assez évident à l'époque. De... de dire mais si on veut faire une ville... Retrouvons la banlieue. Retrouvons la banlieue avec son chaos,

son désordre et peut-être essayons d'y ajouter une qualité architecturale et ça c'était peut-être un support pour dire que plusieurs architectes peuvent travailler côte à côte, peut-être, sans forcément avoir de règle urbaine très stricte et... voilà on... on recréait un tissu. Une hétérogénéité... humaine peut-être bien, ... une mixité, une particularité, une richesse qui était un peu gommée avec les grands ensembles... on avait juste des espaces ouverts à tout le monde... c'était un peu revenir... revenir en arrière. Ben c'est-à-dire en créant ... en créant un espace public clair et identifiable une rue, un trottoir et le long de cette rue et de ce trottoir faisons des parcelles et à l'intérieur de ces parcelles faisons des... Faisons habiter les gens non pas sur un bâtiment avec 300 logements mais mettons 20 logements...30 logements... et pourquoi pas passer sous un immeuble et au fond de la parcelle il peut y avoir peut être une petite maison... et peut être que c'est entre des murs... c'est pas comme dans le grand ensemble où on voit tout Paris, ce qui est aussi une qualité, mais là c'est aussi, c'est peut être un petit peu comme à Paris... dans une parcelle il y a un mur, il y a des pignons, tous les murs ne sont pas forcément percés de fenêtre, il y a peut être des moments de silence... finalement on s'aperçoit qu'à Paris on peut très bien vivre à côté d'un mur qui fait six étages, qui n'a aucune fenêtre et finalement on se sent très bien... justement parce qu'il n'y a aucune fenêtre... et cet espèce de...d'accolement, de... contiguïté comme ça entre des habitations, donc c'était un ghetto comme ça... avec une particularité qu'on peut définir... au contraire c'était mêler justement, intégrer à la ville et donc euh... quelque chose qu'on peut moins designer comme... entre guillemets...C'est pas forcément un alignement un ordre... ça peut être à un moment donné une coïncidence, un pignon, peut être un arbre, peut être quelque chose de plus petit... voila... c'est quelque chose un peu... enfin ça peut être chaotique quoi... voilà c'est un petit peu... c'était un petit peu ce qu'on voulait recréer... et pas... et pas une architecture ordonnée avec... (Serge et Lipa Goldstein)

Mais cette approche « sédimentaire » ne fait pas l'unanimité. Les 4000 de La Courneuve font partie d'un vaste corpus de projets et d'ensembles architecturaux et urbains dont les qualités et les valeurs patrimoniales peuvent aussi s'inscrire dans un processus de conservation. Ici se pose la question de la valeur relative de ces entités urbaines que l'on se réfère à l'histoire officielle de la discipline avec ses œuvres et ses maîtres, ou que l'on s'inscrit à l'échelle de l'expérience individuelle et biographique dont les lieux bâtis peuvent constituer des repères dans l'espace et dans le temps, supports de récits individuels. Ceci étant, pour certains, l'absence de qualité architecturale et urbaine l'emporte sur les problématiques de continuité ou de système de repérage.

423 ■

C'est des bâtis sans qualité et donc moi j'étais aussi un des premiers à lancer à un moment donné la notion avec l'IFA (Institut Français d'Architecture), de voir les grands ensembles sous l'angle de la patrimonialisation, de dire : il y a un très petit nombre de grands ensembles qui méritent le qualificatif de patrimoine...il y a eu quelques très bons architectes, Aillaud, Pouilhon, Dubuisson, peut être ça représente 5% de la production des grands ensembles, 10% disons, mais tout le reste était essentiellement de la production industrialisée de basse qualité qui correspondait à l'urgence de la construction de l'après-guerre donc là il n'y a pas de ... ça, ça interroge beaucoup les anthropologues et les sociologues, on a fait beaucoup de colloques la dessus en disant « oui, mais vous comprenez, le patrimoine c'est les gens : c'est parce que les gens se sont approprié de ces grands ensembles que tout d'un coup elles vont faire partie du patrimoine » alors le Ministère de la Culture, entre dans cette logique, je suis assez en désaccord avec cette position là ; le patrimoine c'est le patrimoine bâti en fonction de critères essentiellement architecturaux : ce n'est pas un patrimoine immatériel, ce n'est du patrimoine parce que j'y ai passé mon enfance. Je pense que là il y a un abus, une grande démagogie de la part de beaucoup d'équipes, de socio anthropologues qui viennent là comme des espèces de roues de secours ou d'alibi pour soit accélérer soit freiner les mouvements de démolition. Non, la *tabula rasa* dans ce sens-là, surtout sur les grands ensembles, ne me choque pas du tout ; je l'ai dit depuis le début. (François Laisney)

■ UN TERRITOIRE DE PROMESSE, EN SUSPENSION

On prend le parti très très vite de dire... Remplacer 600 logements par 300... Euh, on va pas prendre tout le terrain pour faire ça, parce qu'il faut ménager le futur, parce qu'il peut y avoir des stratégies d'équipements parce qu'on est sur un lieu spécifique, on est sur une entrée de ville entre Saint-Denis et la Courneuve. [...] Oui il y a un petit terrain de foot ici, nous on met des terrains de jeu ici dans cette bande là, en disant que de toute façon un jour si ils ont besoin de construire des équipements plus lourd à une échelle plus grande, ils auront une logique de boulevard. C'est aussi une politique de réserve foncière. ... (Bernard Paurd)

Ce territoire en projet depuis près de 50 ans est certainement caractérisé par une promesse latente, souvent remodelée, mais toujours présente : un entre-temps permanent. Une tension se crée alors entre le présent immédiat de l'expérience pratique des lieux et le projet dont l'horizon peut échapper à ceux qui n'en maîtrisent pas les termes, voire s'estomper ou se transformer radicalement dans la durée de sa réalisation.

La confrontation des témoignages sur les expériences vécues avec ceux sur les processus de conception et de décision, montre d'importants écarts de perception du territoire. Ceux-ci ne se situent pas que dans l'imaginaire, mais aussi dans les réalités et les changements tangibles. L'architecte, l'urbaniste ou le paysagiste se situent souvent dans l'horizon de leur projet et sont pris entre la réponse à une situation présente tendue, et la volonté de construire de la durée et dans la durée. Il y a une difficulté et des contradictions dues au processus même du projet qui s'inscrit dans un régime temporel qui se veut linéaire bien qu'il soit en fait accidenté, comme on a pu le voir.

■ 424

Le chantier permanent, pour ceux qui l'éprouvent sur une longue période, crée une sorte de suspension du présent, dont l'après chantier correspond parfois à un moment perçue comme trop lointain dans l'expérience de l'habitant et cet étirement de la durée du projet peut aller jusqu'à assécher l'entre-temps de la promesse en attente.

Les questions de rythmes, de durée, de cycles, sont présentes dans chacun des témoignages, mais avec des discordances irréductibles dont on se demande si elle ne pourrait devenir l'objet d'une attention spécifique dans le projet même.

La forme architecturale et urbaine des 4000 de La Courneuve semble résister, malgré d'importantes démolitions, dans l'imaginaire tout comme dans l'espace. Et cette résistance contredit la promesse du changement : les 4000 sont toujours là, mais jusqu'à quand et jusqu'où ? Certaines formes urbaines et architecturales sont-elles plus porteuses que d'autres de promesses ? il faudrait pour répondre à cette question mieux comprendre comment l'espace urbain et architectural est porteur de promesse, et à quelle forme et processus de changement éventuel, cette promesse peut être tenue dans la durée.

La question reste ouverte : tout lieu peut-être porteur de promesses mais encore faut-il savoir l'interpréter ou seules certaines formes urbaines et architecturales sont capables de tenir des promesses ?

L'analyse des différentes formes de distorsions du présent dues à la confrontation entre l'expérience habitante et les promesses formulées, pose clairement la question du régime temporel du projet avec les espoirs et les incertitudes qui accompagnent sa réalisation. Une remise en question du régime temporel du projet urbain correspondrait probablement à un changement radical de paradigme, encore à explorer.

le temps de l'événementiel et du sensationnel

les « 4000 » et la presse nationale

« La foule des badauds venus assister au spectacle était grande, on avait construit des tribunes pour les personnalités : les responsables de banlieue 89, à l'origine de cette grande idée, le maire avec le conseil municipal, les autorités constituées du département et de la région, le ministre du logement. Des échafaudages avaient été spécialement montés pour que la presse et la télévision puissent avoir de bons points de vue. Il y avait aussi, bien entendu, en nombre, la police et les pompiers. Dans cette franche allégresse, les Français purent tous suivre, émerveillés, le show sur leur téléviseur. Il ne fallut que dix secondes à la grande barre pour s'effondrer élégamment. Suivit, sur place, un vin d'honneur. « Dix secondes pour effacer le mal à vivre », « Les mauvais choix du passé », titrèrent les journaux du lendemain. Aujourd'hui, il reste sur l'emplacement de la barre une vague pelouse et un petit arbre mélancolique planté par les jeunes qui naquirent là. [...] Cette barre-là, l'absente, la disparue, elle s'appelait Debussy.»

François Maspero, *Les passagers du Roissy-Express*, Paris, Seuil, coll. Point, 2004 (1990), p. 197.

Comment rendre compte du regard posé par la presse nationale sur le grand ensemble des 4000 à La Courneuve ? Deux faits s'imposent : les 4000 ont eu droit à une couverture médiatique avant même leur achèvement et en quarante ans, ils ont fait maintes fois « la une » des grands quotidiens nationaux. Cette présence récurrente fait de ce grand ensemble le plus « connu de tous les français » (*Révolution*, 24 juillet 1986), le symbole des « grands ensembles à problème » etc. Malgré les difficultés posées par cette question, il nous a paru intéressant d'étudier les représentations des 4000 dans la presse nationale depuis leur création et ce, pour plusieurs raisons :

425 ■

Premièrement, les 4000 ayant suscités une incroyable quantité de discours, il était intéressant d'étudier comment la presse a représenté et représente ce grand ensemble : quelles sont les images, les comparaisons, les associations, les métaphores utilisées ? On peut d'ors et déjà souligner l'existence d'une permanence des images et un enrichissement des registres de représentation sur les quarante ans écoulés. Ces discours « anti-4000 » sont plus qu'une réaction épidermique face à certains faits divers : ils finissent par former un système de représentations digne d'étude.

Pour des raisons de temps, nous avons centré nos recherches sur la presse écrite, il serait pertinent d'analyser ensuite les représentations véhiculées par la presse audiovisuelle et cinématographique, la télévision constituant aujourd'hui un vecteur essentiel des discours et images sur les cités de banlieues¹. A titre d'exemple, dès les années 1960, un certain nombre de reportages rend compte de l'édification des grands ensembles, notamment dans l'émission « Cinq colonnes à la une » où Pierre Tchernia amène ses téléspectateurs à la Courneuve. Survolant les 4000 en hélicoptère, il explique la modernité dont la cité est porteuse mais aussi les risques d'une telle concentration humaine².

Deuxièmement, l'étude de ces discours permet de nous interroger aussi sur « l'événement médiatique », ses spécificités et ces temporalités. Pour Pierre Nora, l'événement, dans son rapport au temps, à l'histoire et à l'actualité, caractérise la modernité démocratique : « son apparition paraît dater du dernier tiers du XIXe (...). Ainsi l'affaire Dreyfus constitue-t-elle peut-être, en France, la première irruption de l'événement moderne, le prototype de ces images d'Épinal sorties tout armées du ventre des sociétés industrielles et dont l'histoire contemporaine ne

¹ Pour une approche générale, cf. Lochard (Guy) et Boyer (Henri), *Scènes de télévision en banlieues (1950-1994)*, INA-L'Harmattan, et Lochard (Guy) « Médias et banlieues », *Les cahiers du journalisme*, n°4, janvier 1998. Cette étude porte avant tout sur le traitement médiatique des banlieues à la télévision à travers les magazines de débats et les talk-shows. Plus généralement cf. Charaudeau (Patrick), *Le discours de l'information médiatique*, Ina-Nathan. Ce travail d'étude des représentations d'un grand ensemble à la télévision a été effectué en partie pour le grand ensemble de Sarcelles : cf. Canteux (Camille), « Sarcelles, ville rêvée, ville introuvable », *Sociétés et représentations*, n°17, 2004, p. 343-359.

² Cette émission est évoquée par Lochard (Guy), *op. cit.*, p. 34. et Tellier (Thibault), *Le temps des HLM 1945-1975*, Paris, Autrement, 2007, p. 83.



3 Nora (Pierre), « Le retour de l'événement », in Le Goff (Jacques) et Nora (Pierre) dir., *Faire de l'histoire*, vol. I : *Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1974, pp. 210-229.

cessera plus de reproduire les exemplaires, à partir d'une matrice comparable. »³ L'événement n'existerait donc que par les médias qui ne se contenteraient pas de le relayer mais qui le constitueraient : « Dans nos sociétés contemporaines, c'est par eux et par eux seuls que l'événement nous frappe, et ne peut pas nous éviter. (...) Presse, radio, images n'agissent pas seulement comme des moyens dont les événements seraient relativement indépendants, mais comme la condition même de leur existence. La publicité façonne leur propre production ». « Des événements capitaux peuvent avoir lieu sans qu'on en parle », concède l'historien, mais « le fait qu'ils aient eu lieu ne les rend qu'historiques. Pour qu'il y ait événement, il faut qu'il soit connu ». Aussi l'événement existerait-il uniquement dans ce rapport au temps qui accompagne la médiatisation – celui de la modernité. L'événement serait donc « construit », en particulier médiatiquement. Il résulterait d'une production, voire d'une mise en scène et n'existerait pas en dehors de sa construction. La temporalité de l'événement, c'est le quotidien. Pour Pierre Nora, l'événement s'inscrit dans un présent « perpétuel » ou « chronique » :

« l'événement qui survient est un moment, un fragment de réalité perçue qui n'a pas d'autre unité que le nom qu'on lui donne. Son arrivée dans le temps (c'est en ce sens qu'il est le point focal autour duquel se déterminent un avant et un après) est immédiatement mise en partage par ceux qui le reçoivent, le voient, en entendent parler, l'annoncent puis le gardent en mémoire. Fabricant et fabriqué, constructeur et construit, il est d'emblée un morceau de temps et d'action mis en morceaux, en partage comme en discussion. (...) Morceau de temps, l'événement est encore un créateur : il crée du temps qui suit son accomplissement, il crée des relations et des interactions, des confrontations ou des phénomènes de consentement, il crée du langage, du discours. On peut encore dire qu'il crée de la lumière parce qu'il révèle soudain des mécanismes jusque-là invisibles»⁴.

4 Farge (Arlette), « Penser et définir l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux », *Terrain*, n° 38, 2002, pp. 69-78

Mais ces événements participent aussi largement d'une vision du futur. Ainsi, pour Arlette Farge :

« la vision du devenir est constitutive du « moment- événement », de même celle du passé : on parle d'un événement en le caractérisant par rapport à une attente de ce qui se passera, une annonce de ce qui va heureusement ou malheureusement survenir. On parle de lui en fonction de ce qu'on sait avoir existé dans le passé. (...) Aucun événement ne peut être amputé de ce dont il fait se ressouvenir, et de ce sur quoi il risque d'anticiper »⁵

5 Farge (Arlette), *op.cit*

Il faut donc prendre en compte « l'épaisseur de la temporalité d'un fait ».

Troisièmement, ces représentations peuvent s'avérer performatives. Les 4000 font la « une » de la presse écrite pour quatre types « d'événements » différents : les « faits divers » (meurtres, trafic etc.) la visite d'hommes politiques, les démolitions de barres et son cortège de discours autour du renouvellement urbain et de la viabilité de l'architecture moderne, et enfin à l'occasion « d'enquêtes spéciales » concernant les 4000 et les grands ensembles plus largement. Ces événements ont une forte tendance à s'auto-alimenter : la mise en actualité du grand ensemble par des faits divers en fait un parcours obligatoire pour les différents ministres concernés donnant, eux aussi, lieu à leur cortège d'articles de presse. Chaque fait divers devient un nouveau signe du « malaise des grands ensembles » ou de « l'échec des grands ensembles ». De fait divers, ces événements acquièrent une dimension nationale comme le montre l'intervention de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, après le décès d'un enfant de onze ans, qui se rend chez les parents de la victime et fait une déclaration mainte fois relayée dans la presse : « Dès demain, on va nettoyer au Kärcher la cité des 4000. On y mettra les effectifs nécessaires et le temps qu'il faudra, mais ce sera nettoyé » (*Le Monde*, 22 juin 2005). Quelques jours plus tard, *Le Monde*, dans son édition du 1^{er} juillet décrit « la cité des 4000 divisée en trois barres gigantesques, sales et laides »

(*Le Monde*, 1^{er} juillet 2005). Le lien est fait entre la victime et son environnement immédiat.

Sans être prophétique, la première visite officielle d'un ministre de la République en 1963 avait été particulièrement mal accueillie : des piquets de grève dénonçaient les conditions de travail sur le chantier des 4000. Celle de M. Chalandon, à l'époque ministre de l'Équipement, en 1971, reste dans les mémoires : à cette occasion, il avait fait une déclaration reprise régulièrement dans la presse durant les quarante années suivantes. Pour lui, La Courneuve était « *un véritable miroir grossissant des problèmes généraux qui se posent dans beaucoup de grands ensembles* » (*Le Monde*, 7 octobre 1971)⁶. Par cette déclaration, il accordait déjà un « statut négatif » aux 4000.

L'ensemble de ces écrits finissent par former un récit et transmettent des représentations largement négatives qui ne sont pas sans conséquence sur le devenir des 4000. L'événement médiatique ne se limite pas à une « mise en public » : les médias rendent possible son existence mais font de lui aussi un élément performatif et peuvent conduire à des actes : « La frontière entre le constat et le performatif demeure floue, puisque toute description du monde (tout constat) a des effets renforçant, elle stabilise les phénomènes en les imprimant par cliché dans la mémoire collective »⁷.

Vingt ans après l'étude novatrice de Christian Bachmann et Luc Basier mettant en lumière la stigmatisation urbaine et sociale dont avait souffert le grand ensemble des 4000⁸, leurs conclusions s'avèrent toujours justes : les 4000 donnent lieu encore aujourd'hui à de multiples articles dans la presse nationale à l'occasion d'événements violents, le dernier en date étant le meurtre d'un enfant habitant la barre Renoir en juin 2005. Cette médiatisation dépasse d'ailleurs largement nos frontières⁹.

Comme en septembre 1964 - après une bataille rangée entre bandes rivales se terminant à coups de fusils - comme en mars 1971 - avec la mort d'un jeune homme abattu par le patron du Café Le Narval - ou encore en juillet 1983 ou juin 2005 avec la mort violente d'enfants, ou en avril 1993 après la mort du libraire des 4000, les faits divers tragiques sont l'occasion de dépeindre le grand ensemble comme le lieu de tous les dangers et de toutes les pathologies... Il n'est pas question ici de nier la violence ou la véracité de ces faits. Toutefois, comme le souligne H. Rey, cette dramatisation exploite et renforce les ressorts particulièrement rentables de la peur des banlieues¹⁰.

Évaluer l'influence des médias dans la représentation négative des 4000 est évidemment complexe. Certains chercheurs, comme Patrick Champagne, font l'hypothèse que les médias « construisent » le problème des banlieues, jusqu'à transmettre des informations qui n'ont plus rien à voir avec la réalité des faits. Le travail de dramatisation journalistique contribuerait à la naissance et au développement d'une représentation univoque des cités, grands ensembles et des 4000 plus particulièrement car « les médias font partie intégrante de la réalité ou, si l'on préfère, produisent des effets de réalité en créant une vision médiatique de la réalité qui finit par passer dans celle-ci »¹¹. L'événement devenant exceptionnel, il est traité en « une » et mis en scène : « le travail d'information fera donc le choix d'une approche spectaculaire des quartiers, en accentuant le sentiment de distance sociale, conformément aux attentes du grand public, grand amateur d'étrangeté et d'exotisme ». Pour présenter les « banlieues », la presse met en avant le spectaculaire : « Il faut qu'on voie que ça brûle, il faut voir des jeunes bourrés de haine qui crachent sur les flics. On ne prend que cette image-là », confie l'un d'entre eux¹². La presse fabrique une représentation de la réalité éloignée du monde réel. Marc Augé parle de « mise en fiction » de l'événement¹³.

Le problème serait donc avant tout médiatique, comme aurait tendance à le montrer par ailleurs l'augmentation du nombre de voitures brûlées quand les

⁶ Christian Bachmann et Nicole le Guennec font un résumé particulièrement cinglant de la visite d'Albin Chalandon à La Courneuve en 1971. Ils écrivent : « Les grands ensembles sont idéologiquement suspects à ses yeux. (...) ce sont le produit d'une « pensée marxiste, collectiviste et totalitaire ». (...) le 5 octobre 1971, trois ans après sa nomination (...) il se rend à La Courneuve, aux 4000 logements. « Incongnito », selon l'Agence France-Presse, et de « façon impromptu ». Mais avec une équipe de télévision. « Avec quelle propension les caméras s'attardaient sur les carreaux cassés et sur les papiers gras voltigeant sur les pelouses... », déplore *Logement et famille*. Le ministre se promène, visite quelques appartements, bavarde avec les résidents, qui se plaignent de l'insécurité, de la saleté des rues et des immeubles. « C'est la première fois que j'ai l'occasion de visiter un grand ensemble et de me rendre compte des problèmes très complexes qui s'y posent », déclare franchement Chalandon. *Le Canard enchaîné* épingle le ministre en titrant : « le Mur du çon »... », citation in Bachmann (Christian) et Guennec (Nicole le), *Violences urbaines*, Paris, Hachette-Littérature, 2002 (1^{ère} ed. Albin Michel, 2002), p. 258.

⁷ Bounoux (Daniel), « L'image-événement », *Le Temps des Médias*, n° 8, 2007, page 223 à 225

⁸ Cf. entre autre, Bachmann (Christian) et Basier (Luc), *Mises en images d'une banlieue ordinaire. Stigmatisations urbaines et stratégies de communication*, Paris, Syros Alternative, 1989 et « Les imageries de La Courneuve : stigmatisation publique et politique locale de communication in *Les cités en question*, Actes de colloque aux journées pour la recherche sur les opérations de développement social des quartiers, Plan construction, Paris, 19-20 juin 1986.

⁹ Le *New York Times* par exemple publie régulièrement des articles, généralement à la suite « d'événements », telle la visite de Sarkozy après la mort de Sidi-Ahmed Hammache. Les articles se concentrent aussi sur les questions ethniques et religieuses : votes des immigrants pour Sarkozy, les « groupes islamistes » après 2001 etc. Cf par exemple : Hedges (Chris), « La Courneuve Journal. In Suburban Squalor Near Paris, Echoes of Jihad », 16 octobre 2001 ; Smith (Craig S.), « French Minister Converts Crisis Into », 5 juillet 2005 ; Sciolino (Elaine), « Immigrants' Dreams Mix With Fury », 12 décembre 2005 ; Smith (Craig S.), « In French Bid, Immigrant's Son Battles Reputation as Anti-Immigrant », 5 mai 2007. Les premiers articles remontent à 1918 à l'occasion d'un grand incendie dans une usine. À l'inverse, les deux autres grands quotidiens américains - *Washington Post* et *Los Angeles Times* - n'y font jamais référence.

¹⁰ Cf. Rey (H.), *La peur des banlieues*, Paris, Presse de la FNPS, 1996.

¹¹ Champagne (Patrick), « La construction médiatique des malaises sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°90, décembre 1991, p. 64-76, citation p. 72.

¹² Avenel (Cyprien), *Sociologie des « quartiers sensibles »*, Paris, Coll. 128, Armand Colin, 2005, p. 35-36.

¹³ Augé (Marc), *Les formes de l'oubli*, Paris, Payot et Rivages, 1998

14 Cf. Subtil (M.P.), « Les médias s'interrogent sur la manière de couvrir ce type d'événements », *Le Monde*, 2 janvier 1999 et Mucchielli (Laurent), *Violences et insécurité*, Paris, La Découverte, 2001.

15 Cf. Grignon (C.) et Passeron (J.C.), *Le Savant et le populaire en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil, 1989

16 Bensa (Alban) et Fassin (Eric), « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n°38, 2002.

17 Avenel (Cyprien), *op. cit.*, p. 36. Cette position est partagée par exemple par Guy Lochard pour la télévision : « La question de la banlieue, telle qu'elle apparaît à la télévision, n'est pas le résultat d'une simple opération d'enregistrement d'un réel qui existerait de façon autonome, face auquel la télévision ne serait qu'une sorte de spectateur passif. Nous savons, au contraire, que le discours sur la banlieue à la télévision est le résultat d'un conflit de discours, d'un conflit d'images, d'un jeu de négociations permanent entre trois types d'acteurs : les journalistes, les habitants des banlieues et les acteurs professionnels. Les journalistes ne suscitent pas les faits qui se produisent dans les cités, comme certains le disent, mais leur présence ne peut pas être considérée comme sans effet sur le déroulement de certains phénomènes. Les habitants des banlieues, eux, ne sont pas des sujets passifs qui subissent les images que l'on construit, et peuvent aussi réagir en mettant en œuvre des stratégies de communication, qui visent à corriger, à reconstruire et à modifier les images péjoratives. Quant aux pouvoirs publics, ils interviennent à la fois vis-à-vis des acteurs sociaux et vis-à-vis des professionnels des médias en mettant au point des stratégies de communication », in Lochard (Guy), *op. cit.*, p. 33

18 Wievorka (Michel) dir., *Violences en France*, Paris, Seuil, 1999

19 Muzet (Denis), « L'emballage médiatique : la question de la responsabilité », *L'Observatoire du Débat Public*, 27ème Congrès de l'UCPF, Grenoble - 7/10 décembre 2006

20 Moscovici (Serge), « Des représentations collectives aux représentations sociales : éléments pour une histoire », in Jodelet (Denise), *Les représentations sociales*, Paris, PUF, 1989, p. 62-86.

21 Jodelet (Denise), *Folies et représentations sociales*, Paris, PUF, 1989, p. 45.

caméras et les journalistes sont présents¹⁴.

Paradoxalement, cette représentation négative est parfois renforcée par les sociologues qui prétendent la combattre en minorant, voir en occultant ces faits divers et en adoptant une attitude oscillant souvent entre misérabilisme et « enthousiasme forcé »¹⁵. En effet, « l'événement » ne va pas de soi pour les sciences sociales, « d'autant moins sans doute qu'il paraît mieux se couler dans d'autres discours sur la société – à commencer par le journalisme et l'essayisme » comme le souligne Alban Bensa et Eric Fassin. « Si les sciences sociales se montrent tellement silencieuses face à l'événement, c'est en effet, principalement, qu'il semble ressortir, avec l'actualité dans son ensemble, aux discours les plus loquaces, voire les plus bavards, en tout cas les moins scientifiques. Quand les médias ont à connaître surtout des événements, les sciences sociales les ignorent d'autant plus. Nos disciplines préféreront le plus souvent montrer que l'événement n'en est pas un : la nouveauté n'est pas si nouvelle, le surgissement s'inscrit dans une perspective historique, une tradition culturelle, une logique sociale »¹⁶.

Pour d'autres chercheurs, considérant les médias comme des miroirs de la société, les informations données seraient des symptômes de la réalité sociale. Ils insistent sur le fait que le traitement de la question des banlieues résulte d'un travail collectif incluant une pluralité d'acteurs : habitants, travailleurs sociaux et militants associatifs, politiques, et sociologues compris etc. Les médias ne seraient donc pas « des créateurs du désordre urbain » mais « simplement une chambre d'enregistrement faisant écho aux débats sur les problèmes sociaux du moment »¹⁷. Pour Cyprien Avenel, les médias ne disent donc pas la réalité mais font partie de cette réalité. En tant que tel, « ils diffusent des images qui existent déjà en dehors d'eux, en même temps qu'ils contribuent à les construire ». Ainsi, Michel Wievorka a étudié le « jeu de dépendance mutuelle » qui pouvait s'établir entre des jeunes voulant faire parler d'eux et des journalistes à la recherche du spectaculaire¹⁸. Aujourd'hui comme hier, ce ne sont pas les médias qui font l'insécurité mais, comme le précise Denis Muzet, « ils dépeignent le champ de ruines, souvent lourdement et avec complaisance, utilisant un marketing de la peur, et répondant en cela à une demande sociale de notre société du spectacle, sans distance, jusqu'à stimuler la peur à leur tour. Ce n'est pas seulement une pression qui s'exerce, conduisant à multiplier les sujets qui traitent des événements des banlieues dans les JT ou à la Une des journaux jusqu'à saturation, c'est aussi toute une rhétorique qui se déploie, une rhétorique de l'analogie et de l'amalgame. (...) Plus le monde dans lequel nous vivons se modernise, s'accélère et se complexifie, plus l'existence d'objets simples et archaïques est nécessaire à sa représentation. Durant la période de notre histoire récente, la peur a rempli ce rôle de dramatisation et les médias celui de dramaturges. »¹⁹

On ne peut remettre en doute ni la force des représentations transmises par les médias ni l'importance des représentations sociales dans nos sociétés aujourd'hui. Comme le souligne Serge Moscovici, « Il [le phénomène de la représentation sociale] a un caractère moderne pour autant que, dans notre société, il remplace les mythes, les légendes, les formes mentales courantes dans les sociétés traditionnelles. Etant leur substitut, et leur équivalent, il en hérite à la fois certains traits et certains pouvoirs »²⁰. Quand à Denise Jodelet, elle reconnaît à la représentation sociale « un statut originaire dans la constitution des ordres et des rapports sociaux, l'orientation des comportements collectifs et la transformation du monde social »²¹ Les représentations fonctionnent comme des points de référence aussi bien dans le domaine des valeurs que dans le domaine de l'action. La représentation est prescriptive de comportements et de pratiques obligées. Elle définit ce qui est licite, tolérable dans un contexte social donné. De plus, elle donne un sens et une signification aux actes.

En revenant sur les représentations des 4000 dans la presse nationale, plusieurs questions se posent : Les 4000 ont-ils droit, en tant que grand ensemble, à un traitement particulier en terme quantitatif et en terme de durée dans la presse nationale ? Et si oui, pour quelles raisons ? Les 4000 ont-ils permis l'élaboration d'images et de représentations particulières ? Assiste-t-on à une permanence des images durant quarante ans ou est-ce que chaque fait divers, chaque évènement permet l'apparition de nouvelles images ? Face à un projet urbain fondé sur les démolitions, pourquoi les 4000 continuent-ils d'exister dans la presse nationale ? Pour tenter de répondre à ces questions, nous avons dépouillé le plus systématiquement possible trois grands quotidiens : *Le Monde*, *le Figaro* et *Libération* auquel sont venus s'ajouter plus ponctuellement des articles d'autres quotidiens et hebdomadaires.

■ UN « ÂGE D'OR » AMBIGU

Si l'on reprend une analyse chronologique, on est frappé par l'immédiateté des critiques et procès intentés aux 4000 logements et ce, dès leur sortie de terre.

■ ■ Un lieu problématique dès 1964

Les 4000 n'ont quasiment pas bénéficié d'une « période de grâce » dans la presse nationale : la « cité bleue » est décrite dès 1964 comme un « lieu problématique ». On évoque bien rapidement « l'apport du confort », à une période où celui-ci était loin d'être généralisé, l'expression d'une certaine idée de la modernité et du progrès etc. Les 4000 peuvent même être qualifiés quelques années plus tard de « prouesse technique » : « à l'origine [...] un modèle d'urbanisme et une prouesse technique de l'Office public d'HLM de la ville de Paris » (*L'Humanité*, 11 juillet 1978). Mais dès 1964 *France-Soir* tente de comprendre, avant même l'achèvement des 4000, « ce qui ne va pas » dans « cette cité verticale », cette « cité ultramoderne » :

« C'est un bel ensemble architectural que cette cité des 4000 logements de La Courneuve : il y a des immeubles de quinze étages et des tours de vingt-cinq étages. Cela, à la porte de Paris, dans un secteur d'usines et d'ateliers [...]. La cité des 4000 logements est neuve, confortable et bien conçue. Mais alors, qu'est-ce qui ne va pas ? » (*France-Soir*, 19 septembre 1964).

Un « avant » et un « après » difficile à dater

L'évocation d'un « âge d'or » est présent dans la presse nationale à l'occasion d'un exercice journalistique bien particulier : le recueil de témoignages d'habitants ou d'anciens habitants au moment des démolitions. Ces témoignages correspondent à cet état de « griserie » évoqué par Henri Coing pour qualifier cette période de découverte d'un monde nouveau par les habitants. Mais cet âge d'or est minimisé par la construction même des articles qui opposent à chaque fois un « avant » positif et un « après » négatif comme le montre cet article du *Monde* daté du 12 avril 2001 :

« Maurice Bernard, soixante-douze ans, ancien ouvrier de l'usine de chaudières Babcock, ex-membre du Parti communiste - de 1951 à 1987, précise-t-il -, aujourd'hui locataire au Mail, se souvient de son arrivée à Renoir, en 1963. Il revit son plaisir de trouver un appartement suffisamment spacieux pour abriter sa famille et de la solidarité qui s'est aussitôt tissée entre les habitants, des rapatriés, des Parisiens et des Courneuviens d'origines diverses. Le centre commercial au pied des immeubles était florissant et l'on pouvait s'attarder au café du coin. Et puis il y a eu la crise, la fermeture des usines, le chômage élevé à La Courneuve et, encore plus, dans la cité » (*Le Monde*, 12 avril 2001).

Un article antérieur du 20 novembre 1999, c'est-à-dire quelques mois avant la démolition de la barre Renoir, est tout à fait représentatif de cette construction binaire : les témoignages repris évoquent un « avant », véritable âge d'or de la cité bleue et « aujourd'hui », époque de l'insécurité et l'abandon.

L'avant, l'âge d'or, la cité bleue...	Aujourd'hui : insécurité et abandon
<p>- En 1963, âge d'or de la cité : « du temps béni où les gardiens faisaient respecter un règlement intérieur » ;</p> <p>- « où l'on s'émerveillait de marcher sur du parquet de posséder une baignoire ».</p> <p>« De leur fenêtre, ils apercevaient les silhouettes de la tour Eiffel et du Sacré-Coeur. Au premier plan, les toits fumants du bidonville des Francs-Moisins, debout jusqu'en 1971, leur rappelaient, aussi, que d'autres n'avaient pas leur chance d'habiter la cite bleue - c'était, alors, sa couleur ».</p> <p>- « toutes les portes 2 étaient des six pièces, il y en avait un par palier » ;</p> <p>- « on prenait une amende quand on marchait sur les pelouses. La gardienne notait nos noms et nous taxait de 5 francs ».</p>	<p>- « la barre fantôme exhibe ses rangées de fenêtres vides ou s'accrochent des lambeaux de stores » ;</p> <p>- « dévasté, le centre commercial, autrefois florissant, n'est plus qu'un dédale crasseux de rideaux de fer » ;</p> <p>- « quelques vestiges résistent : restes d'enseignes qu'on devine, malgré les lettres manquantes et qui rappellent qu'il y a eu, la, des fruits primeurs, des marchands de couleurs et des auto-écoles, épaves de mobilier, carcasses de voitures calcinées, conservées comme d'étranges sculptures » ;</p> <p>- « état d'abandon dans lequel a été laissé l'immeuble »</p> <p>- « l'insécurité croissante qui les a poussés à partir » ;</p> <p>- « Tous, sans exception, parlent aussi de la drogue arrivée au tout début des années 80 et qui a fait des ravages » ;</p> <p>- « Dix ans plus tard, les flics n'entraient plus dans la cité » ;</p> <p>- « a chaque drame, il y a eu des départs de commerçants et d'habitants » ;</p> <p>- « les derniers temps, les jours de pluie, l'eau ruisselait dans le salon » ;</p> <p>- « à leur tour, Ravel et Presov, deux barres identiques a Renoir, pourrissent tranquillement. Aucun logement n'y est plus attribué depuis plusieurs années, mais, faute de mieux, on vient, quand même, d'y caser quelques familles difficiles délogées de Renoir » etc.</p>

431 ■

Ces deux époques, ces deux représentations antagonistes peuvent se retrouver dans un même paragraphe avec le témoignage opposé de deux habitants : un témoignage empreint de nostalgie, récit de souvenirs d'enfance et un témoignage négatif qui se veut axé sur la situation actuelle :

«J'ai passé douze années de mon enfance à Presov, de 3 à 15 ans. Quand je regarde ce bâtiment, c'est toute mon enfance que je revois : les jeux sur la pelouse avec les gamins, la solidarité entre voisins, mon premier amoureux», dit Véronique dans le cahier de souvenirs recueillis par la mairie. Quitter le quartier «a été un déchirement. Vous savez, la racaille qui pourrit la vie des cités, c'est une poignée de personnes. La très grande majorité des habitants, ce sont des gens bien, parfois avec des histoires de vie extraordinaires. Les années que j'ai passées à Presov m'ont vraiment enrichie. C'est là que j'ai appris ce que voulait dire le mot solidarité.» Gilles, lui, ne regrettera pas Presov: «Entre l'agression dont j'ai été victime, à 10 ans, par des grands qui voulaient me racketter, les cambriolages répétés dans l'appartement, la loi du silence... Je ne me suis jamais senti en sécurité.» (Le Temps, 24 juin 2004).

Ces articles donnent l'impression au lecteur que rien de positif ne peut être dit des 4000 sans être immédiatement contrebalancé par la « triste réalité des faits » : dès que l'on quitte le territoire du souvenir ou de la mémoire pour gagner les territoires de la description et de l'actualité, les représentations deviennent négatives.

On voit aussi apparaître au fil des années l'existence « d'habitants ressources » pour les journalistes ce qui peut renforcer l'impression de récits identiques. On retrouve certains noms au fil des articles depuis les années 1980. On peut citer ainsi Maurice Bernard, qualifié de « résident historique » par Christian Bachmann et Nicole Le Guennec²², membre de l'Amicale Laïque et de la section locale du PC – présent régulièrement à la fois dans la presse et dans les journées d'étude « scientifique » en qualité « d'habitant des 4000 »²³. Une autre « figure locale » est le docteur Amar « qui a ouvert son cabinet à Renoir en 1968 avant d'être relogé au Mail de Fontenay ».

Les limites de cet « avant » et de cet « après » ne correspondent à aucune période précise. Les dates changent selon les articles et les témoignages. Dans un même journal à quelques mois d'intervalle, elle peut se situer dès la fin des années 1960 ou dans le courant des années 1980 :

« Enchantement des locataires de 1962. On s'émerveillait de marcher sur du parquet et de posséder une baignoire, se souvient Pascale Gillet, 87 ans. Vers 1968, on est plutôt heureux d'habiter la barre Renoir. Les terrasses du café étaient toujours bondées, témoigne le docteur Roger Amar qui y a vécu et travaillé pendant 30 ans. La convivialité régnait alors. Chacun faisait sa vie pour créer, au final, un univers vivant, chaleureux et fraternel. 1968 est une date pivot : c'est à ce moment-là que commence une lente dégradation. Les premiers problèmes apparaissent : dégradations apparentes, pour la plupart dues au procédé de construction et aux contrefaçons dénoncées dès la livraison des immeubles, souligne-t-on en mairie où l'on ajoute : la violence surgit, la cité commence à échapper à ses gestionnaires et s'enclave. » (Le Figaro, 8 juin 2000)

« La lente et inexorable dégradation commence dès le début des années 80, quand le trafic de stupéfiants s'impose dans les cages d'escalier » (Le Figaro, 15 février 2000)

Un grand ensemble trop tardif ?

Les discours « positifs » sur le grand ensemble sont donc mineurs et largement étouffés par une succession de portraits à charge²⁴. Une des explications en est relativement simple : les 4000 arrivent trop tard dans l'histoire des grands ensembles dont le procès dans la presse nationale a débuté dès la fin des années 1950 comme le souligne Michèle Huguet, pour qui il existe deux moments distincts dans leur perception. La période 1955-1959 est caractérisée par la nécessité de résoudre la crise du logement : les constructions nouvelles seraient donc appréhendées avant tout comme des solutions possibles à cette crise. En 1958, Gilbert Mathieu, journaliste au *Monde* publie une enquête sur le thème « Logement, notre honte ». En 1960, dans l'émission *Cinq colonnes à la une*, Sarcelles est encore présentée comme « une ville en train de naître [...] loin de l'agitation et de l'air malsain des grandes cités »²⁵. Cette vision bascule à partir de 1959 : les articles mettent l'accent sur une corrélation entre cette forme d'habitat et les pathologies et déviances qu'elle engendrerait comme le soulignent certains titres notamment après les déclarations de Pierre Sudreau, nouveau ministre de la construction : « Les grands ensembles ne doivent pas devenir des machines à répétition d'erreurs ou d'horreurs » (*Le Figaro littéraire*, 15 août 1959), « un cri d'alarme de

²² Bachmann (Christian) et Guennec (Nicole le), *Violences urbaines, op. cit.*, p. 366.

²³ CF son témoignage au cours de la journée d'études sur « Les grands ensembles entre histoire et mémoire » organisée par la DIV le 11 juin 2002.

²⁴ Il faut souligner que le territoire de la Courneuve, avant la conception des 4000, était déjà source d'attention des médias qui rendaient compte régulièrement des drames se jouant dans le bidonville de la Campa entre autre.

²⁵ Cité in Canteux (Camille), « Les cités dans l'imaginaire », *Urbanisme*, n°322, janvier-février 2002.

26 Huguot (Michèle), *Les femmes dans les grands ensembles. De la représentation à la mise en scène*, Paris, Editions du CNRS, 1971, p. 11 cité in Belmessous (Fatima), « L'image du Grand Ensemble : de la représentation d'une forme urbaine à celle d'un territoire », Colloque de Cerisy, *La ville mal aimée*, 5-7 juin 2007, p. 2. Fatima Belmessous rappelle qu'un certain nombre d'articles particulièrement sévères vis-à-vis des grands ensembles paraissent aussi dans la presse spécialisée et/ou scientifique. Elle cite entre autre Royer (Jean), « Pour ou contre l'homme ? », *Urbanisme*, n°65, 1959 ; Caro (L.), « Psychiatres et sociologues dénoncent la folie des grands ensembles », *Sciences et vie*, n°504, T. XCVI, septembre 1959, p. 30-37; Huguot (Michèle), « Les femmes dans les grands ensembles. Approche psychologique de cas d'agrément et d'intolérance », *Revue française de sociologie*, vol. VI, n°2, avril-juin 1965, p. 215-227 ou encore un certain nombre de travaux dans des revues médicales : Chazal (J.), « Les enfants et les adolescents dans les grands ensembles », *Revue d'hygiène et de médecine sociale*, n°2, mars 1962, p. 154-158 ; Hazemann (R.H.), « L'humanisation des grands ensembles », *Revue d'hygiène et de médecine sociale*, n°2, mars 1962, p. 159-174.

27 Bernard (M.), *Sarcellopolis*, Paris, Flammarion, 1964. Cf. l'étude de A. Vulpeau, « De la sarcellite au malaise des banlieues : 30 ans de pathologie des grands ensembles », *Lumières de la ville*, n°5, juin 1992, p. 31-37 et l'ouvrage de Jean Duquesne, *Vivre à Sarcelles ?*, Paris, Edition Cujas, 1966 qui rassemble les formules choc consacrées à Sarcelles dans la presse.

28 Par ex. Poncet-André (François), « Que penser des grands ensembles ? », *Le Figaro*, 3 avril 1962

29 « Faut-il casser les grands ensembles ? », *L'Humanité dimanche*, n°113, juillet 1973 cité par Coudroy de Lille (Laurent), « Le grand ensemble et ses mots », in Dufaux (Frédéric) et Fourcaut (Annie), *Le monde des grands ensembles*, Paris, Créaphis, 2004, p. 37-44.

30 Guichard (Olivier), « Pas de ville sans cité », *Le Monde*, 12 mai 1973.

M. Sudreau : les grands ensembles sont trop souvent inhumains » (*Le Figaro*, 14 juillet 1959), « Ce qu'on ne vous dit pas sur les grands ensembles » (*L'Humanité*, 18 décembre 1960) « Que pensez des grands ensembles ? » (*Le Figaro*, 3 avril 1962), « Vivre dans les cités nouvelles. La plaie des grands ensembles encore dans l'enfance : le manque de distractions » (*Le Figaro*, 12 février 1963), « Vivre dans les cités nouvelles » (*Le Figaro*, n° spécial, 1963), « Délinquance juvénile dans certains grands ensembles » (*Le Figaro*, 11 juin 1963)²⁶.

Dès le début des années 1960, une nouvelle maladie ferait son apparition et permet de rassembler l'ensemble des maux provoqués par le grand ensemble : la Sarcellite, inspirée du grand ensemble de Sarcelles regroupant 13 000 logements construits entre 1954 et 1960 par la SCIC. Cette maladie est étudiée de près par la presse nationale : « Les raisons de la sarcellite » (*L'Humanité*, 5 novembre 1963) et donne lieu à un ouvrage de la part d'un journaliste, M. Bernard qui s'installe pendant trois mois en 1962 dans le grand ensemble²⁷. Certains articles appellent à la prudence mais ils sont rares²⁸. A cette occasion, la presse n'a pas de mémoire et peut tenir un discours différent dix ans après à l'instar de *L'Humanité Dimanche* qui en juillet 1973 prend la défense de l'expérience sarcelloise : « Sarcelles [...] est en train de muer en cité véritable. Hier encore, grand ensemble effrayant, Sarcelles devient ville attrayante »²⁹. Pourtant, quelques mois auparavant, Olivier Guichard, Ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Equipement, fait promulguer, en mars 1973, c'est-à-dire cinq ans seulement après la fin de la construction des 4000, sa circulaire mettant fin à la politique des grands ensembles : « J'ai signé [...] une directive qu'on a pu résumer de manière un peu simpliste mais sans trahison en six mots : « les grands ensembles sont désormais interdits »³⁰.

En résumé, pour la presse, comme le dit si bien *Le Monde*, les barres et tours des 4000, comme beaucoup d'autres, n'ont fait que remplir de « mauvais et déloyaux services » (*Le Monde*, 20 février 1986).

■ LES REGISTRES « DE L'ACCUSATION »

■ ■ Une nomination en forme d'accusation et une preuve par les chiffres

Les « 4000 » sont rarement perçus comme un ensemble de logements digne de ce nom, un moyen de remédier à la crise du logement, un mode d'habiter ayant un certain nombre d'avantages etc. Ils sont donc désignés soit par le nombre de leurs logements exprimant une forme de gigantisme, soit comme « le Grand ensemble », exprimant l'idée d'un tout indifférencié.

Les 4000 : ce sont avant tout des chiffres.

Les « 4000 logements », ce sont des « barres de 180 mètres de long », des « immeubles de 20 étages » mais ce sont aussi « des milliers de lucarnes où chacun est bien incapable de reconnaître la sienne », « des milliers d'enfants », « 45% ont moins de 19 ans », « 25% de mères seules », « 50% d'enfants de parents divorcés », la moitié de la population assistée...

Une barre à elle seule, à l'image de la barre Renoir, « c'était 370 logements, 266 familles, plus de dix nationalités différentes, des centaines de naissances » (*Le Figaro*, 15 février 2000). Le Grand ensemble, c'est le monde de la multiplication, du gigantisme : « Deux fois 15 étages, deux fois 156 mètres de long, plus de 700 logements au total : c'est la plus grosse opération de démolition jamais réalisée en France. Le fait qu'elle ait eu lieu à la cité des 4 000 de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) lui donne un poids particulier » (*Le Monde*, 25 juin 2004). Aux mêmes causes les mêmes effets : l'origine de la violence ne peut s'expliquer que par le gigantisme des barres.

Ce portrait des 4000 caractérisé par une accumulation de chiffres, de statistiques et de pourcentages, que l'on retrouve durant ces quarante ans, est censé résumer la réalité. Il a le grand avantage d'être irréfutable : les chiffres ne mentent pas ! Ils sont l'expression même de la « vérité ». Les chiffres sont ici tout à la fois explicatifs (un fort pourcentage de jeunes, de pauvres et d'immigrés ne peuvent qu'être sources de problème etc...), et confèrent un caractère indiscutable à la démonstration : « *cité sans nom, sinon ce chiffre tout rond qui en dit long* » (*Le Monde*, 20 janvier 1980) ou « *la cité des 4000 logements, Un drôle de nom. Ou plutôt, même pas un nom* » (*Combat*, 8 mars 1971). Comme nous le verrons par la suite, les 4000 souffrent d'un défaut de nomination...

■ ■ Une description par l'absence, le manque ou la négation

Un jugement esthétique univoque : c'est laid !

Parmi les différentes descriptions des 4000 sur quarante ans, un premier critère s'impose – le critère esthétique – et une première conclusion largement partagée dans la presse nationale : les 4000, c'est laid ! Ce jugement esthétique ne varie pas en quarante ans. Les barres sont « sales » et « laides » (*Le Monde*, 1^{er} juillet 2005).

Ce n'est beau ni en hiver, ni sous le soleil du mois d'août etc.

« Un ensemble tellement hideux qu'il faudrait forcer ceux qui l'ont conçu à y habiter. [...] Pendant le mois d'août, le soleil rend encore plus crue la laideur des immenses bâtisses, du scandaleux terrain vague toujours pas aménagé. Pas moyens d'ignorer les grandes lézardes sur les murs crasseux » (*L'Humanité*, 21 août 1976).

■ 434

« Cela s'est passé à La Courneuve. Une banlieue triste, encore plus triste avec le froid. La neige y fait apparaître les immeubles plus sales qu'à l'ordinaire » (*Combat*, 8 mars 1971).

Ni du logement, ni de l'architecture

Les 4000 ne relèvent d'ailleurs pas de l'architecture : ce ne sont pas des appartements, ce sont des « cases », des « énormes cages à lapins qui symbolisent depuis trente ans l'échec social de la reconstruction immobilière d'après-guerre » (*Le Temps*, 24 juin 2004), une « construction-caricature » (*Le Monde*, 20 février 1986). Ce sont « des objets posés comme des bouteilles sur du bitume au milieu des voitures » (*Témoignage chrétien*, 13 novembre 1988), « 4000 logements entassés en banlieue par l'Office d'HLM de Paris » (*Révolution*, 1^{er} mai 1981). Aucun élément du grand ensemble ne trouve grâce aux yeux de la presse : même la tour devient « un phare écrasant de vingt-six étages au centre de la cité des 4000 » (*Le Monde*, 27 juillet 1982).

« Des blocs de ciment grisâtre, hauts de quinze, parfois vingt-cinq étages plantés en long et en travers. [...] Aucune originalité architecturale ne distrait l'œil, ne repose les nerfs. Des lignes droites sans charme, des angles aigus, point de courbes pour rompre la monotonie d'une symétrie trop rigoureuse. Des milliers de fenêtres à perte de vue, comme des milliers d'yeux fixent les piétons déambulant au hasard des mornes labyrinthes. Les concepteurs ont réuni des cases pour abriter des hommes sans se soucier de savoir comment ceux-ci pourraient y évoluer. » (*Le Figaro*, 8 mars 1971)

Le Grand ensemble n'est parfois pas constitué d'un ensemble de bâtiments mais de « milliers de fenêtres ». Cette image est assez révélatrice des représentations renvoyées par la presse : cette évaluation non exhaustive évoque l'idée de multitude ; une image inquiétante donnant l'impression d'être en permanence épié etc. Cette image est assez commune et nous la retrouvons pour décrire

31 Les 10 ans du grand ensemble de Sarcelles donne lieu à une enquête de *France-Soir* et un article de Joseph Pasteur, « Le monde des mille et une fenêtres », in *France-Soir*, 2 février 1966.

A contrario, ces milles et une fenêtres ont pu à un moment représenter la modernité et l'architecture comme le déclare l'héroïne de Christiane Rochefort en arrivant à Sarcelles : « on arrive à Sarcelles par un pont, et tout à coup, un peu d'en haut, on voit tout. Et je croyais que j'habitais dans des blocs ! Ca, c'était de la cité, de la vraie cité de l'avenir ! [...] Ca, c'est de l'architecture. Et que c'était beau ! J'avais jamais vu autant de vitres. J'en avais des éblouissements », in Rochefort (Christiane), *Les Petits Enfants du siècle*, Paris, Le livre de poche, 1990 (rééd.), p. 124.

32 Ce voyage marquera la naissance d'un nouveau dispositif : Mission Banlieue 89. Cf. Michel Cantal-Dupart, *Merci la ville*, 1994.

33 Nous n'avons pas trouvé de déclarations dans la presse de Delacroix et Tambuté portant sur leurs réalisations. Les architectes des Grands ensembles paraissent d'ailleurs avoir été peu engagés à posteriori dans ce débat à l'exception notable de Jean Dubuisson par exemple qui revient, à quatre-vingt-dix ans passés sur ces travaux : « Mais ce n'est pas la forme de barres et de tours qui fait que c'est inhabitable. Le problème, c'est l'urbanisme. On a eu tort de construire ces zones loin des centres-villes. Les gens s'y sont sentis exclus. [...] Je suis malheureux de ce qui se passe [...] (La Charte d'Athènes), ce sont des principes très généraux. Il ne fallait pas les appliquer de façon brutale. Une ville est faite de quartiers dont la personnalité attire des habitants. Le problème, c'est que les grands ensembles concentrent des gens qui n'ont pas choisi d'y vivre » (*Le Monde*, 6 décembre 2005).

d'autres grands ensembles³¹. Les tours et les barres, quant à elles, ne sont pas des objets architecturaux différenciés : Renoir ou Debussy selon les articles peuvent être alternativement décrites comme « tour » ou comme « barre ».

Le pôle négatif de la comparaison

Certains articles comparent les 4000 avec d'autres formes urbaines. Ces comparaisons se font toujours au détriment du grand ensemble et ne font que renforcer une pauvreté architecturale dénoncée. Ainsi, en juillet 1983, le drame et l'émotion suscités par la mort d'un enfant tirant des pétards le 14 juillet par un locataire des 4000, conduit Roland Castro et Michel Cantal-Dupart à emmener le Président François Mitterrand aux 4000 et dans la cité-jardins de la Butte Rouge dans la même journée. Ils soulignent les points communs : même surface au sol, même nombre d'habitants, même sous-équipement chronique et pourtant la Butte-Rouge ne souffre d'aucune vacance³². Le marquage se fait par classement et par comparaison avec d'autres territoires : ces comparaisons permettent de jouer sur les opposés, de renforcer un marquage positif et négatif des lieux, de montrer ce qu'il faut faire et ne pas faire en matière d'urbanisme. Cette évaluation se fait toujours au détriment des 4000...

Les 4000 perdent aussi face au quartier de l'Orme-seul à La Courneuve qui succède à la barre Debussy, décrit comme « *un beau travail, intelligent, courageux à l'emplacement d'une gigantesque barres dites des 4000, parallélépipède rectangle plat de forme et d'allure qui coupait la cité* » (*Le Monde*, 23 février 1989).

Plus rarement, l'évocation des 4000 dans la presse donne lieu à une comparaison avec un autre grand ensemble. Dans ce cas aussi, les 4000 s'avèrent perdant. En 1971, Albin Chalandon visite la Grande Borne de Grigny. Il dénonce son « gigantisme » et un « urbanisme dépassé », déplore la présence « d'une part trop importante de personnes inadaptées à la vie collective », « un corps social trop lourd [...] et inassimilable » mais déclare aussi à ses habitants, qui se plaignent du sous-équipement, que « par rapport aux habitants de la Courneuve, vous êtes au Paradis » ce qui permet au journal *Le Monde* de titrer : « Un ministre au Paradis... », et aux habitants de déclarer : « Nous ne voulons pas le paradis mais la commodité de la vie quotidienne » (*Le Monde*, 16 octobre 1971).

Une responsabilité conjointe des « architectes » et de l'Office HLM de la ville de Paris ?

Comme nous l'avons vu, les architectes et urbanistes sont présentés comme les premiers responsables. Trente ans plus tard, même constat : « *Chaque fois qu'une de ces barres disparaît du paysage, laissant place au rêve d'un habitat à taille humaine, on a la sensation de respirer mieux. De réparer une erreur sinon une faute commise par des générations d'architectes et d'aménageurs de toutes sortes* » (*Le Monde*, 25 juin 2004). Mais le coupable peut être aussi « *la société, ou plus exactement [...] l'Etat qui lui a donné la physionomie qu'on lui voit* » (*Rivarol*, 8 mars 1971).

Les architectes sont accusés sans être nommés explicitement : Tambuté et Delacroix sont donc les grandes figures absentes de cette représentation³³. Ce défaut de nomination permet de généraliser le débat sur la question des grands ensembles et non plus sur la problématique des 4000. Cela permet une mise en accusation de l'architecture moderne et de ses adeptes dans sa globalité. A partir des années 1980, des architectes – notamment Roland Castro et Paul Chemetov – prenant part aux débats : « pour ou contre les grands ensembles » et « pour ou contre les démolitions » – se gardent bien eux aussi de nommer les deux architectes en chef.

Les journaux de gauche, notamment *l'Humanité* à partir du milieu des années 1970 et *Libération* à partir du début des années 1980 – font aussi le procès de la

Ville de Paris et de son office, propriétaire-bailleur des 4000 jusqu'en 1984, date de la dévolution du Grand ensemble à la ville de La Courneuve (cf. Le temps de la lutte). Deux noms sont avancés : Jean Tibéri, Président et l'Office à cette époque et Jacques Chirac, Maire de Paris :

« Le dossier est politique. Le conseil municipal de la Courneuve a voté, en décembre, une délibération demandant que la cité des 4000 lui soit dévolue par l'office de la Ville de Paris. Elle estime à 40000 francs par logement les sommes restant à amortir et qu'il faudrait rembourser. La négociation n'est pas encore ouverte, et il est vraisemblable que ni M. Chirac, maire de Paris, ni son adjoint M. Jean Tibéri, président de l'office, ne l'entendent de cette oreille. L'ensemble de La Courneuve est particulièrement bien placé, aux portes de Paris et relié par le train à la gare du Nord. Il est commode pour la ville de Paris, estime un technicien de la Courneuve, de s'en servir comme d'un sas tout en espérant utiliser autrement les terrains quand les dépenses seront amorties. Mais il est anormal qu'une commune [...] soit pratiquement gouvernée de l'extérieur, par un propriétaire foncier qui a tout pouvoir de lui envoyer les habitants de son choix. Et il est vraisemblable qu'un accord devrait être recherché pour qu'au moins les attributions de logements soient décidées par les deux partenaires. » (« Déjà Pauvre. Paris envoie ses déshérités à la Courneuve », Le Monde, 20 janvier 1980)

Cette responsabilité est régulièrement rappelée lors des démolitions comme en 2004 :

« La cité a été construite en 1963, en terre communiste, par la Ville de Paris, pour loger des familles rapatriées d'Afrique du Nord. Elle symbolise une urbanisation bâclée, pensée pour le court terme et qui s'est dégradée à mesure que s'appauvrissaient les ménages qu'on y logeait. Elle témoigne aussi, jusqu'à la caricature, des relations cyniques que Paris a longtemps entretenues avec les communes de la banlieue Nord. Dans les quatre barres jumelles qu'elle avait édifiées à La Courneuve, la préfecture de la Seine, qui administrait alors la capitale, avait volontairement favorisé les grands logements. Dès la fin des années 1960 et durant les deux décennies suivantes, les familles nombreuses pauvres, pour la plupart étrangères, chassées de la capitale par la rénovation urbaine, ont succédé aux rapatriés d'Afrique du Nord » (Le Monde, 25 juin 2004).

■ 436

Cette accusation directe de la ville de Paris permet d'élever le débat et de le sortir de son strict contexte local. Le débat devient national et s'inscrit dans un logique droite/gauche, patronat/ouvrier etc... Le site est décrit comme extra-territorial de manière physique – par sa coupure avec le reste de la ville – domaniale par son appartenance à l'OPHLMVP – et social – par le fait qu'il accueille peu de courneuviens mais une majorité de population jugée indésirable dans la capitale.

Une définition par le manque

Les 4000 se définissent avant tout par le manque. Ils sont à la fois trop grands pour du logement mais trop petits et sous-équipés pour former une vraie ville. Ils ne présentent aucun signe d'aménagement, aucun signe d'urbanité, aucune des caractéristiques de ce qui fait la ville : « *On cherche en vain une place, une ruelle, un banc sous un arbre. On n'aperçoit que du béton* », « on ne reconnaît plus sa fenêtre »... (*L'Echo de la mode*, 21 janvier 1972). Il n'y a d'ailleurs « *pas un arbre, pas une fleur, pas un oiseau, pas un sourire, mais l'ennui, la peur, la violence, et parfois le sang* » (*France-Soir*, 9 mars 1971).

Plus banalement, le grand ensemble, c'est le manque, l'absence, les lacunes : « les lacunes de l'entretien des immeubles et de leur environnement, l'absence d'équipement socio-culturels, la non participation des locataires à leur gestion... » (*Le Monde*, 7 octobre 1971) :

« Rien, en effet, n'attire ni ne retient les habitants de la cité. Il n'y a aucun lieu de rencontre. On a très vite fait le tour du centre commercial. Le samedi, quelques

hommes se retrouvent au café, pour jouer aux cartes ou commenter ensemble le journal. Ou bien, ils s'attablent devant un verre et regardent dans le vide, des heures durant. Un cinéma, trois cafés, un centre culturel toujours fermé et deux terrains de volley-ball sans filet : voilà la zone attractive de La Courneuve » (L'Echo de la mode, janvier 1972)

Manque absolu : quand on habite le grand ensemble, on se situe en dehors de la vie : « *C'est que les carcasses de béton sont restées, mais les premiers habitants, [sont] pour la plupart retournés dans la vraie vie* » (Le Figaro, 8 juin 2000) ou encore comme l'affirme Paul Chemetov : « *Pour faire des quartiers vivables, il suffit de revenir au droit commun de la vie* » (Le Figaro, 8 juin 2000). Les 4000 constituent donc un lieu où l'on ne vit pas. C'est une « *citée sans âme* » (Le Figaro, 8 mars 1971), on ne peut qu'y survivre et vouloir en partir. La mort y est même présente : « *Myriade de fenêtres derrière lesquelles on vit nombreux et d'où trop souvent on se suicide* » (Combat socialiste, 3 mars 1981). Finalement, on ne peut que s'étonner d'y voir des habitants « normaux », qui suivent le cours de leur vie :

« Dans les barres, il y a parfois 300 personnes par escalier [...] Et parfois de ces escaliers délabrés, peinturlurés, où règnent une forte odeur d'urine, on s'étonne presque de voir sortir des gens correctement habillés, des jeunes femmes coquettes, des locataires normaux qui promènent leurs enfants, font leurs courses » (Le Monde, 20 janvier 1982).

Un désert très habité...

Les 4000 se définissent aussi par le contraste, l'opposition, mieux, les incohérences. On dénonce « *trop de constructions sur un espace restreint* » et pourtant on nous peint « *un univers désertifié* » : On vit « entassés » comme le titre *L'Humanité* en 1978 : « *Une tour, des barres, un espace restreint au maximum, la cité des 4000 à La Courneuve est, depuis dix-sept ans, celle d'une très forte concentration humaine* » (L'Humanité, 11 juillet 1978). S'oppose à « *l'immensité de ce réservoir humain* », « *l'énormité du désert qui l'entoure* », « *on devine que la vie grouille derrière les murs et les fenêtres, mais on ne la voit pas* » (L'Echo de la mode, 21 janvier 1972) etc...

Le désert est une image récurrente associée aux 4000 : « *les gens avaient l'impression de vivre dans un désert* » (L'humanité, 3 juillet 2004). Déjà présente dans les années 1960, cette image est renforcée par un projet urbain fondé sur la démolition, entraînant inévitablement un paysage de friches et d'abandon. Les 4000 sont donc un désert ponctué par moment d'îlots habités :

« Il y a ce vaste centre commercial délabré, déserté de ses commerçants et, plus loin, le terrain vague caillouteux où s'élevait la fameuse tour Renoir, détruite en juin 2000. [...] En face, une immense barre, le Mail, où beaucoup d'habitants de Renoir ont trouvé refuge. C'est un immeuble d'une vingtaine de cages d'escaliers, qu'une équipe de nettoyage tente en vain de maintenir propre et où les vieux ascenseurs n'en finissent plus d'être réparés. [...] Derrière le Mail s'élèvent deux autres barres promises à la destruction mais dont les appartements vides sont régulièrement squattés ; avec sur la façade des traces d'incendie. » (Le Monde, 12 avril 2001).

Certains articles présentent les 4000 comme un non-lieu³⁴, un lieu où il est tout à fait impossible de vivre et donc impossible à regretter, qui ne peut générer que des émotions négatives, du rejet :

« Au moment de l'explosion, mercredi, il y a bien eu, sur la friche où s'étaient massés les curieux, un peu d'émotion et des applaudissements. Mais sans plus. Les Courneuviens ont l'habitude de ces démolitions. Et puis comment regretter la disparition de ces deux barres, jamais rénovées, minées par l'insécurité, les pannes d'ascenseur et les squats des appartements vides par des familles plus pauvres encore que les locataires en titre ? » (Le Monde, 25 juin 2004).

³⁴ Un non-lieu tel que le définit Marc Augé : « Si un lieu peut se définir comme identitaire, relationnel et historique, un espace qui ne peut se définir ni comme identitaire, ni comme relationnel, ni comme historique définira un non-lieu », in Augé (Marc), *Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, 1992, p. 100.

■ Du côté des habitants : une absence de communauté ou une société disloquée...

Une accumulation d'individus définis par leurs origines

C'est un morceau de ville sans racine, ni passé. Ses habitants sont présentés comme une accumulation d'individus ne pouvant former une communauté, toujours définis par leurs origines supposées et non par leur appartenance à un même ensemble de logements, voire à une même ville comme le soulignent ces quelques extraits rédigés à trente ans d'intervalle :

« Des étrangers, des provinciaux, des déracinés d'Afrique du Nord, des parisiens chassés de la capitale par la hausse des loyers. Nul n'est d'ici et nul ne se sent d'ici... » (L'Echo de la mode, 21 janvier 1972)

« Quelques vingt mille personnes, de toutes conditions sociales, souvent de races différentes, mal rassemblées en ces lieux. (...) Rescapés des bidonvilles, évadés des taudis, secourus sociaux, expropriés, familles nombreuses et jeunes ménages qui ont fait des projets d'avenir, ouvriers, commerçants et employés, tous se côtoient sans se connaître. Ne se saluent pas mais s'épient » (Le Figaro, 8 mars 1971).

« Ravel, Presov, deux noms qui résument l'histoire de l'urbanisation accélérée de la banlieue parisienne quand, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, ont surgi les logements qui devaient accueillir les anciens habitants des bidonvilles, les travailleurs immigrés venus contribuer à la croissance de l'industrie, les exilés des colonies indépendantes, notamment ceux qui avaient fui l'Algérie » (Le Temps, 24 juin 2004)

« Dans la cité des 4 000 divisée en trois « barres » gigantesques, sales et laides, il y a des Rebeus et des Renois (des Beurs et des Noirs). Il y a aussi des Tamouls, des Pakistanais, des Indiens ou des Chinois (pas encore intronisés en verlan). Les Céfrans (Français d'origine française), dont les Feujs (juifs), ont en revanche quasiment disparu : leur niveau de vie plus élevé a pu leur permettre de quitter la cité en acquérant à crédit un pavillon dans le département ou une HLM moins immonde dans la ville. Car à la cité des 4 000, tout le monde n'a qu'un seul rêve : en partir. » (Le Monde, 1^{er} juillet 2005)

L'hétérogénéité et l'accumulation ne peuvent permettre l'apparition d'une communauté. Le seul point commun à ces habitants : la pauvreté et leur situation « hors de... » :

« Qui a-t-on déposé là, comme autant de bombes à retardement? Les mal-aimés, les plus pauvres, les parias », (Le Nouvel Observateur, 26 octobre 1995).

Les habitants du grand ensemble sont donc avant tout définis par leur écart à la norme. Ils sont « à côté » ou « hors de ». Ces habitants, suscitant soit des sentiments de peur soit des sentiments de pitié, finissent par incarner une image négative de la société.

Des générations qui ne se comprennent plus...

Dès 1972, un journal appartenant à la presse féminine nous présente une société en déliquescence, caractérisée principalement par l'apparition d'un véritable fossé entre les générations, les adultes et les jeunes, ne partageant plus ni valeurs, ni idéaux, ni projets communs. Les parents ne comprennent plus leurs enfants et l'institution familiale aux 4000 est en danger :

« La majorité des adultes jugent sévèrement les jeunes. Ils rappellent leur propre jeunesse laborieuse et comment ils ont dû s'accrocher pour réussir. Ils ne se reconnaissent pas dans cette génération aux cheveux longs, qui ne se sent aucune attirance pour une vie régulière entre l'usine et la cité. Pour eux, pas ou peu de différences entre le jeune au travail et le jeune oisif ou sans emploi. Tout le monde

dans le même sac. [...] La peur s'installe. [...] Les gens détestent les jeunes de La Courneuve. On nous met tout sur le dos. Les filles ne veulent même pas sortir avec nous. Les parents leur demandent : avec qui tu sors ? Si c'est avec des gars de Paris, ça va, mais si c'est avec des jeunes de la Courneuve, on lui dit : ne fréquente pas des voyous» (L'Écho de la mode, janvier 1972).

La situation préoccupante des femmes au foyer

Dans cet article, c'est la situation des femmes au foyer qui paraît la plus préoccupante :

« J'ai rendez-vous au supermarché avec Micheline R., vingt-sept ans, mère de deux enfants. Le mari de Micheline est ouvrier. Ils ont été ravis, il y a trois ans de quitter leur minuscule appartement de deux pièces à Asnières où ils se sentaient trop à l'étroit. [...] Au début, les avantages leur sont apparus appréciables : une salle d'eau, un vide-ordures sur le palier, l'école à proximité, des boutiques groupées. Paris à un quart d'heure, par l'autobus ou le train. Mais peu à peu, la déception s'est installée. « On vit entassés les uns sur les autres, on se croise sans cesse mais on ne se connaît pas. Entre voisins, on se dit bonjour, on se rend parfois de petits services, mais cela ne va guère plus loin. Noyé dans la masse chacun a besoin, pour préserver un peu d'intimité, de prendre ses distances avec les autres, d'élever autour de chez soi une sorte de barricade. J'ai une amie dans la cité, on se voit presque tous les jours, mais je n'ai pas envie d'en connaître d'autres ». Micheline fait partie de ces 80% de femmes dans la cité qui ne travaillent pas. [...] Son foyer est son refuge. Elle s'y cloître. Bref, elle s'ennuie.» (L'Écho de la mode, janvier 1972).

Il fait écho à dix ans d'intervalle à une grande enquête de *Libération* datée de 1963 : « Vivre sa vie dans les grands ensembles ? » dont un des articles s'intitule : « Madame Bovary dans les HLM » (*Libération*, 26 novembre 1963). Les femmes seraient donc les plus vulnérables car présentes toute la journée dans le grand ensemble sans avoir l'occasion d'en sortir. La presse nationale accorde de nombreux articles à ce phénomène³⁵.

439 ■

³⁵ Par ex. *Le Figaro*, 15 février 1963.

Pire, la prostitution y serait particulièrement présente : « On déplore chaque semaine une dizaine de tentatives de suicide. Surtout des femmes. 20% d'alcooliques... Quand à la prostitution des mineures, elle est en plein développement » (*L'Écho de la mode*, janvier 1972). La présence supposée de la prostitution a aussi donné lieu à une série d'articles, notamment dans le *Nouvel Observateur* en 1966 qui déclare que, selon une enquête, cette pratique serait devenue « courante » et que sur 2000 familles, une ménagère sur deux, mères de famille comprises pratiquerait en « amateur le plus vieux métier du monde »³⁶ (*Le Nouvel observateur*, mars 1966). Cette enquête aurait servi de base au film de Jean-Luc Godard, *deux ou trois choses que je sais d'elle*, filmé en partie aux 4000. Comme le souligne Thibault Tellier, cette affaire renforce la conviction que les grands ensembles sont en train de devenir un monde à part.

³⁶ « Les étoiles filantes », *Le Nouvel Observateur*, n°71, 23-30 mars 1966 puis « Prostitution dans les grands ensembles ? », *Le Nouvel Observateur*, n°77, 4-10 mai 1966 cité in Tellier (Thibault), *op. cit.*, p. 106.

La délinquance juvénile, les bandes...

La délinquance juvénile produit un effet de dramatisation et alimente la peur. Dès 1964, *France-Soir* résume la situation en une phrase : « A la Courneuve, livrée tous les soirs aux voyous, pas un poste de police pour les 4000 logements et bientôt plus de 20 000 habitants » et « les jeunes des environs de Saint-Denis, de Stains, de Drancy, d'Aubervilliers, de Saint-Ouen sont venus en armada de cyclomoteurs voir ce qui se passait à la cité des 4000 logements de La Courneuve » (*France-Soir*, 19 septembre 1964). Le constat est identique en 1972 : « La délinquance est un fléau à la Courneuve. Des jeunes se sont organisés en bandes : ils cassent les carreaux des immeubles et les vitrines des boutiques, échangent des coups, volent. Le prisunic est le terrain favori de leurs exploits » (*L'Écho de la mode*, janvier 1972). La presse s'inquiète largement d'une telle concentration de jeunes qui ne peuvent qu'entraîner une menace contre l'ordre public.

Cette association entre « banlieue » et « bandes » est loin d'être nouvelle : dès le XIXe siècle, les médias de l'époque relatent des « conflits de bandes » dans les quartiers périphériques de Paris et dans la « zone », espaces jouxtant les fortifications³⁷. Au sens contemporain, le terme de bande est utilisé à partir des années 1960 pour désigner les Blousons noirs, regroupant des jeunes issus de la classe ouvrière³⁸. Le phénomène « zoulou », dans les années 1990 réactualise cette question dans la presse³⁹. On assiste donc à un retour de thèmes particulièrement anciens⁴⁰ : la banlieue incarne aujourd'hui comme hier la peur des « classes dangereuses »⁴¹ et les faubourgs sont vécus comme l'envers de la ville. Le trait commun à ces phénomènes, quelque soit l'époque, est la peur qu'ils suscitent. Quarante ans après, le grand ensemble est devenu le lieu d'une « *délinquance spécifique* », « *un terreau favorable au phénomène des bandes et aux trafics les plus divers, [...] un théâtre d'une délinquance multiforme qui n'a cessé de croître depuis la fin des années 70* » (*Le Figaro*, 8 juin 2000), une « *fabrique à délinquance* » (*Le Monde*, 26 septembre 2005), ou encore « *un petit village d'arriérés de la France, qui survivent comme ils peuvent. Dans chaque famille, il y a un dealer [...] où l'économie de la délinquance permet la survie d'une partie de la population* » (*Le Monde*, 1^{er} juillet 2005). On note une persistance des représentations, les 4000 passant du statut de fabrique de blousons noirs à fabrique d'une délinquance multiforme...

Une terre étrangère ?

Même quand ils ne font pas l'actualité par un évènement violent, les 4000 peuvent être présents : la presse nationale envoie parfois des « reporters spéciaux pendant quarante-huit heures ». Cette tradition d'enquête est ancienne. *Le Figaro*, en 1962-1963 fait une enquête sur le thème : « Vivre dans les cités nouvelles » et le journaliste Gérard Marin d'écrire : « j'ai plongé dans l'univers des grands ensembles [puisqu'il est, dans le jargon technique, le nom de baptême de ces enfants hors nature] avec des yeux et un cœur neuf »⁴².

L'analogie avec un pays en guerre n'est pas très loin aussi bien dans le choix du procédé de « l'envoyé spécial » - et non de l'enquête journalistique de fond - que dans les gros titres qui émergent. *Le Figaro* nous propose ainsi un « *voyage dans les cités barbares* » en novembre 1990 : « *Pendant une semaine, deux reporters du Figaro ont enquêté dans les grands ensembles à problème autour de Paris là où les policiers n'osent même plus patrouiller. Constat accablant sur un monde à la dérive où la violence est reine* » (« Voyage dans les cités barbares. Une grande enquête sur le malaise des banlieues en proie aux casseurs », *Le Figaro*, 27 novembre 1990. Même démarche pour *Le Nouvel Observateur* qui explore « *les cités interdites* » en décembre 1993 et octobre 1995 :

« Sur ce territoire de la Courneuve, un concentré de violence. Dans la cité, des gamins se piquent à l'héro, les morts du sida pourrissent dans les coins, les jeunes cassent, volent, se battent. Et le salut, de plus en plus, vient d'Allah [...] Maîtres de leur territoire... Qu'on le veuille ou non, il y a aujourd'hui, en France, des enclaves dans la République, des zones grises, aux confins de la misère et de la violence, où l'Etat et le droit ont quasiment - et simultanément - disparu. Des cités interdites où une autre loi est en train de s'imposer: celle des clans et des petites mafias » (*Le Nouvel Observateur*, 2-8 décembre 1993)

On nous présente une cité où règne le non droit, la violence et des « *bandes zoulous qui parlent en verlan, l'argot des banlieues, une langue incompréhensible des adultes* » (*Nouvel Observateur*, 26 octobre 1995). Un des gros handicaps des 4000 dans sa relation à la presse est sa proximité à Paris et donc avec les bureaux des grandes agences : envoyer un reporter aux 4000 est beaucoup plus facile que de l'envoyer aux Minguettes, à Vénissieux ou au Mirail. Cette explication, évoquée Christian Bachmann et Luc Basier, est reprise par les acteurs locaux, à l'instar de Bernard Barre :

³⁷ Cf. entre autres, Perrot (M.), « Dans le Paris de la Belle époque, les Apaches, premières bandes de jeunes », in *Les Ombres de l'histoire. Crime et châtiement au XIXe siècle*, Paris, Flammarion, 2001, p. 351-364.

³⁸ Cf. entre autres pour les années 1960, Monod (Jean), *Les Barjots. Essai d'ethnologie des bandes de jeunes*, Paris, Hachette-Littérature, 2007 (1^{ère} ed. Julliard, 1968) ; Cofermann (Emile), *La génération des blousons noirs*, Paris, Maspéro, 1962 ; Robert (P.) et Lascoumes (P.), *Les Bandes d'adolescents*, Paris, Editions ouvrières, 1974 ; Barreyre (Jean-Yves), *Les loubards : une approche anthropologique*, Paris, L'Harmattan, 1992.

³⁹ Cf. Avenel (Cyprien), *Sociologie des quartiers sensibles*, op. cit., p. 79.

⁴⁰ Cf. Chevalier (Louis), *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris, pendant la première moitié du XIXe siècle*, Paris, LGF, 1978 et Fourcaut (Annie) dir., *Un siècle de banlieue parisienne (1859-1964)*, Paris, L'Harmattan, 1988.

⁴¹ Dubet (François), *La Galère, jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987 et Beaud (S.) et Pialoux (M.), *Violences urbaines, violences sociales*, Paris, Fayard, 2003.

⁴² Marin (Gérard), « Vivre dans les cités nouvelles », *Le Figaro*, n° spécial, 1963.

« Cette situation urbaine favorable des 4000 a fait que ça a été une cité qui a été stigmatisée beaucoup plus que les autres. Un gosse qui donne une baffe à un flic à 6h, à 20h il y a les images, on a eu le temps d'envoyer une moto de la maison de la radio avec des perches des machins, des trucs, on arrive dans une cage d'escalier, renverser 3 poubelles, mettre des perches et faire dire n'importe quoi à des mômes excités comme des puces et faire dire n'importe quoi, et balancer les images au 20h. Il y avait des tonnes d'images sur les 4000, parce que c'était tout près. »

Il faut souligner que les journalistes avaient déjà pris l'habitude de se rendre à la Courneuve avant même la naissance des 4000 logements pour couvrir un autre type de lieu, le bidonville de la Campa, qui avait connu aussi son cortège de drames et d'articles sensationnels⁴³.

43 Dans les bidonvilles, asphyxie et feu sont nombreux : notamment en janvier 1968 où, à la Campa, quatre personnes décèdent à cinq jours d'intervalle. Un certain nombre d'articles font le portrait de ces bidonvilles et déjà, les habitants ne se reconnaissant pas dans les représentations véhiculées, s'en prennent à la presse

Les 4000, à 10 minutes de Paris en RER, sont dépeints comme une terre étrangère, inhospitalière, éloignée de la civilisation, un territoire interdit...

Les habitants n'y ont pas ce statut : on y trouve une « *petite cliques de sauvages* » qui « *semblent échappés d'on ne sait quelle brousse, ne parvenant pas à proférer une phrase articulée* » (Rivarol, 18 mars 1971) et comme à la pire époque des bagnes, « *Paris y recase des personnes marginales ou des familles de caractère asocial* » (Combat socialiste, 3 mars 1981), « Paris envoie ses déshérités à la Courneuve », les 4000 constituent un « *déversoir commode pour la ville de Paris, qui peut caser à La Courneuve les populations rejetées de la capitale* » (Le Monde, 20 janvier 1980). C'est « *la poubelle de Paris* » (Témoignage chrétien, 13 novembre 1988), au mieux « *une population à problèmes* » ou un « *peuple de pauvres* » (Le Nouvel Observateur, 2-8 décembre 1993).

Le classement se fait ici par équivalence : les 4000 sont comparés et associés au « far-west », au Bronx ou encore aux quartiers pauvres de Chicago... Une seule question et une même inquiétude ressortent régulièrement : « *Est-ce l'Amérique qui commence ?* » (L'Echo de la mode, janvier 1972), un des problèmes permanents étant en effet, pour la presse, ces jeunes qui forment des « clans », des « bandes » qui « font des rodéo » et qui transforment les 4000 en « cité de la peur » etc...

441 ■

Enfin, les 4000 peuvent même être perçus comme un territoire « exotique », une nouvelle terre à comprendre pour les anthropologues qui pourraient être amenés à « regarder vivre cette société qu'est la cité, cet univers inconnu » : « suggérons une nouvelle approche de terrain spécifique à l'ethnologie. Celle de l'immersion totale dans les cités » propose Jean-Jacques Mérie dans « Nos villages papous » (Le Monde, 1^{er} décembre 1990).

Du repli sur soi au repli communautaire...

Dans les années 1990, un nouveau mal touche le Grand ensemble pour la presse nationale : le fanatisme religieux. Le grand ensemble devient « un vivier » aux « fous d'Allah » :

« En apparence, rien n'a changé aux 4 000 de La Courneuve... Barres de quinze étages battues par les vents [...]. Pourtant, depuis le 24 août 1994, le grand ensemble vit à distance une histoire de fous auquel il aurait préféré ne pas voir son nom mêlé. Ce jour-là, deux enfants de la cité mitraillaient deux touristes espagnols dans un hôtel de Marrakech. Au nom de l'islam. Ils risquent la peine de mort devant la cour d'appel de Fès. Silencieux, le quartier se replie dans sa coquille de béton à la moindre évocation de l'équipée [...]. Leur parcours inédit, des 4 000 aux prisons d'Hassan II, a mis au grand jour une réalité inquiétante : le vivier des quartiers déshérités peut fournir aux fous d'Allah des petits soldats beurs prêts à jouer les kamikazes. » (Le Monde, 27 janvier 1995) et « Terrorisme. Pourquoi cela va continuer... » (Le Point, 14 octobre 1995).

Annie Collovald, étudiant l'évolution du traitement médiatique de la violence et de la délinquance dans les articles de presse parus entre 1981 et 2000, montre que, dès les années 1980, les médias voient dans les violences en banlieue une question d'intégration des immigrés et conduit à renforcer l'image de territoires à la dérive, inscrits dans une logique de « repli communautaire »⁴⁴.

■ ■ Des images de l'enfermement ou de la forteresse

Dès les années 1960, les 4000 sont décrits comme un lieu faisant référence à « l'enfermement » et au repli. On assiste à la fois à une permanence et à un enrichissement des images autour de cette thématique, l'enfermement pouvant prendre différentes formes. Cette thématique trouve aussi un écho dans la conceptualisation sociologique, à travers le succès de notions comme « quartier d'exil »⁴⁵ ou « lieu de relégation »⁴⁶ qui sont repris dans la presse sans distance et hors de tout contexte.

Prison et camp de concentration...

Le cas le plus extrême est l'association des 4000 à une prison, voir à un camp de concentration :

« Que l'on ne me parle plus de cités nouvelles, s'indignait de son côté un des participants au dernier congrès de criminologie qui s'est tenu à Rouen... La plupart tournent au camp de concentration. Les architectes et urbanistes responsables devraient être condamnés à vivre dans les F3 et F4 qu'ils ont construits » (L'Echo de la mode, janvier 1972).

■ 442 Cet article fait écho à un article du *Figaro* publié plus de dix ans auparavant et intitulé : « Les grands ensembles, univers concentrationnaire? » (*Le Figaro*, 15 janvier 1960) ou encore à une description de Sarcelles en 1965 comme un « univers concentrationnaire, un silo à homme » (*Le Figaro*, 15 janvier 1965). Cette métaphore rencontre un certain succès comme le montre ces propos de Paul Chemetov lors de la démolition de la barre Renoir :

« Ce que l'on explose aujourd'hui, c'est aussi cette société qui marchait au son des marches militaires, cette gonflette technocratique qui se shootait au culte de la planification, de la statistique, des chiffres. D'ailleurs les 4000, ce n'est pas un nom, c'est un numéro, comme dans un camp de concentration. [...] Pour le même prix, on pouvait faire autre chose, et autrement. Fabriquer des barres, c'était un choix technique et politique. [...] C'était de l'urbanisme insensé ». (*Le Figaro*, 8 juin 2000).

Mêmes les concepteurs, largement accusés, finissent par renier leur propre création comme M. Courcou un des ingénieurs-architectes des 4000 : « nous avions fait une cité libre... c'est devenu une prison » (*France-Soir*, 10 mars 1971). Les habitants, lors des démolitions peuvent aussi relayer cette image : « Pour nous, la vie à Presov, c'était une vraie prison. [...] Nous vivions à cinq avec trois enfants dans un appartement de cette barre, il y avait toujours des incendies. On ne sortait jamais tous en même temps par peur des vols et les ascenseurs n'étaient pas sûrs. Et monter neuf étages à pied avec des courses a été une vraie galère » (*Le Monde*, 22 juin 2004)

L'image la plus extrême de la prison n'est-elle pas donnée par la presse à l'occasion du décès d'une personne âgée en août 2002 pour cause de panne d'ascenseur ? Les habitants seraient donc prisonniers dans leur propre logement : « A La Courneuve, la mort d'une septuagénaire révèle les conditions de vie dramatiques dans les quartiers populaires » (*Libération*, 1^{er} août 2002).

⁴⁴ Collovald (Annie), « Violence et délinquance dans la presse. Politisation d'un malaise social et technicisation de son traitement » in Bailleau (F.), Gorgeon (C.) dir., *Prévention et sécurité : vers un nouvel ordre social ?*, Paris, les éditions de la DIV, 2000, p. 39-53

⁴⁵ Dubet (F.) et Lapeyronnie (D.), *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil, 1992.

⁴⁶ Delarue (Jean-Marie), *Banlieues en difficulté : la relégation*, Paris, Syros Alternative, 1991.

47 Ces lieux d'exil font une référence directe aux « quartiers d'exil » définis par François Dubet, cf. Dubet (François) et al., *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil, 1992.

48 Dans ce cas, les travaux soulignent l'incommensurabilité des situations entre les ghettos américains et les « quartiers sensibles » français et l'inadéquation de son emploi notamment par rapport à la définition donnée par les sociologues de l'École de Chicago. Cf. entre autres Wacquant (Loïc), « Pour en finir avec le mythe des cités-ghettos », *Annales de la recherche urbaine*, n°54, mars 1992 et « Banlieues françaises et ghetto américain. De l'amalgame à la comparaison », *French politics and society*, vol. 10 (4), 1992, p. 81-103 ; Vieillard-Baron (Hervé), *Banlieue, ghetto impossible*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1996 ; Rey (Henri), *La peur des banlieues*, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996 etc. Sophie Body-Gendrot montre que la comparaison des indicateurs d'exclusion entre la cité des 4000 logements et les quartiers noirs du South Side de Chicago révèle des échelles d'intensité incomparables, cf. Body-Gendrot (Sophie), *Ville et violence. L'irruption de nouveaux acteurs*, Paris, PUF, 1993.

49 Cf. Avenel (Cyprien), *Sociologie des « quartiers sensibles »*, Paris, Coll. 128, Armand Colin, 2005, p. 33. Pour Cyprien Avenel, l'évolution récente des quartiers sensibles donne du poids à la thèse des dynamiques du ghetto et Alain Touraine s'interroge : « La question est de savoir si cette non intégration sociale va finir par produire une non-assimilation culturelle [...] : c'est le ghetto [...]. Mais il existe une autre solution, c'est que l'assimilation culturelle finisse par entraîner une intégration sociale », in Touraine (Alain), « Face à l'exclusion », *Esprit*, n°169, 1991, p. 7-13.

50 Le 11 mars, le bureau de vote Romain Rolland a enregistré un taux d'abstention de 69,06 % (51,79 % en 1995). La liste de gauche plurielle a recueilli 64,52 % des suffrages (74,56 % il y a six ans). Source *Le Monde*.

Ghetto ou forteresse communiste ?

Les 4000 sont pris entre deux images fortes symbolisant toutes les deux l'enclavement, voir l'enfermement : celle du ghetto américain et celle du bastion rouge, forteresse révolutionnaire et territoire des communistes comme le rappelle la dénomination de la barre Presov :

« Presov, la ville slovaque jumelée avec La Courneuve avant la chute du mur de Berlin. Un nom qui rappelle le temps de la Guerre froide, de la puissance du Parti communiste, la ceinture rouge de Paris. L'imagination toponymique était aussi stérile que celle des architectes pressés par les autorités de construire vite et bon marché » (*Le Temps*, 24 juin 2004).

Un mot résume la situation urbaine et sociale des 4000 et fait une apparition fracassante dans la presse nationale dès les années 1980 : « le Ghetto » puis des locutions comme « lieux de relégation » ou « lieu d'exil » parfois réunis dans une même phrase, l'un renforçant l'autre : « *Des lieux d'exil donc, qui ont de surcroît été dessinés comme des ghettos* » (*Le Nouvel Observateur*, 26 octobre 1995)⁴⁷. Ces mots permettent de dessiner un lieu clos mais aussi de faire appel à une imagerie ancienne : la comparaison avec la situation de certaines villes américaines. Cette comparaison notamment avec Chicago, est présente dès 1971 (*L'Humanité*, 7 octobre 1971)... Cette dramatisation ne fait que croître dans les années 1990, qui connaissent une inflation de l'emploi du mot. Les débats sociologiques sur cette comparaison sont relativement ambivalents : la comparaison peut être largement dénoncée comme abusive et totalement inadéquate⁴⁸ mais « les questions posées de part et d'autre de l'Atlantique peuvent être considérées, au moins partiellement, comme de plus en plus similaires, même si l'échelle des problèmes n'est pas située sur le même degré »⁴⁹.

Cette appellation est utilisée par les politiques eux-mêmes. « Il faut casser les ghettos », proclament les communistes dès 1981. « Pour casser les ghettos à la Courneuve : une des solutions préconisées réside dans la rénovation et la démolition de logements » (*L'Humanité*, 16 octobre 1981).

Si le mot ghetto est encore utilisé pour qualifier les 4000 dans les années 2000, l'image de la forteresse communiste par contre n'est plus de mise. *Le Monde* souligne que les 4000-sud remportent les taux d'abstention les plus élevés de la commune aux élections municipales de 2001 (*Le Monde*, 12 avril 2001) sonnante le glas de « la ceinture rouge ». A cette occasion, les 4000 deviennent « la cité des illusions perdues » qui « se mure dans l'indifférence »⁵⁰.

Une cité interdite, une citadelle ...

De lieu d'enfermement, les 4000 peuvent devenir une citadelle imprenable, une « cité interdite » et « un quartier de haute insécurité » comme nous l'explique Michel Cantal-Dupart dans un article du *Nouvel Observateur* d'octobre 1995 :

« Les architectes des grands ensembles étaient des enfants du cubisme. Ils étaient fascinés par les « beaux plans », apurés comme des tableaux de Mondrian. Ils ont donc fait des machines à loger, sans réfléchir aux conséquences [...]. Leurs cités ont peu d'entrées, et toujours en « baïonnettes », comme on dit dans le jargon, c'est-à-dire en chicane. Résultat, aujourd'hui il suffit d'y installer deux ou trois gamins pour « choufer » (ndlr regarder), et le grand ensemble devient une citadelle imprenable. De même, les concepteurs ont multiplié les impasses, pour croyaient-ils, rendre le lieu plus convivial. Désormais, elles servent de bases de repli aux dealers et aux receleurs. Architecture, urbanisme, politique de peuplement... dès l'origine certaines cités étaient, plus que d'autres, destinées à devenir des quartiers de haute insécurité » (*Le Nouvel Observateur*, 26 octobre 1995).

Logiquement, à contrario, le vocabulaire utilisé pour caractériser le projet urbain dans la presse tourne autour de l'idée d'ouverture : il faut « ouvrir la cité », faire que « l'avenir » ne soit « plus barré » (*Libération*, 23 juin 2004)

■ FACE À LA MALADIE : SOIGNER OU AMPUTER ?

■ ■ Un grand ensemble malade

Comme le montraient déjà Bachmann et Basier, les métaphores d'ordre médical relevant de la pathologie urbaine sont légions. Elles apparaissent dès les années 1960 et se perpétuent encore dans les articles les plus récents : les bâtiments ne sont pas seulement « *laid* », ils sont « *sales* » (*Combat*, 8 mars 1971) voir « *lépreux* ». On voit « *de grandes lézardes sur des murs crasseux* » (*L'Humanité*, 21 août 1976). Les 4000 sont un « *abcès* », une « *plaie* », une « *gangrène* ». « *Ces 4000 logements sont aujourd'hui comme une gigantesque et laide verrue* » (*Libération*, 5 mai 1981). La cité des 4000 « *dénombre ses maux* ». Un conseil du journal *Le Monde* en 1971 après la visite d'Albin Chalandon en 1971 : il faut « *regarder à temps le miroir pour soigner, au moment opportun, les maux qu'il fait apparaître* » (*Le Monde*, 7 octobre 1971). En 2004, le constat est amer : « *Désormais le miroir des 4000 est brisé. Rien ne dit que ce qu'il reflétait a disparu* » (*Le Temps*, 24 juin 2004).

Il constitue un « *grand ensemble malade* » (*Témoignage chrétien*, 13 novembre 1988) ; Les gens y sont donc très logiquement « *malades* » eux-mêmes et souffrent d'un ensemble de pathologies modernes touchant prioritairement la population des grands ensembles : « *l'anonymat* », « *la solitude* », « *la nervosité ambiante*, « *l'ennui et la tristesse règnent sur cette vie morcelée, asphyxiée [...] l'agressivité monte* » (*L'écho de la mode*, janvier 1972). « *Les ménages pauvres s'enkystent dans certaines cités* » (*Le Monde*, 2 octobre 2001).

■ 444 Ce sont les femmes et les jeunes qui sont le plus directement touchés de manière différentes : les femmes développent une intolérance au grand ensemble se manifestant par un comportement dépressif, par l'ennui etc... bien que *l'Echo de la mode*, en 1972, précise que les femmes qui travaillent sont plus épargnées par cette pathologie urbaine :

« On déplore chaque semaine une dizaine de tentatives de suicide. Surtout des femmes. 20% d'alcooliques...Quand à la prostitution des mineures, elle est en plein développement » (*L'Echo de la mode*, janvier 1972)⁵¹

Comme nous l'avons vu précédemment, les jeunes, livrés à eux-mêmes, sans encadrement ni lieux de rencontre sont poussés à la délinquance. Le véritable responsable, c'est le grand ensemble lui-même. Il conduit ses propres habitants à des actes violents :

« Le criminel n'est pas forcément le patron du café. Ces immeubles qui n'en finissent pas, qui ne commencent pas, ces boutiques aux couleurs détonantes sur le fond gris, ces parkings, ces jeunes désœuvrés ne se sont pas créés tout seul. Quelqu'un les a mis là. Il a fallu un crime pour le dénoncer. Ou le répéter. Il en faudra beaucoup d'autres avant qu'on se décide à agir. (...) Et la cité des 4000 n'engendre pas des enfants de chœurs. Est-elle condamnée à faire naître des enfants morts ? » (*Combat*, 8 mars 1971)

Plus grave que la maladie, c'est la mort qui rôde. Le Sida, maladie du siècle frappe plus qu'ailleurs : « *dans la cité, des gamins se piquent à l'héro, les morts du sida pourrissent dans les coin, les jeunes cassent, volent, se battent.* » (*Le Nouvel Observateur*, 2-8 décembre 1993) ou encore « *Beaucoup de jeunes sont morts depuis du sida ou d'overdose. Une véritable hécatombe...* » (*Le Figaro*, 15 février 2000). La maladie peut être évoquée pour elle-même ou en tant que métaphore : « *inventer un autre avenir implique de soigner les cancers sociaux qui rongent la cité* » (*Le Monde*, 9 juin 2000).

51 Ces description rappellent étrangement la sarcelite annoncée dans la presse nationale : « *les sarcellois souffrent d'une curieuse épidémie : je ne plaisante plus. La sarcelite n'est pas une maladie imaginaire : la sarcelite existe. Cette affection qui est un « état dépressif » particulier aux habitants des grands ensembles, atteint surtout quelques jeunes femmes en mal d'oisiveté* », *L'Aurore*, 26 avril 1965. L'existence de cette pathologie urbaine est décrite plus longuement dans *Sarcellopolis* : « *peu à peu, quelques unes, dit-on tombent dans une sorte de langueur que je n'ai jamais eu l'occasion d'observer autour de moi, mais que l'on décrit à peu près de cette façon : la patiente va au hasard dans les rues ; bien loin de trouver un apaisement dans cette promenade, elle sent son angoisse augmenter. Elle a l'impression d'habiter dans une ville morte située dans un lieu indéterminé, assez pareil aux limbes. Les gens qu'elle rencontre sont des ombres, des spectres. Elle marche d'une avenue à l'autre en croyant être au même endroit, qu'à sa droite et à sa gauche se dressent toujours les mêmes maisons. Elle presse le pas, impatiente tout à coup de rentrer dans son logéco, et se trompe d'immeubles, incapable qu'elle est de reconnaître le sien parmi les autres. Une fois chez elle, son malaise s'accroît [...] Tout lui semble trop net, désinfecté, trop silencieux, trop vide [...] sa solitude l'étouffe [...] son logement lui fait horreur ; le soleil même qui entre par la baie aggrave son trouble. Tout ce qu'elle voit est faux ; les arbres sont trop petits, les enfants ne sont que des jouets, l'avenue est peinte* », in Bernard (M.), *Sarcellopolis*, op. cit., cité in Belmessous (F.), « *L'image du grand ensemble* », op. cit., p. 15.

Un monstre ?

Les 4000 sont enfin présentés comme un ensemble qui n'a rien d'humain dans tous les sens du terme. On trouve ainsi tout un ensemble de métaphores relevant de la mythologie grecque - comparant le grand ensemble à la fois à un labyrinthe avec son « dédale de coursives, de couloirs, de sous-sols », ses nombreux « recoins et cul-de-sac » - et à un bestiaire monstrueux avec l'évocation de ses « barres tentaculaires ».

Ainsi, Ravel et Presov ne sont plus des barres, encore moins des logements, ce sont des « mastodontes mythiques » (*Le Monde*, 26 juin 2004), des monstres : « *En 22 secondes, Ravel et Presov, deux monstres de béton, vidés de leur dernier occupant en janvier, ont disparu du paysage* » (*Le Monde*, 25 juin 2004).

■ les solutions préconisées : acharnement thérapeutique et chirurgie ablatrice ?

Si l'on suit cette métaphore médicale, on tente d'abord de « soigner » le grand ensemble à travers un arsenal de mesures liées à la politique de la ville et dans lequel les 4000 s'inscrivent systématiquement dès 1977. Les 4000 deviennent donc un des symboles de grands ensembles dont il est urgent de s'occuper. Les politiques publiques portent par ailleurs leur part de stigmatisation en qualifiant par exemple ces quartiers en difficulté de Zone Urbaine Sensible, réutilisant ainsi un terme - zone- renvoyant à un espace marginalisé et dangereux⁵². Encore très récemment, Nicolas Sarkozy déclarait vouloir faire des 4000, le « laboratoire expérimental » de son action dans les zones urbaines sensibles (août 2005).

Mais les démolitions de ces barres orchestrées à partir de 1986 peuvent être vues comme un des prolongements direct, une suite logique, de ces métaphores médicales : la seule solution pour sauver un corps malade est l'ablation, se séparer

445 ■

des parties atteintes par la maladie. *Le Monde* pose la question clairement dès 1982 : « Raser les grands ensembles ? » (*Le Monde*, 15 juillet 1982). On retrouve dans la presse le fait que les démolitions sont « *inévitables* » et que « *l'acharnement thérapeutique finit par devenir insupportable aux habitants et à leurs élus* » (*L'Express*, septembre 2004), certains immeubles ayant été déjà réhabilités plusieurs fois et les problèmes étant toujours là. Les démolitions sont le « *nouveau remède miracle à la déprime des cités ghettos* » comme le titre *Le Monde* du 9 juin 2000, une « *opération chirurgicale* ». Les 4000, tel un grand malade doit bénéficier d'une « *thérapie sur mesure* » : la chirurgie, c'est-à-dire la démolition est le dernier remède qui s'impose :

« D'où la naissance, il y a une quinzaine d'années, d'une thérapie sur mesure, la politique de la Ville, usine à gaz à plusieurs vitesses censée jouer sur un double tableau, urbanistique et socio-économique. A côté du rapiéçage au petit point, des restructurations qui font dans la dentelle et dans la philosophie, des contrats de ville et des zones franches, les collectivités locales dégainent donc depuis les années 90, au rythme accéléré des constats de catastrophes sociales, l'arme ultime : la chirurgie. Afin de parer à tout nouveau phénomène de ghetto, on coupera donc ici pour réimplanter là » (*Le Figaro*, 8 juin 2000).

« Après la démolition de la barre Debussy, en 1986, le quartier subit aujourd'hui une nouvelle ablation. Daniel Zylberberg, qui travaille depuis vingt-cinq ans au centre médico- psychologique, craint que surgisse une angoisse du vide chez certains habitants [...]. Si ça continue, murmure Amar, ça ne sera plus la Cité des 4000, mais la « cité des 40 » » (*Le Monde*, 9 juin 2000).

La préconisation de la démolition comme seule solution peut être elle aussi remise en cause à travers ces mêmes métaphores médicales : « *Ne s'occuper que du bâti, c'est faire un lifting à un cancéreux et c'est donc s'illusionner sur la nature des problèmes. Pourquoi donc consacrer autant d'argent et d'énergie à changer*

52 Cf Vieillard-Baron (Hervé), *Les banlieues. Des singularités françaises aux réalités mondiales*, Paris, Hachette, 2001 ; Rolin (Jean), *Zones*, Paris, Gallimard, 1995 ; Vulbeau (Alain), « L'approche sensible des quartiers sensibles. Une posture de proximité », *Informations sociales*, n°141, mai 2007, p. 8-13.

l'esthétique des lieux? [...] Probablement parce que c'est ce qu'il y a de plus facile à faire » (Le Monde, 2 octobre 2001).

Même après la démolition, les architectes sont appelés au chevet du Grand ensemble : « *l'architecte Paul Chemetov est appelé au chevet de la barre Renoir, pour construire en lieu et place des 1200 logements pulvérisés de petits immeubles de quatre étages » (Le Figaro, 8 juin 2000)*

Christian Bachmann et Luc Basier achevaient leur recherche en préconisant la nécessité de communiquer ce qui « implique que l'on refasse la ville autour d'un projet urbanistique », d'effectuer un travail sur « le marquage des lieux comme source de valeur », de créer une mobilisation identitaire autour d'un projet et de « gérer l'image des lieux afin d'attirer capitaux » et population...

Ce grand projet a bien vu le jour : il est né en 1981, bien avant la dévolution du grand ensemble, quelques années avant que la municipalité n'en devienne officiellement propriétaire. Il est toujours difficile de dire si un projet a rempli toutes ses promesses. Il est certain ici qu'il n'a pas permis de renverser le marquage négatif dont souffrent les 4000. Malgré tous efforts de la commune, « les événements » et leur médiatisation s'acharnent à faire renaître le marquage négatif des 4000.

■ ■ La démolition, une mort nécessaire ?

La démolition comme spectacle « son et lumière »

La presse nationale couvre les étapes du projet urbain des 4000. En effet, la démolition offre elle aussi sa part « d'évènement sensationnel » comme le décrit si bien François Maspéro : les « implosions » de barres, notamment celle de la barre Debussy, sont hyper-médiatisées et font la une des journaux télévisés car elles constituent un événement suffisamment rare et spectaculaire pour être couvert. *Le Monde* décrit un « *tableau de fin du monde provoqué, d'exorcisme urbanistico-social... On aurait aimé qu'à l'heure H, des caméras indiscretes s'installent dans les quartiers cossus au domicile des hommes politiques, des architectes, des promoteurs qui, il y a un quart de siècle à peine, avaient commis ensemble cette barre inhumaine. Et qui avaient poussé le cynisme, le goût du surréalisme, jusqu'à la baptiser barre Debussy* » (*Le Monde*). La démolition est érigée au rang de spectacle en 2004 : « *Les tours où ils ont vécu ont été démolies hier, dans un spectacle de son et de lumière, explosifs et poussière blanche, guerre menée à la laideur, à l'insécurité* » (*Le Monde*, 25 juin 2004) ou encore :

« A 13 H 01, mercredi 23 juin, après deux longs mugissements de sirène, les deux barres fantômes se sont affaissées sur elles-mêmes, et l'immense calicot proclamant « La Courneuve s'invente un autre avenir » a été pulvérisé avec les façades. Un gros nuage de poussière jaune et une odeur de poudre ont suivi, et puis plus rien » (*Le Monde*, 25 juin 2004).

« A 13 heures 01, les deux barres s'effondrent sur elles-mêmes devant les caméras de télévision, dans un nuage de poussière et un vacarme précédé par la rafale des explosions » (*Le Temps*, 24 juin 2004)

Des barres comme des tombes...

Les articles de presse donnent lieu à ces occasions à des métaphores morbides : les gravats sont comparés à « une pierre tombale », « partie en fumée »... Pour *les Echos* en 1986 : « *De barre en barricade : l'immeuble D7, 185 m de long, 15 étages, 370 logements, est parti en fumée hier à 13h07 précises, « Cité des 4000 » à la Courneuve. En guise de pierre tombale, 70 000 tonnes de gravats barrent l'horizon, attendant les bulldozers qui doivent déblayer la place en quatre*

mois » (*Les Echos*, 19 février 1986). Même métaphore morbide dans le Figaro en 2000 pour la barre Renoir : « *Il faudra deux mois pour déblayer les milliers de tonnes de gravats de la tour Renoir. On achève bien les barres* » (*Le Figaro*, 9 juin 2000).

A chaque démolition, la pire des barres...

Ces démolitions sont l'occasion de faire témoigner des habitants mais aussi de rappeler que ces dernières s'avèrent nécessaire, inévitable. A chaque fois, on démolit la pire des barres, la plus sinistre, la plus vieille : Debussy était « la pire des barres », « le point extrême » (*Le Monde*, 20 janvier 1986). Dès 1980, *Le Monde* titre « Debussy, la barre que l'on voudrait démolir » :

« Il y a quatre grandes barres. La plus dégradée, la plus mal famée, est celle qui porte le nom de Debussy. Pour mêler les populations, on y a installé les vieillards émigrés du dix-neuvième arrondissement : parfois, ils se retrouvent seuls, à leur étage, les autres locataires ayant fui Debussy, c'est le point extrême, l'immeuble que l'on voudrait démolir » (*Le Monde*, 20 janvier 1980).

Même discours pour la barre Renoir : « *De la sinistre barre HLM de la rue Renoir, cité des 4 000 à La Courneuve, il ne reste que des gravats* » (*Le Figaro*, 3 août 2000), « *la démolition était sans doute la meilleure solution. La barre ...n'eut, en vérité, qu'un effet désastreux* » (*Libération*). La barre Renoir voyait s'épanouir « *une délinquance spécifique* » (*Le Figaro*, 8 juin 2000). « *L'immeuble Renoir* » était « *le plus vieux de la cité. Requiem pour une barre* » (*Le Figaro*, 15 février 2000). Même scénario quatre ans plus tard pour les barres Presov et Ravel : « *comment regretter la disparition de ces deux barres, jamais rénovées, minées par l'insécurité, les pannes d'ascenseur et les squats des appartements murés par des familles plus pauvres encore que les locataires en titre ?* » (*Le Monde*, 25 juin 2004).

447 ■

La démolition devient vitale, une question de vie ou de mort : « *Plus personne ne mourra au quinzième étage de l'immeuble Ravel, à La Courneuve, banlieue nord de Paris, à cause d'une panne d'ascenseur.* » (*Le Temps*, 24 juin 2004).

Ces barres n'existent déjà plus : elles sont réduites à l'état de fantôme : « *La barre fantôme exhibe ses rangées de fenêtres vides où s'accrochent des lambeaux de stores. Dévasté, le centre commercial, autrefois florissant, n'est plus qu'un dédale crasseux de rideaux de fer* » (*Le Monde*, 20 novembre 1999).

Conclusion. Les 4000 : un stéréotype négatif qui ne veut pas mourir.

Régulièrement, les « 4000 » font donc encore, quarante ans après leur sortie de terre, la « une » de la presse nationale à l'occasion d'un fait divers ou de la visite d'un ministre et génèrent encore des articles et de nouvelles images. Les 4000 en cela ont très certainement réussi, dans la presse nationale, à remplacer Sarcelles et sa célèbre sarcellite comme symbole du grand ensemble en perdition, discrédité, marqué, stigmatisé...

On a beaucoup écrit sur le grand ensemble des 4000 dans la presse nationale, et en général, c'est pour le critiquer. Sur lui se cristallisent les griefs accumulés envers l'architecture moderne et les grands ensembles mais ces griefs expriment aussi plus largement une inquiétude face à une société en évolution : les articles consacrés aux 4000 abordent en quarante ans des questions qui sont toutes présentées comme pouvant potentiellement menacer un équilibre : la place et le travail des femmes dans les années soixante-dix, l'intégration, la délinquance juvénile, l'immigration et la peur de l'étranger dans les années 1980, l'islamisme et la drogue dans les années 1990 etc...

Pourtant, quantitativement, ils ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. Après les démolitions successives des barres Debussy, Renoir, Ravel et Presov et l'annonce

des prochaines démolitions des barres Balzac et du Petit Debussy, il ne reste plus grand-chose des « 4000 logements ». Le grand ensemble continue pourtant toujours d'exister dans les représentations collectives. On ne peut qu'être étonné de cette stigmatisation tenace. On a vu sans arrêt s'inventer de nouvelles représentations négatives attachées aux 4000 sans pour autant que disparaissent totalement les représentations antérieures. On est ici dans une logique qui est bien plus celle de l'accumulation que celle du remplacement.

La presse nationale a pourtant tiré des leçons des critiques nombreuses qui lui ont été reprochées. Plusieurs expériences différentes sont en cours comme la création de postes de « reporters en résidence », dit RER, journalistes implantés de façon permanente en banlieue parisienne, ou de « reporters spécialisés » afin de mieux approcher ses territoires et prendre le temps d'enquêter⁵³. On peut noter aussi la création par un groupe de journalistes d'une agence de presse, Ressources Urbaines, présentée comme « une agence de presse des banlieues », dont l'objectif est de « parler » de ces territoires avec plus d'expertise et moins de caricature⁵⁴. Elle est notamment à l'initiative d'une Charte *pour L'Amélioration du traitement médiatique des banlieues* créée en collaboration avec le Centre de Formation des Journalistes de Paris

Face à cette succession de procès à charge, on ne peut que s'étonner de la force symbolique des 4000 qui ne disparaît pas malgré un projet urbain fondé sur sa démolition partielle et un travail de communication municipale qui tente de le faire disparaître nominativement en tentant d'imposer de nouvelles limites et de nouvelles dénominations. Il semble que sa « charge symbolique », son histoire, son importance urbaine et sociale en font un morceau urbain qui ne peut disparaître. Cette persistance passe par sa « stigmatisation » récurrente dans la presse nationale qui en a fait le symbole du grand ensemble pathogène...

■ 448

Comme nous avons tenté de le montrer, les représentations des 4000 dans la presse nationale n'ont souvent rien d'original : on retrouve de grandes similitudes avec d'autres grands ensembles. Mais une des particularités des 4000 se situe dans la virulence des propos tenus, la diversité des sujets traités et la longévité de ses représentations. En cela, on a l'impression que les 4000 « condensent », concentrent toutes les images négatives attachées au grand ensemble : pas une seule critique ne lui est épargnée, pas un seul travers auquel il aurait échappé... C'est l'incarnation même d'un stéréotype négatif.

Le maintien de cette présence du grand ensemble comme « totalité », alors qu'il n'est plus que l'ombre de lui-même en terme quantitatif, peut être lu négativement comme un « échec » relatif du projet urbain municipal dans sa lutte pour « renverser l'image stigmatisante » dont il souffrirait, mais il montre aussi la capacité d'un lieu hors du commun à continuer d'exister dans l'imaginaire urbain et dans les représentations sociales.

53 Un exemple parmi d'autres est celui de Luc Bronner, journaliste au *Monde* qui a enquêté pendant plusieurs semaines sur la cité des 3000 et a reçu le prix Albert Londres en 2007

54 Collectif opérationnel depuis 2006 : www.ressourcesurbaines.info

Les temps de la résistance | résilience

Dans le dictionnaire de la langue française, à l'entrée résistance, on peut lire : « le fait de résister, d'opposer une force à (une autre), de ne pas subir les effets d'une action (...). Capacité variable de résister, d'annuler ou de diminuer l'effet d'une force, d'une action subie (...). Force, solidité. L'aptitude d'une plante à supporter les intempéries. Qualité (...) par laquelle on supporte (...) (la fatigue et les privations) et qui permet de soutenir un effort intense ou prolongé. (...) Action par laquelle on essaie de rendre sans effets une action dirigée contre soi. Action de résister moralement aux maux. (...) ».

Il nous semble intéressant d'associer à ce vocable celui de résilience, qui depuis quelques décennies est appliqué à d'autres domaines que celui d'origine, dans lequel ce mot se réfère à la résistance des matériaux aux chocs. Ainsi, « en économie, la résilience est la capacité à revenir sur la trajectoire de croissance après avoir encaissé un choc (...). En psychologie, il s'agit d'un phénomène qui consiste, pour l'individu affecté par un traumatisme, à prendre acte de l'événement traumatique pour ne plus vivre dans la dépression. La résilience serait rendue possible grâce à la réflexion et à la parole (...). Dans le domaine de la gouvernance, de la gestion du risque et du social, la résilience communautaire (...) s'intéresse au groupe et au collectif plus qu'à l'individu isolé. En informatique, la résilience est la capacité d'un système ou d'une architecture de réseaux à continuer de fonctionner en cas de panne »¹.

1 cf. <http://fr.wikipedia.org>, 6 mars 2009

L'expérience d'habiter, de travailler, de gouverner, de projeter, de construire et d'aménager les espaces aux 4000 est marquée avant tout par la difficulté. Qu'elle soit d'ordre matériel ou symbolique, la difficulté a tendance à s'inscrire durablement dans les pratiques et dans les représentations des différents acteurs sociaux impliqués dans la création ex-novo de la cité, dans la vie quotidienne de cette dernière et dans le long processus de renouvellement urbain dont ce territoire fait l'objet depuis presque trente ans. Face à cette difficulté, une bonne partie de nos interlocuteurs – habitants, paysagistes, décideurs, architectes, urbanistes – ont développé des formes de résistance et de résilience qui vont de la « simple » posture de l'esprit à l'action organisée.

449 ■

■ RÉSISTER AVANT MÊME LE DÉBUT

Le temps de la résistance/résilience, ou du « faire avec » commence, pour certains de nos interlocuteurs, au milieu des années 50. En 54, le père de Ismaï arrive d'Algérie en France :

« Il faisait toutes les constructions d'immeubles, le goudronnage de routes (...). Il dormait dans les chantiers, dans la rue, et tout l'argent ... Il s'en servait pour faire venir sa femme. Il a participé à la construction des 4000. Après, quand ils ont eu un logement social, en 1964, ils sont venu à La Courneuve et ils n'ont plus bougé » (Ismaï, 35 ans, habitant).

En 1958, au paysagiste Jacques Sgard, qui vient de soutenir une thèse innovante sur l'aménagement du territoire en Hollande, est confiée la conception des espaces verts des 4000. Quarante ans plus tard, il évoque sa place en marge dans l'équipe des concepteurs et ses rêves (brisés) de jeune paysagiste :

« Ils n'imaginaient pas qu'on puisse me consulter sur le plan de masse. Ce qu'ils



me demandaient c'était de faire des propositions pour les espaces qui m'étaient octroyés » (Jacques Sgard, paysagiste).

L'emprise des architectes de l'équipe s'étend sur l'espace non construit, qu'ils bétonnent avec des voies de circulation et des parkings. Sgard est donc là pour « barbouiller » avec du vert des résidus d'espace laissés par les architectes qui se profilent comme des remplisseurs, des rongeurs d'espace contre lesquels le jeune paysagiste essaye de résister, de « faire avec » :

« Ce qui nous laissaient entre quelques barres ... c'était terrible ! Ce que l'architecture ne pouvait pas faire, on a essayé de le faire avec le travail sur l'espace. Par exemple, les barres sont extrêmement longues. Longer une barre c'est pénible. Donc, il fallait essayer de trouver d'autres espaces, de créer une complexité au sol que l'architecture ne donnait pas. Et ça, à La Courneuve, je n'y suis pas arrivé. Un tout petit peu, peut-être. Il fallait recomposer de l'espace qui n'existait pas. Un espace où l'on se sent bien, mieux. » (Jacques Sgard)

Même si le degré de dureté des expériences du père d'Ismaï et de Jacques Sgard n'est pas comparable, l'une et l'autre témoignent d'une époque où il était urgent de construire. Les grands ensembles apparaissaient comme la solution aux problèmes posés par les énormes changements socio-démographiques en cours. Comme le souligne Paul Chemetov (lauréat du concours du quartier de La Tour en 1996), il était difficile de prévoir les conséquences urbaines et sociales complexes et parfois dramatiques que l'on connaît aujourd'hui et qui pourtant n'avaient pas tardé à se manifester :

« On peut dire qu'entre 55 - où on construit 250 000 logements par ans - et 75 - où l'on en construit 550 000 - (...) se met en place une mutation d'une rare violence dont on n'a absolument pas la mesure : La France rurale devient urbaine. (...) La France de 20 millions d'urbains à la sortie de la guerre passe aujourd'hui à 45 millions d'urbains. Et ça, en deux générations. Je crois que personne, et surtout pas les gens qui sont en charge de ces problèmes, n'a pris la mesure de ce que ça veut dire sur tous les plans : l'éducation, les transports, les mobilités, les équipements, le rapport au paysage ... » (Paul Chemetov, architecte).

451 ■

■ RÉSISTER À CE DONT ON N'À PAS PRIS LA MESURE

Le 19 septembre 1964, France-Soir décrit les 4000 comme le Far-West :

« Il y a peut-être un quatrième blessé [...] après l'échauffourée entre jeunes gens le 11 septembre à La Courneuve. [...] La cité des 4000 logements est neuve, confortable et bien conçue. Mais, alors, qu'est-ce que ne va pas ? Pourtant, c'est un bel ensemble architectural que cette cité des 4000 logements à La Courneuve : il y a des immeubles de quinze étages et des tours de vingt-cinq étages. Cela à la porte de Paris, dans un secteur d'usines et d'ateliers. Quand tout sera fini, cela fera une population de 20 000 à 25 000 personnes qui doublera la population de la commune. On a commencé à occuper les premiers des 4000 logements en mai 1963. Il y a eu beaucoup de rapatriés d'Algérie qui avaient pourri pendant des mois dans de sordides centres d'hébergements. On les a installés là. C'était urgent. Ils ont trouvé de bons logements confortables, avec salle de bain et vide-ordures. Les gosses ont fait ce qu'ils ont pu pour s'acclimater dans cette cité verticale. Ils en avaient vu de toutes les couleurs avant d'arriver là. Et puis les autres locataires sont arrivés. Pour les jeunes, il y a eu l'école ou le travail. Pour beaucoup d'autres, cette période critique qui se situe entre la fin de l'école et le commencement du travail, et qui peut durer des mois, un an ou plus. Et puis les jeunes des environs de Saint-Denis, de Stains, de Drancy, d'Aubervilliers, de Saint-Ouen, sont venus en armada de cyclomoteurs voir ce qui se passait à la cité des 4000 logements de La Courneuve. [...] Alors, dans cette cité ultra-moderne on vit comme au Far-West : il y a des gardiens dans chaque groupe d'immeubles. Ils ne sont pas armés. Cela

vaut peut-être mieux. [...] Vœu des locataires des 4000 logements : un poste de police dans la cité. Vœu des jeunes de la cité : être heureux. Mais ils ne savent pas comment. » (France-Soir, 19 septembre 1964).

Dans la cité, on essaye justement de résister à tout ce dont on n'avait pas pris la mesure. Ainsi, les enfants font effectivement ce qu'ils peuvent pour s'acclimater à la cité verticale – en démolissant par exemple la première aire de jeux ouverte tellement ils en sont enthousiastes comme le confit Jacques Sgard :

« La première aire de jeu qu'on a ouverte aux enfants, vers 64 ou 65, c'était une ruée qu'au bout d'une heure tout avait été cassé. Ce n'était pas sûrement assez solide, mais il y avait quand même une sorte de folie qui s'était emparée d'eux. (...) Le tourniquet, l'axe avait été cassé, le bac à sable avec sa bordure en béton avait été costaud, mais tout le sable était sorti ... Tout ce qui se balançait ou bougeait avait été détruit. Il aurait fallu des choses plus robustes, des montagnes en béton.

Chercheur - Quand vous avez changé, qu'est-ce que vous avez fait ?

JS - j'ai plutôt appauvri l'espace en me disant « ça ne vaut plus la peine » (Jacques Sgard) ...

Les adultes rapatriés d'Algérie d'un côté se renferment dans le silence face à l'incompréhension de leurs voisins et, de l'autre, s'engagent pour favoriser la scolarité de leurs enfants et l'accès à la culture dans un quartier, dans ce sens, encore vide.

« L'Algérie a été vidée de mars 62 à mars 63. La France ne s'y attendait pas. (...) Quand je suis arrivé ici ... je ne vous dit pas ! Les réflexions sur les rapatriés ... « vous avez abusé des Arabes ! » Nous, on leur disait « non ! Il ne faut pas généraliser, nous, on s'entendait bien avec les Arabes, mieux qu'avec les Français ». (...) Ils n'ont pas vécu la même chose. Du coup, on n'en parle pas du pays. Jamais. » (M. Gonzalez, habitant)

« Ça a été une catastrophe parce qu'au départ, vous savez, il y avait des taudis sur les boulevards extérieurs ... les mal-logés... Ils ont ramené tous ces gens sur les 4000 logements et en même temps, sont arrivés les pieds-noirs d'Afrique du Nord. Ce qui s'est passé c'est qu'ils ont construit (...) mais ils ont mis les 4000 logements dans une situation intenable parce qu'ils avaient prévu des logements et les gens sont rentrés dedans, seulement, les gens avaient des enfants et ils n'avaient pas prévu d'écoles. Ils en avaient prévu mais pour après. Heureusement que la ville, à l'époque, avait les moyens, parce qu'il y avait un tas d'usines. Il y avait un lycée qui était en construction qui était à Dugny, si bien qu'il y avait des cars qui emmenaient entre 2000 ou 3000 enfants par jour ! Vous vous rendez compte, le travail ! Il a fallu qu'on fasse ça, en attendant que les écoles soient construites : Langevin Wallon, Henri Wallon et Joliot-Curie. Et nous, on a fait construire le centre culturel... » (Ethan, ancien habitant).

Même les arbres doivent « faire avec » un sol inhospitalier :

« C'était un sol complètement chahuté, bouleversé par des travaux considérables. Le terrain était épouvantable. C'était des débris, des matériaux hétérogènes qui devaient venir des démolitions (...). On a dû récupérer un sol impossible. (...) Sur les mails, par exemple, on avait probablement planté de l'érable, parce qu'il est assez costaud, il résiste au plâtre, il accepte le calcaire » (Jacques Sgard).

Les paysagistes essaient donc de faire tenir leurs plantations et leurs installations face à la pauvreté du sol et aux « attaques » de la population, tandis que les enfants « résistent » en transformant les arbustes censés les repousser en lieux privilégiés pour jouer à cache-cache :

« Les arbustes, c'était de l'aubépine, du troène, des choses comme ça, si possible épineuses, pour se défendre et puis renforcés par des grillages de façon à que les

gosses ne traversent pas » (Jacques Sgard).

« On se faisait des parties de cache-cache incroyables ! Il y avait un tas de buissons partout. Je ne sais pas comment ça s'appelle ces arbustes qui poussent pas très haut mais qui sont assez denses, où il y a de la place à la base, et donc tu peux te faufiler là-dessous, aller te cacher » (Pierre, ancien habitant).

Du micro au macro, du social à l'urbain, une prise de conscience progressive de la mesure des problèmes posé par les grandes ensembles commence à émerger à l'échelle mondiale. Le modernisme est remis en question et dépassé soit à travers des actes radicaux, comme la démolition de Pruitt-Igoe (1972) à Saint-Louis, aux Etats-Unis, soit à travers des projets participatifs, comme celui du Villaggio Matteotti (1969-1974), réalisé à Terni (Italie), par Giancarlo De Carlo.

« J'ai fait mes études à partir de 1962 à l'Ecole des Beaux Arts et les transformations commencent dans l'enseignement avant 68 et, quand on a fait une scission, avec un atelier expérimental en dehors du système "beaux arts" avec Bernard Huet, je me souviens très bien qu'on avait fait des études justement d'analyse urbaine sur la cité des 3000, à Aulnay, en essayant d'y appliquer les méthodes de Kevin Lynch. Parce que ce qu'on voyait, le début de la crise des grands ensembles qui n'étaient pas encore achevés, certains étaient encore en construction, et effectivement il y avait tout un intérêt des jeunes architectes à aller voir concrètement ce phénomène de la construction des grands ensembles ; et comme ils étaient tous neufs évidemment ce qu'on y repérait en premier c'était cette étrange conception d'application du mot "moderne", on ne comprenait pas pourquoi ils n'étaient pas vraiment construits disons dans de manière plus traditionnelle, plus « urbaine », on remarquait cette lacune. Donc la méthode de Kevin Lynch c'était de dire "il y a un manque de repères, de chemins, de noeuds et donc on avait essayé de faire une analyse et puis des propositions déjà théoriques de réhabilitation. ça c'était en 1966, en tant qu'étudiants. » (François Laisney, architecte-urbaniste et chercheur, lauréat, avec l'équipe de l'APRAH, au concours d'intégration des 4000 dans la ville, 1982)

453 ■

Aux 4000, de grands dysfonctionnements apparaissent et la mairie de La Courneuve se présente comme pilier de la résistance et de la contestation à partir de la fin des années 1970 :

« Le maire de La Courneuve [...] a exposé pendant plus d'une heure la politique du Parti. Il a, sur les problèmes propres au grand ensemble, fait un large exposé des vues des communistes sur la gestion de l'office de la ville de Paris et sur les solutions possibles, recommandant notamment le blocage des loyers, le report du terme de mai, la suppression du surloyer, la révision de l'allocation logement, la suppression des parkings payants. Il a confirmé que la ville de La Courneuve était prête à prendre en charge l'entretien des voies et de l'éclairage public, à la condition que celles-ci soient remises gratuitement et en toute propriété à la commune » (Journal d'Aubervilliers, 24 mai 1968).

■ MAIRIE ET POPULATION : MÊME COMBAT ?

La mairie, entre autres par l'intermédiaire du journal local, tient le même discours durant toutes les années 1970 : ce sont des accusations directes contre l'Office de la ville de Paris – et par extension contre le Maire de Paris et contre le pouvoir national en place – et sa gestion du grand ensemble. Le site est perçu comme extra-territorial, de manière physique – par sa coupure avec le reste de la ville – domaniale – par son appartenance à l'OPHLMVP – et social, par le fait qu'il continue à accueillir peu de Courneuviens, mais une majorité de « populations indésirables » dans la capitale alors que le grand ensemble loge 43% des habitants de La Courneuve. Les attaques portent tout d'abord sur l'absence d'entretien au regard de ses dysfonctionnements techniques :

« Des travaux de rénovation, d'entretiens, de mise en conformité doivent d'urgence être entrepris, faute d'entraîner d'irréversibles dégâts. Construit depuis treize ans, cet ensemble prend l'aspect d'un bidonville de béton ; l'hygiène et la sécurité des habitants sont remises en cause. Afin d'enrayer ce processus, il est indispensable d'entreprendre immédiatement la remise en état des cages d'escalier, ce qui n'a jamais été fait, la révision des ascenseurs, la réfection de nombreuses terrasses, des joints de façades, l'aménagement des espaces verts et des aires de jeux, enfin la mise en conformité pour raisons de sécurité d'un immeuble de 26 étages. » (Journal d'Aubervilliers, mars 1975).

L'action résistante de la mairie porte aussi sur le montant des loyers et la suppression du surloyer, la révision de l'allocation logement, la suppression des parkings payants, la présence de nombreux logements vides. La municipalité demande tout d'abord à récupérer la voirie en toute propriété, puis les logements sans contrepartie. Elle dénonce les « plaies » du grand ensemble et les responsabilités de l'Office HLM de Paris, du maire de Paris et du pouvoir national. Ces multiples adversaires finissent par n'en former qu'un seul, par définir clairement un « eux » et un « nous » et par contribuer à renforcer une identité collective. Les 4000 sont en « lutte » car :

« Aux 4000, c'est l'OPHLM de la ville de Paris qui laisse se dégrader à un point insupportable, la cité. Mais dans un même temps, le gouvernement asphyxie notre OPHLM. Il empêche le financement des travaux de rénovation et d'entretien, il bloque toute perspective de nouvelles constructions alors que 1400 demandes de logements sont enregistrées. [...] C'est une seule et même politique qui vise à chasser les travailleurs de leur commune, qui transforme nos cités populaires en ghettos. [...] » (Bulletin de La Courneuve, janvier 1981)

■ 454

Dans le même journal, les articles accusateurs se multiplient durant les années 1970. L'accent est mis sur l'imbrication des enjeux locaux et nationaux, comme le montre ce titre : « la Cité des 4000 : la politique du logement du pouvoir en accusation » (février 1975), ou encore « Conseil municipal extraordinaire au cœur de la cité : 4000 logements. 20 000 personnes victimes de la politique du pouvoir » (Bulletin de La Courneuve, novembre 1976), avec, preuve à l'appui, des photos montrant les malfaçons dans les parties communes. Les demandes de dévolution du grand ensemble à la ville de La Courneuve sont à chaque fois réitérées. Le vocabulaire utilisé est lié au combat : le mode d'action privilégié est « la lutte », il faut « passer à l'offensive »² :

« Les locataires des 4000 sont à l'offensive, debout. Les fameux 4000 tant dépeints par la presse, relèvent le défi, les menaces et le cynisme de Tibéri, Président de l'OPHLM de la ville de Paris, ne les feront certainement pas céder. Ils n'ont que du mépris et de la colère contre ceux qui les font vivre dans de telles conditions.[...]. Ils (les locataires) feront céder l'OPHLM de la ville de Paris. Les élus appellent la population de toute la ville à être à leurs côtés, leur combat pour le droit de se loger dignement est le nôtre. » (Bulletin de La Courneuve, janvier 1981).

De nombreux articles dénoncent les vices de conception et défauts d'exécution qui sont apparus rapidement dans le grand ensemble et l'absence de travaux de la part de l'OPHVP. Des actions sont menées contre les saisies, contre l'existence de logements vides, contre les expulsions, contre le montant jugé excessif des loyers avec comme point culminant l'occupation d'un logement dans le grand ensemble par des militants communistes (mars 1976), une série de manifestations devant la Préfecture de Paris, le blocage des loyers... Une délégation est reçue à l'OPHVP en novembre 1976.

L'OPHVP et sa gestion sont considérées responsable, à la fois, de la dégradation et du rejet du grand ensemble. Mais, contrairement à ce qu'on peut lire dans la presse nationale, qui ne se prive pas de qualifier de « déversoir » le grand ensemble,

² Il faut signaler qu'à cette époque, la municipalité a un autre combat - outre la dévolution du grand ensemble - lié à la fermeture, à partir des années 1970, des grandes usines qui avaient fait la force de la ville. Les menaces de fermeture entraînent la mobilisation des élus communistes : c'est le cas pour Babcock et Wilcox - premier employeur durant des décennies, qui passe entre 1967 et 1978 de 1450 à 530 employés - et pour Mécano, dont l'activité prend fin en 1978. Cela n'est pas sans conséquence sur les emplois, et donc sur le grand ensemble. Comme ailleurs en France, l'identité ouvrière de la commune commence à se déliter, en même temps que le Parti Communiste perd son influence au niveau national.

dans le journal municipal, on ne trouve aucune attaque directe de la manière dont l'OPHVP « remplit » le grand ensemble. Les 4000, bien que n'appartenant pas juridiquement à la ville de La Courneuve, ne peuvent être vu comme un « corps étranger », leurs habitants étant de fait Courneuviens.

Dès 1977, la municipalité n'appelle pas seulement au combat contre l'OPHVP et à la dévolution du grand ensemble en sa faveur, elle milite aussi pour « la rénovation du grand ensemble » et, en 1978, fait le choix d'une rénovation lourde adoptée en conseil municipal en novembre 1979. Le conseil municipal de La Courneuve, parmi les hypothèses envisagées pour cette rénovation, a retenu celle d'une transformation importante du grand ensemble : la démolition d'une partie des immeubles, leur reconstruction sur place et dans la ville, la réhabilitation de ceux qui subsisteront.

Cette lutte est relayée régulièrement, au niveau national, par l'Humanité qui reprend les actions contre les hausses de loyers, contre les saisies et les expulsions et qui souligne que :

« Le doublement des effectifs du PCF dans la cité, l'augmentation de 7,5% de ses suffrages aux dernières élections traduisent le rôle joué par les militants et les élus communistes. Leur souci est désormais d'aider les habitants à participer davantage à la gestion de la cité grâce à des comités élus par escalier, au développement de l'Amicale des locataires » (L'Humanité, 11 juillet 1978).

Dès 1983, la mairie multiplie les signes de son intervention dans le grand ensemble : elle entretient les voiries et les espaces verts et entame, entre autres, les premiers travaux à Ravel et à Renoir : « une armée tout à fait pacifique vient d'entrer aux 4000. Vêtue de la cotte bleue et du casque réglementaire, elle utilise comme armes, des pioches, des pelles, des truelles... » (Bulletin de La Courneuve).

455 ■

Ce projet est véritablement perçu comme une « reconquête urbaine » :

« Depuis que la gestion des 4000 est passée des mains de la ville de Paris à celle de l'OPHLM de La Courneuve, de nombreux travaux de toute nature ont été réalisés et une concertation s'est mise en place... Il s'agissait de ne pas seulement venir pour vous dire voilà ce que la municipalité a fait, mais aussi nous sommes à vos côtés dans vos luttes » (Regards, mai 1988).

Après le long combat pour la dévolution, en 1984, la mairie hérite d'un quartier dans lequel les habitants vivent en essayant de résister, au quotidien, au délitement urbain, aux cafards, au chômage, aux murs qui travaillent, à la délinquance, au présent et à l'avenir incertains des jeunes générations, sans oublier la stigmatisation dont les 4000, et notamment ses jeunes, sont désormais victimes (cf. Le temps du sensationnel). La mairie continue à promouvoir et à soutenir la résistance / résilience des habitants et en particulier des jeunes, par exemple en organisant et réorganisant l'emplacement des services pour la jeunesse, à son tour en « faisant avec » le manque de moyens et les difficultés, tant soulignées par les médias, que le terrain, en effet, présente :

« Dans les années 1975, on a essayé d'implanter le service jeunesse aux 4000. Le premier « Mille club ». C'était en préfa, mais c'était quand même costaud. Il a brûlé. C'était là, au nord de l'avenue Henri Barbusse. Ce qui était clair dans ces tentatives d'implantation des services jeunesse – dans ce semis de service jeunesse – dans les grands ensembles ... c'est qu'au bout de six mois les mômes prenaient le dessus : ils jouaient au cartes, ils jouaient de l'argent. Puis ils fumaient. Donc ça devenait des lieux de transit, de passe, de deal. (...) Même Guy Môquet (MJC principale de la ville, située aux Quatre Routes) n'a pas été épargné. Elle a été inauguré en 67 et puis elle a fermé pendant un an, parce qu'il y avait la drogue qui c'était installée

(...) La drogue était omniprésente. (...) On a eu aussi un autre « Mille club », rue Beauvils, qui a duré longtemps. Maintenant il est fermé. Puis il y a eu une phase « tampon » : on s'est rapproché de La Tour et on s'est installé dans l'ancien poste de police du quartier et là ... c'était terrible ! Pour les animateurs, c'était terrible ... C'est dur de faire en sorte que ce lieu gomme son passé de police, et c'est ça qui était demandé aux animateurs ! On leur disait : « tenez bon ! ». Mais ça n'a pas marché. On a fait la tentative, au début des années 90, de s'installer au Centre Culturel Jean Houdremont, de mettre là un Espace Jeunesse. Le projet c'était : musique. Et on avait mis un studio. Costaud, hein ! Le numérique commençait à émerger. On a inauguré ce lieu en grande pompe ! On avait une petite cafétéria sans alcool. On avait une petite programmation : toutes les deux semaines un petit concert avec des formations locales, puis des invités, des gens qu'on payait, des groupes un peu plus costauds. Du jazz, du rock, ... Le seul problème c'est que, comme on faisait cafétéria, les animateurs étaient quasiment des serveurs ! La cafétéria était très prisée, les gens de la ville venaient y manger, le midi. Après il fallait faire la vaisselle ... Une aberration. Donc on a dit stop. Maintenant cette activité – musique ... et danse ! – s'est déplacée, elle est revenue sur la MJC Guy Môquet, tandis que l'antenne jeunesse aux pieds de La Tour est plutôt consacrée à tout ce qui est atelier sur l'image » (Christophe, 51 ans, travailleur et ancien habitant).

■ LE CERCLE VERTUEUX DE LA RÉSISTANCE : TRAVAIL, ENGAGEMENT ET ASSOCIATION

La posture résistante et solidaire que la mairie assume envers la population et contre le délitement urbain et sociale se manifeste selon un double mouvement qui consiste à intervenir d'en « haut » - comme dans le cas des tentatives et des efforts prolongés pour implanter les services jeunesse au cœur de la cité - et à favoriser les initiatives qui viennent d'en « bas ». Exemple est, dans ce sens, l'histoire de l'association ASAD, située aux pieds du Mail :

■ 456

« L'association on l'a créé en 1999 et on a eu le local en 2000. Et depuis on mène nos petites activités, quoi ! C'est jamais trop facile, il faut répondre à un besoin et il faut aussi créer un besoin. Il faut beaucoup d'organisation. A l'origine... bein, on était un groupe de copains et on s'est dit "Pourquoi nous, au sein du quartier, on n'aurait pas le droit d'avoir un local, une télé, des jeux vidéo et un magnétoscope et passer du bon temps entre amis ? Pourquoi on doit se voir en bas d'un immeuble ?" Du coup on a réfléchi et avec les instances municipales ... il fallait un projet, quoi, un projet qui visait à apporter un plus au quartier ... Alors, on s'est orienté vers l'accompagnement d'enfants et le but de dynamiser le quartier de La Tour, avec des manifestations sportives et culturelles. Il fallait réfléchir à comment mener les actions, quel public toucher, comment les avoir, comment répondre à un besoin. Cela s'est fait en juillet 1999 et en juin 2000 on a eu un local. Dans tout ça, je me suis même trouvé une vocation ! » (Tahar, 31 ans, travailleur et habitant de La Courneuve).

Tahar, animateur socio-culturel, travailleur et ancien habitant des 4000, comme tant d'autres parmi nos interlocuteurs, a bâti son existence personnelle et professionnelle sur l'engagement et la militance. L'association dont il est membre fondateur lui a fait découvrir sa vocation, lui a permis d'orienter sa formation, de trouver un emploi :

« Moi j'ai eu un bac en comptabilité et gestion. Après je me suis orienté vers la fac, mais ça n'a pas fonctionné-fonctionné ... ! Du coup, j'ai fait une formation en tout ce qui est sciences sociales et médiation. Cette formation, ça me permettait de pérenniser l'association et l'association favorisait ma formation. A l'époque, j'étais « emploi jeune » au sein d'une école. Je travaillais avec des enfants et ça me permettait de théoriser et de formaliser et remettre sur le terrain, au niveau de l'association, ce que j'apprenais dans cette école avec les enseignants et les enfants » (Tahar).

Cette relation étroite entre population, association et municipalité, et entre métier et militance, est bien décrite, et intensément vécue, entre autres par François, tout au long des années 1990 :

« Moi, j'ai senti très fort qu'à La Courneuve il y avait ce souci d'associer la population et les professionnels qui travaillaient à la Commune. Ils avaient su les associer à la vie de la commune, à des projets futurs ... et ça, il n'y a pas forcément cela partout. (...) Il y avait aussi une énorme richesse d'associations. Les professionnels qui travaillaient à La Courneuve à l'office HLM, à la CAF, aux services sociaux, dans les associations ... Ils étaient particulièrement motivés. Ils croyaient dans la population, qui voulaient sortir, justement, de l'image un peu compliquée et difficile qu'on peut avoir sur la cité. Des professionnels presque militants dans leur façon de travailler : ils voulaient ce qu'il y avait de mieux pour les enfants, pour les familles... Il y avait un travail en réseau qui était tout à fait intéressant, un partenariat très poussé, aussi bien avec les associations qu'avec les structures en place, qu'avec la municipalité. Aussi, une autre chose de très fort que j'ai vu dans le quartier c'est beaucoup de solidarité ! Quand, par exemple, il y avait des problèmes de budget, quand il n'y avait pas suffisamment de quoi se nourrir à la maison, quand il n'y avait plus d'électricité ... à la crèche parfois on gardait les restes du repas de midi pour les donner à des mamans parce qu'on savait que c'était compliqué, parce qu'on avait vu ça avec elles. Parce que quand on accueille les enfants on accueille aussi la famille. Quand une maman vient nous voir désespérée parce qu'on lui a démonté son compteur de l'électricité ... Quelques fois, donc, on sortait de notre rôle de fonctionnaire. Plusieurs fois, j'ai contacté EDF parce que quelques fois les personnes étaient tellement dans le sac que quand elles avaient des rappels, elles ne donnaient pas suite, elles n'osaient pas ... ! » (François, 41 ans, ancien travailleur)

Résilience et résistance contre le stigmatisme médiatique : la confiance en toi, tu ne la retrouves pas en regardant la télé avec les histoires des moutons, de racaille et de karcher !

457 ■

Les images des 4000 véhiculés par la presse depuis 1964 contribuent à la cristallisation, au fil du temps, de représentations négatives du quartier et de ses habitants. Elles produisent des connaissances ordinaires partagées et durables selon lesquelles le 4000 seraient un lieu à éviter, caractérisés uniquement par la misère, la dégradation et la délinquance. Les 4000 catalysent le discours stigmatisant tenu par la presse sur l'ensemble du Département 93 et, plus en généralement sur « les banlieues ». Ainsi, par exemple, François décrit son arrivée dans le quartier où il s'apprêtait à occuper un poste de fonctionnaire dans les services pour la petite enfance, en faisant référence à ses à priori télévisés :

« Je suis arrivé en août 90 (...). J'avais un logement aux Quatre Routes. Aux 4000 ... je n'aurai pas pu habiter. Je n'aurai pas pu. Je n'aurai pas pu. Je n'aurai pas pu, du moins au moment où je suis arrivé. (...) Je n'aurai même pas postulé, ça c'est sûr, si j'avais eu un logement dans les 4000. Je n'aurai pas pu. J'aurai eu peur que ça soit trop difficile pour moi et je ne l'aurai pas fait. Parce que j'avais quand même beaucoup d'à priori sur La Courneuve, ... sur la fameuse cité des 4000, qui était très symbolique des cités, comme Sarcelles ... Et j'avais des à priori : les images classiques qu'on a sur des banlieues qui peuvent être difficiles ... ce qu'on voit à la télévision, donc des émeutes urbaines, à un moment donné ... parce qu'il y avait eu des événements à La Courneuve ! Il y avait eu des événements douloureux. » (François)

En décrivant le stigmatisme qui pèse sur le quartier - et, par extension, sur la ville de La Courneuve dans son ensemble - les habitants du quartier évoquent souvent l'image néfaste que les médias ont construit et ses effets sur la perception qu'on peut en avoir de l'extérieur :

« A aller mal ... ça a commencé en 74-75, je crois ! Quand il y a trop des familles ... trop de jeunes regroupés dans un bâtiment ... quand il y a plein de familles avec

des jeunes du même âge ... ils font du bazar ...et puis voilà ! Tout seul, le gamin, il ne va pas faire des conneries, mais ensemble ... il veut se la péter, et il dit : « on va mettre le feu dans la poubelle ! ». Le feu se propage ... et ... il ne veut pas faire mal, il veut juste s'amuser, il ne sais pas, il ne pense pas ... mais ça donne quoi ? Le feu se propage, les pompiers arrivent, ça se sait à la radio, les médias en rajoutent et puis voilà, La Courneuve devient « La Courneuve City » ! (rires) Voilà ! Et tout ça, pour quoi ? Pour deux mômes ! Mais ces deux mômes et leur poubelle, au journal télévisé ça devient : « La Courneuve est en feu ! ». ça, ça m'énerve. Et alors, les gens ... Ils ne veulent plus venir à La Courneuve ! Quand on parle de La Courneuve, c'est « La Courneuve, oh là là ! » (Monique, 60 ans, habitante, ancienne ouvrière au chômage)

« Jean-Pierre – voici le carton d'invitation pour la prochaine expo collective qu'on va faire à la galerie Le sens de l'art ... juste pour casser un peu cette image cournevienne ... vous, qui êtes sociologues, vous le savez ? Il y a des belles choses, à La Courneuve!

Chercheur – quelle image cournevienne ?

J-P – l'image classique véhiculée par les médias ...ceci, cela ... à chaque fois qu'on parle de La Courneuve dans les médias ... vous connaissez un peu le truc ! Là, dernièrement, il y a eu une jeune femme qui s'est suicidée, qui s'est pendue et qui a pendu son gosse de 5 ans ... au parc de La Courneuve. On en a parlé à la radio. C'est atroce. Mais il n'y a pas que ça, quoi. Voilà, c'est ça que je voulais dire. » (Jean-Pierre, 55 ans, habitant, artiste et élu).

Pour la génération née autour des années 1975, l'image des cités et de leurs populations véhiculée par la presse et la télévision, et le débat médiatique qui parfois s'en suit, constituent aussi des matériaux qui participent à la construction d'une identité individuelle, collective et générationnelle qui, pour s'affirmer de manière positive, doit résister, aussi, contre les clichés :

■ 458

« Tahar - Entre Paris et les banlieues, il n'y a pas que des barrières physiques, hein ! Il y a des barrières dans la tête, ce qui fait qu'à un moment donnée, on peut désenclaver sur le plan de l'urbanisme autant qu'on veut, mais si c'est pas imprimé par l'éducation, si c'est pas imprimé dans l'esprit des gens, la ghettoïsation ça continuera, quoi. Les frontières sont toujours là, en termes de représentations. (...) C'est toujours « le mouton dans la baignoire » !

Chercheur – c'est quoi "le mouton dans la baignoire"?

T – tu ne connais pas l'histoire du mouton dans la baignoire? C'est une réponse de Nicolas Sarkozy à une question qu'on lui a posée. Il y a des politiciens qui tiennent des phrases ... des phrases à massacrer ... à massacrer des populations! C'était une question qu'on avait posé à Nicolas Sarkozy dans une émission sur TF1 ou France 2, je ne me souviens plus, et il a dit: "Je ne laisserai jamais les gens égorger leurs moutons dans la baignoire, je ne laisserai jamais l'excision" ... Tu vois? C'est des valeurs qui n'existent peut-être plus en France - quoi qu'on en entend parler... - mais de mener une politique sur cela, de lancer des annonces comme ça, ça vise à démonter les gens ! Azouz Begag a écrit un livre : "Un mouton dans la baignoire". C'est lié au propos de Nicolas! (...) Dans le discours, on dit que tout le monde peut réussir, mais dans les faits ... tu es paralysé, tu n'es pas désinvolte, tu n'es pas nonchalant ... tu as des capacités, mais tu ne peux pas t'en servir. Il y a tellement des choses à faire que tu ne sais pas par quoi commencer, tu n'as pas de méthodologie, c'est ça. (...) La difficulté n'est pas qu'économique. (...) Je crois que le manque de confiance en soi contribue à cette paralysie. La confiance en toi, tu ne la retrouves pas en regardant la télé avec les histoires des moutons, de racaille et de karcher ! C'est cette confiance qu'il faut retravailler en se disant : « je suis quelqu'un comme tout le monde, je sais faire les choses » et en se donnant les moyens pour arriver à faire les choses. Et c'est les petites expériences qui font parfois qu'on retrouve cette confiance » (Tahar, 31 ans, habitant et travailleur).

3 Cf. Dayan D., « Les mystères de la réception », *Le débat*, n°71, 1992 ; Gheude M., « La réunion invisible », *Hermès*, n°13-14, 1994 ; Pasquier D., *La culture des sentiments. L'expérience télévisuelle des adolescents*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'Homme, 1999.

Comme le démontrent de nombreuses recherches sur l'ethnographie des publics des médias³, la réception d'un message véhiculé par la télévision n'est pas passive, mais implique une interprétation de la part des spectateurs. Le journal télévisé du 23 juin 2004, qui a couvert en directe la démolition des immeubles Ravel et Presov, nous fournit un exemple assez frappant de ces mécanismes. Il montre que les habitants du quartier s'attendent tellement à entendre parler d'eux-mêmes en termes péjoratifs, qu'ils finissent par attribuer une phrase vexante prononcée lors de l'émission à l'animateur du journal télévisé, alors que c'est un habitant même des 4000, interviewé dans le cadre de l'émission, qui l'avait prononcée :

« Chercheur - lors des démolitions de Ravel et Presov, sur le grand écran posé dans l'espace prévu pour les gens qui voulaient assister à la démolition, il y avait le journal télévisé qui passait en direct et il me semble que pendant l'émission il y avait eu un truc lourd qui avait été dit, un truc qui avait choqué l'assistance ...

Tahar - Alors, ça c'est passé comme ça : l'animateur dit que les immeubles vont tomber avec « le monstre de délinquance qu'ils ont créé » et Monsieur T., qui habite la Tour, a dit : « ça va permettre de s'orienter vers une politique de population mieux choisie »

C - je me souviens qu'on l'avait immédiatement contesté, qu'on avait sifflé, crié des « bouh ! ». « Une population mieux choisie » ...

T - c'est dur, hein ?!

C - après coups, vous lui avez dit quelque chose ? Tu as discuté avec lui ? Tu l'as croisé, depuis ?

T - oh, oui ! Il est retraité. (...) Il s'investit dans la vie locale (...). Il fait partie du bureau des comités de voisinage. Il est engagé depuis peu.

459 ■

C - ça fait quoi de voir un voisin qui parle à la télé et qui tient des propos comme ça ?

T - et en plus en direct ! Il n'a pas manqué de culot, le type !

C - il avait quand même été contesté, non ?

T - écoute, l'immeuble est tombé, l'animateur a parlé, le type a parlé et du coup les dires du type ont été retenus, mais on s'est dit que c'était l'animateur qui les avait dits. Tu vois ? Dans l'esprit des gens, on croyait que c'était l'animateur qui avait parlé de « population mieux choisie », alors que c'était le voisin ! » (Tahar)

■ AGIR ET PRENDRE LA PAROLE À TRAVERS L'ART ET LA CULTURE

La résistance/résilience se fait aussi à travers l'art et la culture, qui se penchent, s'expriment et s'interrogent sur le territoire et sur ses transformations. Parfois, art, culture et prise de parole sont très strictement imbriqués, comme c'est le cas, par exemple, de la pièce de théâtre *Cosmos. Histoires de banlieue* (1983), dont le texte, élaboré à partir d'enquêtes réalisées par les comédiens de la troupe du Centre Dramatique de La Courneuve auprès des habitants, revisite l'histoire de la ville des années 1945 à 1971. Il est important de souligner que cette troupe s'est formée grâce aux cours de théâtre proposés à la population dès 1969 et que les acteurs qui la composent sont, à l'origine, des Courneviens que, dans leur temps libre, fréquentent ces cours.

« 1969. Un cours d'art dramatique s'ouvre à la Maison du peuple d'une ville de banlieue, la mienne, La Courneuve. Le théâtre, qu'est-ce que c'est quand on n'y a

pas mis les pieds depuis l'école ? Une occasion de rencontrer des gens ? La rencontre se fait. (...) On découvre (...) des gens de sa ville ou des alentours. Quelques jeunes de son âge, et d'autres bien différents, et qui ont des choses à dire. (...) Et quand la fin de l'année arrive, on fait quelque chose ensemble. Un spectacle ? On le montre en tout cas à quelques gens du coin. Et aussi, parfois, dans des usines de la ville, à l'occasion d'une grève, à l'invitation d'un comité d'entreprise. [En 1974] l'activité de la troupe devient professionnelle. La qualité et l'originalité de créations de ce qui est maintenant le Centre dramatique de La Courneuve lui donnent accès à des lieux de théâtre plus prestigieux. La relation avec la ville, sa population et ses élus, se renforce. Avant et après les tournées, parfois lointaines, c'est là, à La Courneuve, que tout se fait (...) » (Jean-Pierre Pouret, ingénieur en informatique, comédien de la troupe jusqu'en 1984)⁴

⁴ in Centre Dramatique de La Courneuve, *Public et compagnie. Histoire d'un théâtre*, 1999, p. 43.

Entre 1984 et 1992, l'artiste Daniel Alda organise la création collective de deux mosaïques, l'une à Presov et l'autre à Balzac :

« Il a fait un travail du côté de Presov : c'était un fronton de tennis. Le but c'était de décorer le côté béton. Il avait pris une photo, qu'il avait scanné, d'un tennisman qui servait. C'était une image très forte, très puissante. Il a numérisé l'image, « pixelisée », et les pixels correspondaient aux céramiques de la mosaïque, qu'il a installé avec la population. Là, si tu veux, la population y était juste pour fabriquer, alors que, dans le projet de Balzac, la population avait participé à l'élaboration du dessin. Lors de la réhabilitation, pour faire prendre conscience aux gens que les lieux qu'on réhabilitait étaient leurs lieux - et qu'ils avaient intérêt à les respecter - il a réalisé un travail : c'était la décoration de tout le rez-de-chaussée. Il s'agissait de recouvrir le mur près de la dalle - du côté sud, vers l'ouvert, vers la lumière - de mosaïques. L'intérêt de tout ça, c'était de mouiller toute la population : les petits de la maternelle jusqu'aux collégiens, en passant par le troisième âge. C'était intergénérationnel. Ils avaient la feuille avec le numéro de référence du carré, puis des numéros correspondant aux couleurs. C'était extraordinaire. Le but c'était de pérenniser, de faire en sorte qu'on n'ait pas à nettoyer, à « karcheriser » le lieu à cause des grafs. C'était un projet sur deux ans : première année, travail avec deux artistes plasticiens sur la forme, sur la dynamique à créer ... Recherche de motifs - avec la population, bien sûr - recherche sur les frises grecques, dans l'art contemporain ... puis élaboration d'une frise qui convienne à tout le monde ... puis maquette, on approuve, présentation de la maquette. La deuxième année, une fois la forme choisie, c'était consacrée au travail sur la couleur. Même « les durs » avaient participé ! » (Christophe, 51 ans, travailleur et ancien habitant).

■ 460

Autre exemple, la galerie Le sens de l'art expose les travaux d'artistes Courneviens ou non. La ville héberge des artistes en résidence, qui se penchent sur les processus de renouvellement urbain, par exemple en récoltant, à travers une permanence hebdomadaire au centre culturel Jean Houdremont, la parole des habitants la mettant, ensuite, en poésie ou alors, en montant des performances à partir des objets de la vie quotidienne retrouvés autour des immeubles après leur démolition.

Dernier exemple, l'association FACE propose aux enfants des écoles de décrire, par le dessin et la maquette, leurs vécus et leurs attentes concernant les transformations urbaines. L'artiste américain Monte Laster, à l'origine de cette dernière initiative, a choisi, il y a quelques années, de s'installer aux Six Routes, et participe, avec sa « double casquette » d'habitant engagé et de plasticien, aux débats et aux actions concernant les transformations urbaines aux 4000 (www.montelaster.com). Il a notamment organisé, en juin 2007, un événement public dont l'objectif était de se questionner, tout acteur du renouvellement urbain confondu, sur le présent et le futur de la friche Ravel et, plus généralement, sur les transformations en cours.

■ **L'ARTICULATION ENTRE LE BÂTI ET LES « VIDES » COMME DOMAINE DE LA LUTTE**

Si, du côté des habitants, l'existence des friches et les démolitions qui en sont à l'origine pose des problèmes matériels et symboliques auxquels on essaye de faire face surtout par la résilience et par le « faire avec » - de la surveillance de chantiers (Cf. Les temps de la disparition) aux barbecues familiaux sur les friches - du côté des architectes et des paysagistes, on a le sentiment qu'autour de ces espaces se cristallisent plusieurs tensions qui concernent le processus de renouvellement urbain aussi bien du point de vue théorique que du point de vue pragmatique. La journée organisée par Monte Laster sur la friche Ravel, en présence du paysagiste Gilles Clément, donne notamment, un aperçu du débat sur le statut du vide et de sa perception. Philippe Hamelin, responsable du réaménagement de cette friche, nous confie :

« J'étais étonné que Clément intervienne, c'est ça ce que je voulais savoir, c'est pas évident, ça ... Par rapport à la démarche du paysagiste qui travaille là-dessus, il faudrait pas qu'il y ait des discours qui soient un peu antinomiques avec ce qui va être fait. Parce que ça va être un peu compliqué ! J'aimerais savoir qui gère ce truc-là, parce que ça risque d'être contre-productif. Parce que les friches... je ne trouve pas bien qu'on utilise la notion de friche ici. » (Philippe Hamelin, paysagiste).

Clément et Hamelin sont d'accord sur la non-construction de cet espace, mais leur désaccord naît d'une différence d'approche : le formalisme de Hamelin d'une part, qui conçoit cet espace comme un jardin dessiné et fini, et d'autre part le processus de travail ouvert de Clément, qui veut laisser l'espace en friche pour laisser naître des écosystèmes émergents entre végétation et usages de la population. On assiste ici à une lutte de pouvoir intestine. Diverses écoles de pensée du paysage s'affrontent. Il s'agit, plus généralement, d'une différence de vision sur la manière d'aborder le vide. Linda Leblanc raconte que, dans les années 80, Michel Corajoud et Bernard Barre avaient demandé à plusieurs équipes de paysagistes de réfléchir aux espaces extérieurs des grands ensembles. Gilles Clément devait en faire partie :

461 ■

« A l'époque, on voyait pas ce qu'un paysagiste qui avait le parcours de Clément avait à dire sur ce type d'espace. Donc on se battait aussi pour dire que c'était à nous de travailler sur ce type d'espaces, on avait un parcours qui nous rendait apte à travailler sur ce type d'espaces. » (Gilles Clément, paysagiste).

Clément travaille sur l'espace privé. L'approche des paysagistes comme Corajoud ou Leblanc ne privilégie pas l'idée du jardin et la structuration d'un espace extérieur qui n'accompagne pas le bâti, mais essaie de donner une autonomie à ces espaces extérieurs pour leur donner une cohérence à l'échelle du territoire, et non du bâti. Se dessine ainsi une cartographie des diverses approches au vide, polarisées autour de personnalités telles Michel Corajoud - dont l'approche est territoriale et géographique - Alexandre Chemetoff, dont l'approche est urbaine (Hamelin et Robert ont tous les deux travaillé chez lui) et Gilles Clément qu'on pourrait définir d'écologue. La paysagiste Florence Robert, qui travaille dans le quartier Braque-Balzac, décrit une approche qui rappelle celle de Jacques Sgard dans les années 58 :

« J'ai l'impression que chaque fois je me bats contre une machine de guerre de reconstruction des villes, qui veut densifier, et qui ne densifie pas forcément où il faut... » (Florence Robert, paysagiste).

Le bâti lui-même est remis en cause. Pour Sgard, aux 4000 c'est surtout la hauteur des bâtiments qui pose problème : « On était enfermé dans des barres énormes ! » se souvient-il. Une grande partie de son projet de paysage lutte contre la pesanteur des dix-huit étages qui pour lui, dans le cas du Mail, par exemple, plombent littéralement l'ouverture sur le ciel :

« Il fallait bien trouver des endroits un peu abrités ! J'aurais bien aimé de faire, près des immeubles, de petites placettes pour dix personnes, mais avec dix-huit étages au-dessus ... c'est un peu difficile ! » (Jacques Sgard).

Il construit des placettes à distance des façades, élabore des canopées d'arbres permettant de faire abstraction de la présence de ces volumes monolithiques. La critique du volume gigantesque des bâtiments est présente aussi dans les propos du paysagiste Philippe Hamelin. Il décrit son projet dans les quartiers du Clos et de la Tour comme comprenant une « grande diversité d'espaces » ou « des espaces très variés ». Il l'oppose au « système monolithique et monofonctionnel » existant. Il souligne, à de nombreuses reprises, « l'importance de la diversité, de ne pas refaire comme avant : c'est-à-dire de passer d'un truc monolithique à un autre truc monolithique. » Dans le projet, cela se traduit par l'accessibilité à des points de vue multiples, ce qu'il appelle des « dégagements visuels volontaristes », ou des « schémas de visibilité », afin d'obtenir « une grande liberté visuelle ». Malgré la très bonne entente avec l'architecte de l'équipe, Bernard Paurd, on sent chez Hamelin un combat – inconscient, peut-être – contre le bâti. D'abord présent dans le geste formel de ne pas bâtir sur l'ancien périmètre construit (ce que Sgard, en 2007, trouve absurde), cela transparaît dans son désir d'ouverture, de ne pas être bloqué, enfermé dans le bâti :

« Il y a une volonté, de notre part, d'avoir plusieurs vues, donc des vues proches, des vues moyennes, des vues plus lointaines, de manière à ce qu'on qualifie ces espaces. » (Philippe Hamelin, paysagiste)

■ 462

Parmi tous les paysagistes rencontrés, Linda Leblanc est la seule à développer, dans les années 1980, une approche par laquelle elle met en place un projet de paysage qui ne lutte pas contre le bâti et les idées dans le contexte desquelles ce mode d'organisation spatiale est né, mais essaie de « faire avec » la taille monumentale de l'existant.

De par l'évolution de leurs formes et les matières avec lesquelles ils se construisent, les espaces extérieurs sont plus difficiles à entretenir. Sgard explique qu'« il est plus facile de défendre une architecture qu'un jardin. » Sa transformation est insidieuse. Les arbres poussent, on ajoute de petites choses, les allées s'usent. Comme on l'a vu, on trouve dans ses propos le besoin d'« armer le projet » contre sa possible destruction et de faire en sorte qu'il puisse survivre à des perturbations importantes ou imprévues. On assiste à un retour de manivelle par lequel les paysagistes se mettent en concurrence avec les architectes en essayant de réaliser des espaces dont les matériaux plus durs rivalisent avec ceux architecturaux. Dans les années 1980, l'architecte Bernard Paurd réalise au pied des barres du mobilier en béton, qui est encore là aujourd'hui. Florence Robert commente :

« C'est moins facile de casser du béton que des arbres, ce qui pousse aujourd'hui beaucoup de paysagistes à bétonner, faire des choses très lourdes, qui marquent. » (Florence Robert, paysagiste).

En contraste avec la construction du bâti, qui, une fois mis sur les rails (littéralement) se réalise très vite, les projets de paysage doivent constamment se battre contre le temps comme le souligne Linda Leblanc :

« Il fallait avoir de la patience ! C'était très lent, entre les projets urbains, la réflexion et l'opérationnel. C'est-à-dire qu'on attendait tous de mettre en grandeur nature les idées qu'on avait. Ca, c'était lent quand même ! Avoir des propositions et attendre quatre, cinq ans ... Il y avait le montage financier, l'étude, et puis ... ça gambergeait quand même beaucoup ! » (Linda Leblanc, paysagiste).

A cause de cette lenteur, et par souci de ne pas continuer à nourrir faussement l'espoir des habitants, Linda Leblanc abandonne le projet (« tout ça – dit-elle – pour accoucher d'une petite souris au bout de trois ans ! »). Abordées souvent à l'échelle territoriale, les études paysagères finissent par se réduire comme une peau de chagrin à la construction de bouts fragmentés d'espace dont l'échelle d'intervention est en rupture avec l'ambition initiale de leur projet. Pour Philippe Hamelin, cette dilution dans le temps est aussi dangereuse. Il y a une sorte d'urgence à ne pas « perdre le projet », à ne pas se laisser entraîner sur d'autres voies ou dans des contraintes qui finissent par trahir ses idées initiales :

« On ne le dit jamais assez, il faut penser le projet avec le phasage. On ne commence pas par un bout qui n'a aucun intérêt, alors qu'il faut commencer par la structuration de l'espace public ! Parce qu'après, si pour des problèmes d'argent on ne peut pas construire le reste, on perd tout le projet. Cela arrive ! Sur cinq, six ans, on s'aperçoit que si on n'oriente pas le phasage, on se retrouve à ne pas faire ce qui était essentiel. » (Philippe Hamelin, paysagiste).

■ DE LA COMPLEXITÉ DE CONSTRUIRE AUX 4000

Les architectes et les urbanistes, de leur côté, sont pris par la commande dans un processus historique auquel ils ont d'emblée décidé de participer. Partant, faire résistance dans le projet, c'est avancer des idées et trouver les moyens de les faire mûrir chez les acteurs, tout en étant partie prenante d'un processus de projet qui dépasse les limites de la commande précise. Certes, les moments de concours sont l'occasion d'exprimer avec une certaine marge de manœuvre les idées et positions que l'on veut défendre, mais tout en respectant le programme, au risque de sortir de la demande formulée.

463 ■

Dans les entretiens menés avec les architectes et les urbanistes, le terme de résistance n'est jamais formulé. Ceci ne veut pas dire qu'il n'y ait pas une forme de résistance de la part des architectes et des urbanistes, mais que celle-ci n'est pas frontale dans le processus de projet. Elle passe par des idées, des recherches, des argumentations, des propositions, qui peuvent repositionner les débats et formuler des alternatives possibles.

À travers l'analyse des entretiens, qui ont été menés auprès des architectes et des urbanistes, différentes thématiques émergent, témoignant de la tentative de résistance de ces derniers aux tendances « idéologiques »⁵ qu'ils ne partagent pas toujours, mais aussi à la résistance de l'architecture et des formes urbaines auxquels ils sont confrontés.

⁵ Nous regroupons ici sous le terme de « tendances idéologiques » l'ensemble des tendances qui sont issues du mouvement des idées mais aussi des politiques en matière d'aménagement du territoire et des choix et incitations économiques qui orientent les décisions.

■■ Résister aux incitations de l'Etat

À travers ses politiques publiques et les transformations qu'elles orientent, l'Etat traduit ces objectifs au moyen d'outils qui les rendent opérationnels. Parmi ces outils, la politique Habitat et Vie Sociale subventionne les réhabilitations des grands ensembles dès la fin des années 70, incitant les collectivités territoriales à conserver ce patrimoine bâti.

Sensible à l'enjeu de retravailler ce qu'il appelle les quartiers ouest, Bernard Barre s'empare de cette opportunité pour engager un travail plus approfondi sur ce qui est pour lui problématique dans les 4000 :

« Ça tombait bien ! On allait habiller la misère avec des pulls jacquards plus ou moins bariolés, et je me suis dit « c'est peut-être pas tout à fait ça, le problème ». Certes, il y a le problème des façades, il y a le problème de l'état du bâti, mais ces trucs-là, ils sont pas vraiment en ville, ils y sont et ils y sont pas. Si c'est pour mettre des pots de géraniums aux fenêtres, concerter pour savoir si on change la baignoire ou si on pose des volets, et faire ce que j'appelais « une opération rouge à lèvres et bas résilles »... À Beauvais, il y avait une opération comme ça entre la

ville et le plateau. Le maire voulait développer le plateau, mais entre les deux il y avait un immeuble... Il ne fallait pas le voir, donc le pull de jacquard, ça allait assez bien, on met des housses dessus, on se donne bonne conscience, sur les économies d'énergie, et les retours pour les locataires, on ne les voit pas, et c'est jamais amorti. Moi j'ai dit, il y a autre chose, il faut mettre ces quartiers en ville, quoi ! » (Bernard Barre).

Il s'agit ici de saisir une opportunité tout en étant conscient de ce qu'elle sous-tend comme orientation et de s'en servir comme levier pour engager un travail de restructuration urbaine qui n'était pas prévue dans la politique HVS. C'est sur cette base qu'est lancé le concours de 1981 pour l'intégration à la ville des quartiers ouest.

■■ résister à l'injonction de l'urgence

Le projet urbain, même s'il n'a pas un horizon temporel défini (il peut s'étaler sur des années, voire des décennies) se trouve dans la contradiction de répondre, à la fois, au présent quotidien et à la nécessité d'inscrire l'action dans la longue durée. Dans cet entrelacement d'échelles et d'horizons temporels, les acteurs du changement, et en particulier les urbanistes, sont pris dans des processus décisionnels et financiers qui sont certes contraignants mais peuvent aussi devenir des opportunités. Mais le cours d'un processus peut aussi être perturbé par des événements qui accélèrent le changement et par là même, en changer la nature. Bernard Barre témoigne de ces contradictions et de la nécessité de trouver les moyens de résister aux injonctions de l'actualité et des événements politiques et médiatiques pour tenir des objectifs dans la durée, qu'il estime nécessaire au changement urbain.

■ 464

« Au départ, dès 83, on avait dit qu'il y a des travaux d'urgence, mais on commence tout de suite la réhabilitation lourde de Villon, il faut tenir tous les termes, l'urgence mais en même temps montrer aux gens que c'est pas ça qu'on veut faire, c'est pas le projet d'urgence, c'est Villon, c'est la réhabilitation lourde, on désosse les façades, on rattache au logement l'espace extérieur qu'il n'y avait pas, on en profite pour agrandir les cuisines, c'est la nouvelle peau en brique, c'est la façon Aprah, peu importe. C'était la « cité couscous », ça devenait « couscous royal », c'est les gens qui l'ont dit. On voulait éviter l'opération « rouge à lèvres et bas résilles » : on fait les devant de porte et on s'en va. Donc, il faut faire des opérations exemplaires et garder un rythme soutenu. Entre les travaux d'urgence où il fallait aller vite parce que Mitterrand était venu en hélicoptère ... et la réhabilitation lourde de Villon, je crois que c'est en 1987 que ça a commencé. Alors j'ai fait les photos de tous les halls qu'on avait refait et qui étaient cassés à nouveau. Effectivement, les gens ne comprenaient pas, on a annoncé un grand projet et puis on fait un petit ménage et puis on s'en va. Mais c'est vrai que tout ça, ça prend du temps, c'est des projets qui sont longs à mettre en œuvre. Les relogements ... c'est pas facile. On a démoli Renoir en 2000 et il n'y a personne encore, en 2007 ! C'est vrai que ce rythme est une vraie, vraie question. C'est très, très long, ... Par exemple, aux 4000-nord, on a fait une réhabilitation, peut-être un peu moins lourde qu'ailleurs, mais le sol a été laissé en état, le sol n'a pas été traité, et c'est une catastrophe. Alors, on disait, pour se justifier, que la ville a besoin de temps, que la durée fait partie du projet urbain. Ceci dit, là il y a une urgence sociale et c'est vrai que ces durées sont incompréhensibles. » (Bernard Barre)

■■ résister à la facilité de la démolition

La nécessité de la démolition n'est pas une donnée à priori, c'est même une orientation controversée. Elle est souvent issue d'un amalgame entre problèmes sociaux et formes urbaines et architecturales : il faut changer l'image des grands ensembles d'habitat social. Pour certains architectes et urbanistes, il s'agit de résister à cette orientation en tentant de démontrer la faisabilité de la transformation des situations à travers une attention fine au contexte et une recherche de valorisation des potentialités de ce qui est là.

« J'avais écrit un texte qui disait que les grands ensembles sont quand même des points de densité incontournables pour la constitution de la périphérie mais qu'il valait mieux les prendre en tant que tel, étudier leur transformabilité plutôt que de dire « c'est une mauvaise forme urbaine ». On s'est trompé. Enfin moi, ça m'est totalement égal de savoir si on s'est trompé ou si on s'est pas trompé, il y a des tas d'autres typologies dans l'histoire dont on pourrait dire qu'on s'est trompé. Je pense que les typologies de maisons de marins à Barcelone, très serrées, que tout le monde trouve vachement bien maintenant, il y a eu d'autres moments où les gens souhaitaient les démolir tout simplement parce que c'était pas dans le ton, parce que c'était pas l'idée qu'on se fait ... parce que ça n'avait pas évolué comme on pensait que ça devrait évoluer. J'avais ce type de réflexion et donc là, sur les 4000, la chose m'a tout à fait intéressée, parce que c'était : « qu'est-ce qu'on peut faire ? Comment on peut transformer ? comment on peut ajouter ? Finalement c'est une forme plutôt pas finie. Qu'est ce qui manque ? » (Bernard Paurd, architecte).

La résistance à la démolition, de la part des architectes et des urbanistes, passe par des raisonnements complexes sur les valeurs en jeu. Les valeurs économiques et le coût des démolitions et des reconstructions, mais aussi les valeurs symboliques plus difficilement quantifiables.

« Tout ça ce sont des biens, ça a une valeur résiduelle, ça vaut au moins 2000 balles le mètre carré en structure, donc avant de casser j'avais proposé qu'on descende toutes les barres qui restaient à huit niveaux. Et c'était parfaitement possible au même prix. La ville n'a pas voulu de ça. Parce que passer 8 niveaux ça me paraissait dément. D'abord parce que ça portait des ombres sur les écoles, c'était terrible, c'était grand comme deux terrains de foot. En plus les ascenseurs n'étaient pas calibrés pour 15 niveaux. Donc 8 niveaux c'était vachement bien, on enlevait tout, on gardait la structure, on récarrossait ... bon, c'était une opération lourde, peut être un acharnement thérapeutique. Le coût était strictement le même et le nombre de logement était divisé par deux, comme il est divisé par deux par la destruction. Sauf que, je pense que symboliquement le passage de témoin c'est plus intéressant. » (Paul Chemetov, architecte).

465 ■

C'est autour de ces questions de valeur que se jouent les décisions et que se construit la position de résistance, souvent faible, des architectes et des urbanistes.

■ ■ Eprouver la résistance des formes architecturales et urbaines

Suite aux transformations opérées depuis 50 ans à La Courneuve, la question de la transformabilité de la forme urbaine comme de la forme architecturale semble rester entière : les plans modernistes supportent-ils d'être transformés et si oui jusqu'où arrive-t-on à les actualiser ? Il s'agit ici de question de résistance du « matériaux urbain » qu'on transforme.

Cette question traverse les réflexions des architectes et urbanistes que nous avons rencontrés. Pour la plupart d'entre eux, il s'agit de travailler avec ce qui est là, tout en reconnaissant la nécessité de démolir certains bâtiments pour des raisons d'ailleurs diverses. Mais il semble que la forme résiste, la cité moderne est toujours là, son nom persiste. De plus, les formes urbaines et architecturales ont des logiques internes dont la malléabilité a, à plusieurs reprises, été mise à l'épreuve : on a créé les « fenêtres urbaines » dans la barre Balzac, mais dont on dit qu'elles ne sont pas assez grandes et l'immeuble est aujourd'hui prévu pour être démoli. Il y a eu des « esquisses exemples » pour tester la transformabilité et la possibilité de récupérer les immeubles existants qui ont mené à la conclusion que les immeubles « S » étaient récupérables, mais pas les « D ». Ironie de l'histoire, la barre Balzac est une barre « S »...

Bernard Paurd s'est engagé dans cette voie en proposant, dès le concours de 1981, des extensions aux barres pour en reconfigurer les logements. Cette idée a été reprise ensuite aux 4000 Nord, et réalisée dans une version simplifiée :

« Alors ces tours de loggia, c'était de grands édicules devant les bâtiments qui étaient devant les cuisines, on pouvait sortir la cuisine, la cuisine devenant une salle à manger et ça, ça devenait des terrasses et par un jeu de niveaux partiels on faisait que chaque terrasse, au lieu de faire 2,5 m sous plafond faisait 3,5 m sous plafond. Donc c'était un travail de typologie complexe. Avec des déboitements. C'est-à-dire là on descendait de 8 marches, là on était à niveau, là on montait de 8 marches et ainsi de suite. C'était une permutation circulaire. On a failli le faire... Parce qu'on l'a représenté quand il y a eu le concours pour Barbusse (4000-Nord) et puis là, quand on a fait la maquette, ils ont pris peur que les gens soient dans un système labyrinthique etc. Du coup on a fait des loggia plus simple et surtout comme on était à plus 15 et comme j'avais fait un projet entre temps d'évidement au-dessus et de tours de loggia en dessous et que visiblement personne était d'accord pour payer tout ça ... moi, je voulais quand même que tout le monde ait quelque chose dans la restructuration ! » (Bernard Paurd, architecte).

Serge et Lipa Goldstein ont aussi été conviés à ce concours d'idées des « esquisses exemples » en retravaillant les barres monolithiques pour y sculpter un ensemble de logements avec de nouvelles qualités architecturales :

« Les bâtiments nord-sud sont traversant, les bâtiments est-ouest sont mono-orientés, ils sont recoupés en deux, dans leur longueur, par un voile D'un côté, on a laissé totalement intact le bâtiment et, de l'autre côté, on lui a retiré une partie, sa moitié. De notre point de vue, l'enjeu était de redonner des logements, entre guillemet, luxe, quoi. C'est-à-dire ils n'avaient pas de balcons, ils n'avaient pas de prolongements extérieurs et donc c'était justement de faire presque des villas superposées ... un peu comme... il y a le bâtiment de Le Corbusier mais c'était, faire en sorte que... les gens aient l'impression d'habiter dans une superposition de maisons individuelles. Comme c'est fait avec des panneaux, il y a une trame ici de 6 mètres donc on a évidé et on a conservé certaines trames pour mettre en valeur les verticales... Et en fait le vrai travail sur toutes ces barres, par exemple sur la barre Debussy - c'était une barre qu'on appelait est-ouest et où les appartements ne sont pas traversant - c'était pour rendre tous les logements traversant. Et donc, d'un côté il a conservé sa hauteur initiale alors que de l'autre côté, il est semi-écrêté, il a une forme... il descend. Ce ne sont que des superpositions de jardins, enfin, de loggia. Je pense que ça aurait été bien. Cela aurait été de beaux logements. » (Serge et Lipa Goldstein, architectes).

■ 466

Il y a une dimension poétique et esthétique implicite dans cette approche de la transformabilité de la cité moderniste, autant dans les démarches de Paurd que des Goldstein. Une poétique de la ville en train de se faire, qui correspond à ce que les Goldstein reconnaissent comme qualité à la banlieue et qu'ils cherchent même à retrouver dans leurs projets pour La Courneuve : « Retrouvons la banlieue ! ».

Ces positions soulèvent toutefois des questions qui restent ouvertes : parle-t-on de processus ou de formes ? On voit bien que la réponse n'est pas univoque, mais que le lien entre forme et processus peut-être une piste que certains s'engagent à suivre. Dans cette perspective, il faudrait peut-être poser la question autrement : certaines formes acceptent-elles mieux que d'autres des processus de transformation ? Et si oui, qu'en est-il pour les formes urbaines et architecturales des cités modernistes ? On voit bien que pour certains architectes le processus prime sur la forme, ainsi, on peut dire que pour Bernard Paurd toute forme est actualisable à condition d'en comprendre les logiques et de travailler à construire de nouvelles relations entre l'intérieur et l'extérieur, entre le passé et l'avenir, entre les gens.

■■ la ville traditionnelle résiste à son actualisation

On peut trouver chez de nombreux architectes urbanistes un imaginaire de la ville qui devient même une idée de la ville. Cette position renvoie à une conception qui veut que la ville doit s'inscrire dans la durée et pour cela doit être actualisable,

c'est-à-dire structurée de sorte à pouvoir supporter des transformations. Paul Chemetov pose la question de la résistance ou résilience de la ville, en se référant à la ville traditionnelle capable de se transformer en changeant tout et en restant, en quelque sorte, la même. Il ne s'agit pas de résister d'emblée à tout changement, mais de penser des formes urbaines capables de se transformer :

« Bon, rue Mouffetard ... on démolit des maisons, rue de Lappe aussi, rue Pelleport aussi on a démoli aisément; le Vème, le XIXème ne changent pas pour autant et les rues ne changent pas d'adresse, donc on est dans la mutation normale d'un territoire sur lui même, dans une reprise d'investissement, sauf que la démolition sans projet, la démolition sans construction du sort du futur du projet, c'est totalement négatif et ça détruit non pas seulement les gens, les bâtiments, mais les histoires qui peuvent se raconter. » (Paul Chemetov, architecte)

■■ La résistance de l'imaginaire urbain et des habitudes urbaines

« Et François Laisney avec Gulgonen, nous ont fait Chatenay-Malabry. Ils nous ont fait la ville Henri Sellier, le projet c'était ça, grosso modo, c'était l'image ... On ne l'a pas fait comme ça, on l'a fait autrement, mais donc, c'était la reconstitution des îlots, la hiérarchie stricte entre l'espace privé et l'espace public, la convention de la rue, les trottoirs, l'adresse, ce sont de vrais problèmes, avoir une adresse c'est quelque chose d'important. La première expérience c'était que tous les gens qui viennent là ils se paumaient, parce qu'ils ne trouvaient pas, et les flics eux-mêmes ils venaient au service urbanisme, et nous disaient : putain de ville, comment on fait, on ne sait pas comment rentrer là-dedans, on n'a pas de plan... On leur donnait des plans, mais ils se faisaient baiser à chaque fois » (Bernard Barre)

Nous pouvons faire ici l'hypothèse qu'il y a parmi les architectes et les urbanistes que nous avons pu rencontrer, un imaginaire urbain qui est alimenté par les difficultés qu'ils rencontrent dans les cités modernes. Les règles d'organisation de la ville conventionnelle sont alors mobilisées pour recomposer la cité moderne, qui, dans l'imaginaire et probablement aussi dans les pratiques, constitue selon certains, la grammaire nécessaire pour composer la ville contemporaine. Cette orientation est sous-tendue par une résistance et une résilience de la ville conventionnelle que l'on essaie de faire émerger dans le travail de modélisation de la cité moderne.

467 ■



Les temps de la mémoire et des souvenirs

« Toute conscience est mémoire, conservation et accumulation du passé dans le présent »
Henri Louis Bergson, *L'Énergie spirituelle* (1919)

■ PROPOS DE LA MÉMOIRE-SOUVENIR...

Dans certaines communes d'Ile de France, des actions portant sur l'histoire et la mémoire des grands ensembles se développent à travers un travail de recherche historique, de collecte de documents et de valorisation du patrimoine par différents types d'acteurs, associatif, institutionnel, voire même particulier. On peut s'interroger sur ce goût pour le passé, pour la conservation de ce qui fait la mémoire d'un lieu au moment où les politiques urbaines, dans le cadre du renouvellement urbain, préconisent la démolition de barres de logements et donc leur disparition. Ainsi, les temps de la mémoire et du souvenir occupent une place importante dans notre recherche non pas tant parce qu'il s'agirait de connaître tous les ressorts de l'évolution historique du site, ce que Halbwachs appelle la « mémoire historique », que parce que, dans les récits des différents acteurs concernés par notre territoire d'étude, les temporalités de la mémoire-souvenir concourent à créer une identité que l'on cherche justement à appréhender et à comprendre ici. Mais la mémoire n'est ni neutre ni inoffensive.

On s'appuie ici sur la définition de Bergson sur la mémoire-souvenir qui désigne, pour lui, les fonctions de rappel et de reconnaissance d'un événement du passé qui revient à la conscience dans le présent ; sans oublier la fonction de sélection qui fait le choix des souvenirs dits « utiles » à l'action présente, en excluant d'autres : « Il (le cerveau) ne sert pas à conserver le passé mais à le masquer d'abord, puis en laisser transparaître ce qui est pratiquement utile »¹, c'est sans doute dans ce sens là que nous aborderons les temps de la mémoire-souvenir, au fil des récits des diverses personnes rencontrées.

La cité des 4000 sud n'existe que par l'expérience subjective et la mémoire souvenir des différents acteurs qui l'ont habitée (habitants), qui ont contribué à sa conception (architectes, paysagistes, élus), qui l'ont observée et commentée (médiats) et non comme une réalité en soi, objective, chiffrée et surtout unique². La mémoire-souvenir des lieux est donc plurielle. Elle revêt deux dimensions : une individuelle, qui correspond à des histoires de vie, des expériences de vie où, traversant la trame du temps qui passe, on retient certaines « situations »³, certains moments, certaines pratiques ou relations qui remontent à la conscience – et une dimension collective qui la complète – dans une relation de va et vient entre l'espace et l'homme pour finalement faire corps avec l'un comme l'autre – où à la fois, l'espace (les 4 000, en l'occurrence) enregistre le temps et le temps fait partie entière de l'espace – où un certain type de « mémoire collective », selon Halbwachs, « fait corps avec l'espace ou le groupe, qu'il ne lui est pas physiquement dissociable, qu'il lui appartient en propre »⁴.

En somme, les deux types de mémoire, individuelle et collective, contribuent ensemble à enregistrer des temps différents mais vécus d'un même territoire et ce, dans la durée, la continuité ou la discontinuité de son environnement physique par exemple et le sentiment de partage de ce qui la constitue. D'une façon générale, on se demandera quelle place occupe-t-elle dans le récit que les différents acteurs en font ? Sur quels éléments s'est-elle cristallisée ? Sur quels éléments, a-t-elle glissé ?

¹ Cf. Louis-Marie Morfaux, *Vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines*, Paris, A. Colin, 1980.

² Tel un monument historique (cf. Le temps des chiffres) révèle combien l'écart entre la logique quantitative et la logique subjective est importante

³ Notion que l'on retrouve chez les interactionnistes comme E. Goffman ou P. Berger et T. Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, édition Méridiens Klincksieck, 1986.

⁴ A propos de la mémoire collective, Anne Raulin cite Halbwachs, in *Anthropologie urbaine*, éd. A. Colin, p. 143-144

■ SOUVENIRS DES RUES, SOUVENIRS D'ESPACES : « NOMMER LES LIEUX »

En décrivant le site dans lequel les habitants ont vécu enfant, adolescent et même jeune adulte, le souvenir d'un découpage du territoire en différents sous-espaces ou quartiers marque le fait d'une toponymie particulière aux 4000 sud et aussi, le signe d'un sentiment d'appartenance fort à un territoire qui fait identité (appartenance sociale et physique). En effet, les habitants, anciens comme actuels, se souviennent avoir nommé ou nomment toujours les sous espaces de leur quartier et les gens qui y habitent par le nom donné à tel ou tel immeuble, en distinguant trois secteurs distincts des 4000 sud : « Balzac » (+ Debussy), « Verlaine » (+ Alfred de Musset) et « le Mail » (+ la Tour et le centre commercial) :

« En fait, voilà, nous il y avait trois secteurs, c'est-à-dire Verlaine, le Mail et Balzac. Voilà, c'était comme ça qu'on nommait les quartiers. Parce que là, il y a juste une avenue, c'est rien du tout, mais c'était deux mondes différents ! C'était deux villages différents. Oui, c'était pas du tout la même chose (d'un côté et de l'autre de l'avenue du Gal Leclerc) » (Laure, 45 ans, ancienne habitante des 4000).

Ainsi, « on habite le Mail », ou bien, « on est de Ravel » ou encore « on est de Balzac » etc. Ces expressions rendent compte à la fois d'un certain découpage du territoire (des secteurs, quartiers différents dans la cité) mais aussi et surtout, d'un sentiment d'appartenance singulier :

« Aux 4000, le quartier c'est l'immeuble, la barre. Les gens qui sont à Balzac, restent à Balzac, ils n'iront pas forcément en face. Une barre, ça fait environ 300 logements, donc c'est quasiment un quartier en soi. Donc il y a les gens du quartier Balzac, les gens du quartier Mail, etc » (François, 1991)

■ 470

« Mais rien que pour les 4000, si tu étais habitant du Mail tu n'étais pas habitant de Verlaine, c'était déjà un autre village » (Laure).

Nommer les lieux, se nommer entre soi peut aller loin dans l'identification au lieu, tellement l'interaction entre le corps et l'espace, l'homme et le territoire est forte. Ces expressions d'habitants en témoignent lorsqu'ils parlent d'être « un vrai des 4000 » comme d'être « un vrai Mailien » :

« Un jour, j'ai rencontré un mec avec qui je travaillais et il me dit comme une confidence : « Tu sais, je ne t'ai jamais dit mais moi, je suis des 4000. » Et je lui dis : « Ah bon mais d'où ? » Il me répond : « ben des 4000 ! » Et moi dans ma tête, et bien il n'est pas des 4000 ! Tu me dis, moi aussi je suis des 4000 mais si tu es incapable de me dire si tu es de Verlaine, de Debussy ou ... n'importe quel ancien des 4000, je suppose qu'ils te répondent, j'étais à Verlaine, à Debussy ou autre.. « Aux 4000 ! Oui mais où aux 4000 ? » « Aux 4000 ». Ah ben non, c'est pas un vrai des 4000, ce n'est pas possible !! (rires) Je pense que vraiment, quelque soient les gens qui y ont vécu, ils ne peuvent pas te dire aux 4000 comme ça, sans précision. » (Laure)

On sait combien le langage est aussi vecteur d'identité⁵ signe d'une appropriation, d'une familiarité avec les lieux. Quelques habitants parlent de l'usage d'un vocabulaire où les mots de « barre » (mot récent, selon certains), de « bâtiment » ou encore de « secteur » désignent une entité à part entière, un espace physique, social et symbolique spécifique, auquel on appartient et qui délimitent le chez soi. David Lepoutre⁶ qui a mené dans les années 1990, un travail ethnographique dans le quartier, relate avec précision cette forme d'identification aux lieux. Une dizaine d'années plus tard, notre équipe a remarqué la pertinence et l'actualité de cette manière de s'identifier à ses espaces de vie et d'en conserver la mémoire :

« Mon « chez moi » ... s'arrêterait au centre commercial. Au niveau du Centre de santé, je me sentais déjà un peu ailleurs. Là, c'était « la deuxième cité ». Nous, ici, on l'appelait « la première cité », et là - Balzac, Debussy, tout ça ... - pour nous

⁵ H. Vieillard Baron montre combien la mémoire s'appuie sur deux éléments essentiels : le langage et l'image mentale visuelle, in H. Vieillard-Baron, « Les images aux échelles de la mémoire », in *Les grands ensembles entre histoire et mémoire*, Colloque organisé par la D.I.V. en juin 2002, p. 15.

⁶ David Lepoutre, *Cœur de banlieue, Codes, rites et langage*, éd. Odile Jacob, 1997.

c'était « la deuxième cité ». Nous, c'était La Tour, le Mail (immeuble Maurice de Fontenay) et le centre commercial. Ravel et Presov, c'était la première cité, mais déjà un peu moins familier ... Renoir, c'était le même monde, tout en étant un autre monde, en fait. C'était un peu comme Ravel et Presov : on y passait, on connaissait des gens qui y habitaient ... Mais on ne restait pas forcément en bas de Renoir avec les gens qui habitaient Renoir. Mon terrain de jeu était ici (il montre le square du Mail), notamment où il y avait le stade, mais Renoir était quand même plus familier que la deuxième cité. Je suis un vrai « Mailien », hein (rires) ! » (Tahar, habitant le Mail, 2007).

Le souvenir de cette nomination des lieux rend compte non seulement de la manière de s'identifier et de s'approprier ces espaces de vie (donner un nom, partager un langage, se représenter un espace, même transformé) à travers des pratiques d'espaces telles que les jeux d'enfant, faire les courses, les pratiques de sociabilité mais aussi et par là, d'un sentiment collectif d'appartenance à un même territoire. Cette « construction sociale » d'espaces d'identité qui constitue une géographie particulière des 4000 (une toponymie), faite d'attachement physique et symbolique, ne change pas forcément dans le temps long, même si l'espace physique, lui, se transforme.

Il s'agit, à notre avis, d'une manière de garder la mémoire des lieux, des expériences sensibles de l'habiter, quelques soit la période historique à laquelle on se réfère.

Parmi les architectes et urbanistes rencontrés, la plupart considèrent de façon positive les « traces » mais différemment. Pour Bernard Paurd, les toponymes cherchent à fixer la mémoire d'un lieu dans le sens où les noms choisis, sélectionnés parmi les strates historiques du territoire, aident à construire aussi la mémoire du lieu, en inscrivant au présent, une partie de son histoire ancienne. Mais de quelle histoire s'agit-il et de quelle mémoire parlons-nous ? S'agit-il de la « mémoire historique », celle des monuments etc. ou bien de la « mémoire collective » (selon la définition d'Halbwachs) ou de la mémoire-souvenir, c'est-à-dire d'une mémoire collective et individuelle, surtout sensible (subjective et affective) qui se rapproche plus de l'expérience de *l'habiter* qui nous intéresse ici ?

471 ■

Bernard Barre, en parlant de La Courneuve comme « *d'une ville très jeune* » souligne le fait que nous ne sommes pas encore dans l'accumulation de strates ou de « *couches* », mais que simplement, le fait d'intégrer l'histoire du lieu dans le projet, suffit à donner le sentiment « *qu'il se passe quelque chose dans ce lieu parce qu'on sent qu'il a déjà été habité.* » :

« Non mais ça c'est tout à fait légitime, mais oui on n'est pas obligés de tout effacer, même au 4000 nord, il y a la trace du croult (ancienne rivière), on est pas obligés d'effacer ça pour faire une ville, on peut s'appuyer dessus, c'était un ruisseau au milieu des pré ou de marécages. Je suis d'accord avec ça, la trace c'est bien, pour Debussy on voulait même garder le dessin des logements au sol avec l'Aprah à l'époque. De toutes les façons ce qu'on dit c'est que La Courneuve, c'est une ville très, très jeune, c'est une ville du début du XXème siècle. Quand on regarde la carte de La Courneuve en 1895, c'est même pas un village, donc il y a eu un premier établissement humain avec les usines, puis les grands ensembles, c'est une première couche. On n'en est pas encore à l'accumulation, de la rue du faubourg Saint Antoine. C'est important de garder son histoire, mais ce n'est pas contradictoire. » (Bernard Barre, responsable du service urbanisme).

Au-delà de la question des toponymes stricto sensu, certains des architectes urbanistes interviewés se situeraient dans la recherche d'un travail de mémoire et d'histoire (le travail des toponymes ou des strates, des traces territoriales), comme si ces éléments fournissaient les supports d'une mémoire nécessaire,

« utile » même, pour construire l'épaisseur de cette expérience de l'habiter. Est-ce à ce moment-là que l'on peut interroger la capacité de ces « traces », qu'elles soient territoriales ou toponymiques, à activer la mémoire vivante des lieux ? De ce point de vue, rien n'est moins sûr. À La Courneuve par exemple, dans quelle mesure de nouvelles appellations seraient plus vivaces ou efficaces pour activer la mémoire-souvenir des lieux ? N'est-ce pas plutôt des appellations qui naissent de l'usage immédiat ou ancien de la part des habitants, à propos d'espaces qui se transforment sous leurs yeux, plutôt que celles dédiées à tel ou tel espace, par les décideurs ? L'exemple de l'appellation de la « place Traversante » au lieu de la « place de la Fraternité » (appellation officielle) ou encore celui de la « première cité » et de la « deuxième cité » etc. ne sont-ils pas des indices suffisants ? Nous y reviendrons dans la dernière partie, *Conserver, en transformant*.

Les usages quant à l'appellation des « 4 000 » est un autre exemple assez représentatif de cette question perçue différemment, selon les acteurs qu'ils soient élus, habitants, concepteurs, journalistes... et selon les époques. Ainsi l'appellation « 4000 » doit apparaître dans les récits oraux et écrits quand elle est encore l'expression, le symbole de réussite du grand ensemble, l'emblème du progrès et donc par là, quand elle fait partie intégrante de la mémoire des lieux. Mais elle doit disparaître lorsqu'elle devient gênante, dévalorisante et même stigmatisante. Il faut alors l'effacer du vocabulaire et avec elle, effacer la mauvaise image des lieux.

Ainsi, dans les médias locaux, on note que, selon les époques les acteurs (journalistes, élus etc.) ont cherché plus à effacer l'histoire récente des 4000 (en fait plus son image que son histoire) en tentant de contrecarrer l'usage courant de l'appellation « les 4000 »⁷. Parallèlement, certains articles de la presse nationale présentent les 4000 comme un « non-lieu », un lieu où il est tout à fait impossible de vivre et donc impossible à regretter, qui ne peut générer que des émotions négatives, de rejet, ce qui encourage la même logique.

En revanche, les habitants, eux, sans le moindre effort de mémorisation, donnent raison à leur expérience quotidienne de l'habité par l'usage de leurs propres mots (toponymes) et continuent d'user de ce terme et de s'identifier à ce qu'il désigne. Les manières langagières ordinaires auront eu raison des volontés ou velléités politiques puisque c'est bien sur les mots que l'identité et la mémoire s'appuient pour se transmettre :

« Chercheur - J'ai un peu de mal à me repérer avec le nouveau découpage des différents quartiers.

Tahar - Alors : Braque-Orme Seul c'est Balzac, le Quartier de La Tour c'est La Tour, Villon et le Mail, Le Clos c'est Presov, Ravel et Alfred et Musset. Et souvent, quand on parle du Quartier de La Tour, on dit « La Tour - Le Clos ».

C- « 4000 » a disparu des appellations officielles ?

T - Oui, c'est une volonté politique : débaptiser « 4000 » pour aller vers ... des petits quartiers, vers le résidentiel, entre guillemets ... Mais pour les gens, « 4000 » ça existe toujours. On s'identifie à ce nom : 4000, 4 keus ... (...). C'est très lié à la mémoire collective, à l'histoire du quartier, à sa réputation, c'est tout ça. À l'origine, « 4000 » c'était en termes de logements. Après on a fait imploser, on reconstruit, on refait, ça change, mais les gens parlent des 4000 tout le temps, parce que aujourd'hui c'est toujours 4000, et pas encore le Quartier de La Tour, Braque-Orme Seul, etc » ... (Tahar, 2007)

Les mots durent et perdurent et même transmettent ce quelque chose de commun de la mémoire-souvenir d'un lieu. Le paysagiste Jacques Sgard témoigne à propos de l'appellation des 4 000 : « la mémoire, c'est peut-être de continuer à appeler ce lieu « les 4000 », alors qu'il n'y a plus que 200 logements ! » (Jacques Sgard, paysagiste).

⁷ A titre d'exemple, le numéro du 18 décembre 2008 du journal municipal *Regards* consacre deux pages à ce sujet

Donc nommer pour les gens ordinaires, c'est conserver de l'identité. À titre d'exemple, les habitants se rappellent le bouleversement engendré par le simple changement d'appellations des cages d'escalier – en passant de lettres aux numéros – car il y a une part de son identité (intime, pour soi et sociale, pour l'autre) qui s'inscrit dans la dénomination de son adresse postale. Dans la réalité, les manières langagières ont souvent raison des volontés extérieures et ici, une certaine mémoire perdure à travers les mots, malgré les transformations physiques et politiques ou les intentions qui varient selon les époques, dans le temps long.

■ SOUVENIRS D'INTÉRIEURS ET D'EXTÉRIEURS : SOUVENIRS D'ENFANCE ET DE JEUNESSE

Lors de l'enquête auprès des habitants, la plupart d'entre eux, rendent compte de souvenirs positifs de leur vie aux 4 000, dans les premiers moments de l'entretien. Pour Hervé Vieillard Baron, il faut garder en tête que *« la part de l'affectivité est importante dans le processus de mémorisation et que les souvenirs portent plus facilement sur les situations extrêmes, soit très agréables ou très désagréables, que sur des situations moyennes. On se souvient mieux de ce qui a engagé une forte affectivité. On aura donc tendance à enjoliver un âge d'or du grand ensemble et à noircir les époques suivantes où les problèmes arrivent en grand nombre »*⁸. Cependant, ces souvenirs agréables ne font pas totalement oublier les souvenirs moins joyeux, à d'autres étapes de leur vie, qui correspondent aussi à d'autres périodes historiques. Ainsi, les souvenirs heureux sont souvent attachés à la période de l'enfance, associés à l'arrivée aux 4000, à la modernité des logements et du grand ensemble, correspondent à une période d'enchantement de La Courneuve durant laquelle la plupart des habitants, en résidant à la cité des 4000-sud, ont vécu une ascension sociale importante etc.

La mémoire des lieux, du côté des habitants, est également constituée de souvenirs d'intérieur de logements et de leurs transformations. Souvenirs de modernité et de confort qui font référence aux conditions matérielles d'existence dans des logements fonctionnels et même luxueux pour beaucoup puisqu'ils accèdent à la modernité d'une part en adoptant de nouvelles pratiques de consommation : télévision, téléphone, machines à laver, baignoire, salle de bain, cabinet de toilette – et d'autre part, en modifiant leurs manières de vivre les espaces du logement, notamment en transformant leurs aménagements intérieurs, pour une meilleure appropriation : avoir une pièce en plus, loggia (appelée « séchoir »), une chambre le plus souvent créée dans le double living, un bureau au fond du couloir en supprimant le lavabo ou cabinet de toilette, une chambre par enfant ou pour deux enfants, maximum. L'accès à la modernité se réalise donc à travers l'acquisition d'objets et aussi de nouveaux usages d'espaces.

Qu'il s'agisse d'intérieurs ou d'extérieurs, les souvenirs du chez-soi (les espaces du logement, au sens large) renvoient à des espaces propres, des espaces beaux (*« on essayait les murs »*, Laure) et à une socialisation enfantine réussie.

Tout d'abord, on peut souligner le croisement entre des souvenirs et des périodes historiques, deux temporalités de la mémoire-souvenir qui font appel, à la fois, à la dimension individuelle, subjective et affective de la mémoire et à la dimension plus collective, au sens de sentiments

⁸ Extrait d'une intervention lors d'un colloque intitulé « Les grands ensembles, entre histoire et mémoire », organisé par la D.I.V. le 11. 06. 2002.

et d'évènements partagés entre acteurs et aussi, au sens d'une appartenance, à différentes échelles, à un même territoire, à une même époque

Dans ces témoignages d'habitants, les souvenirs heureux font également référence à une enfance « réussie », à un « chez soi » cosy qui, entre parenthèse, peuvent aussi correspondre, parfois, aux débuts d'une période de désenchantement de la cité, dont témoignent ces habitants :

« À cette époque, dans notre coin il n'y avait pas d'espaces verts. Il y avait un petit square, de l'autre côté, vers Alfred de Musset. Sinon, des espaces verts il n'y en avait pas : c'était des petits chemins, des petites rues où il n'y avait pas de circulation, comme des impasses (...) Et les gamins, ils allaient où ? Ils jouaient en bas de leurs immeubles. Dans ces espèces de petites rues qui faisaient un peu parking. Il y avait des endroits où il y avait un peu de pelouse, mais qui n'étaient pas terribles ! (...) Sinon, il y avait des espaces un peu neutres, des zones qui étaient utilisées par les gamins comme des jardins d'aventure, et ça c'était pas mal ... C'était un peu pauvre au niveau de ce qui était mis à disposition, mais au niveau des bandes de gamins qui jouaient dans ces espèces de terrains d'aventure, c'était assez fantastique ! Ils devaient s'en payer quelques-unes de belles parties de rigolades ! » (François, 1994)

« Quand j'étais petit, le mail était un espace sans fin. Il y avait plusieurs collines qui allaient de bout en bout. Il y avait de la verdure, des platanes ... les arbres qui étaient plantés sur toute l'allée ... et en automne – pour te dire ! – on nageait dans les feuilles qui tombaient ! Quand il neigeait, sur les collines, on faisait de la luge. Et quand il pleuvait, on faisait de la luge aussi (rires) ! Quand il y avait du soleil, on se roulait dans l'herbe : on se mettait dans des cartons, parce que des fois il y avait des chiens qui faisaient leurs besoins dans l'herbe ... On jouait aussi aux billes : on faisait des trous dans la terre. Il y avait beaucoup de terre ! Il y avait des chemins qui traversaient cet espace et qui amenaient de l'immeuble (Maurice de Fontenay) au centre commercial ... des petits chemins ... c'était la petite ballade ... avec des bancs au milieu (...). Il y avait un carré qui faisait office de stade de foot pour nous. Il y avait aussi deux tables de ping-pong, mais nous, on jouait surtout au football. Et de l'autre côté il y avait le toboggan (...). J'ai des bons souvenirs de cet espace ! » (Tahar, 1982).

« Chercheur - Quand tu penses à ton enfance, à ta vie de gamin dans ce quartier, l'image qui te vient à l'esprit est une image, dans l'ensemble, plutôt lumineuse, heureuse, ou pas ?

Tahar- Oui, c'est comme dans la chanson de Zebda : « Et si tu lis mon livre, tu verras une enfance comme il faut » ! C'est une chanson un peu en réaction avec l'image de tous ces gamins des quartiers : « Oh, les pauvres malheureux ! Ils n'ont pas ceci, ils n'ont pas cela ... ». Alors que non ! Il y a les amis, la famille ... Oui, il y a des gens qui galèrent, il ne faut pas se voiler la face ! Mais il y a aussi tout ça. C'était une vie correcte : il y avait des endroits où jouer, on avait des amis, et tout ça. » (Tahar, 1981)

La mémoire est donc sélective. Cette sélection a une fonction, une « utilité » dont parle Bergson.

D'abord, subjectivement, c'est une tendance « naturelle » par rapport à l'affectivité : on se souvient des situations fortes et moins de celles moyennes ou plus ordinaires. Ensuite, cette sélection fait remonter à la conscience un sentiment de partage, dans la mesure où se souvenir des bonnes relations de voisinage, d'une bonne ambiance dans l'immeuble etc. permet de dire aussi combien on appartient à du collectif, peut-être même à une « communauté » locale :

« - Chercheur : Il y avait une solidarité entre femmes, entre les mamans pour

surveiller les enfants ?

Mme : Ah oui, on s'entendait bien ! Oh oui, ils s'entendaient bien les enfants entre eux !

M : Disons qu'on avait de bons locataires. Et puis ça s'est dégradé à partir de 72, 73, quand ils ont baissé les bras, ils sont partis. C'est leur problème.

Mme : Nous on se plaît bien. Il y a encore quelques anciens, on est content de se revoir. Il y a encore des enfants, quand on se voit, ils sont contents, quand je passe dans la rue, ils disent bonjour Monsieur P.. Bonjour les gars, ça va !?

M. Ah oui, moi aussi. Moi je dis bonjour les enfants, même si ils ont 40 ans hein ! »
(M. et Mme Gonzales, retraités, habitants de Balzac)

En ce sens, cela permet peut-être de soulager « *la fatigue d'être soi* », ce poids de l'identité pour soi qui pèse de plus en plus lourd sur les épaules de nos interlocuteurs et les font parler, parfois avec exagération, de cette solidarité communautaire d'antan, que l'on retrouve souvent dans les discours sur le mode de vie dans les grands ensembles.

Les souvenirs d'adolescence (moments de mal être, aussi) des habitants interrogés correspondent parfois aux années de dégradation de la cité, période de désenchantements où les 4 000 deviennent un territoire de relégation et où les habitants se rappellent de moments difficiles, de dureté, surtout d'espaces sales, détériorés :

« Tout à l'heure quand tu me disais l'adolescence, alors que l'enfance, c'était une pelouse bien verte, l'adolescence, c'était ça quoi ! La terre, des herbes folles qui poussent et puis des détritrus. Voilà, ça, c'est l'image de l'adolescence, c'est quelque chose de sale. Je ne sais pas pourquoi pour moi, c'est tout le temps l'automne, à partir de l'adolescence. Il n'y a pas de feuilles sur les arbres, l'herbe n'est pas verte... » (Laure).

475 ■

« Je me souviens, quand j'étais petit ... l'endroit où Toufik est mort ... rue Renoir, entre le Centre culturel et l'immeuble Renoir ... il y avait des fleurs à l'emplacement même. Quand ça c'est passé, moi, je n'étais pas là, c'était en été, j'étais en vacances. Quand je suis revenu, on y est passé, en vélo, avec un copain. C'était triste. Et moi j'avais peur de cet endroit. Je me souviens aussi qu'après, quand on jouait dans la cour de l'école, des fois on avait peur qu'on nous tire dessus des fenêtres des bâtiments qui sont à côté. » (Tahar, 1983)

Ils font le récit aussi d'espaces urbains fragmentés, enclavés, dangereux, parfois inondés, comme la fin d'une belle époque :

« On évitait les coins découverts, quand on était jeunes, on évitait beaucoup les coins découverts. Dès que .. par exemple, le centre de la cité. S'il y avait un petit parc, on n'y allait pas parce qu'il pouvait être ... on pouvait être une cible à tout moment hein! On avait peur de ça hein! Ben quand on se fait tirer dessus, on a compris après, à l'époque c'était fréquent hein! C'était fréquent. Moi je me rappelle des mecs qui jouaient au foot, il y en avait un qui leur tirait dessus. Et tout le monde savait qui c'était ce mec-là! C'était un alcoolique. » (Nathalie, 44 ans, ancienne habitante du Mail, habite les 4000 sud).

« Avant, la gare était complètement enclavée. Vous voyez ce grand escalier ? (...) Avant, c'était un mur immense. Il fallait faire le tour. Cet escalier a été fait pour que les habitants ne se sentent pas bloqués, parce que cette cité c'était bloquée de partout ! Un autre exemple : l'avenue du Général Leclerc, ça aère tout ! Avant, l'avenue coupait le truc en deux. Pas de passage piéton. On était obligé de passer par un souterrain, et pas au-dessus. C'était un entonnoir à agressions, c'était nul. » (Jean-Pierre, 2007).

« En 1999, dans le centre commercial il n'y avait plus que trois ou quatre magasins.

Il y avait un magasin hindou d'alimentation, le bazar hindou, le supermarché. La pharmacie ... je ne sais plus si elle y était encore ou si elle avait fermé. Le tabac avait fermé parce que le monsieur était décédé suite à une agression. Et il y avait une banque ! C'était l'un des rares distributeurs du quartier, donc, j'y allais ! Mais je n'allais pas là pour faire mes courses. Très sincèrement, je n'avais pas spécialement envie d'y aller ! » (François, 1999).

■ DES SOUVENIRS DE BLESSURES, AUSSI

« Le souvenir que j'ai des immeubles des 4000 ? Je n'ai que des souvenirs d'insalubrité ! » (Ismaï, 34 ans, habite aux 4000 où il a toujours vécu).

Ceux qui sont restés aux 4000 - pendant que d'autres en parlaient souvent pour accéder à la propriété - se souviennent aussi de l'insalubrité qui concerne d'ailleurs plus dans ces témoignages les espaces intérieurs du logement que les espaces extérieurs :

« Je n'ai vécu que dans les 4000 quoi ! C'est-à-dire dans des immeubles insalubres, infestés de cafards, non entretenus. Je ne crois pas qu'on puisse vivre dans ce type d'appart. ; c'est pour ça qu'actuellement, l'appartement que j'ai, je suis content parce que je n'ai pas de cafards, c'est propre, c'est entretenu... même si c'est toujours à La Courneuve (...) Je ne parle pas des cafards, Les cafards, c'était des brouettes entières qu'on enlevait hein ! Voyez quand vous êtes gamine, que vous avez la peau fragile, vous vous faites bouffer ! Partout, bien sûr. Partout, on avait des cafards partout ! Ils nous bousillaient tout ce qui était magnétoscope, téléviseur, même des trucs qui portaient à la poubelle à cause de ça. Déjà qu'on n'avait pas les moyens de s'acheter des téléviseurs et tout ! Il n'y avait rien à faire, ou l'on décontaminait le bâtiment en entier mais on ne pouvait pas décontaminer une pièce parce qu'ils vont au-dessus et ils reviennent après. Donc à chaque fois, on usait une dizaine de bouteilles entières, on calfeutrait l'appartement et quand on revenait, c'était une brouette entière de cafards morts hein ! Parce qu'ils se cachaient sous les plinthes, sous le plafond, derrière le papier peint. Des fois, tu bougeais un meuble, tu avais l'invasion, ils étaient tous cachés derrière. C'était l'humidité, l'insalubrité, le béton, ça leur suffit. » (Ismaï).

■ 476

Les problèmes d'hygiène, de malfaçons, de mauvaise cohabitation entre voisins d'une même cage d'escalier sont vécus comme des événements non pas courants ou ordinaires mais comme des signes récurrents d'une dégradation générale du grand ensemble et comme des transgressions du sentiment de chez soi, sentiment de protection et d'intimité que l'on attend de son logement :

« Moi je me rappelle quand j'habitais au mail au huitième, chez moi, il y a des moments, le plafond s'écartait, je parlais avec le voisin dans sa chambre. Ça s'ouvrait et puis des fois, paf, ça se refermait ! Les murs travaillaient. Et puis comme ici, c'est des marécages, tout est sur pilotis plus ou moins, donc c'est pour ça que ça bouge. Chez mon frère aussi, il habitait un quatre étages derrière le mail.

- Où ça, à Alfred de Musset ?

A Alfred de Musset. Lui, dans sa cuisine, ça s'écartait carrément comme ça ! (50 cm) Et puis vers quatre heures, pouf. Surtout l'été avec la chaleur. Je ne me souviens plus des heures mais il y avait une heure où ça s'ouvrait une heure où ça se fermait, et on voyait tout et on rigolait d'ailleurs ! Et ça se refermait net, on voyait à peine la fissure ! Ça travaillait trop et puis ce n'est pas prévu pour quarante ans ! Moi, à l'époque où j'habitais au mail, le mec m'avait dit - j'avais une fuite de gaz chez moi - et il me disait mais vous savez là, plus rien n'est conforme. Moi ça faisait plus de vingt ans que j'habitais le mail. Je lui dis mais pourquoi ils ne refont pas ? Il me dit, il faut casser les murs parce que tous les tuyaux sont abîmés, il faut tout casser. Et vingt après, c'est encore debout alors qu'il n'y a plus rien de conforme. C'est vrai, j'ai même de la chance qu'il ne se soit rien passé depuis quoi ! » (Nathalie).

La violence des phénomènes quotidiens (poubelles ou électroménagers jetés par la fenêtre, bruits incessants des voisins, blocage de l'ascenseur, invasion de cafards etc.) marquent plus les esprits et la mémoire des habitants que celle des faits-divers, évoqués par les médias, et qui participent pleinement à la réputation stigmatisante de La Courneuve si durablement. Le manque d'hygiène qui résulte des conditions de logement constitue une réelle violence faite aux habitants en détruisant le contrat symbolique d'une protection et d'une intimité attendues de son chez soi. Ces souvenirs correspondent à un contexte de désenchantement de la cité des 4000 où les dégradations s'enchaînent progressivement et où les bâtiments et leurs occupants se sentent abandonnés, laissés pour compte, « *la ville a laissé partir à vau l'eau* »

Des traumatismes résultants de cette expérience d'habiter perdurent, aujourd'hui encore, sous la forme de cauchemars ou de phobies dont certains témoignent :

« Mais c'est marrant parce que, moi le souvenir que j'ai des immeubles des 4000, c'est que de l'insalubrité. Moi je n'ai que des souvenirs d'insalubrité. Moi je pensais un peu à ça parce que moi, je fais souvent des rêves précis. C'est-à-dire que je fais toujours le même rêve depuis que je suis gamin, je rêve que je suis en train de fuir un endroit et c'est un immeuble qui ressemble méchamment à mon immeuble des 4000. Et j'ai toujours le côté insalubre, j'ai toujours le côté humide, les cafards... C'est même plus un cauchemar, c'est devenu un rêve récurrent, même aujourd'hui hein! Et à chaque fois, je pense toujours au côté carré, cube, le même carrelage au sol... Ce n'est pas du carrelage mais ce fameux parquet, les petites lamelles et c'est vrai que je pense toujours à ça, je pense toujours aux placards, j'ai toujours... J'ai l'impression que je suis en fait, pas un rat mais que je suis un des cafards, qui vit dans cet immeuble, qui vit dans cette architecture, qui passe de pièce en pièce, j'ai l'impression que je fais partie des.. C'est-à-dire qu'il y a des gens qui gardent un très bon souvenir de l'endroit où ils ont vécu... Il n'y a pas que ça. Je fais souvent des rêves récurrents sur cette période-là et la plupart de mes rêves sont axés sur l'immeuble, sur l'architecture sur l'immeuble. » (Ismaï).

477 ■

Cauchemars à propos des formes telles que des cubes, des carrés, mais aussi de matières comme le parquet, le papier peint, en somme des souvenirs d'éléments d'architecture dite moderniste. On retrouve aussi des souvenirs traumatisants à propos des fenêtres des appartements des immeubles des 4 000 qui offraient une vue sur l'extérieur, une perspective monumentale, sans aucun vis-à-vis, une « *vue inoubliable sur l'horizon empreinte à la fois de magnifiques couchers de soleil et aussi de catastrophes thermonucléaires !* » (Ismaï)

■ SOUVENIRS IDÉALISÉS, REPRÉSENTATIONS COLLECTIVES : UN PORTRAIT DES 4000, EN DEUX DIMENSIONS

Nous avons vu que, du côté de la mémoire-souvenir des habitants, il en allait des deux extrêmes, soit de souvenirs joyeux de l'enfance, soit de sombres souvenirs de jeunesse et que les oublis de certains étaient bien utiles sinon nécessaires pour construire le récit de cette histoire-mémoire. Entre mémoire collective et mémoire individuelle, nous pouvons aussi voir combien les représentations médiatiques de la cité des 4000, images réductrices et partielles, contribuent à la fabrication d'une mémoire qui sélectionne, sans doute beaucoup plus sensationnelle, et presque toujours présentée sous la forme binaire d'un avant et d'un après, d'un positif et d'un négatif..

Ainsi, au moment des élections de 2001 dans un article du *Monde* sur La Courneuve, la cité des 4 000 est qualifiée de « cité des illusions perdues », étant donné son taux d'abstention particulièrement bas⁹. C'est l'occasion pour certains militants communistes interrogés de livrer un portrait des 4000 plein de nostalgie, nostalgie d'une période où le PCF et ses réseaux jouaient un rôle primordial dans le grand ensemble. Ce portrait des 4000 divisé entre un « avant » idéalisé - où la pauvreté était réelle mais compensée par l'existence de réseaux sociaux et politiques forts, le maître mot étant l'existence d'une « solidarité » - et un « aujourd'hui »

⁹ Une des particularités de La Courneuve résidant dans le fait d'être une des dernières municipalités communistes de la région parisienne, ses résultats électoraux sont particulièrement scrutés : « *Le 11 mars, le bureau de vote Romain-Rolland a enregistré un taux d'abstention de 69,06 % (51,79 % en 1995). La liste de gauche plurielle a recueilli 64,52 % des suffrages (74,56 % il y a six ans)* ».

caractérisé par des sentiments d'indifférence, d'isolement et d'abandon - peut être représenté sous une forme un peu caricaturale :

Avant	Aujourd'hui
<ul style="list-style-type: none"> - un appartement suffisamment spacieux pour abriter sa famille ; - de la solidarité aussitôt tissée entre les habitants, des rapatriés, des Parisiens et des Courneuviens d'origines diverses ; - un centre commercial au pied des immeubles florissant et l'on pouvait s'attarder au café du coin - Les huissiers ont commencé à frapper aux portes. Mais à l'époque le PCF était encore fort et la solidarité réelle dans les entreprises. Des qu'il apprenait qu'il allait y avoir une expulsion, M. Bernard trouvait des bras pour venir s'y opposer ; - tous pour un et un pour tous dans ces tours de Babel ; - Autrefois, quand il y avait un évènement sérieux, les gens en parlaient. 	<ul style="list-style-type: none"> - l'éclatement et la paupérisation de sa cité - Le manque de perspectives, la disparition des animateurs, tout cela a créé un sentiment d'abandon - un vaste centre commercial délabré, déserté de ses commerçants ; - un terrain vague caillouteux où s'élevait la fameuse tour Renoir ; - un immeuble d'une vingtaine de cages d'escaliers (le Mail), qu'une équipe de nettoyage tente en vain de maintenir propre et où les vieux ascenseurs n'en finissent plus d'être réparés ; - deux autres barres promises à la destruction mais dont les appartements vides sont régulièrement squattés; avec sur la façade des traces d'incendie ; - Maintenant, on apprend par hasard qu'une jeune fille s'est défenestrée. - Une voiture qui brûle n'interrompt plus les jeux des enfants(§)

■ 478

Ces « situations » ou « mises en scènes » ou « faits divers » contribuent à forger une représentation de l'histoire du grand ensemble en termes positif/négatif, illustrée aussi par les témoignages d'habitants récoltés par les journalistes, et qui continue de nourrir le contenu de leurs articles¹⁰.

La construction de ces articles est toujours binaire : une première partie « positive » et nostalgique qui laisse une place importante aux souvenirs familiaux, aux anecdotes, aux « *souvenirs à forte affectivité* », dans lesquels, comme l'explique Hervé Vieillard-Baron, « *on enjolive un âge d'or du grand ensemble* »¹¹ et une seconde partie décrivant un quotidien insupportable, intenable¹². Ainsi, quelques mois avant la démolition de Renoir, les témoignages repris dans la presse nationale évoquent cet « avant », synonyme d'un âge d'or ou apogée de la cité des 4 000 qui s'oppose à un « après », résultat de dégradations multiples des conditions de vie.

¹⁰ Dans les journaux, les causes du désenchantement seraient multiples, la première étant le chômage et la fermeture des entreprises courneuviennes. On évoque aussi la perte d'un certain nombre d'illusions après l'arrivée de la gauche au pouvoir et « des erreurs » de la municipalité (*Le Monde*, 12 Avril 2001)

¹¹ H. Vieillard Baron, *op. cit.*

¹² *Le Figaro*, 15 février 2000 ; *Le Figaro* 8 juin 2000 ; *Le Monde*, 20 novembre 1999 etc.

■ SOUVENIRS DISSOUS OU NÉCESSITÉ DE CULTIVER UNE MÉMOIRE : LE PARADOXE DES DÉMOLITIONS

Etrangement, les moments de la démolition ne sont pas souvent évoqués dans les discours des différents acteurs, qu'il s'agisse du journal municipal ou des différents interviews d'habitants, comme *objet de souvenir*. Ils apparaissent aussi peu dans les témoignages des architectes, urbanistes ou paysagistes : les temps de la démolition seraient-ils différents des temps du souvenir ?

A chaque démolition, les témoignages d'habitants qui nourrissent les articles des journaux locaux, souvent bien choisis, sans nostalgie, vont dans le sens des arguments avancés par la mairie, concernant la démolition : ces articles ne sont pas le lieu d'un quelconque questionnement. A chaque fois, la barre doit être détruite parce que : « *ça s'est vraiment dégradé* », *parce qu'elle « toise le quartier avec sa façade lépreuse, ses fenêtres béantes et ses entrées murées* », *parce que « ce lieu extraordinaire de convivialité » « a sombré dans l'abandon »...* Le choix des témoignages d'habitants est ici sans surprise puisqu'il reste en complète

13 On rappelle d'ailleurs que les habitants se sont largement prononcés en faveur des démolitions et cela dès 1981 : « La suppression du paysage urbain des barres Ravel et Presov, a été décidée par la majorité des locataires » (*Regards*, avril 2000).

adéquation avec le levier essentiel du projet municipal : le choix de la démolition¹³. Les démolitions sont donc incontournables et volontairement affichées comme souhaitées par tous comme le montre cet extrait :

« Debout, au milieu de ce «no man's land» qu'est l'avenue du Général-Leclerc, le temps de quelques heures, elles sont trois. Trois adolescentes, d'une beauté rayonnante, qui fixent la barre Renoir. Zaira, Ilham et Naïma ont un peu d'amertume. « Nous y avons vécu toute notre enfance. Nous étions bien. Mais, c'est vrai que par la suite, ça c'est vraiment dégradé ». Tout en parlant, Ilham regarde la barre, qui toise le quartier avec sa façade lépreuse, ses fenêtres béantes et ses entrées murées. « L'essentiel, lance sérieusement Naïma, est de redonner une échelle humaine à notre quartier. En cela j'approuve totalement notre maire, lorsqu'il dit que rien n'est pire que de donner l'impression aux gens que l'on veut se débarrasser d'eux en détruisant leur HLM. Ici, j'en suis persuadée, c'est tout le contraire ». Et toutes les trois sont convaincues « qu'il faut faire autre chose pour vivre mieux dans notre quartier ». « Mais malgré tout, conclue poétiquement Ilham, chaque pierre de la barre est un roman, comme l'a si bien dit le docteur Amar ».

Isabelle, un bébé dans les bras, insiste sur la bonne entente entre les communautés... Elle parle de « ce lieu extraordinaire de convivialité qui a sombré dans l'abandon. Par exemple, un voisin était malade, il y avait toujours quelqu'un pour lui faire ses courses où pour préparer son repas. Malgré les difficultés quotidiennes, une profonde solidarité unissait les locataires de Renoir ». Isabelle en est convaincue : « la barre Renoir, était devenue le symbole du chômage et de la misère, et en même temps ce fut une chaleur humaine irremplaçable ».

Pierre, lui, est un peu furieux : « C'est bien joli de détruire cette barre, encore faut-il donner du travail aux jeunes. Et puis, en vérité, ce ne sont pas les bâtiments qui font la cité, ce sont les familles qui y habitent ». Mais Pierre ne se trompe pas de cible. « Les fautifs sont à chercher dans les salons dorés parisiens. Toute cette ribambelle de politiciens, de technocrates et d'architectes à leur service qui ont parqué les gens en banlieue ».

Nasser l'approuve : « C'est vrai, il fallait mettre la population indésirable hors de Paris, alors on a bétonné la banlieue, sans penser au futur de ces gens. Le maire a raison de vouloir construire autre chose, poursuit-il. Mais c'est vrai que j'ai de la nostalgie lorsque je me revois «minot», au pied de Renoir, avec mon vélo, et que ma mère m'appelait du douzième étage pour me donner mon goûter ». (*Regards*, juillet-août 2000).

Ici, l'oubli des multiples débats, des discussions entre les « pour et les contre » la démolition de barres¹⁴, des conflits autour des projets, faciles à imaginer depuis les années 1980, sont au service de la fabrication d'une mémoire collective et surtout consensuelle.

L'analyse des articles de presse du journal municipal montre le souci de donner l'image d'une cohésion entre habitants et municipalité qui s'exprimerait d'une seule voix. La nostalgie ou le regret n'ont pas réellement leur place et cela pour au moins deux raisons : Premièrement, il ne faut pas transformer ces barres démolies en lieux de mémoire mais il faut au contraire les faire disparaître pour faire naître de nouveaux quartiers. Deuxièmement, il faut donner l'impression d'une cohésion entre habitants et décideurs, en se mettant du côté du renouvellement, de la transformation.

■ ■ Le paradoxe des démolitions

Une de nos grandes surprises durant l'enquête auprès des habitants, aura été de constater que les démolitions de barres suscitent finalement peu de témoignages, avec détail et nostalgie¹⁵ alors que, au premier abord, ce sont des événements forts en émotion et possiblement « affectivisés ». Auraient-ils mis de côté leurs émotions et oublié de raconter cet épisode de leur vie d'habitant ou d'ancien habitant ? Peut-être un oubli utile, « pour faire le deuil » de leur logement ou de

14 Ce qui reste néanmoins aujourd'hui une vraie question. Par exemple, l'architecte Paul Chémetov pose la problématique de la démolition en invoquant des raisons démographiques; on verra en conclusion qu'il souligne l'idée que démolition et mémoire ne se contredisent pas si l'on détruit, sans nostalgie, mais bien « dans un contexte de projet de reconstruction. »

15 En revanche, nous avons recueilli beaucoup d'éléments à propos des démolitions, dans les moments avant et après, ce que nous appelons « l'entre-deux ».

leur barre, comme disent les journalistes ?

En revanche, pour chaque démolition, des barres Debussy, Ravel et Presov et surtout Renoir, des interventions, de type artistique, de la part d'associations de quartier (que le journal local n'omet pas de citer), ont servi à recueillir et à conserver les traces de la mémoire de certains lieux (des moments, des portraits d'habitants) alors qu'ils se transforment, depuis tant d'années, sous les yeux des habitants. Quelques articles de la presse locale relaient deux, trois anecdotes liées aux souvenirs :

« La barre Renoir ne fait désormais plus partie du paysage courneuvien, son souvenir demeure dans la mémoire de ses nombreux locataires. Un livre perpétue aujourd'hui leur histoire, leurs émotions. C'est en quelque sorte l'album d'une grande famille qui a été offert aux anciens habitants de Renoir, le 6 juin dernier. Invités par la municipalité, ils étaient une centaine à s'être rassemblés ce soir-là au centre culturel Jean-Houdremont pour découvrir le précieux recueil. Après lecture de quelques textes, souvenirs et anecdotes étaient au rendez-vous avec une pointe de nostalgie et quelques larmes. « Tu te souviens c'était le coiffeur... et là, la gardienne toujours prête à rendre service ». « C'est vrai qu'on formait une grande famille. Tout le monde se connaissait, on s'entraidait ; on a vu grandir les gamins des uns et des autres... ». D'autres encore évoquent les premières années et la découverte d'un confort nouveau : « les logements étaient grands et il y avait des salles de bain ». Bref, une vie plus heureuse pour tous, expulsés de Paris, relogés de bidonvilles enfin détruits ou rapatriés d'Algérie. Enfin, un passé plus récent est évoqué où tout bascule et se dégrade au rythme du chômage et de la misère grandissante. Une situation qui conduira au choix de la démolition, approuvé par le plus grand nombre. (Regards, juillet-août 2000).

■ 480

La collecte de documents, qu'ils soient photographiques, anecdotiques, de l'ordre du récit et du portrait d'habitants qui ont vécu aux 4 000, constitue la fabrique de souvenirs fixés. Comme si leur expérience de vie ici représentait un patrimoine à conserver, comme si les habitants et la municipalité étaient conscients peut-être de la fragilité de leur situation. Fragilité d'une identité qui pourrait disparaître parce qu'il n'y aurait plus de traces d'une histoire de ce lieu-là, de ce lieu de vies ?

Nous sommes bien en face, à la fois d'actions de conservation (de traces) et d'affirmation (d'identités) d'un territoire qui fixent dans le temps des éléments de l'histoire d'un lieu, et en même temps, d'un discours apparemment consensuel qui cherche à aller de l'avant, dans le sens de la transformation, quitte à en effacer quelques empreintes ou marques.

À titre d'exemples, un C.D. de chansons¹⁶ (dont le thème clé est la mémoire) et un livre *La Courneuve, rue Renoir*¹⁷, réalisés à l'occasion de la démolition de la barre Renoir, sont les manifestations ponctuelles mais concrètes, d'un « lieu qui se dit », c'est-à-dire d'une identité en train de se faire et qui, éventuellement, se partage et se transmet in situ. Mais s'il y a une nostalgie de la part des habitants, ce n'est pas tant celle pour un lieu dont il faudrait à tout prix conserver les marques, tel un musée, que celle liée à la crainte de voir disparaître les traces de souvenirs et de ne plus pouvoir les partager ni les transmettre (à cause des nouvelles constructions, et donc, des nouveaux habitants) : « *mais les nouvelles générations n'auront pas vécu dans les barres, ce que nous avons vécu.* » (Jonathan, 35 ans, ancien habitant de Balzac, habite en centre ville.)

Le paysagiste Jacques Sgard témoigne également de ce moment où la mémoire devient un enjeu :

« Si la mémoire disparaît avec les derniers, ce n'est pas intéressant, mais s'il y a de l'histoire ça devient de l'identité. Ce n'est plus seulement des souvenirs qui disparaissent avec les gens, mais une sorte d'identité du pays qui se transmet. » (Jacques Sgard, paysagiste).

16 Le cédérom, réalisé en 2004 par P. Servain, traite de la mémoire et de l'histoire des habitants de Ravel et Presov à travers des chants enregistrés qui rappellent sans cesse de « ne pas oublier » les traces d'une mémoire partagée.

17 « La Courneuve, rue Renoir » est un livre de photos et de témoignages d'anciens habitants de Renoir, avant sa démolition. Ce travail d'accompagnement des habitants lors de leur relogement, réalisé par la Pact Arim, a donné lieu aussi à un spectacle chanté au centre culturel Jean Houdremont, joué par eux-mêmes, à partir des mots de mémoire des habitants consultés, pour qu'on n'oublie pas.

■ ■ Un sentiment d'étrangeté, après les démolitions

Par ailleurs, en réalisant quelques parcours commentés sur le site avec d'anciens habitants et alors que les déconstructions ont modifié l'environnement physique, nous avons constaté de réelles difficultés, de la part de ces personnes, à s'orienter dans l'espace. Ces dernières avaient manifestement de la peine à se rappeler des menus gestes ou trajets ou mêmes d'évènements (perte d'habitus corporels et spatiaux) qui fabriquaient leur expérience d'habitants dans la cité, par exemple. Ce sentiment d'étrangeté en relation avec le sentiment d'appartenance, est bien décrit par une ancienne habitante qui, invitée à l'occasion de la démolition de la barre Renoir, une fois sur les lieux, raconte combien elle se sent étrangère alors « qu'elle était de là » :

« Enfin voilà, sur les 4000, je ne peux pas dire parce que quand j'en suis partie, ils étaient entre guillemets intacts. C'est-à-dire, à part le fait qu'ils étaient dégradés, mais rien n'avait été détruit, rien n'était tombé. Et quand je suis venue là, je suis venue presque au spectacle ! Alors ça m'a fait bizarre parce que ça faisait très longtemps que je n'étais pas venue aux 4000, et on est immatriculé 75 quand même, et il y a un mec des 4000, qu'on ne connaissait pas, un jeune, d'une vingtaine d'années, qui nous a alpagué en nous disant « on n'est pas dans un parc d'attraction ! » Tu dis rien dans ce cas-là parce qu'il a raison mais enfin, je ne vais pas lui montrer ma carte d'identité pour lui dire que je suis née ici, je n'ai pas à me dédouaner mais c'est vrai qu'on faisait un peu carte de presse, comme des gens qui viennent au spectacle ! Et celle-là, je m'en rappelle de cette phrase, tu vois ! (Laure).

Cette visite n'aura pas permis de réactualiser son sentiment d'appartenance jadis si fort, devenu caduc. Jacques Sgard, lui aussi, visitant le quartier quarante ans après avoir conçu une partie de ses espaces verts, a beaucoup de mal à s'orienter sur place, ne reconnaissant pas les lieux sur lesquels il avait pourtant travaillé. S'agit-il d'un oubli lié aux années qui ont passé ou bien du refoulement d'une expérience négative puisqu'en opposition avec ses propres conceptions concernant l'aménagement du territoire et avec les responsabilités sociales et politiques que cela implique?

Le paradoxe des démolitions devient visible puisque d'un côté, des initiatives ont été prises autour des démolitions pour accompagner les habitants par exemple, dans un travail de mémoire, et leur permettre de vivre les transformations du site en conservant quelque chose de commun qui revient à un sentiment d'appartenance à un territoire d'identité (l'exemple des expositions, livres et CD sur des portraits et la mémoire d'habitants à l'occasion des démolitions successives), au point de se poser la question : « *comment transmettre aux générations futures ce que nous avons vécu ici ?* », - et de l'autre, une image consensuelle (donnée, notamment, par les médias locaux) qui présente les démolitions des barres comme la solution pour un monde meilleur à venir, sans critique ni discussion, - et ce, comme si tout le monde avait oublié les conflits et débats du « pour » ou « contre » la démolition comme enjeu de mémoire.

■ COMMENT CONSERVER, TOUT EN TRANSFORMANT : « *TRANSFORMER, C'EST CONSERVER* ¹⁸ »

La manière de poser la question de la mémoire dans le projet, d'une façon générale, pour les paysagistes et les architectes (la question de la mémoire étant inhérente au projet, presque un impensé de la profession dans la mesure où elle fait déjà partie de l'éducation du projet) illustre une relation particulière à la mémoire, au cœur de notre discussion par laquelle nous concluons provisoirement.

Dans les entretiens avec les paysagistes et les architectes urbanistes, deux manières de répondre peuvent être distinguées : d'un côté, on traduit la mémoire d'un lieu

¹⁸ Phrase de l'architecte Galfetti citée par Paul Chemetov lors de son entretien

en reprenant la forme géométrique (d'un bâti, d'un axe, d'un système urbain) et ce, à différentes échelles historiques (traces territoriales, géo-historiques) - au titre de trace¹⁹ - et le rapport à la mémoire peut être condensé au fait que « *c'était déjà là* ».

Le projet du paysagiste Philippe Hamelin ou celui de l'architecte Bernard Paurd en sont des illustrations lorsqu'ils essaient de reprendre des formes, à différentes échelles historiques. Philippe Hamelin remonte à l'établissement de la chapelle de Saint-Lucien et de la basilique Saint-Denis. Il tient compte de la mémoire du dix-neuvième siècle avec le Fort de l'Est et de la rue Langevin qui vient parfaitement dans son axe. Enfin il reprend l'édification du système urbain des années soixante. Quand Bernard Paurd recherche les structures originelles de l'organisation du territoire à La Courneuve, c'est pour construire des repères géo-historiques qui disent où nous sommes :

« Quand ils vont avoir été quand même au 6ème -7ème siècle, c'est-à-dire cette fondation au même endroit qu'il y a La Courneuve, Saint Lucien c'est sur le Cardo, la Courneuve c'est dans les marais, il y avait plein de plans avec les marais et bon, du coup ils font des clos entre l'abbaye et ça parce qu'ils sont propriétaires du truc et peut être qu'ils ferment aussi, ils ont dans l'imaginaire le fait de fermer entre la plaine, la plaine hydraulique, la plaine pleine pour que les gens n'y aillent plus ... » (Bernard Paurd, architecte).

La mémoire, dans ces projets, consisterait à « jouer » avec toutes ces strates historiques et à opérer des choix, résultats d'une mémoire sélective aussi. La littéralité de cette approche de la mémoire est encore plus tangible dans la proposition de ne plus construire sur l'ancienne emprise des barres démolies :

■ 482

« On inverse. Ce qui était construit est devenu inconstructible. Ces deux emprises sont totalement inconstructibles et ce sont des jardins. On a la trace et on aura toujours la trace de ces deux barres comme éléments de mémoire. » (Bernard Paurd, architecte)

Garder la trace dans une continuité de forme, pour la forme même. Les axes des rues sont préservés, les anciennes emprises bâties respectées, mais, d'un autre côté, on peut s'interroger sur la capacité de ces lieux, respectueux de la forme, à véritablement activer leur mémoire vivante et là, la réponse est plus complexe et se rapproche plus de l'expérience de l'habiter.

Lorsque l'architecte Bernard Barre travaille sur la recherche des traces territoriales, c'est pour permettre une mémorisation d'histoire (et non pour l'histoire comme absolu) parce que la mémoire de cette histoire serait encore une fois « utile » ou nécessaire pour habiter quelque part. En ce sens, garder son histoire et démolir ne seraient pas contradictoires pour les architectes mais chacun « bricole » sa propre méthode, et ce, à des échelles différentes.

Bernard Barre considère qu'il est utile d'intégrer l'histoire dans le projet parce que c'est ça qui donne le sentiment « *qu'il se passe quelque chose dans ce lieu parce qu'on sent qu'il a déjà été habité* » pendant que Bernard Paurd, conscient d'un mouvement contemporain orienté vers l'effacement de la mémoire moderne de la ville, fait le pari, par exemple aux 4 000, de réussir à composer avec celle-ci. Il explique ce qu'il appelle un « effet de mémoire » sur la cité des 4 000 :

« Ensuite, à partir de là, les deux barres étant démolies Ravel et Présov on va faire un effet de mémoire sur la cité des 4000 c'est-à-dire on démolit comme ça 600 logements et il n'y a pas de traces... donc on a commencé par énoncer le caractère inconstructible des traces. Qui vont devenir n'ont plus... qui vont devenir une absence et non plus une présence. La bâtiment va être exprimée non pas par sa reconstruction sur lui-même, certainement pas la ville sur la ville, moi je suis vraiment un tenant de construire dans le construit et pas du tout la ville sur la ville, je suis contre le concept, je pense que c'est un mauvais concept, je pense que c'est

¹⁹ Chez les paysagistes, ces expressions comme « tenir compte de ce qui est déjà là », « la trace » « les permanences », « garder la mémoire du site » sont récurrentes.

un concept où on peut faire n'importe quelle opération sans réfléchir euh...(..)Donc on met en avant que c'est pas constructible, ça veut pas dire qu'on construit pas, ça veut dire qu'on construit autour et qu'on exprime cette absence qui va permettre aussi aux habitants qui ont habité là, d'avoir la dignité de pouvoir métaphoriser par un jardin là où ils habitaient euh... donc une dignité dans le système public urbain... ça va devenir privatif ces jardins et ils vont rester lisibles... parce que ça, ça va se faire comme structure » (Bernard Paurd, architecte).

Est-ce suffisant pour activer la mémoire vivante des lieux à la cité des 4 000 sud, la question reste ouverte. La réponse de Jacques Sgard se rapproche plus des expériences sensibles de l'habiter où ce n'est pas de forme ou de géométrie urbaine mais bien d'identité, de rapport symbolique ou d'attachement au territoire dont il est question :

« Si la mémoire disparaît avec les derniers, ce n'est pas intéressant, mais s'il y a de l'histoire ça devient de l'identité. Ce n'est plus seulement des souvenirs qui disparaissent avec les gens, mais une sorte d'identité du pays qui se transmet. » (Jacques Sgard, paysagiste)

Ainsi, on pourrait facilement rapprocher cette pensée à celle de l'architecte Chemetov lorsque, confronté à l'échelle de la biographie et de la transmission, il se pose la question de savoir, qu'est-ce qui, dans la transformation de la ville, permet de créer des continuités, de reconnaître des lieux, de pouvoir s'inscrire dans leur durée et y répond en faisant le pari qu'il est possible de détruire non pas « contre » quelque chose, une entité, avec nostalgie - mais « avec », c'est-à-dire dans un contexte de projet de construction :

« Bon, rue Mouffetard on démolit des maisons, rue de Lappe aussi, rue Pelleport aussi on a démoli aisément le Vème, le IIème ou le XIXème ne changent pas pour autant et les rues ne changent pas d'adresse donc on est dans la mutation normale d'un territoire sur lui même, dans une reprise d'investissement, sauf que la démolition sans projet, la démolition sans construction du sort du futur du projet c'est totalement négatif et ça détruit non pas seulement les gens, les bâtiments, mais les histoires qui peuvent se raconter. Moi j'ai été très frappé - je le raconte de temps en temps, je vais vous le raconter une fois de plus, ça fait partie de mes grands classiques - mon père était immigré clandestin, forcément, un jour je retourne en Russie d'où il venait - il n'est jamais retourné en Russie, pour différentes raisons, même quand il le pouvait après les années Khrouchtchev - et je lui dis "je suis allé voir Rostov" et il me dit "mais il ne reste plus rien, plus rien, tout a été démoli" et ça je pense que c'est quand même, venant de mon propre père et venant des pères de tous ces jeunes maghrébins qui sont de la Courneuve, où est-ce qu'ils ont été élevés? Où c'était? » (Paul Chemetov, architecte).

483 ■

De cette position entre conserver et transformer, avec laquelle finalement chacun « bricole » sa méthode de travail en « jouant », semble t-il, sur les deux tableaux à la fois, il reste que ce qui relève de la dimension anthropologique des lieux, en terme d'expérience sensible de l'habiter, aux 4000 sud, n'a pas été suffisamment pris en compte dans les transformations puisque les habitants, eux, aujourd'hui, se sentent largement exclus des nouvelles constructions (à cause des critères de recrutement, des nouveaux loyers) comme des projets de renouvellement urbain dans la cité qu'ils ont pourtant contribué à transformer depuis des décennies. Doit-on en conclure qu'ils se sentent exclus de l'histoire et de la mémoire de ce territoire qui jusque-là, inspirait un si fort sentiment d'appartenance et donc d'identité ?



Les temps de la disparition

«J'ai pensé, depuis, que ce moment de son attaque n'avait pas dû surprendre entièrement ma grand'mère que peut-être même elle l'avait prévu longtemps d'avance, avait vécu dans son attente, sans doute, elle n'avait pas su quand ce moment fatal viendrait, incertaine, pareille aux amants qu'un doute du même genre porte tout à tout à fonder des espoirs déraisonnables et des soupçons injustifiés sur la fidélité de leur maîtresse, mais il est rare que ces grandes maladies, telles que celle qui venait enfin de la frapper en plein visage, n'élisent pas pendant longtemps domicile chez le malade avant de le tuer, et durant cette période ne se fassent pas assez vite, comme un voisin ou un locataire «liant», connaître de lui. C'est une terrible connaissance, moins par les souffrances qu'elle cause que par l'étrange nouveauté des restrictions définitives qu'elle impose à la vie, on se voit mourir, dans ce cas, non pas à l'instant même de la mort, mais des mois quelquefois des années auparavant [...]»

Marcel Proust, *A la recherche du temps perdu*, Volume II, Pléiade, Gallimard, 1954, 316-17)

Disparaître dans le dictionnaire historique de la langue française dérive de *paraître* auquel on a ajouté le préfixe négatif *dis* : d'après le bas latin *disparere* « cesser d'être visible » qui avait donné l'ancien français *disparoir*. Il se dit de personnes qui ont « cessé d'être présent » (1689) et par euphémisme de « cesser d'exister » (1688). Avec un nom des choses pour sujet, il signifie « s'anéantir, se dissiper » (1676) et concrètement « être dérobé, égaré »(1710).

La disparition est un processus qui s'instaure dans la longue durée : un objet ou une image commencent à disparaître lorsqu'ils sont complètement visibles et tangibles : la transparence qui au fur et à mesure augmente, fera graduellement disparaître une image ou un objet sans que le spectateur puisse s'en apercevoir. Mais aussi, elle peut se manifester et prendre sens dans l'instant : « un deuil, une impression de malheur profond, peuvent, selon Bachelard, nous donner la sensation de l'instant. Ils peuvent favoriser l'absence »¹.

Nous observons cette dissolution des 4000 opérée dans les derniers 40 ans, comme une lente succession des faits et de sentiments construits tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, qui minent les fondements de la cité, sans pour autant la démolir physiquement et violemment mais en la désagrégeant petit à petit sans que personne s'en aperçoive. Dans cette disparition lente, la destruction est presque indolore (les démolitions travaillent sur le registre opposé de la violence cathartique) on s'habitue au manque, au détail qui disparaît, en rendant familier cette absence.

Cette violente et lente familiarisation à l'absent travaille à différentes échelles spatiales et temporelles en se traduisant matériellement, dans le « délitement », la « désagrégation », la « dégradation » et seulement à la fin dans la figure de la démolition, sa représentation la plus explicite, instantanée et événementielle de ce processus. Elle prend aussi des formes dans le registre de l'immatériel et du symbolique en mettant à l'œuvre le sentiment de la « dépossession », du « dépouillement », du « désenchantement » et de la « désillusion ».

■ DISPARITION DU PROJET ET DE SON ÉCHELLE

Aux 4000, nous assistons à une disparition graduelle, une espèce de dissolution du site depuis les premières années de son existence. Ainsi que l'explique Jacques Sgard (paysagiste de la 1ère équipe des années 60), de la même manière qu'une temporalité lente caractérise la mise en place du projet de paysage, sa destruction s'opère aussi par une disparition graduelle et imperceptible dont la lenteur (et sa

485 ■

¹ Paul Virilio, *Esthétique de la disparition*, Paris : Galilée, 1989 : 42

violence) rend la mesure difficile. Couche après couche, les bordures de trottoirs, les alignements d'arbres, la végétation au sol, les places de jeux sont modifiés. Une sorte d'érosion constante, un processus quasi « naturel » mène vers la perte d'identification du projet. Ici et là un toboggan est remplacé, un ou deux arbres disparaissent du mail saccageant l'axe des alignements. Ainsi, la vision d'ensemble du projet disparaît et l'aménagement des espaces extérieurs d'une cité devient la juxtaposition de fragments qu'on ne peut plus reconnaître comme ayant été pensé à un moment donné à l'échelle d'une cité ou d'un territoire.

On peut expliquer ceci précisément par une disparition des jardins lente et insidieuse, qui compromet la cohérence d'ensemble du projet. C'est aussi à cause de cette rupture d'échelle, de cette dissolution du projet dans le temps, mais aussi dans l'espace (le projet territorial ne se matérialise que dans une petite place de jeux) que la paysagiste Linda Leblanc décide d'arrêter. Le délitement s'opère par le passage du projet territorial à l'échelle du jardin. Ceci lui fait perdre tout son sens. Le même discours, nous le trouvons chez les architectes, notamment l'architecte Roland Castro lorsqu'il dénonce la politique du morcellement territoriale par petits projets. La disparition d'un architecte ou urbaniste, en chef, assurant l'échelle territoriale au projet, provoque, selon Castro, le démantèlement de ce même territoire. Florence Robert, fera la même accusation en parlant de « saucissonnage » territorial :

Il n'y a pas eu d'étude de paysage avant la prise de position de l'architecte. Le maître d'ouvrage maintenant il veut construire, donc je ne peux pas me mettre à dire : « Mais attendez ! Il y a avait là un paysage extraordinaire d'espaces libres, pourquoi est-ce qu'on veut densifier ? (...) Je pense qu'il y a un travail de saucissonnage, c'est comme les équipes pluridisciplinaires, c'est bien qu'il y en ait, mais si ça veut dire que l'architecte c'est le chef, qui passe son projet à son paysagiste qui plante les arbres là où il a dit qu'il fallait les planter, qui le passe au bureau d'études, qui le passe les réseaux, etc. C'est pas un travail pluridisciplinaire ! Le travail pluridisciplinaire c'est l'architecte qui travaille avec son paysagiste, qui lui dit, « mais non, il faut garder ça ! » (Florence Robert, paysagiste)

■ 486

A partir des années 80, le démantèlement de l'échelle territoriale devient le seul moyen pour se confronter avec le projet des 4000. Rompre la grande échelle devient un des fondements du projet urbain proposé au concours : « rompre l'image du ghetto » (*Regards*, novembre 1989). Ainsi les 4000 doivent disparaître en les divisant en entités distinctes : le quartier de la Tour, « Braque-Orme-Seul », « Balzac », « Ravel-Presov »... Le processus de saucissonnage du « monstre » en petits comités de voisinages avec chacun un projet, un architecte et un paysagiste distincts, tente de miner, à la base, la charge symbolique du grand territoire des 4000. Ainsi, les manières pour nommer les lieux se démultiplient pour que l'appellation « 4000 » n'apparaisse plus. Le projet s'accompagne d'un véritable travail de communication basé sur la nomination des lieux. On peut ainsi lire régulièrement l'annonce de la mort des 4000 ou d'un de ses éléments permettant ainsi la naissance d'un nouveau territoire, non stigmatisé.

■ DISPARITION À TRAVERS LA DÉVOLUTION

La dévolution est la première occasion pour le journal municipal d'annoncer la disparition des 4000 logements : « *Les 4000 n'existent plus !* » ou encore « *1984, le nouveau départ d'un quartier courneuvien* ». Le transfert des 4000 à l'OPHLM de la Courneuve fait « disparaître les 4000 logements » qui « deviennent des quartiers comme les autres ». James Marson déclare dans un éditorial en 1984 :

« Les 4000 n'existent plus ! Cette affirmation peut vous sembler exagérée et pourtant, si l'on mesure bien que l'existence des '4000' tient essentiellement au fait qu'un ensemble de quartiers de La Courneuve dépendait entièrement d'une autre

ville, en l'occurrence Paris, eh bien oui, dans ces conditions, le transfert des '4000' à l'O.p.h.l.m. de la ville de La Courneuve fait 'disparaître' les 4000 logements. Ils deviennent des quartiers comme les autres : Paul-Verlaine, Georges-Braque... où l'intervention de la ville pour la voirie, les espaces verts, le fleurissement, l'éclairage public, la propreté, la politique du logement, sera le même que dans le restant de La Courneuve. [...] C'est un événement considérable qui je crois n'a pas de précédent. Il est l'aboutissement de 15 années de luttes des habitants, des associations et des élus. C'est en 1970 que, pour la première fois, la question du transfert a été avancée et en 1976 la demande de réhabilitation de la cité. (La Courneuve, avril 1984).

La dévolution est considérée comme un événement fondateur dans l'histoire de la Courneuve :

Petite interrogation écrite : 1515 ? C'est la victoire de Marignan. 1610 ? Henri IV est assassiné. 14 juillet 1789 ? Prise de la Bastille. 29 mars 1984 ?... La ville de La Courneuve devient propriétaire du grand ensemble. Ce jour-là, les Courneuvien ont pu enfin tourner une page de leur histoire. La municipalité, les associations, les organisations de la cité avaient lutté depuis une bonne quinzaine d'années pour qu'enfin ce changement puisse intervenir, pour qu'enfin les '4000' soient un quartier, voire des quartiers, courneuvien à part entière. 'Ouf ça y est !' C'est bien l'expression qui est revenue le plus souvent sur les lèvres ces temps derniers. Mais si la dévolution sera effective le 1^{er} juillet, l'histoire des 4000 n'est pas terminée. Il s'agit maintenant de s'attaquer à leur rénovation, leur réhabilitation. (La Courneuve, avril 1984).

Aux 4000, est enlevé petit à petit le statut urbain de quartier : les 4000 deviennent en soi une forme urbaine opposable au « quartier ». Une forme à scinder et à désagréger pour pouvoir la contenir.

487 ■

■ LA DISPARITION À TRAVERS LA DÉMOLITION

La démolition s'avère donc la seule solution possible mais elle ne peut pas entraîner un discours de diabolisation. La démolition de Debussy « *ne vise pas à éliminer quelque chose de nuisible d'où viendrait le mal. Mais simplement à ouvrir l'espace nécessaire pour que naisse un nouveau quartier* » (Regards, n°1, février 1986). Et pourtant, durant ces presque trente ans, on note des volte-face étonnants : le projet urbain des 4000 est présenté comme volontaire, linéaire, exprimant une continuité et pourtant l'avenir des différents éléments des 4000 sud ne paraît jamais scellé. On assiste à des écarts majeurs entre le projet et sa réalisation et même parfois à des contradictions.

Les cas les plus frappants sont ceux de la barre Balzac, promise à une démolition partielle dans le projet de 1981, donnant lieu à une réhabilitation de grande envergure en 1989 car « *entre démolition et réhabilitation, la seconde solution a eu la préférence. C'est qu'au-delà des malfaçons, les appartements sont appréciés des locataires, les logements ayant été conçus de manière intelligente* » (Regards, novembre 1989) puis, programmée pour une démolition totale en 2009. En 1989, un article précise qu'« *entre démolition et réhabilitation, la seconde solution a eu la préférence* » (Regards, novembre 1989). Même situation pour le Petit Debussy. Condamné à la démolition dans le premier projet, la mairie change d'avis en 1987 suite à une opposition massive de ses habitants : « *après Debussy, aucun autre bâtiment ne sera démoli. Celui qu'on appelle le petit Debussy vivra* » (Regards, février 1988) et annonce en 1988 que le « *bâtiment Debussy va être réhabilité. Celui qu'on appelle le 'petit' par rapport au grand, la barre Debussy, qui a été démolie le 18 février 1986. La chose serait presque banale (ce n'est pas le premier ni le dernier bâtiment à être réhabilité) mais, voilà, ce bâtiment aussi, devait être démoli, or il y a deux ans la ville y a renoncé. [...] Pourquoi 'être démolis' ? se demandaient quant à eux les habitants du petit Debussy. [...] Ces derniers ne souhaitent pas 'être démolis'. Ils se sentent bien dans leur bâtiment, s'entendent*

bien entre eux, se respectent. [...] La décision est prise : on ne démolira pas Debussy. » (Regards, avril 1989). Le bâtiment est donc réhabilité en 1989 (Regards, avril 1989). Il est pourtant question de le démolir en 2013 (Regards, mai 2005).

La démolition comme acte fondateur d'aménagement et fer de lance du projet de 1981 est donc difficile à mettre en place, à faire accepter et se trouve remise en question sur le temps long. En 1986, le maire revient sur l'idée de la démolition :

« La démolition est toujours quand même un peu un gâchis quand on a tant besoin de logements. Des études nouvelles, plus fines, sur la déstructuration et l'écrêtage des bâtiments semblent permettre un travail qui nous paraissait irréaliste il y a un an ou deux » (décembre 1986).

Un rapport de 1988 confie même que « *actuellement, l'Office de la ville de la Courneuve reconnaît qu'une démolition revient plus chère qu'une réhabilitation même lourde, comme celle de la Place François Villon. La démolition d'autres barres n'est plus envisagée. Par contre, la réhabilitation d'immeubles locatifs sociaux s'avère urgente et devrait être menée sur une grande échelle. L'Office désirerait mener un programme annuel de réhabilitation de l'ordre de 800 logements, parallèlement à la construction annuelle de 80 logements locatifs* ». En octobre 1989, « *une des nécessités de l'OPHLM pour retrouver son équilibre, est d'accélérer la réhabilitation du patrimoine du Grand ensemble* ».

Pourtant le maire de l'époque, James Marson, déclare en février 1989 que :

« La réhabilitation apporte un meilleur confort mais elle ne règle pas tous les problèmes. Parfois même elle les aggrave puisqu'elle a pour conséquence une augmentation importante des loyers. Mais surtout, elle n'apporte pas de solutions aux dégradations, à la drogue, à la délinquance » (Regards, février 1989).

■ 488

Les espaces urbains s'inscrivent par excellence dans des temporalités longues, difficiles à gérer au niveau politique, malgré la continuité de l'équipe municipale : les difficultés financières – liées à la dévolution s'avérant une charge particulièrement lourde pour la municipalité, aux impayés et à la vacance, à la nécessité de construire de nouveaux logements pour les populations déplacées... – la dépendance vis-à-vis des politiques successives de la ville, mais aussi les difficultés politiques face aux incertitudes liées aux changements sociaux qu'entraînent la démolition et aux risques de perdre un « vivier électoral » rendent difficile le maintien d'une ligne toujours identique en matière de projet urbain.

■ DÉMOLITION COMME ACTE CATHARTIQUE

L'acte de démolition, à partir de 1981, est présenté comme un acte « courageux », « lucide », « incontournable » pour des barres qui présentent « les plus graves défauts », et qui « projetaient leur image sur la cité toute entière et fermaient la cité à la ville ». Ce choix est cohérent avec les positions du PCF qui, dès 1981, plaçait la démolition dans ses « Neuf objectifs d'action pour casser les ghettos » (*L'humanité*, 16 octobre 1981). A l'inverse, pour la mairie, la réhabilitation serait un « gâchis » financier, un pis aller... La démolition de Debussy se justifiait pleinement :

« L'image négative de Debussy joue à plein, en dehors des 4000 logements et dans le grand ensemble lui-même. Aujourd'hui, certains vont jusqu'à dire : depuis qu'on a vidé Debussy, c'est bien calme...Il n'a jamais été question de raser les 4000, mais d'autres démolitions sont absolument nécessaires à la réalisation des projets de la ville » (Regards, n°1, février 1986).

Les journaux et les JT couvrent l'événement médiatiquement en cherchant à le faire devenir un vrai acte de fondation.

« Maintenant, il faut songer à l'avenir », lance Georges, un « ancien » de Renoir qui n'a pas voulu quitter le quartier et qui habite désormais à La Tour. D'autant que quand Renoir s'affaîssera, il découvrira un nouveau panorama. « Bien sûr, j'ai un petit pincement au cœur, mais maintenant, je vais pouvoir admirer le Stade de France, le Sacré-Cœur et même la tour Eiffel. Il faut être franc, on ne perd pas au change », conclue-t-il enjoué. (Regards, juillet-août 2000).

Cependant dans certains articles de la presse nationale, les démolitions sont plus synonymes de désillusions que de promesses. Elles ont beau être présentées par l'Etat comme « le nouveau remède miracle à la déprime des cités ghettos », les journalistes restent sceptiques sur la capacité de ces démolitions à changer la situation de certains grands ensembles. Désillusion car elles « signent l'échec des formes urbanistiques de l'après-guerre mais aussi celui de la politique de réhabilitation menée depuis les années 80. [...] La destruction sonne souvent comme un constat d'échec pour le quartier et laisse une impression de gâchis » (*Le Monde*, 9 avril 2000). La démolition, comme levier du projet urbain, est encore largement contesté en 2000.

En même temps que la Mairie, le Parti et l'Etat, prônent le changement en jouant la carte de la disparition violente mais nécessaire « pour s'en sortir », pour « casser le ghetto », et faire naître un « nouvel avenir », le temps du délitement, lent et continu, semble marquer beaucoup plus les représentations du quartier des habitants que les démolitions en elles-mêmes. Nos interlocuteurs ne parlent quasiment jamais des démolitions de manière spontanée, et s'ils le font, ils en parlent plutôt suite à nos questions les concernant, brièvement et sans *pathos* particulier, en mettant plutôt l'accent sur leur caractère spectaculaire et exceptionnel. Il s'agit, certainement, d'événements considérés comme importants, faisant partie intégrante de l'histoire et du présent du quartier, mais qui, dans les récits de nos interlocuteurs, occupent beaucoup moins d'espace-temps symbolique que le temps du délitement. La démolition est ponctuelle dans les faits et, il nous semble, dans les esprits. Une fois vécue, elle est terminée. C'est un épisode. Cela dit, comme on le verra par la suite, la démolition fournit quand même une des métaphores utilisées pour décrire un aspect de la condition que les habitants du quartier estiment vivre et partager entre eux.

489 ■

■ LE DÉLITEMENT À L'ŒUVRE

Le sentiment d'un délitement comme désagrégation² semble être très présent chez nos interlocuteurs en ce qui concerne les représentations du quartier en termes urbains et socio-identitaires. A l'enchantement du début, pendant lequel l'urbain et le social étaient perçus en harmonie entre eux et par rapport à l'élan vers une vie meilleure partagée par plusieurs de nos interlocuteurs, suit un temps où tout semble se désagréger avec des conséquences parfois tragiques : les bâtiments, les rapports entre les générations, la sociabilité, les espaces publics et, bien sûr, la dynamique des échanges économiques.

Plus que les souvenirs de ces quelques secondes événementielles de la démolition, les récits des habitants des 4000 détaillent plutôt aisément le processus temporel d'une mort lente de leur immeuble. En décrivant les effets progressifs du relogement des habitants de la barre, processus qui s'étale sur plusieurs années, à travers la condamnation de l'appartement, après le départ définitif des locataires, en murant ses différentes ouvertures, le vide humain dans chaque cage d'escalier, diverses pratiques d'habiter en dehors de toute norme de la part de certains locataires

² Dans le dictionnaire de la langue française, l'une des significations qu'on attribue au mot *déitement* est liée au verbe *se désagréger*

(feu de camp au milieu du salon, démolition de cloisons et de sols pour créer des duplex etc.), le manque d'hygiène généralisé (une « véritable poubelle géante ») et parfois même le manque d'électricité dans les derniers moments (ni ascenseur ni d'éclairage dans les parties communes), tous ces souvenirs témoignent, selon certains, d'un « *festival d'horreurs* », d'une série de désœuvrtements, en réalité d'un espace habité de façon provisoire, qui caractérisent également cet entre-temps : habiter, en attendant.

Ce délitement est à l'œuvre bien avant la « perspective démolisseuse » : les difficultés d'isolation thermique (les fenêtres en fer qui laissent passer l'eau, stalagmites, les murs qui travaillent et façades qui s'écartent, à cause des fondations du bâtiment reposant sur des marécages, les normes d'électricité et de gaz caduques etc.) entretiennent dans le temps, entre autres, un degré d'humidité et concourent au manque d'hygiène généralisé que l'on sait.

Les planchers n'étaient pas solidarisés si bien qu'au grés des chocs thermiques journaliers ou saisonniers il y avait un effet bilame, ces trucs là ils s'écartaient des planchers, ils revenaient. Tous les joints ont pété, et finalement les cloisons qui s'appuyaient dessus pétaient aussi, et on avait l'habitude de dire que quand on lavait sa cuisine, on lavait les deux cuisines du dessous quoi. Il y avait des écarts, moi j'ai vu des trucs qui allaient jusqu'à 5cm, donc l'intimité d'un logement à l'autre n'était pas assurée, l'étanchéité à l'eau et à l'air de l'extérieure n'était pas assurée. Alors il y a eu contentieux mais ça n'a jamais abouti et tant qu'on n'a pas obtenu gain de cause on ne répare pas pour garder les preuves de la mal façon. (Bernard Barre, Responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005)

■ 490

D'autre part, le manque d'entretien des espaces bâtis se ressent aussi sur l'entretien des espaces extérieurs. A côté d'actes destructeurs intentionnels, tels l'arrachage d'arbres, l'entraînement des pitbulls ou la mise à feu de voitures dont les flammes assèchent les feuilles des arbres, il y a aussi un laisser-aller qui entraîne une dégradation plus lente de la végétation et des espaces plantés. Philippe Hamelin, paysagiste, dit encore :

« Pendant une dizaine d'années, tous les arbres étaient flingués. On entraînait les pitbulls en les faisant grimper aux arbres, dont les troncs étaient par conséquent complètement lacérés. Les pitbulls sont maintenant interdits. Comme quoi, il y a une évolution très rapide des dégradations des banlieues. [...] Là, c'est un platane... il y en a très peu. Il y a un alignement d'arbres qu'on aimerait conserver ici autant que faire se peut, mais ils étaient un peu malingres. Ça faisait deux ans qu'on avait démoli Ravel et Presov et ils étaient encore dans la poussière. On a demandé de les nettoyer, ils ne l'ont pas fait. »

Dans le même registre, un délitement parallèle concerne aussi les commerces de la cité. Aussi, certains habitants évoquent le processus de dégradation du centre commercial qui aboutit à un espace vide, une « ville fantôme » ou un « no man's land », en pratique, un lieu à éviter tellement il ne présente plus que les signes de son délitement matériel et social.

« Je me souviens de ce supermarché, avant il y avait Casino et ça attirait les jeunes de la cité et tout le monde piquait tout... et après, Casino a fermé, ça a été remplacé par un magasin qui s'appelle Lidl. (...) Ça a dû fermer peut-être trois, quatre ans après que je suis arrivée en 89 et remplacé par Lidl. Les gens, ils trouvaient extraordinaire parce que c'était pas cher ! Il y avait des queues mais monumentales dans ce magasin ! Je me souviens des caissières, c'était atroce. Les caissières, elles étaient sur des caisses en bois, elles n'avaient même pas de chaises ; il n'y avait pas de chauffage, c'était des conditions lamentables ! La marchandise, elle était dans des cartons à peine ouverts. Donc c'était présenté à cette population qui était déjà pauvre, des choses pauvres à leur image hein... pour eux, avec des vigiles, des chiens. On n'était pas fouillé à l'entrée mais pratiquement.

On était suspecté si on amenait un sac avec nous. Ca je me souviens de ça. Bon il y a eu plusieurs casses de caisses et tout ça et donc Lidl a fermé après.

L'exemple du centre commercial est souvent pris pour dénoncer le processus dans lequel les habitants se sentent pris, dont ils se sentent finalement victimes, parce qu'il révèle ce décalage, difficile à accepter, entre les réalités quotidiennes de la cité et les discours et réalisations concrètes destinées à transformer le site.

Jadis, fleuron de la modernité, le centre commercial, qui offrait dans les années 60 et 70 l'occasion de nouvelles pratiques de consommation et de socialités, s'est paupérisé progressivement en même temps que l'ensemble de la cité et de ses habitants. La fermeture progressive mais massive de ses boutiques à partir des années 80 a produit un vide en même temps qu'un lieu de pratiques déviantes et est resté en déshérence pendant plus de 20 ans, avant de connaître les premières interventions de rénovation. Alors que ces transformations continuent encore aujourd'hui (caméras aux 4 coins du centre commercial, alternance d'ouvertures et fermetures de certaines enseignes qui peinent à s'imposer durablement), les personnes interrogées qui ont subi un centre commercial déserté sinon inexistant ne comprennent pas le temps long de sa transformation et de fait, son abandon.

« Et c'est toujours en piteux état. C'est-à-dire que la reconstruction, elle se fait sur trente ans, elle ne s'est pas faite en un an. C'est-à-dire que la reconstruction, elle se fait toujours aujourd'hui! C'est le temps qu'il faut pour reconstruire la ville. Par exemple, quand le centre commercial a commencé à disparaître, que les gens ont commencé à s'en aller du centre commercial, alors qu'on avait plein de boutiques hein! On avait des pizzerias, des boulangeries, on avait des poissonneries, on avait tout! On avait l'impression qu'on était sur Paname! Mais quand ils ont commencé à racketter les commerces, en leur filant des taxes professionnelles astronomiques, et il y avait de plus en plus de gens pauvres, donc des gens qui n'achètent pas, donc les entreprises ont commencé à s'en aller, la moitié des gens sont partis, jusqu'à ce qui reste le centre commercial juste.. On a commencé à reconstruire le centre commercial, il y a même pas deux ans, à faire venir des entreprises etc.. et le centre commercial s'est vidé il y a au moins vingt ans! Vous voyez le temps qu'il a fallu ?! » (Ismaï, habitant)

491 ■

Aujourd'hui, malgré les efforts de rénovation et de restructuration urbaine aux alentours (accès, parkings sécurisés), il semble que le centre commercial continue d'être déserté par les habitants des 4000. Un consensus ou faux semblant s'impose de fait : le nouveau centre commercial ne remplit pas ses fonctions essentielles dans la cité, entre celle de permettre le ravitaillement des familles et surtout celle d'une sociabilité de quartier alors qu'il est physiquement restauré.

■ LE DÉLITEMENT, UN ÉTERNEL RETOUR

Parfois, le temps du délitement semble prendre la forme d'une sorte d'*éternel retour*³. Les mêmes figures (ou presque) de l'inconfort urbain reviennent malgré les travaux de renouvellement et les efforts répétés pour y trouver des solutions. Le centre commercial qui a rouvert il y a environ trois ans après avoir été fermé suite à une longue agonie, peine à rester en vie comme s'il était menacé par l'*éternel retour* du temps du délitement :

Et là actuellement, le centre commercial qui est construit, les commerçants ils ont ouvert mais ils commencent à partir. Je le sais, je les vois ! Ils commencent à partir parce que l'architecture est nulle, elle est nulle, vraiment nulle. C'est que du contre plaqué, que des parois, au niveau de la décoration, tout ce qui est agencement,

³ Eliade M., *Le Mythe de l'éternel retour*, Paris, Gallimard, 1949

vitrine, tu n'as pas le droit. C'est-à-dire tu es limité à un seul type de décoration, il faut que tu fasses quelque chose avec que du contre plaqué. Si tu as envie de faire quelque chose en haut, genre boutique de vêtements ou autre .. par exemple, on avait un kiosque à journaux, il a arrêté, il ne vend que des cigarettes maintenant, on avait une épicerie de fruits et légumes, qui était mal placée, qui a fermé pourtant, il n'y a pas longtemps qu'il était ouvert. Donc petit à petit, tous les commerces commencent à partir. Ils ont ouvert soi-disant une pépinière d'entreprises, je ne sais pas ce que ça devient, mais ils ont joué là-dessus en fait. Mais ça n'a rien ramené aux gamins. En plus, ils ont fait un coin pour que tous les gamins stagnent, c'est-à-dire qu'ils ont fait des renforcements, et tous les jeunes viennent jouer là, ils s'appuient contre les murs et ils attendent que la journée passe quoi. Ça fait des grands renforcements comme ça, tout autour. C'est-à-dire qu'on a des commerces qui sont bien placés, aux angles. Par contre on a des commerces qui sont enfoncés là et l'on a un trottoir qui fait tout ça, donc les gens qui passent, ils ne voient pas obligatoirement qu'il y a un commerce là, donc les gens qui veulent faire un truc qui déborde un peu ici, pour indiquer que là, il y a un commerce, ils n'ont pas le droit. Ils doivent faire un petit truc comme ça tout pourri, faut venir de loin pour voir ! Par exemple, j'ai une cousine qui a une boutique pour enfants, ce qui est intéressant pour les familles et bien, elle est dans ce renforcement. Et en plus c'est que de la tôle, de la tôle, de la tôle. Voilà, donc ils ont limité. Bon il faut d'abord voir qu'il y a un extérieur ! Donc là il n'y a pas. On a un pennymarket qui a une décoration d'enfer, lui il a le droit ! Il a mis avec de gros stickers rouges sur toute l'allée. C'est un discounter mais c'est un discounter qui vend des produits périmés. Oui, c'est-à-dire que les dates sont dépassées, plusieurs fois ils ont eu des contrôles d'hygiène. C'est tenu par des caissières heu, tu as une caissière et 40 000 personnes derrière, tu as toujours les mêmes produits, des produits complètement dégueulasses. Je préfère mille fois aller à Carrefour, c'est quasiment le même prix !

■ 492

Un mécanisme comparable semble être à l'œuvre en ce qui concerne les courses à moto à travers le Mail, qui afflige les habitants de l'immeuble et les passants par le bruit qu'elles produisent (et par le danger qu'elles représentent pour les piétons) aujourd'hui comme en 1978. De ces mêmes courses de moto et de leur déroulement quasiment permanent relate, d'ailleurs, *Sur la piste*, court-métrage de Julien Samani tourné aux 4000 en 2006. Par moments, la cité a été retravaillée.

« Ce grand territoire qui est aux pieds de la barre (Maurice de Fontenay) est très poussiéreux . Au sol, c'est du gravier et il n'y a pas un gramme d'herbe. Il y a des grillages, et dedans il y a des plantations avec des étiquettes : ça, c'est bien, c'est intéressant. De chaque côté ces grillages il y a des grandes allées et là, il y a des jeunes qui s'amusent à faire de la moto. Hier, des jeunes animateurs avaient installé un filet pour jouer à foot-volley. C'était vraiment bien! Ils étaient devant la porte de l'Espace Jeunesse, il y avait un côté festif ... les gamins venaient jouer, puis il y en avait aussi qui rentraient dans les locaux. Avec les beaux jours, le but serait de reprendre un peu ce territoire, de s'organiser pour faire des fêtes et du coup empêcher cette histoire de motos ! » (Christophe, habitant)

Le Mail Maurice de Fontenay, conçu et re-conçu, travaillé et retravaillé au fil des années par paysagistes et techniciens, reste un espace fragile, en équilibre précaire entre tentatives d'améliorations et délitement, entre appropriation et rejet, comme s'il n'arrivait pas à réaliser son potentiel de centralité, revendiqué d'ailleurs par les habitants. En 2005, les enfants du quartier l'appellent « le chantier ». En 2007, il est, par exemple, ainsi décrit :

Cet espace -là, le mail, je le trouve vachement froid. C'est si vaste, si large ... les bancs sont très espacés et s'il y a, par exemple, deux ou trois familles qui veulent se rencontrer, qui sont à sept-huit personnes ... un banc ne suffit pas ... ils vont faire comment ? C'est pas très convivial. (...) Le soir, en été, des fois il y a des familles qui s'installent, qui discutent, mais voilà, il suffit d'un courant d'air pour qu'on soit chassé par le sable. Entre les bancs éloignés les uns des autres et ce sable qui vous vient à la figure dès l'instant où il y a un peu de vent ... c'est peut-être un espace

conçu pour que personne n'y reste (rires) ! (Tahar, habitant)

■ DÉPOUILLEMENT SOCIAL

Pendant de nombreuses années, l'état de délabrement du centre commercial, de l'espace public et des appartements concoure à un dépouillement social de la cité. Une classe sociale s'en va pour laisser place à une homogénéité dangereuse : la cité est dépouillée, pillée de la mixité de son origine à travers, entre autres, l'application du surloyer

Et bien, ce sont des familles modestes, il n'y a pas beaucoup d'argent. Et pourtant on a payé pour la rénovation mais on le savait que ça serait détérioré quand même. Mais ce n'est pas bon quand il n'y a pas un mélange de composition sociale, ce n'est pas bon ! On a eu 25 % de contingent de mal-logés. Seulement quand ils partaient, on ne pouvait pas récupérer les logements pour reloger des gens de La Courneuve. Le problème, vous aviez un mélange de populations, il y avait des cadres etc.. parce que c'était des beaux appartements, avec tout le confort, salle d'eau, lumière etc..

— Donc vous ne pouviez pas récupérer les logements ?

Non, donc après, ils ont appliqué le surloyer, comme c'est des HLM, alors les cadres ils pouvaient bien sûr, mais ils avaient intérêt pour le même prix à habiter dans un appartement équivalent avec un environnement tout à fait différent et vivable comme ici (Paris) alors que pour eux, c'était invivable !

— Comment étaient évalués les surloyers ?

Je ne sais plus, ils payaient facilement un tiers de plus. Toute cette population est partie et l'on a récupéré les gens qui n'avaient pas les moyens et voilà.

493 ■

— A votre avis, c'est ça qui a produit le départ des cadres ?

Absolument , ça a été le surloyer ! Mais, même les gens modestes, ils en avaient marre, ils foutaient le camp aussi ! Même si ils allaient aller dans un endroit où ils devaient payer plus cher mais ils voulaient partir quoi ! Ne pas rester là. (...) Quand vous pensez, qu'à La Courneuve, il y a encore quelques années seulement, la seule chose dont pouvaient bénéficier tous les Courneuviens, c'était les classes de neige, quelles que soient les conditions sociales. C'était la seule chose ! (Ethan, habitant)

Au-delà des signes visibles parce que physiques de dégradations de lieux avant leur disparition, l'itinéraire individuel scolaire et professionnel de certains de nos interlocuteurs, donnent à voir également des marques d'un dépouillement social, comme en témoigne cet extrait d'entretien :

« Ici, on ne te fait pas réussir. On te dit non non, ce n'est pas la peine que tu continues, tu n'y arriveras pas ! (..) Déjà, rien que moi quand je vais à l'ANPE, ils connaissent même pas mon métier. Pour eux, c'est aberrant qu'un petit jeune de banlieue, beur, c'est aberrant qu'il soit graphiste! On m'a même dit à l'ANPE, mon métier ne fait pas partie des métiers dit prioritaires. C'est pour ça, moi je me suis inscrit mais je n'ai jamais été les voir parce qu'ils m'ont dit, c'est pas la peine, trouvez vous-même votre boulot. moi je trouvais par internet, dans l'interim etc.. Pour eux, ça ne les intéressait pas, c'est que dans le bâtiment, balayeur .. c'est tout ce qu'on mérite hein! » (Ismâï)

■ DÉPOSSESSION D'UNE CERTAINE HUMANITÉ

Au niveau socio-identitaire, le temps du délitement touche notamment la génération née autour des années 75. Dans le discours de certains de nos interlocuteurs faisant partie de cette génération, émerge souvent le sentiment d'être considérés

comme des « sous-homme » (Ismâï) ou comme une « sous-population » (Tahar) dont on voudrait se débarrasser :

« Il y en a qui disent qu'à force de détruire on aura le sentiment que ce n'est pas des murs dont on ne veut plus, mais des habitants ! » (Tahar).

«(..) Malgré ça, j'ai encore cette mentalité d'avoir l'impression de ne pas mériter ma vie quoi! J'ai presque l'impression d'être un sous-homme. C'est un peu comme les castes en Inde. Il y a une sous-caste qui est vraiment inférieure et leur rôle, c'est de ramasser les excréments des autres parce qu'il n'y a pas de tout à l'égout etc.. et c'est leur travail, c'est ce qu'ils doivent faire, c'est leur vie, ils n'ont pas d'autres choix que ça. Et moi, c'est un peu ça, ma vie, même si j'ai fait beaucoup de choses... » (Ismâï)

Les processus qui ont transformé l'enchantement en désenchantements ont fortement marqué cette génération aussi bien en termes de trajectoires existentielles qu'en termes symboliques. Le délitement raconte leur histoire d'enfants et d'adolescents grandis dans un contexte défavorisant, et continue, aussi, à décrire le présent du quartier :

Assise sur un banc, Fatimah n'a, elle, aucun état d'âme : « C'était le Bronx, affirme-t-elle vindicative. Les ascenseurs pouaient l'urine, ne parlons pas des ampoules constamment cassées, des boîtes aux lettres éventrées, des murs bombés et des couloirs où s'effectuaient tous les trafics illicites. Sans aucune réhabilitation, le bâtiment était pourri. Il faut l'abattre et construire autre chose en pensant aux gens. Nous ne sommes pas des bêtes. Je ne comprends rien en architecture, mais ce que je sais, c'est que nous aussi nous avons droit de vivre dans des logements décentes » (Regard, juillet août 2000)

■ 494

■ LE DÉSENCHANTEMENT, LA DÉSILLUSION

La perception d'une temporalité caractérisée par la disparition s'inscrit dans la durée malgré l'avancement des travaux de renouvellement. Si ce dernier est en général reconnu et apprécié par une bonne partie de nos interlocuteurs, la représentation de la disparition ou du délitement – ou sa crainte – est toujours présente. Elle est souvent liée aux secteurs du quartier où le processus démolition-reconstruction est en acte. Ainsi, le secteur Balzac-Braque (où les magasins ont fermé, l'immeuble « Petit Balzac » vient d'être démolit et l'immeuble Balzac vit ses derniers mois) et le secteur Ravel-Presov (où les travaux de reconstruction ont été entamés récemment ayant la démolition des barres homonymes eu lieu en juin 2004) sont considéré par une partie de la population comme des lieux à éviter, puisque glauques ou carrément dangereux, quitte à faire des détours pour se rendre à la gare RER où à l'arrêt de tram-way le plus proche.

En revenant aux habitants de 4000, cette perception, ou crainte, du délitement « dialogue » et se nourrit, au quotidien, avec un urbain qui se dégrade (Balzac), disparaît et peine, au niveau temporel, à se renouveler, à renaître. C'est le cas, non seulement des sites Ravel et Presov, mais aussi de Renoir, comme on continue de l'appeler malgré le fait que l'immeuble portant ce nom ait disparu il y a 9 ans : les jeunes hommes, membres d'une association située dans la barre du Mail, par exemple, prêtent beaucoup d'attention au déroulement du chantier Renoir. Ils guettent, ils surveillent presque, son avancement. Ils le prennent en photo avec leurs téléphones mobiles d'un mois à l'autre pour comparer les images, pour s'assurer qu'il y a changement, que « ça avance » et que quelque chose sortira effectivement de terre. C'est, un peu paradoxalement, comme si la durée nécessaire à la construction des nouveaux bâtiments faisait partie non pas du temps du réenchantement, mais du temps du désenchantement où tout - le

quartier matériel et symbolique - semblait se déliter.

Quand je regarde par la fenêtre de chez mon père, j'ai pile poil Renoir en face de moi. Là, c'est en travaux, en pleine action. Ça commence à aller. Mais avant, par moments, je regardais et je le voyais vide. Franchement, ça faisait mal (...). Je suis impressionné parce que Renoir a été détruit en 2000 et les travaux n'ont commencé que depuis récemment. Les souvenirs sont restés dans le coma, quoi ! Je me demande pourquoi ça a pris autant de temps. Pourquoi il n'y a eu rien de fait entre temps ? (Samir, habitant)



Le temps des fantômes

Aborder les 4000 dans leur dimension fantomatique, c'est parler déjà d'une temporalité incommensurable dans laquelle le passé surgit au présent de manière incontrôlée et convulsive. Les fantômes signalent un tort, une injustice, ils nous disent que les comptes n'ont pas été réglés et que le temps ne peut suivre son cours linéaire, parce que quelque chose qui y est survenu n'a pas trouvé le repos dans l'histoire et les événements qui l'ont animée. En ce sens, si le temps de la disparition évoque une temporalité dans laquelle s'estompent lentement et de façon continue des structures bâties ou des personnages, le temps des fantômes traite du phénomène inverse qui serait celui des *apparitions*, du retour par à-coups du passé au présent.

Il est commun d'entendre parler d'un espace hanté par les souvenirs'. Pris dans cette acception, l'espace hanté est un lieu évocateur d'images et d'émotions passées, qui ne peuvent ni être rationalisées, ni classifiées. Un espace hanté serait donc celui dans lequel émerge des choses matériellement invisibles parce que mortes ou disparues. A La Courneuve, les opérations de démolition-reconstruction successives, ainsi que les friches qui les ponctuent sont enclines à susciter ces images d'espaces qui ne sont plus, et à faire remonter une mémoire irrationnelle et convulsive. Ainsi que l'écrit Marc Augé : «*Les friches et les chantiers débordent le présent des deux côtés. Ce sont des espaces en attente qui sont aussi, un peu vaguement parfois, des éveilleurs de souvenirs. Ils rouvrent la tentation du passé et du futur. Ils nous tiennent lieu de ruines* »¹. Le temps des fantômes s'interroge donc sur la contrepartie du temps des disparitions ouvert par les chantiers qui se sont succédés depuis les années soixante à un rythme très rapide à La Courneuve, c'est-à-dire sur les persistance au-delà du visible d'histoires, de signes ou de traces se manifestant de manière involontaire.

¹ Marc Augé, *Le temps en ruines*, Galilée, Paris, 2003, p. 91

L'espace hanté défini comme un espace *habité* par le passé pourrait encore être abordé par le biais de son lien étroit avec la mémoire. Toutefois, il s'agit d'une mémoire malade. Ainsi que l'exprime un de ses habitants confronté à la disparition de la barre Renoir «*Les souvenirs sont restés dans le coma !*» (Samir, habitant). La difficulté de ne pouvoir continuer à avancer dans le temps, de rester suspendu dans un temps qui n'existe plus, dénote un blocage face à une chose que l'on ne comprend pas et qui ne peut être gérée parce qu'il est impossible de revenir dans le passé. En ce sens, le temps des fantômes est aussi le temps de l'exil. Vient à l'esprit la dernière image du film *Nostalghia* dans laquelle l'abbaye en ruine de San Galgano est hantée par l'image de la petite datcha de Andreï Tarkovski, maison de son enfance, mais aussi maison qu'il ne peut revoir à cause de son émigration forcée en Italie². Ce n'est pas un hasard que ce désir inassouvi du retour à l'enfance ou au pays prenne forme dans un lieu en ruines, lui-même abandonné et apte à accueillir des fantômes.

² Andreï Tarkovski, *Nostalghia*, RAI, Italie, 2003

A La Courneuve, la survie sous d'autres formes de ce vers quoi on ne peut plus retourner, est courante. Après leur démolition, certains immeubles continuent d'exister par une présence imaginaire, parfois même humanisée. Par exemple, «*les deux grands frères*» désignent les bâtiments Ravel et Présouv, comme s'ils faisaient toujours partie du paysage urbain, ou encore le témoignage de cet ancien habitant de Renoir qui témoigne qu'après sa démolition

«ça nous a fait drôle, comme si on nous avait enlevé quelque chose, parce que cette barre, elle nous occupait quand même hein! Je ne peux pas dire, on a l'impression qu'il nous manquait quelqu'un quoi! On la personnalisait cette barre» (Laure, habitante).

Quelle est la place de ces fantômes ? Comment se manifestent-ils, que veulent-ils nous signaler ? Que révèlent ces images qui perdurent ? Comment opère la mémoire face à un espace dont la transformation a été si rapide ?

■ LES MYTHES D'ORIGINE OU LES FANTÔMES DE L'HISTOIRE

Le site sur lequel ont été construits les 4000 recèle un caractère incertain. Pour Jacques Sgard, le premier à devoir travailler avec les interstices et les vides laissés par le projet urbain, le site «était déjà une grande table rase». Le 'déjà' inséré dans la phrase indique une vacuité, une sorte de disponibilité sans assise. Il parle aussi 'd'un paysage de banlieue très pauvre...' L'image de La Courneuve rapportée par les architectes Serge et Lipa Goldstein renforce ce point de vue :

Ils disaient que la Courneuve ça a toujours été un no man's land, un lieu qui était entre Bobigny et Saint-Denis et qui était le lieu des brigands, des attaques... c'était... ça se passait là quoi. C'est-à-dire que la route de... Bobigny et qu'on allait à Saint-Denis ou l'inverse on traversait la Courneuve et on risquait... on risquait... c'est drôle. D'entendre des histoires... qui... qui... depuis toujours c'est un lieu problématique .

Ces histoires, dont la vérité semble difficile à prouver, flottent ici comme un présage, rappel d'un territoire prédestiné et voué à l'échec. Elles nous disent que La Courneuve a toujours été un lieu problématique. A cette perception historique du site peut être opposé celle extrêmement riche en faits et personnages mise en place par l'équipe de l'architecte Bernard Paurd :

Le grand ensemble c'est construit dans le périmètre d'artillerie du fort de l'est si on prend les plans plus anciens il n'y a pas de fort de l'est il y a simplement une bosse sur laquelle sont mis les... entre les deux bassins hydrauliques de ... du Croult et de la Vieille Mer de l'autre côté et du ru de Montfort de l'autre côté il y a une sorte de petite bosse sur laquelle il y a Saint Lucien et sur laquelle il y a Saint-Denis. Ce qui apparaît assez vite à l'examen du plan urbain c'est l'orientation de Saint-Denis. On se dit, 'tiens ce serait peut-être intéressant de prolonger l'axe de Saint-Denis à travers le terrain'. Là, on reprend les fouilles archéologiques qui sont là, ça c'est la première chapelle de Geneviève avec les différents éléments de la construction de basilique avant la basilique de Suger et ça c'est la plan des fouilles avec St Lucien et puis les cercueils mérovingiens autour qui sont orientés donc les deux s'orientent l'un vers l'autre. Il paraît clair que Geneviève quand elle fait sa fondation, elle oriente sa chapelle, son martyrium vers là où sont ses copains...

■ 498

Cette approche réactive une mémoire à grande échelle qui appelle les bons fantômes à la rescousse, comme pour conjurer le mauvais sort décrit précédemment. Elle suggère – selon le même procédé toutefois – «qu'il peut encore se passer quelque chose sur ce site, parce qu'on sent que ça a déjà été habité» (Bernard Barre, responsable service Urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005). On assiste ainsi à un procédé, qui reconnaît les faits et événements qui se sont déroulés sur un lieu comme capable de bon ou mauvais augure. Ce sont sous les auspices de ces traces aujourd'hui enfouies ou invisibles, de ces fantômes dénichés dans des livres d'histoire, Suger et Sainte-Geneviève, que s'expliquent les nouveaux projets d'architecture et se font les matrices urbaines aux 4'000 :

Il y a la Courneuve, Saint Lucien c'est sur le Cardo, la Courneuve c'est dans les marais, il y avait plein de plans avec les marais et bon, du coup ils font des clos entre l'abbaye et ça parce qu'ils sont propriétaires du truc et peut être qu'ils ferment aussi, ils ont dans l'imaginaire le fait de fermer entre la plaine, la plaine hydraulique, la plaine pleine pour que les gens n'y aillent plus. C'est-à-dire que de contrôler cette histoire... Saint-Lucien est placé là ces espèces de chapelles archaïques euh la chapelle Saint-Martin ou on vient contremarquer un culte pour qu'il y ait une présence c'est comme les ermites qui sont toujours là pour empêcher, pour être là sur un point stratégique, un ermite ce n'est pas vrai qu'il est là tout seul dans la forêt... probablement il est en train de contremarquer un culte qui existe (Bernard Paurd).

Il y a ainsi le désir de la part de certains architectes-urbanistes de reconnaître l'histoire sur la longue durée de ce site et de concevoir leur projet dans la continuité des axes et autres points forts de ce paysage reconstitué, en faisant revivre les personnages qui les ont habité . En d'autres termes, il s'agit ici de faire resurgir d'une manière volontaire les images du passé en redonnant une profondeur et une cohérence historique au site.

■ LES OMBRES PORTÉES DU BÂTI

Dès sa conception, et comme par une prémonition étrange, les espaces ouverts seront composés aux 4'000 en fonction des ombres portées par les immenses monolithes bâtis. Le domaine de l'ombre, de l'empreinte, de la trace immatérielle, mais néanmoins perceptible, est en effet inhérent à cette construction. La recherche sur l'ensoleillement est celle qui aura peut-être le plus marqué les plans de masse de ces cités :

Je me souviens quand je travaillais à l'Institut d'Urbanisme on faisait de grands plans d'ensoleillement à 8h du matin, à midi, etc. et comme il s'agissait d'immeubles très élevés, ça avait en effet son intérêt. (Jacques Sgard, paysagiste)

Elle se consacrera principalement à l'orientation des barres de manière à obtenir une densité raisonnable tout en veillant à ce que la façade de chaque immeuble ne soit pas dans l'ombre d'une autre. La disposition des barres à angle droit avec une orientation du bâti nord-sud est-ouest, issu de cette logique de l'ombre, est ainsi devenue le symbole des plans de masse, construits dans l'après-guerre. Mais, comme l'exprime Lavater dans son traité de physiognomie, il y a toujours un paradoxe fort à dessiner l'ombre de quelqu'un comme de quelque chose :

499 ■

3 Johann Kaspar Lavater, *La physiognomie ou l'art de connaître les hommes d'après les traits de leur physiognomie*, cité par Victor Stoichita, *Brève histoire de l'ombre*, Droz, Genève, 2000, p. 168

L'ombre d'un homme ou de son visage est l'image la plus faible et la plus vide que l'on puisse donner d'une personne, mais pour autant que la source de lumière soit placée à une distance adéquate, et que le visage soit projeté sur une surface parfaitement plane qui lui soit suffisamment parallèle cette ombre est aussi l'image la plus véridique et la plus fidèle qui soit. Elle est la plus faible des images, car elle ne représente rien de positif (...) elle est dans le même temps la plus fidèle des images, car elle constitue une empreinte directe de la nature³.

D'une part, l'ombre n'est rien, c'est l'image qui est la plus faible de l'objet dessiné, parce qu'elle ne retient pas les détails mais seulement les contours, d'autre part, elle laisse la trace la plus fidèle de quelque chose de vivant ou d'inanimée, parce qu'elle « constitue une empreinte directe de la nature ». En arrimant les bâtiments dans un sol qu'elles donnent à voir, les ombres signalent la distance 'juste' qui doit les séparer. Mais, avec le temps, l'importance accordée à l'ombre lui donne un statut d'altérité qui la fait devenir en quelque sorte autonome. Elle se détache pour créer un ordre programmatique et social lié à la barre :

- Les parents vous regardaient d'en haut, de l'appartement, ou ils descendaient avec vous ?

Tahar : Ils étaient à la maison, ou de toute manière ils nous montraient qu'ils étaient là ! On était quand même tout le temps sous surveillance : on avait un périmètre à ne pas dépasser ...

- Et le périmètre ?

Tahar : C'était pas super large ! C'était de l'immeuble, jusqu'au centre commercial, et on ne pénétrait pas le centre commercial, c'était interdit. En fait, c'était de manière à être vus. (Tahar, habitant)

Le témoignage des enfants ayant grandi en jouant dans l'ombre de ces barres est marquant. Le droit de jouer dans le périmètre de la barre défini par la limite des bâtiments qui les entouraient est aussi l'espace dans lequel l'ombre touche le sol et préserve un espace de visibilité dans lequel on peut surveiller depuis la hauteur les jeux des enfants. Il y a un recoupement entre ce monde de l'enfance et l'ombre des barres. L'idée d'une immatériabilité, qui ne peut être créée ou récupérée. A ce sujet, on peut s'interroger sur le retour régulier du fantôme de Toufik dans les articles des quotidiens nationaux. Cet enfant habitant la barre Renoir, a été tué en 1983 par balle, par un habitant poussé à bout par le bruit continu des jeux d'enfants au pied de son immeuble. Pourquoi Toufik est-il si présent dans l'imaginaire de ce quartier ? Comment se fait-il que son souvenir survive plus que tout autre ? Pour revenir à l'ombre, elle devient aussi un *alter ego* de la barre, qui finit par acquérir sa propre autonomie et devient une sorte de spectre dont la présence est curieusement perceptible dans la mémoire de ses habitants, au point de prendre plus de place que le bâtiment lui-même ! Ainsi que le raconte cette bibliothécaire qui a travaillé à proximité de la barre Renoir pendant des années :

[La barre] faisait de l'ombre à la bibliothèque, on ne réalisait pas, on l'a réalisée quand elle a été détruite, parce que ça nous a fait de la lumière dans la bibliothèque! Mais elle était là (Charlotte, employée municipale)

■ HABITER DES RUINES OU LES HABITANTS-FANTÔMES

Nous avons défini les fantômes comme une présence immatérielle qui se manifeste, se rend visible bien que toute trace physique ait disparu, on remarque dans la presse, par exemple, que la notion de 'fantôme' peut aussi être utilisée – dans une acception inverse à celle utilisée jusqu'à maintenant – comme une survie du corps sans l'âme :

■ 500

La barre fantôme exhibe ses rangées de fenêtres vides où s'accrochent des lambeaux de stores. Dévasté, le centre commercial, autrefois florissant, n'est plus qu'un dédale crasseux de rideaux de fer. Quelques vestiges résistent: restes d'enseignes qu'on devine, malgré les lettres manquantes et qui rappellent qu'il y a eu, là, des fruits- primeurs, des marchands de couleurs et des auto-écoles, épaves de mobilier, carcasses de voitures calcinées, conservées comme d'étranges sculptures. Au coeur du quartier sud de la Cité des 4000, la barre Renoir - cent cinquante mètres de long, onze cages d'escalier et quinze étages - surplombe le désastre. Elle doit être démolie (Le Monde, 20 novembre 1999)

Certains habitants parlent de 'lieu-fantôme' ou 'cité-fantôme' pour décrire les processus de dégradation d'espaces qui petit à petit se vident de leurs habitants, mais dont la matière perdure et résiste tant bien que mal, et en l'absence de tout entretien, au temps. Une fois que ces espaces sont physiquement transformés, leur mauvaise réputation continue à perdurer, comme si les histoires ayant précédé un lieu – comme on l'a vu dans les procédés des concepteurs – constituaient un substrat pour ceux à venir. A titre d'exemple, le centre commercial des 4'000, fait aujourd'hui l'objet de discours négatifs, tellement sa rénovation relativement récente (2005) n'a pas totalement effacé les souvenirs de vide, de dégradation et de pauvreté. Aussi, ce lieu continue-t-il d'incarner la fragilité et la précarité, par ses quelques boutiques peu attractives, malgré sa nouvelle architecture. Le délabrement des bâtiments avant leur démolition, leur abandon délibéré leur donne ainsi un statut de ruines auquel on ne laissera pas assez le temps de vieillir pour laisser émerger un sentiment de regret ou de nostalgie, mais dont les mauvais souvenirs continuent par contre à hanter l'intérieur des espaces fraîchement construits. Et puis, surtout, le corollaire de cette mise en ruine de l'environnement bâti se traduit par un processus de 'fantômisantion' de vieillards qui continuent à y habiter. Figures hagardes et désorientées dans ces espaces suspendus entre

ruines et démolition, s'accrochant à leurs anciens repères tout en errant au milieu des reconstructions :

La mairie savait très bien que cette barre allait être démolie et au bout d'un moment, ils ne faisaient plus rien. Donc ça a été délabré très vite. Ils ne remplaçaient plus les ampoules cassées, les ascenseurs en panne, les choses comme ça.. Quoi, moi j'aurais eu envie de partir!(..) parce que c'est flagrant quand on reloge les habitants, qu'il n'y a plus du tout de personnes dans les appartements, on voit les rideaux voler, les vitres cassées et on a l'impression d'un bâtiment fantôme. Donc il y en a qui apparaissent derrière leurs vitres, on se dit, ils sont encore là, ça fait drôle de voir ça! (...) On a l'impression que les commerces disparaissent en même temps que les barres, que ces logements sont vides et il y a encore des gens qui y vivent. (Charlotte).

■ L'ABSENCE DE RITUELS DE PASSAGE OU LA NAISSANCE DU FANTÔME

Dans beaucoup de sociétés, les morts risquent de devenir des fantômes quand les vivants n'ont pas accompli les rituels nécessaires au passage entre notre monde et celui de l'au-delà. Le défunt reste, alors, dans un espace intermédiaire, ni vraiment parmi les vivants, ni vraiment à sa nouvelle place : dans les cieux, sous la terre, dans la forêt - transfigurés en animaux sauvages ou parmi les ancêtres. Ainsi, il hante la société en créant du désordre, d'ailleurs comme tous ceux qui, dans les sociétés dites 'traditionnelles', de leur vivant n'acceptent pas ou sont empêchés, pour des raisons différentes, de se soumettre aux rites de passage prévus pour apprivoiser le devenir. Dans cette logique, qu'on s'avance à qualifier d'universelle, le nouveau, la régénération, la vie ne peuvent pas advenir ou continuer, tant que le vieux, la dégénération, la mort n'ont pas accompli leur cycle en se retirant 'ailleurs'.

Symptôme de ce non-accomplissement, dans le discours et les pratiques urbaines de nos interlocuteurs, les immeubles démolis dans les années 2000 sont souvent encore toujours là. Parfois, cette 'présence' est source d'inquiétude et d'inconfort de l'esprit, comme c'est le cas pour Samir face à la barre Renoir. Parfois, l'inquiétude et l'inconfort éprouvés à l'égard des lieux en travaux a un caractère pragmatique et bien réel, comme c'est le cas des sites Ravel et Presov et du quartier Balzac, qu'on évite et qu'on conseille d'éviter aux visiteurs car la disparition récente ou imminente des immeubles homonymes en fait des endroits dangereux, puisque déserts, ou des lieux mal fréquentés.

Dans un cas comme dans l'autre, le temps qui s'écoule entre la mort et la renaissance de ces lieux est perçu et décrit comme trop long par rapport aux exigences matérielles et symboliques de nos interlocuteurs :

«Tahar : J'ai lu un truc sur la pathologie des banlieues, où on disait que les 4'000, après ce drame du Narval, c'était le début du mal être des banlieues ... un jeune a été tué par le patron d'un café rue Renoir. Je ne sais pas si on sait lire le passé ... ça, c'était hier. Mais aujourd'hui ? Et demain ? Ca pourrait se reproduire ? Quelles solutions apporter au mal être, aux échecs, aux difficultés ? Est-ce qu'il y en aura tout le temps ?

- La rénovation urbaine mise sur le fait que, aussi grâce a elle, ça va changer, que ça va aller mieux...c'est ça l'idée, non ?

Tahar : J'espère. J'y crois, mais mon inquiétude première c'est de voir des personnes qui ne peuvent pas assurer un loyer et qui habitent ici actuellement et qui vont se voir habiter plus loin demain. Moi, Tahar, qui travaille, qui habite La Courneuve, je touche par exemple 800 Euros de salaire, ne pouvant pas assurer un loyer dans les nouvelles constructions ... Est-ce que je vais pouvoir rester là alors que les prix augmentent ? La rénovation engendre des coûts... On a beau les appeler « logements sociaux », mais si jamais on n'arrive pas à les avoir pour les plus démunis ? Est-ce que les plus démunis ne sont pas source de problèmes pour ces

sociétés ? On a besoin de les mettre plus loin ? Je ne sais pas ...» (Tahar)

«A la place de Renoir, j'espère qu'ils vont faire quelque chose de bien, que ça va être quelque chose de propre. Des immeubles à quatre étages, façon résidence, (...) avec digicode. J'espère. J'espère que ça va être pour les personnes qui en ont vraiment besoin, qui sont mal logées. J'espère qu'ils seront là avec un petit coin de jardin, une petite terrasse, je ne sais pas ... Je ne connais pas le projet, je vous dis mon point de vue. J'espère ... J'espère que ça va être comme ça» (Samir, habitant).

«La population va être poussée vers l'extérieur. Il va y avoir (...) une spéculation du foncier qui fait que les populations « ouvrières », les classes basses et moyennes-basses, ne pourront plus se loger. Donc, à La Courneuve ça va être très dur. Il y a 2000 logements qui sont programmés, mais à l'achat, un studio de 30 mètres carrés ça fait 140 000 euros. On est à plus de 3000 euros le mètre carré. Et au niveau de la location, c'est 750 euros pour un deux pièces. Comment voulez-vous qu'on puisse payer ça ? Une très grande partie de la population ne peut pas ! Ils vont être obligés de partir en province... à 80 bornes de Paris. Ici, on est proche de Paris. Et les couches sociales moyenne et moyennes-hautes ne peuvent plus se loger à Paris. Où vont-elles aller ? Elles vont venir habiter ici. (...) Certains parisiens vont arriver avec les moyens et la population plus pauvre va être poussée plus loin» (Jean-Pierre, ancien habitant)

Ces extraits d'entretiens révèlent que la longue durée qui sépare l'annonce d'une démolition de la fin d'un chantier devient un temps pendant lequel se réveillent non seulement les fantômes d'un passé appelé à disparaître que l'on regrette, mais surtout ceux créés de toute pièce par l'éventualité d'un futur que l'on redoute, inquiétant et inaccessible, mais qui reste néanmoins teinté d'espoir. Le temps du fantôme, du démolit et pas encore reconstruit – cette période de 'deuil' et de passage dont la durée est perçue comme hypertrophique – n'empêche pas les habitants d'exercer l'art du 'faire avec'. Ainsi, en attendant que des nouveaux lieux remplissent leurs fonctions de donner à lire 'de l'identité, de l'histoire et de la relation'⁴, les anciens lieux, restés symboliquement suspendus dans l'espace intermédiaire entre le vivant et le trépassé, continuent, avec leurs noms, à baliser l'espace : 'Renoir', 'Ravel' et 'Presov' sont les toponymes qu'on utilise au quotidien pour se repérer dans le quartier.

Les deux musiciens ne vont pas mourir. Les noms...ce qui est intéressant c'est que comme ils sont de l'ordre de la structure et comme ils sont de l'ordre de l'inconscient... et bien il y a une façon de présenter les noms pour qu'ils puissent avoir un futur (Bernard Paurd).

■ CONCLUSION : FANTÔMES INDÉSIRABLES ET ACTES DE MÉMOIRE FORCÉS

Il semble qu'en matière de passage d'une organisation spatiale à l'autre, les concepteurs – tout comme l'ensemble des personnes impliquées dans ces processus rapides de transformation – n'ont pas trouvé les gestes justes. Il y a d'une part l'émergence de souvenirs comateux, maladroits, indésirables qui créent un terrain propice au surgissement de fantômes, ainsi qu'on l'a vu tout au long des extraits d'entretiens cités au cours de cette conclusion. D'autre part, il y a le désir, souvent maladroit, de souligner d'une manière littérale cette disparition et de penser qu'on réussit ainsi à constituer un 'élément de mémoire' :

Les barres ont été démolies et on a dit tout de suite, après avoir fait notre tirade sur l'axe historique, qu'il y aurait préservation des traces par non-constructibilité de ces traces. En fait, on inverse, ce qui était construit est devenu inconstructible. Ces deux emprises sont totalement inconstructibles et ce sont des jardins. Et donc on a la trace et on aura toujours la trace de ces deux barres comme élément de mémoire (Philippe Hamelin, paysagiste)

⁴ Marc Augé, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Seuil, Paris, 1992

On a commencé par énoncer le caractère inconstructible des traces, qui vont devenir une absence et non plus une présence. (...) Donc on met en avant que c'est pas constructible, ça veut pas dire qu'on construit pas, ça veut dire qu'on construit autour et qu'on exprime cette absence qui va permettre aussi aux habitants qui ont habité là d'avoir la dignité de pouvoir métaphoriser par un jardin là où ils habitaient euh... donc une dignité dans le système public urbain... ça va devenir privatif ces jardins et ils vont rester lisible... (Bernard Paurd)

A cela, un paysagiste de la génération précédente comme Jacques Sgard répond :

Alors, ici à La Courneuve, je ne sais pas... faire un jardin sur les ruines d'un bâtiment, un jardin de rocailles... Il faut entièrement refaire le sol. Je ne sais pas ce que l'on peut faire. Mais il va 'planter' ses bâtiments là où on a un sol où on pourrait encore planter des arbres et puis comment planter des arbres dans des ruines pour qu'ils poussent ? Et en plus avec tous les sous-sols... parce que là on remplit avec du tout-venant. C'est une idée d'architecte. Alors, lorsqu'on travaille en équipe, on peut justement échanger des idées (Jacques Sgard).

Sgard souligne ainsi la rigidité et la part formelle de cette idée, qui d'un point de vue pratique n'a pas de sens et qui par conséquent n'a aucune chance de fonctionner, puisque le jardin ne sera constitué que sur la base d'un substrat très mince et au travers duquel, une fois que les racines des plantes et arbustes auront passé, elle ne trouveront qu'un sol aride et pauvre venant des débris de chantier et du sous-sol des barres disparues. Peut-être, la non-survie de cette végétation – qui deviendra un jardin-fantôme avant même sa disparition officielle – sera plus apte à rappeler Ravel et Presov à la mémoire de ses habitants, que le projet d'un jardin luxuriant entrevu par les concepteurs. Mais, est-ce vraiment ce dont les habitants désirent se rappeler ? Comme l'explique Jacques Sgard, il faut être conscient que certains passés (comme ceux d'un bidonville ou d'une friche industrielle, par exemple) ne sont pas faciles à traiter :

503 ■

On avait réussi à avoir avec nous un vieux syndicaliste qui avait occupé l'usine. Pour lui, il y avait eu quelques bons moments qui étaient les moments de lutte pour arracher quelque chose aux patrons, mais sinon c'était très dur, c'était très polluant, des teintureries dans lesquelles il s'était brûlé les poumons, donc la mémoire n'avait absolument rien à faire là-dedans. (Jacques Sgard).

Parce que la question de la mémoire est au cœur de cette réflexion sur un lieu qui depuis plus de quarante ans est en constante transformation, finissons avec les mots de Jacques Sgard, un paysagiste pour qui les 4'000 constitua le premier projet de sa trajectoire professionnelle et dont l'histoire de sa vie est, en ce sens, à l'échelle de ce territoire :

La mémoire ce n'était pas une traduction un peu littérale et directe finalement qu'on conserve tel truc ou tel truc, non c'était une évocation plus subtile et ça je crois c'est quelque chose qui pourra se transmettre, probablement. Parce que si la mémoire disparaît avec les derniers, ce n'est pas intéressant. Tandis que s'il y a de l'histoire ça devient de l'identité, ce n'est plus seulement des souvenirs qui disparaissent avec les gens, mais une sorte d'identité du pays qui se transmet. (Jacques Sgard).